





TRAITÉ DES IMPOTS

CONSIDÉRÉS SOUS LE RAPPORT

HISTORIQUE, ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE

EN FRANCE ET A L'ÉTRANGER

PAR

M. ESQUIROU DE PARIEU

VICE-PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ÉTAT

MEMBRE DE L'INSTITUT IMPÉRIAL DE FRANCE, DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE LONDRES
ET DE PLUSIEURS AUTRES SOCIÉTÉS SAVANTES

DEUXIÈME ÉDITION

REVUE ET AUGMENTÉE PAR L'AUTEUR

Longum iter est per præcepta.
Breve et efficax per exempla.
SENÈQUE.



TOME QUATRIÈME

PARIS

COTILLON, ÉDITEUR

LIBRAIRE DU CONSEIL D'ÉTAT

25, rue Rouffot

GUILLAUMIN ET C^{ie}

LIBRAIRES-ÉDITEURS

15, rue Richelieu

1867



TRAITÉ
DES IMPOTS

SAINT-DENIS. — TYPOGRAPHIE DE A. MOULIN.

5. 7. 502

TRAITÉ DES IMPOTS

CONSIDÉRÉS SOUS LE RAPPORT

HISTORIQUE, ÉCONOMIQUE ET POLITIQUE

EN FRANCE ET A L'ÉTRANGER

PAR

M. ESQUIROU DE PARIEU

VICE-PRÉSIDENT DU CONSEIL D'ÉTAT

MEMBRE DE L'INSTITUT IMPÉRIAL DE FRANCE, DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE LONDRES
ET DE PLUSIEURS AUTRES SOCIÉTÉS SAVANTES

DEUXIÈME ÉDITION

REVUE ET AUGMENTÉE PAR L'AUTEUR

*Longum iter est per præcepta
Breve et efficax per exempla.
SENÉQUE.*



TOME QUATRIÈME

PARIS

COTILLON, ÉDITEUR

LIBRAIRE DU CONSEIL D'ÉTAT

24, rue Soufflot



GUILLAUMIN ET C^{ie}

LIBRAIRES-ÉDITEURS

14, rue Michélieu

1867

TRAITÉ DES IMPOTS

LIVRE VII.

**Des taxes provinciales, départementales et
locales ¹.**

PRÉAMBULE.

Toutes les taxes en vigueur dans l'ensemble d'un État ne sont pas, en fait, d'une application absolument générale. Il en est qui n'atteignent que certaines personnes, d'autres certains biens, certaines jouissances, certaines consommations ou certains actes. Ces divers impôts réunissent une condition de généralité dans la loi qui les institue et dans l'ensemble de la nation qui les subit avec une condition

¹ M. de Hock a critiqué l'existence du livre qui termine mon *Traité des Impôts*. Il a dit avec quelque raison que mon ouvrage étant consacré à l'examen de la nature intime des taxes, il y avait une sorte d'inconséquence à les étudier sous un aspect tout à fait étranger à leur matière. La critique serait fondée si mes lecteurs pouvaient croire que les taxes locales sont pour moi une classe d'impôts distincte de ceux que j'ai étudiés dans les livres précédents, et que le livre VII de cet ouvrage est aussi lié aux livres II, III, IV, V et VI que ceux-ci le sont entre eux. Il est vrai de dire que le point de vue change entre le livre VI et le livre VII et qu'après avoir en quelque sorte étudié le sujet de face, j'en donne aussi une esquisse de profil. C'est l'intérêt administratif du sujet traité dans le livre VII, d'abord étran-

d'individualité ou d'accidentalité, qu'on me passe l'expression, dans les personnes qui les acquittent. Quelquefois même s'il s'agit d'un péage à payer, la condition accidentelle prend le caractère d'une condition locale.

Mais, à côté ou en dedans de l'action de ces diverses impositions, il est d'autres taxes qui sont locales dans un autre sens : ce sont les taxes provinciales, départementales, communales, qui sont établies pour les dépenses de ces circonscriptions restreintes, dont la vie administrative se coordonne avec l'existence de la nation dont elles font partie.

Quelquefois les circonscriptions intérieures d'un pays pourvoient suffisamment à leurs besoins locaux par des suppléments ou centimes additionnels aux contributions générales. Mais souvent aussi elles sont autorisées à lever des taxes propres, qui n'ont pas leurs semblables dans l'État. Cela est vrai surtout des villes qui constituent par leurs clôtures des organisations isolées du reste du pays, et dont le système fiscal est souvent sous ce rapport beaucoup plus spécial que celui des circonscriptions plus étendues.

Ces taxes provinciales et locales qui, sous le rapport économique, rentrent toutes dans la classification générale des divers impôts que nous venons d'étudier, constituent des faits administratifs et financiers très-importants, et sous cet aspect il nous a paru utile de les examiner à part, à la fin de cet ouvrage, d'autant plus qu'il y a une grande diversité

ger au plan de mon livre, qui me l'a fait incorporer dans la 1^{re} édition de cet ouvrage et qui me porte à l'y maintenir. Comment négliger une question comme celle des octrois, par exemple ?

Peut-être si j'en eusse trouvé le temps, me fussé-je exposé à une autre critique non moins juste que la première, mais que l'intérêt du lecteur eût pu absoudre. J'ai en effet pensé qu'un résumé du système des taxes *par nation* eût eu de l'avantage en faisant saisir l'organisme particulier des recettes de chaque pays et les compensations mutuelles que chaque système peut présenter. Mais l'œuvre eût été encore longue et son intérêt eût été plus transitoire que celui de la plupart des autres considérations renfermées dans cet ouvrage.

dans leurs formes chez plusieurs peuples de l'Europe.

Pour indiquer tout de suite l'aspect général et la diversité de certaines organisations financières sous ce rapport, je dirai qu'en Prusse, par exemple, le système des suppléments aux impôts généraux, soit directs, soit indirects, joue un grand rôle dans l'organisation des finances locales.

En Bavière, au contraire, les taxes sur la viande, le blé et la farine, sont abandonnées exclusivement aux communes qui, en outre, ont une partie des droits sur la bière ¹.

En Angleterre, il y a surtout des taxes directes, mais jusqu'à certain point spéciales, sur les propriétés et les revenus.

En France et en Espagne, ce sont des suppléments aux taxes directes générales et aussi des impôts de consommation particuliers.

En Hollande, il y a eu longtemps des impôts de même nature, et, en outre, des capitations graduées.

En Belgique règne depuis la suppression des octrois un système tout particulier, et qui n'a pas d'analogue en Europe.

Il est impossible d'assigner à ces faits, que nous étudierons plus attentivement, aucun caractère général, si ce n'est toutefois que les impôts de timbre et d'enregistrement ne paraissent avoir presque nulle part inspiré les financiers lorsqu'ils ont été occupés de créer des impositions locales.

Quelquefois, le législateur des taxes locales semble avoir voulu profiter de la latitude particulière qui résulte de son champ d'action restreint.

¹ Reden, I, 65. « L'accise sur la viande ayant été complètement abandonnée aux communes par l'ordonnance du 31 janvier 1813, et l'accise du blé et de la farine, dit M. de Reden, n'étant levée aussi que pour les biens communaux, il ne reste pour l'État que l'accise sur le malt. »

Ainsi pour ces taxes sur les consommations urbaines qui portent parmi nous le nom d'*octrois*, le législateur a permis aux conseils municipaux d'embrasser, à cause de la sphère localisée de la taxation, des objets qu'il n'eût jamais voulu imposer dans l'intérêt de ses propres finances, par le motif que la constatation de la matière imposable n'eût pu sans tyrannie et vexation s'étendre sur la surface d'un vaste pays tout entier.

Un fait fréquent doit être signalé encore dans ces impositions locales, c'est que dans les cas où leur objet se confond avec celui des impositions générales, des mesures législatives particulières dans l'intérêt de la taxation générale ont circonscrit et limité la taxation locale. En Hollande autrefois, les droits municipaux sur le vin étaient limités par ceux du Trésor¹; quelque chose de tout à fait analogue se retrouve dans la limitation de nos taxes d'octroi sur les boissons.

A cause de cette subordination des taxes locales aux taxes générales, les premières semblent avoir souvent un caractère d'imperfection spéciale, qui résulte d'une culture d'esprit un peu moins parfaite chez ceux qui les votent, et souvent de leur ancienneté², qui les destine à représenter pour ainsi dire l'archaïsme de la taxation.

La subdivision du livre que nous consacrons à l'étude des taxes locales, sera différente de celle qui a été adoptée par nous dans l'étude des taxes générales, ou du moins des taxes prises en elles-mêmes, abstraction faite de leur sphère d'application.

A l'égard de celles-ci, c'est la nature seule de la contribution que nous avons discutée, et nous avons classé les impôts d'après leur incidence sur les personnes, les richesses, les

¹ *Christian*, p. 81.

jouissances, les consommations et les actes infiniment variés de l'existence humaine.

Ici, au contraire, en parlant des taxes locales, nous avons pensé que la classification géographique était à la fois la plus naturelle et la plus logique, sauf à suivre dans chaque région la subdivision des taxes d'après leur nature intrinsèque.

Nous n'avons pas besoin de faire observer que tout en acceptant la donnée générale qui résulte de notre ouvrage, destiné à l'observation des faits étrangers comme des faits français, le caractère nécessairement incomplet de nos recherches sur la législation étrangère sera peut-être plus sensible dans ce livre de notre ouvrage que dans les autres. Si en effet tout ce qui concerne les revenus nationaux tend aujourd'hui, dans toute l'Europe, à se divulguer et à se produire dans des budgets communiqués au public, la taxation locale se cache au contraire dans l'ombre, et il suffira, pour expliquer la difficulté d'atteindre les faits qui s'y rattachent, de faire remarquer quelle place restreinte tiennent dans nos documents officiels les ressources, cependant si considérables et si variées, fournies en France par l'octroi, les centimes additionnels, les droits de voirie et de places, etc., aux caisses municipales.

CHAPITRE I.

DES TAXES DÉPARTEMENTALES ET COMMUNALES EN FRANCE.

PRÉLIMINAIRES.

Il ne m'a pas été donné de pouvoir approfondir en détail la nature des revenus des villes de France dans l'ancien régime, revenus appelés alors *patrimoniaux*. J'ai trouvé dans les archives du département du Cantal la mention de divers droits de *courtage*, *poids et taules* (tables) comme *revenus patrimoniaux* de la ville de Mauriac au XVIII^e siècle. Il est en outre certain que les octrois ou taxes sur les consommations jouaient déjà dans les revenus urbains un rôle considérable. Dans un assez grand nombre de villes, les denrées alimentaires étaient frappées de droits d'octroi élevés, que des arrêtés du conseil, provoqués successivement par Turgot, abrogèrent dans diverses localités, telles que Dijon, Beaune, Saint-Jean de Losne, Montbard, Pontoise et Bordeaux ¹. Mais y avait-il d'autres impôts communaux? Je signale la question aux recherches des érudits.

Aujourd'hui les revenus des villes tirés des taxes se composent en France : de centimes additionnels aux contribu-

¹ Turgot, par A. Bathie, p. 55.

tions directes, de l'impôt des chiens, du droit sur les permis de chasse, de certains droits de voirie et de place, des octrois, des péages communaux et du produit de l'expédition des actes administratifs et de l'état civil, tandis que les départements tirent leurs ressources des suppléments aux impôts directs et de quelques autres perceptions fort accessoires, telles que les péages autorisés au profit des départements, etc.

Les prestations en nature servent aux communes et aux départements en même temps.

L'arrondissement n'a pas de ressources propres.

Il y a peu à dire sur les droits de place et de pesage, ainsi que sur les droits de voirie¹ autorisés au profit des communes.

Ces impôts dont nous avons parlé plus haut sont peu productifs; la statistique en est peu connue; quelques-uns sont perçus dans peu de communes.

Mais les *octrois municipaux* sont un sujet original et fé-

¹ Les droits de voirie n'existent que dans un certain nombre de communes assez restreint, et spécialement dans les environs de Paris. D'après M. Davenne (p. 192), ces droits, qui n'étaient d'abord qu'exceptionnels et réservés à de grandes cités, se sont étendus à des communes moins considérables, surtout depuis que leur existence, remontant pour Paris au xvii^e siècle, a été régularisée par un article de la loi du 21 avril 1832.

En 1862, d'après le rapport adressé à l'Empereur le 20 mars, par M. le ministre de l'Intérieur, les droits de pesage, de mesurage, de places aux halles, marchés, entrepôts et voiries ont produit 33,774,376 fr. La part afférente dans ce chiffre à la ville de Paris est de 18,224,157 fr., y compris le produit de ses établissements hydrauliques. Les taxes communales diverses (transports des corps et concessions de sépultures dans les cimetières, péages, expéditions des actes civils ou administratifs, droits de voirie, droits de marque, etc.) ont donné en outre 9,557,931 fr. Le produit des centimes communaux a été, pour le même exercice, de 78,791,676 fr. et celui des octrois, taxes principales et additionnelles, de 159,433,314 fr., dont plus de moitié fournie par l'octroi de Paris (80,764,511 fr.).

En 1850, d'après un rapport de M. Darcy, les droits de pesage, mesurage, jaugeage, les droits de voirie, mêlés avec certaines perceptions, en quelque sorte domaniales, des communes, comme les concessions de places, les locations de sépultures, etc., donnaient 20 à 21 millions, tandis que les centimes communaux fournissaient 68 millions et l'octroi 84 millions.

cond dans l'histoire des taxes locales françaises, soulevant en même temps des questions d'actualité importantes. D'un autre côté, les prestations en nature, mentionnées souvent çà et là dans le cours de notre ouvrage, comportent, ainsi que les octrois, quelques développements à part, à cause du caractère, à la fois original et important, qu'elles revêtent pour l'observateur des faits financiers. Enfin les centimes communaux et départementaux, quoique présentant simplement l'application de mécanismes institués au profit de l'État et déjà étudiés par nous, méritent cependant de fixer l'attention sous divers rapports, et notamment eu égard à leur importance financière à peu près équivalente à celle des octrois. Ces considérations expliquent la division de ce chapitre en trois sections, dont la première concerne seulement les communes.

Le droit pour l'État d'autoriser les taxes départementales et communales au delà d'un certain maximum légal, constitue en France un des principaux attributs de la *tutelle administrative* qui est, elle-même, l'un des principaux ressorts de la *centralisation* ¹.

¹ Le décret de mars 1852 a donné aux préfets le droit de statuer sur les tarifs des droits de voirie et des droits de pesage, de mesurage et de jaugeage. Il en est tout autrement des centimes extraordinaires et des tarifs d'octroi.

SECTION I.

DES OCTROIS MUNICIPAUX.

On donne le nom d'*octrois* aux taxes établies sur les consommations, dans les villes et dans les bourgs, pour les besoins de l'administration communale.

Ce nom dérive d'un mot de la basse latinité (« *ottroium licentia vasallo data*, » dit Ducange ¹); il indiquait, dans l'ancien langage français, une concession de l'autorité souveraine. Il a été appliqué dans le sens restreint qui nous occupe actuellement, par suite de la formule adoptée dans les édits qui autorisèrent primitivement pour les communes des impôts de consommation auxquels le fisc royal s'associait souvent par un prélèvement variable, des deux tiers par exemple en 1323, de moitié seulement en 1663.

« Les taxes d'octroi, établies temporairement en 1323, pour le compte exclusif de l'État, cessèrent bientôt et reparurent à diverses époques. En 1352, la ville de Compiègne obtint la première l'autorisation de percevoir l'octroi à son profit, mais à la condition de verser au Trésor royal le quart des sommes perçues. Depuis lors, et comme indemnité de la concession que l'État faisait de l'un de ses privilèges, le droit régalien, il ne fut octroyé aucune permission sans la

¹ Ménage tire le mot d'octroi de *auctorium* et *auctoriare*, corrompus d'*auctoritas* et *auctorisare*. Ducange prétend que dans la basse latinité, on a dit *auctorgare*, d'où les Espagnols auraient fait *otorgar*, et les Français octroyer. (*Encyclopédie des gens du monde*. V. Octrois).

stipulation de prélever pour le Trésor, tantôt une portion éventuelle des produits, tantôt une somme fixe une fois payée. »

« Par une déclaration de 1647, il fut enjoint que tous les produits des droits d'octroi et autres, que percevaient les villes et communautés, fussent portés à l'épargne, avec permission toutefois de lever ces droits par *doublement* pour le compte des mêmes villes et communautés. Les événements ayant suspendu l'effet de cette déclaration, un édit de 1663 la renouvela avec cette différence seulement qu'il attribua au roi le prélèvement, à perpétuité, de la moitié des droits d'octroi à percevoir aux entrées des villes. Nonobstant ce partage, il y avait en faveur des troupes, tantôt modération, tantôt exemption complète des droits; les approvisionnements de la marine consommés même à terre, dans les ports, étaient affranchis de toute taxe communale; de plus, la moitié revenant au Trésor était libre de toutes charges, exemptions ou privilèges, tandis qu'au contraire la portion des communes y restait assujettie ¹. »

Nous avons vu de nos jours reproduire quelque chose d'analogue à cette participation de l'État aux bénéfices de l'impôt local par le prélèvement du dixième du produit net des octrois au profit du Trésor public, prélèvement établi vers le commencement de ce siècle, en remplacement de l'obligation imposée antérieurement aux villes de fournir le pain de soupe aux troupes ², et supprimé dans l'intérêt des con-

¹ *Dictionnaire général d'Administration*, 1 vol. in-4°, 1849, Paris, Paul Dupont.

² La possession d'une garnison est devenue, depuis le décret du 23 avril 1810, la source d'une autre obligation spéciale pour les communes qui perçoivent des droits d'octroi. En compensation de l'impôt levé indirectement sur la nourriture des troupes, ces communes sont chargées des dépenses du casernement et des lits militaires, dépenses dont le maximum ne peut, en aucun cas, s'élever au-dessus de 7 fr. par an pour chaque homme, et de 3 fr. par cheval. M. de Chahrol, dans son rapport au roi sur l'administration des finances, publié en mars 1830, évaluait

sommateurs par le décret du Prince Président de la République relatif à la fixation du budget de l'exercice 1852 ¹.

Suivant le système de privilèges en vigueur, avant 1789, beaucoup de personnes étaient exemptes des taxes d'octroi.

Un décret de l'Assemblée Constituante, du 28 janvier 1790, abolit toutes les exemptions et fit porter la perception sur la généralité des habitants.

Environ un an après, un rapport d'ensemble sur les taxes, vulgairement nommées droits d'entrée, fut fait au nom du comité de l'imposition, par MM. de La Rochefoucauld, Dauchy, d'Allarde, Rœderer, Defermon et Dupont de Nemours.

Le projet de loi, placé à la suite de ce rapport, avait pour objet la refonte systématique des droits d'entrée et d'octroi. Il autorisait l'établissement dans les villes de taxes levées au profit de l'État sur les marchandises et productions consommées plus généralement par les habitants aisés ou riches.

Ces taxes devaient être limitées par des maxima de produits échelonnés depuis 20 sous par tête d'habitant jusqu'à 18 livres, suivant une gradation de huit classes, dans lesquelles étaient distribuées, suivant leur population, les villes peuplées de plus de 2,500 habitants.

D'après l'article 13 du même projet, les villes, pour faire face à leurs dépenses municipales et à celles de leurs hôpitaux, ainsi qu'aux dettes qui leur seraient personnelles, pouvaient proposer à l'Assemblée nationale d'ajouter aux taxes d'octroi perçues au profit général de la nation des sous municipaux pour livre, à la charge que ces sous municipaux pour livre n'excéderaient jamais ni en totalité, ni dans

à 1 million environ le produit de cet abonnement, porté aujourd'hui à 1 million 500 mille fr.

¹ Diverses villes aidées dans cette voie par la jurisprudence du conseil d'État, ont fait porter la réduction du dixième ordonnée en 1852 sur certains articles spéciaux de leurs tarifs.

aucun article du tarif, la somme perçue au bénéfice de l'État.

A cette époque, on le sait, les projets de réformes se changèrent bientôt généralement en innovations destructives et radicales. Ce résultat se produisit en ce qui touche l'objet qui nous occupe.

Peu de jours après le rapport dont nous venons d'analyser les conclusions, et sans s'y arrêter, l'Assemblée constituante décréta, le 19 février 1791, la suppression de tous les impôts perçus à l'entrée des villes. Les octrois disparurent pour un certain temps.

En l'an VII, cependant, une loi du 27 vendémiaire rétablit pour Paris un octroi dit *municipal et de bienfaisance*.

La détresse des hospices civils de la ville de Paris, l'interruption de la distribution de secours à domicile, circonstances indiquées dans les motifs de la loi, expliquent cette dénomination nouvelle.

La loi du 11 frimaire an VII généralisa quelques règles relatives à l'établissement de taxes indirectes et locales qu'il fut permis d'instituer, à défaut de recettes ordinaires, *dans les communes formant à elles seules un canton* ou considérées comme telles.

Il y avait dans cette dernière condition un principe de limitation, fondé sur l'importance et la population des localités, principe qui avait été déjà posé dans le rapport de Dupont de Nemours, et qui a été trop incomplètement retenu depuis dans la jurisprudence des octrois.

Les octrois ont subi de très-grandes fluctuations sous le rapport de leur nombre, et, après leur rétablissement au commencement de notre siècle, la quantité s'en était élevée fort au delà de ses limites actuelles.

Il n'y avait en l'an IX que 293 localités sujettes à octroi. Le nombre s'éleva en l'an X à 370, en l'an XI à 499, en

l'an XII à 2,641 et en l'an XIII à 3,262 pour les cent huit départements de la France d'alors.

Le Pas-de-Calais en avait en l'an XIII, 931. — L'Escaut, 306. — Les Vosges, 151. — Les Deux-Nèthes, 139. — Les Basses-Pyrénées, 110. — La Lys, 109¹.

Aujourd'hui le nombre des octrois pour un territoire, il est vrai, moins étendu, est d'environ moitié de ce qu'il était en l'an XIII, et sauf dans le département du Finistère, ces impôts locaux n'existent guère que dans les villes de quelque importance.

Plusieurs lois, aux dates des 2 vendémiaire, 19 frimaire, 5 ventôse an VIII, 5 ventôse an XII et 24 avril 1806 ; divers décrets impériaux des 21 brumaire an XIII, 17 mai 1809 et 8 février 1812 ; les lois et ordonnances plus récentes des 8 et 9 décembre, 25 décembre 1814, 28 avril 1816, 25 mars 1817, 3 juin 1818, 17 août 1822, 24 juin 1824, 12 décembre 1830, 22 juillet 1831, 11 juin 1842, 10 mai 1846, 3 juillet 1847, enfin le décret du 17 mars 1852, sont les principaux documents de notre législation sur la matière.

Une partie assez mobile de ces règles a été celle qui est relative au mode d'administration des octrois. Abandonnée sans réserve, dans l'origine, aux autorités locales, cette administration fut placée en 1809 sous la protection du principe de centralisation, et même entièrement confiée par le décret impérial du 8 février 1812, à la régie des contributions indirectes. Ces liens étroits entre le service des octrois et l'administration générale des finances produisirent la suppression de nombreux abus, tolérés par la faiblesse et le défaut d'intelligence des administrations locales. On a cru pouvoir les relâcher un peu plus tard sans de trop graves

¹ V. dans les archives du conseil d'État la collection des rapports présentés à S. M. l'empereur Napoléon I^{er}, à son retour de la grande armée, sur diverses questions agitées à l'expiration de l'an XIII.

inconvenients, et la loi du 28 avril 1816 a rendu aux communes une assez grande indépendance dans l'établissement et la gestion de leurs octrois, sauf toutefois le contrôle de l'autorité centrale, qui s'exerce par voie d'approbation, non-approbation, ou même restriction des tarifs proposés, mais sans faculté d'aggravation.

Quant à la perception des droits autorisés, elle a lieu, au libre choix des communes, par l'un des quatre systèmes distincts communément usités à cet effet, et qui sont désignés sous les noms de *régie simple*, *bail à ferme*, *régie intéressée* et *abonnement avec la régie*, toujours cependant sous la surveillance du ministre des finances, qui approuve les baux et nomme les préposés en chef des octrois ¹.

Le nouveau projet, sur les conseils municipaux, présenté le 16 février 1863 au Corps législatif, mais qui n'est pas encore venu à discussion, attribue à ces conseils le droit de régler par leurs votes la prorogation des taxes principales d'octroi pour cinq ans, et leur augmentation jusqu'à concurrence d'un décime pour le même laps de temps, sous condition de ne pas dépasser pour chaque taxe le maximum déterminé dans un tarif général qui sera établi par règlement d'administration publique, ni d'imposer aucun objet qui ne sera pas compris dans ce tarif. Les conseils seront également compétents pour voter la suppression ou la diminution des taxes d'octroi, et, sous la réserve de l'approbation du préfet, la prorogation des taxes additionnelles déjà existante, et l'augmentation des taxes principales au delà d'un décime. L'autorité centrale conserve dans ses attributions l'autorisation des octrois nouveaux votés par les conseils municipaux, l'approbation des règlements relatifs

¹ La forme de l'abonnement individuel des contribuables n'est pas admise dans les octrois français. Elle l'était dans certaines communes de la Savoie avant son annexion à la France.

à leur perception, ainsi que des modifications aux périmètres et aux règlements existants, l'assujettissement à la taxe d'objets non encore imposés dans le tarif local, l'établissement ou le renouvellement d'une taxe atteignant des objets non compris au tarif général ou excédant le maximum fixé par ce tarif.

Depuis la loi du 11 juin 1842, aucun tarif ou règlement de perception ne peut être changé sans que la proposition en ait été discutée par le conseil d'État, *dans la forme des règlements d'administration publique*. Les deux sections ou comités spéciaux correspondant aux ministères de l'intérieur et des finances examinent ce genre d'affaires à des points de vue divers, et l'assemblée générale du conseil d'État donne son avis sur toutes les modifications de tarifs. Le principe, adopté depuis 1840, d'une limite décennale imposée à la durée des tarifs d'octroi nouvellement établis ou soumis à la révision de l'autorité centrale, accroît considérablement l'importance du contrôle administratif sur cette branche des revenus locaux, et soumet l'ensemble du régime des octrois à une surveillance constante.

Le fonds de la législation française sur les octrois a peu varié depuis leur rétablissement au commencement de notre siècle. Nous allons en indiquer les bases principales ainsi que les modifications les plus saillantes.

La loi du 11 frimaire an VII, le décret de 1809 et l'ordonnance du 9 décembre 1814 apportaient dans l'intérêt des consommateurs certaines limites à la désignation que pouvaient faire les conseils municipaux des objets soumis aux droits d'octroi. L'ordonnance de 1814, en classant les matières imposables en cinq catégories conservées depuis (1° boissons et liquides; 2° comestibles; 3° combustibles; 4° fourrages; 5° matériaux), excluait de la deuxième catégorie, par son article 16, les *grains et fari-*

nes, fruits, beurre, lait, légumes et autres menues denrées.

L'article 147 de la loi du 28 avril 1816 n'a pas maintenu ces limitations, et il a même été décidé qu'un conseil municipal avait rigoureusement le droit d'imposer les farines ¹. Mais le droit des conseils municipaux est toujours subordonné aux restrictions que le gouvernement et le conseil d'État croient devoir apporter aux propositions des administrations locales, restrictions qui ont eu souvent pour résultat de protéger contre une taxation injuste ou inopportune les denrées et combustibles spécialement à l'usage des indigents. En admettant exceptionnellement l'établissement ou le maintien des droits sur les blés et farines, le conseil d'État n'a pas négligé d'indiquer quelquefois des circonstances locales, telles que l'emploi des châtaignes pour la nourriture des classes pauvres, qui lui ont paru faciliter l'autorisation de ces droits². Cependant il faut aussi reconnaître que l'octroi sur les farines a été toléré dans quelques villes du Midi sur une assez large échelle. A Marseille, le droit des farines rapportait naguère plus de 600,000 fr. sur un produit d'environ 4 millions.

La jurisprudence habituelle du conseil d'État, fondée sur l'article 11 de l'ordonnance du 9 décembre 1814 et sur l'article 148 de la loi du 28 avril 1816, exclut encore des tarifs d'octroi les objets qui ne paraissent pas devoir rester rigoureusement dans la consommation locale; ce qui ne comprend pas seulement les matières admises au bénéfice de l'entrepôt et les combustibles employés à la fabrication des objets de commerce général, mais encore les objets qui, comme les bois de charonnage et de tonnellerie, semblent, d'après les circonstances locales, devoir plutôt entrer dans les exportations que dans les consommations intérieures.

¹ Arrêt de la Cour de cassation du 18 juillet 1834.

² Octroi de Bastia, 15 juillet 1847.

Il y a eu d'ailleurs une décision spéciale du ministre des Finances, rendue en 1811, pour exempter des droits d'octroi les bois destinés aux constructions mobiles d'artillerie.

Sont aussi exemptés du paiement des droits, en vertu d'ordonnances ou décisions ministérielles :

1° Les consommations faites à bord des bâtiments de l'État ;

2° Les matières servant à la fabrication des poudres ;

3° Les papiers imprimés du gouvernement ;

4° Les médicaments ;

5° Les morues.

Le sel n'était, il y a quelques années, sujet au droit d'octroi que dans la ville de Paris ; le papier était taxé à Bordeaux et à Nice, le papier peint à Alais et à Uzès.

Les matières soumises à des droits de douane, comme les sucres et les cafés, sont assez exceptionnellement atteintes par les tarifs d'octroi. Cependant il n'y avait, il y a peu d'années, pas moins de cent deux localités, dans le Centre, l'Ouest et surtout le Midi de la France, dans lesquelles les sucres étaient taxés.

Il importe de respecter, dans l'établissement des octrois, la liberté de la concurrence ; et en conséquence les objets fabriqués ou récoltés dans l'intérieur de la commune doivent être en général soumis à la même taxe que les objets venant du dehors ¹. Toutefois des différences variables suivant les cas peuvent être établies entre la bière venant du dehors et celle fabriquée dans l'intérieur ². On a vu aussi des droits différentiels établis sur certains objets d'après le lieu de leur fabrication, par exemple pour les tuiles et carreaux ³. On a même admis en Corse la faculté d'imposer sur

¹ Ordonnance du 9 décembre 1814, article 24.

² *Ibid.*, art. 14.

³ Octroi de Melun, 12 août 1817.

les vins, d'après leur provenance, des tarifs différentiels dont les octrois de Bastia et d'Ajaccio montrent l'application.

Un assez grand nombre d'avis du conseil d'État ont repoussé les droits différentiels entraînant des difficultés de perception, ou favorisant déraisonnablement la consommation d'une espèce de produits par rapport à une autre. Telles ont été les distinctions proposées entre les fourrages provenant des prairies naturelles et ceux des prairies artificielles (4 et 23 juin 1846), entre les bœufs et les vaches (25 février et 13 juillet 1847), entre les agneaux suivant les saisons (24 août 1847).

D'après l'ordonnance du 9 décembre 1844, les préfets doivent veiller à ce que les objets portés aux tarifs des octrois de leurs départements soient, autant que possible, frappés du même droit dans les communes d'une même population.

Depuis le 1^{er} janvier 1847, et en exécution de la loi du 10 mars 1846, les droits d'octroi sur les animaux de toute espèce ont été établis à raison du poids. Toutefois ils ont pu rester fixés par tête, là où la taxe sur les bœufs n'excède pas 8 francs.

La législation des octrois présente une tendance marquée vers la restriction des droits sur les boissons déjà frappées d'une taxe au profit du trésor public. Le motif de cette restriction est le même que celui qui fait limiter, dans les lois budgétaires, les centimes laissés à la disposition des communes. Aussi cette règle ne s'applique-t-elle pas en Corse, où aucun droit n'est perçu sur les boissons au profit de l'État ¹.

L'article 149 de la loi du 28 avril 1816, suivant la voie déjà indiquée à cet égard par l'article 12 de l'ordonnance du

¹ Octroi de Sartène, 24 novembre 1846.

3 décembre 1814, ordonnait, en général, que les droits d'octroi établis sur les boissons à l'avenir ne pourraient excéder les droits qui étaient perçus au profit du Trésor sur les mêmes boissons aux entrées des villes ; mais cette disposition législative admettait en même temps qu'une ordonnance spéciale du roi pourrait déroger à la règle qu'elle instituait.

La loi du 11 juin 1842, reprenant le même principe avec plus de force, a décidé qu'il ne pourrait y être dérogé que par une loi, et a, en même temps, limité au 31 décembre 1852 la continuation des taxes précédemment réglées sur un pied différent et supérieures au taux des droits d'entrée ¹. A cette date du 31 décembre 1852 on a examiné la portée financière de la réduction et on a calculé qu'une somme totale de 1,754,402 fr. ² disparaîtrait de ce chef du budget de certaines villes, sauf les prorogations qui ont pu intervenir pour certaines localités par des lois spéciales.

Voici, en particulier, le tableau comparatif général des produits du droit sur l'alcool en 1852 et après la réduction opérée le 31 décembre 1852, ainsi que des quotités de droits perçus sur cette boisson dans diverses localités.

Produit dans 967 communes :

1852.	1853.	Perte.
4,514,926	4,176,598	338,328

Voici, toujours en ce qui concerne l'alcool, les quotités de droits autorisées en 1853, à savoir 4 fr., 6 fr., 8 fr., 12 fr.,

¹ On ne saurait nier que la législation de 1812 n'ait dépassé son but sur quelques points du territoire, lorsqu'on a vu, par exemple, la ville de Quimper obligée de compenser par une élévation du droit sur la viande l'abaissement du droit sur l'alcool prescrit par cette loi.

² D'après le rapport de M. Réal sur la loi de 1842, le produit des surtaxes sur les boissons était à cette époque de 10,281,000 francs perçus dans 449 communes.

14 fr., 16 fr., suivant les populations comparées à celles qui étaient perçues avant 1853, au moins pour les plus forts écarts.

Briançon.	12 fr.	90	4 fr.
Marseille.	17	60	16
Chatellandren (côtes du Nord).	10		4
Lannion	10		4
Saint-André (Eure).	8	10	4
Quimper.	66	50	6
Guengat, Boors et Goulven	19	10	4
Poullan	14	30	4
Tuflagat	28	60	4
Bouglanc, Daoulas, et Goueznon, etc , 12 ou 15 autres localités du Finistère.	28	60	4
Landerneau	57	30	4
Bordeaux.	17	60	6
Saint-Jacques (Ile-et-Vilaine)	12		4
Morez (Jura).	19	70	4
Châteaubriand (Loire-Inférieure).	9	60	4
Anneaulin (Nord)	19		4
Seclin (Nord).	19	10	4
Avesnes	23		4
Quesnoy	26	70	4
Douai.	22	90	10
Bergues	27	80	4
Bourbourg	19	20	4
Gravelines	25		4
Hondschoote.	28	60	4
Bailleul	22	90	4
Cassel	38		4
Estaires Lagorgue, Merville Steenworde.	22	90	4
Condé.	21	10	4
Saint-Amand.	22		6
Carvin (Pas-de-Calais).	15	30	4
Wiauville	11	40	4
Berek	9	50	4
Saint-Jean-de-Luz	11	50	4
Rouen	28	25	16
Civray	11		4

Le décret du 17 mars 1852 ne s'est pas borné à confirmer la loi du 11 juin 1842. Il a combiné la règle posée par cette loi avec une diminution de moitié sur les droits d'entrée perçus au profit du Trésor, diminution devant, par con-

tre-coup, amener une nouvelle réduction des droits d'octroi sur les boissons, mais seulement dans un délai de trois ans après le terme marqué pour le premier *nivellement*, s'il est permis d'employer cette expression, prescrit par la loi du 11 juin 1842, afin d'éviter l'action cumulée des deux réductions ¹.

L'effet de ces dispositions du décret du 17 mars 1852 a été un remaniement assez profond dans les octrois d'un grand nombre de communes. Déjà les dispositions de la loi du 11 juin 1842 atteignaient 371 localités. On a calculé que la seconde réduction de 1852 réduirait pour un chiffre de 3,558,303 fr. les recettes de 941 communes en 1856.

Plusieurs lois spéciales sont venues faciliter la transition résultant du jeu combiné des lois de 1842 et de 1852. Ce serait une chose intéressante que de suivre l'action que les réductions de droit ont pu exercer sur la consommation des villes. Quelques relevés, relatifs aux consommations de 1852 et de 1853, n'avaient pas montré des résultats très-sensibles : à côté de beaucoup de résultats nuls, j'ai noté cependant qu'à Lannion la consommation de 260 hectolitres en 1852, s'était élevée à 345 hect. en 1853, après une réduction de droit de 10 fr. à 4 fr., et à Landerneau de 314 hect. à 451 hect. pour une réduction de droit de 57 fr. 30 c. à 4 fr.

Le décret du 17 mars 1852 a eu aussi pour résultat de ré-

¹ C'est ce qui résulte de l'article 15 du décret du 17 mars 1852 qui est ainsi conçu : « Les taxes d'octroi qui sont actuellement, et celles qui, après l'exécution de la loi du 8 juin 1842, demeureront supérieures aux droits d'entrée dont le tarif est annexé au présent décret, seront de plein droit réduites au taux de ce dernier tarif dans un délai de trois ans à partir du 1^{er} janvier 1853.

» Une prolongation de délai pourra être accordée, en la forme déterminée par l'article 8 de la loi du 11 juin 1842, aux communes qui, suivant des stipulations formelles d'emprunts régulièrement contractés ou autorisés antérieurement au présent décret, auront affecté exclusivement le produit de leurs taxes actuelles d'octroi sur les boissons au service des intérêts et de l'amortissement de cet emprunt. »

duire, dans une certaine mesure, l'usage assez fréquent des taxes additionnelles à l'octroi, précédemment exemptes du prélèvement du dixième au profit du trésor public, dans certains cas déterminés par la loi.

Quelque restriction que subisse le droit des municipalités au sujet de l'établissement des octrois d'après les règles que nous venons d'analyser, cependant, lorsqu'il s'agit de protéger contre la fraude l'exécution des tarifs approuvés, la législation arme de la manière la plus puissante l'intérêt fiscal des localités. Rien n'est plus remarquable, à cet égard, que la disposition toujours en vigueur de l'article 152 de la loi de 1816, qui permet l'extension du rayon de l'octroi autour des grandes villes, dans le but de restreindre la fraude. Le gouvernement est autorisé, sur la demande d'une *grande ville*, à comprendre dans les limites de la perception non-seulement le territoire rural de la commune, mais encore les communes voisines, même sans leur aveu, et sous cette seule réserve que les recettes faites dans ces banlieues agglomérées doivent toujours appartenir aux communes dont elles sont composées.

Ce droit exceptionnel confié au gouvernement, dans l'intérêt des grands centres de population, et qui n'est exercé que dans un très-petit nombre de communes, peut du reste être l'objet d'un recours par la voie contentieuse de la part des localités ainsi agglomérées¹.

Nous venons de jeter un coup d'œil rapide sur la législation et la jurisprudence des octrois, il y a lieu maintenant de considérer cette institution financière plus spécialement sous le rapport statistique et économique.

Les octrois ont acquis en France, depuis le demi-siècle qui a suivi leur établissement, un développement assez marqué et très-progressif quant à leur revenu, sinon quant au nom-

¹ Ordonnance du 23 août 1836, commune de Saint-Pierre.

bre des localités qui y sont soumises. Voici, à cet égard, quelques faits qui permettent de mesurer le mouvement suivi par cette branche des revenus municipaux.

D'après M. de Chabrol, dans son rapport sur l'administration des finances, à la date de mars 1830, les droits d'octroi étaient établis dans 1,508 communes, ayant ensemble une population de 6 millions 500 mille âmes. Leur produit total était de 67 millions. La taxe par tête ressortait de 1 fr. 50 jusqu'à 30 francs.

La révolution de juillet obligea de supprimer quelques octrois, et d'en adoucir d'autres, de telle sorte qu'en 1831 ce droit existait seulement dans 1,378 communes. Son revenu brut fut de 54,300,000 fr. Ce produit s'éleva graduellement, et en 1835, il atteignit le chiffre de 71,995,000 fr. pour 1,423 communes soumises à l'octroi à cette époque. Paris comptait à lui seul pour 29,013,000 fr. Le Trésor a prélevé sur ce premier total, pour dixième du produit net, une somme de 5,499,084 fr. ¹. A cette date, il y avait 708 octrois en *régie simple*, 3 en *régie intéressée*, et 712 en *ferme* ².

M. Bocher a donné, dans son rapport sur l'impôt des boissons, fait en 1851 à l'Assemblée législative, un tableau du développement des droits d'octroi, année par année, depuis 1831 jusqu'en 1847, année où ils ont produit 88,612,209 fr. Sur ce chiffre, les boissons de toute nature figurent pour un chiffre de plus de 36 millions, et la viande pour environ 24 millions ³.

De même qu'entre les renseignements donnés par M. de Chabrol en 1830, et ceux que renferme le rapport de

¹ Ce prélèvement était évalué à 6,071,000 fr. dans le budget de 1843.

² *Encyclopédie des gens du monde*, au mot *octrois*.

³ M. Lanjuinais, Rapport fait au nom de la commission d'enquête législative sur la production et la consommation de la viande de boucherie, p. 52. — Rapport de M. Bocher, p. 27.

M. Bocher pour 1831, nous remarquons l'intervention évidente d'une baisse assez considérable dans le produit des droits d'octroi, correspondant à la révolution de 1830, qui fit supprimer les taxes de cette nature dans trente ou quarante localités, une diminution analogue, bien que moins forte, se serait aussi manifestée après la révolution de 1848, dans le revenu des octrois, si les chiffres de 86 millions pour le produit brut, et de 66 millions pour le produit net, assignés par M. Lanjuinais à l'année 1847, sont exacts ¹.

En 1850, au contraire, les droits se sont rapidement relevés, puisque, d'après un état rédigé par les bureaux du ministère des finances, nous avons trouvé pour cette année un total de 1,436 octrois portant sur une population de 7,635,203 habitants, et produisant brut 95,176,602 fr. 43 c., dont 32,962,597 fr. pour les vins, cidres et alcools, 9,119,785 fr. 32 c. pour les autres liquides, 29,301,335 fr. 49 c. pour les comestibles, 10,858,230 fr. 55 c. pour les combustibles, 5,079,624 fr. 27 c. pour les fourrages, 5,711,969 fr. 63 c. pour les matériaux, et 2,143,030 fr. 16 c. pour les objets divers. Sur ce total de 95,176,602 fr. 43 c., le produit des octrois en régie atteignait la somme de 90,182,329 fr. 23 c.

On voit ainsi que les octrois qui, dans certaines villes, telles que Paris, fournissent les $\frac{4}{5}$ du revenu local, constituent environ le tiers des recettes ordinaires des communes de France évaluées à 230,633,909 francs dans le rapport de M. Darcy au nom de la commission administrative présidée par M. Vivien, et chargée, par le décret du 30 mars 1850, d'examiner les questions relatives à la situation financière des communes et départements ².

¹ Voyez le même Rapport, p. 52.

² *Idem*, p. 18. D'après un écrit sur les finances de la France, publié en 1861

En étudiant en détail le tableau des 1,436 octrois existant en 1850, on a constaté que peu de villes importantes sont en état de se dispenser de ce genre de revenu. On ne pouvait citer alors d'autres chefs-lieux d'arrondissement privés d'octroi que les villes de Nogent-sur-Seine, Beaune et Montnédry ¹.

Le système des octrois a été appliqué aussi mais exceptionnellement jusque dans les plus petites localités.

Il y avait, en 1850, 19 villes dans lesquelles l'octroi produisait plus de 500,000 francs; les chiffres les plus élevés étaient les suivants :

Paris	37,293,826 fr. 82
Marseille	4,049,046 15
Lyon	3,331,465 99
Bordeaux	2,251,073 70
Rouen	2,027,349 40
Toulouse	1,339,752 85

Mais il se trouvait aussi, d'autre part, une centaine de communes dans lesquelles l'octroi ne rapportait pas 500 fr. ².

Au 30 octobre 1863 il y avait en France, en dehors de Paris, 1,434 octrois donnant un produit brut de 72,656,153 fr., et celui de Paris, en 1862, avait donné 80,764,541 fr. ³.

par M. le baron de Nervo, receveur général des finances, le produit des octrois s'est élevé entre 1831 et 1847 de 54 à 88 millions (p. 24). Le dernier de ces chiffres est exactement en rapport avec les citations qui précèdent.

¹ L'état des départements annexés ne semble pas déroger à cette règle, puisque nous trouvons qu'il existe des octrois dans les villes de Nice et Puget-Théniers (Alpes-Maritimes), de Chambéry, Albertville, Moutiers, Saint-Jean-de-Maurienne (Savoie), de Bonneville, Thonon, Saint-Jean et Annecy (Haute-Savoie). Il existe en tout 15 octrois dans la Savoie, et 11 dans la Haute-Savoie.

² A Labrevalaire, dans le Finistère, l'octroi levé sur 243 habitants a donné 52 fr.; à Fontanil (Isère), pour 621 habitants il a donné 82 fr. 52. V. aussi à cet égard DE HOCX : *Administration financière de la France*, chap. VIII, p. 348.

³ V. le Rapport à l'Empereur sur la situation financière des communes de l'Empire, en 1862, par M. Boudet, ministre de l'Intérieur.

D'après ce rapport, le produit brut des taxes principales, qui a été de 72,656,153 fr., est le quart des recettes ordinaires de tous les budgets communaux de France qui,

La progression depuis 1850 est de 50 pour cent.

En 1864, le produit brut s'est élevé à Paris à 88,073,653 fr., à 7,686,979 fr. pour Marseille, à 6,739,242 fr. pour Lyon, à 3,016,443 fr. pour Bordeaux, à 2,562,646 fr. pour Rouen, et 1,649,853 fr. pour Toulouse ¹.

D'après un relevé indiquant les vingt-et-une communes de l'empire, où les taxes d'octroi sur les bestiaux vivants et sur la viande à la main sont les plus élevées relativement à la matière taxée, ainsi que le produit desdites taxes pour l'exercice 1857 ², nous voyons que l'octroi de Paris a donné dans cette année sur les viandes 8,458,300 fr. 50 c., celui de Marseille, 876,417 fr. 27 c., celui de Rouen, 497,103 fr. 71 centimes, celui de Toulouse, 424,423 francs 81 cent., celui de Toulon, 306,688 francs 85 centimes, celui de Montpellier, 241,292 francs 9 centimes, celui de Besançon, 182,584 francs 30 centimes, celui de Caen, 171,397 francs 95 centimes, celui de Brest, 139,762 francs 18 centimes, celui de Roubaix, 97,983 francs 68 centimes, celui de Boulogne-sur-Mer, 84,469 francs 16 centimes, celui de La Rochelle 80,690 francs 50 centimes, celui de Niort, 79,191 fr. 80 centimes, celui de Cahors, 49,111 francs 44 centimes, celui de Châlons-sur-Marne, 48,902 francs 40 centimes, celui d'Auch, 44,580 francs 68 centimes, celui de Draguignan, 32,281 francs 42 centimes, celui de Gap, 27,722 fr.

pour le même exercice, se sont élevées à 291,899,431 fr. En 1836, la proportion était de plus du tiers; sur 100,848,990 fr. de recettes ordinaires, l'octroi figurait pour 39,853,055 fr., y compris, il est vrai, les taxes additionnelles qui, distinguées en 1862, ont été portées au chapitre des recettes extraordinaires (6,012,650 fr.) A Paris, la proportion a moins varié : l'octroi a produit 27,715,800 fr. en 1836 ; 80,761,314 fr. en 1862. Les recettes ordinaires du premier de ces exercices ont été de 41,874,503 fr., et celles du second de 116,999,788 fr., à ni l'une ni l'autre de ces deux époques, l'octroi de Paris n'était grevé de taxes additionnelles.

¹ Document autographié du ministère de l'Intérieur.

² Renseignements dus à l'obligeance de M. Grélerin, directeur général des douanes et des contributions indirectes.

85 centimes, celui de Digne, 18,193 francs 57 centimes, et celui de Privas, 6,208 francs 32 centimes.

La répartition des octrois sur la surface du territoire est aussi très-inégale, et sans doute cette variété doit être attribuée en même temps à la différence des ressources patrimoniales et à la diversité du produit utile des centimes laissés à la disposition des communes dans les divers départements, peut-être aussi à la continuation d'anciens usages locaux, quant à la forme des ressources fiscales pour les municipalités. Nous avons remarqué, par exemple, que 20 départements comptaient à eux seuls il y a quelques années 832 octrois, c'est-à-dire plus que tout le reste de la France. Le Finistère en comptait 153, le Var, 55, les Bouches-du-Rhône, 54, Vaucluse, 51, le Lot-et-Garonne, 47, l'Isère, 45, le Nord, 44, etc. Il y a dans le Finistère, notamment, un certain nombre d'*octrois* dits *ruraux*, dont les produits, frappant seulement les liquides, sont perçus par les agents des contributions indirectes dans leurs tournées.

L'effet des octrois a été parfois comparé à celui d'autant de petites douanes intérieures changeant dans chaque ville les conditions de l'existence matérielle, et pouvant par cela même influer assez considérablement sur les conditions du travail industriel, non moins que sur la direction de l'agriculture, plus ou moins favorisée, dans l'écoulement de ses produits, par la combinaison des tarifs d'octroi.

Pour mesurer la première partie de ces résultats, il suffit de remarquer que la taxe d'octroi, qui n'est que de quelques centimes par tête d'habitant dans certaines localités, s'élève jusqu'à 25 francs par tête à Marseille et à plus de 40 francs à Paris. La déduction qui doit être faite sur ces chiffres, à raison de la population flottante associée par sa consommation à l'acquittement de ses produits, est probablement compensée en partie par l'influence inévitable de

la fraude, qui introduit une certaine quantité de denrées en dehors de celles sur lesquelles il y a perception du droit, mais dont les auteurs mettent à profit le renchérissement provenant de l'influence de l'octroi sur le marché local.

En ce qui concerne l'agriculture, l'effet qu'exercent sur ses productions les octrois des grandes villes, et surtout l'octroi de Paris, dont l'acquittement réel ou l'escompte probable exerce son influence sur les marchés d'une grande partie de la France, est connu de toutes les personnes qui ont étudié la condition des branches de récolte atteintes par les droits de cette nature, telles que les vignobles, par exemple. La comparaison des consommations des diverses villes montre, du reste, que cette consommation décroît assez notablement, en raison inverse de l'élévation des droits dans chacune d'elles ¹.

Le choix des matières imposables et l'évaluation des tarifs convenables à chaque localité exigent donc une attention très-grande. Mais le contrôle des mesures adoptées à cet égard par les conseils municipaux intéressés peut difficilement être opéré avec fruit par l'administration supérieure, qui renferme ordinairement sa mission dans le maintien de certains principes généraux, sans pouvoir trancher toutes les questions de détail, souvent très-importantes, que soulèvent les tarifs d'octroi quant à leurs conséquences économiques et commerciales.

On remarque, au reste, en général, que les droits d'octroi sont mis en rapport, quant à leur quotité, avec la nature plus ou moins populaire des consommations.

Ainsi nous avons étudié le tableau comparatif des droits sur la bière et le vin pour un nombre de communes d'en-

¹ Voyez dans la brochure de M. Barillon, sur la *Suppression des Octrois*, publiée en 1841, le tableau de la consommation des vins à Paris, Lyon, Bordeaux, Grenoble et Toulouse, p. 41.

viron 170, dans lesquelles la bière paie un droit supérieur à 5 francs par hectolitre, le vin étant assujéti à un droit beaucoup moindre ; et nous avons constaté que partout, sauf une localité placée dans des circonstances particulières ¹, cette différence était en harmonie avec les quantités relatives de la consommation de ces deux sortes de boissons ; le droit élevé perçu sur la bière n'était que la conséquence de la qualité de boisson de luxe qui avait été attribuée à cette denrée dans ces mêmes localités.

Dans les départements du nord-est de la France, où les droits sur la bière et le vin se rapprochent davantage l'un de l'autre, nous avons aussi comparé, pour 40 ou 50 localités, la quotité des droits et la quantité de consommation de ces mêmes denrées, et nous avons retrouvé la même loi de rapport inverse entre l'élévation du droit et l'expansion de la consommation des objets comparés, sauf une localité ² où le droit sur la bière étant plus élevé, la consommation est aussi plus considérable, et un petit nombre d'autres communes où, en sens inverse, le droit sur le vin étant le plus fort, la consommation de cette boisson reste cependant aussi la plus considérable ³.

Une preuve assez grande de la facilité au moins relative, avec laquelle les droits d'octroi ont été jusqu'à une époque récente, acceptés en France, ressort de la possibilité accordée par la législation, et quelquefois mise à profit par les administrations municipales, de pourvoir, par une addition à l'octroi, au remplacement de certaines taxes d'une perception difficile ou impopulaire.

Ainsi les villes peuvent être autorisées, depuis 1816, à

¹ Mauriac (Cantal).

² Bischwiller.

³ Lauterbourg, Huningue, Bourmont (Haute-Marne), Saint-Dié, Darney et Raon-l'Étape (Vosges).

consentir un abonnement sur leur octroi, en remplacement du droit de détail sur les boissons. Ce système de la taxe unique, pratiqué, il y a quelques années, dans 78 localités, ne l'a plus été que dans 48 après les modifications apportées dans la quotité des droits de détail et d'entrée par le décret relatif au budget de 1852.

Les villes peuvent aussi remplacer leur contribution mobilière soit en totalité, soit en partie, par une augmentation de leur octroi. Quelquefois le remplacement porte sur la partie de la contribution mobilière qui frappe les loyers inférieurs à une certaine somme, et alors l'impôt indirect, ordinairement peu favorable aux classes pauvres, vient au contraire contribuer à leur soulagement dans une certaine mesure ¹.

Ce remplacement total ou partiel de la contribution mobilière par le produit des octrois n'a lieu que dans un petit nombre de villes, et on en trouve des exemples à une date déjà ancienne. Le lecteur peut consulter, en effet, dans les pièces annexées au rapport de M. de Chabrol sur l'administration des finances en 1830, le tableau de 25 villes qui profitaient déjà à cette époque de la faculté de remplacement, et qui sont divisées en quatre catégories :

1° Les villes où la totalité de la contribution était payée par l'octroi ;

2° Celles où la portion non prélevée sur l'octroi était répartie au marc le franc des valeurs locatives ;

3° Celles où la portion non-prélevée était perçue au moyen d'un tarif modifié par le solde à recouvrer ;

4° Celles où les sommes non payées par l'octroi étaient perçues au moyen d'un tarif gradué ².

¹ Article 20 de la loi du 21 avril 1832 et *suprà*, t. I. p. 154, et t. II, p. 117.

² Dans cette dernière catégorie ne se trouvaient que trois villes, Nantes, Valognes et Paris, cette dernière en vertu d'une ordonnance royale remontant au 26 per-

La loi du 21 avril 1832, dans son article 20, a exclu ce dernier ordre de choses, en prescrivant que la portion de contribution personnelle-mobilière non prélevée sur l'octroi serait répartie en cote mobilière seulement au centime le franc des loyers d'habitation, après déduction des faibles loyers que les conseils municipaux croiraient devoir exempter de la cotisation.

Depuis lors, cependant, la ville de Paris a été maintenue en possession de son tarif gradué pour la répartition de sa contribution mobilière. Du reste, le nombre des villes profitant de la faculté de remplacement de tout ou partie de la contribution mobilière par l'octroi a déchu constamment depuis 1830, ainsi que nous l'avons vu plus haut en traitant des impôts sur les personnes et des impôts sur les loyers.

Si l'on veut se rendre compte du mérite de l'institution des octrois, on se trouve en présence de deux questions principales qui dominent toute discussion à cet égard.

On a d'abord soulevé contre les octrois une objection fondée sur le principe de l'égalité des taxes : « Parce que » dans l'intérêt industriel, commercial et agricole du pays, » des citoyens se réunissent et forment des agglomérations » urbaines, est-il juste, dit-on, qu'ils payent le vin, la » viande, le bois, la farine beaucoup plus cher que ceux » réunis en un moindre nombre ¹ ? »

Cette objection ne porte pas seulement sur les octrois ; elle met encore en question l'existence distincte des budgets municipaux. Elle est, sous ce rapport, évidemment mal fondée. L'agglomération des citoyens dans les centres de

minal au XI, et Valogne en vertu d'une ordonnance royale du 30 octobre 1822.

Le décret relatif à la ville de Nantes, préparé au rapport de M. Defermon, le 17 janvier 1807, est inséré dans les procès-verbaux manuscrits du conseil d'État, où nous en avons vérifié l'existence.

¹ Barillon, p. 17.

population est au fond la cause d'avantages sociaux très-réels, qui peuvent motiver des charges correspondantes. Il suffit qu'elle produise des besoins à la fois spéciaux et communs à tous les habitants des villes considérées à part, pour que le reste de la nation n'en ait point la charge.

Une autre question fondamentale pour l'appréciation du mérite économique de l'institution des octrois, est celle-là même que soulève souvent en général l'existence des impôts de consommation. On peut dire, en effet, qu'il existe entre les diverses branches d'un même système d'impôts une étroite solidarité, que diverses circonstances historiques ont permis quelquefois de constater avec évidence ¹.

Comme pour les contributions indirectes en général, on peut dire en faveur des octrois que leur poids se fait peu sentir, par cela même que la taxe se confond avec le prix des choses qu'elle grève et des jouissances sur lesquelles elle prélève son tribut. On peut ajouter que les produits de ces taxes s'élèvent, par une heureuse élasticité, avec l'accroissement de la prospérité générale. Enfin on doit faire remarquer que beaucoup de personnes étrangères aux localités frappées par des impôts de consommation s'en trouvent indirectement et accidentellement atteintes, à l'occasion soit de leur résidence temporaire, soit même de leur passage dans le rayon de l'octroi, ce qui allège d'autant la charge des domiciliés. Mais ce qui, de nation à nation, peut paraître sous ce rapport un bénéfice légitime et réciproque devient un grave inconvénient, lorsque la banlieue d'une ville et même des localités éloignées peuvent être plus grevées de l'incidence de l'octroi sur le débit de leurs productions qu'elles ne sont favorisées par les ressources de la cité offertes aux populations voisines.

¹ Melroguier, *Histoire critique de l'impôt des boissons*, p. 27 et suiv.

Si certains avantages communs peuvent être signalés en faveur des octrois et des impôts indirects en général, on peut d'ailleurs combattre les uns et les autres par des objections de même nature. Le résultat des taxes sur les consommations équivaut à une sorte de capitation qui tient peu de compte de la fortune des contribuables, si ce n'est en tant que les consommations de l'homme riche sont accrues par celles des serviteurs attachés à sa famille.

Les frais de perception sont aussi, en général, plus considérables pour les taxes de cette nature que pour les impôts directs. Les dépenses pour la perception des droits d'octroi sont généralement évaluées, en moyenne, à 10 p. 100 du produit brut ¹, proportion qui correspond au prix des abonnements consentis avec la régie par un assez grand nombre de villes, et qui est un peu supérieure à celle des frais de perception avancés pour les contributions indirectes levées au profit de l'État. Ce résultat est facile à comprendre, à cause de l'accroissement relatif des frais généraux, en raison directe du peu d'étendue des services de perception ².

On a pu remarquer, sans infirmer la moyenne de 10 p. 100, que, dans un grand nombre de villes importantes, les frais de perception des droits d'octroi montaient, il y a quelques années, jusqu'au taux de 12 p. 100 ³, et il existe quelques localités dans lesquelles ce chiffre s'élève exceptionnellement plus haut ⁴.

¹ Sur les 90,182,329 fr. 25 c., produit des octrois en régie, les frais d'exploitation s'élevaient naguère à 9,478,410 fr. 23 c.

Les octrois affermés ont produit, dans la seule année 1850, un total de 4,991,273 fr. 18 c. dont 4,155,529 fr. 99 c. pour la ferme des communes, et 835,713 fr. 19 c., représentant l'excédant de recette réalisé par les fermiers.

² A Paris, la perception n'absorbe que 5 fr. 95 c. p. 100. — *Annuaire de l'Économie politique* de 1844, p. 98.

³ Barillon, *Suppression des octrois*, p. 21.

⁴ En Belgique, on a constaté que le taux de 10 p. 100, reconnu pour les frais

A ces inconvénients il faut joindre ceux de la gêne des communications et des vérifications qui pèsent sur des circulations à distance rapprochée. De tels inconvénients sont beaucoup mieux acceptés à la frontière d'un pays qu'au pied des murailles et surtout à la limite indécise d'une ville.

Il est peut-être impossible de s'occuper longtemps de la pratique des questions d'octroi sans remarquer en outre que ces taxes sont, dans les petites localités surtout, l'occasion de quelques abus, que l'autorité supérieure réprime du reste dès qu'elle en a connaissance. Ici l'on a vu se révéler tardivement une évaluation vicieuse du tarif, par suite de la conversion inexacte du droit par tête sur le bétail en un droit au poids : là, on a constaté que la faculté légale d'entrepôt avait été méconnue par l'administration locale, etc., etc.

Il est difficile, malgré l'action, au fond si puissante et si vigilante, de la centralisation française, que quelques irrégularités de ce genre ne se produisent pas dans de petites localités, où les règles administratives sont ordinairement peu connues ou mal appliquées.

Une réforme heureuse, suivant nous, pourrait être tentée à l'occasion d'une révision générale des octrois, conséquence logique, au fond, du principe depuis longtemps accepté de la limitation décennale pour les tarifs nouvellement établis ou modifiés, et qui s'est réalisée d'ailleurs en grande partie par la seule force de la législation sur les boissons. Il y aurait alors lieu d'apporter les obstacles administratifs les plus persistants au maintien de ces perceptions dans les localités d'une faible importance, et dans lesquelles aussi tous les centimes possibles à exiger, ou même quelques centimes de

de perception dans les grandes villes, s'élevait ailleurs jusqu'à 22 et 33 p. 100 (*Rapport de la commission de 1848*, p. 36).

plus, en certains cas, n'auraient pas été préalablement votés par les communes¹.

Il faut souhaiter encore que des efforts sérieux soient entrepris ou continués par les administrations locales pour abaisser les droits sur les objets, dont la consommation est capable de s'accroître par cet abaissement, surtout quand aux objets qui, comme la viande, importent à la santé et à la vigueur des populations ouvrières.

Sauf ces réformes accessoires, il paraît singulièrement difficile de supprimer, surtout d'une manière générale et absolue, des taxes importantes qu'on n'imaginerait pas aujourd'hui, mais qui répondent aux besoins des villes et aux charges considérables contractées par plusieurs d'entre elles pour embellir et assainir leurs places, leurs rues, leurs édifices publics. On ne pourrait le faire qu'en cédant probablement aux communes, comme on l'a fait en Belgique, certains des revenus actuels de l'État. C'est une haute question financière qui ne pourrait se résoudre sans un remaniement général du système des taxes publiques.

¹ D'après la jurisprudence du conseil d'État, exprimée notamment dans un avis relatif à l'octroi de l'Aigle, du 23 décembre 1852, une ville ne peut augmenter les ressources de son octroi qu'après le vote des centimes additionnels ordinaires et des centimes spéciaux affectés par les lois à divers services.

SECTION II.

DES PRESTATIONS EN NATURE.

La prestation en nature, telle qu'elle est instituée aujourd'hui, date du commencement du *xix^e* siècle. Elle est spécialement destinée à l'établissement et à l'entretien des chemins vicinaux, et peut toujours être convertie en argent. C'est une ressource qui profite à la fois aux communes et aux départements. Quoique nous en ayons déjà dit quelques mots dans le cours de cet ouvrage ¹, nous devons l'étudier plus en détail, non plus seulement en elle-même et dans son assiette, mais aussi dans son histoire, son développement et ses rapports avec les intérêts locaux auxquels elle est destinée à pourvoir.

Les chemins servent à tous les habitants; tous les parcourent et les détériorent; le soin de les réparer, de les entretenir doit être également une obligation pour tous. La prestation en nature découle de cette obligation; elle doit être considérée comme une charge commune à tous, sans distinction, et dans l'intérêt de chacun. Cette généralité de la taxe la sépare nettement de la corvée qui, imposée, avant 1789, sur une partie seulement de la population, avait pour principal but aussi la confection et la mise en état des voies de communication, mais dont les inégalités et les formes vicieuses avaient justement blessé l'opinion ².

Sous le régime antérieur à la révolution, les chemins vici-

¹ Voyez notamment t. I, p. 160.

² Coquille définit ainsi la corvée sous le régime féodal : « L'œuvre d'un homme,

naux étaient considérés comme faisant partie du domaine des seigneurs qui en avaient la police et l'administration ; les communautés pourvoaient à leur entretien, soit au moyen de leurs revenus, soit au moyen de taxes spéciales, soit par les corvées.

La loi du 1^{er} décembre 1790 déclara que les chemins dépendaient du domaine national. La loi du 6 octobre 1791 prescrivit aux communautés d'entretenir à leurs dépens les chemins reconnus nécessaires à la communication des paroisses ; il pouvait y avoir, à cet effet, une imposition au marc la livre de la contribution foncière.

un jour durant, pour l'aménagement du seigneur aux champs, soit de sa personne seule, soit avec bœufs et charrettes, pour faucher, moissonner, charroyer » A partir de la seconde moitié du XVIII^e siècle, la corvée fut, sous l'administration de Trudaine, employée à la réparation générale des routes du royaume. Necker, dans son administration des finances, évalue à 20 millions les corvées ou impositions qui en tenaient lieu, dans les provinces où le rachat était autorisé.

Un écrivain du dernier siècle a jugé ainsi qu'il suit le système des corvées réformées par Turgot dans une de nos provinces.

« Des hommes qui n'ont que leur salaire pour vivre, condamnés à travailler sans salaire, des familles qui ne subsistent que par le travail de leur chef, dévouées à la faim et à la misère ; les animaux nécessaires au labourage enlevés à leurs travaux sans égard aux besoins particuliers des propriétaires, et souvent à ceux de toute la contrée, enfin la forme absolue des ordres, la dureté des commandements, la rigueur des amendes et des exécutions, unissant la désolation à la misère, et l'humiliation au malheur : tel est le tableau des corvées. Et si l'on y ajoute que les chemins étaient faits à regret et par des hommes auxquels l'art très-peu compliqué qu'exige leur construction était absolument étranger ; que sous prétexte de forcer le peuple à un travail plus suivi, on lui marquait ses ateliers à plusieurs lieues de son habitation ; que les reconstructions fréquentes de chemins ou mal dirigés ou faits avec de mauvaises matières étaient les suites nécessaires d'un système où l'on se croyait permis de prodiguer le travail, parce qu'il ne coûtait rien au trésor royal, et où l'ingénieur avait la facilité funeste de couvrir ses fautes aux dépens des secours et du sang des misérables, alors on ne pourra s'empêcher de voir dans la corvée une des servitudes les plus cruelles et un des impôts les plus onéreux auxquels un peuple puisse être condamné. Cet impôt portait d'ailleurs directement sur le pauvre. Puisque l'on avait adopté le principe d'exiger le travail en nature, on n'avait pu y assujettir que ceux qui pouvaient travailler, et il était arrivé qu'un impôt nouveau, pour lequel aucun usage ancien, aucun ancien privilège ne pouvait réclamer d'exemption, était devenu par sa nature même un de ceux pour lesquels les exemples étaient le plus étendus. » *Vie de M. Turgot*, Londres, 1786, p. 41 à 43.

D'autres modes furent essayés pour cet objet pendant la période révolutionnaire.

Le premier acte de la législation moderne, qui parle de la prestation en nature, est l'arrêté consulaire du 4 thermidor an X. Cet arrêté dispose que les chemins vicinaux seront à la charge des communes, que les conseils municipaux émettront leurs vœux sur le mode qu'ils jugeront le plus convenable pour parvenir à leur réparation, et qu'ils proposeront, à cet effet, l'organisation qui leur paraîtra devoir être préférée pour la prestation en nature.

« La brièveté même de cette énonciation, dit M. Herman¹, annonce assez qu'il ne s'agissait pas d'un impôt nouveau, qu'il s'agissait seulement d'un mode de réparation des chemins, déjà connu des populations, qu'elles avaient pu apprécier et auquel il ne fallait que donner une meilleure organisation. C'est ce que le ministre de l'Intérieur chercha à faire par une instruction du 7 prairial an XIII. »

Cette instruction commençait par indiquer, en ce qui concernait la prestation en nature, que des différences notables s'étaient produites dans son assiette ; que dans quelques départements elle n'était exigée que de la part des propriétaires fonciers, tandis que dans d'autres, on y assujettissait tous les habitants indistinctement, et que d'autres préfets établissaient des exceptions fondées sur la cote des contributions. En attendant un règlement d'administration générale sur la matière, il convenait, pour éviter l'arbitraire, d'adopter une base commune qui établît une sorte d'égalité proportionnelle que réclamait la justice. C'était en raison de l'intérêt de chacun que devaient être partagées entre tous les journées de travail nécessaires à la réparation des chemins. Une exemption semblait devoir être accordée à ceux dont

¹ *Traité de voirie vicinale*, p. 4.

toutes les contributions ne s'élevaient pas au-dessus de trois ou quatre journées de travail ; on ne devait pas en effet demander de travail gratuit à celui qui était obligé de travailler journellement pour assurer sa subsistance et celle de sa famille. L'instruction signalait aussi la conversion en argent des journées de prestation en nature ; elle voulait que le conseil municipal fixât en même temps le prix pécuniaire de la journée de travail, afin de mettre les habitants à portée de choisir le mode qui leur serait le plus convenable. Les fonds, provenant de la prestation pécuniaire volontaire, devaient être mis en réserve pour le paiement des ouvriers chargés de la confection des ouvrages d'art, lesquels ne pouvaient être effectués à l'aide de la prestation en nature. Si les fonds paraissaient devoir être insuffisants, le maire devait engager les contribuables les plus aisés à fournir un plus grand nombre de journées en numéraire.

La prestation, à laquelle les règlements ne mettaient d'autres bornes que celles des besoins arbitrés par les conseils municipaux et par les préfets ¹, fournit pour la réparation et l'entretien des chemins des moyens d'autant plus grands et d'autant plus prompts, que l'autorité absolue du gouvernement donnait plus de force aux actes de l'administration.

Cet état de choses changea à la Restauration. La prestation en nature, quelques avantages qu'elle offrit, ne tarda pas à être abandonnée, ou ne fut plus admise que comme

¹ Le défaut de maximum donna quelquefois la faculté de porter la taxe à une quotité accablante pour le propriétaire. Le produit en argent de la prestation était toujours incertain puisqu'il ne se composait que de la valeur des journées qui n'avaient pas été faites, ce qu'on ne pouvait connaître qu'après que le rôle avait été épuisé : de là des retards préjudiciables dans la confection des ouvrages d'art, et souvent obligation de convertir par un arrêté arbitraire et illégal la prestation en nature en contribution pécuniaire ; enfin on doit comprendre encore parmi les inconvénients de ce système la mauvaise direction des ateliers et le peu de travaux qu'on en obtenait (Voyez la Proposition de M. de Cotton, p. 14 et 15. Impressions de la Chambre des députés).

moyen de racheter l'impôt, qui lui-même était rentré sous la direction des règles ordinaires.

La loi du 13 mai 1818 rendit cet abandon obligatoire; ses articles 39 et 41 décidèrent qu'aucune imposition extraordinaire pour dépenses communales ne pourrait être votée par les conseils municipaux, sinon avec l'adjonction des plus imposés, et que l'imposition votée dans cette forme, ne pourrait être perçue qu'en vertu d'une ordonnance royale.

Une circulaire du ministre de l'Intérieur du 18 mai 1818, considérant la prestation en nature comme une imposition extraordinaire, déclara qu'elle ne pourrait plus être votée et autorisée que dans les mêmes formes, et aux termes d'une seconde circulaire (22 mai), elle ne dut même être autorisée par ordonnance, qu'autant que, combinée avec les autres impositions locales, elle ne dépasserait pas le maximum de centimes voté par la loi de finances.

Tous les travaux de voirie vicinale entrepris s'arrêtèrent alors, et le mal s'accrut dans une progression plus effrayante encore qu'il ne l'avait fait au commencement de la révolution.

Des plaintes unanimes s'élevèrent de la part des conseils de département et réclamèrent un prompt remède.

M. de Cotton, député du Rhône, avait déjà, avant la loi du 13 mai 1818, déposé une proposition relative aux chemins vicinaux ¹; il demandait, entre autres dispositions, que la législation consacrat : — l'obligation pour les communes de pourvoir à l'entretien des chemins, soit sur leurs revenus ordinaires, soit par une prestation extraordinaire qui ne pourrait excéder le $\frac{1}{2}$ des contributions directes, sauf l'autorisation du roi; — la faculté d'établir cette prestation en na-

¹ Séance du 14 février 1818. Une proposition avait déjà été faite en 1816 par M. de Lezay-Marnésia.

ture ou en numéraire, en partie l'une et en partie l'autre, pourvu que la totalité ne s'élevât pas au-dessus de la limite fixée, avec la facilité aux contribuables de les racheter l'une par l'autre en en faisant la déclaration dans un temps donné; — enfin un compte annuel des prestations, soit en nature, soit en argent, dans les formes voulues pour les recettes et dépenses communales.

L'auteur de la proposition s'étendait dans ses développements sur les abus auxquels la prestation en nature avait donné lieu; il en trouvait la cause dans les vices de l'organisation adoptée, mais croyait qu'elle devait être néanmoins maintenue, et pensait qu'elle pouvait avoir, même au point de vue politique, d'heureuses conséquences. « En effet, disait-il ¹, si on adoptait le principe, que les chemins, qui sont à l'usage de tous les habitants, ne sont pas uniquement une charge attachée au droit de propriété, mais encore à celui d'habitation, il en résulterait que tout habitant, par le seul fait de l'habitation, devrait une prestation, très-modique à la vérité, pour leur entretien, mais uniforme pour tous, comme toute taxe qui tient à l'individualité et non pas à la fortune. Pour une raison semblable, tout possesseur de bêtes de somme ou de trait devrait une prestation pour ces mêmes bêtes. Sans doute cette sorte de prestation ne pourrait qu'être minime pour ne pas fatiguer la classe malaisée; mais la reconnaissance et l'établissement d'un pareil principe ne m'en paraît pas moins mériter une sérieuse attention; car, outre l'avantage qui en résulterait pour l'entretien des chemins, le principe en lui-même me paraît moral et politique; en effet jusqu'à présent, la classe des prolétaires semble être restée étrangère à tout ce qui est d'un intérêt général; elle regarde la jouissance des

¹ Pages 23 et 24.

choses publiques bien plus comme une dette de la société que comme un bienfait, en même temps qu'elle se croit elle-même dispensée de tout devoir envers elle; cette idée, dangereuse dans ses conséquences, est nourrie par l'exemption de toute charge quelconque de la cité; la faire contribuer à l'entretien de la propriété commune des chemins, c'est l'incorporer dans la famille, la lier par son travail même à l'intérêt public, lui en inspirer l'esprit de conservation et rendre en quelque sorte chaque habitant le gardien et le surveillant contre des abus et des contraventions, dont eux-mêmes ne sont que trop souvent les auteurs lorsque le préjudice n'en retombe pas sur eux. »

La commission chargée de l'examen de la proposition de M. de Cotton y donna son adhésion; comme lui elle proposait une prestation en nature, mais rachetable en argent, au gré du contribuable, d'après une évaluation arrêtée par chaque conseil municipal (maximum 10 pour 100 des contributions) et la justifiait à peu près dans les mêmes termes ¹; « Les chemins sont la propriété des communes; chaque habitant s'en sert tous les jours, à chaque instant; il a donc intérêt à ce qu'ils soient bons; lui demander d'y contribuer, c'est exiger de lui qu'il concoure à son bien, à son utilité; il travaillera pour lui, pour se procurer un avantage personnel. »

Le rapport de la commission indiquait que le ministre de l'Intérieur avait consulté les conseils généraux des départements à cet égard, et que, sur 71 qui avaient répondu, 33 avaient demandé la prestation en nature, savoir : 9 purement et simplement; 8 avec des modifications particulières; 38 avec la seule modification de la déclarer rachetable à volonté; 4 conseils avaient voté pour la prestation en argent;

¹ Rapport du 9 mars 1818, par M. de Pommerol, page 7.

les 12 autres avaient indiqué différents modes et presque isolés.

La proposition de M. de Cotton ne fut pas prise en considération.

En 1821, une nouvelle proposition fut faite sur la matière par M. du Hamel, et le gouvernement se décida alors à présenter un projet de loi sur les chemins vicinaux.

L'article 6 proposait de pourvoir aux dépenses sur les revenus ordinaires des communes, et, en cas d'insuffisance, au moyen des contributions extraordinaires, lesquelles devaient être réparties au centime le franc du rôle des contributions directes. Il n'était fait aucune mention de la prestation.

Le rapport du comte du Hamel (4 juin 1821) releva cette omission ; il constatait que l'expérience avait prouvé par la pratique que le mode de réparation en nature, sagement combiné avec des prestations en argent, pouvait opérer les plus heureux résultats ; que presque tous les conseils généraux avaient exprimé des vœux en ce sens, enfin, que des réclamations nombreuses étaient parvenues à la commission. Celle-ci proposait donc de décider que les contributions extraordinaires seraient votées par les conseils municipaux, soit en argent, soit en nature, rachetables l'une par l'autre.

Le projet de loi de 1821 ne fut pas discuté. Mais les vœux réitérés des conseils généraux, l'urgence de remédier à la situation fâcheuse des voies de communication déterminèrent le gouvernement à le reproduire trois ans après.

Le nouveau projet, présenté le 18 juin 1824, n'était pas cependant conçu ni libellé dans les mêmes termes. Au nombre des ressources affectées aux chemins vicinaux, il inscrivait en première ligne la prestation en nature, et le gouvernement s'exprimait ainsi à cet égard :

« On n'a de choix qu'entre deux moyens : les contri-

butions extraordinaires ou les prestations. L'expérience faite depuis trente ans a permis de juger l'un et l'autre moyen ; elle a prouvé que, toutes les fois qu'à défaut de revenu on n'a eu recours qu'à la voie des contributions, les chemins communaux ont été mal réparés, mal entretenus... La très-grande majorité, on pourrait dire la presque unanimité des conseils généraux, réclame les prestations. L'emploi de ce puissant moyen, par le précédent gouvernement, avait mis les chemins communaux en bon état, et il en a été tout autrement du jour où on l'a abandonné. Nous ne prétendons pas qu'il doive être reproduit tel qu'il était alors pratiqué ; il n'était soumis à aucune règle, à aucune limite..... Des prestations, telles que nous vous les présentons, payables en argent ou en nature, à la volonté de celui qui les acquitte, sont sans doute des contributions, mais il est évident qu'elles sont bien plus en rapport avec le but qu'on se propose, qu'elles sont d'une perception plus facile et moins onéreuse quoique plus étendue, qu'elles sont d'une application plus immédiate et plus juste.

» Les chemins communaux sont une propriété des communes ; tous leurs habitants ont un droit égal à s'en servir, tous les détériorent plus ou moins ; la charge doit donc être en principe une obligation de tous.*... Pour cette partie du projet, nous avons bien moins pris notre exemple dans ce qui s'est pratiqué en France sous le précédent gouvernement que dans ce qui se pratique depuis longtemps en Angleterre, où les chemins sont si bien entretenus ¹ ; c'est par un système de prestation, semblable à celui que nous vous proposons, qu'on y est parvenu à obtenir, à conserver

¹ Nous faisons nos réserves au moins de doute sur cette assertion, dans la première édition du présent ouvrage ; mais des recherches ultérieures nous ont appris qu'en effet les prestations en nature ont subsisté en Angleterre jusqu'en 1835. V. *infra* dans le chapitre suivant.

ces utiles résultats. Le projet de loi prescrit de moindres quotités de prestations qu'on n'en exige chez nos voisins. La mesure, si elle est adoptée, différera de la leur en ce qu'elle sera moins onéreuse. Nous croyons qu'elle suffira, parce que nous avons moins en vue le luxe de nos chemins que leur absolue nécessité.

» Nous parlons devant des hommes éclairés et nous jugerions superflu de repousser le reproche que pourraient faire au projet ceux qui voudraient voir dans les prestations une ressemblance avec l'ancienne corvée : l'ancienne corvée était une charge arbitraire, imposée à une seule partie de la population, à la plus malheureuse, pour des travaux non limités, et qui servaient à des choses sur lesquelles elle n'avait aucun droit de propriété. Les prestations, au contraire, sont des contributions imposées à tous, à chacun pour sa propre chose ; elles sont seulement payables en nature ou en argent, à la volonté des contribuables, et, par conséquent, d'une libération plus facile, moins onéreuse que les autres contributions. »

Le rapport fait encore par le comte du Hamel, dans la séance du 29 juin, donnait son adhésion aux deux grandes bases sur lesquelles le projet de loi était appuyé tout entier, et qui étaient *les prestations en nature et celles en argent, rachetables l'une par l'autre, au choix des contribuables*... Seulement, la commission avait pensé qu'il y avait lieu de retrancher une disposition, par laquelle le gouvernement proposait de décider que les prestations payées en nature ne seraient requises que hors du temps des semailles et des récoltes ; l'interdiction des travaux à telle ou telle autre époque de l'année lui avait semblé offrir de graves inconvénients et pouvait, selon les localités, entraver toute l'année les réparations à faire ; elle avait regardé comme plus sage de laisser toute latitude aux habitudes des différents pays.

La Chambre des députés accepta, entre autres dispositions, cet amendement de la commission.

Une assez vive discussion s'était élevée dans son sein sur l'ensemble de la loi, et notamment sur la prestation en nature. Nous la trouvons résumée en ces termes dans l'exposé des motifs, présenté le 8 juillet 1824, par le ministre de l'Intérieur à la Chambre des pairs.

« On a dit que les prestations, que le projet autorise et qu'il distribue en journées de travail, payables en argent ou en nature, seraient contraires à la Charte, qui veut que tous les Français contribuent *aux charges de l'État* en proportion de leur fortune; qu'elles auraient encore l'inconvénient d'alléger la dette des propriétaires et d'exagérer celle des autres classes de la population.

» Mais il ne s'agit dans la proposition de loi que des charges communales, qui diffèrent des charges de l'État par la nature des choses qu'elles concernent, par les principes qui les régissent. Les habitants des communes, seuls membres de la communauté, ont seuls droit aux biens et aux fruits qui lui appartiennent, droit qui s'attache aux personnes et non aux possessions, qui se divise par famille et dont sont exclus les forains, quoique tenant à la commune par leurs propriétés. Il serait difficile de ne pas placer les chemins communaux sous l'empire de ce droit, de ne pas reconnaître dans les dépenses qu'ils occasionnent une charge personnelle des habitants qui seuls en sont propriétaires, comme constituant seuls la communauté. Sans doute il faut y reconnaître aussi une dette des forains, mais qui prend à leur égard un autre caractère, qui n'est de leur part qu'une subvention en échange d'une utilité.

» Prendre les contributions directes pour unique base de ces charges serait donc s'écarter des règles et des faits aux-

quels il importe le plus de s'attacher, puisque la possession et l'usage des communaux tiennent essentiellement à l'habitation.

» Nous nous croyons donc fondés à soutenir que des prestations en journées sont, plus que toute autre base, en harmonie avec la nature de l'obligation, avec les principes qui doivent la régir; qu'elles sont en rapport avec son étendue par la répartition qu'en fait le projet de loi, et que ces prestations unies, selon les besoins, à des contributions portées jusqu'à 5 centimes pour les cas ordinaires, et jusqu'à un plus grand nombre de centimes pour les cas extraordinaires, forment avec celles-ci un ensemble de moyens qui, imposés à l'habitation, à la propriété et à l'industrie dans la mesure de la dette présumée de chacune d'elles, satisfait, autant qu'on peut y prétendre dans ces sortes de matières, aux conditions toujours indispensables de régularité et de justice distributives. »

Le rapport du comte de Breteuil, dans la séance du 17 juillet, conclut à l'adoption du projet, et déclara que la commission avait reconnu que la prestation est le seul moyen de remédier aux maux existants.

La loi qui prit la date du 28 juillet 1824, disposait que, lorsque les revenus des communes ne suffiraient point aux dépenses ordinaires des chemins vicinaux, il y serait pourvu par des prestations en argent ou en nature, au choix des contribuables. (Art. 2.)

Tout habitant chef de famille ou d'établissement à titre de propriétaire, de régisseur, de fermier, ou de colon partiaire, qui était porté sur l'un des rôles des contributions directes, pouvait être tenu pour chaque année :

1° A une prestation qui ne pouvait excéder deux journées de travail, ou leur valeur en argent, pour lui ou pour chacun de ses fils vivant avec lui, ainsi que pour chacun de ses

domestiques mâles, pourvu que les uns et les autres fussent valides et âgés de vingt ans accomplis ;

2° A fournir deux journées en plus de chaque bête de trait ou de somme, de chaque cheval de selle, ou d'attelage de luxe, et de chaque charrette en sa possession pour son service et pour le service dont il était chargé. (Art. 3.)

En cas d'insuffisance des moyens ci-dessus, il pouvait être perçu sur tout contribuable jusqu'à cinq centimes additionnels au principal de ses contributions directes. (Art. 4.)

Les prestations et les cinq centimes étaient votés par les conseils municipaux qui fixaient également le taux de la conversion des prestations en nature ; les préfets en autorisaient l'imposition ; l'assiette et le recouvrement devaient en être opérés comme en matière de contributions directes ; les dégrèvements prononcés sans frais, les comptes rendus comme pour les autres dépenses communales. (Art. 5.)

Une instruction générale fut adressée le 31 octobre 1824, par le ministre de l'Intérieur, pour l'exécution de la loi du 28 juillet ; elle définissait la prestation une charge de l'habitation aux droits de laquelle étaient liés la possession et le plus grand usage des chemins communaux, et qui, par cela, même, devait, à son seul titre, contribuer aux frais qu'ils occasionnaient.

La loi de 1824 fut bien accueillie à son apparition, mais elle resta impuissante. Toutes les mesures qu'elle prescrivait étaient en effet facultatives, et elle ne donnait à l'autorité supérieure aucun moyen coercitif pour vaincre la mauvaise volonté ou l'indifférence des communes qui refuseraient ou qui négligeraient de subvenir aux charges qui leur étaient imposées, aucun moyen non plus de venir à leur secours par des subventions, ni de les grouper utilement pour la confection des chemins d'intérêt général. Elle n'avait

rien organisé en ce qui concernait la prestation; ainsi le droit de déterminer le taux de la conversion était dévolu aux conseils municipaux, mais ce droit s'exerçait sans contrôle et sans concert, de telle sorte que le tarif variait par chaque commune, et avec des disproportions choquantes, qui, tantôt empêchaient la libération en argent, tantôt la facilitaient, mais au préjudice des ressources communales; de plus, la fixation de l'époque des travaux dépendait absolument des maires, et aucun délai n'avait été fixé pour l'option du contribuable.

Cependant le principe sur lequel reposait la loi était bon, et il ne s'agissait que de trouver les procédés pratiques d'application : c'est ce que réclamèrent bientôt de toutes parts les conseils généraux des départements, ainsi que tous les organes de l'opinion publique.

Deux propositions furent déposées pour cet objet en 1834, l'une à la Chambre des Députés, l'autre à celle des Pairs.

La première, du 28 janvier 1834, avait pour auteur M. Vatout, qui fut chargé également du rapport en date du 11 avril 1834. Ce rapport contenait une codification entière de la législation sur les chemins vicinaux.

Parmi les ressources, il mettait au premier rang la prestation en nature, mais avec faculté pour le redevable de la convertir en argent dans le délai d'un mois, conformément au tarif voté par le conseil général; la prestation devait être toujours indiquée en tâches, et se combinait, du reste, avec les centimes additionnels, ce qui, suivant le rapporteur, semblait établir une juste proportion entre les diverses classes de contribuables.

La proposition faite à la Chambre des Pairs, par M. Humblot-Conté le 7 mars 1834, avait également pour base la prestation en nature, que son auteur qualifiait de principe vital de la loi de 1824; le rapport fut fait par le vicomte Dode.

Les deux rapports ne furent pas discutés.

Une commission composée de pairs de France, de députés, d'administrateurs et d'agriculteurs, fut chargée par le gouvernement de préparer un nouveau travail.

Le projet de loi, qui fut le résultat de ces études, fut présenté à la Chambre des Députés par le ministre de l'Intérieur, le 24 mars 1835. Le Chapitre II comprenait, au nombre des voies et moyens pour l'entretien, la réparation et la construction des chemins vicinaux et communaux, des prestations en nature dont le maximum était fixé à trois journées de travail pour tout habitant porté au rôle d'une des contributions directes, autres que la personnelle. La prestation devait être appréciée en argent, conformément à la valeur qui serait attribuée dans la commune, à chaque espèce de journée, par le conseil d'arrondissement, sur la proposition du conseil municipal; elle pouvait être convertie en tâches; elle était acquittable en nature ou en argent, au gré du contribuable, mais devenait exigible en argent toutes les fois que celui-ci n'avait pas opté ou exécuté sa tâche dans les délais prescrits. Toute prestation non rachetée ne pouvait être employée que sur les chemins communaux. Les rôles étaient dressés par le maire en conseil municipal, et rendus exécutoires par le sous-préfet, et les réclamations jugées dans les mêmes délais et avec les mêmes formes qu'en matière de contributions directes.

« Nous ne nous dissimulons pas du tout, disait l'Exposé des motifs, ce que le mode des prestations, sous forme de journées de travail ou de tâches déterminées, peut offrir d'inconvénients dans beaucoup de localités.

» Mais nous avons cédé, sur ce point, aux assurances que plusieurs préfets nous ont données des bons résultats qu'ils avaient obtenus de ce double mode dans certains départements. Nous comptons aussi, pour en faire une heureuse

application, sur le zèle éclairé des autorités municipales qui, sans doute, répondront par une coopération active à la confiance que cette loi leur témoigne.

» Quant au rachat des prestations en argent, aucune objection ne peut s'élever, surtout avec la garantie que présente le projet, en établissant pour ce genre de prestations un rôle exécutoire, comme pour les contributions directes. Ce mode offre en même temps l'avantage de procurer du travail aux indigents non contribuables, que le projet affranchit de la prestation personnelle, et qui trouveront ainsi des secours que la loi du 6 avril 1792 avait eu pour objet de leur assurer, en ordonnant que les fonds de secours annuels seraient consacrés à établir des ateliers de charité pour les travaux des chemins vicinaux. »

Le rapport fait par M. Vatout, le 22 avril 1835, déclara que la commission n'avait pas hésité non plus à conserver la prestation en nature d'après le vœu presque unanime des conseils généraux. Il faisait remarquer que la loi en exemptait les individus voisins de l'indigence ; qu'à cette condition, et combinée avec les centimes, la prestation serait juste ; que devenue facultative, elle serait possible ; enfin qu'employée sous la direction d'agents spéciaux, et convertie en tâches, partout où cela serait jugé utile, elle cesserait d'être illusoire et deviendrait féconde en ressources pour les chemins. La commission avait remplacé l'article, qui disposait que la prestation non rachetée ne serait employée que sur les chemins communaux, par un amendement qui portait qu'elle ne serait jamais employée hors du territoire de la commune.

Après une longue discussion et un renvoi à la commission, le projet fut adopté par la Chambre des Députés, le 8 mars 1836, à peu près dans les termes que nous avons indiqués plus haut. Seulement l'exemption en faveur des

indigents fut plus nettement définie. L'article 3 comprenait un paragraphe ainsi conçu : « Chaque année le conseil municipal, lors de la formation du rôle, désignera les habitants qu'il croira devoir exempter de la prestation. »

Le projet présenté à la Chambre des Pairs, le 11 mars, fut l'objet d'un rapport du comte Roy, dans la séance du 23 avril. Ce rapport proposait diverses modifications, et notamment que la prestation en nature, qu'il considérait comme la partie essentielle des ressources de la voirie vicinale, fût employée en première ligne et avant d'avoir recours aux centimes additionnels ; il supprimait aussi le dernier paragraphe de l'article 3, dans la pensée que la loi du 26 mars 1831, qui autorisait le conseil municipal à ne point porter les indigents au rôle des contributions, suffisait pour atteindre le but philanthropique que s'était proposé la Chambre des Députés.

La discussion donna lieu encore à d'autres amendements. En ce qui concernait la prestation non rachetée, on retrancha l'interdiction de l'employer hors du territoire de la commune à moins d'offre du conseil municipal, par le motif que cette interdiction se conciliait mal avec le droit donné aux préfets de faire contribuer, soit en centimes, soit en prestations, au chemin vicinal ordinaire situé sur le territoire d'une seule commune, les communes environnantes intéressées à ce chemin.

La loi amendée fut, suivant le droit constitutionnel d'alors, renvoyée à la Chambre des Députés, qui l'adopta sur le rapport conforme de M. Vatout.

Elle fut promulguée le 21 mai 1836, et forme encore aujourd'hui le Code de la voirie vicinale.

L'article 2 de la loi porte : qu'en cas d'insuffisance des ressources ordinaires des communes, il sera pourvu à l'entretien des chemins vicinaux à l'aide soit de prestations en

nature, dont le maximum est fixé à trois journées de travail, soit de centimes spéciaux en addition au principal des quatre contributions directes, et dont le maximum est fixé à cinq.

Le conseil municipal pourra, sans le concours des plus imposés, voter l'une ou l'autre de ces ressources, ou toutes les deux concurremment.

Aux termes de l'article 3, tout habitant, chef de famille ou d'établissement, à titre de propriétaire, de régisseur, de fermier ou de colon partiaire, porté au rôle des contributions directes, pourra être appelé à fournir chaque année une prestation de trois jours : 1° pour sa personne et pour chaque individu mâle valide, âgé de dix-huit ans au moins et soixante au plus, membre ou serviteur de la famille et résidant dans la commune ; 2° pour chacune des charrettes ou voitures attelées, et en outre pour chacune des bêtes de somme, de trait, de selle, au service de la famille ou de l'établissement dans la commune.

Ainsi tout habitant, dit l'instruction ministérielle du 24 juin 1836, peut être imposé à la prestation en nature, d'abord directement comme membre de la communauté, et intéressé, par conséquent, à tout ce qui peut contribuer à sa prospérité, et notamment au bon état des chemins ; puis à cette obligation personnelle vient s'en ajouter une autre, s'il a une famille, s'il est propriétaire, s'il gère une exploitation agricole ou industrielle ; dans ce cas, en effet, il a nécessairement un intérêt plus étendu à la prospérité de la communauté et au bon état des communications ; d'ailleurs l'exploitation de son établissement, quel qu'il soit, ne peut se faire sans dégrader les chemins de sa commune, et il est juste qu'il contribue à la réparation ordinaire de ces chemins dans la proportion des moyens d'exploitation qui les dégradent.

Les commissions de répartition s'abstiennent souvent de porter sur les états-matrices de la prestation les chefs de famille malheureux, pour lesquels cette contribution serait trop onéreuse ¹.

L'art. 4 de la loi de 1836 dispose que la prestation sera appréciée en argent, conformément à la valeur qui aura été attribuée annuellement pour la commune à chaque espèce de journée par le conseil général, sur les propositions des conseils d'arrondissement. Le tarif des conversions n'est pas obligatoirement uniforme pour tout le département.

La prestation pourra être acquittée en nature ou en argent, au gré du contribuable. Toutes les fois que le contribuable n'aura pas opté dans le délai prescrit, lequel est généralement d'un mois, la prestation sera de droit exigible en argent.

La prestation non rachetée pourra être convertie en tâches, d'après les évaluations et bases de travaux préalablement fixées par le conseil municipal.

Si le conseil municipal, mis en demeure, n'a pas voté, dans la session désignée à cet effet, les prestations et centimes nécessaires, ou si la commune n'en a pas fait emploi dans les délais prescrits, le préfet pourra, d'office, soit imposer la commune dans les limites du maximum, soit faire exécuter les travaux (art. 5).

Les prestations donnent lieu annuellement à la formation d'états-matrices, rédigés et révisés, comme le sont les matrices des contributions.

Les taxes payables en argent sont perçues de la même manière, et donnent lieu aux mêmes poursuites que les contributions directes.

Les demandes en dégrèvement, qui peuvent être écrites

¹ Rapport du 18 juin 1863, p. 10.

sur papier libre, doivent être présentées dans les trois mois. Elles sont jugées par les conseils de préfecture, sauf pourvoi au conseil d'État.

Les prestations, soit en nature, soit en argent, ne sont pas seulement employées sur les chemins même de la commune; lorsqu'un chemin intéresse plusieurs communes, le conseil général désigne, sur l'avis des conseils municipaux, celles d'entre elles qui devront concourir à sa construction ou à son entretien, et fixe la quote part de chacune ¹.

De plus, le conseil général détermine les communes qui doivent contribuer à la construction ou à l'entretien des chemins vicinaux de grande communication, et celles-ci acquittent la portion des dépenses mises à leur charge, au moyen de leurs revenus ordinaires, et, en cas d'insuffisance, au moyen de deux journées de prestation sur les trois journées autorisées par l'article 2, et des deux tiers des centimes votés par le conseil municipal ².

L'article 21 de la loi de 1836 a délégué à chaque préfet le soin de faire, dans l'année qui a suivi sa promulgation, un règlement pour en assurer l'exécution. Ce règlement a dû fixer, entre autres, les époques auxquelles les prestations en nature doivent être faites, le mode de leur emploi ou de leur conversion en tâches ³.

« Entre toutes les lois d'intérêt matériel, la loi du 21 mai 1836 est, sans contredit, une de celles qui ont contribué, dans la plus large proportion, à l'accroissement de la richesse publique. Il n'en est pas dont l'application ait été poursuivie depuis dix ans avec plus de zèle et de persévérance. »

¹ Les pouvoirs des conseils généraux ont été substitués à ceux du préfet en ces matières par l'article 1, § 7 et 9 de la loi du 18 juillet 1866.

² Art. 7 et 8.

³ Une instruction complète sur la loi du 21 mai 1836 a été adressée le 24 juin par le ministre de l'Intérieur aux préfets.

C'est ainsi que s'exprime le ministre de l'Intérieur dans le Rapport qu'il a présenté à l'Empereur, le 18 juin 1863, sur le service des chemins vicinaux pendant la période quinquennale de 1857 à 1861.

La prestation en nature occupe une grande place dans ce rapport; nous allons en résumer à cet égard les résultats généraux.

L'ensemble des ressources affectées à la voirie vicinale, qui n'était en 1837 que de 44 millions, s'est élevé progressivement, dans la dernière période quinquennale, à une moyenne annuelle de plus de 87,500,000 francs. Voici le tableau exact de cet accroissement, par périodes de cinq ans.

ANNÉES.	PRESTATIONS.	ARGENT.	TOTAL.
1837 à 1841.....	409,442,642 f	433,606,349 f.	243,048,964 f.
1842 à 1846.....	463,576,308	433,763,344	297,339,649
1847 à 1851.....	478,999,090	471,557,397	350,356,487
1852 à 1856.....	488,714,763	200,427,299	388,842,064
1857 à 1861.....	248,356,025	219,544,600	437,900,625
	859,088,830 f.	858,596,926 f.	1,717,687,756 f.

Ces ressources si considérables ont permis de construire en vingt-cinq ans :

66,000 kilomètres de chemins vicinaux de grande communication.

38,000 kilomètres de chemins vicinaux d'intérêt commun.

116,000 kilomètres de chemins vicinaux ordinaires.

Plus de 140,000 ponceaux et aqueducs, et plus de 6,000 ponts ont été, en outre, établis sur ces voies publiques.

Depuis le rapport embrassant jusqu'aux résultats de 1861, les ressources affectées aux chemins vicinaux ont encore

progressé. La dernière moyenne quinquennale était de 87,500,000 francs; en 1862 les ressources se sont élevées à 113,093,643 francs et elles ont atteint 120,752,530 francs en 1863, et 122,330,150 francs en 1864. Les prestations en nature, non converties, entrent dans ces deux derniers chiffres, pour 39,089,053 francs et 39,910,187 francs.

La prestation, on le voit, a constitué la plus importante des ressources de la voirie vicinale. Les 859 millions, qu'elle a produits de 1837 au 31 décembre 1864, d'après les évaluations des tarifs de conversion, s'élèvent à plus de 50 pour 100 du chiffre total.

Sur les 37,310 communes qui composent l'Empire, 37,019, d'une population totale de 30,233,667, sont pourvues d'états-matrices; les 491, où il n'en n'a pas été établi, sont celles qui subviennent aux dépenses du service vicinal avec leurs revenus ordinaires, ou qui n'ont pas de territoire suburbain.

Le nombre des hommes imposables dans les communes pourvues d'états-matrices, est de 5,720,408, soit un cinquième de la population totale de ces mêmes communes, et 1,22 par famille, si on rapproche le premier chiffre du nombre d'articles portés aux états-matrices (4,671,073). Le nombre de ces articles est inférieur de près d'un tiers à celui des cotes de la contribution personnelle (6,753,801), différence due d'abord aux conditions spéciales de sexes, d'âge et de validité, et aussi aux exemptions tolérées en faveur des chefs de famille malheureux.

Le nombre des chevaux recensés pendant la période de 1837 à 1864 est de 2,063,311; celui des mulets de 269,526; celui des ânes de 242,015; celui des bœufs de 1,629,503; celui des vaches de 1,156,902; celui des voitures à deux roues de 2,068,547; enfin celui des voitures à quatre roues de 449,369.

Une journée de prestation, assise sur ces bases imposables,

est d'une valeur de 16,357,221 fr., formant pour chaque chef de famille une cote moyenne de 3 fr. 50 cent. Cette cote s'élèverait donc à 10 fr. 50 cent. si les trois journées étaient imposées dans toutes les communes; mais elle n'est, en réalité, que de 9 fr. 66 cent., présentant une augmentation de 1 fr. 18 cent. sur la cote moyenne générale de la période 1852 à 1856, qui avait été de 8 fr. 48 cent. La moyenne est dépassée dans 39 départements; elle est inférieure dans 50; la moyenne la plus élevée se trouve dans la Seine-Inférieure, où elle atteint 13 fr. 58 cent.; elle descend ensuite graduellement jusqu'à 4 fr. 68 dans le Var.

Les chiffres des journées votées ou imposées d'office ont été les suivants ¹ :

¹ Sur les 218,356,025 fr. qui forment la valeur de toutes les journées de prestation de 1857 à 1861, 202,927,148 fr. ont été votés spontanément par les conseils municipaux; le surplus, 15,428,877 fr. ont été imposés d'office par les préfets, mais sans que cette imposition ait presque donné lieu à des réclamations. Il y a sur la période précédente augmentation dans le nombre des journées votées, diminution dans celui des journées imposées d'office. Les prestations fournies en nature représentant une valeur de 152,055,648 fr., celles qui ont été fournies en argent 66,300,377 fr.

Si l'on cherche comment la prestation se répartit entre les 89 départements, on trouve qu'il en est trois (l'Aisne, la Charente-Inférieure et la Gironde) où la valeur de cette contribution dépasse annuellement 1,000,000 fr.; six (Marne, Nord, Pas-de-Calais, Saône-et-Loire, Seine-Inférieure et Seine-et-Oise) où elle s'élève à plus de 800,000 fr.; sept où elle est supérieure à 700,000 fr. (Ardennes, Charente, Dordogne, Eure, Oise, Seine-et-Marne et Yonne); 41 où sa valeur annuelle varie entre 600,000 et 400,000 fr.; elle s'abaisse ensuite graduellement dans la Lozère à 100,000 fr., et même jusqu'à environ 76,000 dans la Seine.

Les prestations en nature se sont subdivisées à peu près ainsi qu'il suit, de 1857 à 1861, entre les diverses dépenses :

Chemins vicinaux ordinaires.....	84,460,000 fr.
Chemins vicinaux d'intérêt commun.....	35,700,000
Chemins vicinaux de grande communication.....	40,890,000

La prestation en nature contribue dans une proportion beaucoup moindre aux travaux des chemins vicinaux de grande communication qu'à ceux des chemins vicinaux ordinaires et d'intérêt commun. Cette différence provient principalement de ce que la presque totalité des subventions votées par les conseils généraux est affectée à la confection de ces voies principales

Journées d'hommes.	79,846,278
Journées d'animaux.	74,294,585
Journées de voitures.	33,584,022

Aux termes de l'article 4 de la loi de 1836, la prestation peut être acquittée en nature ou en argent.

La valeur des journées exigibles en argent a été de 66,300,377 fr.; la portion des journées de prestation, qui a dû s'acquitter en nature, a présenté, d'après les tarifs, une valeur de 152,055,648 fr. Ainsi sur 100 contribuables, 70 environ ont déclaré préférer l'impôt en nature à l'impôt en argent. La cote moyenne du rachat en argent est de 2 fr. 93 cent. pour les 89 départements; mais il y a, à cet égard, de grandes différences. Dans 12 départements la prestation s'acquitte presque entièrement en nature (Hautes-Alpes, Ariège, Charente-Inférieure, Côtes-du-Nord, Drôme, Finistère, Meurthe, Basses et Hautes-Pyrénées, Haute-Saône, Tarn-et-Garonne et Vosges, où la cote moyenne de rachat descend à 0 fr. 14 cent. sur une cotisation totale de 8 fr. 49 cent.); au contraire la cote proportionnelle de rachat dépasse les deux tiers de la cotisation totale dans les Bouches-du-Rhône, le Lot, Lot-et-Garonne, la Sarthe, la Seine, la Vienne et la Haute-Vienne, atteint les trois quarts dans Indre-et-Loire, l'Oise et la Somme, et arrive même jusqu'à 93 pour 100 dans la Mayenne. Ces différences, qui se sont toujours fait remarquer depuis la mise à exécution de la loi de 1836, semblent devoir être attribuées au degré d'aisance des populations, à leurs habitudes et surtout à l'écart qui existe entre le prix de la journée fixée par le conseil général et le prix réel de la journée salariée.

Le prix moyen de cette dernière journée est, en effet, d'après les renseignements statistiques recueillis, supérieur dans tous les départements à celui de la première. Le prix minimum de la journée salariée est de 1 fr. 20 cent., le

prix moyen de 1 fr. 98 cent. ; le prix maximum de 2 fr. 56 cent. ; 47 départements sont au-dessus de cette moyenne, 42 au-dessous. Le prix minimum de la journée d'homme, d'après les évaluations des conseils généraux, est de 0 fr. 75 cent. ; le prix moyen de 1 fr. 25 cent. ; le prix maximum de 2 fr. 36 cent. ; 32 départements sont au-dessus de cette moyenne ; 14 la représentent exactement ; et 43 sont au-dessous.

La valeur réelle du travail obtenu des journées de prestation peut être évaluée en moyenne à 1 fr. 39 cent. ; c'est-à-dire qu'elle est supérieure de 0 fr. 14 cent. à la moyenne des tarifs de conversion.

Dans la dernière période quinquennale le prix de la journée de l'ouvrier salarié était évalué à 1 fr. 75 cent., le prix de la journée de prestataire, d'après le tarif, à 1 fr. 5 cent., le prix de la journée de travail effective du prestataire à 1 fr. 10 cent.

Le rapport contient des calculs identiques et comparatifs sur les journées salariées et de prestation des animaux et voitures, et conclut également que la valeur moyenne des premières est généralement supérieure à celle des secondes.

De véritables progrès ont été réalisés, de 1857 à 1861, dans l'emploi de la prestation en nature ; 64 départements l'ont appliquée avec succès à l'amélioration des communications vicinales des trois catégories. Le système de la conversion du travail en journée en travail à la tâche, qui présente de grands avantages, ne s'est pas propagé avec la rapidité que faisaient présager ses premiers essais ; il n'a reçu encore d'application à peu près générale que dans 40 départements ; c'est, du reste, un progrès marqué sur la période de 1852 à 1856.

En résumé, la prestation en nature est chaque année en progrès et comme quotité de ressource et comme produit

effectif. « Du reste, les assemblées municipales, dit le rapport ¹, en augmentant chaque année le nombre des journées spontanément votées, ont prouvé que les préventions, dont la prestation avait pu être l'objet, s'effacent de plus en plus et que les populations préfèrent un impôt en nature à un impôt en argent. Le vote combiné des centimes spéciaux et des taxes en nature justifie toutes les prévisions de la loi du 21 mai 1836. Dans les années d'abondance, où les contributions s'acquittent avec facilité, les journées de prestation sont plus fréquemment rachetées, et c'est alors l'argent qui sert principalement à subvenir aux dépenses du service. Dans les années calamiteuses, au contraire, l'argent devient plus rare, mais les bras ne font jamais défaut, et, à l'aide de quelques subventions réparties avec discernement, on peut parvenir à faire des travaux qui suffisent pour assurer le bon état des chemins. »

Ces détails suffisent pour faire apprécier cette *corvée améliorée*, dont la répartition plus équitable et l'emploi à un service plus rapproché des contribuables ont fait disparaître l'ancienne impopularité, au grand profit de ces chemins vicinaux, qui font la vie et le progrès matériel des campagnes de la France ².

¹ Page 9.

² Outre les prestations en nature pour les chemins vicinaux, notre législation renferme l'application de principes analogues en vue d'autres besoins. Aussi lorsqu'une crue du Rhône menace les chaussées d'une rupture ou d'un débordement, tous les habitants des communes d'Arles, Tarascon et Sainte-Marie, depuis seize ans jusqu'à soixante, sont tenus de se rendre à la réquisition des maires sur les points qui leur sont indiqués, pour y travailler pendant le temps jugé nécessaire sous la direction des syndics et des surveillants. Le refus d'obéir est puni d'une amende égale au prix de trois journées de travail et de trois jours de prison en sus de l'amende. (V. *De l'organisation légale des Cours d'Eau*, par Adrien Dumont et A. Dumont. Paris, 1845, p. 78.)

SECTION III.

DES CENTIMES DÉPARTEMENTAUX ET COMMUNAUX ¹.

ARTICLE 1.

CENTIMES DÉPARTEMENTAUX.

Les centimes additionnels aux contributions directes constituent la ressource principale des budgets de nos départements ². Leur origine remonte aux premières années de la Révolution de la fin du siècle dernier.

La loi du 28 messidor an IV mit à la charge des départements certaines dépenses sous le nom de *dépenses d'administration*, et leur attribua pour y pourvoir des *sous additionnels*, qui ne pouvaient en aucun cas excéder le cinquième des contributions.

Diverses lois vinrent compléter et modifier ce système : entre autres les lois des 15 frimaire an VI et 11 frimaire

¹ Voyez, entre autres sources, le Rapport de la commission instituée par décret du 30 mars 1850, pour examiner les questions relatives à la situation financière des communes et des départements, la proposition de M. Lequien à l'Assemblée législative, et le rapport sur le même objet (7 août 1851), les budgets et comptes définitifs des recettes.

² Les autres ressources des départements consistent : dans le revenu et le produit des propriétés du département non affectées à un service départemental ; le revenu et le produit des autres propriétés du département, tant mobilières qu'immobilières ; le produit des expéditions d'anciennes pièces ou d'actes de la préfecture déposés aux archives ; le produit des droits de péage autorisés par le gouvernement au profit du département ; ainsi que des autres droits et perceptions concédés au département par les lois. (Art. 10 de la loi du 10 mai 1838.)

an VII, qui arrêtaient une nomenclature des dépenses (distinguées postérieurement en fixes et variables) à la charge des départements, en déterminèrent les recettes, lesquelles devaient se composer de centimes additionnels aux contributions foncière et personnelle, dans la limite d'un maximum fixé annuellement par la loi, et créèrent un fonds commun destiné à accorder un supplément de ressources aux départements, dont les besoins ordinaires ne pouvaient être couverts par leurs recettes spéciales ; la loi du 28 pluviôse an VIII qui, reprenant et complétant l'œuvre de l'Assemblée constituante, remit l'exécution entre les mains d'un seul agent, le préfet, et plaça à côté de lui, pour délibérer sur les intérêts du département, un conseil général investi, entre autres attributions, du droit de déterminer le nombre de centimes additionnels dont l'imposition serait demandée pour les dépenses fixes et variables ; enfin la loi du 28 ventôse an XIII, laquelle autorisa ces mêmes conseils à voter des centimes facultatifs, jusqu'à concurrence de 4, pour les dépenses qu'ils jugeraient utiles de faire dans l'intérêt de leurs circonscriptions. De cette dernière loi date réellement le budget départemental. Les dépenses, auxquelles il était précédemment chargé de faire face, n'étaient en effet qu'un démembrement du budget général. L'État, qui aurait dû seul y pourvoir, avait seul aussi le droit d'en arrêter le chiffre.

Voici les proportions dans lesquelles se renfermait sous le premier Empire le service départemental :

2 centimes pour dépenses fixes ¹ .		4 millions.
10 — " variables ² .		20 —
A reporter.		24 millions.

¹ Les dépenses fixes, toutes d'intérêt général, comprenaient : les frais du personnel des préfectures, des maisons centrales de détention, des bâtiments des cours d'appel, des établissements thermaux et sanitaires, etc.

² Loyers et mobiliers des préfectures, prisons, casernement de la gendarmerie,

	Report.	24 millions.
2 centimes pour fonds commun		4. —
4 — facultatifs		8 —
— extraordinaires		6 —
Produits éventuels (recouvrements de toute nature autorisés par les préfets).		8 —
		50 millions.

Sous la Restauration, la loi du 28 avril 1816 qui rétablit le fonds commun, abandonné dans les dernières années de l'Empire, et celles du 21 mars 1817 et du 15 mai 1818 consacrèrent un régime qui s'est maintenu jusqu'à la loi du 10 mai 1838, sauf des modifications dans le taux des centimes.

Le rapport de la commission de 1830, auquel nous avons emprunté le détail des ressources des départements sous l'Empire, les évalue ainsi pour la période qui finit à 1830.

6 4/10 centimes fixes.	12 millions.
7 6/10 — variables	14 —
5 fonds communs	9 —
5 facultatifs	13 —
5 extraordinaires	5 —
Produits éventuels (cadastre, max. : 5 centimes).	3 —
	56 millions.

La loi du 20 juillet 1837 réunit les dépenses fixes au budget de l'État, et reporta par suite à ce budget les centimes destinés à y faire face.

En même temps, des lois sur l'instruction primaire (18 juin 1833) et sur les chemins vicinaux (21 mai 1836) mettaient de nouvelles ressources spéciales à la disposition des conseils généraux, comme l'avait déjà fait pour le cadastre la loi du 4 juillet 1821.

La loi du 10 mai 1838 constitua le budget départemental sur des bases qui subsistent en partie encore aujourd'hui.

menus frais des tribunaux, constructions et réparations d'églises, enfants trouvés, mendicité, routes, enseignement et secours, etc.

Aux termes de son article 10, les recettes de ce budget comprenaient :

1° Le produit des centimes additionnels aux contributions directes affectés par la loi de finances aux dépenses ordinaires des départements, et la part allouée au département dans le fonds commun établi par la même loi. Ces centimes ne portent que sur les contributions foncière, personnelle et mobilière. Les dépenses auxquelles, avec certains produits éventuels, ils ont pour objet de pourvoir, sont connues sous le nom d'*obligatoires* ou ordinaires, et forment la première section du budget départemental. En voici la nomenclature : 1° les grosses réparations et l'entretien des édifices et bâtiments départementaux ; 2° les contributions dues par les propriétés du département ; 3° le loyer, s'il y a lieu, des hôtels de préfecture et de sous-préfecture ; 4° l'ameublement et l'entretien du mobilier de ces hôtels ; 5° le casernement ordinaire de la gendarmerie ; 6° les loyers, mobiliers et menues dépenses des cours et tribunaux, et les menues dépenses des justices de paix ; 7° le chauffage et l'éclairage des corps de garde des établissements départementaux ; 8° les travaux d'entretien des routes départementales et des ouvrages d'art qui en font partie ; 9° les dépenses des enfants assistés ainsi que celles des aliénés, pour la part afférente au département ; 10° les frais de route accordés aux voyageurs indigents ; 11° les frais d'impression et de publication des listes d'électeurs pour les juges des tribunaux de commerce, les frais d'impression des cadres pour la formation des listes électorales et des listes du jury et des cartes d'électeurs ; 12° les frais d'impression des budgets et des comptes des recettes et dépenses des départements ; 13° la portion à la charge des départements dans les frais des tables décennales de l'état civil ; 14° les frais relatifs aux mesures qui ont pour ob-

jet d'arrêter le cours des épidémies et des épizooties ; 15° les primes fixées pour la destruction des animaux nuisibles ; 16° les dépenses de garde et de conservation des archives du département ; 17° les dépenses de l'enseignement primaire en cas d'insuffisance des ressources communales ; 18° les dépenses des bureaux d'assistance judiciaire ; 19° les frais de poursuite et de procédure pour contravention en matière de roulage sur les routes départementales ; 20° les dépenses de chambres d'agriculture ; 21° les dépenses des locaux et des imprimés pour l'administration et la comptabilité des sociétés de secours mutuels en cas d'insuffisance des ressources communales ; 22° les dépenses des locaux et du mobilier nécessaires à la réunion du Conseil départemental de l'instruction publique, du local des bureaux de l'inspecteur d'académie et de ses frais de bureau ¹ ; ces diverses dépenses peuvent être inscrites ou augmentées d'office, jusqu'à concurrence du montant des recettes y destinées, par le décret qui règle le budget.

2° Le produit des centimes additionnels facultatifs votés annuellement par le conseil général, dans les limites déterminées par la loi de finances. Ces centimes sont destinés à faire face aux dépenses facultatives d'utilité départementale qui composent la 2° section du budget départemental. Le conseil général en a la disposition exclusive.

Ils ne portent, comme les précédents, que sur la contribution foncière et la contribution personnelle et mobilière. La loi de 1838 avait permis de centraliser une fraction de ces centimes pour former un second fonds commun ; mais il a été supprimé par la loi du 7 août 1850.

3° Le produit des centimes additionnels extraordinaires imposés en vertu de lois spéciales, généralement

¹ Art. 455 du décret du 31 mai 1862.

sur les quatre principales contributions directes. Chaque session législative voit rendre un certain nombre de ces lois.

4° Le produit des centimes additionnels affectés par les lois générales à diverses branches du service public, savoir : 3 centimes au maximum pour les chemins vicinaux et 2 centimes pour dépenses de l'instruction primaire, portant sur les quatre contributions ; 3 centimes pour le cadastre, affectant la seule contribution foncière.

Voici l'état des centimes départementaux pour l'année 1839, la première qui ait suivi la mise en vigueur de la loi nouvelle.

Centimes ordinaires (8 c. 2/10).	15,581,506 f.	
Centimes pour le premier fonds commun (4 c. 6/10).	8,740,844	} 13 c. 2/10. 25,082,423 f.
Centimes pour le deuxième fonds commun (0 c. 4/10).	760,073	
Centimes facultatifs (max. : 5 centimes).		9,546,316
Centimes extraordinaires		11,724,906
Centimes spéciaux pour les chemins (max. : 5 c.).		8,716,000
Centimes pour l'instruction primaire (max. : 2 c.)		3,971,321
		59,040,966 f.

Les centimes départementaux ont suivi depuis 1838 une progression constante ; leur total était parvenu en 1832 à 84,253,251 fr., savoir :

Centimes ordinaires, 10 c. 4/10.	20,386,298 f.
Fonds commun 7 c.	13,721,546
Centimes facultatifs (max. : 7 c. 6/10).	14,317,726
Centimes extraordinaires.	18,699,120
Centimes spéciaux pour les chemins (max. : 5 c.).	12,142,369
Centimes pour l'instruction primaire.	4,986,192
Total.	84,253,251 f.

La progression, que ce tableau accuse dans le chiffre des centimes sur 1839, reconnaît pour cause principale l'accroissement des dépenses obligatoires des départements, notamment pour les routes, les enfants trouvés et les aliénés,

qui a nécessité des prélèvements considérables sur les ressources destinées aux dépenses facultatives. Cette situation a attiré plusieurs fois l'attention du législateur et de l'administration.

Une proposition avait été faite à cet égard, en 1850, par M. Lequien à l'Assemblée législative ; une commission avait été également instituée, par décret du 30 mars 1850, pour examiner les questions relatives à la situation financière des départements.

La loi de finances du 5 mai 1855 a mis à la charge du budget de l'État, à partir de 1856, les dépenses ordinaires des prisons départementales, ainsi que les frais de translation des détenus vagabonds et forçats moyennant un prélèvement de 1 centime $\frac{4}{10}$ sur les fonds applicables aux dépenses ordinaires des départements, et de $\frac{6}{10}$ sur les fonds des dépenses facultatives.

Les centimes départementaux se sont alors trouvés réduits à 9 pour les dépenses obligatoires, et à 7 au maximum pour les dépenses facultatives, le fonds commun restant de 7 centimes ¹.

Mais, dans les trois exercices suivants, le prélèvement, opéré en 1855 sur les recettes du budget des départements, leur a été successivement restitué. La loi du 11 juin 1859 a fixé, à partir de 1860, les centimes pour dépenses obligatoires à 10 centimes $\frac{5}{10}$, ceux pour les dépenses facultatives à 7 centimes $\frac{5}{10}$ en maximum. Le fonds commun est demeuré à 7 centimes.

Voici, d'après le compte définitif de 1864, le chiffre des recettes des départements, pour cet exercice :

¹ Dans les budgets de 1853 et 1854 le fonds commun avait été augmenté de $\frac{5}{10}$ de centime pour l'ameublement des sous-préfectures ; mais cet accroissement temporaire a été supprimé au budget de 1855.

	CONTRIBUTIONS				
	PONCÈRE.	PERSONNELLE ET MOBILIÈRE.	PORTES ET FENÊTRES.	PATENTES.	TOTAL.
	fr.	fr.	fr.	fr.	fr.
<i>Centimes imposés par la loi.</i> (47 cent. 5/10.)					
Pour fonds applicable aux dépenses ordinaires de chaque département (40 c. 5/10).....	17,637,778 44	4,300,020 75	"	"	21,937,799 49
Pour fonds commun à répartir entre les dép. (7 c.).	11,750,166 50	2,806,080 42	"	"	14,556,246 92
<i>Centimes votés par les conseils généraux.</i>					
Pour dépenses facultatives d'utilité départementale (max. : 7 c. 5/10) excepté pour la Corse (14 c. 5/10) et les Alpes-Mar., la Savoie et la Haute-Savoie (18 c. 5/10).	12,813,459 13	3,421,489 94	"	"	15,937,949 07
Pour dépenses extraordinaires approuvées par des lois spéciales, autres que celles de l'instruction primaire.....	21,450,508 36	5,393,657 70	3,908,644 73	8,036,806 89	38,789,614 68
Pour subventions aux dépenses des chemins vicinaux et autres (max. : 5 centimes).....	8,489,713 63	4,880,505 27	4,440,083 07	2,510,141 94	14,030,863 93
Pour dépenses de l'instruction primaire (max. : 2 centimes).....	3,463,686 24	793,474 20	592,297 21	4,036,894 "	5,886,448 63
Pour dép. du cadastre (max. : 3 c.).	107,421 52	"	"	"	107,421 52
TOTAL.....	75,433,013 81	18,358,888 28	5,911,622 04	14,614,239 83	114,317,463 96

A cette somme d'environ 114 millions il faut ajouter les produits éventuels, qui ont été appliqués aux dépenses des départements pour l'exercice 1861, et qui se composent : 1° des recettes locales spécialement attribuées par la loi de 1838 aux dépenses ordinaires et facultatives ; 2° des subventions des communes et des particuliers pour travaux des routes ou autres dépenses d'utilité départementale ; 3° des

emprunts contractés par des départements en vertu des lois spéciales ; 4° des contingents communaux et des souscriptions particulières pour travaux de chemins vicinaux de grande communication. Ensemble 36,014,038 fr. 37 c.

L'ensemble des ressources du service départemental, pour l'exercice 1864, a donc été de 147 millions. C'est une augmentation de plus d'un tiers depuis la mise en vigueur de la loi du 10 mai 1838 ¹.

La loi du 18 juillet 1866 a remanié le système financier des départements. Voici à cet égard ses principales dispositions. Elles les a autorisés, dans son article 2, à voter dans la limite d'un maximum qui doit être fixé annuellement par la loi de finances, des centimes extraordinaires affectés à des dépenses extraordinaires d'utilité départementale, ainsi que les emprunts départementaux, remboursables dans un délai ne pouvant excéder douze ans sur les centimes extraordinaires ou sur les ressources ordinaires.

Aux termes de l'article 6 le budget départemental est divisé en budget ordinaire et budget extraordinaire. Les dépenses antérieurement comprises dans les 1^{re}, 2^e, 4^e et 5^e sections des budgets départementaux doivent former le budget ordinaire, dont les recettes se composent :

1° Des centimes additionnels fonciers et personnels mobiliers votés par le Conseil général, dans les limites déterminées par la loi de finances; centimes comprenant les 7 centimes précédemment affectés au fonds commun.

2° Des produits éventuels énoncés aux n^{os} 5, 6, 7 et 8 de l'art. 10 de la loi du 10 mai 1838.

3° Des centimes spéciaux pour les chemins vicinaux et

¹ L'exercice 1843, le premier dans les comptes duquel le service départemental a figuré d'une manière complète, donnait pour ce service une somme seulement de 87,685,000 fr.

l'instruction primaire, dont l'excédant sur les besoins pourra être reporté sur le budget (art. 8).

Les recettes du budget extraordinaire se composent :

1° Des centimes extraordinaires votés par le Conseil général dans les limites déterminées par la loi de finances, ou autorisés par des lois spéciales.

2° Du produit des biens aliénés.

3° Des dons et legs.

4° Du remboursement des capitaux exigibles et des rentes rachetées.

5° Du produit des emprunts.

6° De toutes autres recettes accidentelles.

Il est décidé à ce sujet que les forêts et bois de l'État acquitteront les centimes additionnels ordinaires et extraordinaires affectés aux dépenses des départements dans la proportion de la moitié de leur valeur imposable, sans préjudice des dispositions de l'art. 13 de la loi du 11 mai 1836 et de l'art. 3 de la loi du 12 juillet 1865.

Tout centime additionnel ordinaire ou extraordinaire établi en sus de ceux actuellement autorisés doit porter sur toutes les contributions directes (ou tout au moins sur les quatre principales). Cette disposition a pour but de faire contribuer la fortune mobilière un peu plus que par le passé aux charges départementales.

Enfin l'art. 7 crée aux dépens des ressources générales du budget un fonds sur lequel les départements dont la situation financière l'exige recevront une allocation. La répartition de ce fonds, fixé à 4,000,000 fr., est réglée annuellement par un décret impérial rendu en Conseil d'État.

ARTICLE 2.

CENTIMES COMMUNAUX.

Les centimes additionnels aux contributions directes occupent une place importante parmi les recettes des communes, moins importante cependant que parmi celles des départements; ils ne forment, en effet, que le quart environ des ressources des budgets communaux, tandis que pour les autres la proportion s'élève aux trois quarts au moins ¹.

La loi du 14 décembre 1789, sur la constitution des municipalités en France, confia au conseil général de chaque commune le soin de délibérer sur l'emploi de ses revenus, et entre autres sur les impositions extraordinaires. La loi des 5-10 août 1791 décida, dans son article 8, que les villes et communes seraient tenues de pourvoir à leurs dépenses locales par des sous additionnels aux contributions foncière et mobilière, ainsi que par les 2 sous pour livre que la loi du 2 mars 1791 leur attribuait sur le produit des droits de patentes. Ce prélèvement sur les patentes en faveur des communes fut confirmé et porté au dixième du produit net par les lois des 6 fructidor an IV et 1^{re} brumaire an VII.

La loi du 9 germinal an V réserva sur les sous additionnels à la contribution personnelle et mobilière, 4 sous 3 deniers pour les dépenses des administrations municipales

¹ Voyez ci-après la nomenclature des recettes ordinaires et extraordinaires des communes.

des cantons ainsi que des administrations communales.

Les lois des 13 frimaire an VI et 11 frimaire an VII arrêterent la nomenclature des dépenses et des recettes des communes. Ces recettes se composaient, entre autres, de centimes additionnels aux contributions foncière et personnelle mobilière, dans les limites d'un maximum déterminé annuellement par la loi de finances. Le chiffre du maximum a depuis lors été généralement fixé à 5 c.

Par l'article 13 de la loi du 28 pluviôse an VIII, le conseil municipal fut investi du droit de délibérer sur le compte des recettes et dépenses municipales, sur les besoins particuliers et locaux de la municipalité, sur les emprunts, sur les octrois ou contributions en *centimes additionnels qui pourraient être nécessaires pour subvenir à ces besoins*.

L'approbation et le contrôle du budget communal appartenaient à l'administration supérieure, laquelle autorisait également les impositions extraordinaires en dehors des 5 centimes.

Il est à peu près impossible d'indiquer quels étaient sous l'Empire le chiffre et le produit total des centimes communaux imposés annuellement.

Les premières lois de finances de la Restauration maintinrent le maximum de centimes pour les dépenses des communes, et subordonnèrent à des règles spéciales l'établissement des impositions extraordinaires.

L'article 31 de la loi du 13 mai 1815 fit une innovation ; il disposa qu'il serait, comme précédemment, imposé en sus 5 centimes au principal de la contribution foncière et de la contribution personnelle et mobilière pour subvenir aux dépenses des communes, à l'exception de celles qui auraient déclaré que cette contribution leur a été utile. Depuis lors cette règle a été toujours suivie.

La même loi, par son article 27, maintint aux com-

munes l'attribution des 8 centimes du principal des patentes. La loi du 25 avril 1844 a reproduit cette disposition.

Suivant le Rapport au Roi du 15 mars 1830, le nombre des centimes tant ordinaires qu'extraordinaires des communes ne s'élevait qu'à 10 produisant 18 millions, tandis que, avant 1814, ils avaient atteint les chiffres de 70, 80 et même 100 du principal. La loi du 2 août 1829 évaluait les ressources communales additionnelles aux contributions directes, pour l'exercice 1830, à 20 millions 129,600 fr., savoir :

Centimes pour dépenses ordinaires sur les contributions foncière et mobilière	9,000,000
Centimes pour dépenses extraordinaires sur les quatre contributions.	9,200,000
Attributions sur les patentes.	1,929,600

Sous le gouvernement de juillet, les lois des 18 juin 1833 et 21 mai 1836 mirent à la disposition des communes, comme à celle des départements, des centimes spéciaux pour le service de l'instruction primaire et des chemins vicinaux.

La loi du 18 juillet 1837 a arrêté de nouveau et définitivement la nomenclature des recettes et des dépenses municipales.

Les recettes sont ordinaires ou extraordinaires¹. Les pre-

¹ Les recettes ordinaires se composent : 1° des revenus de tous les biens dont les habitants n'ont pas la jouissance en nature ; 2° des cotisations imposées annuellement sur les ayants-droit aux fruits qui se perçoivent en nature ; 3° du produit des centimes ordinaires affectés aux communes par les lois de finances ; 4° de la part accordée aux communes dans l'impôt des patentes ; 5° de la part revenant aux communes dans les droits de permis de chasse ; 6° du produit des octrois municipaux ; 7° du produit des droits de place perçus dans les halles, foires, marchés, abattoirs, d'après les tarifs dûment autorisés ; 8° du produit des permis de stationnement et des locations sur la voie publique, sur les ports et rivières et autres lieux publics ; 9° du produit des péages communaux, des droits de péage, mesurage et jaugeage ; des droits de voirie et autres droits légalement établis ; 10° du prix des concessions dans les cimetières ; 11° du produit des concessions d'eau, de l'enlèvement des boues et immondices de la voie publique, et autres concessions autorisées par les services communaux ; 12° du produit des expéditions des actes

mières comprennent, entre autres, le produit des centimes ordinaires affectés aux communes par les lois de finances, et qui ne portent que sur les contributions foncière et personnelle mobilière, ainsi que la part qui leur est attribuée dans l'impôt des patentes.

Au nombre des recettes extraordinaires figurent les contributions extraordinaires dûment autorisées. Ces contributions sont de deux sortes :

1° Celles qui sont destinées à subvenir aux dépenses obligatoires¹. Elles sont approuvées par arrêté du préfet, lorsque

administratifs et de l'état civil ; 13° de la portion que les lois accordent aux communes dans le produit des amendes prononcées par les tribunaux de simple police, par ceux de police correctionnelle et par les conseils de discipline de la garde nationale ; 14° des intérêts de fonds placés au Trésor ; 15° d'une portion des droits à percevoir dans les écoles préparatoires à l'enseignement des lettres et des sciences, et dans les écoles préparatoires de médecine et de pharmacie ; 16° du bénéfice résultant de l'administration des collèges ; 17° des ressources affectées au traitement de l'instituteur et de l'institutrice primaires ; 18° des indemnités pour enrôlements volontaires ; 19° du produit de la taxe municipale sur les chiens.

Et généralement du produit de toutes les taxes de ville et de police, dont la perception est autorisée par la loi. (Décret du 31 mai 1862, art. 484).

Il faut ajouter à ces recettes dix centimes sur le principal de la contribution relative aux chevaux et voitures de luxe, d'après la loi du 2 juillet 1862.

Les recettes extraordinaires se composent : 1° des contributions extraordinaires dûment autorisées ; 2° du produit des biens aliénés ; 3° du prix d'aliénation des rentes sur l'État ; 4° des dons et legs ; 5° du remboursement des capitaux exigibles et des rentes rachetées ; 6° du produit des coupes extraordinaires de bois ; 7° du produit des emprunts, et de toutes autres recettes accidentelles. (Ibidem, art. 485).

¹ Les dépenses des communes sont obligatoires ou facultatives.

Sont obligatoires les dépenses suivantes : 1° L'entretien de l'hôtel de ville, ou, s'il y a lieu, du local affecté à la mairie ; 2° les frais de bureau et d'impression pour le service de la commune ; 3° l'abonnement au *Bulletin des lois* ou au *Monaiteur des Communes* ; 4° les frais de recensement de la population ; 5° les frais des registres de l'état civil et la portion des tables décennales à la charge des communes ; 6° le traitement du receveur municipal, du préposé en chef de l'octroi et les frais de perception ; 7° le traitement des gardes des bois de la commune et des gardes champêtres ; 8° le traitement et les frais de bureau des commissaires de police, tels qu'ils sont déterminés par les lois et décrets ; 9° les pensions des employés municipaux et des commissaires de police, régulièrement liquidées et approuvées ; 10° les frais de loyer et de réparation du local de la justice de paix ; ainsi que ceux d'achat et d'entretien de son mobilier dans les communes

la commune a moins de 100,000 fr. de revenu ; par décret impérial, si le revenu de la commune est supérieur à cette somme ; dans le premier cas le conseil municipal ne peut voter la contribution à établir qu'avec l'adjonction des plus imposés. Si le conseil municipal refuse de subvenir à des

chefs-lieux de canton ; 11° les dépenses de la garde nationale, telles qu'elles sont déterminées par ces lois ; 12° les dépenses relatives à l'instruction publique, conformément aux lois ; 13° l'indemnité de logement aux curés et desservants, et autres ministres des cultes salariés par l'État, lorsqu'il n'existe pas de bâtiment affecté à leur logement ; 14° les secours aux fabriques des églises et autres administrations préposées aux cultes dont les ministres sont salariés par l'État, en cas d'insuffisance de leurs revenus, justifiée par les budgets et leurs comptes appuyés de pièces ; 15° le contingent assigné à la commune, conformément aux lois, dans la dépense des enfants assistés ; 16° les grosses réparations aux édifices communaux, sauf l'exécution des lois spéciales concernant les bâtiments militaires et les édifices consacrés aux cultes ; 17° la clôture des cimetières, leur entretien et leur translation, dans les cas déterminés par les lois et les règlements d'administration publique ; 18° les frais des plans d'alignement ; 19° les frais et dépenses des conseils des prud'hommes, pour les communes où ils siègent, les mêmes frais des Chambres facultatives des arts et manufactures, pour les communes où elles existent, ainsi que des sociétés de secours mutuels ; 20° les contributions et prélèvements établis par les lois sur les biens et revenus communaux ; 21° les secours et pensions accordées aux sapeurs-pompiers, à leurs veuves et à leurs orphelins ; 22° la part contributive de la commune dans les dépenses des travaux de défense contre les inondations ; 23° les frais de tenue des assemblées électorales pour l'élection : 1° des députés au Corps législatif, des conseils généraux, des conseils d'arrondissement et des conseils municipaux ; 2° des membres des tribunaux de commerce et des Conseils de prud'hommes ; 3° des chambres consultatives des arts et manufactures et des chambres de commerce ; 24° l'acquittement des dettes exigibles, et généralement toutes les autres dépenses mises à la charge des communes par une disposition législative.

Toutes dépenses autres que les précédentes sont facultatives.

Le Conseil municipal délibère sur le budget de la commune et en général sur toutes les recettes et dépenses, soit ordinaires, soit extraordinaires.

Le budget de chaque commune, proposé par le maire et voté par le Conseil municipal, est définitivement réglé par arrêté du préfet. Toutefois, pour les villes dont les revenus sont de 100,000 francs ou plus, le budget est réglé par un décret impérial lorsqu'il présente des impositions extraordinaires proprement dites, mais seulement pour l'exercice qui donne lieu à la demande de ces impositions.

Les dépenses proposées au budget d'une commune peuvent être rejetées ou réduites par l'autorité qui règle le budget.

Elles ne peuvent être augmentées, et il ne peut en être introduit de nouvelles, qu'autant qu'elles sont obligatoires.

(Décret du 31 mai 1862, articles 486, 489, 490, 494, 496).

dépenses obligatoires, l'imposition peut être faite d'office par le gouvernement, dans les limites d'un maximum fixé annuellement par la loi de finances, et qui est de 10 c., sauf pour les dettes résultant de condamnations judiciaires (20 c.). Au-dessus de ce maximum une loi est nécessaire. Les impositions extraordinaires portent sur les quatre contributions directes, à l'exception des centimes relatifs aux salaires des gardes champêtres, qui sont assis sur l'impôt foncier seulement ¹, et des centimes pour bourses et chambres de commerce, prélevés sur la taxe des patentes ².

2° Celles qui sont votées pour des services temporaires et extraordinaires, et qui portent sur les quatre contributions. Elles doivent être autorisées par décret impérial pour les communes ayant moins de 100,000 fr. de revenu, et par une loi pour les communes ayant un revenu supérieur à cette somme.

Enfin, comme nous l'avons déjà dit, les communes ont à pourvoir aux services spéciaux de l'instruction primaire et des chemins vicinaux au moyen de centimes également spéciaux, dont le maximum est fixé pour le premier à 3 c., et pour le second à 5 c.

Voici l'ensemble des centimes, pour dépenses communales, imposés pendant l'exercice 1838, le premier qui a suivi la mise en vigueur de la loi du 18 juillet 1837.

¹ L. 28 messidor an III et 21 avril 1831.

² L. 28 ventôse an IX. •

	CONTRIBUTIONS				
	FONCIÈRE	PERSONNELLE ET MOBILIÈRE	PORTES ET FENÊTRES.	PATENTES.	TOTAL.
Centimes pour dépenses ordinaires.....	7,808,812 f. 20	3,697,633 f. 50	"	"	9,506,475 f. 70
Centimes pour dépenses extraordinaires (fruits de Bourse et Chambre de commerce, fruits de cueillette et de perception des rôles des diverses impositions communales).....	9,498,810 62	4,301,187 25	401,723 f. 33	568 153 f. 40	11,759,990 80
Centimes pour dépenses de l'instruction primaire (max. : 3 c.).....	2,761,417 38	547,049 35	958,777 50	187,065 17	3,653,999 40
Centimes pour dépenses des chemins vicinaux (max. : 5 cent.).....	3,909,306 24	692,992 02	423,443 25	397,835 78	5,423,475 29
Attributions sur les patentes (3 cent.).....	"	"	"	2,329,760 71	2,329,760 71
Le total général est de 32,873,690 fr. 61 cent.					

Un état annexé au rapport de la commission instituée en 1850, pour examiner les questions relatives à la situation financière des départements et des communes, évalue l'ensemble des ressources de ces dernières, pour l'exercice 1846, à 338,729,730 fr. ¹ sur lesquels les centimes tant ordinaires qu'extraordinaires figurent pour 77,976,603 fr., savoir :

Cinq centimes additionnels ordinaires.	9,662,379
Attributions sur les patentes	2,814,108

¹ Voici le détail de ces 338,729,730 fr.

<i>Recettes ordinaires.</i>	
Cinq centimes additionnels ordinaires.....	9,662,379
Attributions sur les patentes.....	2,814,108
Impositions annuelles pour couvrir l'insuffisance des revenus ordinaires.....	56,086,498
Produit brut de l'octroi (dont 34,309,659 fr. pour Paris seulement).....	84,421,434
Droit de location des places aux halles, et du pesage, mesurage, etc. (4,412,115 fr. pour Paris).....	14,758,778
Fermage des biens communaux (1,028,403 fr. pour Paris).....	11,049,203
Coupes ordinaires de bois.....	5,618,141
Taxes affouagères et de pâturage.....	11,221,384
Rentes sur l'État.....	3,157,023
Rentes sur les particuliers et intérêts de capitaux placés.....	720,003
Taxes communales diverses (transports des corps, concessions de sépultures, péages, droits d'expéditions, droits de voirie, de marque, etc.) (3,222,829 fr. pour Paris seulement).....	6,308,754
A reporter.....	265,787,704

Impositions annuelles pour couvrir l'insuffisance des revenus ordinaires	56,086,498
Impositions extraordinaires applicables aux besoins extraordinaires.	9,413,618

Ce chiffre nous semble très-exagéré. Il a été obtenu, croyons-nous, pour le total afférent aux impositions destinées à couvrir l'insuffisance des revenus ordinaires, à l'aide de moyennes, qui ne pouvaient que donner des résultats inexacts, puisque le produit du centime varie nécessairement par chaque commune; aussi les ressources, que les budgets communaux ont demandées en 1846 à l'impôt direct, paraissent-elles devoir être ramenées à 44,172,388 fr., qui est le chiffre porté au compte définitif de cet exercice ¹, et qui est plus en rapport avec le résultat constaté pour 1838.

En 1862, la situation financière de toutes les communes de l'Empire a été, de la part du ministère de l'intérieur, l'objet d'une vaste enquête dont les résultats sont consignés dans un rapport du 20 mars 1863. Nous empruntons à ce rapport un état comparatif très-intéressant de l'ensemble des recettes ordinaires et extraordinaires des 37,505 administrations municipales de France, Paris compris, à 25 ans de distance, en 1836 et 1862. On y verra que le produit des centimes additionnels s'est élevé de 25,097,000 francs à 73,781,000 fr. ², et a ainsi presque triplé, progression à

Report.....	265,787,704
Intérêts de fonds placés au Trésor.	3,297,660
Recettes diverses éventuelles (attribution sur amendes, etc.).	21,548,545
	230,633,909
<i>Recettes extraordinaires.</i>	
Ventes d'immeubles.....	9,732,523
Coupes extraordinaires de bois.....	12,623,359
Impositions extraordinaires applicables aux besoins extraordinaires.....	9,413,618
Emprunts.....	6,293,520
Dons et legs.....	2,063,026
Recettes éventuelles diverses (remboursements de capitaux, etc.).....	67,339,573
	108,095,621

¹ Voyez à ce sujet tome V, p. 109 de notre première édition.

² Le compte définitif des recettes de 1862 porte à 78,791,676 fr. le produit des centimes communaux de cet exercice. C'est une différence de 5 millions; elle

peu près identique à celle qui a été constatée par les autres branches de revenus.

	1836.	1862.
RECETTES ORDINAIRES.	fr.	fr.
Cinq centimes additionnels ordinaires.....	9,413,485	10,413,009
Attributions sur les patentes.....	4,861,935	4,332,005
Impositions pour insuffisance de revenus, dépenses obligatoires et facultatives. — Produit.....	9,428,930	19,432,825
Produit brut de l'octroi.....	67,568,855	153,420,664
Droit de location des places aux halles, marchés, abattoirs, et du pesage et mesurage.....	16,486,493	33,774,376
Instruction { Produit des centimes spéciaux	"	7,043,377
primaire. { Produit de la rétribution scolaire.....	"	16,793,580
{ Chiffre de la subvention accordée par l'Etat ou le département.....	"	4,832,312
Chemins vicinaux. { Impositions (produit des centimes spéciaux).....	"	12,602,435
{ Prestations (évaluation en argent).....	"	48,922,659
Ferme des chiens communaux.....	6,463,839	15,642,157
Coupes ordinaires de bois.....	3,328,629	10,819,194
Taxes affouagères et de pâturage.....	9,926,780	15,054,240
Rentes sur l'Etat.....	2,812,238	4,481,788
Rentes sur particuliers et intérêts de capitaux placés.....	688,906	1,049,106
Contributions de l'Etat ou des particuliers pour travaux et services divers.....	"	10,286,473
Taxes communales diverses (transports des corps et concessions de sépultures dans les cimetières, péages, expédition des actes civils ou administratifs, droits de voirie, droits de marque).....	2,398,722	9,557,931
Taxe sur les chiens.....	"	5,407,933
Intérêts de fonds placés au Trésor.....	1,428,556	4,859,568
Recettes diverses et éventuelles (passports, permis de chasse, attributions sur les amendes, etc.).....	11,314,123	19,943,381
TOTAUX.....	142,723,493	408,899,219
RECETTES EXTRAORDINAIRES.		
Vente d'immeubles.....	2,288,776	25,358,345
Coupes extraordinaires de bois.....	7,368,436	13,859,388
Impositions pour dépenses extraordinaires (amortissement d'emprunts, acquisitions, etc.) — Produit.....	4,690,558	19,757,790
Taxes additionnelles à l'octroi.....	"	6,042,650
Emprunts ou portions d'emprunts réalisés.....	2,524,398	86,851,860
Dons et legs.....	91,298	3,771,009
Contributions de l'Etat ou des particuliers pour travaux ou services divers.....	"	8,827,600
Recettes éventuelles diverses (remboursements de capitaux).....	7,681,612	30,715,756
TOTAUX.....	24,643,073	195,154,404

Voici, maintenant, d'après le compte définitif de 1864, l'état des centimes affectés par cet exercice aux dépenses communales.

est due à ce que le rapport du 20 mars ne fait entrer dans ses évaluations ni les 3 centimes pour frais de perception des impositions communales (2,195,000 fr.), ni les centimes pour frais de Bourse et chambres de commerce (2 millions environ) ni quelques recouvrements arriérés de l'exercice précédent.

Le nombre des centimes extraordinaires varie, suivant les besoins et les ressources de chaque commune considérée individuellement; mais le vote de ces centimes, pour les dépenses non obligatoires des communes, est en général limité au maximum de 20 c. ¹.

Le décret du 25 mars 1852 avait autorisé les préfets à approuver, jusqu'à concurrence de 20 c. et pour une durée de 5 ans, les impositions extraordinaires votées par les conseils municipaux. Après une année d'expérience, la loi des 10-15 juin 1863, relative à la conversion des dettes actuelles des départements et des communes, a modifié sous ce rapport le décret de mars 1852 et maintenu les impositions directes extraordinaires, votées par les communes, à peu près sous même loi de tutelle que l'établissement des octrois.

L'article 4 de la loi de 1853 ainsi conçu : « Les paragraphes 36 et 37 du tableau A, annexé au décret du 25 mars 1852, sont abrogés ², » a rétabli un état de choses, qui

¹ Le 16 avril 1817, une circulaire du sous-secrétaire d'État de l'Intérieur, M. Becquey, aux préfets, s'est exprimée ainsi qu'il suit :

« En règle générale et administrativement admise, les impositions, auxquelles les communes sont obligées de recourir, ne doivent pas excéder 20 à 25 cent. du principal des contributions. »

Une autre circulaire de M. Laine, du 18 mai 1818, porte : « Quelle que soit la nature des besoins, la quotité des centimes, que les communes seront autorisées à s'imposer par addition au principal de leurs contributions, n'excédera point, pour chaque année, 20 centimes sur chaque nature de contribution; cette règle sera invariablement suivie, sauf dans des cas très-rares et extraordinaires. »

² Voici les raisons données dans l'exposé des motifs du 14 mai 1853 :

« Le but de la loi étant d'alléger sur-le-champ des charges trop pesantes, et de ne permettre l'emploi des ressources devenues libres que par des travaux d'une utilité publique incontestable et régulièrement constatée, la loi décide que le nombre des centimes additionnels extraordinaires ou les taxes additionnelles d'octroi, affectés au remboursement des emprunts anciens, seront réduits en proportion de l'abaissement que la conversion amènera dans la dépense annuelle.

» Cependant le but de la loi pourrait être, jusqu'à un certain point, éludé si, tandis que l'administration supérieure convertirait leurs dettes et allégerait leurs charges, les communes ou les départements pouvaient obtenir des diverses administrations locales l'autorisation d'en contracter de nouvelles. La nécessité de soumettre à l'autorité centrale tout ce qui concerne les emprunts et les impositions

concentre chaque année par milliers dans les bureaux du ministère de l'Intérieur et dans la section de l'Intérieur du conseil d'État, des affaires d'administration communale ¹.

extraordinaires des départements et des communes, ressort donc du système nouveau que veut suivre le gouvernement, et le projet de loi abroge en conséquence les § 36 et 37 du tableau A annexé au décret du 25 mars 1852 qui, en ce point, a le caractère législatif. »

Le rapport du 26 mai (par M. de Belleyne), fut encore plus succinct et s'exprima dans les termes suivants :

« L'article 4 du projet de loi a obtenu l'assentiment complet de la commission.

» Il a pour but d'empêcher que les communes et les départements ne puissent contracter de nouvelles dettes avec la simple autorisation des autorités locales, en dehors de l'action et sous la surveillance de l'administration centrale.

» Il ne serait pas rationnel, en effet, de laisser les communes ou départements se grever d'impôts, pendant que le gouvernement s'occuperait de les dégrever. »

¹ Il arrive au ministère de l'Intérieur environ 6,000 demandes d'impositions extraordinaires non soumises au conseil d'État; un tiers est renvoyé aux préfets pour plus ample instruction, les deux autres tiers sont approuvés directement par l'administration supérieure.

La loi de 1837 ne prescrit qu'une simple ordonnance pour les impositions extraordinaires, à la différence du *règlement d'administration publique* dont la forme est imposée aux décrets sur les octrois. La section de l'intérieur du conseil d'État est cependant aussi consultée sur un certain nombre de décrets autorisant des impositions extraordinaires, quand il se présente des difficultés, et en outre lorsque le même projet de décret contient une imposition et un emprunt; dans ce dernier cas l'avis de la section est indispensable. (Loi du 18 juillet 1837, art. 41). Sur environ mille affaires de cette nature soumises à la section de l'intérieur, de 1852 à 1860, il n'y a guère en moyenne annuelle que 25 à 30 avis le plus souvent portant sur la forme plus que sur le fonds des décrets (V. p. 56 et 57 du *Compte général des travaux du conseil d'État*, publié en 1862).

SECTION IV.

DES IMPÔTS DANS LA VILLE DE PARIS.

Nous avons fait connaître les trois principales sources de la taxation spéciale des départements et des communes en France. Mais nous ne voulons pas terminer nos recherches sur ce point, sans donner quelques détails particuliers sur les impôts de la ville de Paris, capitale puissante, dont le budget excède en importance celui de plusieurs États, et dont les édifices rivalisent aussi d'éclat et de luxe avec les palais des plus grands souverains.

Nous nous bornerons dans ce but à extraire, pour la curiosité de nos lecteurs, de pièces officielles le produit des ressources de la caisse parisienne.

Voici l'état des recettes de la ville de Paris, pour les exercices 1861 et 1864, d'après les comptes généraux arrêtés par M. le préfet de la Seine :

1 ^{re} SECTION.	1861.	1864.
<i>Recettes ordinaires.</i>		
Centimes communaux (savoir : cinq centimes sur le principal de la contribution foncière; cinq centimes sur le principal de la contribution personnelle et mobilière; huit centimes sur le principal des patentes; trois centimes sur le principal des quatre contributions pour les dépenses de l'instruction primaire; remboursement des frais d'expertise sur réclamations en matières de contributions directes).....	2,693,099 f 91	3,022,594 f 87
Octroi. (Produit des droits d'octroi; rétribution pour escorte de marchandises en transit; produit des amendes et consignations en matière d'octroi; produit de la redevance de 2 centi-		*
A reporter.....	2,693,099 f 91	3,022,594 f 87

	1861.	1864.
Report.....	2,693,099 f 94	3,022,591 f 87
mes par mètre cube de gaz consommé dans Paris, à payer par les compagnies d'éclairage pour tenir lieu du droit d'octroi).....	79,094,542 f 47	88,075,653 f 66
Halles et marchés. (Remises sur les ventes en gros dans les halles d'approvisionnement; droits de location de places dans les marchés; marchés existant sur les territoires annexés.).....	7,032,464 90	7,957,349 74
Poids public et mesurage.....	712,785 45	1,013,153 61
Droits de grande et petite voirie.....	503,411 60	421,345 90
Etablissements hydrauliques (fourniture d'eau par abonnement, etc.).....	3,670,086 23	5,175,221 13
Droits perçus dans les abattoirs.....	2,446,370 25	2,340,661 70
Entrepôts.....	417,931 39	438,795 59
Locations d'emplacement sur la voie publique. (Droits de stationnement des voitures publiques et droits de stationnement des charrettes et hèles de somme des marchands forains qui viennent approvisionner les halles et marchés).....	2,669,847 06	3,104,732 90
Loyers de propriétés communales.....	628,508 26	1,131,418 82
Expéditions d'actes.....	427,030 15	139,000 65
Taxe des illuminations ¹	295,252 55	693,441 76
Concessions de terrains dans les cimetières.....	1,195,938 00	1,438,473 *
Exploitation des voiries.....	603,795 94	659,525 08
Contributions, legs et donations pour travaux et services divers. (Entre autres : contribution de l'Etat dans les frais d'entretien ou d'amélioration du pavé de Paris (son chiffre total pour 1861 est de 3,359,805 fr.); et dans les dépenses de la police municipale; contribution des propriétaires et riverains pour les frais de pavage et balayage, etc.).....	9,635,163 16	10,850,497 16
Recettes diverses annuelles. (Produits d'amendes, intérêts de fonds placés au trésor : taxe municipale des chiens, droit d'entrée à la Bourse jusqu'au 25 novembre 1861, etc.).....	2,887,067 71	4,764,293 30
Total des recettes ordinaires.....	114,345,304 f 63	128,224,158 f 57
2^e SECTION.		
<i>Recettes extraordinaires.</i>		
Articles divers. (Impositions extraordinaires sur les territoires annexés; produits de la vente d'immeubles provenant d'expropriations; contributions particulières; 3 ^e annuité due par l'Etat en exécution du traité du 3 mai 1858) ²	7,440,494 83	11,942,598 99
Total des recettes du budget primitif....	121,785,798 f 86	140,166,757 f 86
Recettes non prévues de 1861 et 1864.....	942,270 08	500,000 *
Total des recettes propres à 1861 et 1864....	122,698,068 f 94	140,666,757 f 86
3^e SECTION.		
<i>Recettes supplémentaires.</i>		
Reliquat de caisse des exercices 1860 et 1863.....	19,536,652 95	5,805,125 94
Restes à recouvrer des mêmes exercices.....	2,738,343 89	2,544,058 08
	22,274,996 f 84	8,349,184 f 92

¹ Cette taxe est due pour tout transport de corps, sauf celui des indigents. Elle est versée dans la caisse municipale pour être mise aux dépenses du service ordinaire des pompes funèbres. Son taux varie suivant la classe; de 40 fr. pour la première et la seconde, elle descend graduellement à 6 fr. pour la troisième. (Voir Décret du 14 mai 1860, article 2, et Décret du 5 novembre 1859.)

² Si la ville de Paris reçoit diverses subventions du Trésor public, ses représentants font observer qu'elle contribue dans une proportion exceptionnelle à l'accroissement des ressources de l'Etat. Cette part de la ville de Paris dans l'accroissement des produits des contributions directes, de l'impôt sur les boissons, du timbre et de l'enregistrement, est évaluée à 54 pour cent par an dans le Rapport de M. Devlck au conseil municipal, inséré au Moniteur du 11 janvier 1861.

	1861.	1864.
4 ^e SECTION.		
<i>Recettes extraordinaires applicables à des services spéciaux.</i>	*	*
Emprunt municipal de 1860 (4 termes).....	48,825,242 f 50	*
Vente de terrains en dehors d'alignements.....	3,858,038 45	3,722,939 f 72
Licitation de propriétés invendues.....	383,022 05	293,256 50
Produits divers.....	16,799 72	976,738 46
Requât de caisse de 1860 et 1863.....	4,455,091 60	9,415,808 26
Restes à recouvrer du même exercice.....	42,802 40	17,996 59
Total général des produits constatés (fixation définitive d'après les titres justificatifs).....	202,554,092 f 25	163,216,557 55
Les recettes effectuées ont été de.....	199,807,203 20	159,415,406 f 21
Restes à recouvrer à reporter à 1862 et 1865....	2,746,889 f 05	3,801,151 f 34

On voit que les recettes ordinaires de la ville de Paris sont, pour la presque totalité, composées par le produit de divers impôts, et, pour beaucoup plus de moitié, par le seul produit de l'octroi sur les consommations ¹.

Peut-être l'étude de ce tableau suffit-elle pour rendre très-épineuse l'idée de la suppression générale des octrois en France. Il est difficile d'entrevoir par quel mécanisme le puissant octroi parisien pourrait être remplacé dans le système exclusif des taxes admises actuellement au budget général de la France.

¹ Nous croyons intéresser nos lecteurs en donnant ici le tableau en détail du produit de l'octroi en 1864, que nous prenons p. 3 du compte général des recettes et dépenses de la ville de Paris pour 1864.

Boissons.....	35,363,407 f 42
Liquides autres que les boissons.....	7,549,281 33
Droit fixe par tête sur les bestiaux.....	1,311 *
Comestibles.....	15,306,044 84
Combustibles.....	10,043,866 26
Matériaux.....	6,441,193 41
Bois de construction.....	4,595,157 70
Fourrages.....	1,113,406 24
Objets divers.....	2,371,439 37
Fora centimes provenant du petit comptant.....	3,708 83
Compléments de droits dus pour les objets existant dans le commerce, au 1 ^{er} janvier 1860.....	2,605 16
Droits aux tarifs des anciennes communes sur les combustibles et matières premières, transformées dans les usines.....	94,368 37
Droits constatés sur manquants ou provenant d'arrêts de compte dans les entrepôts fictifs des boissons, exercés par les employés des contributions indirectes.....	74,635 36
TOTAL.....	85,960,045 f 19

En 1836, l'octroi donnait un produit brut de 27,715,800 francs sur un budget total de 42,058,503 fr.; il fournissait donc alors comme aujourd'hui plus de la moitié des recettes, et pesait sur une population de 899,313 habitants. Voici, du reste, comme point de comparaison avec les tableaux qui précèdent, le sommaire du budget des recettes de 1836.

RECETTES ORDINAIRES.		En 1836.
Cinq centimes additionnels ordinaires.		483,185 fr. »
Attributions sur les patentes.		150,000 »
Produit brut de l'octroi.		27,715,800 »
Droits de location des places aux halles, marchés, abattoirs, entrepôts et voiries. Droits de pesage et de mesurage, location d'emplacements sur la place publique. Produit des établissements hydrauliques		4,560,854 »
Fermage des biens communaux, locations et redevances. .		95,164 »
Contributions de l'État ou des particuliers, legs ou dons pour travaux et services divers		»
Taxes communales diverses (transport des corps et concessions de sépulture dans les cimetières, péages, expédition des actes civils ou administratifs, droits de voirie, droits de marque, etc.		1,050,900 »
Taxe sur les chiens.		» »
Intérêts de fonds placés au Trésor.		375,000 »
Recettes diverses et éventuelles (passeports, permis de chasse, attributions sur les amendes).		7,443,600 »
Total des recettes ordinaires.		41,874,503 fr. »
RECETTES EXTRAORDINAIRES.		
Ventes d'immeubles.		120,000 fr. »
Coupes extraordinaires de bois.		»
Impositions pour dépenses extraordinaires (amortissement d'emprunts, acquisitions, etc...) Territoires annexés à Paris.		»
Emprunts ou portions d'emprunts réalisés en 1862. . . .		»
Contributions de l'État ou des particuliers pour travaux et services divers.		»
Recettes éventuelles diverses (remboursements de capitaux, etc...).		64,000 »
Total des recettes extraordinaires.		184,000 fr. »
Total des recettes ordinaires.		41,874,503 »
Total général des recettes.		42,058,503 fr. »

La ville de Paris avait naguère dans les tourniquets de

la Bourse une ressource particulière dont nous avons parlé plus haut et à laquelle elle a été contrainte de renoncer, en face de réclamations dont on a pu accuser l'extrême vivacité, même après coup ¹.

¹ Voici comment s'exprime, au sujet de la suppression des tourniquets, un écrivain récent :

« Il semblerait étrange de soutenir aujourd'hui que les conditions du crédit et de la prospérité de la Bourse trouveraient une barrière insurmontable devant ces tourniquets, et que dans le maintien de ces petites portes de fer résidait le seul obstacle à la liberté des transactions. Telle était du moins alors l'opinion du public, en général, qu'elle leur donnait une importance, qu'aujourd'hui on estime à sa juste valeur.

» Ils ont été enlevés ces terribles tourniquets, et qu'y ont gagné la liberté et les affaires?

» C'est ainsi qu'en France nous déroutons une grave question de principe par des puérilités.

Qu'appelle-t-on une Bourse libre? Est-ce permettre à tout allant et venant d'entrer là où se traitent les affaires de papier ou de marchandises? Est-ce le droit pour toute personne de se mêler aux groupes des banquiers, des agents de change ou des courtiers? Est-ce le droit de réunion illimitée et non qualifiée pour des négociations financières ou commerciales? A ce titre, nous le dirons, la Bourse ne doit pas être libre. Et lorsque le marché français aura pris l'importance qui lui est réservée et qu'il est en droit d'attendre, il faudra que la Bourse, pour faciliter les négociations, ne soit pas publique, dans toute cette libre acception et dans cette puérile interprétation du mot de liberté.

« Mais, si par Bourse libre on entend les négociations de toutes denrées, de toute valeur mobilière, par toute personne solvable et honorable, le libre accès des affaires à tout individu non failli ou compromis de réputation, l'achat et la vente de toute espèce de papiers, valeurs françaises ou étrangères, sans privilège, sans distinction de faveurs ou de charges, alors on peut le prédire, la Bourse sera libre. Mais pour arriver à ce résultat, qu'avait à faire le maintien ou la suppression des tourniquets! et quel grand résultat a donc produit leur enlèvement! Car depuis lors, combien de fois n'avons-nous pas vu affichés des ordres préventifs pour empêcher la négociation de toute valeur non admise à la cote officielle? Combien de fois n'a-t-on pas arrêté l'essor du marché dès qu'il voulait sortir des limites que lui imposaient les réclamations d'intérêts privés, calculés faussement sur le bénéfice d'un marché restreint. »

(De notre système financier, par E. Chastenet, p. 17. Paris, Dentu, 1863).

CHAPITRE II.

TAXES DES PAROISSES, DES COMTÉS ET DES BOURGS, DANS LE ROYAUME-UNI DE GRANDE-BRETAGNE ET D'IRLANDE.

PRÉLIMINAIRES.

Dans la Grande-Bretagne, les taxes indirectes formant la plus grande partie du budget des recettes de l'État ¹, les comtés, les bourgs, les cités et les paroisses ² ont dû peut-être par ce motif même, combiné ou non avec d'autres raisons chercher surtout dans des taxes directes les moyens de couvrir leurs dépenses. Cependant il existe à cet égard des exceptions.

¹ Il sera peut-être curieux de donner ici la proportion dans laquelle les propriétés de tout genre contribuent aux recettes de l'Etat britannique; nous nous servirons des chiffres des exercices 1858 et 1862 donnés dans le Rapport Belge adressé à M. Frère-Orban :

	Livres sterling 1858.		1862.	
Propriété foncière (avec 1/2 des impôts sur le timbre et le revenu).....	8,480,355	13 p. %.....	10,903,326	15 p. %..
Richesse mobilière (<i>id.</i>).....	9,371,604	11.....	11,764,684	17
Consommations (douanes et accises).....	42,019,943	64.....	42,933,650	60
Monopoles (postes).....	3,200,000	5.....	3,510,000	5
Recettes diverses.....	2,465,984	4.....	2,042,534	3
Total.....	63,477,283	100	74,154,194	100

On voit que les consommations, c'est-à-dire les taxes indirectes, forment plus de la moitié des recettes.

² L'île de Man, les îles anglo-normandes ne sont pas comprises dans ces subdivisions et ont des législations séparées.

Voici en quels termes s'est exprimé en 1853, sur ce sujet, M. Frère-Orban, ministre des finances de Belgique :

« Naguère des taxes indirectes, désignées sous le nom de *petty customs, towndues*, etc..., se reneontraient dans beaucoup de villes du Royaume-Uni. Ces taxes, qui ne sont pas sans quelque analogie avec nos droits d'octroi, ont été abolies dans la plupart des localités ; et, dans le petit nombre de celles qui les ont conservées, le chiffre en a été peu à peu réduit, et le produit généralement consacré à des besoins spéciaux, tels que l'entretien de la voirie, les dépenses au profit du commerce et de la navigation dans les ports de mer, etc... Les plus notables de ces taxes sont : — les droits sur les fruits, les grains, les vins et les charbons à Londres (ce dernier article rapporte 5 millions de francs annuellement) ; — les droits de ville à Liverpool ; — les droits de commutation, de chaussée, et le droit sur le bétail à Édimbourg ; et quelques autres, etc...¹.

» Comme sur le continent, les administrations municipales du Royaume-Uni se réservent en général le droit d'établir les marchés, et d'en louer les étaux. Dans beaucoup de villes, elles exploitent aussi les abattoirs, les bains et lavoirs publics, et les distributions d'eau. Un monopole d'une espèce particulière existe à Manchester ; la municipalité y est en possession exclusive de la fabrication et de la vente du gaz d'éclairage. Elle en a retiré en 1857 un bénéfice de plus d'un million de francs. »

L'assertion de M. Frère-Orban est cependant en partie modifiée par un écrivain allemand qui parle de *revenus importants* possédés par certaines villes anglaises, en douanes, droits et redevances, et qui, pour les ports seulement du

¹ Un Guide du voyageur en Écosse, publié au commencement de ce siècle, mentionne des droits sur la volaille, le poisson et autres denrées, levés à Édimbourg. (*The Travellers guide-through Scotland*, p. 34). *Note de l'auteur.*

Royaume-Uni, s'élèveraient à plus de 800,000 liv. sterl. ¹.

Les taxes indirectes qui sont levées au profit des villes étant cependant peu connues et considérées surtout comme formant pour elles un domaine particulier, nous n'aurons guère à étudier ici que les taxes directes imposées par les communes pour faire face à leurs dépenses.

Nous avons puisé les principaux éléments de ce travail (dont le sujet est difficile et n'est pas traité par les Anglais eux-mêmes d'une façon très-intelligible) dans le rapport sur les taxes locales du Royaume-Uni, adressé à M. Frère-Orban, ministre des finances de Belgique, par MM. Fisco et Van der Straeten, en 1859; nous nous sommes servi aussi d'un rapport anglais traitant des mêmes matières, publié en 1843 par MM. Georges Nicholls, Georges Cornwal Lewis et Edmund Walker-Head. Nous avons enfin consulté quelques autres sources, notamment le livre de M. Bailly, et l'Étude consacrée par M. Gneist à notre sujet dans un des chapitres de son grand ouvrage, sur la constitution locale britannique ².

La réunion de l'Angleterre, de l'Écosse et de l'Irlande date, on le sait, d'une époque relativement récente. Bien que soumises au même régime politique, les trois grandes fractions du Royaume-Uni n'ont pas subi une fusion complète. Dans l'ordre des intérêts locaux notamment, chacune a conservé ses lois distinctes et son organisation propre; le système administratif varie de l'une à l'autre dans ses éléments et dans ses formes, de même que les taxes qui s'y rapportent.

De là, la nécessité de diviser cette étude en trois parties : la 1^{re} comprenant l'Angleterre proprement dite, avec le pays de Galles; — la 2^{me}, l'Écosse; — la 3^{me}, l'Irlande.

¹ *Das Communal steuer system*, von doktor Rudolph Gneist, formant le ch. 12 du livre de l'auteur, p. 471.

² *Geschichte und heutige gestalt der englischen communal verfassung oder des selfgovernment*. Berlin, 1863. 1 vol. de 1398 pages.

SECTION I.

ANGLETERRE ET PAYS DE GALLES.

PRÉLIMINAIRES.

Les taxes locales ont été établies en Angleterre par cent soixante-treize statuts, dont les premiers datent du règne d'Édouard I^{er}; mais la plus grande partie de ces statuts ne remonte qu'à la vingt-deuxième année du règne de Henri VIII.

Outre ces statuts, on compte un nombre très-considérable de décisions relatives à l'interprétation des lois et autres documents dans lesquels il faut même chercher exclusivement ce qui a rapport à quelques-unes de ces taxes.

Il est impossible de définir exactement l'objet précis de certaines taxes locales. Souvent il arrive que les objets sont multiples, et n'ont aucun rapport entre eux. A mesure qu'une dépense non prévue s'est présentée, on a eu recours à une taxe déjà établie, bien qu'elle n'eût pas été créée en vue de cette dépense : et cela, par un abus que le Parlement n'est pas encore arrivé à faire disparaître. D'autres fois, une même dépense est couverte par plusieurs taxes ensemble.

Les taxes locales d'Angleterre peuvent se diviser en trois grandes catégories, suivant qu'elles s'appliquent à chaque paroisse en particulier, ou bien à un comté, ou bien encore à un bourg ou eité.

Ce sont là en effet les divisions administratives de l'Angleterre et du pays de Galles.

ARTICLE 1.

TAXES DE PAROISSE ¹.

Ces taxes sont :

I. La taxe des pauvres.

II. Les taxes établies sur les mêmes bases que la taxe des pauvres.

III. Quelques taxes reposant sur des bases diverses.

§ 1. — Taxe des Pauvres. (Poor's rate).

La loi en Angleterre veut que tout indigent qui manque des choses nécessaires à la vie, soit nourriture, vêtement,

¹ « Le principe fondamental de la paroisse anglaise (unité ecclésiastique comme en France) est que le pouvoir souverain réside dans l'assemblée de tous ceux de ses habitants qui payent la taxe des pauvres (*all rate-payers*) ; cette assemblée se nomme *vestry*, et tout membre de la *vestry* se nomme *vestryman*. De ce premier principe découle toute l'organisation paroissiale. C'est la *vestry*, corps constituant, qui élit les officiers de la paroisse, et ceux-ci, n'agissant que comme mandataires du *vestry*, lui doivent compte de tous leurs actes : ce compte, tous les *vestrymen* ont le droit de le demander. La *vestry* s'assemble toutes les fois qu'il plaît à ses membres d'en provoquer la réunion ; dans cette assemblée, tout *vestryman* peut exposer ses vues, ses griefs, ses plaintes ; la discussion y est complètement libre ; tous les intérêts de la paroisse y sont livrés à la controverse, et c'est la décision de la majorité qui fait loi. » (M. G. de Beaumont, de l'Irlande.) Nous trouvons dans Tomlin, au mot *vestry*, que chaque *vestryman* vote en raison de ce qu'il paye à la taxe des pauvres ; et jusqu'à concurrence de six voix, et dans la 2^e édition du rapport belge, p. 57, un tableau établit que dans les *vestries* :

Les biens d'un revenu annuel au-dessous de			50	liv. donnent 4	voix.
—	—	—	50 à 100	—	2
—	—	—	100 à 150	—	3
—	—	—	150 à 200	—	4
—	—	—	200 à 250	—	5
—	—	—	250 et au-dessus	—	6

logement ou secours médical, obtienne immédiatement assistance dans le lieu où il se trouve en avoir besoin.

La bienfaisance publique procède par deux moyens : les secours distribués à domicile, et les établissements de charité, maison de travail, écoles et asiles.

Dès le *xvi^e* siècle, l'autorité se préoccupa du soulagement de l'indigence ; elle fit appel à la charité volontaire : plus tard, on employa la contrainte envers ceux qui refusaient de se cotiser eux-mêmes ; et l'on en vint enfin à établir une taxe générale et obligatoire sur des bases qui existent encore.

Aux termes d'un statut de la quarante-troisième année du règne d'Élisabeth, chap. 11, chaque paroisse est tenue de pourvoir à l'entretien de ses pauvres. Les dépenses sont couvertes par une taxe spéciale, dite taxe des pauvres (*poor's rate*). Originellement, le but de cette taxe était de subvenir aux charges de l'administration légale des pauvres, tels que les secours à domicile, l'établissement et l'entretien des maison de travail, des écoles et des asiles, le transport des pauvres à leurs paroisses de domicile, l'enterrement des indigents, l'évaluation des biens imposables à la taxe, et les frais d'instances judiciaires concernant le service des pauvres. Le législateur, dans un but de simplification et d'économie, lui a donné d'autres destinations encore ; et elle est devenue, à vrai dire, un impôt général des paroisses plutôt qu'une taxe spéciale pour le soulagement des pauvres. Ainsi on a successivement imputé sur son produit plus de vingt chefs de dépenses, dont la plupart n'ont pas de rapport avec son objet primitif, et qui ont paru sans doute de trop peu d'importance pour en faire une répartition particulière entre les contribuables. On en trouvera plus d'une fois la preuve dans le cours de ce chapitre.

L'administration des pauvres, depuis un acte de 1834, est

placée sous la haute direction et le contrôle d'une commission supérieure qui porte le nom de commission de la loi des pauvres ¹.

L'unité de ressort pour l'administration est en général la paroisse ; mais plusieurs paroisses peuvent être réunies, par les commissaires de la loi des pauvres, en *union*, pour être administrées en commun. Le service dans chaque paroisse est dirigé par les *maîtres des pauvres* ².

Le comité des maîtres des pauvres, dans chaque paroisse ou chaque union, est chargé de déterminer périodiquement, par trimestre, par semestre ou par année, la somme à percevoir pour subvenir aux besoins de l'administration des pauvres dans le ressort. Dans les localités encore régies par l'ancienne législation, et où il n'y a pas de maîtres des pauvres, le montant de la taxe est fixé, et la perception en est faite par les soins des marguilliers et des inspecteurs des pauvres.

La taxe a pour base le revenu net annuel des terres, carrières, sources, etc... (*lands*) ; des maisons et constructions quelconques pouvant servir d'abri (*houses*) ; des dîmes (*tithes* ou *rent-charges* que l'on paye à la place des anciennes dîmes ; des houillères (*coal-mines*) ; des bois destinés à la vente, et exploités par coupes périodiques (*saleable undervoods*) ; enfin des fonds engagés dans le commerce (*stocks in trade*) ³.

¹ Cette commission siège à Londres ; elle se compose du lord président du conseil, du lord du sceau privé, du principal secrétaire d'État de l'intérieur, du chancelier de l'Échiquier, et d'un président, et d'un ou de plusieurs autres membres nommés par la reine. — La commission fait les règlements nécessaires pour la marche du service. Les règlements généraux doivent être communiqués au Parlement.

² Les maîtres des pauvres sont à la nomination de la *vestry*, et sont nommés pour cinq ans.

³ L'expression *stock in trade* est prise ici comme collective ; ce seront dans certains cas les capitaux placés à intérêt, les ustensiles productifs, etc.

Les *stocks in trade* ne peuvent être taxés qu'autant que le possesseur desdites

La taxe est due par tous les habitants de la paroisse ou de l'union, occupant des biens soumis à l'impôt.

L'expression « occupant » (*occupier*) s'applique à quiconque a l'usage, la jouissance ou la possession réelle du bien, n'importe où il réside; mais si le locataire est imposé, le propriétaire est exempt, la même propriété ne pouvant être taxée deux fois.

Les maîtres des pauvres sont chargés de déterminer dans les paroisses ou unions de paroisses le revenu imposable des biens pour la répartition de la taxe entre les contribuables. Ces biens sont décrits dans un registre spécial, avec l'indication de leur revenu imposable, lequel est soumis à une révision périodique. L'évaluation et la révision du revenu se font en général par des experts désignés par le comité des maîtres des pauvres. D'après M. de Franqueville « l'impôt des pauvres n'est pas progressif; cependant en ce qui concerne les maisons dont le loyer annuel est inférieur à 150 fr., la taxe doit être payée non par le locataire, mais par

marchandises est *inhabitant*, c'est-à-dire mange, boit et dort là où sont ses marchandises, là où ses employés mangent, boivent et dorment. De là résultent de curieuses inégalités. Le riche négociant peut toujours, autant qu'il le voudra, résider hors de la paroisse où se trouvent ses marchandises, et économiser ainsi, en évitant la taxe, une somme plus que suffisante, la plupart du temps, pour payer les dépenses d'une résidence éloignée. Mais le pauvre trafiquant ne peut que rarement faire de même.

Il y a des bizarreries plus grandes encore. Supposez plusieurs personnes de la même condition, ayant le même intérêt sur une même propriété : que l'un des associés reste dans le lieu où sont les marchandises, il sera taxé dans la partie qu'il possède, et les autres associés, s'ils ne résident pas dans la paroisse, ne le seront point.

De plus, comme la taxe porte sur le profit retiré de la vente des marchandises, il est très-difficile de déterminer quel est ce profit. Si les marchandises n'appartiennent pas au commerçant (ce qui se produit souvent à cause du crédit), il n'est pas sujet à la taxe; si elles sont à lui, il faudrait savoir de combien le profit qu'il en tire dépasse ses dépenses, celles de sa famille, ses dettes, etc..., toutes choses qu'une inquisition sévère, et du reste intolérable, n'arriverait pas à préciser.

Aussi ne taxe-t-on aujourd'hui les *stocks in trade* que dans quelques districts du sud et de l'ouest de l'Angleterre, et encore a-t-on été forcé de les évaluer à un taux purement arbitraire.

le propriétaire (habitant ou non sa propriété), et dans ce cas l'imposition ne frappe que sur les trois-quarts du revenu ¹.

La répartition de la taxe entre les contribuables est opérée par les inspecteurs des pauvres (*overseers*), d'après les données du registre *ad hoc* ou matrice. L'impôt est réparti par trimestre, par semestre ou par année, dès que le montant en a été fixé par le comité des maîtres des pauvres pour une de ces périodes.

Les rôles dressés par les inspecteurs des pauvres sont exposés pendant quelque temps à l'examen du public, et sont ensuite rendus exécutoires par ordonnance de deux juges de paix. Les inspecteurs sont tenus d'en faire publier la mise en recouvrement le premier dimanche qui suit la date de l'ordonnance, et ce, sous peine de nullité. La publication a lieu par affiches apposées à la porte de toutes les églises ou chapelles de la paroisse.

Cette formalité accomplie, les rôles ne peuvent plus être modifiés par les autorités paroissiales; les contribuables qui se croiraient en droit de réclamer sur le chiffre de leurs cotisations, doivent se pourvoir devant les cours de justice.

La perception de la taxe est effectuée au domicile des contribuables par les inspecteurs des pauvres, qui sont assistés au besoin par des agents salariés, nommés par l'assemblée de la paroisse (*vestry*) ou par les juges de paix. Des collecteurs spéciaux peuvent être institués par les commissaires de la loi des pauvres, partout où la demande en est faite par les maîtres des pauvres. Le recouvrement s'opère au besoin par voie de saisie et de vente des biens (*goods or chattels*) du redevable, sur ordonnance de deux juges de paix, rendue à la requête des inspecteurs des pauvres. A défaut de saisie, le délinquant (*offender*) peut être colloqué par arrêt de deux

¹ P. 587. Les Institutions, etc., de l'Angleterre.

juges dans la prison du comté jusqu'au paiement des sommes dues. Des décharges pour cause d'indigence peuvent aussi être accordées par arrêt de deux juges.

Le déficit causé dans le produit de la taxe par les cotes irrecouvrables est couvert par une augmentation équivalente du contingent de la paroisse dans l'imposition subséquente.

L'emploi des fonds provenant de la taxe est confié aux maîtres des pauvres, et exceptionnellement aux inspecteurs, qui étaient seuls chargés de ce soin avant l'acte de 1834.

Indépendamment des secours distribués à domicile, les maîtres des pauvres doivent pourvoir à l'enterrement des personnes indigentes décédées dans la paroisse, et ils peuvent établir des cimetières spéciaux pour l'inhumation des pauvres. Si un indigent décède dans une paroisse qui n'est pas son lieu de domicile, les maîtres des pauvres sont autorisés à se faire rembourser les frais d'inhumation par la paroisse à laquelle le défunt appartenait.

La loi permet aux propriétaires et occupants de biens imposables de voter des emprunts jusqu'à concurrence de la moitié du chiffre moyen de la taxe des pauvres pendant les trois années précédentes, afin de former un fonds pour faciliter l'émigration des indigents établis dans la paroisse vers les colonies. Il est question de ces mesures dès l'époque de l'administration du duc de Wellington, et il y a eu, relativement à l'Irlande, des dispositions beaucoup plus récentes dans le même sens ¹. Les sommes empruntées sont mises à la disposition des maîtres des pauvres; elles doivent être amorties dans les cinq années au moyen d'un supplément

¹ V. la Vic de Wellington par Arthur Duke Yonge, et la section 51 de l'acte 1 et 2. Victoria c. 56 (An act for the more effectual relief of the poor in Ireland, 31 juillet 1836), ainsi que les sections 26 à 28 de l'acte 12 et 13. Victoria c. 104 : août 1849.

extraordinaire à la taxe. Les avances faites aux émigrants qui refuseraient de partir après les avoir reçues, ou qui reviendraient après avoir émigré, doivent être remboursées par eux.

§ II. — Taxes établies sur les mêmes bases que la taxe des pauvres.

Ces taxes sont :

- 1° La taxe des dépôts de mendicité;
- 2° La taxe d'arpentage et d'évaluation ;
- 3° La taxe des frais de prison ;
- 4° La taxe des constables ;
- 5° La taxe des grandes routes ;
- 6° La taxe d'éclairage et de surveillance.

1° *Taxe des dépôts de mendicité* (Workhouse building rate ¹).

Cette taxe, dans son mode de perception et d'imposition, est identique à la taxe des pauvres. Le rapport belge n'en fait

¹ Les paroisses ou unions de paroisses entretiennent des maisons de travail (*workhouses*) pour les pauvres. Ils y sont admis sur un ordre délivré par les inspecteurs ou les maîtres des pauvres. Les droits à l'admission sont déterminés par les règlements arrêtés par les commissaires de la loi des pauvres.

Lorsque les maîtres des pauvres refusent d'envoyer un indigent dans la maison de travail, l'intéressé a la faculté de se pourvoir devant un juge de paix, lequel peut ordonner aux maîtres des pauvres de faire admettre le plaignant, ou de lui procurer de l'ouvrage, s'il est capable de travailler. Les maîtres des pauvres qui refusent de se conformer à l'ordre du juge encourent une amende, et une partie de celle-ci est donnée au pauvre ayant porté plainte. Si le juge de paix constate que le plaignant est un vagabond, il a le droit de le colloquer dans une maison de correction.

Les directeurs des maisons de travail et les inspecteurs des pauvres, chacun en ce qui le concerne, tiennent des registres de tous les pauvres secourus dans les maisons de travail ou en dehors. Indépendamment des noms des pauvres, ces

pas mention, et le rapport anglais de 1843 allègue qu'elle est prélevée sur la taxe des pauvres, et n'existe que de nom.

registres donnent des détails sur le domicile, la famille et les occupations des individus inscrits.

Les maîtres des pauvres des paroisses ou unions de paroisses peuvent lever des emprunts pour construire des maisons de travail, pour agrandir ou pour améliorer celles qui existent. Le capital emprunté ne peut excéder le montant de la taxe des pauvres, calculé sur une moyenne de trois années. L'intérêt et l'amortissement des emprunts sont prélevés sur la taxe des pauvres, et l'annuité d'amortissement ne peut être inférieure au dixième du capital. Les plans des constructions doivent au préalable être soumis à l'approbation des commissaires de la loi des pauvres.

Les commissaires de la loi des pauvres ont le droit de grouper en *district* les paroisses ou unions de paroisses, pour l'établissement de l'entretien d'écoles pour les enfants pauvres. Une paroisse éloignée de plus de 15 milles (24,000 mètres) du centre du district ne peut en faire partie. De même, les paroisses de plus de 20,000 âmes ne peuvent être réunies à d'autres sans le consentement des maîtres des pauvres.

A Londres, Manchester, Bristol, Leeds, Birmingham, et autres localités populeuses, pour pourvoir à l'entretien des pauvres sans logement, et prévenir les maladies contagieuses que leur introduction dans les maisons de travail ordinaires pourrait occasionner, les commissaires de la loi des pauvres ont le droit de réunir en *district* les paroisses ou unions de paroisses, dans le but d'établir et d'entretenir des *asiles* temporaires, pour occuper les gens sans abri qui demandent des secours et qui sont à la charge de la taxe des pauvres, dans ces paroisses ou unions.

Les maisons de travail, les écoles et les asiles, sont en général réunis dans le même établissement. On trouve alors dans l'enceinte du *workhouse* un hospice pour les vieillards et les invalides, une chapelle anglicane, une chapelle catholique, un hospice de maternité, une crèche pour les enfants en bas âge, deux écoles avec ateliers d'apprentissage, l'une pour les filles, l'autre pour les garçons; un hôpital séparé pour les prostituées malades, un autre pour les aliénés;..... les logements du directeur, du concierge,..... et les bureaux de l'administration. Les filles et les femmes valides y sont occupées aux divers services de la maison, tels que les soins à donner aux enfants et aux malades, la confection et l'entretien des vêtements, le blanchissage du linge, le nettoyage des locaux, etc. Les hommes valides qui ne sont pas employés au service intérieur de l'établissement, ont pour tâche de casser des pierres qu'on vend ensuite pour l'entretien des routes, ou d'aller faire au dehors des travaux que la paroisse exécute.

On trouve dans le *workhouse* un vaste dortoir ouvert tous les soirs jusqu'à minuit pour loger les personnes qui viennent réclamer un asile momentané. Elles ne peuvent y séjourner plus de trois jours, et n'obtiennent les repas qu'après avoir exécuté la tâche manuelle assez légère qui leur est imposée. — Dans les *workhouses* la séparation des sexes est rigoureusement observée.

La nourriture y est abondante et de bonne qualité : elle consiste principalement

2° *Taxe d'arpentage et d'évaluation* (Survey and Valuation rate ¹).

Cette taxe semble n'exister que de nom : et nous pensons que, dans la plupart des localités, elle est prélevée sur la taxe des pauvres ². Elle paraît avoir pour but de subvenir aux dépenses qu'occasionne l'arpentage des biens destinés aux taxes, et l'évaluation de leur revenu annuel.

3° *Taxe des frais de prison* (Gaol fees rate).

Cette taxe affecte les mêmes personnes et les mêmes propriétés que la taxe des pauvres, et est souvent prélevée sur elle, ou sur toute autre taxe. Elle est destinée au remboursement des frais qu'occasionne la détention des vagabonds dans les prisons des comtés. Ces frais sont mis par la loi à la charge de la paroisse à laquelle ces vagabonds appartiennent.

4° *Taxe des constables* (Constables rate) ³.

Cette taxe, l'une des plus anciennes de l'Angleterre, a perdu toute l'importance qu'elle avait jadis. Autrefois, lors

en pain bis, viande ou poisson, pommes de terre ou autres légumes, avec de la bière et du thé pour boissons. Des médecins sont attachés à chaque établissement.

Tous les jours, les enfants font une promenade d'une heure au dehors, se livrent à des exercices variés dans l'intérieur, sous la surveillance d'agents de l'administration; — les vieillards ont la faculté de sortir du *workhouse* une fois par mois; — les autres pensionnaires y restent enfermés pendant toute la durée de leur séjour. — L'établissement est ouvert une fois par semaine aux personnes qui viennent y visiter les pauvres. (Voir le rapport de MM. Fisco et Van der Straeten, p. 60 et suivantes, nouvelle édition; et sur les *Workhouses* à l'époque de M. Bailly. V. son livre, p. 390, t. II.)

¹ Cette taxe est indiquée dans le rapport de 1843 *on local taxation*, p. 7. — Le rapport belge n'en mentionne ni l'existence ni la suppression.

² C'est ce que dit le même rapport anglais, p. 22.

³ Cette taxe n'est pas mentionnée dans le rapport belge de MM. Fisco et Van der Staefen.

de l'ancienne subdivision du pays en comtés, centuries et décuries, elle était levée pour subvenir aux charges qui suivent : amendes diverses infligées pour délits ; — entretien des prisons ; — dépenses de la Cour des Lords ; — entretien des chemins vicinaux, des grandes routes, des canaux, des ponts ; — frais occasionnés par les empêchements à apporter aux empiétements divers, etc.

Les aides royales, taxes et subsides, pouvaient être prélevées sur cette taxe.

Mais depuis que les *townships*, dans lesquels la taxe était levée, se sont confondus avec les paroisses, et depuis la création de la taxe des pauvres, la taxe des constables, ramenée aux mêmes bases d'imposition et de répartition que cette dernière, est généralement remplacée par la taxe des pauvres, grâce à un statut du roi Georges III qui autorise cette substitution.

Les autres charges primitives de la *constables rate* ont été l'objet de taxes spéciales, telles que la taxe des routes, etc.

Malgré le remplacement habituel de la *constables rate* par la taxe des pauvres, cette taxe spéciale est levée là où n'existe pas de taxe des pauvres et où existe la taxe de comté ; quelquefois aussi, malgré l'existence de la *poor's rate*, on lève cette taxe spéciale si le ressort de la taxe de comté n'est pas aussi étendu que celui de la taxe des pauvres. Elle est encore imposée dans quelques comtés du nord de l'Angleterre pour rembourser aux constables leur contribution aux taxes de comté ¹.

5° *Taxe des grandes routes* (Highway rate).

Les routes et chemins publics en Angleterre et dans le

¹ V. sur ces détails un peu obscurs, le Rapport de 1843, *on local taxation*, p. 9, 10, 25 et 26.

pays de Galles se divisent en deux catégories : les routes à barrières (*turnpike roads*) et les routes paroissiales (*cross roads or highways*). Ces dernières sont à la charge des paroisses qu'elles traversent.

Dans chaque paroisse, la *vestry* nomme un inspecteur de la voirie (*surveyor*). Les paroisses adjacentes peuvent se réunir pour nommer un inspecteur de district, outre les inspecteurs de paroisse. Dans les localités de plus de 500 habitants, la *vestry* a le pouvoir d'instituer une commission (*board of highways*) pour l'administration des routes.

Les dépenses pour la construction et la réparation des routes paroissiales ont été longtemps couvertes principalement par des prestations en nature ¹. L'ordonnance sur les routes, de 1772, permet d'ajouter aux prestations en nature une taxe en argent au maximum de 3 3/4 pour cent sur le revenu sujet à la taxe des pauvres. Depuis la nouvelle ordonnance de 1835 les dépenses des routes paroissiales sont exclusivement couvertes au moyen d'une taxe (*highway rate*), ayant les mêmes bases d'imposition que la taxe des pauvres. Cette taxe est établie périodiquement selon les besoins, et répartie entre les contribuables par les inspecteurs de paroisse. Le taux en est très-variable : il augmente ou diminue en proportion des frais à couvrir, lesquels s'augmentent quelquefois d'une manière considérable, par suite d'achats de terrains et de frais de procédure ². Toutefois, la quotité de la taxe par année ne peut s'élever au delà d'un *maximum* que la loi détermine, à moins pourtant que les quatre cinquièmes de l'assemblée des contribuables convoqués à cet effet n'y donnent leur assentiment.

¹ Gneisl, p. 482.

² Ces frais donnent lieu, lorsqu'ils se présentent, à des taxes additionnelles à la taxe principale, et désignées sous le nom de taxe pour achat de terrains (*purchase of land*), et de taxe pour frais de procédure (*law expenses*).

Avant d'être mis en recouvrement, les rôles d'imposition sont rendus exécutoires par deux juges de paix, dans la même forme que pour la taxe des pauvres. S'ils s'élève des réclamations, elles sont déferées aux juges de paix en session spéciale, et en appel à la cour de session générale ou trimestrielle.

Le recouvrement de la taxe est opéré par les inspecteurs de paroisses ou par leurs délégués.

La comptabilité des recettes et des dépenses pour la voirie est tenue par les inspecteurs, et les comptes doivent être présentés annuellement en session spéciale aux juges de paix, qui les vérifient et les approuvent. Dans les paroisses ayant une commission des routes, les comptes sont tenus par le secrétaire de la commission, et ils sont soumis chaque année à la *vestry*.

6° *Taxe d'éclairage et de surveillance* (Lighting and Watching rate).

Un acte de 1833 permet aux paroisses d'organiser un service de police et d'éclairage, ou l'un de ces services seulement. Cette mesure est facultative et laissée à la libre décision des contribuables.

Depuis l'organisation de la police dans les comtés, l'acte n'est plus appliqué que pour l'éclairage, excepté dans les bourgs où il forme une taxe distincte, la *watch rate in boroughs*, dont nous aurons à parler dans l'article des taxes de bourg.

L'administration de ce service est confiée à des inspecteurs élus par l'assemblée des contribuables.

Les dépenses sont couvertes au moyen d'une taxe sur toutes les propriétés imposables à la taxe des pauvres; mais avec cette différence que les propriétés bâties paient trois

fois autant que les terres. Chaque année, les contribuables sont convoqués pour fixer le maximum de la taxe que les inspecteurs sont autorisés à lever dans le cours de l'exercice.

Le rôle de la taxe doit être publié dans la même forme que celui de la taxe des pauvres, et la perception se fait sur mandats adressés par les inspecteurs de l'éclairage aux inspecteurs des pauvres ou autres agents chargés du recouvrement de cette taxe.

Les inspecteurs de l'éclairage sont tenus d'instituer un trésorier chargé de la comptabilité des recettes et des dépenses.

Ils soumettent leurs comptes à l'assemblée des contribuables convoqués à cet effet chaque année. Une expédition de ces comptes doit être affirmée devant deux juges de paix, par tous les inspecteurs ou par deux au moins ¹.

§ III. — Taxes reposant sur des bases diverses.

Ces taxes sont :

- 1° La taxe d'église ;
- 2° La taxe de réparations ou de constructions d'églises ;
- 3° La taxe des cimetières ;
- 4° La taxe des égouts ;
- 5° La taxe de drainage et de clôture.

1° *Taxe d'Église* (Church rate).

Si les revenus de l'Église sont insuffisants, on a recours à une imposition particulière, qui prend le nom de taxe

¹ Outre les six taxes dont nous avons parlé dans ce paragraphe, le rapport anglais de 1843 mentionne la *taxe de milice*, taxe qui, malgré certaines exceptions personnelles qu'elle aurait comportées en principe, aurait été confondue (*merged*) avec la taxe des pauvres. Cette taxe serait assise dans la paroisse ou le

d'Église (*church rate*). Cette taxe est votée par la *vestry*, sur la proposition des marguilliers, d'après les besoins qui se produisent. Sa quotité ne peut dépasser un schelling par livre ($1/25$) du revenu annuel des propriétés imposables, qui sont les mêmes que pour la taxe des pauvres, sauf quelques différences qui disparaissent dans la pratique. La répartition et le recouvrement s'opèrent comme pour cette dernière. Les contribuables qui se croient surtaxés peuvent se pourvoir en réclamation devant la *vestry*, et en instance supérieure devant les cours ecclésiastiques. Les poursuites, en cas de non-paiement, sont aussi de la compétence de ces cours, sauf quelques exceptions.

La taxe ne peut être levée lorsque la majorité de la *vestry* s'y oppose, et tel est depuis longtemps le cas dans beaucoup de paroisses. On n'a d'autre ressource alors que de recourir à des contributions volontaires, lesquelles communément ne font pas défaut.

A la fin de chaque année, les marguilliers doivent rendre compte des recettes et des dépenses au ministre de la paroisse et à la *vestry*. Les cours ecclésiastiques ont également le droit de se faire produire ces comptes; mais le droit de les vérifier et de les approuver appartient exclusivement au ministre du culte et aux paroissiens. Les quakers ont résisté souvent au paiement de la taxe d'église.

« En 1840, dit M. Gneist, 27 quakers de Londres, et l'année suivante 57 quakers se laissèrent saisir pour des sommes considérables. Il s'est formé une société pour délivrer la religion du patronage et du contrôle de l'État, qui

township. Mais d'un autre côté, les comtés étant chargés de pourvoir aux dépenses de la milice qui ne sont pas à la charge de l'État, d'après le rapport belge (p. 99 et 295), il paraît en résulter que la *militia rate* serait probablement levée dans la paroisse et dépensée par le comté. V. le rapport anglais, p. 7, 22, 24, 39, 30 et 70. Cette ambigüité nous a empêché de classer définitivement la *militia rate* que nous mentionnons ici dans une simple note.

depuis 14 ans réclame des décisions du Parlement pour le retrait de certaines dispositions, de faveur à l'égard de la religion protestante, et pour l'érection d'universités à l'usage des dissidents : elle a formé aussi un bureau spécial à *Serjeants Inn*, pour conseiller et soutenir ceux qui voudraient refuser la taxe d'Église. On est frappé de la contradiction entre l'existence d'une Église d'État et la position reconnue aux catholiques et aux dissidents. Des droits exigibles, découlant d'une époque dans laquelle tout sujet était obligatoirement rattaché à l'Église, ne peuvent naturellement plus être maintenus dans l'état actuel des choses. » L'écrivain allemand rappelle divers projets pour le remplacement de la taxe d'Église, présentés au Parlement depuis 1834, et qui ont échoué par des causes diverses, et il croit à la suppression définitive de la taxe d'Église, à l'aide d'un compromis ¹. »

2° *Taxe pour réparations ou constructions d'églises* (Church rate for Repairs, New Churches).

Cette taxe est imposée sur les mêmes propriétés et est due par les mêmes contribuables que la *church rate*. Toutefois, par suite de la rareté des occasions dans lesquelles on aurait à l'imposer, on en surcharge assez ordinairement la taxe d'Église, qui comporte alors un taux plus élevé.

Il apparaîtrait néanmoins que cette taxe peut être levée séparément, et même sans l'assentiment de la *vestry* ; puisque la *Cour du Banc de la Reine* a le droit de l'imposer aux habitants de la paroisse, quand bien même la *vestry* ne voudrait pas de la taxe, ou voudrait en amoindrir la quotité.

3° *Taxe des cimetières* (Burial Ground rate).

Les cimetières appartiennent en général aux paroisses ;

¹ V. Gneist, p. 476 et le passage correspondant de l'édition précédente de 1859.

mais il s'en trouve aussi qui dépendent d'églises particulières, ou qui sont la propriété de compagnies autorisées par actes du Parlement. Partout où un cimetière paroissial existe ou doit être créé, la *vestry* nomme un comité d'inhumation parmi les habitants de la paroisse qui contribuent à la taxe des pauvres ; le ministre de la paroisse est éligible sans avoir la qualité de contribuable.

Deux ou plusieurs paroisses adjacentes ont la faculté de se réunir pour établir des cimetières en commun.

Les comités sont chargés de l'administration des cimetières et du soin des inhumations.

Leurs dépenses sont couvertes par les droits d'enterrement, et, au besoin, par un prélèvement sur la taxe des pauvres, et non par une taxe spéciale, comme l'exigerait la loi. Cette taxe n'a donc qu'une existence nominale.

Les comités ont le pouvoir de faire des emprunts pour couvrir les frais d'établissement, d'agrandissement ou d'amélioration de cimetières.

Les commissions instituées en vertu d'un acte de 1858 pour l'administration locale peuvent être investies des attributions des comités d'inhumation dans les paroisses.

4° Taxe des égouts et conduits (Sewers' rate).

La *sewers' rate* est une taxe particulière par rapport au genre de propriétés auxquelles elle est imposée. Le statut de la vingt-troisième année du règne de Henri VIII, ch. v, enjoint à la commission d'établir les bases de la taxe d'après la valeur des « terres, fermes et rentes ¹. »

Ici le mot « terre » paraît comprendre, outre les différents États de la terre, que le statut d'Élisabeth soumet à la taxe des pauvres, les mines et les bois. On en excepte cependant

¹ V. le Rapport anglais, p. 41 et 42.

les terres montagneuses et élevées qui ne peuvent être ni inondées ni entourées d'eau, et qui, par suite, n'ont pas occasion de profiter des bénéfices de l'établissement de la taxe. Par le mot ferme (*tenements*), on entend tout ce qui est susceptible de s'affermir. Sont compris également sous ce mot les dîmes des laïques, les droits de passage ou de bac, quand ils constituent un droit privé, etc... Quant aux rentes, ce sont à la fois le cens seigneurial et la redevance représentative de denrées qui sont compris sous ce mot.

Outre ces valeurs, le statut mentionne expressément le droit commun de pâturage, et le droit sur les tourbières, ainsi que sur les profits de la pêche comme servant de base à l'impôt.

La *sewers' rate* n'atteint point la propriété mobilière.

Telles sont les différences théoriques qui existent entre cette taxe et la taxe des pauvres; mais on peut dire que, dans la pratique, on ne fait nulle attention à ces différences, et que la *sewers' rate* est levée sur les mêmes propriétés que la *poor's rate*.

Les individus soumis à la *sewers' rate* sont :

1° Ceux qui causent, par leur faute, les dépenses auxquelles cette taxe est obligée de pourvoir;

2° Ceux qui profitent le plus des mesures prises dans l'emploi de cette taxe. Dans ce dernier cas, la taxe ne leur est pas imposée en proportion du bénéfice qu'ils en retirent, mais plutôt suivant leur état de fortune.

Cette taxe frappe l'occupant (*occupier*) des biens soumis à l'impôt, c'est-à-dire celui qui en a l'usage, la jouissance ou la propriété réelle, n'importe où il réside; mais si le locataire est imposé, le propriétaire est exempt, la même propriété ne pouvant être taxée deux fois.

Dans la session de 1841 du Parlement, on a créé une nouvelle taxe, dite taxe générale des égouts (*general sewers'*

rate), à l'effet de subvenir à diverses charges de la *sewers' rate*, charges qui ont toutes un caractère temporaire : tels sont les appointements et gratifications des employés, les dédommagements donnés aux témoins assignés devant la cour des Égoûts, les appointements des jurés, les dépenses pour la répartition, la perception et la dépense de l'argent de la taxe, les frais de procédure et autres dépenses imprévues. A la même époque, on l'a fait servir au remboursement des paiements à terme, ou de l'intérêt des sommes empruntées.

Du reste, la *General sewers' rate*, sous tous les rapports, présente la plus complète analogie avec la *sewers' rate*.

5° *Taxe de drainage et de clôture* (Drainage and Enclosure rate ²).

² Ni le rapport anglais ni le rapport belge ne donnent de détails sur cette taxe.

ARTICLE 2.

TAXES DE COMTÉ ¹.

Ces taxes sont :

- I. La taxe de comté proprement dite ;
- II. La taxe pour les asiles d'aliénés ;
- III. La taxe d'enterrement des naufragés ;
- IV. La taxe de centurie ;
- V. La taxe de police.

§ I. — **Taxe de comté** (County rate).

L'administration financière des comtés est réglée par les juges de paix dans leurs sessions trimestrielles. Ils approuvent les comptes du trimestre précédent, et votent les taxes nécessaires pour subvenir aux besoins du trimestre qui commence, d'après un budget des dépenses et des recettes présumées de ce trimestre, lequel budget est préparé, avec le concours du trésorier du comté, par une commission qu'ils ont choisie parmi eux.

¹ Le comté, comme nous l'avons dit, est une des divisions politiques de la Grande-Bretagne. Un caractère particulier de l'organisation des comtés, c'est que les mêmes autorités y sont investies d'attributions à la fois judiciaires et administratives. Dans chaque comté est institué un corps de juges de paix, à la nomination de la reine, qui sont administrateurs en même temps que magistrats. Ils votent les impôts, contrôlent les dépenses et interviennent directement ou indirectement dans la nomination de la plupart des fonctionnaires du comté.

Le premier fonctionnaire du comté, dans l'ordre hiérarchique, est le shérif, qui est nommé par la reine.

Sur les dépenses diverses des comtés, voyez Gneist, p. 462 et suiv., qui en donne l'énumération sur treize chefs divers.

La somme votée est répartie entre toutes les paroisses du comté, proportionnellement au revenu total des propriétés imposables. Ces propriétés sont les mêmes que celles qui sont assujetties à la taxe des pauvres; la seule différence consiste en ce que le revenu imposable est déterminé pour cette dernière par les autorités de chaque paroisse, sans égard à ce qui se fait dans les autres paroisses; tandis que, pour la taxe de comté, l'évaluation est faite par les autorités du comté pour toutes les paroisses de la circonscription ¹.

La commission est chargée d'établir cette évaluation. Elle a le pouvoir, pour cela, de se faire remettre, par les agents chargés de l'administration des taxes publiques ou paroissiales dans le comté, des relevés indiquant le revenu annuel de toutes les propriétés situées dans les paroisses, villes ou bourgs, et imposables à la taxe de comté, ainsi que la date de la dernière évaluation faite dans la localité, le nom de l'expert qui y a procédé, et la manière dont elle a été opérée. Avant d'être présentés à la commission, ces relevés sont soumis à la *vestry*, ou à toute autre assemblée ayant le droit de prendre connaissance des affaires publiques dans la localité.

La commission a tout pouvoir pour contrôler l'exactitude des évaluations. Si les documents nécessaires, qu'elle a le droit d'exiger, même sous peine d'une amende de 20 livres, lui font défaut, elle peut désigner des agents pour procéder à l'expertise de toute propriété passible de la taxe de comté; les frais de ces expertises sont imposés aux localités qu'elles concernent, en sus de la somme à payer pour la taxe. La commission peut agir de même, lorsqu'elle croit ne

¹ D'après M. Gneist, le lien entre la taxe de comté et la taxe des pauvres, lien qui fait de la première une partie de la seconde, encore plus étroitement qu'il n'est dit ici, a été consacré par divers statuts du Charles II et de Georges II. (Chapitre II, 1^{re} édition.)

pas devoir s'en rapporter aux relevés que lui sont remis ; dans ce cas, si l'expertise faite par son ordre donne un résultat supérieur à l'évaluation indiquée par les relevés, les agents qui ont dressé ceux-ci peuvent être condamnés par les juges de paix au paiement de la dépense occasionnée par l'expertise.

Toutes les fois que la commission adopte une évaluation différente de celle qui a servi précédemment, elle est tenue de faire imprimer l'exposé des motifs du changement et de le faire distribuer aux juges de paix et autres agents chargés de la répartition et du recouvrement de la taxe de comté.

Dans les vingt-et-un jours, les inspecteurs des pauvres doivent convoquer la *vestry* ou l'assemblée locale qui en tient lieu, afin de lui soumettre le travail de la commission, lequel peut être examiné par tout contribuable à la taxe des pauvres ou à la taxe de comté. La commission prend connaissance des réclamations qui ont surgi, modifie s'il y a lieu son travail, et le transmet à la cour de Session générale ou trimestrielle. La cour statue sur les propositions de la commission, après les avoir fait publier au préalable dans les journaux les plus répandus dans le comté. Dès que les propositions sont adoptées par la cour, elles servent de base à la répartition de la taxe.

Des états de répartition, présentant d'une part la somme du revenu imposable, et d'autre part le montant de la taxe qui y correspond, sont transmis par le greffier de paix aux maîtres des pauvres et aux inspecteurs dans chaque paroisse, avec ordre de procéder au recouvrement du contingent assigné à leurs paroisses effectives, et de verser la recette entre les mains du trésorier du comté dans le délai prescrit. Les paroisses qui se croiraient lésées par la répartition peuvent se pourvoir en appel devant la cour de session trimestrielle, par l'intermédiaire des maîtres des pauvres, des inspec-

teurs ou de toutes autres personnes désignées à cette fin.

La cour a le droit de corriger les inégalités, disproportions ou omissions dont l'existence est reconnue. Les contribuables peuvent interjeter appel au sujet de leurs cotisations, de la même manière que pour la taxe des pauvres.

Lorsque les maîtres des pauvres ou inspecteurs, à qui les ordonnances d'impositions sont transmises par le greffier de paix, négligent d'opérer le versement des sommes demandées, les juges de paix désignent d'autres agents pour faire le recouvrement d'office, et alors la taxe est augmentée d'un dixième à titre d'amende. Si un agent désigné en pareil cas reste en défaut de payer au trésorier du comté le montant des sommes à percevoir, tout juge de paix peut, sur la plainte du greffier ou du trésorier, rendre un arrêt pour faire procéder à la saisie et à la vente des biens du délinquant.

Les agents chargés de la perception doivent rendre compte des sommes levées et dépensées par eux aux auditeurs de district, d'après les règles prescrites pour les taxes des pauvres.

Lorsque les maîtres des pauvres ou inspecteurs estiment que la somme demandée est trop peu importante pour faire l'objet d'une répartition spéciale, il leur est loisible de la prélever sur la taxe des pauvres ou d'en faire l'avance, sauf à se rembourser sur le produit de l'imposition subséquente.

Une nouvelle taxe, dite taxe de construction des salles des comtés (*for building shire halls*), a été créée par un statut récent. Mais, s'il faut en croire le rapport anglais de 1843, elle serait inusitée; et les charges qu'elle était destinée à couvrir seraient couvertes par la taxe générale de comté¹.

¹ Nous ne devons pas omettre que certains documents locaux montrent l'intervention des taxes indirectes au profit de certains comtés. Ainsi l'un des *financial*

§ II. — Taxe pour les asiles d'aliénés (County rate for Lunatic Asylums.)

Le régime des aliénés en Angleterre fait l'objet d'une loi organique du 13 août 1853. Un acte du 20 août suivant pourvoit à l'administration des aliénés pauvres ¹. D'après cet acte, chaque comté est tenu d'établir un asile d'aliénés, à moins de s'entendre avec un autre comté pour entretenir

Reform tracts, publiés par l'association de Liverpool, mentionne l'existence de certains droits de navigation perçus dans le comté de Chester, n° 24, p. 3.

¹ La haute administration de tout ce qui concerne les aliénés et leurs biens est dévolue à deux commissaires spéciaux ayant leur siège à Londres, et choisis par le lord chancelier parmi les avocats ayant au moins dix années d'exercice.

Les asiles sont sous la surveillance d'une commission de visiteurs (*visitors*) nommés par le juge de paix chaque année. Il y a une commission séparée pour chaque asile; et la commission nomme un secrétaire, un trésorier, un chapelain et les autres agents nécessaires pour administrer l'asile. Elle a le pouvoir d'acheter des terrains ou bâtiments, d'élever de nouvelles bâtisses, de réparer les locaux existants ou de passer des baux, mais elle ne peut vendre ou échanger qu'avec l'autorisation du secrétaire d'État de l'Intérieur.

Les maîtres des pauvres, ou à leur défaut des inspecteurs, dressent annuellement un relevé des aliénés pauvres qui se trouvent dans leurs paroisses respectives. Tout aliéné pauvre est visité à chaque trimestre par l'officier de santé de la paroisse ou de l'union, et celui-ci forme des listes trimestrielles qui sont transmises aux commissaires des aliénés à Londres. Si l'officier de santé trouve qu'un aliéné devrait être envoyé dans un asile, soit que son état de liberté offre des dangers, soit que le régime de l'asile puisse être avantageux pour son rétablissement, avis en est donné à l'officier compétent de la paroisse, lequel est tenu d'en référer immédiatement à un juge de paix. Le juge fait amener l'aliéné devant lui, et l'examine avec l'assistance d'un médecin; s'il reconnaît que l'individu doit être colloqué, il le fait transférer dans l'asile du comté par les soins de l'inspecteur des pauvres, ou d'un autre officier de la paroisse. Si l'aliéné ne peut comparaitre, le juge le fait examiner à domicile.

Les juges ont le droit de faire des informations, et d'ordonner des transferts d'office.

Les aliénés pauvres sont à la charge des paroisses de leurs domiciles, et celles-ci doivent rembourser les frais d'entretien dans les asiles; en cas de contestation sur le domicile, les juges de paix décident. Si le domicile est inconnu, et ne peut être établi, l'aliéné tombe à la charge du comté.

Les visiteurs des asiles en font sortir les aliénés; ils envoient à cet effet un avis aux inspecteurs de la paroisse du domicile de l'aliéné, et ces agents doivent immédiatement prendre les dispositions nécessaires pour opérer son transport.

un asile commun, ou bien d'entrer en arrangement avec des hospices particuliers.

Les bourgs n'ayant pas six juges de paix outre le *recorder*, doivent se réunir aux comtés où ils sont situés; au besoin le gouvernement peut les annexer d'office.

Il est pourvu aux dépenses des asiles d'aliénés au moyen d'une taxe spéciale votée par les juges de paix, et levée suivant les mêmes règles que la taxe de comté. Les juges de paix peuvent faire des emprunts et les hypothéquer sur le produit de la taxe, avec cette réserve que les sommes empruntées doivent être amorties dans une période de trente ans au plus.

§ III. — *Taxe d'enterrement* (Burial of dead Bodies rate).

Cette taxe, dont le but est de subvenir aux frais d'ensevelissement des cadavres laissés sur le rivage, est inusitée, bien qu'elle fasse l'objet d'un statut du roi Georges III¹. Elle n'aurait d'ailleurs d'application que dans les comtés maritimes.

§ IV. — *Taxe de centurie* (Hundred rate).

Cette taxe, maintenant hors d'usage, et remplacée par la taxe de comté, avait autrefois une certaine importance. Analogue dans son but à l'ancienne *constable rate*, elle était levée dans le *hundred* pour le maintien de la Cour des Lords, pour défrayer les dépenses accidentelles du bailli ou grand constable, en tant que chef de la police; pour le paiement des frais judiciaires imposés sur le district ou sur le comté, pour l'entretien des ponts de la centurie; pour la conserva-

¹ Nous trouvons à ce sujet, dans le rapport anglais de 1843, la remarque suivante : Si l'obligation de lever une taxe spéciale pour l'inhumation des naufragés était remplie, ce serait une absurdité, car la contribution n'irait pas alors, par chaque paroisse, à un liard.

tion des ponts, routes, prisons du comté ou d'une réunion quelconque de centuries; et, durant quelques siècles, pour le traitement des députés du comté ¹.

§ V. — **Taxe de police** (*Police rate*).

En Angleterre, la police et la sûreté publique constituent une attribution des comtés et des bourgs municipaux.

Les dépenses de police sont prélevées sur les ressources générales des comtés, ou bien, et tel est le cas le plus fréquent, elles sont couvertes par un impôt appelé *taxe de police*.

La taxe de police est votée par les juges de paix en session générale ou trimestrielle, de la même manière que la taxe de comté. Elle porte sur les mêmes bases que cette dernière, et elle est recouvrée d'après les mêmes règles et par les mêmes agents ².

¹ Rapport anglais, p. 10.

² Dans certains comtés, les dépenses de la police se divisent en *locales* et *générales* : celles-ci sont supportées en commun par les divers districts dont se compose le comté ; les autres, comprenant les traitements, salaires et frais d'habillement des agents, et telles autres charges que les juges de paix peuvent ranger dans cette catégorie avec l'approbation du secrétaire d'État de l'Intérieur, sont couvertes par chaque district séparément.

L'assemblée des juges de paix a le pouvoir de faire construire, d'acheter ou de louer des bâtiments destinés à servir de stations pour la police et de maisons d'arrêt. Les dépenses sont imputées sur le produit de la taxe de police. Les juges de paix peuvent faire des emprunts pour le même objet et les hypothéquer sur la même taxe. Les sommes empruntées doivent être remboursées par des annuités égales au vingtième au moins du capital augmenté des intérêts.

ARTICLE 3.

TAXES DES BOURGS ET CITÉS.

Les principales villes d'Angleterre, au nombre de 200, d'après Gneist ¹, sont constituées en corporations municipales, et désignées généralement sous le nom de bourgs. Le nom de « cités » s'applique à celles qui sont le siège d'un évêché. Les autres villes sont complètement enveloppées dans la constitution et la taxe de comté ².

Dans l'ordre administratif, les bourgs municipaux ont une existence propre, uniforme et indépendante; mais, pour les institutions judiciaires, ils se rattachent par des liens plus ou moins directs à l'organisation des comtés. L'autorité administrative, dans tous les bourgs, grands ou petits, est le partage des conseils municipaux. Ces corps sont composés d'un maire, qui est le chef de la municipalité, et d'un nombre plus ou moins grand d'*aldermen* et de conseillers, déterminé par la loi. Les bourgs sont généralement divisés en districts (*wards*), pour la plus grande commodité de certains services locaux concernant la salubrité publique. A la

¹ P. 470.

² V. en ce sens Gneist, *ibidem*.

En étudiant l'organisation administrative des bourgs et cités d'Angleterre, mal dégagée de l'organisation du reste du pays, en observant le peu d'importance relative de la vie municipale dans ce pays, la résidence des familles riches dans les campagnes, l'absence d'élégance et de recherche dans les monuments des villes secondaires, comparées à nos villes secondaires de France, on est tenté de construire un théorème complet relatif au développement de la vie urbaine, beaucoup moins grand en Angleterre qu'en France, par exemple, et peut-être moins grand en France qu'en Italie, de telle sorte que l'aptitude à vivre en communauté rapprochée semblerait une conséquence de la race, et peut-être de son esprit politique plus ou moins démocratique.

tête de chaque district il y a un certain nombre d'*aldermen* et de conseillers.

Les bourgs sont tenus, comme les comtés, d'entretenir des asiles pour les aliénés pauvres, ou bien d'entrer à cet effet en arrangement soit avec le comté voisin, ou avec un autre bourg, soit avec des hospices particuliers.

Les conseils municipaux des bourgs sont chargés de l'administration des biens et des revenus municipaux ; des fondations d'intérêt local, à l'exception des fondations charitables ; du service des cours de justice locales ; de l'administration des maisons de correction et de détention ; de l'administration de la police ; du service de la voirie, des égouts et de l'éclairage des rues et places publiques, etc...

Pour subvenir aux dépenses que nécessitent les travaux qu'ils exécutent, ou autres dépenses, ils ont recours, lorsque les revenus propres du bourg sont insuffisants, aux taxes suivantes :

- I. Taxe générale de bourg ;
- II. Taxe de surveillance générale des bourgs ;
- III. Taxe pour les asiles d'aliénés ;
- IV. Taxe générale de district ¹.

§ I. — Taxe générale de bourg (Borough rate).

Cette taxe, une fois votée par le conseil municipal, est répartie entre les diverses paroisses qui constituent le bourg, proportionnellement au revenu des propriétés imposables dans chacune d'elles. La taxe de bourg atteint les mêmes propriétés que la taxe des pauvres, et elle est basée sur le même revenu, à moins que le conseil municipal juge ne devoir pas s'en tenir aux évaluations faites pour cette taxe.

¹ Applicable aussi dans d'autres localités que les bourgs (p. 121 ci-après).

Dans ce cas, il fait procéder à des expertises dont les résultats servent de base à la répartition de la taxe de bourg. Les états de répartition, avec mandat de recouvrement, sont adressés aux maîtres des pauvres ou inspecteurs dans les diverses paroisses, et les sommes à percevoir doivent être versées dans le délai prescrit entre les mains du trésorier du bourg. Les réclamations contre la répartition entre les paroisses sont de la compétence de la cour de session trimestrielle du bourg ou, à défaut, de la cour du comté où le bourg est situé. Quant aux réclamations des contribuables relativement aux cotisations individuelles, il y est statué comme pour la taxe des pauvres¹, et pour en donner une preuve, en même temps que pour montrer l'accroissement de cette taxe dans certaines villes, nous citerons notamment les renseignements donnés par le *Journal de la Société statistique de Londres*, de 1866, qui présente, pour les taxes de Birmingham, les chiffres suivants :

	Montant de la Poore rate levée.	Proportion payée à la corporation pour Borough rate.	Proportion applicable au soulagement des pauvres.	Par tête.
1849. . . .	70,073 l.	26,690	43,383	5 sch. 2
1859. . . .	81,479	35,505	45,974	4 6
1864. . . .	118,712	47,139	71,873	6 4

§ II. — Taxe de police, ou de surveillance générale des bourgs (Wacht rate in Boroughs).

Dans quelques bourgs, où il s'exerce une surveillance jour et nuit, lorsque la taxe de bourg est insuffisante à couvrir les dépenses qu'occasionne cette surveillance, on prélève alors une taxe spéciale, dite de *surveillance de bourg*, laquelle a le même mode d'imposition et de prélèvement que la taxe de bourg.

¹ V. à cet égard Gneist, p. 478.

§ III. — **Taxe pour les asiles d'aliénés** (Rate for Lunatic Asylums).

Lorsque les bourgs ont des asiles d'aliénés qui leur sont propres, les conseils municipaux lèvent une taxe spéciale (*lunatic asylum's rate*), à l'effet de couvrir les dépenses de ces établissements. Cette taxe ne diffère de la taxe de bourg que par le nom, elle est identique pour le mode de perception et d'imposition.

§ IV. — **Taxe générale** (General district rate ¹).

Une loi de 1848, ayant pour objet le développement de la salubrité publique (*public health*), permit de créer, dans les lieux non soumis au régime municipal, des comités d'administration chargés d'une série de services locaux. Tout récemment, un acte de 1858 a modifié cette loi, et l'a refondue avec plusieurs autres en un système de législation embrassant tout ce qui se rapporte aux améliorations locales et au bien être matériel des populations.

Les localités ont pleine liberté pour adopter ou rejeter cet acte, et l'adoption a lieu sans frais ².

¹ Nous avons placé cette taxe, dont le rapport belge traite sous une rubrique isolée (p. 184 et suiv.), à l'article des taxes de bourgs, parce qu'il nous a semblé qu'elle ne pouvait avoir d'importance que là où les services locaux auxquels elle doit pourvoir étaient eux-mêmes importants; et cela ne nous paraît avoir lieu que dans les localités d'une certaine importance, qui, pour la plupart, doivent avoir rang de bourg.

Pour les mêmes raisons, nous placerons cette taxe, dont l'analogue existe aussi en Irlande, à l'article des taxes de bourgs, lorsque nous parlerons des taxes de ce pays. Cela est un peu arbitraire, sans doute, mais nous a évité la création d'un article spécial qui eut été fort court.

² L'acte peut être adopté : 1° dans les bourgs municipaux, par décision du conseil municipal; 2° dans les lieux autres que les bourgs, et ayant un comité chargé des améliorations locales, par décision de ce comité; 3° dans les autres lieux, par résolution de la majorité des propriétaires et des contribuables convoqués en assemblée publique.

Partout où l'acte est adopté, une commission locale est instituée pour son exécution. Dans les bourgs municipaux ses attributions sont dévolues au conseil municipal ; et dans les localités ayant un comité d'améliorations (*board of improvement commissioners*), elles appartiennent à ce comité ; partout ailleurs la commission est élue par les propriétaires et les contribuables du ressort.

Les attributions des commissions locales sont variées ; elles embrassent notamment : 1° l'éclairage public ; 2° l'administration de la voirie, des jardins et des parcs publics ; 3° la police de la voirie, des voitures publiques et des établissements publics ; 4° l'approvisionnement des eaux¹ ; 5° le service et la police des incendies ; 6° la police des constructions et la salubrité publique ; 7° les horloges publiques ; 8° les bains et lavoirs publics ; 9° les cimetières ; 10° les marchés.

S'il s'agit d'un ressort n'ayant pas de circonscription déterminée, d'une agglomération nouvelle, une pétition doit au préalable être adressée par le dixième au moins des propriétaires et des contribuables au secrétaire d'État de l'Intérieur, qui a le pouvoir de constituer le ressort d'après les propositions renfermées dans la pétition. Les contribuables et les propriétaires du ressort, pour lequel l'acte est adopté, peuvent, dans les vingt-uu jour, réclamer contre son application à tout ou partie du ressort. Les réclamants doivent représenter le vingtième au moins de l'ensemble des propriétaires et des contribuables. L'adoption ne devient définitive en ce cas qu'après avoir été sanctionnée par le secrétaire d'État de l'Intérieur, à qui les réclamations doivent être adressées. Tout propriétaire ou contribuable qui conteste la validité du vote intervenu pour l'adoption de l'acte peut également dans les quinze jours en appeler au secrétaire d'État de l'Intérieur.

Le secrétaire d'État a le pouvoir de diviser les ressorts en section si la demande en est faite par la majorité des propriétaires ou des contribuables.

¹ Les commissions locales prennent les dispositions nécessaires pour approvisionner d'eau les localités placées sous leur administration. Elles ont le droit de forcer tout propriétaire de maison à s'approvisionner d'eau, si elles la fournissent au taux que la loi détermine. Les dépenses générales des distributions d'eau sont couvertes par la taxe du district. Une taxe spéciale (*water rate*) est levée à la charge des occupants de toute propriété approvisionnée pour les usages domestiques. Cette taxe est basée sur le revenu annuel établi comme pour la taxe de district, et p. r. q. de même. Pour l'eau des bains, lavoirs et établissements industriels, on procède par abonnements.

Les commissions locales pourvoient à leurs dépenses au moyen de la taxe générale de district (*general district rate*). Cette taxe est due pour toutes les propriétés imposables à la taxe des pauvres et à raison du même revenu annuel, sauf les exceptions suivantes :

1° Le propriétaire peut, au choix de la commission, être imposé au lieu de l'occupant, pour les propriétés dont la valeur imposable ne dépasse pas 10 livres, et pour toutes celles qui sont louées à des occupants par semaine ou au mois, ou dont la location se fait par appartements séparés, et dont la rente est due par période de moins d'un trimestre. Dans ces cas, le propriétaire ne paie qu'à raison des deux tiers au moins ou des trois quarts au plus de la valeur imposable. Et, si le propriétaire consent à ce que la taxe soit établie sans avoir égard à l'occupation ou à l'inoccupation, il ne paye que la moitié de la taxe ordinaire.

2° Les propriétaires de dîmes ou de dîmes converties en rentes, et les occupants de terres arables, prairies, pâturages, bois, jardins maraîchers, pépinières, ou de terres couvertes d'eau, ou servant de canal ou de chemin de halage, ou de chemins de fer construits en vertu d'un acte du Parlement, ne payent qu'à raison du quart du revenu annuel.

Si, au jugement des commissions locales, les évaluations sur lesquelles est basée la taxe des pauvres ne sont pas exactes, les commissions font procéder à des expertises.

Les commissions locales ont le pouvoir de décréter la taxe d'après les besoins et d'en répartir le chiffre entre les contribuables du district; la taxe peut être établie sur tout ou partie du district, suivant la nature de la dépense à laquelle il s'agit de pourvoir. Les cotisations sont inscrites dans un registre (*rate book*) ouvert à l'inspection du public. Un avis doit être publié, sept jours à l'avance, faisant connaître l'intention de la commission d'établir une taxe, et

indiquant le lieu où sera déposé le registre dont il vient d'être parlé. Tout contribuable a le droit d'examiner les livres et documents relatifs à la taxe, et d'en prendre copie ou extrait. La répartition, une fois arrêtée, doit être publiée dans la même forme que pour la taxe des pauvres; le recouvrement est opéré par des agents désignés par la commission.

Les biens inoccupés à l'époque de la répartition de la taxe sont imposés comme les autres; mais l'impôt n'est pas recouvré tant que dure l'inhabitation. Si le bien est occupé avant l'expiration du temps pour lequel la taxe est établie, le nouvel occupant paie au prorata de son occupation jusqu'à la fin de la période. De même, si l'occupant compris dans la répartition quitte la propriété avant la fin de la période d'imposition, il n'est tenu au paiement de la taxe qu'en raison du temps de son occupation.

Lorsque les commissions locales exécutent des travaux d'intérêt privé, elles en couvrent la dépense en établissant une taxe spéciale (*private improvement rate*), à charge des particuliers que les travaux concernent. Cette taxe ne peut dépasser 5 p. cent. du revenu imposable des propriétés qu'elle atteint, et elle doit servir à amortir les dépenses faites, en un laps de temps ne dépassant pas trente années. Les redevables ont la faculté de racheter la taxe en remboursant les sommes qui restent dues à la commission.

Les contribuables, en retard de payer leurs cotisations, sont sommés de comparaître devant un juge de paix, qui peut ordonner la saisie et la vente de leurs biens. Lorsque le produit est insuffisant et que le redevable possède des objets saisissables dans d'autres localités, le juge rend son arrêt exécutoire par le juge de paix du ressort où les objets se trouvent. Si le contribuable quitte la localité, ou s'il est sur le point de la quitter sans payer, tout juge de paix ayant juridiction peut le faire comparaître, et ordonner la saisie et

la vente de ses biens. Les constables sont chargés d'opérer la saisie et la vente à la réquisition du collecteur de la taxe.

Nous allons ajouter à ce qui précède quelques détails spéciaux sur les finances de Londres, détails qui ne nous semblent pas sans intérêt malgré leur complication, et qui trouvent naturellement leur place à la suite de l'article sur les taxes des bourgs et cités.

Avant toutefois d'aborder ce qui concerne Londres, nous rapporterons l'extrait, donné dans la première édition du livre de M. Gneist, du budget de Liverpool¹, que nous ferons suivre de renseignements directement obtenus sur la comptabilité de Norwich.

LIVERPOOL.

Recettes.

Reliquat.	51,256 liv. sterl.
Revenu foncier.	32,798
Douanes et redevances.	67,235
Taxe de bourg.	25,456
Intérêts de capitaux.	77,713
Droits de mutation.	23,332
Amenues.	2,695
Vente de propriétés.	39,236
Recettes diverses.	25,535

345,256 liv. sterl.

Dépenses.

Salaires, pensions, rémunérations.	10,325 liv. sterl.
Locations, impôts assurances.	7,821
Police et constables.	37,169
Éclairage et balayage.	18,821
Frais de justice et de poursuite.	10,757
Prisons et entretien des prisonniers.	17,105
Contingent aux dépenses du comté.	9,600
Coroner.	1,389
Bâtimens publics, réparations.	76,977
Foires et marchés.	4,658
Établissements de charité.	1,982
Élections urbaines.	831

A Reporter. 197,435

¹ M. Gneist donne les chiffres des dépenses et des recettes en thalers. La livre sterling valant 6 th. 875, nous avons effectué une série de divisions sur cette base, et nous croyons à la presque exactitude des chiffres ainsi obtenus.

Report	197,435 liv. sterl.
Frais de procès.	11,466
Solde de capitaux et intérêts.	66,306
Dépenses diverses	8,720
Encaisse chez le trésorier.	59,991

 343,918 liv. sterl.

Si les comptes de Liverpool donnés par M. Gneist comparés avec ceux de Bristol et Manchester qu'il cite également, ont, quant à leurs éléments principaux, une assez grande analogie avec ceux de ces autres villes, le compte des recettes et dépenses de la ville de Norwich, qui nous a été communiqué avec tous ses développements, semble fondé sur d'autres éléments. Voici comment se décompose ce compte pour l'année écoulée du 1^{er} septembre 1864 au 1^{er} septembre 1865.

Le sommaire des recettes et dépenses est établi ainsi qu'il suit :

	RECETTES.	DÉPENSES.
1. Compte du comité de la ville.	2,404 l. 44 s. 3 d.	4,437 l. 44 s. 10 1/2 d.
2. — des prisons.....	363 8 8	4,737 15 9 1/2
3. — des sessions.....	597 7 44	4,345 7 3
4. — de police.....	4,356 9 7	5,613 " 7
5. — de police de la rivière.	204 43 6	494 4 8
6. — du marché aux bestiaux.....	2,293 44 5 1/2	2,920 43 44 1/2
7. — du marché aux poissons.....	382 40 "	440 40 8
8. — du marché aux provisions.....	4,638 4 44	214 6 10 1/2
9. — de la machine à peser.	424 46 "	98 14 2 1/2
10. — du fonds de bourg...	11,271 44 6 1/2	3,383 16 2 1/2
11. — du domaine de Town-Close.....	653 6 9	778 9 44
12. — de la bibliothèque....	824 15 6	4,272 19 8
13. — des retraites de la police.....	294 45 "	44 8 "
14. — de la rivière.....	807 3 "	891 8 44
15. — du tonnage.....	4,385 14 4	669 15 40
16. — des sépultures.....	4,110 4 9	978 4 " 1/2
17. — des asiles d'aliénés...	2,809 40 7 1/2	2,855 3 4
Total.....	29,153 l. 44 s. 9 1/2 d.	24,320 l. 8 s. 6 1/2 d.
Dû au 1 ^{er} septembre 1864.....		6,472 43 11
A reporter en dette au 1 ^{er} septembre 1865.....	2,339 40 8	
	30,493 l. 2 s. 3 1/2 d.	30,493 l. 2 s. 6 1/2 d.

Tous ces dix-sept petits budgets distincts se versent leurs excédants les uns dans les autres.

Mais en outre il y a à Norwich deux administrations séparées dont nous avons les comptes pour des périodes précédentes. Ce sont :

1° Le compte des recettes et dépenses de la corporation des gardiens des pauvres, du 1^{er} juillet 1863 au 23 mars 1864, embrassant 30,748 l. de recettes et de dépenses, et dans lequel le principal moyen de recettes résulte des *mulcts*, mot qui signifie ordinairement amendes, mais qui paraît désigner ici une taxe directe.

Et 2° le compte du Conseil de santé, du 1^{er} septembre 1862 au 31 août 1863, embrassant 23,742 l. 7 s. de recettes et de dépenses, et dans lequel les principaux articles de recettes paraissent provenir des *district rates*¹.

¹ Sur les Institutions municipales sanitaires de l'Angleterre, je renvoie le lecteur aux développements donnés par M. Gneist, p. 1107 et suiv.

ARTICLE 4.

TAXES DE LA MÉTROPOLE.

Le nom de *métropole* désigne la vaste agglomération de Londres avec sa banlieue dans un certain rayon. Pour la police, les travaux publics et les services accessoires, le métropole, cette organisation récente, constitue une circonscription légale soumise à un régime uniforme. Hors de là, ses diverses parties ont une existence séparée. L'une d'elles, *la cité*, noyau de Londres pour ainsi dire, possède une organisation particulière; le reste se compose de paroisses nombreuses¹ semblables aux autres paroisses du pays.

Nous examinerons successivement les revenus de la corporation municipale de la Cité, les taxes pour les travaux exécutés par les commissions métropolitaines et les taxes consacrées à la police de la métropole.

§ I. — Revenus de la corporation municipale.
de la cité.

Indépendamment des revenus des propriétés que la cité semble n'avoir commencé à posséder, en qualité de corporation, qu'à partir du règne d'Édouard IV, ses recettes municipales comprennent le produit de diverses taxes, directes et indirectes :

La taxation directe ne forme qu'une partie insignifiante des recettes de la corporation. Elle se réduit à la taxe dite de *section*, dont l'objet est de couvrir la dépense occasionnée par la réunion des membres de la cour des *wardmotes*², et

¹ V. les détails donnés dans la note de la page 134 ci-après.

² Cette cour est à la tête de toutes les sections (*wards*) de Londres.

les frais d'administration des sections; cette taxe ne diffère que pour le nom de la taxe de bourg;

Les taxes indirectes constituent la branche la plus productive des revenus de la cité. Elles se composent d'une *taxe sur la houille*, des *droits de mesurage*, du *droit de tonnage* et du *droit sur le vin*.

1° *Taxe sur la houille* ¹.

Les charbons sont frappés à Londres d'un droit d'entrée de 1 shelling et 1 penny par tonne; les $\frac{4}{12}$ du produit appartiennent à la corporation de la cité et sont appliqués par elle à des dépenses locales, principalement à l'amélioration des rues; les $\frac{8}{12}$ restant sont remis au gouvernement et employés par lui à des travaux d'amélioration hors des limites de la cité, mais dans la métropole. L'impôt est dû dans un rayon de 20 milles à partir du bureau central des postes. Il est applicable à tout charbon, coke ou fraisil importé dans cette zone nommée le district de Londres, soit par navire ou bateau entrant dans le port de Londres, ou par les canaux intérieurs, soit par chemins de fer ou routes ordinaires par lesquelles des importations ont lieu. Le capitaine ou agent de tout navire, le secrétaire ou autre agent autorisé des compagnies des chemins de fer ou des canaux, le propriétaire ou l'agent de tout dépôt de charbons, faisant des envois dans le district de Londres, sont tenus de faire les déclarations requises et de payer les droits. Les importations sont contrôlées par l'examen des déclarations faites à la douane, des déclarations mensuelles des diverses houillères qui envoient des charbons dans le district de Londres, des ordres de mesurage et des relevés des arrivages de navires au port de Londres ou dans les docks; et quant aux

¹ V. *suprà*, t. II, p. 491.

railways et aux canaux, par l'examen des registres du trafic des charbons pour les premiers, et, pour les seconds, par des déclarations faites mensuellement par le secrétaire du canal ou par l'éclusier le plus rapproché des limites du district.

Les droits sont payés entre les mains d'un receveur, sur bulletins délivrés par le secrétaire du marché aux charbons, et constatant que les quantités déclarées ont été reconnues exactes.

La corporation nomme en outre des collecteurs adjoints pour les canaux et des inspecteurs du trafic des charbons. Ces fonctionnaires rendent compte chaque jour au secrétaire du marché aux charbons de tous les faits de quelque importance qu'ils constatent, de sorte que cet agent centralise des informations de toute nature.

Un drawback de 12 pence est accordé pour toute quantité dépassant 20 tonnes (dont le droit a été acquitté) réexportée hors des limites du district, par chemin de fer ou par canal; pour l'obtenir, on doit produire une attestation des fonctionnaires de la douane, mesureurs de charbons, éclusiers ou autres agents ayant connaissance du transit, certifiant que le charbon pour lequel on réclame le drawback a été transporté *bonâ fide* hors des limites du district. Un penny par tonne est retenu sur le droit restitué, pour couvrir les dépenses qu'entraîne l'allocation du drawback. Exemption de l'impôt ou drawback du droit de 13 pence est accordée pour le charbon qui transite par eau sans rompre charge, ou par chemin de fer sans déchargement dans la circonscription du district.

Le conseil commun de la cité possède, en vertu d'actes du Parlement et de droits anciens, l'administration exclusive de cette branche de revenus; le service est dirigé par une commission nommée par le conseil, et composée de douze alder-

men, et d'un conseiller appartenant à chacune des vingt-six sections de la cité.

En 1861 le produit des droits sur le charbon s'est élevé à 223,842 livres sterling, soit environ 5 millions $1/2$ de francs ¹.

2° Droit de mesurage sur les grains et les fruits.

Des droits de mesurage ont été octroyés par charte à la corporation de Londres, et ils comprennent les perceptions suivantes :

Le mesurage proprement dit, qui est un droit de $\frac{1}{4}$ et $\frac{1}{12}$ de penny par *last* de 10 *quarters* sur tous grains et graines de provenance anglaise entrant dans le port de Londres, et de $\frac{1}{4}$ et $\frac{1}{12}$ de penny sur les grains et graines de provenance étrangère.

Le droit de remplissage représente les émoluments des mesureurs. Ces agents sont élus par les autorités de la corporation. Le droit de remplissage est de 8 $\frac{1}{4}$ pence par *last* de 10 *quarters* sur les grains légers, et de 10 $\frac{1}{4}$ pence sur les grains pesants.

Le *lastage* est également payé aux mesureurs comme indemnité, pour tenir un compte exact de leurs opérations et pour en remettre copie à bord des navires ; ce droit est de $\frac{1}{12}$ de penny par *last* de 10 *quarters* sur tous grains importés dans le port de Londres, à l'exception de ceux qui viennent des comtés d'Essex et de Kent, qui en sont exempts.

Les droits de mesurage sur les fruits sont réglés par un tarif, ils atteignent divers légumes ou fruits, mesurés ou pesés au port de Londres. La perception est faite par des mesureurs spéciaux, de la même manière que pour le mesurage des grains, à charge de l'importateur ou de son agent.

¹ V. Rapport belge, 2^e édition, p. 210.

En 1861, le produit des droits sur les grains et les fruits s'est élevé à 16,900 livres.

Droits de tonnage.

Ce droit est perçu sur tous les navires qui entrent dans le port de Londres ou qui en sortent, excepté les caboteurs chargés de grains, les navires de pêche, les navires employés exclusivement au transport des voyageurs, les navires entrant et sortant sans rompre charge, les navires de guerre et certains caboteurs chargés de pierres et d'autres objets exempts de déclaration en douane. Le droit est de $\frac{1}{4}$ penny par tonneau sur les caboteurs venant d'un port quelconque au nord du cap Ouessant ou y allant, et de 3 farthings sur tout navire venant d'un port d'Asie, d'Afrique, d'Amérique ou y allant.

Le droit de tonnage, qui était précédemment perçu par la corporation de la cité, a été placé par un acte récent du Parlement sous l'administration des conservateurs de la Tamise. En 1856, le produit a été de 17,977 livres ¹.

4° Droit sur le vin.

Cet impôt frappe tous les vins importés dans le port de Londres. Sa quotité est de 4 shellings 9 $\frac{1}{4}$ pence par tonne de 252 gallons. La perception en est opérée par un receveur particulier d'après les déclarations faites à la douane. En 1861, les recettes se sont élevées à 6,489 livres. Le produit en est versé entre les mains du chambellan de la cité, avec les $\frac{2}{11}$ des droits sur la houille, au profit du fonds d'améliorations.

5° Revenus divers.

On peut ranger sous cette rubrique quelques produits

¹ Rapport belge, 1^{re} édition.

peu importants, tels que les droits de vérification des poids et mesures, la vente du vieux matériel, le revenu des aqueducs, et d'autres recettes casuelles et accidentelles ¹. C'est probablement dans cette catégorie que se plaçaient les produits des barrières à péages supprimés en partie en 1864 ².

§ II. — Travaux publics de la Métropole.

La haute direction de ces travaux appartient à la commission métropolitaine ³, qui, pour certains travaux d'une im-

¹ On n'aurait, disent les auteurs du Rapport belge, 2^e édition, p. 212, qu'une idée incomplète du système financier de la cité, si l'on ne tenait note des services administrés par des commissions spéciales qui prélèvent sur les habitants des taxes directes pour une somme importante. Voici l'indication de ces taxes et leur produit annuel :

Taxe des pauvres (<i>poors' rate</i>), 1861-62.	l. st.	52,055
— églises (<i>church rate</i>), 1860-61.		10,375
— police (<i>police rate</i>), 1861.		30,508
— sections (<i>ward rate</i>), 1861.		2,719
— égouts et égouts (<i>sewers rate</i>), 1860-61.		17,120
— consolidés (<i>consolidated rate</i>).		86,144
— métropolitaine (<i>metropolitan main drainage rate</i>).		16,625

² *Moniteur du soir* du 8 juillet 1864. V. aussi *suprà*, t. III, p. 456.

³ On a établi, en 1855, un conseil métropolitain des travaux par un acte qui constitue la métropole de 82 paroisses et de 8 localités extra-paroissiales : c'est un ensemble de 360,237 maisons renfermant 2,803,034 habitants, d'après le recensement de 1861, et subdivisé, au point de vue de l'administration locale, en 38 districts, plus la cité de Londres. Ces districts contiennent souvent plusieurs paroisses.

La paroisse a ses affaires propres, ainsi que les districts qui sont chargés du drainage local, du pavé, de l'éclairage, etc., etc.

Par l'acte même de 1855, le conseil métropolitain a été chargé du drainage en grand et des principaux égouts, de l'amélioration des rues, des alignements dans les constructions, du soin de régler le nom des rues et le numérotage des maisons : ces pouvoirs ont été encore étendus par la législation ultérieure, et comprennent les mesures relatives aux épidémies, à l'entretien des pompiers, aux dépôts de pétrole, au règlement de l'usage des locomotives sur les voies, etc.

Le conseil métropolitain a effectué de grands travaux de drainage, d'endiguement de la Tamise et de percement, à l'aide d'emprunts contractés à cet effet.

portance secondaire, s'en repose sur deux autres commissions, la commission du district de la cité, et la commission du district en dehors de la cité.

La commission métropolitaine, pour couvrir ses dépenses, a recours aux taxes suivantes :

1° Taxe métropolitaine.

Le montant de cette taxe est réparti par la commission entre les districts, en ayant égard au revenu net imposable des propriétés, etc., et en ce qui concerne les égouts, aqueducs, etc., proportionnellement à l'avantage que chaque fraction de la métropole doit retirer des travaux. Le revenu sur lequel la taxe de comté est assise, ou un revenu analogue pour les localités où cette taxe n'existe pas, sert de base à la répartition de la taxe métropolitaine entre les districts. Le district de Londres prélève son contingent sur les produits affectés à la voirie de la cité ; dans les autres districts du ressort métropolitain, le contingent est prélevé sur le produit de la taxe des égouts secondaires ¹.

2° Taxe pour l'assainissement de la Tamise.

Elle est répartie entre les districts, imposée aux contribuables et recouvrée d'après les mêmes règles que la taxe métropolitaine, avec cette différence qu'elle ne peut excéder 3 pence par livre de revenu.

Il a aussi contribué pour 1/3 à certaines améliorations effectuées par la cité de Londres, et par les vestries et conseils locaux de la métropole.

¹ Le conseil métropolitain a reçu, en outre, 9 deniers sur les 13 deniers perçus sur le charbon par la corporation de Londres, et il s'est vu attribuer les taxes sur les vins qui appartenaient à cette même corporation.

Un comité parlementaire nommé pour s'enquérir des *impositions locales* de la métropole, et qui a fait un premier rapport en avril 1866, a donné son approbation complète à la continuation de ces taxes sur le charbon et le vin.

Ce même *select committee* s'est occupé de la question plus difficile de l'impôt direct. Il constate que la valeur imposable de la métropole s'est élevée à

La Commission du district de la cité couvre ses dépenses au moyen de deux taxes, savoir :

1° La *taxe des égouts secondaires*, dont la quotité ne peut dépasser 4 pence par livre de revenu ; sous les autres rapports, elle ne diffère que par le nom de la taxe consolidée,

2° La *taxe consolidée*, dont la quotité ne peut excéder 1 shelling 6 pence par livre de revenu imposable à la taxe des pauvres ; elle est assise, répartie et recouvrée comme cette taxe.

Les commissions des districts en dehors de la cité perçoivent les taxes ci-après :

Taxe des égouts secondaires. — Taxe générale de district.— L'assiette, la répartition et le recouvrement de ces taxes sont opérées d'après les dispositions en vigueur pour la taxe des pauvres, sauf le maintien de quelques exemptions ou modérations établies par des actes antérieurs à celui de 1853.

§ III. — Police de la métropole.

Dans la ville de Londres, le quart des dépenses de la po-

14,794,854 l. en 1866, valeur inférieure encore à la réalité, et que la charge entière des dépenses locales de la métropole comprenant celles du conseil métropolitain, les taxes de comté, des pauvres, de police, de district, s'élevant à un chiffre de 2,784,851 l., forment une perception moyenne de 3 s. 9 d.

Mais si cette charge moyenne est rarement réalisée dans les districts riches dans lesquels la proportion de la taxe est seulement reconnue, à Saint-Georges Hanover square, par exemple, de 2 s. 1 d., dans les districts pauvres, au contraire, la proportion s'élève jusqu'à 5 ou 6 schellings par livre, et par exemple à 6 s. 9 d. à Saint-Georges-le-Martyr, quartier de Southwark.

Ces perceptions sur la valeur de la propriété occupée, qui correspond à peu près à notre valeur locative, ont paru à ce comité avoir atteint leurs dernières limites. Le comité a conclu en recommandant de faire supporter aux propriétaires de la métropole une partie de la dépense des améliorations et des travaux d'intérêt général, l'impôt devant être d'abord payé par l'occupant et retenu par lui sur la rente par lui payée, comme cela est déjà réglé dans le mécanisme de la *property tax* ⁴.

⁴ Une analyse moins complète du rapport que nous venons de citer se rencontre dans le *Moniteur* du 17 mai 1866.

lice est prélevé sur les revenus de la corporation municipale; le surplus est fourni par une *taxe de police*, dont le montant est fixé annuellement par une commission supérieure, et réparti par elle entre les sections de la cité. La quotité de la taxe ne peut dépasser 8 pence par livre du revenu net imposable à la taxe des pauvres. Le contingent assigné à chaque section est réparti entre les habitants par les commissaires de section, d'après le revenu servant de base à la taxe des pauvres, sauf quelques exceptions déterminées par la loi.

Les dépenses de la police métropolitaine sont couvertes d'une part par des subsides de l'État, et d'autre part par une taxe dont le montant est réparti entre les paroisses au prorata du revenu des propriétés imposables à la taxe des pauvres. La répartition en est faite entre les habitants, et le recouvrement en est opéré comme pour cette dernière. La taxe de police dans la métropole ne peut excéder 8. pence par livre du revenu imposable. La taxe due pour les propriétés occupées par les agents diplomatiques étrangers ou par d'autres personnes exemptes de l'impôt, est mise à la charge du propriétaire qui, dans ce cas, est considéré comme occupant.

SECTION II.

ÉCOSSE.

PRÉLIMINAIRES.

L'Écosse, comme l'Angleterre, se divise en comtés, en bourgs municipaux et en paroisses, qui, dans leur sphère, sont indépendants du gouvernement et s'administrent eux-mêmes.

De cette conformité de division politique et administrative, naît une assez grande ressemblance entre les taxes des deux pays; mais elles offrent un grand point de dissemblance: en Écosse, les mêmes rôles d'évaluation servent de base à la répartition de toutes les taxes locales, ce qui donne au système d'impôts locaux en Écosse une uniformité que celui de l'Angleterre ne possède pas au même degré.

Par suite, dès que toutes les taxes d'Écosse reposent sur une même base d'évaluation, il importe de dire avant tout comment s'opère cette évaluation.

Un acte du Parlement, du 10 août 1854, décrète qu'il faut « qu'une évaluation uniforme soit faite des terres et héritages en Écosse, d'après laquelle tous les impôts publics à percevoir sur la rente réelle desdites terres et héritages puissent être établis et recouvrés, et de plus, que des dispositions soient prises pour que ladite évaluation soit révisée annuellement..... »

Par terres et héritages, la loi entend les terres, maisons, forêts, bois, pêcheries, passages d'eau, débarcadères, ports,

quais, bassins, canaux, chemins de fer, mines, carrières et minières en exploitation, machines fixes, fabriques et autres bâtiments quelconques.

L'évaluation s'opère par comté ou par bourg, sans qu'il y ait aucune proportion légale à établir avec l'évaluation faite dans les autres comtés ou bourgs. Cela n'offre aucun inconvénient, puisqu'il s'agit de taxes locales spéciales au comté ou au bourg. En second lieu, l'évaluation ne se fait pas par parcelles, mais en bloc pour tous les biens du même contribuable situés dans la même paroisse, et *formant une exploitation distincte*.

Les rôles d'évaluation doivent être dressés annuellement; ils doivent indiquer la rente ou valeur annuelle de toutes les terres ou héritages, séparément pour chaque paroisse, et spécifier leur nature, les noms et qualités des propriétaires, des tenanciers ou des occupants.

La loi entend, par rente ou valeur annuelle, le loyer auquel on estime raisonnablement que le bien pourrait être loué, année commune, dans son état actuel.

Les rôles d'évaluation doivent être dressés avant le 15 août de chaque année. Le chiffre des dépenses occasionnées par la confection des rôles est ajouté au montant de la prochaine taxe des pauvres à lever dans les paroisses. Si les contribuables se croient surtaxés, ils adressent leurs réclamations aux magistrats du bourg ou du comté, qui statuent en dernier ressort.

Nous allons étudier successivement dans quatre articles distincts les taxes des paroisses, des comtés et des bourgs d'Écosse et les taxes de la ville d'Edimbourg.

ARTICLE 1.

TAXES DE PAROISSE ¹.

Ces taxes sont au nombre de quatre, savoir :

- I. La taxe des pauvres ;
- II. La taxe pour le traitement des ministres du culte ;
- III. La taxe d'enseignement primaire ;
- IV. La taxe pour l'état civil.

§ I. — Taxe des pauvres ².

Suivant un acte de 1845, l'administration des pauvres en Écosse est placée sous la haute direction d'une commission de surveillance (*board of supervision*).

¹ La gestion des intérêts spéciaux de la paroisse est du ressort des *kirk sessions*, en ce qui touche le temporel du culte et l'enseignement primaire, et de la *commission paroissiale* instituée pour l'administration des pauvres, quant aux autres services locaux. Ce partage des attributions paroissiales tient à ce que, la *kirk session* n'admettant parmi ses membres que les presbytériens, il en est résulté que, comme les sectes dissidentes en Écosse sont très-nombreuses, la *kirk session* ne représentait plus qu'une partie des citoyens. C'est là le motif de la création de la commission paroissiale.

² La première loi relative aux pauvres, en Écosse, remonte au xv^e siècle (1424) ; elle dut son origine à la nécessité de mettre un frein à la mendicité et au vagabondage. Les mendiants et vagabonds furent punis de peines sévères ; mais les autorités locales avaient le pouvoir de délivrer des permissions de mendier aux personnes âgées ou infirmes. Jusqu'à la fin du siècle suivant, la mendicité autorisée dans ces conditions était le seul secours auquel les pauvres eussent légalement droit. On adopta alors le principe d'une imposition obligatoire pour subvenir au soulagement de l'indigence ; toutefois le droit aux secours fut restreint d'une manière expresse, à la seule catégorie de pauvres en faveur desquels la mendicité avait été autorisée par la législation antérieure. Ce système, si restrictif qu'il fût,

Cette commission ¹ fait les règlements généraux d'administration, et les soumet à l'approbation du secrétaire d'État de l'Intérieur.

répondait aux besoins de l'époque ; l'Écosse étant un pays essentiellement agricole, le travail des champs offrait des occupations régulières à la classe nombreuse, dont les mœurs simples et les habitudes de sobriété contribuaient d'ailleurs à assurer le bien-être. L'impôt resta même presque sans application : il rencontrait une sorte de préjugé ayant sa source dans le sentiment religieux ; et pour l'éviter on préférait se cotiser volontairement. C'est ainsi que les collectes faites le dimanche à la porte des églises, jointes au produit d'une taxe modique sur les annonces des mariages, et à quelques autres revenus accessoires, suffisaient aux dépenses qu'exigeait l'entretien des pauvres. Plus tard, des années de disette, des calamités publiques, le contact plus fréquent avec les provinces du nord de l'Angleterre, les crises survenant dans les nouveaux centres industriels en train de se former, modifièrent cette situation ; les villes populeuses d'abord, d'autres ensuite, furent amenées à introduire la taxe obligatoire. Là où ce changement s'introduisit, une diminution notable se fit remarquer dans le produit des collectes. Du moment que l'on se trouva dans l'obligation de donner, on donna moins. Du reste, absents pour la plupart, les grands propriétaires ne contribuaient en rien aux dons recueillis à la porte des églises ; et les fermiers calculaient que déposer leurs offrandes, c'était mettre de l'argent dans la poche du riche, puisque c'était réduire d'autant l'impôt dont celui-ci devait la moitié.

Dans les bourgs, les fonds destinés aux pauvres étaient recueillis et distribués par les soins des magistrats municipaux ; dans les paroisses, l'administration appartenait aux *kirk sessions* sous le contrôle de l'assemblée des propriétaires. Tant que les nécessités du paupérisme furent restreintes, cette organisation fonctionna convenablement ; mais on ne manqua point de la trouver vicieuse, à mesure que les besoins augmentèrent. La distribution des secours, bien que faite en général avec discernement, se faisait toujours avec une économie extrême, et souvent avec une révoltante parcimonie. Il se produisit à cet égard des faits qui révoltèrent la conscience publique. D'un autre côté, des conflits naissaient souvent entre les *kirk sessions* et les propriétaires, dont le droit de contrôle n'était pas nettement défini ; ces difficultés paralysaient le service dans beaucoup de paroisses. Enfin, le changement survenu dans l'État économique du pays ne permettait plus de maintenir l'exclusion prononcée par la loi contre les pauvres valides ; cette disposition, du reste, avait cessé d'être appliquée dans les localités importantes : l'intérêt public, autant que les sentiments d'humanité, portaient les autorités à secourir les individus valides, accidentellement dans la misère, aussi bien que ceux qui pouvaient légalement prétendre à l'assistance. Sous ce rapport, il y avait à mettre d'accord le droit avec le fait. Ces causes et d'autres encore rendirent nécessaire une révision des anciennes lois ; des enquêtes furent ordonnées, et en 1854, un acte intervint, qui a organisé l'administration sur de nouvelles bases.

¹ Cette commission est composée de neuf membres, savoir : le lord prévôt d'Édimbourg, le lord prévôt de Glasgow, le procureur général d'Écosse, le shérif

Les paroisses peuvent se réunir entre elles pour le service des pauvres. Une commission paroissiale est instituée dans chaque paroisse ou union, pour le prélèvement et la dépense de la taxe. Dans les paroisses où semblable impôt n'existe pas, la *kirk session* continue d'être chargée du service des pauvres. Le produit des collectes faites dans les églises est laissé à la disposition des *kirk sessions*, sauf par elles à rendre compte annuellement à la commission paroissiale des recettes effectuées ainsi, et les dépenses qu'elles ont couvertes.

Les pauvres accidentels peuvent être secourus, aussi bien que les pauvres permanents ; mais le droit aux secours n'est reconnu par la loi qu'aux indigents non valides.

Lorsqu'un pauvre demande assistance à l'inspecteur de la paroisse, celui-ci est tenu de faire immédiatement une enquête sur sa position ; et s'il est reconnu que le pauvre ait légalement droit à un secours, lors même qu'il n'aurait pas son domicile dans la paroisse, on doit lui fournir des moyens de subsistance jusqu'à la plus prochaine réunion de la commission paroissiale. La commission continue d'entretenir le pauvre jusqu'à ce que son domicile de secours soit constaté, et qu'il puisse être conduit dans la paroisse à laquelle il appartient. Les secours accordés provisoirement sont notifiés à la paroisse de domicile, qui est obligée

de chacun des trois comtés de Perth, de Renfrew, et de Ross-et-Cromarty, et trois membres désignés par la couronne.

La commission a le droit de faire des enquêtes sur la situation de chaque paroisse ou bourg ; elle peut exiger des rapports des autorités locales, citer des témoins, infliger des amendes, etc... Les membres de la commission et les agents délégués par elle ont le droit d'assister et de prendre part aux discussions des commissions paroissiales. La commission de surveillance est autorisée, sous l'approbation du secrétaire d'État de l'Intérieur, à nommer deux surintendants généraux, à leur assigner l'administration d'un ou de plusieurs districts, et à leur déléguer le pouvoir dont elle est investie.

La commission est tenue de transmettre chaque année au gouvernement un rapport général sur l'administration dont elle est chargée. Ces rapports sont communiqués aux deux chambres du Parlement.

de rembourser toutes les dépenses postérieures à cet avis.

En Écosse, comme en Angleterre, il existe des maisons de travail et autres établissements charitables pour les pauvres.

Lorsqu'une commission paroissiale a décrété l'établissement d'une taxe pour subvenir aux besoins de l'administration des pauvres dans son ressort, elle détermine de quelle manière la répartition en sera faite. La loi l'autorise à choisir l'un des quatre modes suivants :

1° La moitié de la taxe est imposée aux propriétaires et l'autre moitié aux tenanciers ou occupants de toute propriété foncière située dans la paroisse ou union ;

2° La moitié de la taxe est imposée aux propriétaires des immeubles situés dans la paroisse, et l'autre moitié à tous les habitants, suivant leurs revenus (*means and subsistence*), autres que ceux provenant de propriétés foncières sises dans la Grande-Bretagne ou en Irlande ;

3° La taxe est répartie d'après une quotité uniforme sur le revenu de toutes les propriétés foncières situées dans la paroisse, et sur le revenu présumé de tous les habitants, ne provenant pas des propriétés foncières du Royaume-Uni ;

4° Si, à la date du 4 août 1845, la taxe était répartie en conformité d'un acte local ou d'un usage établi, la répartition peut continuer à se faire de la même manière.

Lorsque le premier mode est adopté, les propriétés impossibles peuvent être divisées en classes d'après leur nature, et une quotité différente d'impôt est alors assignée à chaque classe, suivant la décision de la commission paroissiale, et sous le contrôle de la commission de surveillance.

On entend par revenu des propriétés foncières le prix annuel et moyen qu'on peut en obtenir, déduction faite des frais de réparation, de l'assurance contre les risques d'incendie ou autres, et de toutes les dépenses nécessaires pour maintenir les biens en bon état d'entretien, ainsi que de

toutes les taxes, contributions et charges publiques dont ils sont passibles.

Nul n'est imposable à raison de son revenu personnel, si ce revenu n'atteint pas 30 livres annuellement.

Les membres du clergé sont imposables à raison de leur traitement.

Dès que la commission paroissiale a choisi l'un des quatre modes sus-mentionnés, elle soumet sa décision à la commission de surveillance, qui accorde ou refuse son approbation ¹. Elle fait dresser semestriellement ou annuellement le rôle des sommes à payer par chaque contribuable. Les cotisations sont exigibles en un seul terme, par semestre ou année. La commission paroissiale statue sur les réclamations relatives à la répartition de la taxe.

Le recouvrement de la taxe se fait par l'inspecteur des pauvres ou par d'autres agents. Le montant des cotes irrécouvrables est réimposé au rôle subséquent.

§ II. — Taxe pour le traitement des ministres du culte (stipend-money).

Depuis trois siècles, les dîmes en nature n'existent plus en Écosse, mais elles ont été maintenues en droit, à charge, par les possesseurs des biens qui en étaient passibles, de subve-

¹ L'Écosse comprend 883 paroisses ou unions. De ce nombre, 154 n'ont pas recours à la taxe des pauvres; les 729 autres ont dû établir la taxe en 1857. Ces 729 paroisses ou unions, se divisent, quant aux divers modes d'imposition, ainsi qu'il suit :

1 ^{er} mode, avec classification.....	423
— sans —	534
2 ^e mode.....	13
3 ^e —	28
4 ^e —	34
Total.....	729

En 1845, le nombre des paroisses qui s'imposaient la taxe n'était que de 230; d'année en année, le régime des contributions volontaires a fait place au système établi par la loi.

nir au traitement du ministre de la paroisse, de lui fournir une *manse* avec un terrain y attenant, et de pourvoir à la dépense des éléments de la communion. Le traitement consiste en une certaine quantité d'orge ou d'avoine, en grains ou en farine. Ces denrées sont délivrées en nature, ou évaluées et payées en argent, d'après des mercuriales officielles, suivant les usages ou les facultés des habitants. Après une certaine période, qui est maintenant de vingt années, les fixations peuvent être modifiées, si, par les variations survenues dans le prix des denrées, la rente est tombée au-dessous d'un minimum que le dernier acte du Parlement sur cet objet a porté à 75 livres (1875). Les augmentations sont accordées d'après la décision des commissaires des dîmes que la loi a investis de ce pouvoir. La paroisse doit compléter ce minimum au moyen d'une taxe nommée *stipend money*; s'il est reconnu que la paroisse ne peut remplir cette obligation, l'insuffisance est couverte par le trésor. Voilà pour les paroisses rurales.

Dans les bourgs et les villes, le clergé est toujours rétribué, soit au moyen d'une taxe, soit par le produit des places à l'église, ou par un prélèvement sur les fonds municipaux.

La *stipend money* diffère des autres taxes d'Écosse en ce que les catholiques et les dissidents ne sont pas compris dans la répartition.

§ III. — Taxe pour l'enseignement primaire.

En aucun pays l'enseignement primaire n'est plus répandu qu'en Écosse. Chaque paroisse a son école et son instituteur, quelquefois deux ou un plus grand nombre ¹. Dans chaque

¹ Bailly calculait que, dans les mille paroisses environ de l'Écosse, il n'y avait pas moins de 4,000 écoles, dont 800 écoles du dimanche pour les enfants en apprentissage.

paroisse, les propriétaires fonciers sont tenus de construire et d'entretenir une école et une maison d'habitation avec un jardin pour l'instituteur : ils doivent lui assurer encore un revenu dont, tous les 25 ans, un acte du Parlement fixe les bases, d'après le prix des grains. La moyenne du traitement est d'environ 25 livres au moins ; ce traitement est garanti par une imposition répartie sur toutes les propriétés foncières. La plupart des instituteurs reçoivent des émoluments supplémentaires, par suite de diverses fonctions qui leur sont attribuées, telles que celles de secrétaire de session, d'inspecteur des pauvres, etc... Dans quelques localités, ils touchent des rentes provenant de fondations créées par des particuliers.

Les propriétaires et le ministre de la paroisse déterminent en outre les rétributions à payer par les élèves. L'instituteur est tenu d'enseigner gratuitement les enfants pauvres désignés par la *Kirk session*.

§ IV. — Taxe pour l'état civil.

Le mode de constatation des naissances, décès et mariages, dans les paroisses en Écosse, laissait beaucoup à désirer, lorsqu'un acte de 1854 a institué à cet égard une administration spéciale, sous le contrôle et la direction d'un enregistreur général, siégeant à Édimbourg.

Un enregistreur local est établi dans chaque paroisse. Toutefois le shérif peut diviser en plusieurs districts une localité populeuse, ou grouper plusieurs petites paroisses en un seul district. Les districts sont alors considérés comme des paroisses, des unités simples, quant à l'état civil.

Les honoraires alloués aux enregistreurs locaux, à raison du nombre d'inscriptions à leurs registres, leur sont payés par les commissions paroissiales, les assemblées de

propriétaires ou les conseils municipaux, qui sont autorisés à prélever à cet effet un supplément à la taxe des pauvres, à la taxe des prisons ou à la taxe de bourg. Les mêmes autorités peuvent augmenter les honoraires des enregistreurs ; s'ils leur paraissent insuffisants. Elles ont aussi la faculté, sauf l'approbation de l'enregistreur général ou du shérif, d'assigner aux enregistreurs locaux des traitements fixes, à charge par eux de rendre compte des droits qu'ils perçoivent.

ARTICLE 2.

TAXES DE COMTÉ.

L'organisation des comtés écossais ¹ embrasse directement ou indirectement les services suivants : l'administration de la justice ; la police ; la milice ; les poids et mesures ; les prisons ; les asiles d'aliénés ; les routes et ponts : la gestion financière et la perception des impôts pour les dépenses du comté.

Ces impôts sont :

- I. La taxe des prisons ;
- II. La taxe des aliénés ;
- III. La taxe de police ;
- IV. La taxe des routes.

Ces taxes sont imposées et réparties suivant le système que nous avons exposé précédemment, et que nous avons dit être le même pour toutes les taxes d'Écosse.

§ I. — Taxe des prisons².

Les comtés doivent entretenir des prisons ; ces prisons

¹ A la tête du comté écossais se placent le lord lieutenant et le shérif ; les comtés écossais ont, comme ceux d'Angleterre, leurs collèges de juges de paix, mais avec des pouvoirs moins étendus ; car, les fonctions des juges écossais sont presque exclusivement judiciaires ; les fonctions administratives leur sont enlevées, et données aux commissaires des subsides.

² Les lois de l'Écosse laissent à la charge de l'État les frais de justice dans les affaires criminelles ; ces frais ne se bornent pas aux dépenses de procédure ; ils comprennent encore les dépenses qu'occasionnent la recherche et l'arrestation des cou-

sont communes aux comtés et aux bourgs qui y sont situés. Elles sont administrées, sous le contrôle de la commission générale instituée en vertu d'un acte de 1854 qui a réformé complètement l'ancienne administration ¹, par des commissions locales, dont les membres sont nommés par les commissaires des subsides des comtés, et par les magistrats des bourgs municipaux de la circonscription.

Toutes les prisons sont régulièrement inspectées par un fonctionnaire du gouvernement.

Les dépenses courantes de la prison centrale de Perth, comprenant les frais de transport et d'entretien des prisonniers, sont à la charge des comtés et des bourgs qui y sont situés, dans la proportion du nombre des prisonniers envoyés de chaque localité, et de la durée de leur détention. Les frais d'entretien des détenus sont supportés en partie par l'État, et en partie par tous les comtés et bourgs municipaux, suivant le chiffre de leur population, la pro-

pables, les enquêtes nécessitées par l'instruction des faits, et le transport des prévenus devant les tribunaux. La somme acquittée par le Trésor, à ces divers titres, en Écosse, atteint annuellement deux millions de francs.

¹ Le régime des prisons est resté longtemps en Écosse dans l'état le plus défectueux. Les bourgs royaux étaient obligés d'entretenir des prisons locales ; dans les comtés, il n'y avait guère que les maisons de détention appartenant aux seigneurs en possession de juridictions héréditaires ; plus tard, divers actes spéciaux autorisèrent l'établissement de prisons de comté, et la perception de taxes pour en couvrir la dépense. Malgré les améliorations qui s'introduisirent peu à peu, les prisons étaient en général insuffisantes, mal installées et imparfaitement administrées, excepté à Glasgow et à Édimbourg.

À la suite d'une série d'enquêtes, l'administration a été réformée d'après un plan uniforme par un acte de 1839. Le système adopté a pour base la séparation complète des détenus et le travail obligatoire. La commission générale, placée à la tête de l'administration des prisons, se compose du lord avocat, du procureur général, du doyen des avocats près les hautes cours d'Écosse, des shérifs des comtés d'Édimbourg et de Perth, et de 14 membres au choix de la Reine, dont 3 pris parmi les shérifs. La commission fait les règlements généraux d'administration, et les soumet à l'approbation du secrétaire d'État de l'Intérieur. Elle administre directement la prison centrale de Perth. Chaque année, elle fait un rapport général, qui est communiqué au Parlement.

portion des crimes et des délits qui y sont constatés, et le revenu imposable d'après les rôles d'évaluation dressés en vertu de l'acte de 1854.

La charge des prisons locales incombe aux comtés respectifs ainsi qu'aux bourgs qu'ils renferment.

Le contingent de chaque comté dans les dépenses de la prison centrale, comme des prisons locales, est déterminé annuellement par la commission supérieure, sur le rapport des commissions de comté. Il y est pourvu par une taxe (*prison assessment*) sur la propriété foncière, d'après les rôles d'évaluation; la taxe est répartie entre les comtés et les bourgs suivant la rente, imposable combinée avec le chiffre de la population. Dans les bourgs, la taxe est supportée, moitié par l'occupant des biens, moitié par le propriétaire. Hors de là, elle est à la charge du propriétaire; et, si l'occupant est taxé, il peut retenir le montant de la cotisation sur la rente due au propriétaire.

§ II. — Taxe des aliénés.

Un régime analogue à celui de l'Angleterre pour l'administration des aliénés a été établi en Écosse par un acte du 20 août 1857 ¹.

L'Écosse est divisée, pour l'administration des aliénés, en huit districts ou unions de comtés. Il y a dans chaque district une commission locale.

Un asile pour les aliénés pauvres doit être établi dans chaque district; ces établissements sont administrés par les

¹ Cet acte a créé à Édimbourg une commission générale (*general board of commissioners in lunacy*) pour la surveillance et la haute direction du service des aliénés. La commission se compose de 5 membres et d'un secrétaire nommés par la Couronne. Elle n'a été instituée que pour 5 ans; à l'expiration de ce terme, deux de ses membres ont pris sa place et ses attributions sous le titre d'inspecteurs généraux.

commissions locales et les dépenses générales sont supportées par les comtés et les bourgs du district, en proportion du revenu territorial constaté par les rôles d'évaluations.

Les aliénés pauvres dans les asiles de district sont à la charge de la paroisse de leur domicile ¹ ; celle-ci paye pour chaque aliéné une pension ou rétribution dont le montant est fixé par la commission de district. La paroisse du domicile est tenue de rembourser également tous les frais de transport, d'habillement..... Ces dépenses sont prélevées sur la taxe des pauvres ; le recouvrement en est opéré au besoin par l'intervention du shérif du comté.

La répartition des dépenses à la charge des comtés et des bourgs est faite par la commission de district, en proportion du revenu imposable constaté par les rôles d'évaluation ; la taxe destinée à y subvenir est levée par les commissaires des subsides dans les comtés, et par les magistrats dans les bourgs, d'après les règles adoptées en matière de taxes locales.

Les commissions de district ont le pouvoir de contracter des emprunts pour établir les asiles d'aliénés. L'intérêt des sommes empruntées ne peut excéder 5 p. 100 par an, et les emprunts doivent être amortis par annuités dans un délai de 30 ans au plus.

Les commissions de district sont tenues de transmettre annuellement à la commission centrale un état de situation pour les dettes ainsi contractées par elles.

¹ Les aliénés pauvres sont censés appartenir à la paroisse dans laquelle ils avaient leur domicile au moment de l'émission du mandat pour leur collocation.

Si le domicile de l'aliéné ne peut être reconnu, la dépense tombe à la charge de la paroisse d'où il a été envoyé à l'asile, sauf recours de celle-ci contre la paroisse responsable.

§ III. — Taxe de police.

En Écosse, comme en Angleterre, l'administration de la sûreté publique est un service local dans lequel l'État n'intervient que fort indirectement.

Par un acte de 1857, la police d'Écosse, jusqu'alors défectueuse, a été organisée sur de nouvelles bases. Cet acte a posé deux principes importants : le premier est l'obligation pour chaque comté d'avoir une police suffisante ; le second est la réunion sous une administration commune du comté et des bourgs qui y sont situés, sauf les exceptions dictées par le respect des droits acquis.

Les commissaires des subsides des comtés pourvoient aux dépenses de la police au moyen d'une taxe (*police assessment*), répartie annuellement par eux sur toutes les terres et héritages en raison de leur valeur annuelle ou revenu ; elle est due, soit par le propriétaire, soit par l'occupant, mais celui-ci peut en retenir le montant sur la rente. Sont exempts de la taxe les habitations, magasins et autres bâtiments inoccupés et non meublés, pendant toute la période à laquelle l'imposition se rapporte. Il en est de même pour les bâtiments situés hors de la partie rurale du comté, loués, à moins de 4 livres par année ou par termes au-dessous de 8 mois : ils sont exempts de taxe pour toute période entière de 6 mois pendant laquelle les bâtiments n'ont été ni occupés ni meublés.

Les commissaires des subsides peuvent accorder exemption de la taxe aux contribuables indigents, dont le revenu annuel n'excède pas 4 livres.

Des collecteurs nommés par les commissaires des subsides sont chargés du recouvrement de la taxe ; leurs remises ne peuvent excéder 5 p. 100. Le produit des recettes

doit être versé à une banque. Le paiement des dépenses s'opère sur mandat de la commission de police.

§ IV. — Taxe des routes.

Anciennement, en Écosse, on avait recours aux corvées pour la construction de l'entretien des routes et des ponts ¹. Tout propriétaire, cultivateur ou fermier, était, d'après la loi, tenu de fournir, en raison de l'importance de son exploitation ou de ses revenus, un certain nombre d'hommes et de chariots, charrettes et tombereaux, attelés de chevaux, bœufs ou autres animaux, suivant l'usage de la contrée, pour travailler trois jours avant et trois jours après la moisson. L'administration était entre les mains des juges de paix et des commissaires des subsides de chaque comté. Les commissaires des subsides tenaient annuellement des assemblées pour régler tout ce qui concernait les routes et les ponts; ils avaient le pouvoir de diviser le comté en districts, afin de répartir les charges plus équitablement, de nommer des inspecteurs et d'autres agents, comme aussi d'élire une commission dans leur sein pour diriger le service.

Au commencement du xviii^e siècle, il fut décrété que, dans le cas où les corvées ne suffiraient pas pour l'entretien des routes, il serait permis d'y suppléer par une taxe sur la propriété foncière, n'excédant pas $\frac{1}{2}$ p. 100 de la rente évaluée. Depuis cette époque, par suite des diverses nécessités du service, il s'est formé trois catégories de routes :

¹ Ce fait, que nous avons déjà constaté plus haut pour l'Angleterre, serait à lui seul la justification suffisante de l'assertion émise par un ministre français, sous la Restauration, lors de la discussion du projet de loi de 1824 sur les prestations en nature, assertion sur l'exactitude de laquelle nous avons émis un doute, avant d'avoir achevé nos recherches sur les taxes locales du Royaume-Uni. V. p. 160, 1^{re} édition.) Nous verrons d'ailleurs plus bas, en parlant des produits des taxes locales du Royaume-Uni, que certaines prestations en nature sont mentionnées encore en Angleterre et en Irlande.

Les routes de comté;
Les routes à péages;
Les routes parlementaires.

1° *Routes de Comté.*

Depuis 1850, la plupart des comtés ont obtenu du parlement l'autorisation de convertir les corvées en argent, et d'imposer des taxes à la propriété foncière. Le taux de la conversion et le maximum des taxes varient d'un comté à l'autre, suivant les besoins et les ressources des localités.

2° *Routes à péages.*

Vers 1850, un autre système a été introduit, celui des routes à péages (*turnpike roads*). L'établissement de ces routes est autorisé par des actes spéciaux qui déterminent les droits à payer par ceux qui en font usage. Les principales routes de l'Écosse appartiennent à cette catégorie.

3° *Routes parlementaires.*

Pendant la rébellion de 1713 en faveur des Stuarts, les troupes royales ne purent pénétrer dans les hautes terres d'Écosse (*highlands*) par suite du manque de voies de communication. Pour éviter le même obstacle dans l'avenir, le gouvernement y fit exécuter des routes militaires par les troupes cantonnées dans le pays. Bien que ces routes ne servent plus comme routes stratégiques, l'État supporte la moitié des dépenses que leur entretien ou leur développement nécessite.

ARTICLE 3.

TAXES DES BOURGS ¹.

Beaucoup de villes, de cités et bourgs de l'Écosse, tenaient de chartes concédées à des époques diverses, soit par la couronne, soit par les barons, le pouvoir de s'administrer eux-mêmes. En 1833, intervinrent deux actes qui reformèrent complètement l'ancienne organisation des bourgs municipaux de l'Écosse; quelques modifications y ont encore été apportées en 1852 et 1853.

Les bourgs écossais ont à pourvoir aux mêmes charges que ceux d'Angleterre, et y subviennent par diverses taxes, lorsque les revenus propres du bourg sont insuffisants à couvrir les dépenses. Ces taxes sont :

- I. La taxe de l'administration générale;
- II. La taxe générale pour divers services locaux;
- III. La taxe pour les égouts;
- IV. Les taxes privées.

Ces taxes reposent toutes sur les mêmes bases d'imposition et d'évaluation. Du reste, nous avons déjà eu occasion de dire que les rôles d'évaluation étaient, en Écosse, les

¹ L'Écosse renferme près de quatre-vingts localités ayant rang de bourg (*burgh*). Chaque bourg est administré par un conseil électif, composé d'un prévôt (*provost*), de baillis (*bailies*) et de conseillers. Le nombre des baillis et des conseillers varie suivant l'importance des bourgs. Dans quelques petits bourgs, il n'y a pas de prévôt, et les fonctions de ce magistrat sont remplies par le plus ancien bailli. Les bourgs les plus peuplés sont divisés en sections (*wards*).

mêmes pour toutes les taxes, quelle que soit d'ailleurs leur nature.

Les biens inoccupés ou non meublés pendant une année entière, les hôtels de ville, et les édifices publics, sont exempts des taxes, à l'exception de celles qui ont pour objet le remboursement des dépenses faites pour compte particulier. Des déductions d'impôts sont aussi accordées pour les biens inoccupés ou non meublés pendant six mois consécutifs.

Les occupants des biens imposés sont tenus au paiement des taxes ; mais le propriétaire ou tenancier est obligé de les acquitter directement, ou d'en laisser retenir le montant sur le loyer qui lui est dû, si les biens sont d'un revenu annuel de moins de cinq livres, ou s'ils sont loués pour moins de six mois.

Les rôles d'imposition sont publiés et soumis à l'inspection du public, et il doit être statué sur les réclamations avant la mise en recouvrement de la taxe.

Au besoin, le recouvrement est poursuivi par voie de saisie, et de vente des biens des retardataires, sur mandat d'un magistrat de police.

Les conseils des bourgs peuvent contracter des emprunts pour subvenir aux dépenses permanentes, telles que constructions, travaux. Pour le service de ces emprunts, il doit être prélevé annuellement 5 p. 100 des revenus imposables, sans que la quotité puisse dépasser 2 1/2 ou 1/2 schelling par livre, suivant qu'un service d'approvisionnement d'eau est ou n'est pas établi dans le bourg.

Nous allons passer maintenant, après ces préliminaires, à l'examen rapide des diverses taxes de bourg ¹.

¹ V. Rapport belge, 2^e édition, p. 303.

§ I. — Taxe d'administration générale.

Si les revenus propres du bourg ne suffisent pas aux besoins de l'administration générale, on peut imposer tous les occupants de biens d'un revenu de trois livres et au-dessus, jusqu'à concurrence de cinq pence par livre, au maximum, du revenu annuel de ces biens.

§ II. — Taxe générale (pour divers services locaux).

Les dépenses de la voirie, de la police, de l'éclairage, sont couvertes par une imposition générale (*general assesment*) atteignant les mêmes contribuables que la précédente, et les mêmes revenus. La quotité est la même. La somme éventuellement nécessaire au service des emprunts est ajoutée à cette taxe, et levée en même temps.

§ III. — Taxe des égouts.

Une taxe distincte de toute autre (*general sewer rate*) est levée pour l'entretien, le curage et les autres dépenses nécessaires, relatives aux égouts. Les intérêts et l'amortissement des emprunts, remboursables en trente années, et contractés pour la construction des égouts, sont en partie prélevés sur cette imposition. Les bourgs peuvent être divisés en districts, dont chacun est imposé séparément pour les dépenses qui le concernent.

Lorsque de nouveaux égouts doivent être établis, une taxe spéciale (*special sewer rate*) peut être imposée à tous les propriétaires des biens auxquels la dépense doit profiter, jusqu'à concurrence de 6 p. 100 du revenu de ces biens. Le produit de la taxe sert au remboursement des avances faites, dans un terme qui ne peut pas excéder trente années.

§ IV. — Taxes privées.

Lorsqu'en vertu des pouvoirs dont elle est investie, l'administration du bourg fait exécuter des travaux dont la dépense incombe à des particuliers, ceux-ci peuvent être frappés d'une taxe pour le remboursement des avances faites, jusqu'à concurrence d'un maximum de 6 p. 100 du revenu des biens que les dépenses concernent, et de manière que le remboursement ait lieu dans trente années.

Si l'administration fait construire d'office, à la charge de particuliers, des lieux d'aisance, fosses à cendre, puisards, la dépense est couverte par une taxe (*drainage rate*) levée sur les occupants des biens auxquels les travaux se rapportent, pendant six années consécutives; la quotité annuelle de la taxe doit être le cinquième de la dépense faite. L'occupant peut exercer son recours contre le propriétaire pour une partie de la taxe ¹.

¹ Rapport Belge, 2^e édition, p. 304.

ARTICLE 1.

TAXES DE LA CITÉ D'ÉDIMBOURG.

De même qu'à l'article des taxes de bourg d'Angleterre, nous avons ajouté un paragraphe spécial pour la cité de Londres, nous pensons qu'il ne sera pas sans intérêt de dire ici quelques mots sur les revenus de la cité d'Édimbourg.

Les comptes des recettes et des dépenses de cette cité se distinguent en trois parties principales :

- I. Le compte municipal proprement dit ;
- II. Le compte de la police ;
- III. Le compte de la commission du pavage.

§ I. — **Compte municipal.**

A ce compte figurent le produit des biens propres de la cité et les sommes levées au moyen de deux taxes particulières, dites *droit de commutation* et *droit d'octroi*.

1° *Droit de commutation* ¹.

Ce droit, établi en 1840, « consiste en une taxe de 1 penny ² sur toutes marchandises importées par charrette, camion, brouette, etc., ou à dos de cheval, de

¹ Nous extrayons ces renseignements du *Rapport belge*, p. 306, 307, 308.

² Nous ne savons si c'est sur un certain poids ou sur le nombre des colis que la taxe est assise.

mule, d'âne ou d'autres animaux de charge ; la quotité est de 2 pence pour les transports faits par chariots, wagons ou autres voitures à plus de deux roues. — Les fruits, légumes et autres produits agricoles, récoltés sur le territoire de la cité, et transportés aux marchés, sont passibles de la taxe, comme s'ils venaient du dehors. — Plusieurs catégories d'objets sont exempts, entre autres les charbons, les pierres, les briques, les tuiles, la chaux, etc., et les objets transportés par les voitures publiques ou privées, imposées à l'*assessed tax* au profit de l'État, et employées principalement au transport des personnes. Sont également exemptes les marchandises passant en transit par le territoire de la cité, sans qu'elles y soient déchargées ou offertes en vente, ainsi que celles qui sortent et reviennent le même jour et par les mêmes moyens de transport. — Le droit de commutation est perçu par des bureaux établis aux diverses issues du territoire de la cité. »

2° Droit d'octroi sur le bétail ¹.

Ce droit « a été établi par une loi de 1844 ; il atteint tous les animaux de race chevaline, bovine, ovine, porcine, introduits sur le territoire de la cité, sauf ceux qui passent directement en transit, sans être présentés aux marchés ou sans être offerts autrement en vente. Le droit se perçoit à l'entrée et à la sortie d'après un tarif ; les animaux présentés au marché un autre jour que celui de l'entrée, ou par d'autres personnes que celles qui les ont introduits et ont acquitté le droit, doivent de nouveau le droit d'entrée. La perception se fait, soit à l'entrée ou à la sortie de la ville, soit aux marchés.

¹ Voyez ce que nous avons dit plus haut dans le présent chapitre d'après une publication de 1834, sur un impôt de consommation à Edimbourg.

§ II. — Compte de l'administration de la police.

« L'administration de la police comprend, outre la sûreté publique, différents autres services, et notamment l'éclairage, le nettoyage et l'arrosage des rues, le service des immondices, la police des constructions, l'hygiène publique, etc. — Il est pourvu aux dépenses de cette administration au moyen d'un impôt sur les propriétés foncières, à raison du revenu constaté par les rôles d'évaluation. Une distinction est faite entre les revenus de 10 liv. st. et au-dessus, et ceux de moins de 10 liv. »

§ III. — Compte de la commission du pavage

« Deux impôts figurent dans ce compte :

- 1° une taxe directe sur le revenu des propriétés foncières ;
- 2° une taxe indirecte, nommée *causeway-mail*, sur les chevaux, voitures, charrettes, et autres moyens de transport.

La première ne diffère guère des autres taxes de même nature ; elle a pour base le revenu porté aux rôles d'évaluation, et elle est due par l'occupant des biens. »

Nous voyons qu'en résumé il se lève, à titres divers, cinq taxes à Édimbourg.

Pour l'année 1861-62, les droits de commutation et d'octroi ont produit 14,408 livres ; — la taxe de police, 60,881 livres ; — la taxe directe, 8,207 livres et la *causeway-mail*, 1,461 livres, plus quelques recettes accidentelles.

Si l'on ajoute à cela que la quotité de la taxe des pauvres, à Édimbourg, a été, cette même année, de 1 sh. 6 pence, on trouve un total de 3 sh. 9 $\frac{1}{4}$ pence par livre de revenu au dessus de 10 livres, soit 19 pour 100.

SECTION III.

IRLANDE.

PRÉLIMINAIRES.

Le pouvoir exécutif en Irlande est confié à un lord-lieutenant nommé par la reine, et dont les fonctions durent ordinairement cinq ans, à moins de changement de ministère.

Le lord-lieutenant a en Irlande les mêmes pouvoirs que la reine en Angleterre, et de plus même quelques pouvoirs extraordinaires que la couronne n'a point en Angleterre.

Le soin de l'administration du pays est dévolu plus directement à un secrétaire général qui fait partie de la Chambre des communes, et partage toujours la fortune du ministère britannique.

L'Irlande se divise en 4 provinces, et celles-ci forment 32 comtés qui se subdivisent eux-mêmes en 252 baronnies et 2,436 paroisses.

C'est depuis la conquête que les comtés ont été divisés en baronnies, et les paroisses ont été aussi subdivisées en *townlands*; mais la baronnie n'est qu'un morcellement administratif du comté, comme le *townland* n'est qu'un fractionnement de la paroisse; il n'y a de pouvoirs politiques que dans l'État, les comtés, les bourgs municipaux et les paroisses.

Aussi n'aurons-nous à examiner, dans le cours de cette étude, que les taxes de paroisse, de comté et de bourg,

division qui, comme nous l'avons vu, s'applique aussi à l'Angleterre et à l'Écosse.

Disons auparavant d'une manière générale que les pouvoirs paroissiaux, si étendus en Angleterre, sont beaucoup moindres en Irlande, comme il sera facile de le voir, lorsque nous parlerons de chaque taxe en particulier.

Observons aussi que nous ne trouverons pas en Irlande les taxes d'Église (*Church rates*). Levées autrefois par la population protestante pour les besoins de son culte, sur un ensemble de contribuables en majorité catholiques, elles ont été abolies en 1833, par les whigs ¹.

¹ De Beaumont : *l'Irlande*, etc., t. II, p. 243, 301 et ailleurs.

ARTICLE I.

TAXES DE PAROISSE ¹.

Ces taxes sont :

- I. La taxe des pauvres ;
- II. La taxe d'émigration ;
- III. La taxe de paroisse ;
- IV. La taxe pour les enfants abandonnés.

§ I. — Taxe des pauvres.

L'origine de la législation des pauvres, en Irlande, remonte à 1838. Ce n'est qu'à cette époque qu'une taxe commença à être levée pour secourir la misère publique. Mais cette taxe, quelque considérable qu'elle fût, ne pouvait subvenir aux besoins de la multitude des pauvres irlandais.

Aussi s'est-on attaché à restreindre le nombre des pauvres secourus, en ne conférant pas au pauvre irlandais le droit strict à l'assistance, et en mettant à la distribution des secours des conditions qui la rendent peu désirable. Nous avons vu qu'en Angleterre et en Écosse, le pauvre pouvait se faire accorder des secours judiciairement ; rien de semblable n'existe en Irlande : le pauvre que l'on n'assiste pas ne possède aucun moyen coercitif pour se faire accorder ce

¹ La paroisse est l'unité ecclésiastique ; ses intérêts spéciaux étaient autrefois entre les mains de la *vestry*, dont il était nécessaire que les membres fussent anglicans ; mais aujourd'hui la *vestry* n'existe plus ; les pouvoirs de la paroisse sont dévolus presque totalement aux grands jurys.

dont il a besoin. « On a établi en Irlande, dit M. G. de Beaumont, la charité publique, mais non la charité légale ¹. »

L'administration générale des pauvres est placée sous la haute direction d'une commission composée de 5 membres siégeant à Dublin, et nommés par le gouvernement.

L'unité administrative, pour le soin des pauvres, n'est pas la paroisse, comme en Angleterre et en Écosse, mais l'*union* ².

Chaque union est partagée en divisions électorales, qui ont ici le même rôle que la paroisse dans l'organisation anglaise.

L'administration locale est confiée dans chaque union aux maîtres des pauvres, nommés par les contribuables.

La charité publique procède par deux moyens : les secours à domicile, et dans l'entretien dans les *workhouses* ³.

Le secours obtenu par un pauvre, soit dans le *workhouse*, soit à domicile, est à la charge de la circonscription électorale où il a demeuré le plus longtemps dans le cours de trois années avant la date à laquelle il réclame assistance ; toutefois, s'il n'a pas demeuré habituellement au moins douze mois, pendant cette période triennale, dans la même division électorale, la dépense doit être supportée par toute l'union.

Tous les ressorts électoraux d'une union peuvent se réunir, afin de rendre leurs charges communes à l'union entière.

Dans chaque union, les maîtres des pauvres établissent

¹ L'Irlande, etc., 2^e édition, t. II, p. 147.

² L'union est généralement formée d'une ville et des districts environnants, et la circonscription en est tracée sans égard aux limites des comtés ou des baronnies, mais de manière à ne pas scinder des paroisses ou *townlands*.

³ « En Angleterre, les pauvres sont secourus à domicile dans les proportions de 6 sur 7 ; en Écosse, de 19 sur 20 ; en Irlande, de 1 sur 30. » De Beaumont, *Notice sur l'état présent de l'Irlande*, en tête de la 7^e édition de son ouvrage sur l'Irlande.

une taxe (*poor rate*) pour subvenir aux dépenses de leur administration.

La taxe est répartie : 1° sur toute l'union, lorsque le taux pour cent est uniforme dans toute l'union ; 2° sur chaque division électorale séparément, lorsque le taux de la taxe n'est pas le même pour l'union entière. Dans l'un et l'autre cas, la perception se fait par division électorale, et le produit constitue un fonds distinct, de la réalisation duquel les maîtres des pauvres du ressort sont responsables.

Les propriétés imposables à la taxe sont : 1° toutes terres et bâtiments ; 2° les mines ouvertes depuis plus de sept ans ; 3° les communaux (*commons*) et droits de communaux, ainsi que tous les autres profits de terre ; 4° les droits de pêche ; 5° les canaux, voies navigables et droits de navigation ; 6° les droits de chemins ou passages et autres droits ou servitudes foncières et les péages qui en dérivent ; 7° tous autres péages.

Sont exemptes les propriétés ci-après : 1° les tourbières servant uniquement à fournir du combustible ou de l'engrais, à moins qu'elles ne donnent une rente ou revenu ; 2° les églises, chapelles et autres édifices exclusivement consacrés au culte ou à l'éducation des pauvres ; 3° les cimetières ; 4° les infirmeries, hôpitaux, hospices, écoles de charité et d'autres édifices ayant exclusivement une destination charitable ; 5° toutes constructions, terres ou héritages consacrés et servant à un objet d'intérêt public.

La taxe est basée sur le revenu que les biens sont susceptibles de produire, année commune, déduction faite des frais de réparation, assurances et autres dépenses, et de tous les droits, taxes et charges publiques, les dîmes exceptées ¹. Les

¹ G. de Beaumont assure, dans sa *Notice sur l'état présent de l'Irlande*, qu'à l'époque de la famine qui désolait ce pays, la taxe des pauvres excédait, dans certaines paroisses, le produit de la terre. V. *Notice précitée*.

compagnies exploitant des chemins de fer, des canaux ou d'autres voies de communication, doivent tenir un compte exact de leurs recettes et de leurs dépenses, pour servir à l'établissement de leur quote part dans la taxe.

Les commissaires de la loi des pauvres et les maîtres des pauvres font opérer l'évaluation du revenu annuel des propriétés imposables. Ces évaluations sont révisées chaque fois que les commissaires de la loi des pauvres le jugent nécessaire, et ils désignent alors ou font désigner par les maîtres des pauvres de l'union les experts chargés de la révision. Les frais des évaluations sont couverts par la taxe des pauvres ou par une taxe spéciale levée pour cet objet. Avant de répartir la taxe d'après les nouvelles évaluations, les maîtres des pauvres les publient, afin que les contribuables puissent se pourvoir en réclamation.

Les rôles de répartition sont rendus exécutoires par deux juges de paix, et publiés, comme les évaluations, avant d'être mis en recouvrement.

Les taxes sont dues par l'occupant de la propriété imposée. Toutefois, l'occupant d'un bien d'une valeur annuelle au-dessous de 4 livres dans les comtés, et au-dessous de 8 livres dans les bourgs, est exempt, s'il n'en est en même temps le propriétaire ; pour ces petites propriétés, les taxes sont payées par le bailleur immédiat (*immediat lessor*), et les maîtres des pauvres ont la faculté de réduire l'imposition de 10 p. 100 au *maximum*. Les occupants ont le droit de déduire la moitié de leurs cotisations du loyer éventuellement dû par eux aux propriétaires.

Les juges de paix statuent sur les réclamations en matière de taxe des pauvres. Les cotisations doivent être payées, nonobstant les réclamations.

La perception est faite par les collecteurs de la taxe de comté (*county cess*), admis à cet effet par les commissaires

de la loi des pauvres, et ayant fourni la caution prescrite, ou bien par tout autre agent de l'union désigné par les maîtres des pauvres, sous l'approbation des commissaires, si le collecteur de la taxe de comté refuse de se charger du recouvrement ou de donner caution suffisante.

Si, dans les deux mois de la mise en recouvrement des rôles, les contribuables ne se sont pas libérés, les maîtres des pauvres peuvent faire procéder à la saisie et à la vente des biens des retardataires.

Le collecteur ne tient compte que du montant des cotes acquittées ou recouvrables; les cotes irrecouvrables sont réimposées dans le rôle subséquent sur tous les contribuables.

Ajoutons ici que les maîtres des pauvres sont aussi chargés de l'administration des cimetières, et qu'ils peuvent, à cet effet, faire des emprunts ou lever des taxes, d'après les mêmes règles que pour la taxe des pauvres.

§ II. — Taxe d'émigration.

Une taxe spéciale peut être levée, dans chaque union ou division électorale, pour faciliter l'émigration des pauvres du ressort. Sa quotité ne peut dépasser par année certaine proportion du revenu des propriétés imposables à la taxe des pauvres. Des emprunts peuvent être faits pour le même objet, à la charge de la taxe ¹.

¹ Voir ce que nous avons dit plus haut (p. 98) des mesures adoptées aussi en Angleterre pour l'émigration, et les textes cités relativement à l'Irlande. Le lien de cette taxe d'émigration avec la taxe des pauvres semble être fort étroit. On lit ce qui suit dans l'acte de 1849, le plus récent de ceux que nous avons cités :

« With consent of the commissioners the rates may be applied, or Loans may be raised on the security of the rates, for defraying the expenses of emigration; but vice-guardian sars not or apply or borrow without the consent of the rate-fayers, and the amount borrowed is in no case to exceed 11 s. 8 d., in the pound of the yearly value of the rateable property chargeable with the same. The money borrowed is to be applied under direction of the commissioners in defraying the

§ III. — Taxe de paroisse.

La taxe de paroisse est levée dans le but de subvenir aux dépenses paroissiales, remboursements et honoraires à ceux qui sont chargés de fonctions publiques dans la paroisse. Elle est due par tous les occupants, qu'ils résident ou non dans la paroisse. Elle est imposée à peu près sur les mêmes propriétés que la taxe des pauvres, sauf les différences suivantes, qui lui sont communes avec la taxe de comté, dont nous aurons à parler tout à l'heure.

Ne sont pas soumis à la taxe de paroisse les mines, les tourbières, les droits de pêche, les canaux, les droits de navigation, les droits de passage et autres servitudes foncières, et les péages de toute espèce. Toutes les autres natures de propriétés, sus-mentionnées en ce qui concerne la taxe des pauvres, sont sujettes à la taxe de paroisse.

Après le vote de la vestry, un avis indiquant le montant de la taxe et le nom des répartiteurs doit être publié par affiches. Dans les quinze jours, chaque habitant peut se pourvoir contre l'imposition projetée, devant la session générale des juges de paix. Après un nouveau délai de quinze jours, ou immédiatement après la décision de l'assemblée des juges de paix, s'il y a appel, les répartiteurs désignés procèdent à la répartition de la taxe entre les contribuables.

Le rôle est ensuite soumis à l'approbation de la vestry, convoquée à cet effet. Si des réclamations surgissent, la vestry, à la majorité des voix, peut amender la répartition, puis le rôle est signé par le président de l'assemblée. Dans les dix jours, la répartition peut encore être attaquée, en appel,

expenses connected with emigration to the british colonies of poor persons resident wither the union or electoral division, on the rates whereof the same shall have been respectively charged. »

devant les juges de paix, dans leur première session générale.

§ IV. — Taxe pour les enfants abandonnés.

La loi met à la charge des paroisses l'entretien et l'éducation des enfants abandonnés ou exposés sur le territoire de la paroisse ; mais la dépense ne peut excéder 5 livres annuellement par enfant. Ce service est confié à des inspecteurs (*overseers*) choisis chaque année par les habitants convoqués en vestry. Si la vestry refuse d'agir, les inspecteurs sont nommés par le ministre ou le pasteur de la paroisse. Ces agents déterminent le chiffre de l'impôt, en font opérer la perception et en appliquent le produit. On ne perçoit plus que très-rarement la taxe pour les enfants abandonnés ; on y supplée généralement par la taxe de paroisse ou par la taxe de comté.

ARTICLE 2.

TAXE DE COMTÉ ¹.

L'administration des comtés, confiée en Angleterre aux juges de paix réunis en session générale ou trimestrielle, en Écosse aux commissaires des subsides, appartient en Irlande aux grands jurys assemblés sous la présidence d'un juge des cours supérieures de Dublin. ²

Les dépenses qui incombent aux comtés, et auxquelles les grands jurys ont à pourvoir par leur vote, comprennent : 1° les travaux de construction ou d'entretien des routes, ponts, aqueducs, quais;... 2° les frais divers qu'occasionnent la réunion des cours de justice et l'entretien des locaux;... 3° les frais que nécessitent les enquêtes des *coroners*; 4° des indemnités diverses;... 5° les frais de prison; 6° ceux des constables spéciaux et extraordinaires³; 7° l'entretien des

¹ Le comté irlandais a à sa tête le shérif, comme en Angleterre et en Écosse.

² Le *grand jury* se compose de 23 personnes, à la nomination du shérif du comté, et choisies dans chaque baronnie parmi les plus riches. Le grand jury dirige les affaires du comté comme corps administratif. Il tient ses séances deux fois l'an avec les assises dont il dépend, et il est placé, même pour ses fonctions administratives, sous le contrôle et sous la tutelle du juge d'assises, dont l'approbation est nécessaire à la plupart de ses actes. Le grand jury est installé et dissous par le juge de circuit. Ses attributions financières sont plus étendues que celles des juges de paix d'Angleterre.

³ En Angleterre, la police est surtout répressive; gardienne des personnes et des propriétés, elle est considérée comme une véritable magistrature. Le peuple l'aime et la respecte partout. En Irlande, la police a un tout autre caractère; elle présente quelque analogie avec notre gendarmerie. L'organisation actuelle a pour base un acte de 1836, qui a substitué une force unique (*constabulary force*); sous la direction immédiate du gouvernement, aux divers corps qui dépendaient anté-

asiles pour les aliénés pauvres; 8° les subsides aux hôpitaux; 9° les enfants abandonnés; 10° le service des poids et mesures; 11° les dépôts et magasins de la milice; 12° la dette des comtés; 13° l'évaluation des biens pour l'imposition des taxes et dépenses d'administration; 14° les traitements et pensions des divers fonctionnaires et agents salariés du comté.

De ces divers services, plusieurs forment, en Angleterre et en Écosse, l'objet de taxes distinctes dont nous avons parlé. En Irlande, on subvient aux dépenses de tous ces services par une seule et unique taxe, la *taxe générale de comté*.

Le trésorier du comté adresse aux collecteurs des baronnies un mandat de recouvrement indiquant les sommes à percevoir dans les diverses subdivisions de chaque baronnie.

Les ressorts auxquels l'impôt est demandé varient suivant la nature de la dépense qu'il doit couvrir. Ainsi, les dépenses générales sont imposées sur l'ensemble du comté. Lorsqu'il s'agit, au contraire, de la réparation de routes, de ponts ou d'autres travaux publics qui intéressent seulement une baronnie, la somme est levée exclusivement dans cette baronnie. Les mandats de perception émis par le trésorier du comté sur les collecteurs des baronnies, indiquent si la taxe est générale et particulière.

Après la réception du mandat du trésorier, le collecteur envoie, dans chaque paroisse ou autre subdivision de la ba-

rieurement des autorités locales. Comme l'entretien de l'ancienne police était défrayé moitié par les comtés, moitié par l'État, le même principe fut admis par l'acte de 1836; mais en 1846, les comtés ont été déchargés de toute intervention dans la dépense, de telle sorte que la force constabulaire est aujourd'hui à la charge exclusive de l'État; il n'y a d'exception à cette règle que pour le cas où des agents extraordinaires doivent être institués dans les comtés en état de trouble et d'agitation. — La force constabulaire étend son action à toute l'Irlande, sauf le district de Dublin, qui possède une police à part.

ronnie, un état indiquant la somme qui lui incombe. Cet envoi est fait aux marguilliers (*church wardens*) ou à toute autre autorité appelée à convoquer les habitants pour nommer les répartiteurs. Le contingent de la localité est réparti par ces derniers suivant le revenu annuel des propriétés imposables qu'elle renferme. Avant de commencer leurs opérations, les répartiteurs doivent prêter serment devant un juge de paix de comté.

Une expertise générale, avec matrice et cartes de toutes les propriétés soumises à la taxe de comté en Irlande, a été faite en vertu d'un acte de 1836¹. Cette sorte de cadastre sert de base à la répartition de l'impôt à faire par le trésorier entre les baronnies, paroisses, etc.; on le suit également pour la répartition entre les contribuables, mais sans que les répartiteurs soient tenus de s'y conformer strictement. Les maisons d'une rente annuelle inférieure à 5 livres ne figurent pas au cadastre et sont exemptes de la taxe. Les autres bâtiments ne sont évalués qu'à raison des $\frac{2}{3}$ de leur revenu annuel.

Les propriétés soumises à la taxe de comté sont à peu près les mêmes que celles qui sont sujettes à la taxe des pauvres. Les biens ayant une destination publique ou charitable sont exempts; ils doivent néanmoins être expertisés, et leur valeur annuelle est déduite de la valeur totale des propriétés comprises dans le cadastre.

Les biens assujettis à la taxe des pauvres, qui n'entrent pas dans les évaluations pour la taxe de comté, sont : les mines, tourbières, droits de pêche, canaux et droits de navigation, droits de passage et autres servitudes foncières, et péages de toute espèce.

La taxe est due par les occupants des biens imposés. Lors-

¹ 6 et 7, Guillaume IV, chap. LXXXIV.

que la répartition en est faite dans la paroisse, les répartiteurs transmettent le rôle au collecteur dans les trente jours; s'ils ne le font pas, on suit la répartition précédente. Le payement doit être opéré par celui qui occupe la propriété au moment du recouvrement, et non par celui qui l'occupait au moment où le taxe a été imposée. Les rôles sont rendus exécutoires par deux juges de paix et publiés par affiches.

La perception est confiée à des collecteurs nommés par le grand jury; il y en a un par baronnie. Le collecteur est tenu de lever la somme indiquée dans le mandat du trésorier du comté et d'en verser le montant entre les mains de cet agent, deux jours avant l'ouverture de la session subséquente. Il peut poursuivre le recouvrement par voie de saisie et de vente des biens des retardataires. Les cotes irrecevables sont réimposées aux rôles subséquents des baronnies, paroisses, etc., qu'elles concernent.

Les collecteurs fournissent caution.

ARTICLE 3.

TAXES DE BOURG.

Les bourgs irlandais peuvent se diviser en trois grandes catégories.

Les bourgs de la première catégorie ne sont qu'au nombre de 10; mais leur nombre peut s'étendre, au gré du gouvernement : ce sont ceux qui ont conservé la corporation municipale.

Les bourgs de la seconde catégorie sont ceux dont l'administration est confiée à des commissaires municipaux, ou, dans les localités ayant une commission locale chargée de l'éclairage, de la voirie etc.,... aux membres de cette commission.

Les bourgs de la troisième catégorie sont ceux qui, tout en conservant le nom de bourg, ont été par des actes récents ramenés à l'administration paroissiale, et dont les intérêts sont confiés aux maîtres des pauvres.

Les propriétés particulières des bourgs ne peuvent être aliénées ni louées pour plus de trente ans sans l'autorisation des commissaires de la trésorerie.

Comme en Angleterre, le système financier des bourgs, en dehors de leurs revenus propres, est fondé à la fois sur la perception de taxes directes et indirectes, et sur l'exploitation de certains services publics.

Les taxes indirectes n'ont qu'une importance très-secondaire ; elles consistent en droits sur les voitures de place, en

licences pour l'exercice de certaines professions, et en droits de ports dans les villes maritimes.

Les services publics ont pour objet l'exploitation des marchés, des abattoirs, des services d'eau, etc....

Quant aux taxes directes, elles se résument dans les deux suivantes :

I. La taxe générale de bourg ;

II. La taxe dite *générale* pour des services spéciaux.

Nous consacrerons ensuite un article distinct à l'étude des différentes taxes que Dublin, qui est à la fois cité, bourg et comté, lève pour faire face à ses dépenses.

§ I. — Taxe générale de bourg.

Cette taxe est due par les mêmes contribuables et pour les mêmes propriétés que la taxe des pauvres : elle n'en diffère que par le nom. Tout contribuable a néanmoins la faculté de se pourvoir contre l'estimation de la valeur annuelle imposable de ses biens, devant le *recorder* qui statue en dernier ressort.

§ II. — Taxe générale (pour des services spéciaux).

Par suite de statuts récents, la police, l'éclairage, ... des bourgs sont placés entre les mains de commissions locales, qui, pour pourvoir aux dépenses diverses que nécessitent leurs travaux, imposent une taxe générale (*general assessment*). Cette taxe remplace toutes les taxes d'égouts, d'éclairage, de police, d'eau, etc., dont nous avons eu à parler pour l'Angleterre.

Le taux de la taxe ne peut dépasser 1 $\frac{1}{2}$ shelling du revenu imposable à la taxe des pauvres, dans les localités où les habitants ne sont pas approvisionnés d'eau par les soins de l'autorité.

Les commissaires peuvent contracter des emprunts, sous l'approbation du lord-lieutenant. Pour en couvrir l'intérêt et l'amortissement, ils doivent ajouter à la taxe ordinaire un supplément de 5 p. 100 des sommes empruntées ; mais ce supplément ne peut dépasser la proportion de $4 \frac{1}{4}$ schelling du revenu imposable, en sus du taux fixé pour la taxe elle-même.

Tous les occupants des biens imposés à la taxe des pauvres sont soumis à la taxe générale.

Les terres arables, prairies, bois, jardins maraîchers et pépinières, les terrains couverts d'eau, les canaux et chemins de halage, et les chemins de fer servant à des transports publics, ne sont imposés qu'à raison du quart du revenu net annuel du sol.

Les biens improductifs pour leurs locataires ou propriétaires au moment de la répartition de la taxe, sont exempts pour la période pendant laquelle dure l'improductivité où l'inoccupation.

Le bailleur immédiat est imposé pour les biens d'un revenu inférieur à 4 livres, à moins que l'occupant ne demande à l'être lui-même. Le recouvrement à charge du bailleur se poursuit au besoin par action personnelle, ou bien le paiement peut être exigé de l'occupant, qui est autorisé dans ce cas à prélever le montant de la taxe sur le prix de son loyer.

Le rôle de répartition est dressé chaque année d'après les évaluations admises pour la taxe des pauvres ; il reste soumis pendant quelques jours à l'inspection du public. Après que les erreurs ont été redressées, et qu'il a été statué sur les réclamations, ce rôle est définitivement arrêté et remis au collecteur.

Le recouvrement s'opère au besoin par voie de saisie et de vente des biens. Les cotes irrecevables sont reimposées au rôle subséquent.

Indépendamment de la taxe générale et de la taxe supplémentaire pour les emprunts, on perçoit des taxes spéciales (*private assessments*) imposées du chef des travaux faits pour le compte des particuliers ; elles ne sont dues que par les personnes intéressées à ces travaux.

Ces deux taxes n'existent pas seulement dans les bourgs, elles existent encore dans d'autres localités populeuses ; mais nous avons cru devoir les ranger à l'article des taxes de bourg, parce qu'elles paraissent être levées dans tous les bourgs, tandis que, si nous les avions rangées à la suite des taxes de paroisse, nous aurions alors parlé de taxes ne s'étendant pas à la généralité des paroisses, mais à un petit nombre seulement.

ARTICLE 2.

TAXES DE LA CITÉ DE DUBLIN.

Dublin étant à la fois un bourg municipal et ayant titre et rang de comté, a une organisation séparée. Cette ville a sa police particulière, distincte de la police constabulaire, et possède un système de distribution d'eau appartenant à la municipalité, etc.

Pour subvenir aux diverses dépenses, fonds municipal (*borough fund*), fonds d'amélioration (*improvement fund*), dépenses des égouts de district (*district sewer*), allocations pour le comté (*presentments*), on prélève différentes taxes, au nombre de sept, à savoir :

- 1° Taxe d'amélioration (*improvement rate*) ;
- 2° — pour les aqueducs et égouts (*sewers' rate*) ;
- 3° — de comté (*grand jury cess*) ;
- 4° — de police (*police tax*) ;
- 5° — des pauvres (*poor rate*) ;
- 6° — pour l'eau (*public water rate*) ;
- 7° — de paroisse (*parish cess*).

La *taxe d'amélioration* est basée sur le revenu de toutes les propriétés foncières soumises à la taxe des pauvres, mais certains biens non imposés à cette taxe, le sont à raison de la superficie. Sont seuls exempts les édifices du culte, ceux qui servent à un objet charitable, et ceux qui sont occupés par des associations scientifiques et littéraires. L'impôt ne peut dépasser 2 schellings par livre ; il est dû par l'occu-

pant, sauf pour les propriétés au-dessous de 8 livres de revenu. Cette taxe subvient aux dépenses de la voirie, de l'éclairage public, de l'hygiène publique, des marchés, etc.

La *taxe des aqueducs et égouts* atteint les mêmes revenus et les mêmes propriétés que la taxe d'amélioration. Son nom dit dans quel but on la prélève. Son maximum est fixé à 4 pence par livre.

La taxe dite *grand jury cess* ne diffère de la taxe de comté (*county cess*) qu'en ce qu'elle est, malgré son nom, établie par le conseil municipal, au lieu de l'être par le grand jury comme dans les autres comtés.

La taxe de *police métropolitaine* est basée sur les mêmes revenus que la taxe des pauvres, et elle atteint les mêmes contribuables.

La taxe *pour l'eau* est graduée suivant un tarif, et la taxe de *paroisse* varie d'une paroisse à l'autre. On peut estimer ces deux taxes réunies à 4 schelling au moins en moyenne par livre; de manière que la charge des taxes locales à Dublin équivaut à 6 schellings, 7 pence par livre, soit 30 p. 100 environ du revenu imposable ¹.

¹ V. le Rapport belge, 2^e édition, p. 374.

SECTION IV.

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES.

ARTICLE 1.

PRODUIT DES TAXES LOCALES DANS LE ROYAUME-UNI.

D'après Bailly, les sommes levées au moyen des taxes des comtés en Angleterre, ont suivi une marche ascendante jusqu'en 1834, époque où une commission du Parlement établit ces taxes sur de nouvelles bases. Des relevés fournis à cette commission par les trésoriers des comtés de l'Angleterre et du pays de Galles, il résulte que la somme que ces comptables étaient appelés à recueillir, inférieure à huit millions de francs en 1792, atteignait ce chiffre en 1803.

Portée en 1813 à	12,750,000 fr.
Elle s'est élevée en 1833 à	19,586,000

On voit par là qu'elle avait plus que doublé. Et si, du rapprochement de l'impôt en masse, on descend à la comparaison par comté, on trouve certaines circonscriptions où l'évaluation, comparativement avec 1793, était dans le rapport de 6 et même de 7 à 1.

Le tableau suivant, dressé par Bailly, donne cette progression de 1793 à 1833, pour chaque dépense principale :

NATURE des DEPENSES.	SOMMES PAYÉES		DIFFÉRENCE		PROPORTION pour cent	
	en 1792.	en 1833.	EN PLUS.	EN MOINS.	de l'aug- menta- tion.	de la diminution.
Ponts.....	1,056,000	1,863,000	807,000	"	"	"
Prisons, maisons de correc- tion et édifices publics....	2,308,000	4,431,000	2,123,000	"	92	"
Nourriture et entretien des détenus.....	1,145,000	3,482,000	2,037,000	"	178	"
Vagabonds.....	420,000	718,000	298,000	"	70	"
Frais de poursuite et de pro- cédure.....	855,000	3,028,000	3,073,000	"	359	"
Dépenses de la lieutenance et de la milice du comté.....	421,000	53,000	"	371,000	"	87
Constables.....	47,000	667,000	650,000	"	3,821	"
Coroners.....	210,000	381,000	177,000	"	87	"
Mémoires d'ouvriers et autres.....	225,000	778,000	553,000	"	216	"
Traitement du trésorier, de l'ingénieur des ponts et de l'inspecteur des routes, etc.	408,000	1,285,000	877,000	"	215	"
Dépenses accidentelles.....	436,000	823,000	387,000	"	88	"
Dépenses diverses, frais d'im- pression.....	397,000	1,477,000	1,080,000	"	272	"
	7,895,000	19,586,000	12,062,000	371,000		
Augmentation totale.....			41,694,000 fr.		148 p. %.	

Un accroissement si considérable n'avait pas été sans exciter des plaintes, et, dès 1830, on dut chercher à y porter remède. Des comités, chargés de la haute surveillance de l'administration, des dépenses et des recettes, furent institués dans chaque comté. Cette institution a porté d'heureux fruits, surtout au point de vue de la comptabilité et de l'affectation rigoureuse des taxes aux dépenses auxquelles elles étaient destinées ¹, mais elle n'a pas empêché l'augmentation progressive des charges du comté.

¹ Ainsi, dans l'arrondissement ouest du comté d'York, la surveillance du comité établi en 1831 a procuré une réduction de taxe de 100,000 fr. sur une contribution de 1,100,000 fr. Une diminution plus notable encore a été due, dans le Devonshire, aux soins du comité qui y a été institué en 1828. La contribution qui, à cette époque, s'élevait à 500,000 fr. non compris 100,000 fr. employés en constructions nouvelles, a été réduite, pour chacune des années 1832 et 1833, à 375,000 fr.

Ces dégrèvements rapides s'expliquent par suite d'une surveillance plus grande dans les comptes, qui étaient livrés à une confusion déplorable, et de l'interdi-

En 1837 ¹, les taxes de comté ont produit une somme de 1,157,254 livres, c'est-à-dire 28,931,350 francs.

D'où il résulte que la quotité des taxes perçues varie de $\frac{1}{3}$ penny à 7 pence par livre du revenu imposable, lequel est évalué à 64,902,769 livres.

En Écosse, Bailly évaluait les taxes de comté à 9,000 livres environ pour 1834; nous ne trouvons à ce sujet aucuns renseignements dans le rapport belge.

En Irlande, d'après Bailly, les taxes des comtés ont subi la progression suivante :

En 1790.	161,440 liv.
1800.	277,480
1810.	632,680
1820.	822,160
1829.	860,000
1833.	982,200

Cette progression ne s'est pas arrêtée là. En 1857, les taxes de comté ont donné 1,045,131 livres (un peu plus de 26 millions de francs) ².

Si maintenant nous passons des taxes de comté aux taxes de paroisse, nous trouvons, dans le rapport anglais de 1843, le tableau suivant des sommes qu'ont produites, à différentes années, les taxes principales d'Angleterre :

tion des épices et émoluments que s'attribuaient les greffiers et les autres agents chargés de la perception et de la dépense de la taxe. Les relevés fournis au comité d'enquête de 1833, par 58 des greffiers de paix de l'Angleterre et du pays de Galles, et que plusieurs greffiers ont déclaré n'avoir été établis qu'approximativement, portent le montant des épices ou émoluments touchés par ces officiers :

Pour 1831 à.....	1,142,500 fr.
1832.....	1,325,000
1833.....	1,390,000

Ainsi de la première à la dernière de ces trois années, et de l'aveu des officiers qui ne sont pas intéressés à grossir leurs perceptions, l'augmentation avouée a été de 21 p. 100.

Un membre de la chambre des Communes a prouvé que les profits d'une année pour un greffier s'étaient élevés à plus de 75,000 fr.

¹ V. Rapport belge, p. 405.

² *Ib.*, p. 426.

TAXES.	SOMMES LES PLUS ÉLEVÉES			DERNIÈRES SOMMES			REVENU annuel de la propriété réelle, 1811.	TAXE par livre sterling d'après le dernier rapport	
		perçues.	dépensées		perçues.	dépensées.		percept.	dépense.
		L.	L.		L.	L.		s. d.	s. d.
Poor's Rate...	1818	6,320,000	7,870,801	1842	6,832,600	8,481,083	62,540,030	2 1 1/4	1 8
Highway Rate.	de 1811 à 1813	1,407,200 1	1,407,200	1839	1,160,881	1,169,891	"	0 4 1/2	0 4 1/2
Church Rate...	1839	663,814	640,884	1839	606,812	480,602	"	0 2	0 1 2/5
			Total....		8,399,535	9,369,334	"	2 7 1/2	2 8

Entre les données du rapport anglais sur les années 1818 et 1842 pour la taxe des pauvres, il convient de constater avec Bailly, qu'en 1834 la taxe a été de 6,576,000 liv. ;

En 1835, de 5,729,000 liv. ;

En 1836, de 4,892,000 liv. On voit une grande diminution depuis 1818, année du produit le plus fort, jusqu'à 1836, et un accroissement sensible de 1836 à 1842.

Outre la taxe, les fondations charitables donnaient en 1836, 983,000 liv.

Bailly ajoutait donc avec raison qu'en réunissant les sommes obtenues par les fondations et les impositions, on trouvait pour les dépenses connues du paupérisme, dans l'Angleterre seule, un chiffre approchant de huit millions de livres (200 millions de francs).

Dans les 10 années qui ont suivi 1842, M. Gneist donne, pour le produit de la taxe des pauvres, les chiffres suivants que nous déduisons des nombres de thalers dans lesquels il a converti lui-même ses renseignements.

1843.	4,545,187 livres sterling.
1844.	4,342,772 " "

¹ On n'a rien qui justifie ce chiffre, mais il n'a pu être moindre que celui de la dépense à laquelle il fait face.

1845.	6,143,741	livres sterling.
1846.	4,323,669	» »
1847.	4,624,381	» »
1848.	5,394,086	» »
1849.	5,055,676	» »
1850.	4,709,860 ¹	» »
1851.	4,331,087	» »
1852.	4,274,343 ²	» »

En 1860-61, la taxe des pauvres a produit, suivant le rapport belge, une somme de 8,252,168 liv., dont 1,348,208 liv. pour Londres. En 1860-61, on a secouru, à divers titres, 945,418 individus, ce qui fait un peu moins du 225^e de la population totale. La contribution pour chaque habitant peut être évaluée à 5 sch. 9 deniers, et par livre de revenu imposable à 1 $\frac{1}{4}$ schell.

En Écosse, du temps de Bailly, la taxe des pauvres produisait environ 50,000 liv; en 1860-61, elle a produit 684,354 liv.; ce qui porte la moyenne de la taxe pour cette année à 5 liv., 6 sch. 1 $\frac{1}{4}$ penny par 100 liv. de revenu imposable, et à environ 4 sch. 4 pence par habitant; ce qui est moindre qu'en Angleterre de plus d'un schelling par tête.

En Irlande, la taxe des pauvres produisait, en 1834, environ 80,000 livres; elle est montée, en 1860-61, à 603,077 liv., somme bien inférieure à celle qui a été levée en Angleterre (le 12^e seulement).

Venons maintenant à la *taxe des routes*. Cette taxe a produit, en Angleterre, d'après le rapport belge, 2,168,816 liv. pour 1856-57.

¹ M. de Franqueville, dans son ouvrage sur les Institutions politiques de l'Angleterre, p. 594, cite des chiffres généralement supérieurs, pour les mêmes années et aussi pour les suivantes, par exemple 6,077,952 l. pour 1862.

² M. Gneist (page 482) donne un tableau du rapport, en 1850, de la taxe des pauvres avec les revenus atteints, d'où il résulte que, dans 23 localités, la taxe ne dépasse pas 5/18 p. cent; dans 3,327 localités elle est de 2 1/2 à 5 pour cent; dans une localité elle s'élève de 65 à 70 p. cent. Dans les paroisses de la capitale, l'impôt variait, dit-il, de 1/4 à 40 p. cent.

En Écosse et en Irlande, la taxe des routes rentre dans les taxes de comté. Nous pouvons dire seulement avec Bailly qu'en 1835, elle s'élevait, en Écosse, à 37,600 livres ¹.

Nous trouvons dans un article du *Times*, donnant l'analyse du compte rendu annuel des taxes locales pour l'exercice finissant à Pâques 1862, publié par le ministère de l'intérieur (*home office*), les renseignements suivants :

Pour la *taxe des églises*, il a été perçu 182,928 liv., et 19,979 liv. au moyen de la taxe de construction des églises; en tout 232,907 liv.; en outre 50,949 liv. ont été obtenues par rentes, amendes et aumônes. La recette totale a donc été de 283,856 livres, soit 7,096,400 fr. Dans le courant de l'année, 12,644 liv. ont été empruntées. Les paiements ont compris 129,245 liv. pour l'entretien du culte public; 68,378 liv. pour les réparations ordinaires des églises et des cimetières; et 42,767 liv. pour frais extraordinaires de constructions et d'améliorations. Les intérêts payés pour la dette (*bonded debt*) sont montés à 9,877 liv., et la dette a été remboursée jusqu'à concurrence de 19,016 liv. D'autres paiements ont porté les dépenses des bureaux des marguilliers (*church wardens*) à 330,645 liv., et doivent avoir à peu près épuisé le solde en caisse au commencement de l'année.

On peut comparer ces chiffres avec ceux que donne le tableau ci-dessus, que nous avons tiré du rapport anglais de 1843. On verra par là que les taxes d'églises, qui ont produit en 1832, 663,814 liv., en 1839, 506,812 liv., ont été

¹ Il sera peut-être curieux de donner ici le produit des péages de routes :

En Angleterre, ce produit a été, en 1857, de 1,128,591 liv.

En Écosse, il était, en 1834, d'environ 280,000 liv.; et en 1858-59, il est monté à 336,711 liv.

On a vu, à propos des routes de l'Écosse, qu'elles étaient entretenues en partie à l'aide de corvées; les prestations en nature paraissent exister encore également en Angleterre; on trouve en effet, dans le *Rapport belge* (p. 408), un tableau des recettes des syndicats des routes pour 1857, où figurent pour 38,100 liv. les abonnements des paroisses au lieu des corvées, et pour 3,891 liv. les corvées effectuées.

toujours en diminuant progressivement; en 1860 elles ont produit 344,177 liv., et en 1862, elles ne donnent plus que 283,856 liv. Elles ont donc été réduites de moitié.

Nous n'avons aucune donnée récente sur le produit des taxes d'église en Écosse.

Voici maintenant les produits de diverses autres taxes moins importantes.

Les états de la *commission des égouts*, dit le *Times*, publiés par le lord chancelier, indiquent qu'en 1862 la taxe est arrivée à 31,120 livres. La commission de la cité de Londres a levé, de son côté, 17,120 liv.

Les commissions de *drainage* ont levé, principalement dans les pays marécageux, 142,053 liv.

Dans 332 localités où l'*éclairage* et le *guet* sont encore sous l'empire du statut de la troisième et de la quatrième année de Guillaume IV, on a levé à cet effet la somme de 42,256 liv. de taxes.

Une longue liste de villes ayant une commission locale (*local board*) accuse une perception de 436,009 liv. pour les taxes de district, des grandes routes, d'eau et autres semblables.

Les *commissions d'amélioration* ont levé 290,779 liv., mais dans beaucoup de cas il n'a pas été fourni d'états, par la raison que les comptes de l'impôt sont joints à ceux des bourgs municipaux, lesquels sont produits au Parlement dans une forme spéciale.

Dans la métropole, les états portent une perception de 142,734 liv. pour le *main drainage*, et la grosse somme de 830,740 liv. (74,000 d'accroissement sur l'année précédente) pour d'autres taxes telles que celles d'éclairage, etc., perçues en conformité du *local management act*.

Dans l'ouvrage de Bailly, publié, comme on le sait, il y a une trentaine d'années, les recettes faites en 1832 dans la

capitale étaient évaluées à 10,692,000 fr. ou 427,680 liv., sur lesquelles le pavage, l'éclairage et le balayage figuraient pour 304,000 livres; — les égouts, pour 116,800 liv.; — diverses autres dépenses, pour 6,880 liv.

Bailly évaluait (année 1835) ces diverses sortes de dépenses à 2 millions de francs environ pour l'Écosse, dont la moitié pour Édimbourg.

Le même auteur portait, pour la même époque, à 2 millions et demi de francs les contributions de même nature en Irlande.

116 états pour les ports accusent en 1862 une recette de 1,042,967 liv., recette moindre que celle de l'exercice 1861 ¹.

Les revenus des comités d'inhumation ont été, en 1860-61. d'après le rapport belge, de 480,297 livres.

L'ensemble des états, dit le *Times*, porte à 3,462,685 liv. pour 1862, le chiffre total des taxes locales perçues en Angleterre et dans le pays de Galles; la dette restant hypothéquée sur les taxes à percevoir s'élève à 11,287,182 liv. ².

¹ Le *Times* donne également le produit des ponts et bacs; mais dans un chiffre fort incomplet, parce que les renseignements ont été refusés en grand nombre, sous le prétexte que les ponts et bacs étaient des propriétés privées. — Les 58 états obtenus accusent une recette, pour droits et péages, de 105.116 livres.

² Nous trouvons dans le savant ouvrage allemand de M. Gneist, publié en 1863, à la page 509 (2^e édition), une note curieuse sur l'étendue des charges qui, d'après un document de 1846, grèvent en Angleterre la propriété foncière. M. Gneist dit qu'une propriété foncière, de la contenance d'environ 2,198 arpents prussiens (soit environ 560 hectares à raison du *morgen* calculé à 25 ares, 526), paie :

En dime.....	2460	thalers.
Taxe des pauvres.....	900	
Taxe des routes.....	225	
Taxe d'église.....	75	
<i>Income tax</i> du fermier.....	162 1/2	

Total., 3,822 1/2 thalers, ou 14,143 fr. 25 c.

En dehors de ces prélèvements qui sont les impositions propres à la charge du fermier, le propriétaire touche un fermage de 6,000 thalers (22,422 fr.); mais il paye une taxe foncière de 1 à 2 scbellings par acre, ce qui monte ici à environ 630 thalers (2,121 fr.), et enfin une *income tax* de 3 1/2 p. 100.

Enfin le produit de la *local taxation* en 1864 (compte approximatif, mais non complet) est résumé et décomposé ainsi qu'il suit dans un document officiel récent :

<i>Rates</i> levées par les paroisses et commissaires.	3,542,200 l. st.
<i>Rates</i> dont les comptes sont portés devant le Parlement. (<i>Poor's rates</i> comprises.). . . .	13,103,826
	16,646,125 l. st. ¹

¹ V. la note de M. Leslie en tête de la statistique de la taxation locale, dans les *Comptes publics anglais* de 1864.

ARTICLE 2.

CARACTÈRE ÉCONOMIQUE, ADMINISTRATIF ET POLITIQUE
DE LA TAXATION LOCALE DANS LE ROYAUME-UNI

Nous avons vu qu'en résumé les taxes locales du Royaume-Uni, dans toutes ses parties, peuvent se ranger sous deux grandes catégories très-inégales, comme nous l'avons déjà dit au début de ce chapitre, indépendamment des monopoles ou services exploités par les administrations locales ¹.

Ces deux grandes catégories de taxes embrassent :

Les taxes directes ;

Les taxes indirectes.

« Ces dernières ², n'ont été établies que dans les ports de mer et seulement dans ceux où le mouvement de la na-

¹ Par exemple, le monopole du gaz à Manchester, qui a produit 41,772 livres en 1857.

² Rapport belge, p. 384.

On a signalé en Irlande certains octrois seigneuriaux, beaucoup plus critiquables à raison de l'emploi des ressources procurées par cette voie, que nos octrois établis dans le système d'administration urbaine de plusieurs États du continent. Un voyageur, après avoir visité la ville de Cullen en Irlande, en 1834, rapporte ce qui suit : « Les pommes de terre, le charbon, le petit lait avec lequel les pauvres malheureux qui habitent cette localité pourvoient à leurs besoins, sont sujets à un droit qui produisait ordinairement 250 l. par an, mais dont les revenus ont été considérablement diminués à la suite des contestations d'une personne courageuse et tenace qui a mis en question la validité du droit. Je n'obtins qu'avec une certaine difficulté la production du tarif : mais j'insistai sur mon droit de le voir, et fus bien aise de constater que les pommes de terre et le petit lait, nourriture du pauvre, payaient un droit à lord Clifden, qui, sur un revenu de 10 à 12,000 l. par an, retiré par lui de ce comté, et pour une grande partie tirée de son voisinage immédiat, n'en emploie pas un farthing pour le bénéfice de son peuple » (A journey throughout Ireland by Inglis, p. 55.)

vigation a quelque importance. A part de rares exceptions, comme à Londres, les droits sur les charbons, les grains, les fruits et les vins ; comme à Douvres, les droits insignifiants sur la chaux et le houblon ; comme à Newcastle, les droits sur les marchandises entrant ou sortant par terre, et à Édimbourg, le droit de commutation et le droit sur le bétail, les taxes indirectes ne sont autre chose au fond que des droits de port affectés au payement des dépenses spéciales faites dans l'intérêt de la navigation et du commerce maritime. Du reste, en Angleterre, l'opinion publique se montre peu sympathique à ce genre de taxes. C'est ainsi qu'à Londres, par exemple, on ne cesse depuis longtemps de réclamer la suppression du droit sur les charbons, qui a rapporté 90,000 livres en 1861. La perception de ce droit devait cesser en 1862 ; mais un acte de 1861 en a autorisé le maintien pour une nouvelle période de dix ans. On condamne ces taxes parce qu'elles entravent le mouvement du commerce, qu'elles grèvent le travail de beaucoup d'industries, et surtout parce que, toutes choses égales, elles pèsent davantage sur les pauvres que sur la classe aisée. »

« Les taxes directes, continue le même rapport, forment la base principale et presque exclusive du système financier des comtés, des bourgs, des cités, des paroisses et des commissions chargées de services spéciaux. Toutes ces taxes, sauf quelques-unes d'un produit insignifiant comparées aux autres, ont pour type la taxe des pauvres qui, par la généralité de sa perception et le chiffre élevé de son produit, est de beaucoup la plus importante ; les différences qu'elles présentent entre elles sont légères et se justifient en général par des raisons d'équité puisées dans la spécialité de la dépense à laquelle la taxe doit pourvoir. »

A côté de la taxe des pauvres se placent pour l'import-

tance la taxe d'église et celle des grandes routes. Mais quelle a été la cause de la prépondérance de l'impôt direct dans les localités de la Grande-Bretagne ?

M. Gneist ¹ paraît penser que les taxes communales ont été généralement maintenues dans la sphère de l'impôt direct en Angleterre par des considérations de justice stricte, fondées sur la volonté de ne pas atteindre des intérêts placés en dehors du cercle communal. Telle peut avoir été la raison du caractère direct de l'impôt local en Angleterre. Mais il est permis d'ajouter, outre l'observation faite plus haut sur l'influence des taxes de l'État ², que l'administration aristocratique des localités a dû être contraire à cet isolement dominateur des centres peuplés, qui a produit sur le continent les octrois, et qui en résulte aussi jusqu'à certain point. La grande propriété rurale, pépinière des juges de paix, a eu en effet quelque intérêt à restreindre la vie municipale et bourgeoise dans ses limites les plus strictes. Je me permets de hasarder cette appréciation sur l'une des particularités de la constitution locale de l'Angleterre, sujet extrêmement intéressant à étudier, et encore, suivant moi, entouré d'un demi-mystère pour les observateurs placés dans le cercle de nos habitudes administratives françaises.

Si nous examinons le système des impositions locales du Royaume-Uni en lui-même et dans son caractère général, nous ne pourrions peut-être mieux faire que d'en citer d'abord deux appréciations différentes et presque opposées.

¹ P. 1295. « La forme des taxes communales, dit-il, est ainsi fixée par l'histoire et l'expérience. Elles ne peuvent être des impôts indirects à raison du commerce intérieur, car de tels impôts atteignent toujours un grand nombre de personnes que la commune n'a aucun droit de mettre à contribution pour ses besoins. Elles ne peuvent être des impôts sur le revenu, puisque la commune n'a pas le droit d'apprécier la fortune et les chances de gain, qui ne sont pas localisées dans sa circonscription. On arrive ainsi au principe toujours évident de l'impôt sur *the real visible property in the parish*. »

² Page 89.

Voici en quels termes MM. Fisco et Van der Straeten s'expriment à ce sujet :

« S'il est vrai que l'établissement des taxes par le vote des citoyens soit le premier signe de l'émancipation politique, on peut dire qu'en Angleterre l'indépendance des pouvoirs locaux est complète. La loi leur impose bien quelques charges auxquelles ils sont tenus de subvenir, telles que le soulagement des pauvres, l'entretien des prisons et autres, et elle détermine aussi l'assiette des taxes destinées à couvrir les dépenses facultatives ; mais, dans la plupart des cas, le comté, la corporation municipale, la paroisse et les commissions spéciales règlent eux-mêmes le montant de la taxe. ¹

» Les contribuables obtiennent dans ce système des garanties sérieuses contre les dépenses inutiles ou de luxe. Dans les pays où le principe de la centralisation prévaut, il est probable qu'une seule taxe locale remplacerait les différentes impositions directes qui existent dans le Royaume-Uni, car toutes à peu près sont assises sur la même base ; le travail de répartition et de perception se trouverait par là considérablement simplifié. Mais la longue pratique du *self government* rend les Anglais peu sensibles à ce genre d'avantages : en fait d'impôts, ils veulent avant tout voir clair dans leurs affaires et les administrer eux-mêmes ; et pour introduire une rigoureuse économie dans les dépenses locales, ils n'ont rien trouvé de mieux que d'affecter une taxe distincte à chaque spécialité de dépenses. Par là ils donnent d'ailleurs satisfaction au sentiment d'équité qui règne chez eux avec tant d'autorité : une taxe unique frapperait tous les habitants en

¹ Observons cependant que, d'après M. Gneist, le *self government* est soumis à une instance supérieure qui contrôle la levée et l'emploi des taxes locales, et qui réside dans les hautes juridictions et dans la chambre des lords, mais non dans le pouvoir ministériel (p. 1217).

(Note de l'auteur.)

proportion de leurs facultés, mais sans égard au profit particulier que chacun retire de la dépense ; tandis que, dans le système des taxes spéciales, chacun contribue à la fois en proportion de ses facultés et des avantages qu'il doit retirer du produit de la taxe. »

Cette appréciation du mérite de la spécialité compliquée des taxes locales du Royaume-Uni nous paraît un peu indulgente, et peut-être fait-elle trop ressortir les avantages d'un *self government* un peu altéré dans le cas où ce sont les fonctionnaires des comtés qui décrètent et mettent en vigueur les taxes locales, comme nous l'avons vu plus haut, spécialement pour l'Irlande.

A l'opposé des administrateurs belges, M. de Mohl, dans son savant ouvrage allemand sur l'histoire et la littérature des sciences politiques, apprécie ¹ avec des termes fort sévères le système des taxes locales de l'Empire britannique, qu'il paraît avoir étudié surtout au point de vue administratif :

« Il y a dans ce système de taxes accessoires, dit-il, un effroyable chaos de mauvaises mesures et de désordre ; c'est une preuve nouvelle de la fausseté du principe fondamental de la législation anglaise, qui consiste à pourvoir à chaque cas isolé, en négligeant toutes les pensées et les dispositions générales et puissantes. C'est ainsi qu'on est arrivé à ce résultat, en réalité barbare, d'établir une taxe locale spéciale pour chaque nature de dépense locale ². Ces taxes sont souvent si insignifiantes que le contingent de chaque contribuable ne peut guère être saisi, et que les frais de perception dépassent le montant de la taxe elle-même. Ainsi

¹ Tome II, p. 104.

² Il est vrai de constater, avec M. de Mohl, que c'est là un trait de la taxation dans son époque primitive : témoin la division extrême et la multiplicité des taxes en rapport avec la spécialité des dépenses, dans l'ancienne Espagne.

en est-il de la *Dead Burial rate*, pour l'inhumation des cadavres laissés sur le rivage. Dans beaucoup de cas, le contre-sens est si grand que les juges de paix n'exécutent pas littéralement la loi, mais prélèvent la somme nécessaire sur une autre taxe, et ordinairement sur la taxe des pauvres.

» Qui pourrait croire que dans l'Angleterre et le pays de Galles, il n'y a pas moins de vingt-quatre diverses taxes locales qui sont imposées et levées d'après les dispositions de 173 lois différentes par 180,000 fonctionnaires le plus souvent gratuits? Que, pour plusieurs de ces taxes, un mode de perception très-prodigue, une supputation incertaine, une comptabilité défectueuse ¹, accompagnent un luxe exagéré dans les dépenses que l'impôt doit couvrir? Qu'il en est de même en Écosse et en Irlande, bien qu'à un moindre degré? Qu'enfin il se lève de cette manière environ 12 millions de livres sterling, soit 300 millions de francs? »

M. Dupont-White porte ², sur le système des taxes locales britanniques, un jugement plus réservé et plus circonscrit; il fait surtout remarquer que ces taxes portent presque exclusivement sur la fortune immobilière, tandis que l'État, plus avancé, s'est adressé à la totalité des ressources des citoyens par l'*income tax*, et laisse aux comtés la taxe aussi bien que les pouvoirs du moyen âge.

Ce point historique est constaté aussi par les administrateurs belges : « Les institutions locales, disent-ils, remontent, tant pour le fond que pour la forme, à la période féodale et n'ont subi depuis lors que peu de changements dans leurs bases essentielles. »

¹ Nous lisons dans Bailly, t. II, p. 383, que les *overseers* sont souvent très-ignorants; que 1/4 de ceux du comté de Devon en 1840 ne savaient pas écrire; l'un de ceux-là répartissait et percevait pourtant des taxes pour 175,000 livres annuellement.

² *Revue des Deux-Mondes*, du 15 mars 1862.

En parlant de l'origine féodale du système, les administrateurs belges et M. Dupont-White ont raison à quelques égards, mais il est impossible de ne pas voir qu'en évitant les taxes locales sur les consommations, l'Angleterre a fait un choix intelligent dans les traditions du moyen âge, et a évité de mettre en opposition les intérêts des parties diverses du territoire.

Nous avons déjà vu, dans le cours de cette étude, quel était le jeu de ces institutions, en ce qui concerne l'imposition et la répartition des diverses taxes locales. Il ne nous semble pas cependant hors de propos de résumer ici les traits les plus saillants d'une organisation, qui diffère si profondément de la nôtre.

Nous emprunterons souvent, à ce sujet, les appréciations d'un auteur qui a caractérisé d'une manière neuve et piquante, quelquefois même avec des nuances vives et heurtées, les mœurs et les institutions de l'Angleterre (M. Dupont-White), dans un ouvrage destiné à considérer la liberté politique dans ses rapports avec l'administration locale.

Rappelons d'abord et suivons, comme nous l'avons fait pour le détail des taxes, la division du Royaume-Uni en trois régions distinctes : Angleterre et pays de Galles, Écosse, Irlande.

C'est dans l'Angleterre et le pays de Galles, qui comprennent du reste les deux tiers de la population et les quatre cinquièmes de la richesse britannique, que se trouve l'application la plus complète du système d'administration locale suivi de l'autre côté de la Manche, système qui est le ressort principal de ce qu'on appelle la décentralisation ou le *self government* britannique ¹.

¹ M. Gneist commence la troisième partie philosophique et résumée de son ouvrage par la proposition suivante : « On appelle, en Angleterre, *self government* l'administration des comtés et des communes d'après les lois du pays, par des fonctionnaires élus par le peuple. »

Le territoire se subdivise en *comtés*, *bourgs* et *paroisses* ; mais il n'existe entre ces trois circonscriptions aucune hiérarchie ; elles sont à peu près sans action l'une sur l'autre.

« Le grand pouvoir local, primant le bourg par le nombre et les espaces où il s'applique, primant la paroisse et le gouvernement lui-même par l'importance de ses attributions, dit M. Dupont-White avec raison, c'est le comté. » Il y a 52 comtés dans l'Angleterre et le pays de Galles.

Parmi les autorités du comté apparaît en première ligne ou pour mieux parler hors ligne, le *juge de paix*, choisi par la couronne entre tous les propriétaires ayant au moins un revenu de 100 liv., investi de fonctions gratuites, mais les plus considérables ; « il est ¹ entre tous l'organe de la vie et du pouvoir local, non-seulement parce qu'il nomme d'une manière plus ou moins directe les fonctionnaires locaux, et qu'une fois nommé il est en quelque sorte inviolable lui-même, mais parce qu'il exerce tous les pouvoirs du comté », pouvoirs judiciaires, de police, administratifs et même financiers. C'est là le point qui doit nous occuper surtout.

» Le juge de paix, dit M. Dupont-White, a le vote de l'impôt local. Il n'est pas l'élu des populations et il ne laisse pas que de les taxer ! Qui se serait attendu à cela dans un pays libre et où la liberté signifia toujours *impôt consenti* ! »

Le budget des dépenses du comté et le chiffre de l'impôt, destiné à y faire face, sont fixés par les juges de paix en session trimestrielle. Une commission, nommée parmi eux,

tionnaires à titre honorifique, représentant les classes supérieures et moyennes, opérant à l'aide des taxes foncières communales. » (P. 1211.)

Et ailleurs : « L'habitude égale de toutes les classes à l'obligation des taxes, celle des classes supérieures de remplir les fonctions publiques, dit-il, ont assuré à ces dernières l'influence dans les localités restreintes, et a fondé depuis le XVIII^e siècle la prépondérance d'une classe gouvernante dans la législation, l'impôt et l'administration. » (P. 1220).

¹ *La liberté politique*, etc., p. 14, par Dupont-White.

procède ensuite à l'évaluation de la matière imposable ; nous avons vu que la commission avait, à cet égard, les pouvoirs les plus étendus, permettant de frapper d'une amende de 20 liv. sterl. le témoin assigné qui refuse de comparaitre. Elle répartit aussi la taxe entre les paroisses, et c'est encore aux juges de paix en session trimestrielle qu'appartient le jugement des réclamations des paroisses contre leur contingent.

La constitution toute spéciale de la société anglaise, la puissance de l'opinion « qui y est légalement armée de toutes pièces, » le milieu d'où sont tirés les juges de paix, véritable personnification de cette aristocratie qui domine et gouverne à tous les degrés de l'échelle, expliquent comment peut exister encore et fonctionner utilement un système si dissemblable de tous ceux qui sont pratiqués dans l'Europe moderne.

Avec la situation personnelle et la gratuité des fonctions, une circonstance qui concourt à expliquer l'autorité de ces juges de paix, si différents des nôtres, c'est leur nombre qui ajoute au poids de leurs délibérations, et fait comprendre jusqu'à un certain point la valeur *représentative du pays* qui leur est attribuée. D'après le savant ouvrage de M. Gneist, trésor d'érudition que nous signalons, malgré quelque obscurité de rédaction aux esprits studieux, et que nous avons dû consulter trop superficiellement, il y a chez nos voisins environ un juge de paix par mille âmes de population, la moitié de ces fonctionnaires seulement étant *en activité*, et l'autre moitié *titulaire* ¹.

La seconde circonscription est le *bourg*, « localité qui tient d'une charte royale ou d'un acte du Parlement certain pouvoir de se gouverner elle-même, » et qui constitue ce que

¹ Gneist, p. 556.

l'on pourrait justement appeler une personne civile. En 1835, il n'existait dans l'Angleterre et le pays de Galles que 183 bourgs avec une population de 2 millions d'habitants. C'est donc une exception; tous les pouvoirs appartiennent dans le bourg à un conseil électif, lequel nomme ses dignitaires (maires et aldermen). L'électorat est départi à tout citoyen qui paie la taxe des pauvres, l'éligibilité à quiconque paie cet impôt pour un revenu de 15 livres sterling au moins. Les attributions des conseils sont variables; cependant elles ont été jusqu'à un certain point coordonnées par l'acte de réforme municipale rendu en 1835, et par le *local government act* de 1858, qui a pour caractère d'être facultatif.

Les pouvoirs judiciaire et administratif, confondus dans le comté, où la sûreté des personnes et des biens forme la principale attribution de l'autorité, sont séparés dans les bourgs, sièges des grandes agglomérations modernes.

Aux conseils appartiennent les questions administratives; leurs droits surtout en matière de police urbaine, c'est-à-dire de construction, de voie publique, de salubrité, de propreté, sont très-étendus et emportent, comme corollaire indispensable, l'établissement de taxes souvent considérables, lesquelles sont fondées sur des actes dont l'application est locale ou facultative.

Au troisième et dernier rang, M. Dupont-White place naturellement *la paroisse* qui n'est, suivant lui, qu'un agent-voyer et un répartiteur. « La paroisse, dit-il ¹, est une localité sans personnification civile; elle est un territoire, un groupe dont le lien primitif était l'église. La paroisse a des charges plutôt que des droits, charges qui consistent dans l'entretien des routes et dans la répartition de l'impôt au-dessus d'elle ². »

¹ *La Liberté politique*, etc., p. 11.

² Le montant des taxes municipales directes perçues à Liverpool s'élève à 21

Cette appréciation peut sembler excessive, surtout au point de vue qui nous occupe. En effet, la paroisse intervient d'une manière soit directe, soit indirecte, mais toujours effective, non-seulement dans la répartition, mais encore dans le vote des trois grandes taxes locales, taxe des pauvres, taxe d'église, et taxe des grandes routes.

La vestry composée, on se le rappelle, de tous les contribuables à la taxe des pauvres, avec cette condition particulière et favorable à la propriété, que l'importance plus ou moins grande des immeubles possédés ou occupés donne droit à un nombre de voix qui peut s'élever à six au plus, vote, dans les limites d'un maximum, la taxe d'église qu'elle a le droit et qu'il lui arrive même souvent, si l'on en croit le rapport belge, de refuser ; elle peut, pour la taxe des grandes routes, autoriser, dans certains cas, les inspecteurs de la voirie, élus d'ailleurs par elle, à dépasser le taux fixé par la loi ; enfin elle nomme les maîtres des pauvres chargés soit dans le sein de la paroisse, soit dans l'union dont elle fait partie, de la direction financière et administrative de cet important service.

Nous ne saurions terminer la nomenclature des autorités préposées en Angleterre aux taxes locales sans mentionner au moins les commissions instituées par divers actes, et notamment par celui de 1858, pour divers services spéciaux soit dans les bourgs, soit même dans les paroisses. On a vu, du reste, dans le cours de ce chapitre, leurs attributions et leurs pouvoirs.

Le système d'administration locale, dont nous venons de résumer les traits principaux, ne se présente pas en Écosse

p. 100 du revenu imposable, ce qui ne dispense pas l'habitant de Liverpool de payer sa part de l'*income tax* et des *assessed-taxes*, c'est-à-dire des taxes sur les maisons, les domestiques, les chevaux, les armoiries, etc. (Dupont-White, p. 38).

et en Irlande avec les mêmes développements que dans l'Angleterre proprement dite.

L'Écosse, « pays annexé, longtemps rebelle, où le régime féodal a duré trop longtemps, et pour cette imprudence a péri tout entier, » compte environ 80 *bourgs*, dont l'indépendance est à peu près la même que celle des bourgs d'Angleterre ; mais l'action du pouvoir central se fait sentir sur les *comtés* (au nombre de 33), et les *paroisses*, qui sont constitués avec moins de souveraineté et moins de ressources locales.

La gestion des intérêts spéciaux du comté appartient aux commissaires des fonds, dont l'assemblée se compose de quiconque possède un revenu net rural de 100 livres sterling. Mais l'État intervient par un droit de contrôle ou par des subventions en plusieurs matières, et notamment pour ce qui regarde la police, les prisons, les aliénés et les routes qui, en Écosse, sont du ressort de l'administration comtale.

L'intervention de l'État se fait également sentir dans les paroisses auxquelles il alloue des subsides, sous certaines conditions, pour le service du culte et celui de l'instruction primaire. On a vu que l'administration de ces circonscriptions était dévolue, en ce qui concernait la gestion du temporel du culte et de l'enseignement primaire presbytériens, à la *kirk session*, et à une commission paroissiale, pour les indigents et pour quelques services accessoires.

« L'Irlande, dit M. Dupont-White ¹ est un pays vaincu et catholique. Ne croyez pas que les vainqueurs vont y laisser de l'indépendance locale, encore moins que les vaincus se laisseront gouverner localement par l'aristocratie protestante; leur bon plaisir serait plutôt de l'incendier et

¹ *La Liberté politique, etc.*, p. 31.

de l'assassiner. » En effet, presque toute l'administration y est centralisée entre les mains du gouvernement et de ses agents.

Dans les *comtés*, qui sont au nombre de 32, les grands jurys, auxquels est dévolu le droit de régler définitivement les affaires locales et d'imposer des taxes, sont sous la tutelle et le contrôle des grands juges ainsi que du lord lieutenant.

Sur 71 corporations municipales qui existaient avant 1840, un acte de cette même année n'a conservé d'organisation indépendante qu'à 10 bourgs.

Enfin les paroisses n'ont plus à pourvoir au temporel du culte; elles sont sans attributions quant à l'administration des pauvres; et quand elles ont nommé leurs officiers et réparti les taxes dont elles sont chargées, soit en vertu d'une loi de l'État, soit par un vote des grands jurys pour le service des comtés, il ne leur reste plus rien à faire ¹.

Il n'y a donc pas, en réalité, dans le Royaume-Uni, de centralisation *bureaucratique* comme dans certains États du continent, mais il est impossible de n'y pas voir une centralisation en quelque sorte *aristocratique* et *parlementaire*, qui exerce aussi sa force d'attraction et d'unité.

Nous avons vu, en effet, que pour diverses taxes locales, entre autres pour la taxe des pauvres, il y a certaine intervention du Parlement ².

Enfin la sanction des juges de paix, ou autres fonctionnaires analogues, à l'égard de l'administration des comtés, et la pluralité des votes accordés aux contribuables les plus

¹ *Rapport belge*, 2^e édition, p. 337. Les personnes qui ont visité l'Irlande, et qui ont pu remarquer combien les signes de ralliement de la nationalité celtique y ont été extirpés par l'administration anglaise, ne contesteront pas l'assertion de M. Dupont-White relativement à la puissance de centralisation et d'absorption qui appartient aussi bien à une aristocratie fortement assise qu'à une autocratie monarchique.

² V. aussi Dupont-White, p. 45-49.

imposés dans l'administration de la paroisse, montrent bien qu'à la base de la société britannique comme au sommet, l'influence de la monarchie et celle de la grande propriété sont les pièces principales de la charpente politique.

« Nonobstant les pouvoirs répandus sur le sol d'Angleterre, dit donc M. Dupont-White ¹, avec une justesse générale de pensée que nous reconnaissons sans examiner si l'aristocratie anglaise est tout à fait ce qu'on doit appeler, suivant lui, une caste, la souveraineté ne cesse pas d'y être une et partout semblable à elle-même, comme si elle émanait d'un centre. C'est qu'elle émane d'une caste qui anime tous ses membres d'un même esprit et qui ne va pas apparemment, dans sa fonction locale, entraver sa fonction politique, faire obstacle à l'action du gouvernement, contrarier les lois générales ou embarrasser la marche des services publics. C'est ce qu'on appréhende toujours des autonomies locales, mais qui n'est pas à craindre d'une caste exerçant tous les pouvoirs d'une société. En Angleterre, l'aristocratie donne le ton à ces comtés, à ces paroisses qui ont l'air de fractionner le pays : elle y maintient l'unité. L'aristocratie est le type d'unité, l'agent de centralisation le plus accompli que l'on puisse concevoir : infiniment supérieur sous ce rapport à la monarchie où le monarque peut être mal servi par ses agents, trahi et déserté par ses successeurs, tandis que le gouvernement personnel d'une caste a l'œil partout et que l'esprit d'une caste, s'il est perverti par hasard chez un de ses membres, s'entretient et se perpétue chez tous les autres. »

Ajoutons, comme dernier trait, que l'unité dans la constitution des budgets locaux résulte, dans la Grande-Bretagne, de l'uniformité assez grande des ressources. « On a

¹ P. 67.

d'abord, dit M. Gneist, formulé les besoins communaux, et ensuite songé aux moyens d'y satisfaire; d'après la nature des ressources et la détermination des offices, la constitution générale de la vie communale s'est développée suivant un type déterminé. Encore moins avec le développement des affaires a-t-on jugé convenable de rien confier aux communes, relativement à la détermination des dépenses et à la création des ressources, ce qui eût amené des décisions résultant de votes ou dispositions instantanées pour des intérêts très-sérieux et durables, et eût fait rejeter le gros des impôts (comme sur le continent) des classes puissantes aux classes faibles ¹. »

¹ P. 457.

CHAPITRE III.

DES TAXES COMMUNALES ET PROVINCIALES EN ALLEMAGNE, EN PRUSSE ET EN AUTRICHE ¹.

PRÉLIMINAIRES.

Le savant ouvrage de M. Rau, auquel nous avons fait tant d'emprunts quand nous avons traité des principales taxes levées par les États, ne contient presque aucun détail sur les taxes locales, même de l'Allemagne.

Nous avons cherché à remplir cette lacune par quelques renseignements de correspondance.

C'est M. Rau lui-même qui a bien voulu notamment nous aider à réunir quelques notions sur les impositions locales dans les pays d'outre-Rhin.

Nous ferons avant tout remarquer que le système allemand des taxes locales est, comme le système français, un système mixte. Quoique sous des formes très-différentes des nôtres, il balance l'impôt direct avec l'impôt indirect dans les localités comme dans les budgets de l'État lui-même, tandis

¹ Les événements de 1866 auraient amené à la rigueur trois divisions dans ce chapitre, pour la Prusse et les États du Nord, pour les États du Sud, et pour l'Autriche. Mais comme il existe toujours tout au moins une certaine affinité de langue dans ces divers groupes, nous conservons le groupement de l'édition précédente.

qu'en Angleterre nous avons vu l'impôt direct dominer presque exclusivement dans les budgets locaux et compenser ainsi en quelque sorte l'excès contraire dans le budget des recettes de l'État.

SECTION I.

DES TAXES COMMUNALES.

En Prusse, les communes sont des corporations ayant le droit du *self government*. L'édilité communale se compose du *magistrat* (ce mot désigne le collège dirigeant) et du conseil municipal. C'est le *magistrat* qui dresse au mois d'octobre, chaque année, le budget des recettes et dépenses pour l'exercice suivant. Le devis, après avoir été exposé pendant huit jours dans une des salles de l'Hôtel-de-Ville, pour que les citoyens puissent en prendre connaissance, est définitivement arrêté ensuite par le conseil municipal.

Le *magistrat* doit veiller à ce que le service se règle strictement sur les prévisions du budget. Les dépenses extraordinaires non prévues au budget doivent être approuvées par le conseil municipal.

Les comptes de chaque année doivent être présentés, avant le 1^{er} mai de l'année suivante, au *magistrat* qui les renvoie apostillés au conseil municipal pour qu'il les arrête définitivement et en donne décharge. L'apurement des comptes doit être achevé avant le 1^{er} octobre ¹.

Les communes prussiennes sont régies principalement par les statuts municipaux édictés le 30 mai 1853 et le

¹ Ces détails, ainsi que ceux qu'on trouvera plus bas, sur le budget de Berlin, sont dus à l'obligeance de M. Lefèvre de Béhaine, premier secrétaire d'ambassade de France à Berlin, qui a bien voulu me les transmettre avec divers documents originaux, par l'intermédiaire de M. Desprez, directeur des affaires politiques au ministère des Affaires étrangères.

19 mars 1836 pour les six provinces orientales. L'art. 53 de l'ordonnance du 30 mai est ainsi conçu :

« Quand les revenus du domaine municipal ne sont pas suffisants pour créer les ressources nécessitées pour les besoins ou les obligations des communes, les représentants des municipalités peuvent établir des taxes communales.

Ces taxes consistent :

§ 1. En additions aux taxes d'État sous les conditions suivantes :

1° La taxe ne peut porter sur le commerce ambulants ;

2° Pour les additions à l'impôt sur le revenu classifié, la propriété foncière située hors de la commune doit être retranchée du calcul ;

3° L'approbation du gouvernement est nécessaire.

a. Pour tous les suppléments à l'impôt sur le revenu.

b. Pour les suppléments aux autres taxes directes excédant 30 p. 100 de la taxe au profit de l'État ou lorsque ces suppléments sont répartis inégalement sur les divers impôts de l'État. Aucune approbation n'est nécessaire pour affranchir totalement ou atténuer la charge des contribuables au dernier degré de la Klassensteuer.

c. Pour les additions aux taxes indirectes.

§ 2. En taxes communales spéciales, soit directes, soit indirectes qui ne peuvent être instituées, élevées ou modifiées dans leurs bases sans l'approbation du gouvernement.

Pour les impôts communaux sur le revenu, la restriction indiquée sous le n° 2 du § 1^{er} ci-dessus ¹ est toujours à observer. Les impôts communaux sur le revenu existants sont soumis à l'obligation d'un examen et d'une autorisation nouvelle ².

¹ Relativement au revenu des immeubles en dehors de la commune.

² J'ai entendu dire à Cologne, en 1852, qu'il y existait une taxe sur le revenu au profit de la ville, taxe assise sans minimum de revenu imposable.

Dans les règlements à intervenir sur la perception de taxes communales, le gouvernement pourra introduire, pour réprimer les contraventions, des amendes s'élevant jusqu'au chiffre de 10 thalers. »

Cet article 53 de l'ordonnance du 30 mai 1833 a fourni la matière d'un règlement d'exécution détaillé, portant la date du 17 juillet 1834.

Voici les principales dispositions de cette instruction signée par les ministres de l'Intérieur et des Finances :

Ne peuvent, aux termes de l'art. 3 et de l'art. 21 de l'instruction, être l'objet de suppléments au profit des communes :

1° Les taxes et droits de douanes établis par la législation du 26 mai 1818, ainsi que l'impôt sur le sucre de betteraves ;

2° Les taxes sur l'eau-de-vie, le vin et le tabac introduites par la loi du 8 février 1819 ;

3° La taxe du timbre ;

4° L'impôt du sel ;

5° L'impôt sur l'industrie ambulante.

Aux termes de l'article 4, l'impôt foncier ne peut être accru qu'à l'aide d'un supplément communal réparti sur les immeubles compris dans l'enceinte de la commune.

Il résulte de ce qui précède, comme l'indique au reste l'article 6, qu'avec les taxes directes, les taxes de mouture, d'abattage, et la taxe sur la bière sont les seules, dans le budget de l'État, qui puissent être accrues dans les six provinces orientales de la Prusse pour les dépenses communales.

Aux termes de l'article 11, il y a lieu de ne pas exhauser l'impôt des classes sans élever en même temps l'impôt sur le revenu, et réciproquement. Cela concorde bien avec ce que nous avons vu de la coordination de ces deux taxes dans le système des revenus de l'État prussien.

Certaines règles sont tracées hypothétiquement relativement aux diverses taxes nouvelles que les communes peuvent s'imposer, et par exemple, d'après les articles 17 et 18, il y a des formalités plus simples pour l'institution d'une taxe communale sur les chiens que pour celle d'une taxe spéciale sur les maisons, les fonds de terre, les loyers, etc.

L'article 21, qui rappelle certaines prohibitions résultant du Zollverein, et qui décide qu'aucune taxe sur le tabac ne peut être perçue au profit des villes ou des corporations, énumère les denrées qui peuvent être l'objet de taxes communales : ce sont la bière, le vinaigre, le malt, le cidre, les objets soumis aux taxes de mouture et d'abattage, les comestibles portés aux marchés, les combustibles et les fourrages.

Le même article établit des maximums de taxation, au profit des communes et corporations, sur la bière, le vin et l'eau-de-vie.

Il renferme diverses règles concernant la taxation relative des objets similaires produits dans la commune ou introduits du dehors.

La constitution municipale française, qui avait été établie sous l'Empire dans les provinces occidentales de la Prusse, y a été abolie en 1820.

Diverses réglementations l'ont remplacée, et nous pouvons signaler surtout les ordonnances assez analogues entre elles, du 15 mai 1856 pour les provinces du Rhin, et du 19 mars 1856 pour la Westphalie.

L'ordonnance relative à la province du Rhin détermine deux sources de taxes pour les communes :

1° Les suppléments aux taxes directes de l'État, sauf les exceptions en faveur des industries ambulantes, quant à la *gewerbsteuer*, et en faveur des fonds ou établissements industriels situés hors de la commune, quant à l'*einkommensteuer*, par exemple, suppléments assujettis à l'approbation du gou-

vernement, lorsqu'ils doivent dépasser 50 p. 100 par rapport aux taxes directes ;

2° Les additions aux taxes indirectes (non autorisées en Westphalie) ;

3° Des taxes spéciales, soit directes, soit indirectes, avec l'autorisation du gouvernement.

Nous trouvons, dans le compte rendu des séances de la Chambre prussienne de 1865, 5^me cahier, p. 498, les données pour 1857 du produit des diverses contributions locales, sous la forme suivante :

Taxes diverses des localités. . .	14,949,667 thalers.
— des paroisses. . .	3,441,287
— des écoles. . .	5,956,546
	24,347,500 thalers. Part tête : 42 sgr. 10 pf.
Auxquels il convient d'ajouter, pour revenus patrimoniaux des com- munes.	8,628,726
Ce qui donne un total de. . .	32,976,226 thalers.

Le produit des taxes communales (24 millions de thalers) peut se décomposer en :

• 9,824,284 thalers pour les villes.	
et. . . 14,523,216 —	le plat pays (les campagnes).

Dans le pays de Bade, en 1854, les revenus de 1,583 communes s'élevaient à 6,147,907 florins.

Sur ce total, les revenus des immeubles rapportaient 2,615,204 fl.

Les intérêts de capitaux 232,347 fl.

Diverses taxes et amendes 396,915 fl.

L'impôt sur l'affouage ou la jouissance des communaux (*abgabe von der Bürger-nützung*) 153,100 fl.

Les additions aux taxes directes (*allgemeine Umlagen*) donnaient 1,666,600 fl.

Les taxes de consommation rendaient 132,804 fl.

Ces dernières taxes, analogues à nos octrois, existaient seulement dans 7 villes. Heidelberg n'était pas du nombre.

68,729 florins provenaient de la taxe sur la farine levée dans 6 villes.

17,630 fl. de la taxe sur la viande levée dans 4 villes.

16,473 de la taxe sur le vin dans 7 villes.

12,701 de la taxe sur la bière dans 7 villes.

6,691 de la taxe sur les denrées portées au marché, à Carlsruhe.

4,067 de la taxe sur le bois et la houille dans 4 villes.

2,028 de la taxe sur la vente des immeubles, à Carlsruhe ¹.

Dans le grand-duché de Weimar, la ressource régulière des villes est la taxe de consommation.

Les additions à l'impôt direct sont perçues en cas d'insuffisance des taxes de consommation.

L'ordonnance communale du 23 octobre 1834, pour les villes et les communes rurales de la Hesse électorale, décide dans son § 74 que les droits de pavé (*pflastergeld* ²) et les péages de routes et de ponts (*Weg und Brückengelder*), levés pour les routes et ponts entretenus par les communes, ne peuvent être établis qu'avec l'approbation du ministre de l'Intérieur.

Le § 73 ordonne la même chose pour l'établissement des taxes communales sur les objets de consommation, en exigeant aussi le concours du ministre des finances.

Le § 77 décide que les taxes directes communales (*gemeindeumlagen*), ne peuvent être levées qu'en cas d'insuffisance des taxes sur la consommation et des autres revenus des communes.

¹ C'est le seul exemple de taxe locale de cette nature que nous connaissons sur le continent d'Europe, avec l'ancien *timbre local* de certaines communes des Pays-Bas.

² D'après le *Staatslexikon* de Rotteck et Welcker, t. VI, p. 425, les *pflastergelder* n'atteignent pas les citoyens des villes, mais seulement les étrangers.

Cet ordre de préférence entre diverses espèces d'impôts communaux est analogue, on le voit, à celui qui est observé dans le grand-duché de Saxe-Weimar.

En Bavière, on use à la fois des suppléments à l'impôt direct et des taxes de consommation sur les céréales, la viande et la bière, quoique cette dernière boisson soit fortement taxée au profit de l'État. Ce serait en 1813, d'après M. de Reden, qu'en Bavière l'État aurait abandonné complètement aux communes l'impôt sur le vin et sur les céréales¹.

Dans le Wurtemberg, les taxes locales sont tirées des suppléments aux impôts directs.

En Autriche, les caisses municipales perçoivent des suppléments additionnels de la *Verzehrungsteuer* ou taxe de consommation.

A Gratz, en 1843, il était perçu en outre des suppléments aux taxes directes et diverses taxes ou droits (*Taxen und Gebühren*).

Toutefois les communes dans le plat pays ne font communément aucune surtaxe aux impôts de consommation. Les dépenses communales, quand le produit des biens de la commune est insuffisant, se liquident en premier lieu par des centimes sur les impôts directs, et ce n'est que lorsque ces centimes ont d'abord atteint un maximum déterminé, que l'on impose des centimes additionnels aux impôts de consommation. D'un autre côté les surtaxes aux impôts de consommation n'ont lieu que dans tous les lieux déclarés fermés, qui sont seulement Vienne, Prague, Brünn, Linz, Cracovie, Lemberg, Pesth, Presbourg, Gratz, Laybach, Trieste. On ajoutait naguère Venise, Udine, Trévis, Padoue, Vicence, Vérone, Bellune et Rovigo.

¹ V. *suprà*, p. 3.

M. Mill rapproche l'Autriche de la France sous le rapport de la constitution des taxes locales, et il compte ces deux pays parmi ceux dans lesquels les dépenses locales des villes sont principalement défrayées par des impositions levées sur les consommations à l'entrée de ces villes ¹.

A Wismar, ville suédoise engagée depuis 1803 et jusqu'en 1903 au Mecklembourg, l'accise urbaine porte sur les farines, la viande et la bière : elle comprend aussi une perception douanière sur certaines marchandises introduites par la voie maritime et sur les denrées de même nature introduites par terre ².

A Darmstadt, il y a un octroi perçu sur le vin, le cidre, l'eau-de-vie, la bière, la farine, le pain, les légumes en grains, le bétail, les lièvres, les chevreuils, les oies, la houille, la tourbe et les bois de chauffage. Le produit total est de 120,000 flor., et après déduction des restitutions, de 110,000 florins. Dans le même État, à Mayence, il y a un *octroi municipal* (*Städtisches octroi*), et le même mot se retrouve avec la même institution au chef-lieu de la Bavière rhénane à Spire, où, sur une population de 11,000 âmes, le produit de l'impôt est, dit-on, en moyenne de 18,000 florins.

D'après l'article 54 de l'instruction du ministère de l'Intérieur de Hanovre, concernant les affaires des communes, en date du 28 avril 1859, « il n'y a pas lieu d'autoriser, en règle, de nouvelles taxes sur les consommations ou sur l'industrie. Il est permis d'avoir recours aux taxes sur les hôtelleries et sur les sociétés de danses publiques. »

¹ *Principles of political Economy*, livre V, ch. v, § 4. Il ne faut pas oublier, malgré l'assertion de M. Mill, que l'État perçoit pour les communes en France plus de 80 millions de centimes sur les contributions directes ou sur les taxes perçues en vertu de rôles. V. *suprà*, page 81.

² V. Reden, p. 1089 et 1122, et le journal *la Patrie* du 11 mars 1864 (citant l'*Aftonbladet*).

SECTION II.

TAXES DE BERLIN ET DE VIENNE.

Nous donnons ici, sous forme de tableaux, les budgets à différentes années des villes de Berlin et de Vienne, budgets qu'il n'est pas sans intérêt d'examiner entre eux, soit dans leur total, soit dans la spécialité des revenus et des dépenses ¹.

Nous trouvons par exemple que, pour une population à peu près la même, en 1863, les recettes de Berlin ont été de plus de 4 millions de thalers (environ 15 millions de francs), et les recettes de Vienne, à peu près de 5 millions et demi de florins (environ 14 millions de francs).

Si, des recettes, nous passons aux dépenses, nous trouvons au chapitre des écoles qu'en 1863 Berlin a dépensé à ce titre près de 600,000 thalers ou 2,150,000 francs, et Vienne 450,000 florins ou 1,125,000 francs.

Nous ferons remarquer l'accroissement des recettes de Berlin, évaluées en 1843 à près de 1 million 1/2 de thalers, et dont le montant, en 1863, s'est élevé à plus de 4 millions de thalers.

¹ Les tableaux concernant les finances de ces deux capitales ont (sauf le budget de 1813 de Berlin, tiré du rapport fait en 1847 par M. de Brouckère en Belgique, sur la question des octrois) été extraits des documents originaux par M. P. Roux, attaché à mon cabinet qui, avec M. le vicomte de Luçay, déjà cité dans cet ouvrage, m'a aidé activement dans plusieurs parties de la seconde édition actuelle du présent *Traité*.

Recettes et Dépenses de Berlin (609,000 h.).

	RECETTES.			DÉPENSES.		
	Compte de 1885		Budget de 1886	Compte de 1886		Budget de 1886
	th. agr. d.	th. agr. d.	th. agr. d.	th. agr. d.	th. agr. d.	th. agr. d.
A. État (par soldes) de l'année précédente.	103,636 9 11	190,694 6 8	"	"	81,222 6 8	"
B. Recettes et dépenses courantes ordinaires :						
1. De l'administration de la caisse.	74,779 12 04	67,396 6 2	63,043 12 0	34,882 24 6	47,196 5 9	30,422 16 7
2. De l'administration des contributions :	340,000 "	1,270,898 6 8	1,514,990 "	87,113 2 2	8,406 5 4	6,090 "
Imprêt sur les maisons et loyers.	350,379 16 03	398,898 9 9	914,738 "	"	7,873 86 6	10,399 "
Imprêt communal sur la mouture, la viande, le sel; part de 1/3 sur l'impôt de l'État sur la mouture, et sur le taxe de rachat des prestations.	14,000 "	31,137 20 1	63,160 "	307,126 10 9	8,864 30 6	268,529 "
3. De l'administration de la dette municipale.	"	32,136 20 6	27,110 "	169,159 1 1	8,211 4 6	6,490 "
4. Administration du service et du militaire.	13,698 24 02	77,765 6 10	67,899 "	182,303 10 1	719,605 20 5	820,172 11 "
5. Pour les Archives, police et de justice.	"	"	"	739 7 9	2,084 86 3	1,838 "
6. Administration des écoles :	"	"	"	"	"	"
Gymnases.	"	46,812 13 1	73,114 "	"	114,349 4 3	111,446 "
Collèges municipaux.	72,994 26 60	45,260 27 8	83,869 "	154,082 11 5	132,432 4 6	116,288 "
Écoles des pauvres.	"	19,817 "	39,081 9 9	"	816,136 23 "	810,447 1 6
Instruction publique en général.	"	7,627 13 6	9,634 "	"	25,683 4 4	32,678 "
8. Administration des pauvres.	184,263 29 04	129,234 16 6	171,759 "	456,010 23 "	704,234 15 4	885,236 "
9. Compte des frais d'administration.	4,119 19 02	24,894 21 6	33,973 26 3	79,082 23 4	518,907 15 10	280,267 1 6
10. Constructions et bâtiments.	1,023 11 04	1,365 10 "	"	27,080 19 2	26,253 18 10	163,482 11 6
11. Recettes diverses et dépenses diverses.	31,464 2 04	247,776 14 10	234,360 20 6	16,976 3 1	184,406 11 4	103,686 13 1
C. Recettes et dépenses extraordinaires.	4,337,619 27 02	3,418,032 6	5,201,333 40	1,378,010 24 10	2,764,911 24 2	2,656,212 23 6
Totaux (avec le solde, th. A.)	4,469,609 7 7	4,034,667 1 3	9,233,690 "	99,617 25 "	1,501,968 23 5	697,377 4 6
				1,573,476 21 10	3,947,493 23 11	3,387,690 "

Recettes et Dépenses de Vienne (560,000 h.).

Le budget de Vienne ¹ se décompose en trois parties distinctes :

¹ Le budget de Vienne nous a été transmis par l'obligeance de M. le baron de Hoek, qui y a joint une note du chef de la comptabilité de la ville, note dont résulteraient les renseignements suivants.

Le budget de Vienne est annuel.

Il est préparé par la comptabilité, non par l'administration, trois mois avant le début de l'année, revu par une commission composée d'éléments divers, et enfin voté par le conseil communal, après un rapport de commission discuté dans l'assemblée publique et plénière du conseil.

Le plan du budget en dépenses et recettes est modelé sur le plan adopté à l'unanimité dans la troisième réunion du Congrès statistique à Vienne (toutes proportions et analogies gardées), pour les finances de l'État autrichien.

Il y a un fonds de réserve pour les dépenses imprévues.

Le titre de dépense, consacré à *assurer les objets prévus (præliminirten)*, pour les années antérieures et encore inachevées, mérite attention dans son rapport avec le titre de recette, relatif aux fonds disponibles reportés de l'année d'observation ^{*}.

Il y a des dépenses, comme celles qui concernent les constructions d'édifices, de digues, qui entraînent habituellement des retards, en partie à cause d'obstacles imprévus en partie, à cause de modifications des plans primitifs. Il est naturel de faire face à ces dépenses en retard avec les fonds restés disponibles sur l'exercice précédent. Il ne peut être question que de savoir comment on s'y prendra à cet effet.

Dans la comptabilité anglaise et prussienne, on met en relief d'une manière détaillée les dépenses qui restent à effectuer sur les crédits ouverts, et les sommes disponibles à cet effet. La garantie doit résulter des fonds en caisse, qui généralement ne sont pas pris en considération dans le budget suivant. Si, de l'examen des dépenses restant à effectuer, il résulte qu'un besoin spécial a cessé, les sommes disponibles à cet égard sont comprises dans les recettes de l'année suivante, et aucun accroissement des ressources de caisse ne peut en être la conséquence.

Dans le système français, où l'activité et la puissance des moyens ont pour conséquence une prompt exécution des dépenses entamées, on cherche à diminuer la différence entre le budget et la liquidation, en ajoutant à l'année 8 mois pendant lesquels tout ce qui est dépensé pour des objets prévus (*præliminirten*) pour l'année est rattaché au compte de l'année. Dans les finances de l'Autriche, c'est le

^{*} C'est l'année qui sert de base à la préparation du budget, et qui précède l'année courante.

1° Budget des recettes et dépenses provenant de propriétés privées ;

2° Budget des recettes et dépenses ayant un caractère public ;

reichsrath qui a ramené l'ordre dans ces matières. Le mode suivi en Angleterre et en Prusse paraît simple et convenable, en ce sens que les ressources non employées dans une année se retrouvent dans les fonds de caisse en fin d'année.

Mais lorsque, comme à Vienne, on emploie la plus grande partie de ces excédants à des dépenses non prévues, ce mode ne peut être suivi, et il devient nécessaire de tenir compte dans le budget des résultats de l'année écoulée, c'est-à-dire de l'année d'observation.

Le mode de comptabilité adopté en France ne devrait cependant pas être adopté : le compte définitif, relativement aux 8 mois, est une anomalie. Outre l'obscurité et la latitude de ce système pour les administrateurs, l'expérience montre que ce délai n'est pas suffisant pour clore les dépenses engagées dans l'année.

C'est une chose par elle-même aisée à comprendre, que si des ressources, destinées à un objet, ont été affectées à un autre, il faut compenser ce manque dans le nouveau budget, et combiner ainsi logiquement les résultats de l'exercice écoulé avec les prévisions du nouveau budget.

Le plus juste serait de combiner, avec les prévisions de chaque exercice, les résultats de l'exercice précédent ; mais comme cela est impossible, à cause du délai nécessaire pour la préparation et la fixation du budget (*præliminars*) qui doit précéder, d'ailleurs, le commencement de l'année à laquelle il se rapporte, l'année d'observation doit servir de base à la combinaison. Il s'ensuit que si, par exemple, la dotation d'une dépense prévue pour 1862 n'est dépensée qu'en 1863, cette dotation économisée en 1862 a dû être garantie dans le budget de 1864.

Les prévisions du budget servent de base aux dispositions des représentants de la commune.

Ces représentants sont le conseil municipal, les commissions instituées pour des objets déterminés, le magistrat, les autorités de district, et l'office de l'architecte dans un sens très-restreint.

Le conseil municipal a un pouvoir si grand, qu'il n'est pas même lié par les prévisions du budget.

Les commissions spéciales n'ont que des crédits limités à employer.

Le magistrat a, dans les limites des prévisions budgétaires, un pouvoir déterminé d'ailleurs par l'ordonnance sur les communes.

Les autorités de district peuvent ordonner les dépenses rentrant dans le système de leur administration jusqu'à la somme de 50 florins.

L'office de l'architecte peut ordonner des dépenses dans certains cas, circonscrits dans la même somme de 50 fl., et sous l'approbation du magistrat et de la comptabilité.

3^e Complément pour couverture du déficit.

Nous allons en donner le développement.

I. — Budget des propriétés privées.

	MONTANT en 1864.	APPROUVÉ pour 1865.	PROPOSÉ pour 1866.
DÉPENSES :			
	flor.	flor.	flor.
1. Charges foncières.....	142,966	138,629	137,961
2. Entretien des immeubles urbains.....	50,491	48,296	49,857
3. Déboursés pour les écoles municipales.....	912,388	967,882	953,821
4. Frais de procès.....	16,697	12,915	17,233
5. Frais de mutation de propriétés.....	785,249	"	"
TOTAL des dépenses.....	1,907,791	1,167,672	1,158,875
RECETTES :			
1. Revenu des immeubles.....	501,140	488,460	498,654
2. Revenu des valeurs mobilières.....	508,596	433,000	352,883
3. Produit de droits utiles (débits de bois- sons).....	3,847	3,847	3,847
4. Vente de propriétés.....	544,161	258,000	"
TOTAL des recettes.....	1,544,744	1,183,307	855,384
Budget des dépenses pour 1866.....			1,158,875
— recettes —.....			855,384
Reste un déficit de.....			303,491 fl.

Certaines dépenses ne peuvent être décidées que par le conseil municipal.

Si les crédits budgétaires sont épuisés, le magistrat doit obtenir des crédits supplémentaires avant qu'il soit fait d'autres dépenses sur les chapitres.

Aucun virement n'est permis de chapitre à chapitre ⁴, ni même entre les rubriques d'un même chapitre.

J'ai reproduit l'analyse de cette note sans m'associer à toutes les observations qu'elle renferme. Je n'y concilie pas entièrement l'impossibilité des virements, dans le budget de Vienne, avec le fait que des ressources destinées à un objet peuvent être affectées à un autre, ce qui paraît arriver, aux termes de la note en question. Je ne suis pas sûr non plus que l'auteur de la note ait bien apprécié la comptabilité française, qui fait face aux retards dans l'emploi de certains crédits, moins par la prolongation de l'exercice au delà du terme de l'année que par le système des ordonnances pour rappels sur exercices clos, pendant le délai de cinq ans. (V. les art. 108 à 113 de l'ordonnance du 31 mai 1838 et les art. 123 et suivants du décret du 31 mai 1862.)

⁴ *Ausgabe titel*. Ceci paraît répondre aux 43 *Hauptrubriken*, ou rubriques principales du budget de Vienne pour 1866.

II. — Budget des recettes et dépenses publiques.

	MONTANT en 1864.	APPROUVÉES pour 1865.	PROPOSÉES pour 1866.
RÉCETTES.			
A. RÉCETTES ORDINAIRES :			
	flor.	flor.	flor.
1. Impôt communal direct sur les loyers....	1,180,140	1,224,060	"
2. Addition aux impôts directs de l'Etat....	1,794,708	1,778,453	755
3. id. indirects id.....	1,083,951	1,112,400	1,083,951
4. Droits de surveillance de marché et d'hygiène.....	283,044	276,190	306,519
5. Droits de rachat des charges civiques....	462,468	77,605	92,694
6. Taxes sur les actes officiels d'adminis- tration.....	95,333	91,132	98,158
7. Revenu des biens communaux publics....	221,221	157,640	141,334
8. Droits pour le logement des soldats.....	50,129	56,131	26,426
9. Recettes pour dépenses d'administration	170,219	178,828	229,653
10. Recettes à titres divers.....	34	34	34
TOTAL des recettes ordinaires.....	5,014,247	4,952,413	4,979,244
B. RÉCETTES EXTRAORDINAIRES :			
11. Vente de terrains de routes et autres im- meubles.....	42,798	100,000	45,000
12. Créances actives de l'année précédente...	"	539,083	207,643
TOTAL des recettes extraordinaires....	42,798	639,083	252,643
a. Recettes ordinaires.....	5,044,247	4,952,413	4,979,244
b. Recettes extraordinaires.....	42,798	639,083	252,643
TOTAL général des recettes.....	5,084,045	5,591,496	2,231,887
DÉPENSES :			
A. DÉPENSES ORDINAIRES :			
1. Indemnité des conseillers municipaux....	53,791	42,503	44,480
2. Traitement des com. et employés de la ville	471,305	494,507	523,752
3. Secours et gratifications.....	7,127	5,724	5,700
4. Engagements à titres divers.....	179,370	183,953	177,052
5. Frais de bureau et de chancellerie.....	53,641	49,520	48,422
6. Dépenses pour les locaux officiels.....	74,874	74,887	75,070
7. Frais de balayage des rues.....	268,973	229,362	244,829
8. — d'arrosage des rues.....	158,725	159,462	145,318
9. — d'entretien des communications....	136,469	151,459	142,853
10. — d'entretien des parcs et glacis de la ville.....	34,464	34,766	33,654
11. Frais d'éclairage de la ville.....	306,351	356,155	367,000
12. — d'entretien et de curage des égouts.	103,575	80,906	91,759
13. — d'entretien et de conduite des canaux.	91,044	105,263	103,370
14. — d'abattoirs.....	79,425	62,161	60,549
15. — d'hygiène publique.....	29,404	38,797	47,458
16. — de police des marchés.....	97,595	101,037	155,420
17. Dépenses contre l'incendie.....	99,213	104,378	107,817
18. — contre les inondations.....	43,230	27,156	23,817
19. Frais de police locale.....	294,000	294,000	281,000
20. Dépenses de charité privée.....	665,087	635,400	829,187
21. Part des hôpitaux sur le produit des cen- times des impôts de consommation.....	73,654	74,968	73,051
22. Part du fonds des Invalides, id.....	33,348	31,223	33,348
23. Dons à divers bureaux de bienfaisance...	21,315	19,605	22,887
24. Dépenses du culte.....	24,026	19,838	18,869
25. — des écoles.....	410,787	456,938	514,776
26. Frais de surtaxes aux impôts directs de l'Etat.....	72,639	82,668	82,434

	MONTANT en 1864.	APPROUVÉES pour 1865.	PROPOSÉES pour 1866.
	flor.	flor.	flor.
27. Frais de conscription et de casernement des soldats.....	36,083	35,904	35,304
28. Frais de logements militaires.....	57,379	57,493	56,543
29. Dépenses de sûreté et de justice.....	8,320	9,262	9,388
30. — ordinaires diverses.....	20,354	43,576	46,904
TOTAL des dépenses ordinaires.....	4,005,964	4,032,270	4,360,764
b. DEPENSES EXTRAORDINAIRES :			
34. Constructions d'établissements municipaux	465,514	614,457	483,000
32. — d'églises.....	"	50,000	50,000
33. — d'écoles.....	440,273	362,990	"
34. — de places et rues.....	476,066	476,000	60,000
35. — d'égouts.....	459,414	210,000	459,488
36. — de nouveaux ponts.....	222,068	192,000	25,000
37. Régularisation des rives du fleuve.....	68,282	300,000	"
38. Restauration de l'aqueduc Empereur Fer- dinand.....	52,689	405,000	74,000
39. Autres constructions et réparations pu- bliques.....	368,822	87,760	272,400
40. Dépenses diverses extraordinaires.....	648,058	219,334	355,500
41. Frais d'extension de la ville.....	357,322	201,000	200,000
42. Dotations du fonds de réserve.....	"	160,000	160,000
43. Garantie des dépenses prévues dans les exercices précédents, et non encore réa- lisés.....	"	396,375	460,586
TOTAL des dépenses extraordinaires...	2,258,502	3,073,916	4,696,674
a. Dépenses ordinaires.....	4,005,964	4,032,270	4,360,764
b. Dépenses extraordinaires.....	2,258,502	3,073,916	4,696,674
TOTAL général des dépenses.....	6,264,463	7,103,186	6,057,433
Budget des dépenses publiques pour 1866..... fl. 6,057,433			
— recettes —.....		2,234,887	
Reste un déficit de.....		fl. 3,825,648	

III. — Complément pour couverture du déficit (année 1866).

Déficit sur le budget privé.....	fl.	303,494
Déficit sur le budget public.....		3,825,548
Total du déficit.....	fl.	4,129,039
Couverture (Bedeckung):		
1. Impôt de 4 n. kreuzers sur les loyers.....	fl.	4,280,000
2. Addition de 7 n. — à l'impôt des maisons levé par l'Etat.....		3,3,680
3. — 17 — au même impôt de l'Etat.....		786,080
4. — 17 — à l'impôt foncier.....		2,638
5. — 17 — sur l'industrie.....		494,834
6. — 17 — sur le revenu.....		447,902
7. — 1/10 — sur les loyers pour logements militaires.....		32,000
Total des moyens légaux de couverture du déficit.....	fl.	3,066,034
Déficit total.....		4,129,039
Couverture légale.....		3,066,034
Reste un déficit de.....	fl.	1,060,988

SECTION III.

DES TAXES DE PROVINCES ET DE CERCLES.

Les dénominations et l'étendue des divisions territoriales ne sont pas uniformes en Allemagne.

Dans la Bavière, le Wurtemberg, le grand-duché de Bade, la Saxe, on nomme *Kreis* ou *Cercle* une circonscription contenant généralement de 300,000 à 500,000 habitants et correspondante à celle du département français.

Dans les deux Hesses, on se sert du nom de *Provinz*. Les provinces y sont subdivisées en *cercles*.

En Prusse, la division est plus compliquée : le royaume se divisait en 8 provinces, et la population moyenne de la province était d'environ 2 millions 250,000 habitants, avant les annexions de 1866 qui formeront probablement trois nouvelles provinces de Hesse, de Hanovre et de Slesvig-Holstein.

Au-dessous de ces provinces sont les régences ou *Regierungs bezirke*, au nombre de 26 dans tout le royaume (avant 1866), et d'une population moyenne un peu au-dessus de celle des départements français, puisqu'elle atteint environ 690,000 habitants.

Les 26 régences sont subdivisées en cercles au nombre de plusieurs centaines (334 d'après Schubert ¹), et qu'on pourrait ainsi comparer à nos arrondissements.

¹ Handbuch der Allgemeinen Städteskunde von Europa, t. VI, p. 153.

En 1857, les taxes diverses des provinces et de cercles en Prusse ont produit ¹ :

	Thalers.	Par tête.	
		sg.	pf.
Taxes provinciales.	1,941,818	3	4
— de cercles.	2,241,460	3	10
Total.	4,183,278	"	"

La circonscription judiciaire du baillage (*Amt*) sert aussi sous divers rapports, en certains pays, de circonscription administrative. Dans le Wurtemberg, le baillage a une population moyenne de 27,000 habitants. Dans le Hanovre, cette population est moindre d'au moins moitié.

Il y a dans le Wurtemberg, depuis plusieurs siècles, des assemblées de baillages, composées de 26 à 30 membres, et qui s'occupent : 1° d'objets d'utilité générale relative à la circonscription ; 2° de certaines compensations équitables entre les communes de la circonscription, par exemple dans le cas où certains sinistres naturels ou des réquisitions onéreuses ont atteint quelques communes ; 3° de certaines fonctions d'assistance envers le gouvernement, par exemple pour la répartition et la perception des contributions directes.

Les *Amtskörperschaften* du Wurtemberg, au nombre de 63, d'après le *le Staatslexikon* de Rotteck et Welcker ², ont souvent des biens-fonds et des capitaux. D'après M. Rau, leurs dettes portant intérêt se sont réduites entre 1817 et 1838 de 3,293,000 florins à 377,000.

En Hanovre l'institution des assemblées de baillage paraît analogue à celle qui existe en Wurtemberg.

D'après l'art. 1^{er} de la loi du 28 avril 1859, abrogeant une loi antérieure du 27 juillet 1852, les conseils de baillage [*Amtsversammlungen*] sont appelés en Hanovre :

¹ Voyez le *Compte-Rendu* de la Chambre prussienne de 1865, 5^e cahier, p. 498.

² III, v^o *Provinzialstände*. Cet ouvrage porte la date de 1837.

1° A délibérer avec l'autorité du bailliage sur les affaires les plus importantes de la circonscription ;

2° A représenter les communes du bailliage, pour leurs affaires communes, dans des cas déterminés.

An sujet de la première attribution, l'art. 27 étend le cercle des délibérations du conseil aux affaires qui concernent le bien-être et les intérêts du district entier ou de plusieurs communes et nommément en ce qui touche :

Les progrès de l'agriculture, de la sylviculture, de l'élevé des bestiaux et de l'industrie.

Les affaires de routes, d'irrigation, de desséchement, d'endigement ;

Les précautions contre l'incendie et les assurances ;

Les mesures relatives aux subsistances ;

Les constructions et démolitions (*an und abbau*) ;

La situation des habitants non domiciliés ;

Les affaires des indigents ;

L'établissement des pénalités de police dans le district ;

Les charges de l'État (*hoheitslasten*) et leur répartition ;

La division ou la réunion de communes.

La seconde attribution nécessite, sous l'approbation de l'autorité supérieure, le vote du conseil de bailliage pour les dépenses relatives au bien public de la circonscription et non prescrites par les lois, spécialement pour l'établissement de caisses d'épargne et de prêt, d'écoles et maisons de travail pour les indigents, etc. (Art. 28 et 29.)

Le conseil de bailliage nomme au besoin le comptable chargé de surveiller la caisse de la circonscription. (Art. 31.)

Le conseil de bailliage est formé des maires (*Vorsteher*) des communes et des propriétaires des principaux domaines. (Art. 4.)

Ces grands propriétaires ne doivent pas, d'après l'article 12, constituer plus du tiers du conseil.

D'après l'art. 13, le conseil ne doit pas régulièrement compter plus de 24 membres.

Les réunions des conseils ont lieu à des époques régulières fixées pour chaque bailliage. (Art. 19.)

D'après l'art. 26, les délibérations des conseils sont publiques, sauf décision contraire de l'autorité du bailliage ou du conseil lui-même.

Aux termes de l'article 38, les représentants des communes dans le conseil du bailliage ont droit à une indemnité à la charge de leur commune ou de la caisse du district.

Si nous examinons d'autres faits administratifs et financiers relativement aux provinces, aux cercles et aux bailliages en Allemagne, nous y retrouverons plus d'un trait étranger à la régularité et surtout au caractère démocratique de nos représentations locales françaises.

La composition des États provinciaux prussiens est encore, par exemple, de forme féodale. On y trouve 3 États habituellement réunis : 1° La *Ritterschaft* ou l'ordre équestre, c'est-à-dire les possesseurs des biens nobles ou *Rittergüter* ; 2° les députés des villes membres des conseils municipaux ou exerçant une industrie, mais possédant un bien immobilier ; 3° des paysans propriétaires élus. Dans quatre provinces prussiennes, il y a aussi un 4° État qui a la prééminence sur les autres, c'est celui des princes et comtes, anciens souverains médiatisés. On les nomme *Standesherrn*.

Dans les parties de l'Allemagne où une partie des dépenses publiques est mise à la charge des provinces, et où celles-ci ont des représentants réunis dans les conseils provinciaux, tels que les *Landrätbe* bavarois, et les États provinciaux et les États de cercles en Prusse, les ressources financières peuvent être les suivantes :

Pour les dépenses obligatoires il y a des sommes assignées à chaque province, prises sur le budget de l'État.

Ainsi, le budget bavarois pour les années dernières (1861-1862), contient une dépense annuelle de 537,612 florins, qui doit être versée dans les caisses des 8 cercles ou provinces¹. C'est ce qu'on appelle le fonds des cercles : *Kreisfonds*.

Il peut être pourvu aux dépenses facultatives par des centimes additionnels aux contributions directes ou indirectes, et par des droits de consommation particuliers², le tout selon le vote du conseil local approuvé par le ministère, enfin, par le revenu du fonds appartenant à la circonscription, au besoin par des emprunts.

Les impôts perçus pour les dépenses des provinces, cercles, etc., s'appellent *Provincial-umlagen* ou *Kreis-umlagen*, comme les impôts communaux se nomment *Gemeinde-umlagen*.

La loi bavaroise du 23 mai 1846, déclare que les dépenses à la charge des cercles (*Kreislasten*) embrassent :

- 1° La perception et l'administration des fonds des cercles ;
- 2° Les dépenses du conseil général ;
- 3° L'enseignement de l'agriculture et de l'industrie, et les autres dépenses afférentes à ces deux branches de travail ;
- 4° Les établissements sanitaires du cercle ;
- 5° Les hospices et maisons pour les enfants trouvés (sans tours) ;
- 6° Les établissements destinés à procurer du travail aux indigents ;

¹ Le *staatslexikon* de Rotteck et Welcker confond ces deux expressions relativement à la Bavière. Il décrit la constitution des *Landrâthe* bavarois par l'élection de quatre États conformément à la loi de 1828, — à savoir : le clergé, la noblesse, les villes et les paysans. V. t. XIII, v° *Provinzialstände*.

² Il ne paraît pas qu'il y ait, en fait, d'impôts de ce dernier genre, et on en comprend la difficulté pratique, à cause de l'ouverture naturelle des frontières d'une province, autrement malaisée à surveiller que la banlieue d'une ville.

Quant aux centimes additionnels aux contributions directes, le *staatslexikon* déjà cité rapporte que le cercle du Palatinat en supportait plus de 52 lorsque les autres cercles n'en payaient que 4 1/6 au plus. T. XIII, p. 291. Voir à la page suivante ci-après une évaluation plus récente des centimes supportés par le Palatinat.

7° Les dépenses que des lois postérieures assigneront aux fonds des cercles ;

8° Celles que le conseil général assumera dans l'intérêt général du cercle.

Les centimes additionnels levés par les cercles en Bavière pour leurs besoins (*Kreis-umlagen*), varient de 5 à 8 pour cent dans la Bavière transrhénane, suivant M. de Reden. Ils s'élèvent à 47 p. cent dans le Palatinat, et, à ce qu'il paraît, dans le but de compléter un contingent de 100,000 florins, payables annuellement à la caisse de l'État par cette province qui, d'un autre côté, est représentée comme exempte de la taxe sur le malt ¹.

Dans le grand duché de Bade, il n'y a eu jusqu'ici point de représentation provinciale, et toutes les dépenses publiques étaient à la charge du Trésor.

Une nouvelle loi, publiée le 5 octobre 1863, doit changer cet état de choses. Le pays de Bade doit être divisé en cercles, qu'on suppose devoir être au nombre de 10 ou 12.

Ces cercles auront des conseils représentatifs (*Kreis-versammlungen*) et des comités délégués par les conseils (*Kreis-ausschüsse*). Ces conseils, analogues à nos conseils généraux, administreront la bienfaisance publique, l'industrie. Ils s'occuperont des routes, des canaux et ponts, des caisses d'épargne, écoles pour le cercle, hospices et *workhouses*.

Les conseils de cercle pourront voter des sommes auxquelles les communes devront contribuer, quelquefois inégalement, suivant les différences d'intérêt. Ils pourront contracter des emprunts avec l'autorisation du gouvernement.

On sait que le Nord de l'Allemagne conserve certaines institutions empreintes de féodalité. Nous trouvons dans une note due à l'obligeance de M. Desprez, directeur des

¹ V. Reden, p. 18 et 66.

affaires politiques au ministère des Affaires étrangères, quelques renseignements sur l'organisation particulière, sous ce rapport, des provinces hanovriennes représentées par les assemblées qu'on nomme *Landschaften*, renseignements que nous conservons, en priant le lecteur de les regarder comme en partie rétrospectifs, probablement à cause de l'annexion récente du Hanovre à la Prusse.

Jusqu'à l'année 1814, les États provinciaux des différentes provinces qui constituent le royaume de Hanovre, avaient une existence complètement indépendante les uns des autres. Ils se composaient des ordres traditionnels, à savoir :

- 1° De la prélature, là où elle s'était encore conservée;
- 2° De la noblesse ;
- 3° Des villes ;

4° Des propriétaires fonciers libres ; on regarde comme tels ceux qui ne se trouvent pas sous une dépendance seigneuriale.

Dans certaines provinces, ces ordres procédaient à leurs délibérations et arrêtaient leurs résolutions en une seule assemblée commune ; dans d'autres, ils se divisaient en curies. Ils avaient le droit de voter les impôts et ils étaient consultés dans les questions législatives. Ils prenaient part également à l'administration ordinaire des contributions par leurs employés et leurs comités permanents. Dans les affaires générales qui réclamaient la coopération des États et qui concernaient plusieurs ou toutes les provinces, le gouvernement était tenu de traiter avec chaque *Landschaft* séparément.

Depuis 1814, cet état de choses a éprouvé une profonde modification. On a établi une assemblée générale des États du royaume.

Cette assemblée a été appelée à coopérer à toutes les affaires qui ont un intérêt commun pour le pays. Les

anciens États provinciaux, il est vrai, fonctionnent encore à côté de cette assemblée; mais leur activité est restreinte aux affaires particulières de la province respective. Ils ont donc perdu une grande partie de leur importance. Les anciennes dettes provinciales ayant été confondues avec les dettes générales du pays, qui sont du ressort des États généraux, et les contributions particulières des provinces ayant été abolies, la mission des *Landschaften* se borne à des délibérations sur quelques lois provinciales et à l'administration de certains établissements provinciaux.

Ce qui précède explique, en partie du moins, que l'organisation des *Landschaften* dont les attributions étaient altérées, a dû subir quelques modifications. C'est en 1863 que l'on a commencé à s'en occuper. Aujourd'hui, dans la plupart des provinces du Hanovre, la modification est consommée; dans les autres, elle est à la veille de s'accomplir.

D'après cette nouvelle organisation, les éléments dont se composent les *Landschaften* sont actuellement :

1° La noblesse, c'est-à-dire les propriétaires des terres qui, jusqu'ici, étaient représentées aux diètes et de celles qui viendraient dans la suite à appartenir à l'ordre de la noblesse. Ces terres doivent être d'une certaine étendue;

2° Les villes, représentées par leurs bourgmestres ou par des députés spéciaux élus par les magistrats et les chefs de la bourgeoisie;

3° Les représentants des propriétaires fonciers n'appartenant pas à la noblesse, élus par circonscriptions électorales déterminées.

La distribution des voix est réglée de manière que chacune des trois parties mentionnées ci-dessus en a un tiers dans la *Landschaft*, et dans les provinces où il existe encore des parties de la prélature, les voix de celle-ci se trouvent réunies à celles de la noblesse.

La *Landschaft* se réunit régulièrement une fois par an.

Elle a un comité permanent formé de fonctionnaires nommés à vie et de membres élus pour six années. Le nombre des membres du comité est de 9 à 15. Lorsque la *Landschaft* n'est pas réunie, c'est au comité qu'il appartient de défendre ses droits, d'agir en son nom dans les cas pressants, et d'administrer les propriétés de la *Landschaft*, ainsi que certains établissements provinciaux, à savoir : les institutions publiques d'assurances contre l'incendie, les unes combinées, les autres simples, que l'on trouve dans chaque province, et un orphelinat qui existe dans une des provinces du royaume.

Quant aux droits publics des *Landschaften*, elles consistent dans :

1° Le droit d'assentiment à toutes les lois provinciales pour lesquelles la liberté personnelle, la propriété privée ou tous autres droits bien acquis des sujets pourraient être modifiés;

2° Le droit d'assentiment à toutes les contributions et charges de la province ;

3° Enfin le droit de présentation pour un certain nombre de places dans la magistrature suprême du pays.

Bien que conformément à ce qui vient d'être dit, le gouvernement soit autorisé à introduire des contributions et des charges provinciales d'accord avec les *Landschaften*, il n'a pas fait encore usage de cette faculté depuis l'institution de l'assemblée générale des États.

Il n'y a pas, dans le royaume, de dépenses publiques qui soient à la charge des provinces en leur qualité de provinces.

En résumé, l'assentiment de la *Landschaft* est nécessaire pour la législation provinciale et pour la création d'impôts provinciaux. En outre, dans les mesures qui sont d'un intérêt particulier pour la province respective, le gouvernement

peut appeler la *Landschaft* ou son comité à se prononcer sur leur opportunité; et enfin, les *Landschaften* ont un droit d'initiative en ces matières et peuvent faire parvenir leurs représentations ou leurs plaintes au gouvernement. *

Le défaut de vitalité administrative, qui ressort de ces renseignements dans l'organisation de la province hanovrienne, ne s'explique pas seulement par la simplicité ou l'inertie des intérêts spéciaux à la province, mais surtout par cette circonstance qu'au-dessous des provinces, c'est aux bailliages qu'incombe, entre autres attributions, la charge de la construction et de l'entretien des routes, qui tiennent le milieu entre les chaussées et les chemins vicinaux ¹. Les représentations de ces bailliages, dont nous avons analysé les attributions, déterminées par la loi du 28 avril 1839, ont le droit de voter certaines dépenses en rapport avec leur compétence. D'après l'article 30 de la loi précitée, ces dépenses doivent, dans la règle, être couvertes par des cotisations imposées aux communes (*durch quoten der Gemeinden*), cotisations qui constituent la ressource financière des bailliages.

Je ne saurais quitter le sujet, si imparfaitement traité, des taxes levées en Allemagne sur les circonscriptions si diverses placées entre les États et les communes, sans appeler l'attention des lecteurs, que les questions administratives préoccupaient autant que les questions économiques et financières, sur l'organisation de ces bailliages wurtembergeois et hanoviens que j'ai décrite au commencement de cette section, et

¹ D'après la statistique financière de M. de Reden (t. I, p. 682 et 853), le Hanovre est divisé en 6 Landrosties (Hildesheim, Hanovre, Lünebourg, Stade, Osnabruck, Aurich et une intendance minière (Klausthal). Ce dernier district ne comptant que 34,874 habitants au dénombrement de 1848, sur les 1,758,847 habitants trouvés dans tout le royaume, chaque Landrostie a, en moyenne, environ 286,000 habitants. Le nombre de bailliages est de 141, ce qui donne une moyenne de 12,000 habitants.

à laquelle les derniers mots de cette étude me ramènent.

Ces districts correspondent par leur population à nos cantons français, et on peut voir dans leur organisation séparée, fait particulier à quelques parties de l'Allemagne et dont la France, la Grande-Bretagne, l'Espagne et l'Italie ne nous ont présenté aucune trace, une sorte de type de cette idée qui a préoccupé en France certains esprits à divers époques : l'organisation administrative et représentative des cantons.

CHAPITRE IV.

DES TAXES PROVINCIALES ET COMMUNALES EN ESPAGNE.

PRÉLIMINAIRES.

Si nous examinons le système de l'administration locale en Espagne, nous y retrouverons, comme en Allemagne, l'association de l'impôt direct et de l'impôt indirect dans les budgets des localités, mais nous y verrons en outre, sans en être surpris, certaine imitation des institutions françaises. Sur un fonds moral ancien, qui rappelle le mélange des traditions du moyen âge chrétien et de celles des Maures, les Espagnols, que Chateaubriand a appelés des *Arabes chrétiens*, ont construit en effet un système politique et administratif sous l'influence successive de deux dynasties étrangères. La maison d'Autriche a laissé à l'Espagne de vastes colonies au dehors, et au dedans divers monuments durables de l'intelligence et de l'art. Mais la maison de Bourbon a imprimé à l'Espagne, depuis un siècle et demi, les habitudes de l'imitation française dans la politique et l'administration. Toutefois nous trouverons aussi, dans le système de la taxation des provinces surtout, certains faits qui impriment à l'organisation administrative espagnole une originalité véritable.

Les contributions en Espagne se divisent, d'après D. Manuel Colmeiro ¹, en contributions générales et contributions locales. Les premières sont communes à tout le royaume et sont destinées à satisfaire aux besoins de la nation ; on les désigne sous le nom générique de *contribuciones*. Les secondes sont spéciales à certains territoires et sont appliquées à couvrir les dépenses d'une province ou d'une commune ; elles se nomment *repartimieutos* ou *arbitrios locales* ².

Nous allons exposer succinctement les ressources des provinces et des communes espagnoles.

¹ *Derecho administrativo Español*, t. II, p. 246, 2^e édition, Madrid, 1858.

² Le mot *repartimieutos* s'applique plus spécialement aux impôts directs, et le mot *arbitrios* aux impôts indirects.

SECTION I.

DES TAXES PROVINCIALES.

Les revenus des provinces en Espagne sont ordinaires ou extraordinaires.

I. Les revenus ordinaires se composent :

1° Des produits généraux, tels que : rentes, cens, redevances de greniers publics, etc. ;

2° Des droits de péages sur les routes et ponts, etc. (*portazgos, pontazgos, barcajes* ¹ ;

3° De taxes locales (*arbitrios*) ² ;

4° Des produits de l'instruction publique ;

5° Des produits des établissements de bienfaisance.

Les ressources ordinaires étant généralement insuffisantes, le déficit du budget provincial est couvert dans l'ordre suivant :

1° Par des taxes additionnelles à la contribution foncière, laquelle est assise sur le produit liquide des biens immeubles, produits de cultures ou de troupeaux ;

2° Par une surtaxe de même nature sur la contribution industrielle et commerciale ;

3° Par des surtaxes sur les objets de consommation compris dans les tarifs des droits du trésor sur ces objets ;

¹ Seulement dans les provinces d'Avila, de Badajoz, Caceres, la Corogne, Logrono, Valladolid et dans les quatre provinces basques.

² Seulement dans les provinces de Barcelone, Gironne, Lerida, Tarragone, Valence, et dans les provinces basques, d'Alava, Guipuzcoa et Biscaye.

4° Par des impôts sur les autres objets de consommation non atteints par le Trésor;

5° Enfin, par des impôts sur d'autres objets, articles de consommation ou non, établis avec l'autorisation compétente.

Les députations provinciales, institution analogue à nos conseils généraux, soumettent à l'approbation du gouvernement, les impôts nécessaires pour l'intérêt provincial.

A défaut de loi qui fixe le maximum de la taxe qui peut être établie sur chaque province pour les dépenses d'intérêt commun, le gouvernement espagnol s'est tracé les règles suivantes :

Tout supplément à la contribution foncière, destiné à couvrir le déficit d'un budget provincial, ne peut excéder le dixième du total du contingent de la province. Il en est de même du supplément pris sur la contribution industrielle ou commerciale ¹.

Le maximum de surtaxe appliqué aux objets de consommation compris dans le tarif, ne peut excéder une quantité égale au droit correspondant levé pour le Trésor, en tenant compte des taxes communales déjà imposées sur les mêmes objets.

Nous avons maintenant à donner quelques notions sur les dépenses qui incombent aux provinces; voici celles que nous fournit à ce sujet M. Colmeiro ².

Les dépenses des provinces se divisent en deux catégories : *obligatoires* et *volontaires*.

Sont obligatoires les dépenses relatives à l'entretien des propriétés provinciales et au paiement des contributions

¹ Colmeiro, t. II, p. 258. Ce maximum fixé en 1845 a été dépassé depuis, si l'on se reporte aux tableaux relatifs à l'année 1861, que nous analysons plus loin. Nous y voyons du moins quelques surcharges *extraordinaires* de 4 à 10 p. 100 sur la contribution industrielle, outre les 10 p. 100 de *recargo ordinario*.

² Tome II, p. 271 et suiv.

qu'elles supportent; aux dettes de la province; à l'entretien des prisonniers indigents; à la conservation et à la réparation des ponts et chaussées de la province; aux besoins des établissements de bienfaisance et d'instruction publique ainsi que des musées et bibliothèques provinciales; aux frais des juntes et commissions établies pour les diverses branches du service public de la province; aux frais des élections des députés aux cortès et des députés provinciaux; à l'abonnement au Bulletin officiel et aux autres publications périodiques établies par le gouvernement dans l'intérêt de l'instruction publique et de l'industrie; aux frais d'écriture, de bureau, d'impression et de correspondance officielle; enfin toutes dépenses imposées aux provinces par la loi ou qui le seraient à l'avenir.

Les dépenses, non comprises dans la nomenclature précédente, sont considérées comme volontaires.

Le gouverneur établit le budget de la province; la députation provinciale le discute et le vote; le roi l'approuve comme chef suprême de l'État et comme tuteur de toutes les corporations et établissements publics.

Les chiffres suivants font connaître l'importance des budgets provinciaux; nous les empruntons à des états officiels, que nous devons à l'obligeante communication de M. Colmeiro, correspondant de l'Académie des sciences morales et politiques de l'Institut de France, et professeur de droit administratif à Madrid.

D'après un tableau publié par le ministère de l'Intérieur, le budget des 43 provinces, non compris les 4 provinces basques, s'est élevé, pour 1861, en dépense, à 172,003,442 réaux; en recette, à 196,503,475 réaux.

Voici la décomposition de ce total de recettes :

Revenus ordinaires :

CHAPITRE I. — Produits généraux.	7,826,759 réaux.
— II. — Droits provinciaux de péage sur les routes et ponts, etc.	102,468
— III. — Taxes spéciales (<i>arbitrios</i>).	7,940,000
— IV. — Produits de l'instruction publique. . . .	3,777,804
— V. — Produits des établissements de bienfaisance.	40,094,207
— VI. — Ressources destinées à couvrir le déficit. .	84,751,339
— VII. — Reports des budgets antérieurs. . . .	52,010,898

Le chapitre VI se divise en deux articles, dont l'un renferme les suppléments ordinaires aux contributions de l'État et au revenu du monopole du sel, et l'autre les suppléments extraordinaires.

Le supplément à l'impôt du sel ¹ est de 3 réaux par quintal de sel vendu par le monopole de l'État. Le produit de ce supplément est de 3,999,378 réaux. Ce supplément n'est pas levé dans toutes les provinces.

Les *Consumos* ², l'impôt territorial et l'impôt industriel servent de base aux autres suppléments, énumérés dans le chapitre VI des budgets provinciaux.

Dans les 4 provinces basques les dépenses se sont élevées, pour 1861, à.	24,074,828 réaux.
Les recettes à.	22,409,740

¹ Les impôts de consommation au débit qui sont établis dans un État peuvent être surchargés de suppléments provinciaux. Mais il n'en serait pas de même des impôts assis sur certaines consommations à la production. On atteindrait souvent les consommateurs d'une province en augmentant la taxe assise dans une autre. C'est ce qui arriverait en France, par exemple, pour l'impôt du sel, qui est un produit de quelques localités débité ensuite dans l'ensemble du pays. En Espagne, au contraire, le monopole du sel localise la perception de l'impôt à la résidence du consommateur, et d'un autre côté, l'impôt des *Consumos*, qui donne lieu à des suppléments provinciaux, paraît aussi exclusivement porter sur la consommation et la vente, nullement sur la production ou la circulation des objets soumis aux droits. (V. Colmeiro, *Derecho administrativo*, § 167, t. II, p. 252.)

² Ce mot, dans les tableaux que j'analyse, me paraît l'expression générique qui renferme à la fois les droits d'entrée (*puertas*) et les droits de consommation (*consumos*) proprement dits.

Les recettes des provinces basques se subdivisent ainsi :

Rentes et cens.	76,900 réaux.
Péages.	3,856,000
Taxes spéciales.	13,040,000
Instruction publique.	290,000
Bienfaisance.	18,000
Ressources pour couvrir le déficit.	3,304,400
Reports des budgets antérieurs.	1,823,840

Voici quelques extraits plus étendus des tableaux curieux que M. Colmeiro a bien voulu nous adresser et dont nous venons d'analyser certains détails.

Recettes des provinces d'Espagne pour l'année 1861.

[illegible]

Recettes provinciales des Pays basques. (Année 1864.)

PROVINCES.	POPULATION.	RENTES et cens.	PÉAGES (portinagos).	TAXES spéciales (arbitrales).	INSTRUCTION publique.	BIENFAISANCE.	COUVERTURE du déficit.	REPORT des budgets antérieurs.	TOTAL général.	BALANCE GÉNÉRALE	
										décreaser.	excédant.
Alava.	96,398	70,000	990,000	4,770,000	70,000	"	4,500	42,000	2,886,500	"	"
Gipuzcoa.	456,493	"	660,000	3,430,000	"	18,000	"	717,410	4,825,410	"	"
Biscaye.	460,579	"	800,000	7,870,000	230,000	"	"	"	8,890,000	498,614	55,355
Navarre.	297,422	6,903	4,406,600	"	"	"	3,299,900	4,094,430	5,807,830	4,221,829	"
	710,892	76,900	3,856,600	13,040,000	290,000	18,000	3,304,400	4,833,840	22,409,740	4,730,442	55,355

Tableau détaillé par spécialité des Recettes des provinces d'Espagne, pour l'année 1861¹ :

CHAPITRE I^{er}. — PRODUITS GÉNÉRAUX.

1. Rentes et cens.	6,578,237
2. Restitutions.	585,527
3. Contributions des communs pour la garde des forêts. . .	308,390
4. Contributions des greniers publics.	20,538
5. Recettes diverses.	334,067

CHAPITRE II. — PÉAGES.

6. Droits de barrières (<i>portazgos</i>).	60,420
7. — ponts (<i>pontazgos</i>).	38,048
8. — " bacs (<i>barcajes</i>).	4,000

CHAPITRE III.

9. Taxes spéciales (<i>arbitrios establecidos</i>).	7,940,000
---	-----------

CHAPITRE IV. — INSTRUCTION PUBLIQUE.

10. Produits ordinaires.	2,481,147
11. Report des budgets.	1,296,657

CHAPITRE V. — BIENFAISANCE.

12. Recettes ordinaires.	24,966,390
13. Report des budgets antérieurs.	15,127,818

CHAPITRE VI. — COUVERTURE DU DÉFICIT.

Surtaxes ordinaires sur le sel et les objets imposés par l'État :

14. Surtaxe territoriale.	19,144,357
15. — industrielle.	6,808,385
16. — sur les consommations.	41,872,812
17. Impositions sur les 30 premières espèces, désignées dans le tarif n° 2 ²	9,402,878
18. Impositions de 3 réaux par chaque quintal de sel livré au même prix que celui du monopole.	3,999,378
A reporter.	140,969,149

¹ Ce tableau donne le développement par spécialité de ressources des 196,503,475 réaux dont l'origine par provinces est fournie par le tableau précédent de l'avant-dernière page.

² Il y a 90 objets désignés dans le tarif de l'impôt des *Puertas* en Espagne.

Surtaxes extraordinaires :

	Report.	140,969,149
19.	Surtaxe territoriale.	2,093,461
20.	— industrielle.	359,534
21.	Produits du 5° d'augmentation de la surtaxe sur la contribution territoriale (art. 38 du décret royal du 30 juillet 1859).	976,567
22.	Produit du 5° d'augmentation de la surtaxe sur la contribution industrielle (même décret).	93,958

CHAPITRE VII. — REPORT DES BUDGETS ANTÉRIEURS.

23.	En caisse, le 31 mars.	38,842,676
24.	Créances recouvrables du précédent budget.	12,955,999
25.	Créances recouvrables des budgets antérieurs.	212,223
	TOTAL général	196,503,467

SECTION II.

DES TAXES COMMUNALES.

Les revenus des communes d'Espagne sont :

D'abord ceux qui sont inscrits au budget ordinaire et qui se décomposent ainsi :

Revenu net des propriétés mobilières et immobilières, ainsi que des forêts.

Impositions locales, produits des établissements de bienfaisance et de ceux de l'instruction publique (rétribution scolaire, etc.).

Enfin les recettes éventuelles et extraordinaires ; car certaines recettes inscrites au budget ordinaire portent ce nom.

Lorsqu'il y a un déficit dans le budget d'une commune, ce déficit peut être couvert par des ressources de même nature que celles auxquelles les administrations provinciales ont droit de recourir, et que nous avons indiquées à la première section de ce chapitre, c'est-à-dire par des surtaxes sur l'impôt foncier, l'impôt industriel et celui des consommations, ainsi que par des taxes spéciales affectant les objets de consommation ou d'autres objets.

Les conseils municipaux (*ayuntamientos*) délibèrent sur la suppression, la réforme, le remplacement et la création des impôts et droits communaux. Toutes ces propositions sont soumises à la tutelle administrative supérieure.

Aucun maximum n'a été fixé par la loi pour les taxes subsidiaires ; mais le gouvernement espagnol, dans ce cas, comme en ce qui concerne les provinces, ne se départit

point des règles suivantes qu'il s'est lui-même tracées :

Tout supplément à la contribution foncière destiné à couvrir le déficit d'un budget municipal, ne peut excéder le quart du contingent de chaque commune.

Quand elle est prise sur la contribution industrielle ou commerciale, la taxe additionnelle ne doit pas excéder non plus le quart du produit des cotes portées à la matrice de la commune.

Le maximum de surtaxe appliqué aux objets de consommation, compris dans le tarif, ne peut excéder une quantité égale au droit levé pour le Trésor.

Nous voyons les suppléments à l'impôt de consommation jouer un grand rôle dans les ressources des provinces et surtout des municipalités en Espagne.

C'est peut-être le cas de préciser la nature de cet impôt, tel qu'il est décrit par M. Conte ¹.

Cet auteur rappelle que les droits appelés *d'entrée et de consommation* (*puertas y consumos*), sont composés d'une partie principale perçue au profit de l'État et de suppléments au profit des provinces et des communes.

Il montre le produit croissant de ces impôts donnant à l'État 141,274,183 réaux en 1845 et 166,802,207 réaux en 1851, dont 77 millions de droits d'entrée et 90 millions de droits de consommation. Les tableaux que M. Colmeiro a bien voulu nous transmettre, portent le produit pour 1861 à 175,998,068 réaux. La progression constatée entre 1845 et 1851 a continué en se ralentissant de 1851 à 1861.

Les suppléments d'*intérêt commun* levés sur ce principal, donnaient en 1854, d'après M. Conte, 30,000,000 de réaux pour les *Consumos* et 40,000,000 de réaux pour les *Puertas* : total, 70 millions de réaux ².

¹ T. II, p. 168 et suiv.

² Conte, p. 170 et 176.

Ici la face des choses paraît avoir complètement changé, puisque dans le tableau qui précède nous avons vu les suppléments provinciaux sur les *Consumos* (les deux impôts étant sans doute réunis sous cette dénomination générique) s'élever à un produit d'environ 50,000,000 de réaux, et dans un tableau ci-après nous verrons les *recargos* des municipalités donner environ 93 millions de réaux. La progression entre 1851 et 1861 aurait donc été énorme : car il y aurait eu doublement des suppléments en question.

Il paraît, d'après M. Conte, que le droit de *Consumos* porte sur 9 articles assujettis à l'impôt sur la totalité du territoire : ce sont le vin, le vinaigre, l'eau-de-vie, les liqueurs, l'huile d'olive, la glace, les viandes vivantes, les viandes mortes, le savon. La plupart de ces objets sont taxés suivant un tarif à 7 degrés, d'après la population. L'eau-de-vie, par exemple, paye depuis 5 jusqu'à 22 réaux par arroba : les viandes mortes depuis 2 jusqu'à 13 maravédís la livre, etc., mais la bière, le cidre, le chacoli payent des droits uniformes.

Les droits d'entrée ou de *portes* que M. Conte appelle « une imitation monstrueuse des octrois français, » avaient au contraire dans l'origine une étendue presque illimitée quant au nombre des objets grevés; mais ils ont été bornés par un décret du 31 décembre 1851 à 99 articles rentrant dans la nature des comestibles, boissons et combustibles. Ces 99 articles sont divisés en 9 classes : 1° les cires et graisses; 2° les oiseaux et le menu gibier; 3° les combustibles; 4° les confitures et sucreries; 5° les fruits; 6° les graines, semoules et farines; 7° les légumes¹; 8° les poissons; 9° les articles divers. Ces objets ne sont taxés que dans les chefs-lieux de provinces et dans les ports : enfin dans des localités qui,

¹ Les légumes (*hortalizas*), suivant M. Conte, auraient été exemptés de taxe, en vertu d'un décret de 1852. Le blé ne supporte qu'un réal par fanègue.

suivant M. Conte, représentent à peine le septième de la population du territoire.

Il y a trois tarifs, l'un applicable à Madrid, l'autre aux villes d'Alicante, Barcelone, Cadix, Cordoue, la Corogne, Grenade, Malaga, Santander, Séville, Valence et Saragosse; le troisième applicable à toutes les autres villes.

« Ce qu'il y a, dit-il, de plus injuste et irritant dans l'impôt sur les consommations (et ces observations de l'auteur espagnol paraissent s'étendre à la fois aux droits de consommation de l'État et aux droits des villes), c'est : 1° ses bases, à raison de l'inégalité des droits relativement à chaque objet et aux diverses localités, attendu que le vin, par exemple, soit fin, soit ordinaire, paye toujours le même droit, ce qui fait plus contribuer le pauvre que le riche, le vin n'ayant pas la même qualité dans le Midi de l'Espagne et dans l'intérieur des Castilles; 2° son administration : le gouvernement s'étant fait accorder en 1848 le droit d'établir la vente exclusive des aliments des espèces sujettes aux droits dans les localités comptant moins de 2,000 âmes de population ; ce qui constitue un attentat inouï à la liberté des transactions et un monopole odieux exercé sur les articles les plus nécessaires à la vie de l'homme. »

Plus loin ¹ M. Conte donne les frais de perception de l'impôt urbain sur les consommations ainsi qu'il suit :

Personnel	2,360,225
Id. de visite.	4,572,300
Matériel administratif.	294,040
Id. de visite	122,000
Frais extraordinaires de mesurage (<i>ficlato</i>), etc.	120,000

Ces frais sont relativement beaucoup plus forts que ceux qui se rapportent à la perception des droits de l'État ².

¹ P. 171.

² Ceux-ci ne s'élèvent qu'à 2,898,241 réaux.

Les dépenses des communes se distinguent, comme celles des provinces, en dépenses obligatoires et dépenses volontaires ou facultatives ¹.

Les dépenses obligatoires sont celles qui sont nécessaires : à la conservation des immeubles de la commune , aux réparations ordinaires de la maison commune (*casa consistorial*) ou à son loyer ; aux traitements et frais de bureau (*oficina*) de tous les employés et serviteurs de la commune ; à l'abonnement au Bulletin officiel de la province ; aux frais de l'instruction primaire et des établissements locaux de bienfaisance ; aux frais occasionnés par les tirages au sort (*los que causaren las quintas*) ; à l'impression des comptes de la commune ; au payement des dettes et des redevances ; aux avances imposées aux ayuntamientos pour les prisonniers indigents ; enfin toutes dépenses ordonnées par les lois.

Sont volontaires les autres dépenses que peuvent faire les communes.

Le budget municipal, discuté et voté par le conseil, est soumis à l'approbation du gouverneur de la province, s'il ne dépasse pas la somme de 200,000 réaux ; et, dans le cas contraire, à celle du gouvernement.

La même distinction est applicable aux projets de travaux neufs et à ceux de réparations et d'améliorations, suivant qu'ils demeurent au-dessous ou s'élèvent au-dessus du chiffre de 100,000 réaux.

Le gouverneur central et le gouverneur de la province peuvent réduire les dépenses volontaires, mais ne peuvent les augmenter.

Les tableaux officiels, que nous devons à l'obligeance de M. Colmeiro, donnent, pour l'exercice 1864, les résultats suivants, en ce qui concerne les communes des 45 provinces espagnoles.

¹ Colmeiro : *Derecho administrativo*, t. II, p. 275.

Les revenus ordinaires des communes composés, des impositions locales (23,686,698), des produits des propriétés mobilières et immobilières (39,101,000), de ceux des établissements de bienfaisance (9,468,775), ainsi que de l'instruction publique (2,610,703), enfin de certaines recettes accidentelles et extraordinaires (16,763,413), se sont élevés à 91,630,610 réaux. C'est là le chiffre des budgets ordinaires des communes.

Les budgets additionnels qui paraissent formés de reports provenant des exercices précédents, ont été de 43,807,676 r. Ensemble de ces deux premières parties 135,438,286 réaux.

Les suppléments ordinaires sur les contributions foncière et industrielle, ainsi que sur les consommations, etc., ont donné 133,384,075 réaux.

Les suppléments extraordinaires sur les mêmes taxes ont fourni 33,498,851 réaux.

Les impôts spéciaux rangés sous trois rubriques dans le tableau officiel, mais qui paraissent porter tous sur des consommations, ont donné 9,784,286 réaux.

Total des recettes, 312,105,498.

Le total des dépenses a été de 303,544,473.

Il y a eu des excédants pour 13,660,988 et des déficits pour 5,099,963 réaux.

Dans les 4 provinces basques les dépenses municipales se sont élevées, en 1861, à 23,660,378 réaux. Les recettes n'ont été que de 19,512,856 réaux, à savoir :

Produit net des propriétés de toute nature.	1,836,438
Impositions locales	14,427,923
Établissements de bienfaisance.	1,217,869
Instruction publique.	186,890
Recettes éventuelles extraordinaires.	1,276,574
Taxes spéciales (<i>arbitrios especiales</i>).	335,485

Recettes municipales des Pays basques. (Année 1861.)

PROVINCES.	PRODUIT NET		IMPÔTS établis.	REVENUS MUNICIPAL	REVENUS MUNICIPAL	REVENUS MUNICIPAL	TAXES SPÉCIALES (arbitraires exceptionnelles).		TOTAL général des recettes.	BALANCE GÉNÉRALE.		COTISATION	DISTRICTS municipaux.
	de domaines sous certaines déductions.	autres propriétés (monies).					objets non compris dans les autres de certaines monies.	objets y compris.		déductions.	excédant.		
Alava.	227.360	432.007	3.364.290	82.244	86.627	96.454	*	426.378	4.417.037	457.729	2.857	96.398	90
Guipúzcoa.	324.794	75.136	2.603.543	694.218	36.623	274.288	463.830	45.287	4.449.986	144.166	421.612	156.493	93
Biscaye.	484.304	45.046	4.647.439	439.637	48.860	827.405	*	*	6.459.388	335.462	420.544	460.679	425
Navarre.	706.370	142.424	3.812.351	4.770	44.780	76.730	*	*	4.786.425	3.762.678	4.600	297.422	369
	1.441.825	394.613	14.427.323	4.217.869	486.890	1.276.574	463.830	474.665	49.512.836	4.700.035	552.543	710.892	677

Tableau détaillé par spécialité des diverses recettes des communes d'Espagne dans les 45 provinces, pour l'année 1861 :

<i>Revenus ordinaires :</i>	
1. Produit de domaines, rentes, et autres biens non aliénés.	17,645,203
2. Revenu des effets publics de propriété commune.	11,604,371
3. Montagnes et forêts.	9,851,447
4. Impôts établis.	23,686,698
5. Produit des recettes destinées aux établissements charitables.	7,838,289
6. Excédant de ces mêmes recettes pour les années antérieures.	1,630,486
7. Instruction publique.	2,610,703
8. Recettes extraordinaires et éventuelles.	16,763,413
<i>Budget additionnel :</i>	
9. En caisse.	28,017,926
10. Restitutions.	893,996**
11. Créances anciennes acquittées.	14,895,751
COUVERTURE DU DÉFICIT.	
<i>Surtaxes ordinaires sur les objets imposés par l'État :</i>	
12. Surtaxes ordinaires sur l'impôt territorial.	34,924,605
13. Surtaxes ordinaires sur l'impôt industriel.	9,585,780
14. Taxes sur les consommations, d'après le tarif n° 1.	49,872,211
15. Taxes sur les consommations, d'après le tarif n° 2, dans les capitales des provinces, et les ports.	35,776,808
16. Partie laissée aux conseils municipaux du droit de 50 p. 100 sur les consommations, mis à la disposition des conseils provinciaux.	3,224,671
<i>Surtaxes extraordinaires sur les objets imposés par l'État :</i>	
17. Sur l'impôt territorial.	26,412,084
18. Sur l'impôt industriel.	2,409,806
19. Sur les consommations.	633,628
20. Montant du 5° d'augmentation des surtaxes ordinaires sur l'impôt territorial (art. 38 du décret royal du 30 juillet 1839).	3,104,692
21. Montant du 5° d'augmentation des surtaxes ordinaires sur l'impôt industriel (même décret).	938,641
A reporter	302,321,332

Taxes spéciales (arbitrios especiales) ¹ :

	Report.	302,321,332
22.	Impositions sur les consommations que mentionne le tarif n° 2, à partir de la rubrique <i>Cire et Graisses</i> ² , dans les lieux qui ne sont ni ports ni chefs-lieux.	35,783,761
23.	Impositions sur les consommations non mentionnées dans les tarifs.	3,017,083
24.	Impositions sur les autres objets (art. 26 du décret royal du 30 juillet 1859).	983,412
	Total général.	312,105,498

¹ Les *arbitrios especiales* figurent au nombre des ressources *extraordinaires* des budgets communaux : les *arbitrios establecidos* sont au nombre des ressources *ordinaires* des provinces. Nous constatons ces contrastes sans en posséder l'explication.

² Desde el epigrafo « Cera y Grasas » en adelante.

SECTION III.

DES TAXES DE MADRID.

*Budgets de Madrid en 1853 en 1862.***Dépenses.**

Dépenses obligatoires :

	Année 1853.		Année 1862.
I. Dépenses de l'Ayuntamiento.	1,719,735 r.		2,172,282 r. 56
II. Police de sûreté.	845,920		562,393
III. Police urbaine.	4,422,330	11	7,337,080
IV. Instruction publique.	1,000,000		1,476,920
V. Bienfaisance municipale.	1,056,383	17	2,106,600 25
VI. Travaux publics.	2,308,025		6,006,565
VII. Correction publique.	527,205		885,154 60
VIII. Forêts.	59,060		30,950
IX. Charges diverses.	4,957,445	30	10,730,502 44
X. Dépenses volontaires.	6,279,062		1,410,800
XI. Dépenses imprévues.	1,000,000		828,000
TOTAL.	24,175,165	58	33,547,247 85

I. *Dépenses de l'Ayuntamiento :*

Traitements des employés de l'Ayuntamiento.	1,160,635	1,600,000
Frais de bureaux et d'écritures, y compris les dépenses de la comptabilité de la commune et de la poste.	273,848	128,546 56
Abonnements autorisés à des feuilles périodiques.	3,252	2,456
Entretien et réparation des édifices occupés par l'Ayuntamiento.	10,000	50,000
Entretien et réparation de ses biens et de son mobilier.	6,000	30,000
Dépenses occasionnées par les enrôlements.	"	50,000
Frais d'élections, municipales, provinciales et des Cortès.	146,000	80,000
Dépenses des maisons de ville, et frais de représentation de l'Ayuntamiento dans les réjouissances et actes publics.	120,000	170,000
Dépenses de la commission d'évaluation de la richesse territoriale du district.	"	61,280
TOTAL.	1,719,735	2,172,282 56

II. *Police de sûreté :*

Dépenses des alcades et frais d'écritures.	99,870	307,893
Alguazils et guichetiers.	119,500	"
Traitement de la garde municipale.	499,200	230,000
Équipement de la garde municipale.	130,000	"
Secours d'incendie.	"	23,000
Inspections (veredas) extraordinaires et urgentes.	"	1,500
TOTAL.	845,920	562,393

III. *Police urbaine :*

Police générale (personnel).	140,570	819,590
— (matériel).	131,583 11	93,000
Éclairage (personnel).	398,464	642,470
— (matériel).	1,250,000	2,170,000
Salubrité publique (personnel).	1,240,000	550,050
— (matériel).	550,000	1,575,324
Arbres des promenades publique (personnel).	87,335	95,270
— (matériel).	301,000	888,200
Marchés et endroits publics (personnel).	"	29,360
— (matériel).	"	3,760
Abattoirs (personnel).	308,378	423,056
— (matériel).	12,000	47,000
TOTAL.	4,422,330 11	7,337,080

IV. *Instruction publique :*

Personnel de l'instruction primaire.	950,000	696,420
Matériel des écoles.		183,500
Loyer des bâtiments servant d'écoles.		547,000
Récompenses et subventions pour encourager l'enseignement.	"	50,000
Subvention annuellement arrêtée aux collèges de Pie de Saint-Ferdinand et Saint-Antoine Abbé.	50,000	"
TOTAL.	1,000,000	1,476,920

V. *Bienfaisance municipale :*

Dépenses du conseil municipal de bienfaisance.	659,653 17	808,025
Bienfaisance à domicile.	"	158,602 25
Hospitalité passagère.	"	906,400
Secours aux pauvres de passage.	"	1,600
Subventions à divers établissements.	396,730	171,973
TOTAL.	1,056,383 17	2,106,600 25

VI. *Travaux publics :*

Personnel des travaux	46,340	161,365
Matériel des travaux	40,620	580,000
Chemins vicinaux	415,000	749,200
Égouts	51,975	40,000
Fontaines	474,410	872,000
Pavage	1,235,680	3,450,000
Entretien des édifices publics	44,000	54,000
Construction de l'hôtel-de-ville	"	100,000
TOTAL.	2,308,025	6,006,565

VII. *Correction publique :*

Personnel	23,205	"
Service de la correction publique	500,000	875,154 60
Secours aux émigrés pauvres, aux exécuteurs de la justice	4,000	8,000
TOTAL.	527,205	883,154 60

VIII. *Forêts :*

Personnel	33,000	20,950
Conservation et plantation des arbres	10,000	"
Fixation des limites et des bornes	16,000	10,000
TOTAL.	59,000	30,950

IX. *Charges diverses :*

Ces charges varient de nature chaque année	4,957,445 30	10,730,502 44
<i>X. Dépenses volontaires.</i>	6,279,062	1,410,800
<i>XI. Dépenses imprévues.</i>	1,000,000	828,000

Recettes.

Recettes ordinaires :

	Année 1883.	Année 1882.
I. Biens et rentes	358,269 13	801,511 20
II. Forêts	"	36,829 75
III. Impôts établis	14,581,504 26	1,753,745 71
IV. Bienfaisance municipale	623,796 14	818,576 86
V. Instruction publique ⁴	"	"
VI. Recettes extraordinaires	1,363,354 30	2,850,321 22
TOTAL des recettes.	16,926,923 83	6,260,984 74
VII. Moyens légaux pour couvrir le déficit	"	26,612,574 03
TOTAL définitif.	16,926,923 83	32,848,458 77

⁴ D'après les dispositions du décret royal du 4 juillet 1849, la commune de Madrid ne perçoit rien sur l'instruction publique.

I. Biens :

Produit net des biens de la ville.	358,269 13	404,776 71
Inscriptions de rentes 3 p. 100.	"	385,488 58
Intérêts des autres effets publics appartenant à la commune.	"	11,245 91
TOTAL.	358,269 13	801,511 20

II. Forêts.	"	36,829 75
---------------------	---	-----------

III. Impôts établis :

Droits sur les poids et les mesures.	50,000	349,585 46
Droits de foire, d'étal, de marchés, et autres.	14,322	515,470
Droits d'octroi (<i>arbitrios</i>) et impositions indirectes.	13,670,281 11	"
Permissions aux chiffonniers et grapilleurs.	12,844 23	"
Droits sur le transport de l'eau des fontaines publiques.	17,740	"
Taxe d'éclairage et de surveillance nocturne.	816,316 26	"
Droits sur les abattoirs, quels qu'ils soient.	" ¹	795,800
Ventes d'eau de la commune à des particuliers.	" ²	44,751 08
Droit spécial de bacs et de bains.	"	37,139 17
Droits d'archives des écritures publiques.	" ³	5,000
Autres.	"	6,000
TOTAL.	14,581,503 60	1,753,745 71

IV. Bienfaisance municipale:

Recettes de la junte municipale de bienfaisance.	596,700	372,500
— bienfaisance à domicile.	"	106,476 86
— hospitalité passagère.	"	316,000
Produit du collège de Saint-Ildephonse	27,096 14	23,600
TOTAL.	623,796 14	818,576 86

V. Instruction publique.	"	"
----------------------------------	---	---

VI. Recettes extraordinaires :

Emprunts	"	2,641,056
Recettes diverses. ⁴	1,363,354 30	209,265 22
TOTAL.	1,363,354 30	2,850,321 22

¹ Ces droits sont portés pour 1853 au chapitre des recettes extraordinaires, et leur produit a été de 390,423 fr. 22.

² Idem, 45,000 fr.

³ Idem, 8,000 fr.

⁴ Nous ne donnons point ici le détail de ces recettes, vu que, comme elles varient chaque année, nous ne saurions y trouver un point de comparaison entre les deux années 1853 et 1862.

VII. *Moyens légaux pour couvrir le déficit :*

Nous ne trouvons dans le budget de 1853 rien qui nous indique que ces moyens aient été mis en usage. Les chiffres que nous allons donner se rapportent à 1862.

Produit de 10 p. 100 sur les cotes de la contribution territoriale.	1,161,959
Produit de 15 p. 100 sur les cotes de la contribution industrielle.	1,285,802 40
Produit net des centimes sur les articles compris dans le tarif n° 1 des consommations.	15,764,825 73
Produit net des centimes sur les articles compris dans le tarif n° 2 des consommations sous l'épigraphe « cire et graisse, » pour les villes, chefs-lieux de provinces et les ports de mer qualifiés.	7,599,152 23
Pour les octrois non compris dans les tarifs de consommation, qui portent sur les matériaux de construction et autres objets d'imposition.	800,834 67
TOTAL.	26,612,574 03

RÉSUMÉ.

	Année 1852.	Année 1862.
Dépenses	24,175,165 58	33,547,247 85
Recettes	16,926,923 83	32,873,558 77
Déficit.	7,248,241 75	673,689 08

CHAPITRE V.

DES TAXES COMMUNALES ET PROVINCIALES EN PORTUGAL ¹.

SECTION I.

DES TAXES PROVINCIALES.

Il n'en existe pas en Portugal. L'ancienne division par provinces est effacée aujourd'hui pour le service administratif. La circonscription intermédiaire entre la commune et l'État est le district qui correspond à notre département français. Le district n'a pas de revenus propres. Ses dépenses, parmi lesquelles figure en première ligne l'entretien des enfants trouvés, sont faites au moyen de quote-parts que les communes paient à la caisse du district, et qui sont annuellement réparties par le conseil général du district dans sa session ordinaire.

Le district ne recueille donc pas d'impôts directs ou indirects propres et spéciaux. Ses revenus consistent dans des quote-parts imposées aux communes, selon les revenus de celles-ci, prouvés par les matrices des contributions foncière et mobilière ².

¹ Nous devons ces renseignements sur le Portugal à l'obligeance de M. Faugère, alors sous-directeur des Affaires politiques au ministère des Affaires étrangères, qui les a demandés pour nous à la légation française de Lisbonne. Nous les reproduisons à peu près textuellement tels qu'ils nous ont été transmis.

² Code administratif, art. 216, et loi du 30 mars 1861.

SECTION II.

DES TAXES COMMUNALES.

Les principaux revenus des communes, en Portugal, consistent dans le prix de location des immeubles communaux, dans le produit des contributions directes et indirectes, dans des revenus de sources diverses, tels que permis de vente, amendes infligées pour la transgression des ordonnances, locations de terrains aux cimetières, étalonnage des poids et mesures, etc.

Les conseils municipaux peuvent imposer des contributions directes qui¹ consistent dans un certain nombre de centimes additionnels aux contributions foncière et mobilière payées à l'État. Cet acte est soumis toutefois à l'approbation du Conseil du district, ou à celle du gouvernement, lorsque le budget municipal dépasse 10 millions de réis (55,000 fr.).

Les contributions directes municipales ne sont pas établies par les employés du fisc, ni perçues par eux. Ce sont les conseils municipaux qui fixent les impositions et qui procèdent à leur recouvrement à l'aide de leurs receveurs particuliers. C'est à peine s'ils prennent pour base le rôle des contributions de l'État. Les contribuables ont un droit d'appel contre les décisions des conseils municipaux devant le conseil de district et le conseil d'État.

Si les impositions municipales directes sont destinées à couvrir des dépenses obligatoires, elles peuvent s'élever au-

¹ Art. 139 du Code administratif.

tant qu'il le sera nécessaire pour le paiement de ces dépenses. Mais si elles sont destinées à couvrir des dépenses facultatives, elles ne peuvent dépasser un dixième du montant de la contribution mobilière ou foncière que chaque contribuable paye à l'État ¹.

Les habitants de la commune et ceux qui n'y ont pas de résidence, sont également soumis à l'impôt direct municipal pour les propriétés qu'ils possèdent dans la commune ², mais les derniers ne sont taxés qu'à la moitié de ce que paieront les habitants de la commune.

Lorsque les contributions municipales directes ne sont pas payées volontairement, on les recouvre par la contrainte, de la même façon que les contributions de l'État, et ce service est à la charge des administrateurs communaux ³.

Outre les contributions municipales directes, les conseils sont autorisés à en établir d'indirectes sur toutes les marchandises arrivant à la consommation de la commune par la vente en détail. Mais la condition essentielle de l'établissement de ces impôts, c'est qu'ils ne grèvent pas le transit et qu'ils frappent seulement les marchandises qu'on vendra en détail, de façon que la vente pour l'exportation et la vente en gros soient libres de toute charge.

L'acte ou la délibération municipale établissant quelque impôt de cette nature, est soumis à l'approbation du conseil de district ou à celle du gouvernement, selon que le budget municipal dépasse ou non dix contos de réis (55,000 fr.). La législation ne détermine pas la quotité des contributions ou taxes indirectes, ni les marchandises sur lesquelles elles peuvent tomber. La juridiction du conseil est sur ce point très-étendue, et à peine susceptible de blâme de la part des

¹ Loi du 10 juin 1813.

² Art. 140 du Code administratif.

³ Décrets du 13 août 1811, 30 décembre 1845 et 6 novembre 1860.

autorités supérieures auxquelles appartiennent le droit d'approuver ou de rejeter en partie les contributions proposées, mais sans pouvoir les remplacer par d'autres.

Il existe cependant une exception à la faculté laissée aux conseils municipaux, d'imposer des contributions indirectes. Le conseil municipal de Lisbonne n'a pas le droit d'en percevoir ; il reçoit du Trésor une allocation de 120 contos de réis ou 660,000 francs, destinés aux dépenses de l'éclairage des rues et de la propreté de la ville ; cette allocation est déduite du revenu de la douane municipale, ou des impôts sur la consommation de la capitale. Il est à remarquer, à ce sujet, que, par compensation, l'État, en Portugal, ne perçoit d'impôts de consommation qu'à Lisbonne, où il en tire annuellement environ mille contos de réis, ou 5,500,000 francs.

Nous donnons ici un tableau qui contient le résumé des comptes des recettes des Chambres municipales pour l'année 1860-61.

DISTRICTS ADMINISTRATIFS.	NOMBRE des conseils municipaux.	DE L'ANNEE 1860-61.					DES ANNEES précédentes.	TOTAL des recettes.	SOLDE provenant des années précédentes.	TOTAL général.
		REVENUS des biens communaux.		CONTRIBUTIONS		REVENUS divers.				
		Directes.	Indirectes.	réa.	réa.					
Partie continentale:										
1. Avelro.....	46	4.241.907	2.534.801	32.155.003	4.566.030	2.647.150	6.364.466	46.826.307	5.718.188	50.544.395
2. Beja.....	14	6.715.700	10.637.460	3.058.596	2.647.150	28.550.624	47.060.480 1/2	40.149.446 1/2	2.531.407 1/2	42.681.834
3. Braga.....	13	5.739.804	15.180.032	37.539.924	28.550.624	5.982.695	5.982.695	88.025.711	13.940.749	104.966.460
4. Bragança.....	19	1.990.121	48.913.387	7.843.600	5.562.019	3.517.871	42.934.030	43.343.478	10.574.695	53.917.853
5. Castello Branco.....	19	4.750.249	8.930.220	7.694.493	4.941.028	9.309.280	10.495.879	29.858.815	3.216.001	33.074.306
6. Coimbra.....	17	9.862.675	8.048.644	28.343.262	4.941.028	9.309.280	10.558.679	34.749.083	3.884.692	38.633.975
7. Évora.....	14	44.700.239	10.289.421	6.945.815	9.309.280	10.017.460	44.084.896	44.329.631	4.353.699	48.683.341
8. Faro.....	43	9.404.314 1/9	5.863.635	6.769.378	10.017.460	4.203.924	44.203.924	41.258.711 1/2	4.323.792 1/2	45.582.564
9. Guarda.....	44	4.199.566	9.794.895	5.985.486	2.837.803	3.144.916	91.923.051	44.737.861	5.593.755	56.331.356
10. Leiria.....	42	9.888.722	4.105.722	42.724.435	3.144.916	47.238.033	47.238.033	39.588.528	4.845.927	44.474.455
11. Lisbon.....	24	29.619.814	1.110.323	90.711.769	367.029.361	44.883.492	44.883.492	539.660.722	20.049.722	559.710.497
12. Portalegre.....	41	15.619.366	3.074.016	9.762.893	8.370.062	7.580.058	9.314.334	44.467.286	3.466.503	37.874.198
13. Porto.....	17	12.019.333 1/2	6.993.774	151.516.028	92.475.815	9.211.334	9.211.334	199.469.284 1/2	8.593.711 1/2	208.162.996
14. Santarem.....	47	7.245.513	5.780.067	19.326.944	12.849.044	4.219.160	7.343.045	52.544.633	9.751.830	55.366.463
15. Viana do Cas- tello.....	40	1.980.406 1/9	30.697.829	23.808.765	4.219.160	689.724 1/2	37.573.417	37.573.417	2.917.596	40.490.713
16. Villa Real.....	14	2.576.140	42.310.921	23.808.765	9.588.396	20.041.699	20.041.699	61.879.991	8.791.775	70.671.696
17. Vizeu.....	26	1.779.059	18.989.269	38.004.765	4.493.047	9.786.157	9.786.157	63.059.267	7.134.757	70.187.024
TOTAL.....	256	115.869.987 1/2	137.464.637	510.488.304	492.106.464	492.106.464	915.354.370	1.470.693.952	119.740.333 1/2	1.583.364.286
Illes adjacentes :										
1. Angra.....	8	9.610.077	"	15.403.923	4.350.908	"	2.396.022	92.064.906	110.395	92.175.303
2. Funchal (Madère).....	10	472.710	"	97.198.038	9.548.890	"	1.378.354 1/2	39.740.660	9.859.217	42.579.997
3. Horta.....	7	831.858 1/2	"	3.450.459 1/9	955.873 1/9	"	6.796.542	6.796.542	598.957	7.395.499
4. Ponta Delgada.....	7	4.089.685	4.827.475	94.741.470	16.935.386	"	4.416.169	4.416.169	1.930.348	44.346.510
TOTAL.....	32	8.004.310 1/2	1.327.475	70.403.590 1/9	35.796.056 1/2	5.497.149 1/9	5.497.149 1/9	111.018.372	5.478.947	116.497.319
TOTAL général.....	988	193.814.318	138.491.862	580.591.894 1/9	517.892.520 1/2	220.831.689 1/2	220.831.689 1/2	1.581.649.254 1/2	118.219.280 1/9	1.699.868.505

CHAPITRE VI.

DES TAXES PROVINCIALES ET COMMUNALES EN ITALIE.

PRÉLIMINAIRES.

L'Italie, poursuivant la constitution de l'unité financière en même temps que de l'unité politique entre ses provinces récemment agrégées, a aboli en Sicile le droit de mouture et en Toscane la taxe de famille; elle s'est occupée aussi, comme nous l'avons vu ailleurs, du problème de la péréquation de l'impôt foncier, au prix de difficultés considérables.

Elle ne paraît pas avoir arrêté encore les règles de la tutelle administrative qui peut rattacher ses provinces et ses communes au gouvernement central.

Mais dans ses efforts pour uniformiser la législation fiscale et la rendre plus productive, elle découvre à nos recherches plusieurs parties de son organisation intérieure si complexe. Nous allons chercher à saisir dans divers documents les faits principaux qui se rapportent en Italie à la taxation des communes et des provinces; cette dernière, ici comme ailleurs, moins importante et moins féconde que la taxation des communes.

SECTION I.

DES TAXES COMMUNALES.

Nous avons lu l'exposition portée, il y a peu d'années, à la tribune de Turin, de la part considérable supportée par l'impôt de consommation dans les budgets des communes italiennes, à côté des centimes additionnels à la contribution foncière, centimes dont il aurait été aussi question d'étendre l'application à d'autres impositions ¹.

Voici en quels termes un ministre italien a, en effet, expliqué, il y a quatre ans, l'état des impôts communaux de consommation en Italie, à l'occasion d'un projet destiné tout à la fois à régulariser et à élargir sous ce rapport les revenus de l'État et ceux des communes ².

« Dans les provinces de l'Émilie et de la Lombardie, disait en 1862 M. Sella, et dans toutes les provinces méridionales, il n'y a aucune commune dépourvue de taxe sur les consommations. Dans les provinces de la Marche et de l'Ombrie, le plus grand nombre des communes supporte cette taxe, c'est-à-dire dans l'une de ces provinces, 227 communes sur 285, et dans l'autre 152 sur 176. Dans les provinces de l'ancien royaume et en Toscane, la minorité des communes pratique cette forme d'imposition. Dans les anciennes provinces, 236 communes sur 2,349, ont une taxe de consommation, et

¹ V. à cet égard le journal *la Stampa* du 25 juillet 1863.

² Observons en passant que les communes sont beaucoup plus populeuses en Italie qu'en France. Il n'y aurait que 8,710 communes dans toute l'Italie (Vénétie comprise). V. à cet égard le journal *la France* du 10 septembre 1866.

sur les 246 communes toscanes 6 seulement sont dans ce cas, à savoir : Florence, Livourne, Lucques, Pise, Pistoie et Sienne. Dans le royaume d'Italie qui compte 7,719 communes, il y en a donc 6,824 qui payent le *dazio di consumo* et 2,435 qui ne le payent pas. »

« Le total de ces taxes représente une somme annuelle supérieure à 43 millions de livres, répartie de la manière suivante :

Provinces anciennes	9,295,626
— lombardes	8,832,534
— napolitaines	8,221,022
— émiliennes	5,190,672
— siciliennes	5,146,402
— toscanes	4,442,885
— des Marches et de l'Ombrie	2,389,753

» Le produit de ces taxes dans certaines provinces ressort complètement au profit des communes, dans d'autres il est réparti entre les communes et l'État, mais cette répartition n'a jamais lieu par proportions égales. »

« Le produit se confond complètement avec les ressources communales, dans les provinces méridionales et toscanes, dans les anciennes provinces et dans celles des Marches et de l'Ombrie. Mais dans la ville de Naples et dans ses faubourgs (*casali*), l'État perçoit sur le total indiqué plus haut 343,000 liv. provenant d'une taxe sur la glace, dans les anciennes provinces 623,432 liv. provenant d'une taxe spéciale sur les boissons et sur les combustibles sucrés, établie par la loi du 4 janvier 1833, et dans les provinces des Marches 461,349 liv. par une taxe sur le vin, établie provisoirement par un édit du 7 octobre 1854, et qui après la destruction du gouvernement pontifical, a été supprimée dans toutes les autres provinces auparavant sujettes de ce gouvernement. »

« Dans les autres provinces, c'est-à-dire dans l'Émilie et la Lombardie, l'État perçoit et s'approprie la plus grande partie

de l'impôt de consommation ; dans l'Émilie, 3,036,407 liv. contre 2,154,265 laissées aux communes ; en Lombardie, 7,146,222 liv. contre 1,686,312 laissées aux communes, c'est-à-dire à huit d'entre elles : Bergame, Brescia, Côme, Crème, Cremona, Lodi, Milan et Pavie. »

« Ces courtes notions établissent que, sur les 43 millions donnés par l'impôt de consommation, l'État touche plus de 11 millions, le reste étant abandonné aux communes ; et ces 11 millions sont presque exclusivement tirés de l'Émilie et de la Lombardie. Au contraire, les provinces toscanes, siciliennes et ombriennes ne rendent rien à l'État de ce chef, et les provinces anciennes, celles de Naples et des Marches, ne rendent presque rien. »

« Il convient de faire observer que, dans les anciennes provinces, l'État reçoit des communes, au lieu de taxe sur les consommations, une imposition nommée *canone gabel-lario*, dont le produit pour 1862 a été prévu pour une somme de 5,692,137 liv. Avant 1853, il y avait dans les anciennes provinces une *gabelle* au profit du Trésor sur les viandes, sur les peaux, sur les cuirs, sur la vente du vin en détail et sur la fabrication de la bière ; mais la loi déjà citée du 4 janvier 1853 abolit l'impôt sur les peaux et les cuirs, et convertit la taxe sur les denrées alimentaires en un canon fixe à la charge de chaque commune. »

« Le produit retiré par l'État de ces *canons* va en compte avec celui qu'il retire des taxes sur la consommation ; ce qui permet de dire que le revenu total, obtenu à ce titre par le Trésor, dépasse la somme de 17 millions. Mais il ne serait pas également exact de porter la même somme en addition avec celles que les communes des anciennes provinces payent pour la taxe de consommation, attendu que ces communes tirent de diverses sources les moyens de satisfaire au *canon gabellaire* qu'elles doivent au Trésor : en fait,

en 1858, sur les 6,170,690 livres que les communes payaient pour satisfaire au canon, la taxe de consommation fournissait seulement 1,288,739 liv. ¹. »

M. Francisco Dias, dans son ouvrage sur l'*Administration financière du royaume des Deux-Siciles*, publié en 1856, énumérait, d'un autre côté comme revenus des communes dans ce dernier pays avant son annexion au royaume d'Italie ² :

1° Les rentes foncières domaniales, cens, canons et prestations ;

2° Les produits de juridiction, parmi lesquels il comprenait les amendes pour contraventions aux règlements municipaux, les droits de place dans les rues et marchés (*portolania*), et les droits de poids et mesures ;

3° Les impôts de consommation portant principalement sur la mouture, et qui en cette partie ne peuvent dépasser 1 *carlino* par *tomolo* ;

4° Les centimes additionnels (*grani addizionali*) à la contribution foncière, ces *grani addizionali* ne pouvant excéder le nombre de deux ;

5° Les monopoles volontaires et temporaires, possibles à organiser à l'égard des comestibles, avec l'autorisation du ministre de l'Intérieur, et assujettis à la condition d'être affermé annuellement aux enchères.

Ce moyen subordonné de revenu était indiqué comme pouvant être préféré, suivant l'auteur, à tous les autres dans certains cas particuliers, comme par exemple en vue d'assurer la subsistance publique, ou au sujet d'une industrie qui ne peut être abandonnée à tout citoyen, et qui donne lieu à un monopole de fait, comme l'établissement des madragues *tonnaie*.

Certains des impôts mentionnés par M. Dias, et tout au

¹ V. l'exposé des motifs de M. Sella du 7 juin 1862.

² P. 549 à 554.

moins l'impôt sur la mouture, ont été abolis en 1860 par la lieutenance générale du roi dans les provinces napolitaines ¹.

Les communes, en Italie, étant, ainsi qu'il résulte de l'exposé de M. Sella, très-inégalement taxées, et contribuant aussi très-diversement à la taxe de consommation perçue au profit de l'État, le projet de loi, porté à la discussion par le ministre, avait pour objet d'établir dans tout l'État un système uniforme d'impôt sur les consommations, en même temps que d'accroître, par suite des besoins du Trésor, les recettes obtenues au moyen de cet impôt.

À l'appui de son projet de loi ², M. Sella faisait valoir que cet impôt général sur les consommations n'était pas une innovation, puisqu'il se prélevait déjà dans presque tout le royaume, soit au profit du Trésor et des communes, soit seulement à celui des communes.

Il ajoutait que cette loi était nécessaire pour plusieurs ordres de raisons, prises en premier lieu de la nécessité d'établir toutes les communes de l'État sur un même pied d'autonomie politique et administrative; ensuite de la nécessité d'augmenter les recettes de l'État. Or ces deux résultats seraient obtenus par une imposition générale, au profit du Trésor, sur les boissons et les denrées servant à la nourriture ou aux autres nécessités journalières de la vie.

Cet impôt, continuait le ministre, existe dans tous les principaux États de l'Europe; et si on en portait le taux à 4 fr. 43 c. par tête, comme en Belgique (taux le plus faible de tous ceux qu'on peut constater au sujet d'impôts de même nature en Europe), on n'obtiendrait pas moins de 400 mil-

¹ V. à cet égard l'exposé des motifs de M. Sella, du 7 juin 1862.

² Les détails qui suivent et qui touchent à la discussion du projet de loi italien sur les consommations sont extraits de documents divers dont je dois la communication à l'obligeance de plusieurs personnes mêlées aux débats de cette législation et spécialement de M. Sella, qui m'a transmis de nombreux renseignements avec un empressement extrême.

lions. Et comme les impositions sur les consommations forment, ajoutait-il, la seule ressource des communes, et que par conséquent on ne saurait la leur enlever complètement en réduisant de moitié le taux ci-dessus indiqué pour l'impôt général, on arriverait au moins à une recette de 40 millions pour le Trésor; le reste permettrait largement aux communes de faire face à leurs dépenses.

Entrant ensuite dans la nomenclature des objets qui seraient soumis à la taxe, M. Sella y comprenait les vins, les spiritueux, les viandes, les huiles, les vinaigres, la bière, l'eau gazeuse, etc..., toutes matières que les communes taxaient déjà à leur profit.

Aurait été abandonné aux communes, avec droit de surtaxe sur les matières déjà soumises à l'impôt général, le droit d'imposition sur tous les autres comestibles, sur les combustibles en général, et sur tous les objets qu'on ne peut ranger dans une catégorie bien déterminée.

Quant aux grains, aux farines, aux médicaments et à toutes denrées de nécessité stricte, on ne les aurait point taxés, non plus que les denrées coloniales, pour plus de facilité dans le commerce international; ces dernières denrées d'ailleurs payent déjà des droits de douane. Auraient été également exemptes, pour cause d'utilité et de service publics, les matières de fabrique destinées aux arsenaux de terre et de mer.

Les surtaxes, mises par les communes sur les matières déjà soumises à l'impôt gouvernemental, devaient, dans le plan de M. Sella, être renfermées dans certaines limites, et soumises au contrôle et à l'approbation des assemblées provinciales. Le gouvernement aurait eu la haute main sur cette partie de l'administration communale, et il aurait empêché les communes d'apporter des entraves au libre cours de l'industrie et du commerce, du trouble dans l'assiette du

système d'imposition du royaume, de la perturbation dans la richesse publique.

L'établissement de la taxe devait être fait d'après le poids, le volume et la quantité des objets ; et le tarif devait représenter une moyenne entre les tarifs existant déjà dans les principales localités du royaume, avec une tendance avouée à rendre le tarif profitable à l'État, sans le rendre trop lourd aux communes.

Pour n'amener aucune perturbation dans la chose publique, on ne devait appliquer la loi que peu à peu ; et la perception de l'impôt devait se faire par les agents du gouvernement. Ces agents auraient perçu également les impositions des communes. L'inverse devait avoir lieu là où les agents des communes percevaient cette sorte d'impôt.

Le ministre, faisant ensuite la différence des communes fermées et des communes ouvertes, ajoutait que dans les premières, l'impôt pourrait être perçu à l'entrée ; et que, pour les matières sujettes à l'impôt et se fabriquant à l'intérieur, on avait le procédé des déclarations, des vérifications ou des abonnements.

Pour les communes ouvertes, continuait le ministre, il s'offre de plus grandes difficultés ; mais on pourrait avoir recours aux déclarations, et préférablement aux abonnements.

M. Sella proposait ensuite de décharger le Trésor sur les communes des subventions données à certains théâtres, et il concluait en disant qu'indépendamment des besoins impérieux du Trésor, indépendamment aussi du principe de justice qui conseillerait de faire peser également sur toutes les communes les charges de l'État, l'impôt proposé aurait une portée politique, puisqu'il serait un pas de plus dans l'unification du système administratif et financier du royaume d'Italie.

Tel est le résumé succinct de l'exposé législatif présenté

à la Chambre des députés de Turin par M. le ministre Sella et dont il est de quelque intérêt de suivre la destinée.

La Chambre renvoya l'examen du projet de loi à une commission composée de neuf députés, dont M. Restelli était le rapporteur. Nous allons analyser brièvement les conclusions de cette commission, présentées le 25 juin 1862 à la Chambre.

Approbation donnée aux divers motifs qui avaient mis le ministère dans l'impérieuse nécessité de solliciter la création d'un nouvel impôt, la commission, tout en admettant l'impôt proposé en principe, rejetait le projet de loi de M. Sella, pour plusieurs motifs.

Repoussant d'une manière absolue la proposition de M. Sella relative aux subventions théâtrales, la commission reprochait au projet de loi en général d'enlever aux communes leurs principales ressources, en taxant au profit de l'État les objets de plus grande consommation, et ne laissant aux communes que des taxes qui ne leur permettraient pas de faire face à leurs dépenses.

De plus, continuait le rapporteur, l'égalité du tarif proposé par tout le royaume, viole la justice, parce qu'il faut tenir compte de la diversité des conditions économiques et sociales des localités différentes de l'Italie. Le tarif serait meilleur s'il était basé sur les prix divers des mêmes objets de consommation en différents lieux, et sur la plus ou moins grande consommation faite.

La commission demandait en outre que l'impôt ne portât point sur les viandes, ni sur les huiles, ou qu'au moins ce ne fût pas avec un taux uniforme.

M. Sella fut, après ce rapport, remplacé au ministère des finances par M. Minghetti qui, le 29 mai 1863, apporta à la Chambre le projet de loi de son prédécesseur avec certaines modifications.

Des objets de consommation que M. Sella taxait au profit du Trésor, M. Minghetti écartait les huiles, et établissait que, des trois consommations principales (céréales, boissons et viandes), deux seulement devaient être sujettes à l'impôt. Les céréales en étaient exemptes.

Répondant ensuite à l'objection de la première commission sur l'uniformité du tarif par tout le royaume, dans le projet Sella, le ministre proposait de diviser les communes en deux grandes catégories : les communes urbaines et les communes rurales. Les premières se subdiviseraient en trois classes, les dernières en deux, suivant le chiffre de la population ; et un tarif différent serait affecté à chaque classe, d'après le principe que, plus une localité est populeuse, plus faciles y sont les moyens d'existence, et par conséquent, moins lourde se trouve la taxe.

Après avoir énoncé divers tarifs pour les objets de consommation taxés, le ministre, passant au mode de recouvrement de la taxe, ajoutait que, dans les grands centres, la perception se ferait aux entrées des villes ; mais que, dans les localités mal agglomérées ou peu populeuses, ce mode de recouvrement entraînerait avec lui la nécessité d'un personnel d'agents considérable, dont les traitements absorberaient une partie notable de l'impôt. Aussi vaudrait-il mieux avoir recours alors au système des abonnements, ou bien exercer une surveillance sur les ventes en détail des boissons et sur l'abattage des viandes. Ces deux systèmes sont déjà en vigueur en Lombardie.

Le ministre terminait son exposé en disant que les modifications qu'il avait apportées au premier projet de loi, tout en laissant à l'État une recette présumée d'au moins 33 millions, laissaient largement aux communes de quoi subvenir à leurs dépenses.

Le nouveau projet de loi fut soumis à la Chambre, qui

chargea 9 membres de l'examiner. Cette commission fit son rapport, le 21 juillet 1863, et eut pour organe, par une coïncidence assez bizarre, M. Sella, qui se trouva ainsi appelé à juger le projet de son successeur.

Une faible minorité dans la commission voulait que chaque commune fut considérée collectivement comme un contribuable; qu'on fixât la somme à percevoir par chaque commune, et qu'on laissât ensuite les localités libres de taxer à leur gré les objets de consommation, soit pour payer la somme due à l'État, soit pour subvenir à leurs besoins propres.

Ce système fut rejeté par la majorité de la commission, comme ne répondant pas à l'accroissement annuel de l'impôt que recherchait le ministère.

Le rapporteur ajoutait que la question de taxer les viandes au profit de l'État avait divisé la commission. La minorité proposait d'accroître le tarif proposé pour les boissons, et de ne point taxer les viandes. La majorité observant que cette surtaxe sur les boissons empêcherait leur imposition par les communes, et enlèverait aux localités, qui ne pourraient faire porter l'impôt sur de grandes consommations de viande, leur principal revenu, avait repoussé le système proposé, et avait trouvé préférable, comme plus conforme aux intérêts des communes, le système ministériel.

La commission, adoptant les modes de recouvrement de la taxe indiquée par M. Minghetti, rejetait ensuite la division des communes en communes urbaines et rurales, comme injurieuse pour certaines villes illustres, que leur faible population ferait ranger dans cette dernière catégorie. L'ancienne division du projet Sella en communes fermées et communes ouvertes était maintenue. Les premières se divisaient en trois classes, suivant qu'elles avaient une population moindre de 25,000 habitants, de 60,000 habitants, ou supérieure à ce dernier chiffre. Quant aux com-

munes ouvertes, elles ne devaient former qu'une seule classe.

L'unité de tarif était adoptée pour les boissons, par tout le royaume.

Quant aux viandes, la commission s'était partagée. Deux avis avaient été ouverts : taxer suivant le poids, ou suivant le nombre des têtes abattues. La commission était d'avis de laisser aux communes le choix libre entre ces deux méthodes.

Continuant la révision du projet ministériel, la commission l'avait rectifié, en demandant qu'il fut tenu compte aux fabriques de spiritueux déjà soumises à une taxe de fabrication, et situées dans des communes fermées, de l'impôt déjà payé sur les matières premières à leur entrée dans ces communes. De même, à l'entrée des viandes dans les communes fermées, on devait défalquer de la taxe le droit perçu sur l'abattage au dehors.

Le projet de loi sur l'impôt des consommations, avec les modifications proposées par la commission, a été discuté à la Chambre des députés de Turin, du 25 au 31 juillet 1863.

Nous allons analyser rapidement cette discussion, nous attachant principalement à la délibération générale, parce que les amendements proposés aux divers articles ont presque tous été rejetés.

Le député Cadolini a ouvert la discussion, et s'est surtout attaché à démontrer que les nombreuses classes, entre lesquelles M. Minghetti partageait les communes, valaient mieux, pour la justice, que la division plus restreinte proposée par la commission.

M. Minervini a pris ensuite la parole ; il a jugé la loi inopportune dans les conditions actuelles des provinces italiennes, et surtout des Deux-Siciles ; et il a fondé le rejet de la loi demandé par lui sur les raisons suivantes : ce serait frustrer les communes au profit du Trésor, des droits qu'elles

prélèvent sur les consommations; le manque de données statistiques sur presque toutes les provinces méridionales empêcherait d'établir une taxe justement proportionnée aux valeurs diverses des denrées, et à la plus ou moins grande consommation qui s'en fait; l'exemple de l'établissement de cet impôt en France et en Angleterre, exemple cité par le ministre, n'est pas à alléguer dans les conditions différentes de l'Italie quant au développement de l'agriculture, du commerce et de l'industrie; il est impossible et injuste d'établir un impôt uniforme sur un pays dont les diverses parties sont mal reliées entre elles; cette loi, en définitive, frapperait d'une grande impopularité le gouvernement, ne rendrait pas les résultats supposés, et ferait absorber la moitié des recettes par les dépenses que nécessiterait la perception de la taxe.

M. Minervini, qui faisait partie de la minorité de la commission, ayant ainsi énuméré les diverses raisons qui lui avaient fait repousser le projet de loi, et reconnaissant toutefois que les besoins du Trésor nécessitaient un nouvel impôt, émit devant la chambre la même proposition que nous avons signalée dans l'analyse du discours du rapporteur Sella, et qui consistait à laisser aux communes, pendant cinq ans, le droit de taxer à leur gré les consommations, avec la réserve d'une retenue de 20 p. 100 sur les recettes ainsi effectuées, au profit de l'État. Pendant les cinq années que ce système serait en vigueur, on pourrait, ajoutait l'honorable député, prendre assez de renseignements de toute nature pour pouvoir établir l'impôt proposé sur des bases fixes, solides et équitables.

M. Lazzara, prenant la parole, a combattu la loi en principe; il l'a trouvée injuste, parce qu'elle frappe plutôt les habitants des villes que ceux des campagnes, et les pauvres que les riches; illibérale, parce qu'elle met obstacle au libre déve-

loppement des améliorations dans l'état des communes, auxquelles elle enlève la presque totalité de leurs ressources ; enfin aventuré, comme n'ayant pas été le produit d'un examen profond et réfléchi, mais précipité. Cependant l'orateur, ne pouvant disconvenir de l'impérieuse nécessité de grossir le budget des recettes, se flattait que ce résultat serait obtenu par les économies que produirait une prompte décentralisation.

Le ministre Minghetti a repoussé ensuite le système Minervini, par les mêmes raisons déjà produites par le rapporteur Sella ; il a ajouté que la décentralisation proposée par le député Lazzara ne saurait se faire tout d'un coup, ni avoir les résultats immédiats dont le gouvernement a besoin ; il a exposé à la Chambre le système dont nous avons déjà parlé, en analysant son exposé des motifs.

Les députés Carnazza et Cortese ont combattu la loi, en s'appuyant sur les mêmes raisons que MM. Minervini et Lazzara. Nous devons signaler pourtant l'idée d'un impôt sur les farines, qui était proposé par M. Cortese, à la place de l'impôt sur les consommations, comme devant peser également sur les habitants des villes et sur ceux des campagnes.

M. Lanza, rejetant la proposition faite par M. Cortese, d'un impôt sur les farines, a fait remarquer que cet impôt, tombant sur une chose de première nécessité, avait été aboli dans tous les pays ; qu'il ne conviendrait pas de l'établir en Italie sous quelque forme que ce fût, ni même de laisser aux communes, comme le proposait le ministre, le droit de le lever à leur profit. Il a ajouté que les dépenses inhérentes à un impôt général sur les consommations étant si considérables qu'elles absorbent la moitié des recettes, il préférerait qu'on augmentât faiblement les droits sur les ventes de vin en détail, et qu'on mit un impôt sur les ventes de vin en gros : on obtiendrait ainsi, en étendant ce système à tout le royaume,

plus de 35 millions, quittes de frais de perception. L'orateur a conclu en disant qu'en Belgique, où M. Frère-Orban a aboli tous droits sur les consommations, les peuples reconnaissants lui ont élevé une statue; et quant à lui, il doute fort que les Italiens fassent le même honneur à M. Minghetti.

M. Ferraris, député et conseiller municipal de Turin, a été d'avis que l'impôt proposé ruinerait les communes, et il a cité l'exemple de Turin, s'appuyant à cet égard sur des chiffres que nous reproduirons dans la réfutation de M. Sella.

Le député Fiorenzi, prenant texte d'une idée émise par M. Minghetti, a proposé au lieu d'un impôt sur les consommations, un impôt sur la fabrication des boissons. Il s'est appuyé sur ce que des inconvénients nombreux seraient ainsi évités, et il a calculé que ce nouvel impôt pourrait produire, seulement pour le vin, 42 millions, en supposant 4 $\frac{1}{4}$ livre de taxe par hectolitre.

Le rapporteur Sella a répondu successivement aux diverses objections contre la loi proposée. Le système proposé par M. Lanza d'une taxe sur les ventes de vin en gros et en détail lui a paru inadmissible, parce que cette taxe ne serait pas générale, et ne s'appliquerait pas, par exemple, au propriétaire qui récolte chez lui le vin qui lui est nécessaire. Ce système, ne s'appliquant qu'au vin du commerce, doit être rejeté.

Passant ensuite à l'objection faite que l'impôt en discussion enlèverait aux communes toutes leurs ressources, M. Sella a ajouté que, si pour Turin, par exemple, comme l'a avancé M. Ferraris, l'État enlève à la municipalité 2,114,000 liv., sur 3,463,937 liv. qu'elle perçoit, d'un autre côté il l'exempte du *canone gabellario*, à savoir de 1,450,486 liv., ce dont M. Ferraris ne tient pas compte, et ce qui réduit la perte éprouvée par Turin à 954,243 liv. seulement. Encore faut-il déduire 200,000 à 300,000 liv.

pour les frais de perception qui seront dorénavant à la charge du Trésor. La perte véritable pour le budget de Turin n'est donc que d'environ 650,000 liv., c'est-à-dire un peu plus de 3 liv. par tête. Un calcul semblable donnerait 3 liv. par tête pour Naples, et 3 liv. 50 pour Gènes. Ces nouvelles charges des communes ne peuvent pas les ruiner.

M. Sella a continué en répondant à MM. Carnazza et Cortese, qui avaient objecté que, dans les conditions présentes, l'impôt serait inapplicable en Sicile. Il a démontré que cet impôt ne serait que de 1 livre 50 par tête, et il s'est étonné qu'on pût le trouver trop lourd, puisqu'il prendrait la place des taxes actuelles qui pèsent sur les Siciliens, à raison de 6 liv. 5 par tête.

Après avoir répondu à quelques autres objections d'une moins grande importance, et se rattachant plus ou moins directement aux divers articles du projet, l'orateur a conclu en disant que cette loi était nécessitée par les besoins du Trésor, qu'aucune autre ne pourrait la remplacer, et que d'ailleurs elle était déjà largement pratiquée en Lombardie et dans d'autres parties du royaume. Le système proposé, auquel le comte de Cavour avait donné son approbation, présente d'ailleurs, a-t-il ajouté, l'avantage de supprimer le *canone gabellario* et divers autres droits odieux au pays, en même temps qu'il constitue un pas de plus fait dans l'unification administrative, politique et financière du royaume d'Italie.

Tel est, en peu de mots, le résumé des débats qu'a soulevés, dans la Chambre des députés de Turin, la discussion générale du projet de loi sur l'impôt des consommations. Les divers articles ont presque tous été l'objet de nombreux amendements, qui ont été rejetés ; sauf un petit nombre que nous allons rappeler.

A l'art. 10 du projet ministériel, sur la proposition de

MM. Valerio et Ricciardi, le paragraphe suivant a été ajouté :

« Il est permis aux communes fermées d'imposer une taxe de consommation sur la vente en détail des objets désignés dans la présente loi. »

De même, sur la proposition de MM. de Blasiis et Mellana, il a été adopté que, lorsque les recettes des communes qui, d'accord avec le gouvernement, lèveraient l'entier impôt de consommation, dépasseraient un *minimum* fixé et renouvelé à de fréquents intervalles, l'excédant serait partagé également entre la commune et le gouvernement.

De plus, deux nouveaux articles ont été intercalés entre les art. 13 et 14 du projet ministériel. Ces deux articles résultent de plusieurs amendements dont nous allons donner le sens.

Le député Saracco a fait adopter que la perception de l'impôt gouvernemental sur les consommations pourrait avoir lieu par abonnements avec les communes qui en feraient la demande, et qui prendraient l'obligation d'en payer directement le montant établi d'après l'état présent de la consommation dans chaque commune. Il serait alors permis aux municipalités de varier les tarifs, avec la précaution que la somme due au Trésor serait prélevée exclusivement sur les objets mêmes dont la loi réserve la taxation au gouvernement.

A ce paragraphe a été ajouté le suivant, sur la présentation de M. de Blasiis. « Dans le cas où l'accord en question entre les communes et l'État n'aurait pas lieu, ceux qui ont payé les taxes prescrites sur le raisin, le moût ou le vin introduit dans une commune, et qui voudraient exporter ces denrées, en tout ou en partie, pour les faire consommer ailleurs, ont droit à la restitution de la taxe correspondante. »

La commission a fait observer et admettre qu'alors les communes et les fermiers auraient les droits et les obligations

du gouvernement vis-à-vis des contribuables, et que leurs agents auraient les mêmes prérogatives que ceux de l'État.

La Chambre a adopté ensuite un amendement du député Cadolini, tendant à reconnaître que, lorsque pour la perception de l'impôt, le gouvernement prendrait la place des communes, et *vice versa*, il y aurait lieu à transmission des employés, des locaux et de tout ce qui concourt au service.

Sur la proposition du même député, la Chambre a approuvé une disposition transitoire, d'après laquelle, là où l'impôt gouvernemental frappe les objets de consommation à un taux plus élevé que celui de la loi, l'excédant doit passer aux communes.

Les autres modifications apportées au projet ministériel n'ont porté que sur la rédaction.

Le projet de loi voté à la Chambre des Députés a été soumis à l'approbation du Sénat, le 20 décembre 1863, par M. Duchoqué, rapporteur de la commission chargée de son examen. Ce sénateur, s'appuyant sur les mêmes raisons qui avaient fait proposer par MM. Sella et Minghetti un impôt sur les consommations, en a reconnu la nécessité, et s'est borné seulement à proposer certaines modifications aux articles divers de la loi. Ainsi, il désirait que les communes, divisées en cinq classes, pour le tarif, d'après leur population, et, pour le mode de perception, en deux catégories, suivant qu'elles sont *fermées ou ouvertes*, fussent déclarées *fermées*, lorsque leur population les rangerait dans les quatre premières classes, à moins toutefois que le peu d'agglomération de la population, dans quelques-unes de ces communes, n'empêchât d'établir une ligne de perception à l'entour; auquel cas, un décret royal, après avis du conseil d'État, déclarerait ces communes *ouvertes*. Quant aux communes de cinquième classe, elles seraient *ouvertes*, sauf celles qui sont chefs-lieux d'arrondissement (*circondario*),

ou celles encore dont les conseils municipaux s'engageraient à établir une ligne de perception aux portes.

Le rapporteur a continué en approuvant les divers articles du projet de loi, sauf quelques légères modifications relatives au texte, l'une d'elles consistant par exemple à désigner, sous la rubrique : *autres objets analogues à ceux indiqués ci-dessus*, les objets que l'art. 10 permet aux communes de taxer et qui étaient désignés dans le projet de loi sous la rubrique : *quelques autres objets de consommation*.

M. Duchoqué a ensuite manifesté le vœu que les communes ne pussent taxer tous les objets de consommation que dans certaines limites fixées par la loi. Il a repoussé l'idée ministérielle de déduire de la taxe sur les viandes la taxe d'abattage (art. 7), dans le cas où les viandes abattues dans une commune, seraient consommées dans une autre ; en se servant du motif que cette déduction, facile à faire, lorsque ce serait le gouvernement qui percevrait la taxe, serait d'une difficulté insurmontable dans le cas opposé, parce qu'elle entraînerait des comptes interminables de commune à commune.

Le rapporteur, adoptant les tarifs proposés, n'a demandé que deux légères modifications : la première exemptant de la taxe toute charge de raisin de moins de 5 kilogr. ; la deuxième, établissant un seul tarif pour les liqueurs, taxées à 20 fr. par hectol., quelle que soit leur intensité d'alcool.

Nous allons maintenant donner une rapide analyse de la discussion de la loi au Sénat.

Le sénateur Pareto a désapprouvé la loi, tout en reconnaissant la nécessité de créer de nouvelles ressources au Trésor ; au moins la voudrait-il établie sur d'autres bases. Il a appuyé sa désapprobation sur deux ordres de motifs, que nous avons eu à signaler déjà dans la discussion de la Chambre des Députés italiens : l'enlèvement aux communes

de leurs ressources, et la contribution à l'impôt, plus lourde, par suite de la diversité des tarifs, pour l'habitant des villes que pour celui des campagnes.

Le sénateur Audiffredi, approuvant les diverses observations du sénateur Pareto, a reconnu cependant que le système financier adopté par le ministre était le meilleur à suivre dans les circonstances difficiles où se trouve l'Italie. Il aurait désiré seulement que l'État se réservât exclusivement les impôts directs, en interdisant tous centimes additionnels aux communes, et en leur abandonnant le monopole des taxes sur les consommations.

Le sénateur Gravina, s'attachant à démontrer l'injustice de la répartition de l'impôt proposé, a désapprouvé l'inégalité du tarif entre les communes, suivant leur population, comme ne frappant pas également tous les citoyens; il a rejeté de même la division des communes en communes *fermées* et *ouvertes*, parce que dans les dernières, l'impôt ne se prélevant que sur les ventes en détail, les gros consommateurs en seraient exempts, et le pauvre seul serait atteint. Il a développé un amendement où il a proposé d'établir l'égalité du tarif par tout le royaume, et de considérer toutes les communes comme *idéalement* fermées. Cet amendement, qui aurait modifié toute la loi, n'a pas été adopté.

Le ministre des finances a répondu aux objections faites par MM. Pareto, Audiffredi et Gravina, en disant que la loi proposée n'enlevait pas aux communes leurs ressources, puisque l'État ne se proposait de recueillir par cet impôt que 40 millions, somme inférieure à celle que les anciens gouvernements de l'Italie percevaient, tout en laissant aux communes de quoi subvenir à leurs dépenses. Il a ajouté que l'idée du sénateur Audiffredi, de réserver exclusivement à l'État les impôts directs en abandonnant les impôts indirects aux communes, n'était appliquée dans aucun État, et répu-

gnait complètement à ses idées en matière de finances. Quant à l'inégalité prétendue entre l'habitant des villes et celui des campagnes, dans la répartition de la taxe, par suite des divers tarifs, M. Minghetti a dit que, s'il était vrai que la taxe pèserait plus lourdement sur le premier, il fallait considérer aussi que plus une cité est grande, et plus la population y est agglomérée, plus les salaires sont aussi élevés, et plus il y a, par suite, de facilité à se procurer les choses nécessaires à la vie.

Ces considérations de M. le ministre des Finances ont clos la discussion générale. Nous devons signaler pourtant quelques paroles prononcées par le sénateur Farina, à l'appui des idées émises par M. Gravina.

Le Sénat a passé ensuite à la discussion des articles.

L'amendement de M. Duchoqué, tendant à déclarer *fermées* les communes des quatre premières classes a été adopté, et a formé les deux premiers paragraphes de l'art. 5 du texte définitif de la loi.

A l'art. 6, où il était dit que le transit, le dépôt et l'introduction des objets soumis à l'impôt, seraient permis dans les communes fermées (avec les formalités voulues), M. Duchoqué a proposé de n'en permettre l'introduction qu'autant qu'elle serait temporaire (*temporaria*), ce qui a été adopté.

Au même article a été fait, sur la proposition du sénateur Arnulfe, une modification plus importante, tendant à ce qu'à l'introduction dans les communes fermées de bêtes de race bovine abattues, entières et non dépouillées de leur peau, il fût tenu compte à l'introducteur de la taxe d'abattage déjà payée. Ce même sénateur a obtenu (art. 9) que le paiement de la taxe de consommation, dans une commune, d'animaux de race bovine abattus dans une autre commune, donnerait droit à la restitution de la taxe précédemment payée ; aucune restitution ne devant avoir lieu pour une quantité inférieure à

la moitié de la bête. Cette restriction a provoqué l'hilarité du Sénat, et a été le sujet des lazzis du sénateur Pareto, qui a demandé au ministre dans quel sens il fallait prendre la moitié de la bête : en longueur, en largeur, ou bien en sens diagonal.

A l'art. 8, M. Duchoqué a fait ajouter, avec l'approbation du Sénat, aux objets de consommation sur la vente en détail desquels les communes ouvertes peuvent mettre une taxe, les viandes fraîches d'animaux de race bovine abattus dans d'autres communes.

Dans le courant de la discussion, M. Minghetti a proposé un nouvel article qui, avec quelques modifications, apportées par le Sénat, a formé l'art. 12 de la loi définitive. Cet article, comme nous le verrons plus loin, règle la manière dont doivent s'opérer les remboursements auxquels peut donner lieu l'inexacte application de la loi ou des tarifs.

L'art. 14 du projet ministériel, devenu l'art. 17 de la loi définitive, laissait aux communes, qui affermeraient l'impôt gouvernemental sur les consommations, le droit de varier les tarifs; mais comme aucune restriction de ce droit n'était énoncée, le droit proposé pour les communes de varier les tarifs a été supprimé, sur la proposition du sénateur Arnulphe.

A l'art. 27 (*dispositions transitoires*), le Sénat, sur la proposition du sénateur Arnulfe, d'accord en cela avec M. Duchoqué et avec la commission, a ajouté un troisième paragraphe, donnant au gouvernement la faculté de permettre que la taxe sur les boissons et les viandes, et l'impôt de consommation communal dépassent pendant l'année 1866, le *maximum* dont parle l'art. 13.

La modification proposée par M. Duchoqué, tendant à soumettre les liqueurs à un tarif uniforme de 20 fr. par hectol., a été approuvée.

Quelques autres modifications ont encore été apportées au projet de loi, mais comme elles ne portent que sur la rédaction, nous ne croyons pas devoir les signaler.

La loi votée au Sénat a été rapportée à la Chambre des Députés, qui a eu à donner son assentiment aux diverses modifications introduites par le Sénat.

Le 19 décembre 1863, M. Sella, rapporteur de la commission, concluait à l'approbation entière des changements apportés à la loi par le Sénat, et proposait en outre qu'à l'art. 17, on donnât aux communes qui affermeraient l'impôt du gouvernement, le droit de varier les tarifs dans les limites fixées par la loi, droit qui, dans la discussion des articles au Sénat, leur avait été enlevé, comme nous l'avons vu, sur la proposition du sénateur Arnulphe.

Cet amendement, ainsi que les modifications apportées à la loi par le Sénat, a reçu l'approbation de la Chambre des Députés.

Enfin ce même amendement a été approuvé par le Sénat, et la loi a été arrêtée définitivement, dans le texte suivant, dont voici la traduction, suivie du tarif d'après lequel l'impôt doit être perçu :

ART. 1^{er}. Est imposée dans tout l'État une taxe sur la consommation sur le vin, le vinaigre, l'eau-de-vie, l'alcool, les liqueurs et les viandes, selon le tarif A, annexé à la présente loi.

ART. 2. Est de même imposée dans tout l'État une taxe sur la fabrication de la bière et de l'eau gazeuse, selon le tarif B, annexé à la présente loi.

Aux droits de douane mis à l'importation de ces produits sera jointe une surtaxe égale à la taxe perçue à l'intérieur.

A l'exportation de ces mêmes produits, sera restituée la taxe payée à l'intérieur, d'après les formalités que fixera un décret royal.

ART. 3. Pour l'application du tarif A, les communes sont divisées en cinq classes, et pour la perception de la taxe, elles sont divisées en communes fermées et communes ouvertes.

ART. 4. Sont communes de :

1 ^{re} classe, celles qui ont une population agglomérée supérieure	à 60,000 h.
2 ^e — — — — —	de 40,001 à 60,000
3 ^e — — — — —	20,001 à 40,000
4 ^e — — — — —	8,001 à 20,000
5 ^e — — — — — inférieure	à 8,000

Cette division sera faite par un décret royal.

ART. 5. Les communes des quatre premières classes sont déclarées fermées. Si quelques-unes d'elles se trouvent dans des positions topographiques telles qu'on ne puisse les entourer d'une ligne d'octroi, elles seront déclarées ouvertes par un décret royal, après avis préalable du conseil d'État.

Les communes de cinquième classe ne pourront être déclarées fermées que lorsqu'elles seront chefs-lieux d'arrondissement, ou qu'elles en feront la demande, ou qu'elles auront l'intention de maintenir ou d'établir pour leur compte propre un impôt à l'entrée.

Les portions des communes fermées, non comprises dans la ligne d'octroi, seront assimilées aux communes ouvertes.

ART. 6. La taxe de consommation se perçoit, dans les communes fermées, à l'entrée dans leur enceinte des produits indiqués au tarif. Sont permis le transit, le dépôt et l'introduction temporaire de ces produits, avec les garanties et les formalités déterminées.

A l'introduction dans les communes fermées des animaux de race bovine, venant des abattoirs, encore entiers, et non dépouillés de leur peau, l'introducteur aura droit à la restitution de la taxe payée pour l'abattage, dans les formes et règles prescrites par le règlement.

ART. 7. Si, dans les communes fermées, se trouvent des fabriques d'eau-de-vie, d'alcool et de liqueurs, l'impôt sur la consommation de leurs produits sera perçu moyennant une taxe équivalente sur leur fabrication. On déduira de cette taxe l'impôt gouvernemental déjà payé sur les matières premières à leur entrée dans la commune, suivant les formes, termes et limites que prescrira le règlement.

Il est permis d'entreposer dans des locaux séparés de la fabrique des produits susdits, pour payer la taxe à mesure qu'ils sont destinés à la consommation de la commune.

ART. 8. Dans les communes ouvertes, et dans la portion des communes fermées situées hors de la ligne d'octroi, la taxe de consommation se percevra sur la vente en détail du vin, du vinaigre, de l'eau-de-vie, de l'alcool et des liqueurs ; sur l'abattage des viandes, et sur l'introduction dans les lieux de vente des viandes fraîches d'animaux de race bovine, abattus dans d'autres communes.

La présente loi ne considère pas comme vente en détail toute vente de plus de vingt-cinq litres de vin et de vinaigre, de dix litres d'eau-de-vie, d'alcool et de liqueurs. Est pourtant sujette à la taxe, toute vente supérieure aux chiffres sus-indiqués, lorsqu'elle est faite chez un détaillant.

ART. 9. Le payement de la taxe de consommation d'animaux de race bovine, tués dans une autre commune, donne droit à la restitution de la taxe précédemment payée ; aucune restitution n'a lieu pour une quantité moindre que la moitié de la bête.

ART. 10. La perception des taxes indiquées aux articles 1 et 2 sera faite par suite de la déclaration du contribuable, et suivant l'application du tarif aux matières imposables.

La perception de l'impôt de consommation dans les communes ouvertes et celle de la taxe sur la fabrication tant de la bière, de l'eau gazeuse, en quelque lieu que ce soit, que

de l'alcool, de l'eau-de-vie et des liqueurs, dans les communes fermées (art. 7), pourront se faire par conventions d'abonnement entre le contribuable et les agents de l'État.

Il sera remis au contribuable, lorsqu'il paiera la taxe, un reçu ou billet (*bolletta*), qui sera la seule preuve valable du paiement effectué.

ART. 11. Pour la taxe, les amendes et les frais, le Trésor exerce ses droits avant tout autre créancier sur les objets soumis à la taxe, etc.

ART. 12. Le remboursement des différences provenant d'erreurs de calcul dans la perception, ou de l'application inexacte du tarif, sera fait, tant par l'administration que par le contribuable, dans le délai de deux ans. Ce terme expiré, l'administration conserve pour une autre année l'action pour dommage souffert contre l'employé coupable d'une perception nulle ou incomplète. Ces délais de prescription n'ont pas d'application lorsqu'on constate la fraude.

ART. 13. Est donnée aux conseils municipaux la faculté d'imposer sur les viandes et les boissons une surtaxe additionnelle à la taxe mise par le gouvernement.

Les conseils communaux peuvent en outre imposer une taxe de consommation sur les autres comestibles et boissons, les fourrages, les combustibles, les matériaux de construction, les savons, les matières grasses, et autres matières de consommation locale analogues à celles que nous venons d'indiquer.

Cette faculté n'atteint pas les matériaux de construction et les combustibles destinés aux arsenaux de terre et de mer, et effectivement consommés à cet usage.

Aux communes fermées est donnée de plus la faculté de mettre une taxe de consommation sur la vente en détail des objets désignés dans cette loi.

Un décret royal fixera le *maximum* du tarif des taxes de

consommation que les communes peuvent s'imposer, et de celles qu'elles peuvent ajouter aux taxes du gouvernement ¹.

ART. 14. Les dispositions établies pour les impositions de l'État devront être observées aussi pour la perception de l'impôt de consommation des communes, quant à la décision des contestations, quant aux contraventions, aux amendes, et quant aux privilèges sur les marchandises de contrebande, privilèges qui s'exercent toujours au profit des communes dans un ordre inférieur à ceux de l'État.

ART. 15. Les taxes imposées par la présente loi en faveur de l'État, seront perçues par des employés du gouvernement, placés sur le même rang que ceux des douanes pour l'exercice de leurs fonctions.

¹ Ce décret est, au *Moniteur* du 2 août 1864, reproduit dans les termes suivants :

Victor-Emmanuel, etc.

Vu les art. 13 et 17 de la loi du 3 juillet 1864, et sur la proposition du ministre des Finances, président du conseil,

Avons ordonné et ordonnons ce qui suit :

ART. 1^{er}. Les taxes de consommations additionnelles et celles que les communes peuvent imposer pour leur compte sur la vente au détail des objets frappés par la taxe de l'État, doivent être maintenus entre les deux cinquièmes des taxes du gouvernement. Les taxes communales sur les autres produits ne peuvent dépasser le dixième de leur valeur moyenne quinquennale. Sur la neige, 10 fr. par quintal ; sur les denrées coloniales et sur les fers, comme matériel de construction, le 10 0/0 des droits de douane d'importation, exclu le surimpôt de guerre.

ART. 2. Il est permis aux communes de maintenir jusqu'à la fin de l'année 1866, sur les produits non frappés par la taxe gouvernementale, les taxes de consommation en vigueur à la publication du présent décret, alors même qu'elles dépasseraient les bornes fixées par l'article précédent. Sont exceptées les denrées coloniales et les fers qui ne pourront s'imposer au delà de la mesure établie par l'article 1^{er}.

ART. 3. Les communes qui ont, sur la consommation des viandes et des boissons, et sur la fabrication de la bière, des alcools et des eaux gazeuses, des taxes en proportion supérieure à l'ensemble de la taxe additionnelle, peuvent, jusqu'à la fin de l'année 1866, percevoir, pour leur compte, la différence entre l'impôt gouvernemental et les taxes actuelles.

Ordonnons, etc.

Donné à Turin, le 10 juillet 1864.

VICTOR-EMMANUEL.

M. MINGHETTI.

La perception de l'impôt communal dans les communes fermées, et des taxes additionnelles dans les communes ouvertes se fera par le moyen des mêmes agents, et les frais de perception seront répartis proportionnellement aux sommes perçues.

ART. 16. Il est permis aux communes fermées et ouvertes, de percevoir, par leurs propres agents, les taxes de consommation gouvernementale et communale, toutes les fois qu'elles s'entendront avec le gouvernement pour garantir un minimum de revenu sur leurs taxes. L'excédant sur le minimum garanti sera partagé également entre le gouvernement et la commune.

Pour la perception des impôts de consommation, le gouvernement et les communes peuvent consentir des fermages.

ART. 17. La perception de l'impôt de consommation gouvernemental aura lieu par abonnements avec les communes qui en feront la demande, et qui prendront l'obligation de payer directement le montant, qui sera établi sur les bases de la présente consommation locale, d'après les dispositions du règlement. En ce cas, il sera permis aux communes de varier les tarifs, dans les limites prescrites par l'art. 13, et avec le consentement des autorités financières, et l'on aura soin que la somme due à l'État soit prélevée avant tout, au moyen de la taxe sur les objets que la présente loi réserve au gouvernement.

Dans le cas où cet accord n'aurait pas lieu, celui qui a payé la taxe prescrite par la présente loi, pour raisin, moût, ou pour vin fait dans une commune, et qui veut distraire une partie ou la totalité de ces objets pour les faire consommer ailleurs, aura droit à la restitution de la taxe correspondante, conformément aux dispositions du règlement dont il est parlé à l'article 19.

Dans les cas prévus par cet article et le précédent, les communes et les fermiers remplaceront le gouvernement dans ces droits et obligations à l'égard des contribuables, et leurs agents auront le même pouvoir que les agents de l'État.

ART. 18. Lorsque, dans l'administration de l'impôt de consommation, le gouvernement succédera à la commune, *et vice versa*, la transmission des employés, des locaux et des effets, concourant à ce service, aura lieu aussi d'après les conditions qui seront déterminées par le règlement.

ART. 19. Un règlement, revêtu de l'approbation d'un décret royal, déterminera les dispositions de la présente loi, et portera spécialement :

1° Sur la déclaration des produits, leur vérification et les autres formalités à accomplir à leur entrée dans les communes fermées ;

2° Sur le dépôt, le transit, ou sur la restitution de la taxe dans l'exportation du produit soumis à la taxe dans les communes fermées ;

3° Sur l'exercice et le contrôle des ventes en détails dans les communes ouvertes ;

4° Sur l'exercice et le contrôle des fabriques soumises à la taxe, et sur la circulation de leurs produits ;

5° Sur le mode d'abonnements et de fermages ;

6° Sur les conditions de transmission des employés et des locaux, de gouvernements à commune, *et vice versa*.

ART. 20. Sera puni d'une amende non inférieure à la taxe due, ni supérieure au quintuple, celui qui, en fraude de la loi, introduira des objets soumis à la taxe, entreprendra ou exercera la fabrication de produits sujets à la taxe, non conformément aux règlements qui seront prescrits ; — on déclarera une quantité ou qualité inférieure à la vé-

ritable; — et en général quiconque, de quelque manière que ce soit, tant dans les communes fermées que dans les communes ouvertes, soustraira ou tentera de soustraire certains objets au paiement de la taxe.

ART. 21. Toute contravention aux autres prescriptions de la loi et à la discipline du règlement relatif à son exécution, sera punie d'une amende de 5 à 150 livres.

ART. 22. Les agents de l'administration auront le droit, pour garantie de l'amende, de séquestrer, outre les objets tombés en contravention, ce qui les contient, et les véhicules qui ont servi à les transporter.

Si les objets séquestrés sont exposés à déperir, ou si leur garde est difficile et dispendieuse, ils pourront être vendus à l'encan, avec l'intervention de l'autorité compétente.

Le propriétaire pourra toujours obtenir la restitution des objets séquestrés moyennant dépôt en argent, ou caution suffisante pour le montant de la taxe, des frais et de l'amende.

ART. 23. Les locaux des fabriques des marchandises indiquées à l'art. 2, quelque part qu'ils soient situés; ceux des fabriques d'alcool, d'eau-de-vie et de liqueurs, dans les communes fermées, et ceux de vente dans les communes ouvertes, sont soumis à une surveillance particulière.

Les agents de l'administration pourront entrer dans ces locaux de jour, et tandis qu'ils sont ouverts, pour faire les vérifications nécessaires.

La nuit, ou quand les locaux sont fermés, les vérifications devront s'exercer avec le concours de l'autorité judiciaire, ou bien avec l'assistance du syndic ou de son délégué.

Avec les mêmes interventions, on pourra exercer des vérifications, dans les maisons des particuliers, lorsqu'il y aura des contraventions flagrantes.

ART. 24. Le recours contre la contravention et la fraude

se prescrit dans un an, à dater du jour où a été commise la contravention.

ART. 25. Les art. 80 et suivants, jusqu'à l'article 91 inclusivement du règlement des douanes approuvé provisoirement avec la loi du 21 décembre 1862, sont applicables aux contraventions à la loi présente, en ayant soin de substituer l'autorité et les agents des impositions de consommation à l'autorité et aux agents des douanes.

Dispositions transitoires.

ART. 26. La présente loi sera en vigueur un mois après sa promulgation.

ART. 27. Du jour de la mise en activité de la présente loi cesseront d'être perçus le *canone gabellario* et les droits relatifs de permission dans les anciennes provinces (États sardes), la taxe sur les boissons dans les Marches et les provinces parmesanes, toutes les taxes de consommation, au profit du Trésor, existant actuellement dans les diverses provinces de l'État, sur les boissons et sur les viandes. Néanmoins devront être payées les dettes arriérées aux titres susdits.

Les impôts de consommation, levés au profit des communes, sur les mêmes objets, sont conservés, en tant qu'ils n'excèdent pas les limites fixées dans l'art. 13, et ils seront perçus d'après les dispositions de la présente loi et du règlement y relatif.

Est donnée au gouvernement la faculté de permettre que les taxes sur les viandes et les boissons, et l'impôt de consommation communal puissent, pendant toute l'année 1866, dépasser les limites du maximum fixé à l'art. 13, dans les communes où les tarifs actuellement en vigueur excèdent cette limite.

ART. 28. Seront abandonnés aux communes les impôts maintenant perçus au profit du Trésor sur les objets non compris dans les tarifs annexés à la présente loi, et qu'il est permis aux communes, par l'art. 13, de taxer. Lorsque l'impôt du Trésor s'applique actuellement aux mêmes objets avec un tarif supérieur à celui qui est annexé à la présente loi, l'excédant appartiendra dorénavant aux communes.

La perception de ces impôts sera faite d'après les tarifs actuellement en vigueur, tant que les communes ne se seront point mises en d'état d'appliquer les nouveaux tarifs, dans les limites signalées à l'art. 13.

Est transmise de même à la cité de Naples et à sa circonscription la taxe sur la neige ¹.

ART. 29. Toutes les lois et tous les décrets contraires à la présente loi sont abrogés.

Seront spécialement abrogés les règlements particuliers pour l'application de l'impôt communal, contraires au règlement général dont il est fait mention à l'art. 19.

Voici maintenant les tarifs annexés à la loi, et d'après lesquels les impôts de consommation se prélèveront désormais dans le royaume d'Italie.

¹ Nous avons plus haut dit *glace*, peut-être par inexactitude.

TARIF A. TAXES SUR LA CONSOMMATION.	COMMUNES — CLASSES.				
	1 ^{re} .	2 ^e .	3 ^e .	4 ^e .	5 ^e .
	livres.	livres.	livres.	livres.	livres.
<i>Boissons.</i>					
Vin et vinaigre en fût, l'hectol.	5 »	4 »	3,50	3 »	2,50
Vin et vinaigre en bouteille, chaque.	0,10	0,08	0,07	0,06	0,05
Mout (seulement dans les communes fermées), l'hectol.	4 »	3,2	2,80	2,40	2 »
Raisin (<i>id.</i>) en quantité supérieure à 5 kil. le quintal.	2,50	2 »	1,75	1,50	1,25
Alcool et eau-de-vie marquant moins de 59° à l'alcomètre de Gay-Lussac, l'hectol.	12 »	9,60	8,40	7,20	6 »
Alcool et eau-de-vie marquant plus de 59°, et liqueurs.	20 »	16 »	14 »	12 »	10 »
Alcool, eau-de-vie, liqueurs, en bouteilles, chacune.	0,40	0,35	0,30	0,25	0,20
<i>Viandes.</i>					
Bœufs (<i>booi e manzi</i>) par tête, ...	30 »	24 »	21 »	18 »	15 »
Vaches et saureaux. —	20 »	16 »	14 »	12 »	10 »
Veaux (de plus d'un an) —	14 »	11,20	9,80	8,40	7 »
Veaux (de moins d'un an) —	9 »	7,20	6,30	5,40	4,50
Porcs (seulement dans les communes fermées). —	8 »	6,40	5,60	4,80	4 »
Cochons de lait (<i>id.</i>) —	2,50	2 »	1,75	1,50	1,25
Agneaux, chèvres, chevreaux et brebis (<i>id.</i>) —	0,40	0,35	0,30	0,25	0,20
Viandes abattues, fraîches, dans les communes fermées, et de bœufs vendus en détail, dans les communes ouvertes. le quint, ...	10 »	8 »	7 »	6 »	5 »
Viande abattue, fraîche, de porc (communes fermées) —	8 »	6,40	5,60	4,80	4 »
Viande salée (<i>id.</i>) —	15 »	12 »	10,50	9 »	7,50
La taxe sur les animaux de race bovine et porcine se percevra au poids, et prendra pour base le tarif de la viande fraîchement abattue, avec diminution de 20 p. 100 dans les communes qui en feront la demande et qui seront pourvues des poids convenables.					
TARIF B. — TAXE SUR LA FABRICATION.					
Bière.	l'hectol.		5 liv.		
Eau gazeuse.	<i>id.</i>		3		

L'État, comme on a pu le voir dans l'analyse de la discussion de la loi que nous venons de traduire, a enlevé aux communes italiennes une partie de leurs ressources. Voici un tableau qui donne le montant des taxes locales communales d'Italie, en 1861, avant que la nouvelle loi fût promulguée ¹.

¹ Ce tableau est extrait de l'*Annuaire du ministère des Finances du royaume d'Italie pour 1883*, p. 681-682.

NOMS des PROVINCES.	TAXES LOCALES.	SURTAXES AUX IMPÔTS DE L'ÉTAT.	NOMS des PROVINCES.	TAXES LOCALES.	SURTAXES AUX IMPÔTS DE L'ÉTAT.
<i>États Sardes et Lombardie.</i>			<i>Report.</i>	22 467,091 73	36,571,242 68
Alexandrie.....	1,221,477 29	2,601,121 24	<i>Toscane.</i>		
Bergame.....	137,533 »	1,786,862 »	Arezzo.....	14,394 »	702,985 »
Brescia.....	315,338 »	1,901,079 »	Piombino.....	152,486 »	2,421,033 »
Cagliari.....	77,331 »	810,407 »	Grosseto.....	7,760 »	825,118 »
Côme.....	51,510 »	1,739,196 »	Li Vornò.....	85,514 »	529,158 »
Crémone.....	301,771 »	2,487,184 »	Lucques.....	28,151 »	898,542 »
Cuneo.....	1,284,721 »	1,770,875 »	Pise.....	9,602 »	926,249 »
Gènes.....	4,041,517 »	1,900,692 »	Sienne.....	19,016 »	851,637 »
Milan.....	1,197,466 »	8,619,376 »	<i>Naples.</i>		
Novare.....	796,718 »	1,614,460 »	Abruzzo ultérieure...	354,840 28	17,342 76
Pavie.....	918,675 »	2,315,478 »	Abruzzo ultérieure 1 ^{re} .	162,312 »	15,127 49
Port-Maurice.....	125,050 »	316,165 »	Abruzzo ultérieure 2 ^e .	182,176 80	18,195 28
Savari.....	92,458 »	825,302 »	Basilicate.....	299,672 80	33,474 78
Turin.....	3,453,858 »	1,953,626 »	Bénévent.....	» »	» »
<i>Émilie.</i>			Calabre.....	268,225 40	19,090 54
Bologna.....	1,375,302 90	1,880,495 28	Calabre ultérieure 1 ^{re} .	382,439 73	17,480 10
Ferrara.....	820,390 70	1,306,222 63	Calabre ultérieure 2 ^e .	580,900 21	26,745 44
Forlì.....	714,145 39	606,392 90	Capitanata.....	335,181 42	58,294 78
Modène.....	28,539 15	221,632 49	Moïse.....	119,772 22	17,475 42
Parma.....	160,021 80	71,321 80	Naples.....	1,024,603 58	87,261 24
Pesaro.....	556,961 40	1,601,192 63	Principauté ultérieure	731,638 34	36,929 27
Perugia.....	325,831 48	3,015,522 16	— ultérieure	331,246 06	27,273 44
Ravenna.....	318,816 25	221,876 16	Terre de Bari.....	815,045 22	51,032 66
Reggio.....	65,645 21	947,519 90	Terre de Labour.....	1,251,207 01	77,453 »
<i>Marches.</i>			Terre d'Ugento.....	885,221 50	43,651 25
Ancone.....	779,332 »	452,705 »	<i>Sicile.</i>		
Ascoli.....	548,584 »	407,791 »	Caltanissetta.....	556,433 68	» »
Macerata.....	1,014,843 »	469,378 »	Catane.....	804,893 »	7,975 »
Pesaro et Ugento.....	1,338,900 »	274,108 »	Girgenti.....	435,066 48	» »
<i>Ombrie.</i>			Messina.....	946,310 40	1,029 52
Umbria.....	1,589,651 »	621,630 »	Notre.....	284,583 22	1,272 12
<i>A reporter.....</i>	22 467,091 73	36,571,242 68	Palerme.....	6,981,680 73	» »
			Trapani.....	518,157 93	1,675 21
			<i>TOTAL général.</i>	40,877,487 55	45,916,824 02
					84,794,115 67

Si nous nous occupons seulement de l'impôt de consommation remanié par la loi récente d'Italie, nous pouvons résumer la plupart des faits qui s'y rapportent dans le tableau suivant qui représente l'état des choses antérieur à la nouvelle loi, et qui expose le montant des droits qui pesaient en 1861 sur les principales denrées territoriales assujetties à la taxe de consommation italienne ¹. Les données de ce tableau diffèrent peu des renseignements que nous avons extrait plus haut de l'Exposé des motifs de M. Sella ².

¹ Extrait du rapport de M. Nerva sur la péréquation de l'impôt foncier en Italie (année 1861).

² V. *suprà*, p. 264 et suiv.

PROVINCES.	MONTANT DE LA TAXE		TOTAL GÉNÉRAL	DÉTAIL des droits pesant sur les denrées territoriales 1.
	AU PROFIT DES COMMUNES.	AU PROFIT DE L'ÉTAT.		
États sardes.....	8,672,241 40	5,992,227 55	14,664,474 65	11,683,137 10
Lombardie.....	1,686,314 58	7,204,699 86	8,891,014 44	6,735,439 66
Parme.....	543,744 46	183,902 71	727,647 47	699,435 02
Modène.....	416,822 60	570,151 91	686,974 54	532,599 86
Romagnes.....	876,114 20	2,120,353 47	2,996,494 37	1,453,108 46
Ombrie et Marches.....	1,928,405 85	»	1,928,405 85	2,786,844 02
Toscane.....	4,183,885 34	»	4,183,885 34	3,826,845 06
Naples.....	7,878,822 24	»	7,878,822 25	6,715,534 04
Sicile.....	5,146,401 61	»	5,146,401 64	5,128,062 »
TOTAUX.....	30,982,779 01	16,674,335 20	47,654,114 20	39,561,016 92

Si des 84,794,115 liv. 67 c. total des recettes communales nous déduisons 30,982,779 l. ou produit des taxes communales de consommation, nous trouvons pour le produit de l'impôt *direct communal* en 1861 la somme de 53,811,336 l. 66 c.

D'après un document émané du Ministère des Finances du royaume d'Italie, l'impôt direct communal en 1862 n'aurait été que de 50,102,792 l. 57 c. savoir 46,196,154 l. 90 c. sur la richesse foncière et 3,906,637 l. 67 c. sur la richesse non foncière. Si ces divers chiffres sont exacts, il y aurait eu de 1861 à 1862 une diminution dans les taxes directes de 3,718,544 l. 09 c.

Mais d'un autre côté nous trouvons dans l'Annuaire de 1865 le tableau suivant qui montre un relèvement considérable du produit des taxes communales, opérées en 1863, et dont nous sommes portés à attribuer la rapidité à l'absence de toute restriction tutélaire de la part de l'autorité supérieure dans l'organisation administrative italienne.

¹ *Détail des droits sur les denrées territoriales, et qui sont à la charge de l'agriculture.*

Grains, riz et autres céréales.....	1,832,750 38
Farines, pain.....	6,580,269 »
Fourrages.....	1,550,067 62
Bestiaux et viande de boucherie.....	11,407,886 31
Fromages.....	863,418 28
Fruits, œufs, volailles.....	82,490 82
Vins.....	15,920,918 62
Raisin et moût de vin.....	111,901 26
Huiles d'olive et de noix.....	1,429,423 42
Bois et charbon.....	1,782,164 24
TOTAL.....	39,561,016 92

Recettes des Communes pour l'année 1863.

PROVINCES.	POPULATION au 1 ^{er} janvier 1862	TAXES locales.	SURTAXES aux impôts de l'Etat.	TOTAL par provinces.
Alexandrie.....	645,607 h.	1,783,284 f.	3,695,030 f.	5,478,314 f.
Ancône.....	254,849	1,656,067	938,540	2,594,607
Aquila.....	369,451	460,256	154,080	614,336
Arezzo.....	219,559	36,777	1,057,720	1,094,497
Ascoli.....	496,030	814,519	496,385	1,310,904
Avellino.....	355,621	453,692	92,140	545,232
Bari.....	554,402	1,174,295	419,316	1,623,611
Benevento.....	220,566	274,858	174,400	449,318
Bergame.....	347,235	1,927,435	1,564,519	3,491,954
Bologne.....	407,452	1,696,134	3,458,255	5,154,389
Brescia.....	486,383	2,278,509	2,446,066	4,724,575
Capitani.....	372,077	504,268	1,266,128	1,767,336
Caltanissetta.....	223,178	590,003	56,384	652,387
Campobasso.....	346,007	208,613	119,300	327,913
Caserte.....	653,464	1,555,687	207,441	1,763,098
Catane.....	450,460	1,316,771	148,814	1,465,585
Catanzaro.....	384,459	407,070	288,687	695,757
Chieti.....	327,316	353,769	2,262	358,031
Côme.....	457,434	258,397	2,381,465	2,639,862
Cosenza.....	431,091	310,747	99,612	410,359
Crémone.....	339,641	4,256,568	3,260,853	6,517,421
Cuneo.....	597,279	1,171,967	2,567,024	3,738,991
Ferrare.....	499,158	588,311	2,897,169	3,485,480
Florence.....	696,214	2,297,382	2,860,439	5,157,821
Foggia.....	312,883	608,841	99,916	708,727
Forlì.....	224,463	772,603	1,958,395	2,730,998
Gènes.....	650,143	4,938,723	2,117,934	7,056,657
Girgenti.....	263,880	638,842	178,074	816,916
Grosseto.....	400,626	49,388	611,143	660,531
Lecce.....	447,982	889,835	235,152	1,124,987
Livourne.....	416,811	2,617,455	"	2,617,455
Lugues.....	256,161	459,413	935,694	1,395,107
Macerata.....	229,626	1,105,642	837,656	1,943,298
Massa Carrara.....	140,733	161,818	225,496	387,314
Messine.....	398,439	1,295,045	60,541	1,364,586
Milan.....	948,320	2,701,371	4,387,917	7,089,288
Modène.....	260,591	629,762	1,043,472	1,673,173
Naples.....	867,983	6,324,664	42,589	6,367,253
Noto.....	259,613	627,333	67,516	694,849
Novare.....	579,385	1,446,037	2,158,756	3,604,793
Palermo.....	585,163	3,282,510	167,768	3,450,278
Parma.....	256,029	498,337	1,137,843	1,636,180
Pavie.....	419,785	764,975	2,648,875	3,413,850
Pesaro et Urbino.....	202,568	1,235,018	329,118	1,564,166
Pérouse.....	543,019	2,950,877	701,540	3,654,417
Plaisance.....	218,569	499,402	1,100,746	1,600,148
Pise.....	243,028	2,452,095	"	2,452,095
Port Maurice.....	121,330	365,414	460,145	825,559
Potenza.....	492,939	350,399	393,253	653,652
Ravenna.....	209,518	612,872	1,211,644	824,516
Reggio (Calabre).....	324,546	455,344	57,114	512,458
Reggio (Emilie).....	230,054	282,475	1,082,021	1,364,496
Salerno.....	528,256	887,658	56,494	944,152
Sassari.....	218,967	252,937	773,681	1,026,618
Sienna.....	193,933	338,834	1,060,909	1,399,743
Sondrio.....	166,040	254,589	389,960	644,489
Torino.....	230,061	207,583	117,882	325,465
Turin.....	941,992	5,485,973	3,382,347	8,868,320
Trapani.....	214,981	720,200	377,641	1,097,841
TOTAL.....	21,777,334 h.	73,552,923 f.	60,045,040 f.	133,567,933 f.

SECTION II.

TAXES DE TURIN.

Les revenus de la ville de Turin sont classés dans le budget de cette ville en six grandes catégories.

I. L'encaisse disponible des années précédentes (*residui disponibili*);

II. Les revenus patrimoniaux (*rendite patrimoniali*);

III. Les subventions d'autres communes et remboursements divers (*concorso di altri comuni e rimborsi diversi*);

IV. Les revenus divers ordinaires (*proventi ordinari diversi*), tels qu'amendes, etc.

V. Les recettes extraordinaires et éventuelles (*entrate straordinarie e eventuali*), auxquelles M. Sella propose de donner la dénomination de *frutto dei fondi di cassa*;

VI. Les taxes et droits divers (*taxe e diritti diversi*).

Ce dernier article est le seul dont nous ayons à nous occuper ici.

Sont désignés sous la rubrique de taxes et droits divers :

1° La taxe de consommation aux entrées (*dazio di consumo alle porte*);

2° Le droit sur la vente (*dazio sulla vendita*);

3° La taxe pour l'enseignement (*tasse scolastiche*);

4° La taxe sur les chiens (*tasse sui cani*);

5° Les droits de halles et marchés (*entrate relative ai mercati*);

6° La taxe pour la police (*entrate relative alla polizia*);

7° Les droits de funérailles (*dritti relativi alle inumazioni*);

8° Les centimes additionnels aux impôts directs de l'État (*sovrimposta alle contribuzioni dirette*).

La taxe de consommation a produit :

En 1861.	3,432,568 fr. 85 c. ¹ .
En 1862.	3,513,189 04
En 1863.	3,802,556 50
Et elle est évaluée pour 1864 à.	4,350,000 " ² .

Le droit sur la vente est évalué à 720,000 livres.

Nous manquons de renseignements sur les autres taxes et droits que nous avons cités.

Voici seulement un tableau qui donne les recettes totales prévues pour la ville de Turin dans différentes années, avec deux colonnes spéciales, l'une pour le produit des taxes désignées sous la rubrique *taxes et impôts*, et l'autre, pour la surtaxe mise aux impôts directs.

¹ Nous devons rappeler ici un incident de la discussion à la Chambre des Députés italiens de la nouvelle loi sur les consommations. Le député Ferraris avait allégué que cette loi enlèverait à Turin la presque totalité de ses ressources, et la mettrait en insuffisance de pourvoir à ses dépenses. Le rapporteur, M. Sella, évaluant à 3,463,937 liv. environ le produit de l'impôt sur les consommations, a reconnu que la nouvelle loi devait en distraire au profit du Trésor 2,114,000 liv., c'est-à-dire à peu près les deux tiers. Mais, suivant l'observation du rapporteur, Turin n'aura plus à payer le *canone gabellario*, c'est-à-dire 1,150,486 livres, ce qui réduira à moins d'un million la perte subie. Encore faut-il en déduire 2 à 300,000 livres pour les frais de perception qui retomberont à la charge de l'État. Il se trouve donc qu'en réalité la nouvelle loi sur les consommations n'a fait perdre à la municipalité de Turin qu'environ 650,000 livres, somme qui se réduit à 3 livres par tête. V. *suprà*, p. 277.

² On remarquera que certains de ces chiffres sont supérieurs à ceux des mêmes années que nous donnons à la page suivante pour les *taxes et impôts*. Cette contradiction vient de ce que les chiffres donnés ici sont le produit réalisé, tandis que les chiffres donnés pour les *taxes et impôts* représentent les simples prévisions de plusieurs budgets successifs (Comparez les pages 7 et 17 du rapport de la commission chargée de l'examen du budget projeté de 1864, lu au conseil communal de Turin, le 12 janvier 1864.)

ANNÉES.	PRODUIT DES TAXES ET IMPOTS.	SURTAXE AUX IMPOTS DIRECTS.	TOTAL GÉNÉRAL DES RECETTES.
1849.....	" "	" "	2.808.989 77
1850.....	" "	" "	4.864.016 15
1851.....	4.390.418 "	" "	2.937.724 48
1852.....	4.545.282 50	" "	3.522.342 24
1853.....	2.385.725 "	433.469 64	7.438.567 59
1854.....	3.420.144 88	487.459 34	6.750.748 74
1855.....	3.297.924 89	274.939 94	5.720.734 12
1856.....	3.288.624 88	369.054 43	4.481.159 49
1857.....	3.442.300 "	345.381 94	4.873.292 24
1858.....	3.522.110 "	330.814 65	4.860.866 47
1859.....	3.664.630 34	324.569 48	5.105.061 97
1860.....	3.735.422 "	386.476 21	6.275.956 44
1861.....	3.466.890 "	839.882 97	7.826.798 65
1862.....	3.439.964 "	886.462 45	5.725.907 57
1863.....	3.507.984 "	991.885 10	10.510.355 47
1864.....	4.663.511 50	1.290.034 83	7.850.529 84 4.

¹ Extrait du rapport du 12 janvier 1864, p. 16 et 17.

SECTION III.

TAXES PROVINCIALES D'ITALIE.

Nous ne connaissons pas le détail précis des impôts et suppléments d'impôts, dans les provinces d'Italie. Seulement nous donnons ci-après trois tableaux représentant le montant des recettes provinciales dans leurs principales divisions pour 1863, 1864 et 1865, et qui ont leur point de comparaison dans les chiffres suivants pour 1862 ¹.

Produit des impôts et surtaxes.	14,534,724 20
Recettes diverses.	2,145,607 85
Recettes extraordinaires.	3,865,766 74
TOTAL pour 1862.	20,546,100 79

Le produit des impôts et surtaxes (*prodotta d'imposte e sovraimposte*) qui compose la plus grande partie des recettes dans les budgets des provinces italiennes est en général le résultat de centimes additionnels aux contributions directes. Dans certaines provinces on y comprend aussi des taxes spéciales, par exemple dans la province d'Otrante, un droit sur les huiles ².

¹ Nous devons le tableau de 1863 à une communication obligeante de M. Sella et les deux autres à l'Annuaire italien, ainsi que les résultats de 1862.

² Renseignements de M. Sella.

Tableau des Recettes Provinciales d'Itole, pour l'année 1863.

NOMS DES PROVINCES.	RECETTES ORDINAIRES		RECETTES EXTRAORDINAIRES	
	Prod. des impôts et surtaxes.	Recettes diverses.	Prod. des impôts et surtaxes.	Recettes diverses.
Piémont, Lombardie.				
Alexandrie.....	509,271 36	23,892 68	63,033 45	
Bergame.....		22,083 47	507,538 78	
Brescia.....	390,000 *	345,803 81	146,605 82	
Cagliari.....	67,418 42	17,806 34	337,836 71	
Côme.....	478,025 13		60,140 09	
Crémone.....	54,632 48	6,097 04	23,512 32	
Cuneo.....	64,756 89		330,776 41	
Gènes.....	268,350 84	2,550 *	31,294 20	
Monza.....	227,531 37		39,000 *	
Novare.....	103,416 26		907,863 71	
Payse.....	87,407 40	281 52	35,639 77	
Port Maurizio.....	52,393 87		21,577 13	
Sassari.....	43,808 76		5,132 61	
Sondrio.....	16,187 64	4,000 *	19,272 98	
Turin.....	399,413 58	45,972 49	7,167 57	
Bologne.....	1,090,397 46	56,942 30	93,259 48	
Ferrare.....	953,708 70	182,094 39	41,364 66	
Forli.....	306,029 73	445 78	81,468 96	
Massa-Carrara.....	68,411 03		47,296 26	
Modène.....	92,632 93		13,368 22	
Parma.....	443,559 91		16,040 09	
Plaisance.....	33,500 *		8,000 *	
Ravennè.....	427,297 93	3,864 48	74,196 83	
Reggio.....	93,726 *			
Ancone.....	330,523 47		42,304 49	
Ascoli.....	356,010 68	46,794 37	56,799 31	
Macérata.....	248,497 57	44,810 88	44,830 93	
Fosara et t. rdn.	440,830 39	581,024 04	31,724 01	
Pesquero.....	928,828 89		37,492 22	
Deux-Stilles.				
Chiati (Abruzzes).....	406,060 *	52,835 97	25 50	
A reporter.....	7,963,847 38	4,353,363 13	2,984,479 30	1,354,363 13
Toscane.				
Arezzo.....			248,229 89	47,662 79
Florence.....			489,713 18	40,000 *
Grosseto.....			250,419 98	27,295 63
Livourne.....				
Larcques.....			118,827 77	211,703 06
Pise.....			308,976 91	46,300 58
Sienne.....			308,651 50	44,639 04
A reporter.....	15,396,752 58	4,306,914 33	6,429,075 11	26,333,239 04

Tableau des Recettes des Provinces d'Italie, pour l'année 1864.

NOMS DES PROVINCES.	RECETTES ORDINAIRES		RECETTES extraordinairement.	NOMS DES PROVINCES.	RECETTES ORDINAIRES.		RECETTES extraordinairement.
	Prod. des impôts et surtaxes.	Recettes diverses.			Prod. des impôts et surtaxes.	Recettes diverses.	
Alexandrie.....	509,374 36	145,539 08	9,404 47	Report.....	40,685,632 71		7,421,885 20
Ancone.....	359,358 *	45,731 92	25,582 85	Lacques.....	269,352 37		50,302 41
Aquila.....	408,017 29	51,648 72	605,800 22	Macerata.....	258,919 16	15,709 88	8,338 37
Arezzo.....	293,637 33	*	*	Massa Carrara.....	87,736 37		2,813 43
Ascoli Piceno.....	420,712 46	175 50	72,307 73	Messine.....	314,973 76	32,280 84	200,000 *
Avellino.....	86,612 83	129,732 03	90,429 93	Milan.....	485,356 *		8,467 07
Bari.....	255,000 *	220,438 35	659,949 90	Modène.....	92,652 93		28,607 87
Benevento.....	81,727 50	67,750 *	717,516 77	Naples.....	503,092 98	425,161 52	4,000 *
Bergamo.....	5,544 11	310,635 *	72,020 98	Nobis.....	641,715 17	7,112 46	221,633 88
Bologna.....	4,462,169 62	57,342 20	32,447 93	Novare.....	83,976 42	61,775 37	241,995 02
Brescia.....	559,772 50	268,727 78	929,710 32	Palermo.....	853,063 04	3,000 *	6,003 65
Calabria.....	48,807 21	21,890 97	329,970 *	Parma.....	454,460 *	44,445 34	102,109 88
Calabria.....	337,370 74	41,690 80	32,959 45	Parma.....	133,727 47	45,828 22	512,371 69
Catane.....	115,119 *	438,905 31	366,637 60	Pesaro et Urbino.....	531,719 31	52,156 01	72,512 87
Catanzaro.....	397,296 72	659,149 30	64,938 *	Pesaro.....	52,591 83		40,556 03
Caserta.....	430,292 35	170,376 45	115,285 67	Pisa.....	477,961 01	30 *	353,585 86
Chieti.....	123,760 *	283,669 56	637,325 50	Pisa.....	142,256 *	9,927 12	100,378 99
Côme.....	39,833 *	66,960 81	210,260 *	Reggio (Calabre).....	427,518 74	16,798 54	65,767 37
Cosenza.....	95,880 *	78,342 75	81,401 *	Reggio (Emilie).....	38,817 63	112,092 *	1,768,743 *
Cremona.....	301,509 51	1,030 *	430,474 25	Salerno.....	309,580 *	6,890 *	4,725 33
Cuneo.....	330,877 40	47,528 40	501,676 52	Sassari.....	382,304 24		48,039 67
Ferrare.....	894,539 41	18,922 56	42,060 *	Sassari.....	16,473 31	19,540 *	52,425 70
Florence.....	519,634 21	427,372 50	42,060 *	Savona.....	64,023 *	56,411 80	353,555 38
Forlì.....	548,632 95	1,155 94	1,049,432 25	Savona.....	264,512 03	17,992 20	40,232 07
Forlì.....	425,813 26	38,456 33	32,985 83	Taranto.....	202,021 64		11,918,109 18
Gela.....	187,066 37	469,814 28	675,473 52	Taranto.....	19,059,854 91	35,007,097 44	
Genova.....	338,315 36	469,814 28		Taranto.....			
Grosseto.....	266,058 69	362,616 54		Taranto.....			
Lecco.....	190,457 50			Taranto.....			
Livorno.....				Taranto.....			
A reporter.....	40,085,632 71	5,462,021 97	7,421,885 26	Taranto.....			
				Taranto.....			

L'administration départementale est réunie à l'administration communale.

Ces tableaux montrent un accroissement un peu supérieur à 100 p. 100, de 1862 à 1865, dans le produit des taxes provinciales italiennes qui paraissent, d'après les renseignements qui nous ont été donnés, être directes et porter presque exclusivement sur la propriété foncière.

Même en tenant compte d'une statistique peut-être encore arriérée, et de quelques fautes d'impression qui nous ont été accidentellement signalées dans l'Annuaire italien, il est évident qu'un mouvement ascensionnel très-marqué dans les taxes provinciales, comme dans les taxes communales, a été en Italie la suite de la formation du nouveau royaume, et s'explique probablement tout à la fois par le développement de l'esprit d'amélioration dans l'administration locale et par une grande latitude dans le règlement des budgets locaux.

CHAPITRE VII

DES IMPOSITIONS COMMUNALES ET PROVINCIALES DANS LES PAYS-BAS.

SECTION I.

DES IMPOSITIONS COMMUNALES.

Sous le régime de l'arrêté du 4 octobre 1816, pris en vertu de la loi fondamentale de 1815, les administrations communales, dans les Pays-Bas, pourvoyaient à leurs dépenses par les moyens suivants ;

1° Centimes additionnels sur les contributions foncière et personnelle ;

2° Droits et péages de routes, ponts, quais, ports, grues, écluses et ponts, marchés, halles et autres semblables ;

3° Taxes annuelles de répartition (*omstagen*) ;

4° Droits de consommation sur les boissons, denrées, combustibles, fourrages et matériaux de construction ¹.

L'arrêté de 1816 est resté en vigueur jusqu'en 1851.

Le budget et les impositions communales sont maintenant

¹ Exposé des motifs du projet de loi portant abolition des octrois communaux en Belgique, session 1859-1860, n° 84.

dans les Pays-Bas l'objet de diverses dispositions comprises dans les titres 4 et 6 du livre II de la loi communale du 29 juin 1831.

En ce qui concerne le budget, le titre IV comprend les dispositions suivantes :

ART. 203. Le budget des recettes et des dépenses de la commune, avec les indications nécessaires, sera annuellement présentée en Conseil, par le bourgmestre et les *Wethouders*¹, quatre mois avant le commencement de l'année qui va entrer en exercice.

Aussitôt le budget arrêté, le secrétaire de la commune le dépose pour que chacun puisse en prendre lecture ; et il pourra le communiquer, soit en original, soit, moyennant un prix, en copie.

Après le dépôt et la communication jusqu'à la discussion du budget dans le Conseil, il devra s'écouler au moins quatorze jours, pour en faciliter la connaissance dans le public.

ART. 204. Le budget des recettes comprendra tous les revenus de la commune quels qu'ils soient, et, autant que possible, avec la désignation de la source dont ils proviennent.

ART. 205. On porte au budget des dépenses, qui comprend toutes les dépenses, quelles qu'elles soient, les objets suivants :

1° Traitement du bourgmestre, des *wethouders*, du secrétaire, du receveur, des commissaires de police, et des autres employés et fonctionnaires de la commune ;

2° Jetons de présence des membres du Conseil ;

¹ Le bourgmestre est nommé par le roi pour six ans, et révoqué par lui. Il est aidé dans l'administration financière de la commune, par les *wethouders*, sorte d'adjoints analogues aux *échevins* belges, et que le conseil de la commune choisit parmi ses membres. Les *wethouders* sont nommés pour six ans.

3° Frais d'éclairage, de chauffage et de bureau, que nécessite le service de la commune ;

4° Prix des écritures et impressions dans l'intérêt de la commune ;

5° Frais d'entretien, d'embellissement et d'ameublement pour l'édifice ou le local où se rassemblent en Conseil le bourgmestre et les *wethouders*, et où se tient aussi le secrétaire de la commune ;

6° Loyer de ce bâtiment ou de ce local, lorsqu'il n'appartient pas à la commune ;

7° Frais d'établissement et de conservation des registres de l'état civil ;

8° Frais d'établissement et de conservation des doubles des cartes et des plans du cadastre ;

9° Frais d'établissement et de conservation des registres de la population ;

10° Frais d'établissement et de conservation des listes électorales et des opérations électorales, de manière que chaque commune supporte le prix des opérations qui la concernent.

11° Frais d'entretien des routes, des pavés, des esplanades (*pleinen*), des ponts, des canaux, et des autres ouvrages locaux mentionnés à l'art. 179 ;

12° Frais d'établissement et d'entretien des cimetières publics ;

13° Secours contre l'incendie ;

14° Frais d'entretien des propriétés communales et paiement des charges qui y sont attachées ;

15° Frais d'entretien des chambres de commerce et de chambres de manufactures (*fabrieken*) ;

16° Frais de la police de la salubrité publique ;

17° Intérêts et amortissements des emprunts contractés par la commune ;

- 18° Acquittement des dettes de la commune ;
- 19° Frais des procès de la commune ;
- 20° Prix d'abonnement au journal de l'État (*Staatsblad*), ou à celui de la province (*Provincial blad*) ;
- 21° Dépenses mentionnées à l'art. 122 ¹ ;
- 22° Dépenses imprévues ;
- 23° Toutes autres dépenses imposées par la loi aux communes.

ART. 206. Le budget des dépenses et des recettes sera dressé d'après les prescriptions à donner par les États députés ², sous notre approbation ;

ART. 207. Le consentement des États députés est obligatoire, pour l'exécution du budget qui, dès qu'il sera arrêté par le conseil de la commune, devra leur être communiqué, deux mois au moins avant le commencement de l'année qui va entrer en exercice.

ART. 208. Les États députés statueront sur le budget avant le commencement de l'année qui va s'ouvrir. Ils peuvent cependant en ajourner l'examen, mais en donnant les motifs qui les font agir ainsi.

ART. 209. Le Conseil peut, en cas de non autorisation par les États députés, se pourvoir devant nous. Sont alors appliqués les art. 200 et 201 ³.

ART. 210. Les États députés donnent ou refusent leur approbation au budget en son entier, tel qu'il a été arrêté par le Conseil, sauf le cas de l'art. 212.

ART. 211. Si cette approbation est refusée, les États députés autorisent la commune à dépenser la moitié des som-

¹ Cet article est relatif aux objets d'intérêt commun à plusieurs communes.

² Commission de 4 à 6 membres constituée par délégation des États provinciaux. (V. art. 45 et suiv. de la loi provinciale du 6 juillet 1850.)

³ Aux termes de l'art. 201, la décision du gouvernement intervient dans les deux mois du pourvoi, et est transmise aux États députés, qui sont chargés de l'exécution.

mes demandées à titre de dépenses dans l'emploi du budget contre lesquelles ils n'ont pas d'objection. Ils autorisent la commune à percevoir de la même manière les revenus contre lesquels ils n'ont pas d'objection.

ART. 212. Quand le Conseil refuse de porter au passif du budget les dépenses que la loi met à la charge des communes, cette insertion se fait par les États députés.

Si, dans le cas de ce refus, les ressources de la commune sont insuffisantes et que le Conseil ne veuille point établir de nouvelles charges pour y faire face, les dépenses autres que celles que la loi met à la charge des communes, seront diminuées par les États députés, suivant une décision insérée dans le journal provincial, de manière à ce qu'il y ait équilibre entre les dépenses et les recettes de la commune.

ART. 213. Toute dépense étrangère au budget ne peut être faite qu'après autorisation spéciale et préalable des États députés.

Toutefois, dans les cas extraordinaires de nécessité urgente, le Conseil peut agir de son propre chef, en transmettant le plus tôt possible aux États députés les motifs qui le font agir et les recettes destinées à couvrir les dépenses.

Ces nouvelles dépenses approuvées par les États députés sont portées au budget suivant.

En cas de non approbation des États Députés, l'art. 209 est appliqué.

Si nous ratifions la décision des États députés, ces dépenses retombent à la charge des membres du Conseil qui les ont votées.

ART. 214. Aucune déduction ni augmentation ne peuvent être apportées au budget des dépenses qu'autant que le pouvoir en est donné par le budget même, ou par une décision du Conseil approuvée par les États députés.

ART. 215. Le bourgmestre et les *wethouders* prendront

le vote du Conseil chaque fois qu'il s'agira de déductions ou d'augmentations autorisées par le budget.

ART. 216. Sera appliqué l'art. 202 pour la décision des États députés concernant l'approbation du budget.

ART. 217. Dans les communes partagées entre plusieurs administrations différentes, et ayant des recettes et des dépenses distinctes, cette séparation peut continuer à subsister.

Hors des cas où la loi, en réunissant des communes, fixe elle-même ces séparations, il est permis d'avoir, là où cela est nécessaire, des dépenses et des recettes distinctes pour chaque division locale de la commune, suivant décision du Conseil communal, sous notre approbation, et après avis des États députés.

Les États députés règlent, sous notre approbation, les rapports de ces administrations séparées avec l'administration générale de la commune, d'après les dispositions de la présente loi.

Les règles spéciales au budget des recettes ne sont pas moins complètes que celles qui se rapportent au budget général dans les communes des Pays-Bas.

Le premier chapitre du titre VI du livre 2^e de la loi communale néerlandaise (art. 232 à 239) détermine d'abord le mode d'établissement ou de suppression des impositions locales par les votes des conseils municipaux, l'avis des États députés et l'approbation du souverain.

Nous ne voyons, dans aucun de ces articles (232 à 236), de limite au-dessous de laquelle l'approbation du Souverain ne soit pas nécessaire.

L'article 237 énonce le principe que les impositions communales ne doivent pas empêcher le transit des denrées de commune à commune.

L'article suivant porte qu'on doit considérer comme taxes

communales, quant à l'application des articles 232 à 237, les taxes de route, de rue, de pont, de quai, de port, de grue, d'écluse et les droits de place dans les marchés, d'inhumation, et en général toutes les rétributions pour l'usage des travaux, propriétés, institutions et services communaux.

L'article 239 applique aux prestations en nature ou en travaux, les dispositions des articles 232 à 236.

Le deuxième chapitre du même titre VI (art. 240 à 256) est consacré à la détermination des diverses sortes d'impositions locales.

Voici la traduction textuelle de ces articles importants :

ART. 240. Pour couvrir les dépenses communales, pourront être levés :

Des centimes additionnels au principal de l'impôt foncier ;

Des centimes additionnels au principal de la contribution personnelle ;

Des centimes additionnels au principal de divers autres semblables impositions de l'État, directement levées sur la fortune ou le revenu, à l'exception des patentes ¹ ;

Des cotisations par tête ² ou impositions locales directes ;

Des taxes sur les consommations ;

Une taxe sur les chiens ;

Une taxe sur les représentations théâtrales et autres divertissements publics ³ ;

¹ Cette disposition paraît se rapporter à des projets d'impôts sur la fortune des Pays-Bas.

² *Hoofdelyke Omslagen*, que nous traduisons par le mot correspondant dans la langue financière belge, bien que nous n'affirmons pas l'identité des règles de répartition et d'assiette.

³ D'après l'exposé des motifs de la loi de 1851, signé de M. Thorbecke, ministre de l'Intérieur (p. 22), la taxe sur les représentations théâtrales est considérée comme la continuation du *droit des pauvres* introduit sous la législation française.

Des droits, péages et autres revenus, mentionnés à l'article 238 ¹.

241. Le nombre des centimes additionnels pour l'impôt foncier peut être de quinze pour les propriétés bâties, et de dix pour les propriétés non bâties.

242. Les centimes additionnels sur la contribution personnelle, et les autres taxes locales directes, mentionnées dans le 4^e paragraphe de l'art. 240 de la présente loi, peuvent s'élever au nombre de 25.

Les centimes additionnels sur la contribution personnelle sont, lorsqu'ils atteignent le maximum de 25, prélevés en raison de la valeur des appartements et de la population, d'après le tableau annexé à la présente loi; s'ils sont au-dessous du même maximum, on suivra les mêmes proportions, mais de manière à ce que la perception ait toujours lieu par centimes entiers.

243. Les capitations et les autres taxes locales directes sont prélevées d'après des bases tirées d'une estimation raisonnable des revenus du contribuable.

Ces bases ne peuvent pas être exclusivement tirées d'une ou plusieurs des bases de la contribution personnelle, ou des autres impôts directs de l'État, dont il est fait mention au 4^e § de l'art. 240.

244. Les cotisations personnelles ou autres taxes locales directes ne sont point levées, avant que les centimes municipaux sur l'impôt foncier ne montent à 10 pour les propriétés bâties, à 5 pour les propriétés non bâties, et les centimes sur les autres contributions directes énumérées à l'art. 242, à 15.

Elles peuvent toutefois être levées, si le montant des centimes municipaux déjà prélevés sur les impôts susmention-

¹ Ce sont, d'après l'art. 238, des droits de barrière, de balance, de quai, de port, de places dans les marchés, etc., etc.

nés atteint annuellement le cinquième du montant brut des impôts locaux levés dans les cinq dernières années.

243. Les capitations personnelles ou autres taxes locales directes, ne sont levées que sur les habitants de la commune ou au prorata des séjours mensuels qui y sont faits par les personnes qui ne sont pas restées dans la commune pendant l'année entière. Les personnes qui n'ont pas séjourné trois mois ne contribuent pas. Les fractions de mois sont comptées pour des mois entiers.

246. Les taxes de consommation ne sont autorisées qu'après que les centimes sur l'impôt foncier auront atteint le nombre mentionné à l'art. 244, et que les centimes sur d'autres impôts de l'État seront au nombre de 25, ou que, restant à 15, ces centimes seront accompagnés d'une taxe locale directe qui frappera la commune au moins d'une charge équivalente à dix de ces centimes.

247. Autant que possible, les taxes locales de consommation n'atteindront que les consommations réelles dans l'intérieur de la commune.

248. La consommation des produits d'une autre commune n'est pas imposée plus fortement que celle des produits de la commune elle-même.

249. La consommation du sel, du savon, des pommes de terre, des viandes de porc et de mouton, ne peut être taxée par les communes.

250. L'impôt sur la consommation des objets assujettis à l'accise de l'État, ne peut excéder le principal de l'accise.

Toutefois, lorsque les centimes additionnels à l'impôt foncier (art. 241) et aux autres impôts directs de l'État (art. 242), atteignent le maximum fixé, il est alors permis de taxer plus fortement la mouture du froment, l'abattage des bêtes bovines de tout âge, les vins et les produits dis-

tillés; mais sans dépasser une fois et demie le montant de l'accise de l'État ¹.

Dans les localités dont les habitants sont soumis à une taxe locale directe, cette taxe doit précéder la levée susindiquée des centimes sur la mouture, l'abattage, le vin et les produits distillés.

251. Les matières premières des fabriques ou des autres entreprises industrielles, doivent, autant que possible, être épargnées par les taxes locales.

Les règlements exemptant divers objets des accises de l'État sont appliqués aux taxes locales.

252. Les matériaux de construction nécessaires pour l'établissement ou l'entretien des travaux de l'État et des provinces, ne doivent pas être l'objet d'impositions.

253. Les chiens servant à l'agriculture, à certaines industries ou à la garde des bâtiments et granges, doivent être exempts de taxe, ou moins fortement taxés que les autres.

254. Les droits de barrière, de rue, de place, de balance et autres, indiqués dans le 8^e § de l'art. 240 ci-dessus, doivent être limités à la compensation à établir entre les dépenses occasionnées par l'établissement ou l'entretien des objets dont jouit le contribuable, et le profit qu'il en tire.

Les droits de porte (*poortgelden*) ² et autres droits divers sur la prise de possession des charges et emplois, ne seront plus levés d'aucune manière dans aucune commune.

255. Des lois particulières déterminent les communes,

¹ Un tableau annexé au projet de loi de 1851 présentait la liste des communes qui levaient sur certains objets soumis à l'accise de l'État une somme supérieure à 100 pour 100 du principal de cette accise. Nous avons remarqué que parmi ces communes au nombre de 100, comptaient les principales villes des Pays-Bas. Elles trouvaient, d'après le même tableau, une compensation plus que suffisante dans la possibilité de lever les centimes additionnels et la surtaxe sur les viandes bovines indiquées dans l'article 250 de la loi nouvelle.

² Droits d'ouverture des portes des villes pendant le temps de fermeture légale.

dans lesquelles, à raison de circonstances particulières, on peut déroger aux art. 244, 246, 250 et 254 (premier paragraphe).

236. Des règlements concernant les immunités de taxes accordées aux ambassadeurs ou consuls étrangers, ou aux personnes attachées aux ambassades ou aux consulats, seront arrêtés par nous.

Voici maintenant le tableau dont il est parlé à l'art. 242 :

POPULATION.	NOMBRE DES CENTIMES CALCULÉ D'APRÈS LA VALEUR LOCATIVE.				
	5 c.	10 c.	15 c.	20 c.	25 c.
48,000 hab. et au-dessus . .	de 67 à 80 fl.	de 80 à 100 fl.	de 100 à 125 fl.	de 125 à 150 fl.	de 150 fl. et pl.
36,000 à 40,000	50 à 60	60 à 70	70 à 80	80 à 90	90
24,000 à 36,000	45 à 50	50 à 55	55 à 70	70 à 80	80
17,000 à 24,000	40 à 45	45 à 49	49 à 55	55 à 70	70
12,000 à 17,000	35 à 40	40 à 44	44 à 49	49 à 55	55
8,000 à 12,000	30 à 35	35 à 38	38 à 44	44 à 49	49
5,000 à 8,000	25 à 30	30 à 33	33 à 38	38 à 44	44
3,000 à 5,000	22 à 25	25 à 28	28 à 33	33 à 38	38
moins de 3,000	18 à 21	21 à 24	24 à 28	28 à 33	33

Avant la loi de 1851, les octrois qui existent en Hollande dans presque toutes les communes, et dont l'origine paraît fort ancienne, car M. Engels fait remonter les accises communales à l'année 1303, étaient régis par un décret royal du 4 octobre 1806, et par une loi du 29 avril 1819.

Sur le total des communes qui se trouvaient en Hollande en 1851, et qui étaient au nombre de plus de 1,000, d'après un tableau annexé au projet de loi de 1851, l'impôt sur la mouture se percevait dans 379, sur le bétail (*geslagt*), dans 162, sur le vin, dans 267 sur les boissons spiritueuses, dans 560, sur la bière et le vinaigre, dans 39, sur la houille, dans 113, sur la tourbe, dans 138, et sur le savon, dans 5.

Voilà pour les objets soumis aussi aux impôts de l'État.

Quant aux objets non soumis aux taxes générales, 3 com-

munes imposaient des céréales non imposées par l'État, 17 taxaient la viande (*vleesch*), 22 le beurre 10 le fromage, 14 le cidre et autres boissons non taxées par l'État, 32 le bois à brûler, 10 les fourrages, 13 les matériaux de construction, 4 l'huile, 3 les chandelles (*smeerkaarsen*), 2 le tabac, 247 les chiens, 13 les représentations théâtrales et autres réjouissances publiques, 92, dans 7 provinces, avaient un droit de timbre local qui rendait 362,637 florins et qui a été supprimé en 1851, suivant ce que tout indique ¹.

La loi du 13 juillet 1855, qui a aboli dans son article 1^{er} les droits de mouture perçus au profit de l'État, a limité le taux des droits d'accise sur la mouture dans les budgets municipaux. Voici le texte de son article 3.

« A partir du 1^{er} janvier 1856, la perception des taxes communales sur la mouture a lieu sous la gérance directe de la commune.

La taxe ne peut s'élever par 100 kilog. à plus de 2 florins pour le froment, de 1 fl. 60 pour le méteil et de 0 fl. 60 pour le seigle ; seulement, dans le cas prévu par le 2^e alinéa de l'art. 250 de la loi du 29 juin 1851, la taxe sur le froment pourra atteindre 3 florins par 100 kilog.

Néanmoins, pour les communes où la taxe ci-dessus est dépassée d'après les dispositions en vigueur, la perception du surplus pourra être autorisée jusqu'à l'époque où le système de perception sera en harmonie avec les dispositions de la loi du 29 juin 1851.

Des lois spéciales désignent les communes en faveur desquelles il peut être dérogé à la règle tracée par le 2^e

¹ V. l'annexe au *Mémoire en réponse* publié le 19 avril 1851, par le gouvernement hollandais dans la discussion préparatoire de la loi de 1851. Le droit de timbre local était perçu dans 7 provinces de Brabant septentrional, Gueldre, Sud-Hollande, Nord-Hollande, Zélande, Utrecht et Frise.

alinéa du présent article, en vertu de circonstances particulières ¹. »

Une autre loi du 15 mai 1859 a limité, dans l'un de ses articles, le maximum des impôts de consommation levés par les municipalités :

« Art. 6. Les taxes communales sur les objets de consommations indiqués ci-après ne peuvent être levés au-dessus des quotités ci-après :

Vin..	12 fl. — par hectolitre.
Eaux-de-vie indigènes	13 20 —
— étrangères	13 30 —

(A 10 degrés de l'aréomètre des Pays-Bas et à la température de 55° Fahrenheit.)

Liqueurs étrangères. . . .	13 fl. 52 par hectolitre.
Bières et vinaigres. . . .	— 70 —

Néanmoins, dans le cas prévu par le 2^e alinéa de l'art. 250, de la loi du 29 juin 1851, les eaux-de-vie indigènes et étrangères, les liqueurs étrangères et le vin peuvent être imposés jusqu'à concurrence de la moitié en sus du taux déterminé respectivement par le 1^{er} alinéa du présent article.

Des lois spéciales indiquent les communes en faveur desquelles il peut être dérogé à la règle établie par le 2^e alinéa de cet article, à raison de circonstances particulières. »

Indépendamment des modifications réalisées par les lois de 1855 et 1859, différentes tentatives ont été faites successivement pour introduire des réformes plus ou moins importantes dans le système des recettes communales organisé par la loi de 1851.

On sait que dans les Pays-Bas les droits d'accise ont toujours contribué pour une large part aux charges publiques. Au point de vue des nouvelles idées économiques,

¹ V. le *Staatsblad* (sorte de *Bulletin des lois néerlandais*), n° 103.

cet état de choses a soulevé des critiques nombreuses, dirigées surtout contre la disproportion entre l'impôt direct et l'impôt indirect. Pour rétablir l'équilibre, on a réclamé comme urgente la réduction des droits de consommation, en commençant par les objets de première nécessité. Le gouvernement n'a pas tardé à se mettre à l'œuvre, et dès 1855, comme nous venons de le rappeler, il a renoncé à l'impôt de la mouture perçu au profit du Trésor ¹. La situation favorable des finances de l'État permettait de faire ce sacrifice sans compensation. Quelques grandes communes, Amsterdam entre autres, obéissant à l'impulsion de l'opinion publique, ont voulu suivre le gouvernement dans la voie des réformes. C'est ainsi que plusieurs administrations communales se sont hâtées de supprimer à leur tour l'impôt de la mouture sans avoir d'autres ressources pour y suppléer. Il en est résulté une sorte de détresse financière pour diverses municipalités.

Deux projets de loi ont été présentés à la législature, l'un par M. Vrolik, en 1857, l'autre par M. van Bosse, en 1858, dans le but de venir en aide aux communes dans le besoin. Le projet de M. Vrolik n'a pas eu de suite, et M. van Bosse a retiré ses propositions lors de la guerre d'Italie, et en vue de la question des chemins de fer, pour la solution de laquelle il fallait réserver certains revenus, dont on avait cru d'abord pouvoir faire l'abandon.

Au commencement de 1864, la législature hollandaise fut saisie d'un projet de loi nouveau sur les bases suivantes :

Les centimes additionnels aux impôts directs de l'État auraient pu être portés à *cinquante*, le *maximum* actuel étant de *vingt-cinq* (art. 242, de la loi communale de 1831).

Des impôts communaux sur des objets de consommation

¹ V. aussi *suprà*, t. II, p. 200.

n'auraient pu être levés que lorsque les centimes additionnels à l'impôt foncier de l'État auraient atteint le chiffre de dix pour les propriétés bâties, de cinq pour les propriétés non bâties, et lorsque les centimes additionnels aux autres impôts directs de l'État auraient atteint le chiffre de cinquante, au lieu de vingt-cinq, ou dans les cas où il serait levé dans la commune une contribution directe locale, dont le montant équivaldrait au moins à vingt centimes additionnels auxdits impôts (Art. 246).

Les objets de consommation n'auraient pu être imposés par la commune, quand ils ne sont pas imposés par l'État. La consommation du sucre comme celle du sel et du savon n'aurait pu jamais être imposée par la commune (art 249).

Le projet renfermait encore des règles sur le maximum du taux des impôts communaux de consommation, autorisés par la loi.

Il y avait dans cette proposition, une tendance manifeste à restreindre autant que possible l'impôt de consommation dans la commune, et à y substituer le système de l'impôt direct. Il aurait été possible que par cette voie on parvint bientôt à l'abolition des octrois communaux; mais les grandes communes des Pays-Bas sont tellement obérées, que pour elles l'époque de l'abolition se fut fait encore longtemps attendre. Il en est toutefois différemment des petites villes et des communes rurales.

Il paraît au reste que les combustibles ont été tout à fait exemptés récemment de l'impôt de l'État, et le fait a été indiqué à propos de la réforme projetée pour les taxes communales ¹.

¹ On lit dans l'Europe du 8 mars 1864, sous la rubrique de La-Haye, 5 mars :

« Le ministre des Finances, M. Betz, après avoir dégrevé depuis le 1^{er} de ce mois, les combustibles de toute espèce, a soumis récemment au parlement un projet de loi tendant à interdire aux communes le prélèvement de contributions locales sur tout objet de consommation de première nécessité, tout en autorisant

En 1865, un pas plus large a été fait, et si l'exemple de l'abolition des octrois a été donné en Belgique, comme nous le verrons dans le chapitre suivant, le gouvernement hollandais a procédé à la même mesure par des moyens qui, à certains égards, nous semblent préférables.

Par suite de la suppression des octrois prononcée en principe, les ressources des communes ayant été considérablement diminuées, on y a paré au moyen des dispositions suivantes dans la loi du 7 juillet 1865.

A l'art. 240 de l'ancienne loi, il a été ajouté une disposition portant que pour couvrir leurs dépenses, les communes pourront disposer des $\frac{4}{5}$ au plus du revenu de la contribution personnelle de l'État levée dans la commune. D'un autre côté l'énumération dans ce même article 240, des taxes sur les consommations a été supprimée; et une nouvelle disposition abolit expressément les impôts communaux sur des objets de consommation.

L'art. 242 a été maintenu, sauf une modification, qui porte les centimes additionnels sur l'impôt foncier au maximum de 40 pour les propriétés bâties.

L'imposition de centimes additionnels au principal de la contribution personnelle n'est autorisée qu'après que les centimes municipaux sur l'impôt foncier auront atteint le chiffre de 40 pour les propriétés bâties, de 10 pour les propriétés non-bâties, et que ces centimes seront accompagnés d'une capitation par tête ou d'une autre taxe locale directe, dont le revenu sera au moins égal à celui des centimes additionnels sur la contribution personnelle.

les autorités communales à prélever des contributions directes selon leur guise et d'après les intérêts locaux. » Le correspondant du journal ajoute que la réforme de M. le ministre des Finances rencontre en Hollande une opposition sérieuse. Cette réforme est du reste indiquée dans des termes un peu différents, pour le détail, de ceux que nous retraçons plus haut d'après la correspondance de M. Godefroi, pleine habituellement d'exactitude autant que d'obligeance pour nous.

L'art. 255 est modifié en ce sens que des lois spéciales, qui seront présentées avant le 1^{er} janvier 1866, détermineront les communes, dans lesquelles, à raison de circonstances particulières, il pourra être dérogé à la disposition qui défend les taxes sur les consommations, ainsi qu'au premier paragraphe de l'art. 254, que nous avons cité plus haut.

Les articles 243, 244, 246, 248, 249, 250, 251 et 252 ont été supprimés.

L'art. 245 a subi une modification, qui n'a aucun rapport avec l'abolition des octrois.

La loi porte encore que toutes les impositions communales, à l'exception des droits, péages et autres taxes, mentionnés à l'art. 238, seront révisées et soumises à l'approbation du roi avant le 1^{er} janvier 1866. Elles cesseront d'être levées, si l'approbation du roi n'est pas intervenue avant le 1^{er} mai 1866.

Sous le rapport financier, l'abolition des octrois néerlandais a amené les résultats suivants :

L'État cède aux communes :

1 ^{re} Les 4/5 de la contribution personnelle, montant à	5,971,200 fl.
2 ^{de} Les 21 1/2, centimes additionnels qu'il lève sur l'impôt foncier pour les propriétés bâties, montant à	736,000
Total.	6,707,200 fl.

L'État compte s'indemniser par l'augmentation de l'accise sur les sucres, qu'on attend comme résultat du nouveau règlement international de cet impôt; par l'annexion à l'accise qu'il lève sur les boissons distillées de la taxe que jusqu'ici les communes ont imposée à cet objet de consommation; et par l'augmentation projetée, mais plus difficilement réalisable, de l'accise sur l'abattage, et des droits d'entrée sur le thé.

Pour ce qui est de l'influence qu'exercera l'abolition des octrois sur les finances des communes, il y a des distinctions à faire.

Parmi les grandes communes, il y en aura (Amsterdam et La Haye, par exemple) pour lesquelles les revenus cédés par l'État ne produiront pas l'équivalent du montant des octrois abolis. Elles devront couvrir leur déficit au moyen de centimes additionnels sur les impôts directs de l'État, ou des taxes locales directes. D'autre part cependant, les contribuables dans ces communes trouveront, en partie du moins, un équivalent de l'augmentation des impôts directs dans l'influence de l'abolition des octrois sur le prix des objets de consommation jusqu'ici imposés.

Pour la plupart des communes, on présume que l'État ne sera pas obligé de céder totalement les revenus qu'il abandonne. Dans ces localités il s'abstiendrait de lever les 24 $\frac{1}{2}$ centimes additionnels sur l'impôt foncier, et ne lèverait de la contribution personnelle que le $\frac{1}{2}$ qu'il s'est réservé, et la portion des $\frac{1}{2}$ dont ne disposerait pas la commune.

Il y aurait même des communes, mais le nombre en est restreint, qui, soit à cause des revenus considérables de leurs biens communaux, soit à cause de l'exiguité de leurs dépenses, pourraient renoncer à disposer des revenus cédés par l'État.

Il y a enfin d'autres communes tellement obérées, quoique peu considérables, qu'elles pourront difficilement se passer des revenus des octrois, même en profitant de la cession de la contribution personnelle. C'est pour ces communes, qu'a été écrit l'art. 255 modifié. Il résulte cependant des débats qui ont eu lieu sur cette disposition, que les exceptions seront appliquées aussi rigoureusement que possible; que la dérogation à la loi ne sera autorisée que pour un terme limité, et que le maintien des octrois dans ces communes sera évité autant que faire se pourra, fût-ce même au moyen de subsides temporaires à la charge du Trésor de l'État.

Par suite de la faculté, accordée par l'article 253 de la loi municipale nouvelle, de désigner certaines communes où les octrois pourraient être temporairement maintenus, sur près de 1,200 communes, dont se compose la Hollande, 44 ont été, en fait, à ce qu'on assure, autorisées à lever des impôts de consommation jusqu'au 31 décembre 1871. Les objets imposés dans ces localités diffèrent d'après la nature des besoins communaux. Ce sont surtout la mouture, l'abatage, et les boissons distillées qui forment l'élément imposable. La loi a fixé le maximum des taxes sur ces objets.

Quatre communes situées dans la province de Nord-Hollande, se trouvaient depuis la mise en vigueur de la loi communale, dans une situation exceptionnelle, en levant des droits de pesage, au delà du taux fixé par l'art. 254 de ladite loi. Cette situation a été régularisée par l'autorisation accordée à ces communes de continuer à lever ces droits et surtaxes, diminuant annuellement jusqu'au 31 décembre 1871.

Toutes ces mesures servent à rendre moins brusque pour les communes, plus ou moins obérées, la transition du système d'impôts indirects à celui d'impôts directs. Pour toutes les autres communes l'abolition de leurs octrois date du 1^{er} mai 1866.

On assure que la modification de l'ancien système a été déjà assez sensible. La plupart des communes importantes se trouvent dans la catégorie de celles pour les dépenses desquelles les $\frac{1}{5}$ de la contribution personnelle ne suffisent pas, et c'est dans de nouveaux impôts directs communaux qu'elles devront puiser l'équivalent des octrois abolis. Cependant l'exécution de la mesure marche en général assez bien, et une diminution sensible sur le prix du pain, des vins et des combustibles lui vient en aide. Sur le prix de la viande l'influence est nulle jusqu'ici; mais aussi cet objet est resté soumis à l'impôt de l'État, et la peste bovine

est d'ailleurs venue apporter des entraves toutes accidentelles, qui pour le moment toutefois sont contre-balancées par la défense d'importation du bétail en Angleterre.

Je dois à l'obligeante communication de M. Godefroi des tableaux fort détaillés et fort curieux sur les impositions diverses levées dans les communes des Pays-Bas, il y a quelques années.

Ces tableaux donnent le produit des taxes communales par provinces : en l'année 1861, pour les provinces de Groningue, Over-Yssel et Utrecht, et en 1862, pour les autres provinces de la monarchie, excepté le grand-duché de Luxembourg seul qui, comme on le sait, forme une division administrative et politique distincte, et au sujet duquel nous témoignons notre regret de n'avoir aucun détail à transmettre à nos lecteurs sur les taxes locales.

Dans les tableaux relatifs aux autres provinces de la monarchie néerlandaise, on trouve que les centimes additionnels aux contributions directes sont perçus dans presque toutes les communes.

Les capitations sont, dans certaines provinces, très-usitées. Par exemple, en Zélande nous n'avons compté que deux communes dans lesquelles la capitation graduée ne fut pas levée, dans la province de Groningue une seule, dans celle de Drenthe aucune.

L'impôt sur les chiens, très-fréquent dans certaines provinces, comme celle de Drenthe, est très-rare dans d'autres, par exemple dans le Limbourg.

L'impôt sur les représentations théâtrales est partout rare.

Voici du reste la reproduction abrégée de ces tableaux, avec des calculs qui permettent de comparer les parts respectives que prenaient, à l'époque des renseignements pris, les diverses espèces de taxes dans le produit général des revenus communaux.

*Résumé des impôts (année 1862) des 178 communes de la province
du BRABANT septentrional (421,009 habitants) ¹.*

Centimes additionnels :

		Prop. p. ‰.	
A l'impôt foncier	76.508 fl.	93 c.	8
A la contribution personnelle.	96.555	55	10
Capitation.	254.840		21
Impôts sur les chiens, sur les théâtres et les di- vertissements publics.	11.898	"	2
Rétributions prescrites à l'art. 238 de la loi communale.	125,160	22	13
Impôts de consommations.	454.487	12	46
TOTAL.	1.019.450 fl.	42 c.	100

Impôts du chef-lieu, BOIS-LE-DUC (S'Hertogen-Bosch) (23,866 h.)

Centimes additionnels :

A l'impôt foncier.	4.907 fl.	22. c.
A la contribution personnelle.	15.188	05
Impôts sur les chiens, les théâtres et les divertisse- ments publics.	1.320	"
Rétributions prescrites à l'art. 238 de la loi communale.	26.779	"
Impôts sur des objets de consommations.	140.870	"
TOTAL DES RECETTES	189.064 fl.	27 c.

*Résumé des impôts (année 1862) des 33 communes de la province
de DRENTHE (103,254 habitants).*

		Prop. p. ‰.	
A l'impôt foncier bâti (15 cent. à 10). . . .	4.057 fl.	43 c.	1,3
— — non bâti (10 cent. à 5). . . .	7.431	41	3,2
A la contribution personnelle (25 cent. à 3). . . .	14.384	05	6,2
Capitation (le produit maximum peut atteindre 105,770 florins).	94.336	25	40,2
Rétribution pour l'enseignement primaire (pour chaque enfant, de 20 fl. à 2,4).	20.932	40	9,0
Impôts sur les chiens (maximum pour chaque chien, 1 fl. à 1,5).	4.170	50	1,5
A reporter.	145.312 fl.	04 c.	61,4

¹ Les chiffres de population sont pris dans l'*Almanach de Gotha* de 1866, d'après le recensement de 1864.

	Prop. p. ‰.		
Report.	145.312 fl.	04 c.	61,4
<i>Impôts de consommation.</i>			
Centimes additionnels :			
Aux boissons distillées indigènes : 60 cent.	89.298	93	35,0
— — étrangères : 30 cent.			
Aux liqueurs : 26 cent.	5.045	10	1,3
Vins importés par 100 litres : 12 fl. à 2,811/2.			
Bétail (bœuf ou veau) :			
Centimes additionnels : 22 fl. 75 cent., impôt spécial pour 100 kilogr. de frais ou salé : 0 fl., 80 à 2,4 fumé : 1 fl. à 3.	2.951		2,3
TOTAL.	235.607 fl.	07 c.	100

Impôts de la ville d'ASSEN (chef-lieu, 1,100 habitants).

Centimes additionnels :	
A l'impôt foncier bâti (10 cent.).	425 fl.
— — non bâti (10 cent.).	257
A la contribution personnelle (cent. 25).	3.000
Capitation.	7.500
Impôts sur les chiens (max. 1 fl. 5).	205
<i>Impôts de consommation.</i>	
Centimes additionnels sur les boissons distillées : indigènes (60 cent.), étrangères (38 cent.), sur les liqueurs (26 cent.).	16.000
Vins transportés par 100 litres (3 fl. 75).	1.000
Bétail (bœuf ou veau, 25 cent.; et par 100 kilogr., impôts spécial de 0,8 pour frais, 1 pour fumé.	850
TOTAL DES RECETTES.	29.355 fl.

Résumé des impôts (année 1862), des 43 communes de la province de la FRISE (286,066 habitants).

	Proport. p. ‰.		
Centimes additionnels aux impôts directs de l'État et capitations.	872.335 fl.	38 c.	55,0
Rétributions pour ouvrages et établissements publics.	199.731	98	12,6
Centimes additionnels aux accises de l'État et accises communales sur des objets également imposés par l'État.	505.273	18	31,8
Impôts sur autres objets de consommation	8.920	50	0,6
TOTAL.	1.586.261 fl.	04 c.	100

Impôts du chef-lieu LEUWARDEN (24,866 habitants).

Centimes additionnels :

Aux impôts directs de l'État et capitations . . .	82.446 fl.	» c.
Aux accises de l'État et accises communales . . .	103.895	»
Rétributions pour ouvrages et établissements publics.	38.105	45
TOTAL DES RECETTES. . . .	224.446 fl.	45 c.

Résumé des impôts (année 1861) des 57 communes de la province de GRONINGUE (221,724 habitants).

			Prop. p. ‰
Centimes additionnels aux impôts directs de l'État.	119.021 fl.	96 c.	13,7
Capitations.	210.491	24	24,3
Rétributions pour ouvrages et établissements publics.	90.476	26	1,50
Impôts de consommations sur les boissons distillées (60 cent. additionnels).	402.968	35	46,9
Sur les vins (12 florins par hectolitre).	42.593	69	4,9
TOTAL	865.551 fl.	50 c.	100

Impôts du chef-lieu GRONINGUE (38,299 hab.).

Centimes additionnels aux impôts directs de l'État.	32.729 fl.	60 c.
Capitations.	30.222	61
Rétributions pour ouvrages et établissements publics.	29.966	03
Taxes de consommation :		
Boissons distillées (60 cent.).	95.641	82
Vins (12 fl. par hectol.).	13.422	06
TOTAL	201.982 fl.	12 c.

Résumé des impôts (année 1862) des 116 communes de la province de GUELDE (424,410 habitants).

			Prop. p. ‰
Centimes additionnels aux impôts directs de l'État.	230.209 fl.	86 c.	21
Capitations.	298.356	15	72
Rétributions pour usages et services publics.	135.406	42	12
Centimes additionnels aux accises de l'État.	430.563	22	40
TOTAL	1.064.535 fl.	65 c.	100

Impôts du chef-lieu, ARNHEIM (28,872 habitants).

Centimes additionnels :

Aux impôts directs de l'État.	28.793 fl. 90 c.
Aux accises de l'État.	92.000 "
Rétributions pour ouvrages et établissements publics.	26.700 50
TOTAL.	147.494 fl. 40 c.

Résumé des impôts (année 1862) des 197 communes de la province de HOLLANDE méridionale (661,321 habitants).

Prop. p. 0/0

Centimes additionnels :

A l'impôt foncier.	234.460 fl. 47 c.	4,6
A la contribution personnelle.	370.796	65 7,3
Capitations ordinaires et extraordinaires.	861.956	30 17,1
Impôts sur les chiens.	11.728	25 0,2
Droits de barrière, de péage et de passage.	83.443	" 1,6
Droits de quai, de port, d'écluse, de grue, et d'entrée (aux portes).	196.813	19 3,9
Droit de pesage.	50.049	15 1,0
Rétributions pour les marchés publics et les halles.	56.691	62 1,1
Droits et revenus des funérailles.	47.871	12 0,9
Droits de bureau et d'expédition.	10.185	65 0,2
Rétributions pour l'enseignement primaire.	205.521	60 4,9

Taxes de consommation.

Sur objets soumis à l'impôt de l'État :

Bétail.	307.507	37 6,1
Boissons distillées.	904.217	63 18,0
Vins, bières, vinaigres.	124.781	86 2,4
Tourbes et houille.	163.059	92 3,2

Sur objets non soumis à l'impôt de l'État :

Mouture.	612.471	46 12,2
Beurre et fromage.	753.700	" 15,0
Bois de chauffage.	18.797	14 0,3

Total. 5.014.052 fl. 81 c. 100

Impôts de la ville de LA HAYE (85,689 habitants), chef-lieu de la province et capitale du royaume.

Centimes additionnels :

A l'impôt foncier.	32.900 fl.
A la contribution personnelle.	93.900
Droits de barrière, de péage et de passage.	8.755
— quai, de port, de grue, d'écluse, d'entrée.	15.950
— pesage.	1.900
— halles et marchés.	6.000
— funérailles.	6.000
— expédition et de bureau.	1.900
— enseignement public.	15.300

Taxes de consommation.

Bétail (soumis à l'impôt de l'État).	112.800
Boissons distillées —	157.900
Vin, bières, vinaigres, —	46.900
Tourbes, houille, —	126.500
Mouture (non soumis à l'impôt de l'État).	208.200
Bois de chauffage. —	14.600

TOTAL. 849.505

Impôts de la ville de ROTTERDAM (114,052 habitants).

Centimes additionnels :

A l'impôt foncier.	41.554 fl. 44 c.
A la contribution personnelle.	88.668 05
Capitations.	276.000 "
Impôts sur les chiens.	2.800 "
Droits de barrière, de péage, de passage.	27.030 "
— de quai, de port, de grue, d'écluse, d'entrée.	97.300 "
— de pesage.	35.000 "
— de halles et marchés.	24.300 "
— de funérailles.	15.000 "
— d'expédition et de bureau.	4.000 "
— d'enseignement public.	68.120 "

Taxes de consommation.

Bétail (taxé par l'État).	105.000 "
Boissons distillées, —	290.050 "
Houille, tourbes, —	72.000 "
Beurre (non taxé par l'État).	103.000 "

TOTAL. 1.252.822 fl. 49.

Résumé des impôts (année 1862) des 136 communes de la province de HOLLANDE septentrionale (561,259 habitants).

		Prop. p. 0/0	
Centimes additionnels :			
A l'impôt foncier sur le sol bâti (15 cent. à 10).	152.632 fl. 60 c.	3,3	
— — non bâti (10 cent. à 5).	42.420	32	0,9
A la contribution personnelle (2 à 25).	324.972	39	7,1
Capitations.	962.484	96	20,9
Impôts sur les chiens.	7.875	84	0,2
— sur les représentations théâtrales.	20.433	33	0,4
<i>Impôts pour l'usage d'établissements publics.</i>			
Droits de barrière ou pavage.	13.185	64	0,3
— de quai, de bac, de péage, etc.	263.460	75	5,7
— de marchés.	65.531	63	1,4
— de pesage.	28.178	03	1,9
— de funérailles.	28.104	30	0,6
— d'enseignement.	56.161	21	1,3
— d'expédition.	14.992	56	0,5
<i>Impôts de consommation.</i>			
Sur objets déjà imposés par l'État :			
Boissons distillées et liqueurs.	842.916	15	18,4
Vins.	166.167	12	3,6
Bétail.	358.160	24	7,7
Tourbes.	282.058	76	6,1
Houille.	488.736	24	10,6
Non imposés :			
Mouture.	102.631	03	2,2
Beurre.	249.994	53	5,4
Bois de chauffage.	68.540	95	1,5
Matériaux.	99	»	»
TOTAL.		4.600.237 fl. 58 c.	100

Impôts de la ville d'AMSTERDAM (261,455 habitants).

Centimes additionnels :	
A l'impôt foncier sur le sol bâti (15 cent.).	110.435 fl. 01 c.
— — non bâti (10 cent.).	493 86
A la contribution personnelle (5-25).	211.091 80
Capitations.	713.621 60
A reporter.	1.035.642 fl. 27 c.

Report.	1.035.642 fl. 27 c.	
Droit sur les théâtres.	16.839	64
— de péage, de quai, de port, de bac.	199.378	78
— de halles et marchés.	38.722	99
— de funérailles.	6.972	80
— d'enseignement primaire.	18.937	95
— d'expédition.	11.194	38
<i>Impôts de consommation.</i>		
Bétail (taxé par l'État) (150).	281.026	11
Boissons distillées — (90 cent.	536.743	83
Vins — (12 cent. par lit.).	97.795	92
Tourbes, houille, —	686.657	60
Beurre (non taxé par l'État).	246.031	25
Bois de chauffage.	65.839	82
TOTAL.	3.241.783 fl. 34 c. 4.	

*Résumé des impôts (année 1862) des 125 communes de la province
de LIMBOURG (221,510 habitants).*

Prop. p. o/o

<i>Centimes additionnels :</i>		
A l'impôt foncier sur le sol bâti (5 cent. à 15).	7.675 fl. 66 c.	2,2
— — non bâti (5 cent. à 10).	18.141	15 5,2
A la contribution personnelle (1-25).	34.543	70 10,0
Capitations.	55.622	21 16,1
Impôts sur les chieus (29 localités).	3.165	65 0,9
— sur les représentations théâtrales (ville de Kessel).	80	" 0,0
<i>Impôts pour services publics.</i>		
Droits de barrière ou de pavage (12 villes).	6.800	56 1,9
— de péage, de quai, de bac, de port, etc., (2 villes).	2.053	" 0,6
Droits d'étalage (halles et marchés) (10 villes).	5.662	" 1,6
— de pesage (ville de Maastricht).	550	" 0,2
— de funérailles. —	1.350	" 0,4
Rétributions pour les écoles primaires.	39.000	64 11,2
Droits d'expédition.	1.515	60 0,5
A reporter	176.160 fl. 17 c. 50,8	

⁴ Le budget total de la ville d'Amsterdam est beaucoup plus considérable. Nous avons un exemplaire de son texte pour 1864 (*Vastgestelde Begrooting voor de dienst van 1864*), dans lequel les recettes de 1862 sont portées à 4,478,010 fl., et les prévisions de recettes pour 1864 à 4,648,674 fl.

Report. . . . 176.160 fl. 17 c. 50,8

Impôts de consommation.

Sur objets imposés à l'État (3 villes) :

Boissons distillées.	28.312	—	8,2
Vins, —	9.003	—	2,9
Bières et vinaigres (3 villes).	18.106	—	5,2
Bétail, —	34.324	—	9,9
Tourbes (Venloo).	210	—	0,1
Houille (à Roermonde).	1.400	—	0,4

Non imposés :

Mouture (à Maestricht).	38.000	—	11,0
Beurre (à Maestricht, Roermonde).	11.800	—	3,4
Bois de chauffage (à Maestricht, Venloo).	1.294	—	0,4
Matériaux (à Maestricht).	12.000	—	3,5
Objets divers (Venloo, Roermonde, Maestricht).	14.354	—	4,2

TOTAL. 344.963 fl. 17 c. 100

Impôts de la ville de MAESTRICHT (28,547 habitants).

Centimes additionnels :

A l'impôt foncier sur la propriété bâtie (15 cent.).	2.860 fl.
— — non bâtie (10 cent.).	70
A la contribution personnelle.	15.120
A l'impôt sur les chiens.	800
Droits de halles et marchés.	2.600
— de pesage.	550
— de funérailles.	1.350
— d'enseignements.	6.000
— d'expédition.	800

Impôts de consommation.

Boissons distillées (57 cent.).	23.100
Vins (11 fl. 25 par hectol.).	6.300
Bières, vinaigres (0 fl. 51 par hectol.).	14.000
Bétail (50 ou 100 cent.).	25.000
Mouture (2 fl. pour froment, 1,6 pour seigle).	38.000
Beurre (0 fl. 03 par kilogr.).	10.200
Bois de chauffage.	1.200
Matériaux, et autres.	22.000

TOTAL. 170.750 fl.

Résumé des impôts (année 1861) des 61 communes de la province d'OVER-YSSEL (247,694 habitants).

Prop. p. 0/0

Centimes additionnels :			
A l'impôt foncier sur la propriété bâtie (15 cent. à 10)	}	38.418 fl. 15 c.	5,1
A l'impôt foncier sur la propriété non bâtie (10 c. à 5).			
A la contribution personnelle (3-25.)		59.144	97 7,9
Capitations.		182.387	81 24,2
Impôts sur les chiens.		5.733	97 0,8
Rétributions pour ouvrages et établissements publics.		121.433	88 16,1
<i>Impôts sur les consommations.</i>			
Liqueurs et boissons distillées.		302.274	" 40,2
Vins.		17.545	" 2,3
Bétail (7 communes).		11.761	" 1,6
Combustibles (2 communes).		13.168	" 1,8
TOTAL.		751.866 fl. 78 c.	100

Impôts du chef lieu ZWOLL (20,331 habitants), compris dans les totaux ci-dessus.

Centimes additionnels :		
A l'impôt foncier (propriété bâtie 15 c., non bâtie 10 c.)	4.509 fl. 14 c.	
A la contribution personnelle (5-25).	12.52	99
Capitations.	16.409	13
Impôt sur les chiens.	716	50
Rétributions pour ouvrages et établissements publics.	15.796	18
Impôts de consommation.	95.244	11
TOTAL.	145.238 fl. 05 c.	

Résumé des impôts (année 1861) des 72 communes de la province d'UTRECHT (170,291 habitants).

Prop. p. 0/0

Centimes additionnels :		
A l'impôt foncier sur le sol bâti (15 cent. à 10, non bâti (10 cent. à 5).	55.765 fl.	7,1
A la contribution personnelle (5 cent. à 25).	95.505	12,1
Capitations (maximum de 436 fl. 61; — max. du provenu : 146,018 fl. 32, sur 13,756 cotisations.	191.483	24,3
A reporter.	342.753 fl. 43,5	

		Prop. p. ‰
Report.	342.753 fl.	43,5
Impôts sur les chiens (de 3 florins à 1) et sur les divertissements publics	6.311	0,8
Rétribution pour l'enseignement primaire (art. 138 de loi communale).	32.800	4,2
Droits de barrière, d'expéditions de funérailles, etc., (art. 138 de la loi communale)	91.428	11,6

*Taxes sur les consommations.**Centimes additionnels :*

Sur les boissons indigènes (90 cent. à 50), sur les boissons étrangères (57 cent. à 25), et sur les liqueurs (39 cent. à 21).	186.271	23,7
Droits d'importation sur le vin (de 4 fl. à 10 fl. l'hect.	30.640	3,9
Droits sur le bétail (3 villes ¹).	44.525	5,7
— sur les tourbes (3 villes) et sur le charbon de terre (3 villes)	50.477	4,4
— sur la mouture (1 ville).	2.104	0,2

TOTAL. 787.309 fl. 100

*Impôts du chef-lieu : UTRECHT (57,339 habitants).**Centimes additionnels :*

A l'impôt foncier (15 sur le sol bâti; 10 non bâti).	16.401 fl.
A la contribution personnelle (5-25).	44.833
Impôt sur les chiens (max. 2 fl. 5 par chien).	3.344
Capitations	69.480

Taxes sur les consommations.

Boissons et liqueurs (taxées par l'État; — 90, 57,39 cent.).	117.019
Droit d'importation sur le vin (10 fl. l'hect.)	23.520
— de bétail	41.375
— sur la tourbe (10, 6, 4, 2 cent. par tonneau	33.188
Houille	10.286

TOTAL. 359.476 fl.

¹ Ces 3 villes sont Utrecht, Amersfoort, et Wyk hy Duurst.

*Résumé des impôts (année 1862) des 119 communes de la province
de ZÉLANDE (175,066 habitants).*

	<i>Prop. p. ‰.</i>		
Centimes additionnels aux impôts directs de l'État	126.199 fl. 44 c.	15,9	
Capitations et autres impôts directs commu- naux.	196.806	42	24,9
Rétributions pour chemins, ouvrages et établis- sements publics	95.911	90	12,1
Impôts de consommation	372.681	66	47,1
TOTAL.	791.599 fl. 42 c.	100	

Impôts du chef-lieu MIDDELBOURG (15,951 habitants).

Centimes additionnels aux impôts directs de l'État. . .	18.707 fl. 10 c.	
Capitations et aux impôts directs communaux . . .	24.000	—
Rétributions pour ouvrages et établissements publics. .	16.517	54
Impôts sur des objets de consommation.	151.083	49
TOTAL.	210.308 fl. 13 c.	

Si l'on additionne les produits des taxes des 1,137 communes ¹, existant dans les onze provinces qui composent le royaume des Pays-Bas proprement dit (le Luxembourg y étant rattaché par une union purement personnelle), on trouve pour 1861 (en négligeant les fractions de florins), 17,061,490 florins.

Il y a sept ans, les revenus provenant des taxes des communes auraient été notablement moindres, si nous nous en rapportons aux tableaux annexés à l'Exposé des motifs du projet belge sur l'abolition des octrois communaux, tableaux desquels nous déduisons les renseignements suivants :

¹ Il y en avait 1,206 en 1851, d'après les tableaux annexés au projet de loi de 1851.

Impôts directs en 1857	5.946.914 fl. 02 c.
Droits de consommation sur les articles soumis à l'accise de l'État.	4.223.106 90
Droits de consommation sur des articles non sou- mis aux droits de l'État.	1.110.766 36
Péages ou revenus	1.433.479 48 ¹ .
TOTAL.	12.714.866 fl. 76 c.

¹ Il y a en outre d'après ces tableaux d'autres recettes

ordinaires pour.	2.646.645 fl. 28 c.
Et des revenus extraordinaires pour.	3.460.029 33

SECTION II.

DES IMPOSITIONS PROVINCIALES.

Les revenus des provinces néerlandaises proviennent, pour environ moitié, de centimes additionnels aux contributions foncière et personnelle de l'État; en outre, du fermage des barrières de routes, du produit des péages de pont, canaux, etc., et d'emprunts contractés pour la plupart pour constructions de routes ou de canaux.

Les tableaux suivants présentent : 1° les résultats définitifs des recettes et dépenses provinciales, après approbation par la chambre des comptes, pendant les cinq années 1853 à 1857; 2° les principaux éléments en recette des budgets provinciaux de l'année 1862 :

ANNÉES.	Recettes.			
	Centimes addit.	Emprunts.	Diverses.	Totaux.
1853.....	963,977 fl.	440,406 fl.	966,747 fl.	2,370,800 fl.
1854.....	1,005,585	25,500	1,037,685	2,079,070
1855.....	1,034,703	518,383	832,174	2,380,257
1856.....	1,086,528	325,600	670,100	2,082,218
1857.....	1,118,107	397,000	858,454	2,373,258

ANNÉES.	Dépenses.			
	Service public.	Travaux publics.	Diverses.	Totaux.
1853.....	419,469 fl.	1,172,149 fl.	914,997 fl.	2,225,615 fl.
1854.....	424,708	905,526	867,013	1,894,247
1855.....	446,476	1,406,560	790,896	2,313,932
1856.....	418,523	1,190,437	653,189	1,961,849
1857.....	401,307	1,324,342	725,757	2,451,406

Les budgets provinciaux de l'année 1862 offrent, d'après les renseignements qu'a bien voulu me transmettre M. Godefroi, les chiffres suivants :

¹ Extrait d'un article de M. de Baumhauer, directeur de la statistique générale à La Haye, inséré dans l'*Annuaire international du Crédit public*, de M. Horn, 1861.

PROVINCES.	CENTIMES ADDITIONNELS						BÉNÉFICES pour usage des établis- sements publics.	BIENS divers provinciaux.	RECETTES diverses et casualités.	RECETTES EXTRAORDINAIRES.		TOTAL des revenus de chaque province.	
	à l'impôt foncier.			à la contribution personnelle.						EMPLOIS.	VENTES de propriétés provin- ciales.		SAVANS.
	Propriétés bâties.		n.	Propriétés non bâties.		n.							
	n.	n.		n.	n.								
Brabant septentr....	44	27,794 24 14	93,461 11	11	63,384 54	44,914 37	4,118 73	318 35	20,000 *	0	435 90	218,323 74	
Geldre.....	4	40,063 71 4	27,205 94	6	35,690 99	0	2,576 66	818 25	0	0	400 *	76,456 86	
Hollande mérid....	3	29,732 69 3	26,725 *	4	03,085 55	5,647 31	3,707 *	4,885 85	0	0	0	437,804 41	
Hollande septentr....	6	66,760 49 6	36,636 18	6	85,032 76	0	7,100 34	8,810 *	0	0	0	204,339 64	
Zélande.....	6	8,327 03 6	26,733 99	5	45,230 62	11,243 40	4,002 27	34,408 69	0	0	0	99,946 01	
Utrecht.....	7	43,863 03 7	24,463 26	6	25,744 63	3,605 *	228 *	4,058 91	0	0	1,358 30	70,321 43	
Frise.....	46	33,441 40 46	413,636 17 43	43	37,923 31	18,450 76	5,024 10	30,149 *	45,000 *	33 57	0	343,751 31	
Over-Yssel.....	4	5,434 *	42,366 93	6	45,744 07	105,736 58	9,848 89	10,650 25	50,000 *	0	0	209,800 74	
Groningue.....	48	24,957 89 48	86,277 91 43	43	46,745 72	58,408 *	7,462 99	64,097 91	0	0	0	247,930 42	
Brenthe.....	15	5,094 35 15	43,921 14	8	6,669 10	23,525 42	44,965 *	34,899 *	45,000 *	0	0	111,070 99	
Limbourg.....	46	9,340 96 46	30,344 43 43	43	24,318 47	6,442 50	0	32,526 *	0	0	0	403,411 76	
TOTAUX.....		234,750 47	488,962 75		459,576 48	275,043 39	53,104 18	235,722 42	430,000 *	33 57	4,803 50	4,819,056 74	

On voit, en comparant le chiffre total des revenus provinciaux de 1862 à celui de 1857, que ces revenus ont assez considérablement diminué, puisque de 2,373,258 florins (année 1857), ils sont tombés à 1,849,056 florins (année 1862), dans un intervalle de cinq années, et si l'on déduit les emprunts, c'est encore 1,976,258 florins en 1857 contre 1,719,056, en 1862. Mais le produit des centimes additionnels, en particulier, s'est élevé au contraire de 1,118,107 fl. à 1,263,389 fl.

L'art 117 de la loi néerlandaise du 6 juillet 1850, réglant la réunion et les pouvoirs des États provinciaux, est conçu dans les termes suivants :

« Aucune accise ne peut être proposée comme imposition provinciale. Quant au surplus, la proposition des taxes provinciales est soumise aux règles et limites (*perken*) établies par les lois relativement aux impositions du pays. »

La loi de 1850 n'a plus permis aux États des provinces néerlandaises (représentant les Conseils généraux français) d'établir des impôts provinciaux, mais seulement d'en faire la proposition au roi.

D'après l'art. 116 « les impôts provinciaux proposés par les États, contre lesquels le roi n'aura pas d'objections à faire, seront, aussitôt que possible, soumis par un projet de loi à l'approbation du pouvoir législatif qui indiquera les dépenses d'un intérêt purement provincial auxquelles le produit de l'impôt devra être appliqué, et qui fixera les règles d'après lesquelles l'impôt sera perçu. »

Si j'interprète bien les articles 116 et 117 de cette loi, il en résulte une assez grande liberté de choix dans l'initiative des provinces relativement aux impôts qu'elles peuvent voter ; à l'exception toutefois des accises qui, ainsi que nous l'avons souvent observé, aussi bien d'après la théorie que d'après les faits constatés dans l'ensemble de l'Europe, se

plient assez mal à la constitution des circonscriptions provinciales.

A côté de cette grande latitude d'initiative, il ne paraît pas résulter des tableaux publiés ci-dessus que l'usage et la pratique aient répondu aux possibilités d'extension que la législation pouvait faire entrevoir.

Les impôts des provinces néerlandaises paraissent s'être moins accrus que ceux des communes, dans ce petit État des Pays-Bas, dont les institutions financières ont été étudiées par nous sous tant d'aspects divers, dans le courant de notre ouvrage, et que la colonisation de Java semble dédommager, par ses riches produits d'outre-mer, des menaces et des dépenses continuelles que l'Océan fait peser sur ses rivages.

CHAPITRE VIII.

DES TAXES PROVINCIALES ET COMMUNALES EN BELGIQUE.

Pour la Belgique, comme pour les autres États dont nous nous sommes occupé, nous diviserons les taxes locales en deux grandes classes : les unes afférentes aux *provinces*, les autres aux *communes*.

Ces dernières ont subi, il y a quelques années, par suite de la suppression des octrois municipaux, une réforme, à laquelle son importance, les débats solennels qu'elle a entraînés, l'influence qu'elle a exercée à des degrés divers dans les pays environnants, nous font un devoir de donner une attention spéciale.

Le présent chapitre comprendra deux sections : 1° taxes provinciales; 2° taxes communales. Mais, avant d'aborder les détails, il faut rappeler brièvement le principe qui domine ici toute la matière : celui du *self government*, celui de l'émancipation des administrations locales, consacré par la constitution belge, et qui y est formulé dans les termes suivants :

ART. 31. Les intérêts exclusivement communaux ou provinciaux sont réglés par les conseils communaux ou provinciaux, d'après les principes établis par la constitution.

ART. 108. Les institutions provinciales et communales sont réglées par les lois. Ces lois consacrent l'application des principes suivants : 1° l'élection directe ; 2° l'attribution aux conseils provinciaux et communaux de tout ce qui est d'intérêt provincial et communal, sans préjudice de l'approbation de leurs actes dans les cas, et suivant le mode que la loi détermine ; 3° la publicité des séances de ces conseils ; 4° la publicité des budgets et des comptes ; 5° l'intervention du roi et du pouvoir législatif pour empêcher que les conseils provinciaux ou communaux ne sortent de leurs attributions et ne blessent l'intérêt général.

ART. 110. Aucun impôt, au profit de l'État, ne peut être établi que par une loi. Aucune charge, aucune imposition provinciale ne peut être établie que du consentement du conseil provincial. Aucune charge, aucune imposition communale ne peut être établie que du consentement du conseil communal.

La loi détermine les exceptions dont l'expérience démontrera la nécessité relativement aux impositions provinciales et communales.

Deux lois de 1836, l'une du 30 mars, l'autre du 30 avril, ont réglé, conformément aux principes que nous venons de reproduire, l'organisation des communes et des provinces belges, ainsi que les attributions des diverses autorités proposées à leur administration.

Nous allons en étudier les principales dispositions au point de vue des taxes.

SECTION I.

TAXES PROVINCIALES.

Chaque année le conseil provincial vote, pour l'exercice suivant, le budget des dépenses de la circonscription, ainsi que les moyens d'y faire face. Il arrête en même temps les comptes de l'exercice précédent ¹.

Toutes les recettes et les dépenses de la province doivent être portées au budget et dans les comptes.

¹ Loi du 30 avril 1836, art. 66. — Il y a dans chaque province un conseil provincial ; ses membres, nommés directement par un collège formé d'électeurs censitaires, reçoivent leur mandat pour quatre ans et sont renouvelables par moitié ; ce mandat n'est pas impératif ; les membres élus représentent la province et non uniquement leur circonscription. Près du conseil est placé par le roi un commissaire avec le titre de gouverneur. — Le conseil se réunit de plein droit tous les ans le premier mardi de juillet en session ordinaire ; la durée réglementaire de la session est de quinze jours ; elle peut être prolongée, d'abord par décision spéciale de l'assemblée, puis du consentement du gouverneur jusqu'au maximum de quatre semaines (art. 44, 45). Le gouvernement a en outre le droit de convoquer des sessions extraordinaires pour délibérer sur des objets déterminés (44, 46). Toute autre réunion est illégale, et punie de peines sévères, de même que la correspondance qui s'établirait entre des conseils sur des sujets étrangers à leurs attributions, ainsi que les proclamations adressées aux habitants sans l'assentiment du gouverneur (90, 91). Au conseil appartiennent la vérification des pouvoirs de ses membres, la nomination de ses président et vice-président (47, 49). Les séances sont publiques : mais le comité secret peut toujours être ordonné (51). Les conseillers ne reçoivent pas de traitement ; s'ils sont domiciliés à plus d'un demi-myriamètre, ils touchent toutefois une indemnité de frais de route et de séjour (61). Le conseil détermine par un règlement, soumis à l'approbation du roi, le mode suivant lequel il exerce ses attributions (50). Elles sont multiples : comme délégué du pouvoir législatif, il répartit entre les communes le contingent des contributions directes assigné à la province, et prononce en dernier ressort sur leurs réclamations et demandes en réduction (81) ; comme corps consultatif, il émet un avis sur les changements proposés pour la circonscription

Le droit du conseil est absolu en ce qui concerne le choix des voies et moyens; aucune règle, aucune limite ne lui est imposée en principe par le législateur, ni quant à la nature ni quant à la quotité des taxes, auxquelles il lui est loisible de recourir.

de la province, des arrondissements, cantons et communes, et pour la désignation des chefs-lieux (83), ainsi que sur le classement des routes provinciales et de l'État (78); il présente des candidats pour la nomination des conseillers des cours d'appel, des présidents et vice-présidents des tribunaux de première instance; mais c'est surtout au point de vue des intérêts locaux de la circonscription que son action s'exerce dans toute sa plénitude. Par lui-même, ou par la députation permanente, qu'il élit dans son sein, le conseil prononce sur toutes les affaires d'intérêt provincial; nomme tous les employés salariés sur son budget (65), fixe le taux de leurs traitements et de leurs pensions (71); arrête chaque année les comptes de recettes et dépenses de l'exercice précédent, et vote le budget des dépenses pour l'exercice suivant, ainsi que les moyens d'y faire face (66); autorise tout transfert de dépense d'une section à l'autre ou d'un article à l'autre budget; décide de la création et de l'amélioration des établissements publics aux frais de la province (70); autorise les emprunts, les acquisitions, aliénations et échanges de biens de la province, les actions en justice et les transactions y relatives (73, 74); statue sur la construction des routes, canaux et autres ouvrages publics à exécuter en tout ou en partie aux frais de la province (75); adopte les projets, plans et devis des travaux, pour lesquels il vote des fonds (77); prononce sur l'exécution des travaux qui intéressent à la fois plusieurs communes et sur la part de la dépense afférente à chacune, sauf recours au roi dans un délai de quarante jours (79); détermine la part des communes dans les dépenses occasionnées par la garde de leurs aliénés indigents (80); prononce sur les demandes des conseils communaux ayant pour objet l'établissement, la suppression, les changements des foires et marchés dans la province, et veille à ce qu'il ne soit mis à l'importation, à l'exportation et au transit des denrées et marchandises d'autres restrictions que celles établies en vertu des lois (82); enfin, peut faire des règlements provinciaux d'administration intérieure et des ordonnances de police, avec sanction pénale, sous la double condition qu'ils ne porteront pas sur des objets déjà régis par des lois ou règlements d'administration générale, et qu'ils seront abrogés de plein droit dès qu'interviendront des lois ou règlements de cette nature (85). Sont soumis à l'approbation du roi : 1° le budget et les emprunts, ainsi que tout transfert de dépense d'une section à l'autre, d'un article à l'autre du budget; 2° la création d'établissements d'utilité publique; 3° les acquisitions, aliénations, échanges et transactions, quand la valeur des biens excède 10,000 fr.; 4° la construction des routes, canaux et d'autres ouvrages publics, en tout ou en partie aux frais de la province, dont la dépense totale excède 50,000; 5° l'établissement, la suppression, les changements de foires et marchés; 6° les règlements provinciaux d'administration intérieure et les ordonnances de police. Les délibérations relatives à ces divers objets doivent

Seulement, comme cette liberté pourrait présenter des inconvénients au point de vue de l'intérêt général, et avoir pour conséquence de tarir, dans une certaine mesure, les sources auxquelles l'État est obligé de puiser lui-même, un correctif a été admis. Le budget des recettes et dépenses est

être approuvées sans modification, sauf en ce qui concerne le budget, ou rejetées dans un délai de quarante jours, à moins que, par arrêté motivé, le gouvernement n'ait fixé un nouveau délai (86, 87, 88). Le roi peut également annuler sur le recours du gouverneur les actes des conseils qui blessent l'intérêt général ou sortent de leurs attributions; les actes qui n'auront point été ainsi annulés, ne pourront l'être que par le pouvoir législatif (89). — Chaque conseil provincial élit dans son sein une *députation permanente*, renouvelable par moitié tous les deux ans, et composée de six membres, lesquels jouissent d'un traitement annuel de 6,000 fr. (3, 96, 100, 105). La députation, présidée de droit par le gouverneur, délibère, tant en l'absence que durant la session du conseil, sur tout ce qui concerne l'administration journalière des intérêts de la province, et sur l'exécution des lois pour lesquelles son intervention est requise, ou qui lui sont adressées par le gouvernement; elle donne son avis sur toutes les affaires qui lui sont soumises à cet effet (106). Lorsque le conseil n'est pas réuni, elle prononce sur les affaires qui lui sont spécialement réservées, dans tous les cas où elles ne sont pas susceptibles de remise, et sauf le droit d'annulation ou de modification afférente au conseil. Il n'y a d'exception que pour les budgets, les comptes, les nominations et présentations de candidats (107). Elle délivre, dans les limites des crédits ouverts, tous mandats pour le paiement des dépenses sur les fonds de la province dont elle a la déposition exclusive (112); elle fait vérifier une fois par an au moins l'état des recettes et dépenses (111); chaque année, à l'ouverture de la session ordinaire du conseil, elle lui présente un exposé de la situation de la province, sous le rapport de son administration; elle lui soumet les comptes des recettes et dépenses de l'exercice précédent, avec le projet du budget des dépenses et des voies et moyens pour l'exercice suivant, ainsi que toutes propositions qu'elle croit utiles (115). Nous verrons à la section suivante quelles sont les attributions de la députation permanente en ce qui concerne l'administration communale. Le conseil et la députation ont également le droit de charger un ou plusieurs de leurs membres de la mission de recueillir sur les lieux les renseignements, dont ils ont besoin dans le cercle de leurs attributions, et si, malgré deux avertissements consécutifs, des autorités administratives subordonnées ne fournissent pas les informations réclamées, ils peuvent déléguer des commissaires, aux frais personnels de ces autorités (84, 109, 110). Il y a un greffier provincial qui exerce près du conseil et de la députation (119, 120, 121). Il peut y avoir un receveur spécial (114); mais toutes les provinces, sauf deux, ont confié aux préposés de l'État le soin de faire la perception de leurs taxes. — Le gouverneur veille à l'instruction préalable des affaires, qui sont soumises au conseil ou à la députation (122). Il est seul chargé de l'exécution des délibérations prises (124). Il a le droit d'assister aux

compris avec les emprunts et tous grands travaux d'utilité publique parmi les objets soumis à l'approbation du roi ; exceptionnellement, pour le budget, le refus d'approbation peut ne s'appliquer qu'à un ou plusieurs articles. L'autorité centrale a un délai de quarante jours pour se prononcer. Elle est également investie du droit de porter, au budget, la députation provinciale préalablement entendue, les allocations nécessaires pour le paiement des dépenses *obligatoires*, que le conseil aurait omis d'y inscrire ; si les fonds de la province se trouvaient, dans ce cas, insuffisants, il y serait pourvu par une loi.

Les dépenses, que la loi met obligatoirement à la charge des provinces, sont spécialement les suivantes : 1^o menues dépenses des cours d'assises, tribunaux de première instance, de commerce, de justice de paix et de simple police ; 2^o réparations de menu entretien des locaux des cours d'assises, des tribunaux de première instance et de commerce ; loyer des mêmes locaux, achat et entretien de leur mobilier ;

délibérations du conseil, d'être entendu quand il le demande et d'adresser tel réquisitoire qu'il trouve convenable. Le conseil peut requérir sa présence (123). Lorsque le conseil ou la députation a pris une résolution qui sort de ses attributions, ou blesse l'intérêt général, le gouverneur est tenu de former, dans les dix jours, son recours auprès du gouvernement ; ce recours est suspensif pendant 30 jours (125). Le gouverneur veille au maintien de la tranquillité et de l'ordre dans la province, à la sûreté des personnes et des propriétés, à cet effet il dispose de la gendarmerie et des gardes civiques (128). En cas de rassemblement tumultueux, il a droit de requérir la force armée (129). Il vérifie la caisse provinciale et les caisses publiques (131). — Il y a par chaque arrondissement administratif un *commissaire du gouvernement*, dont les attributions s'étendent sur les communes rurales et sur les villes non chefs-lieux d'arrondissement, dont la population est inférieure à 5,000 âmes. Il est spécialement chargé, sous la direction du gouverneur et de la députation, de surveiller l'administration de ces diverses localités et de veiller au maintien des lois et des règlements d'administration générale, ainsi qu'à l'exécution des résolutions prises par le conseil provincial et la députation ; chaque année, au mois de janvier et un mois avant la réunion du conseil provincial, il adresse à la députation un rapport sur l'état de son arrondissement, ses besoins, les améliorations qui peuvent y être introduites. Le commissaire est en outre préposé au maintien de l'ordre et de la sûreté publique (132-139).

3° réparations d'entretien des maisons d'arrêt et de justice civile et militaire de la province, autres que les grandes prisons de l'État et les maisons de passage; achat, entretien de leur mobilier, frais des commissions administratives; 4° salaires des messagers de canton; 5° traitements et frais de route des ingénieurs et autres employés des ponts et chaussées en service pour la province; 6° entretien des routes, travaux hydrauliques et de dessèchement, qui sont légalement à la charge de la province; 7° remboursement des frais de route avancés par les communes pour les voyageurs indigents; 8° frais des listes du jury et des listes électorales concernant plusieurs communes; 9° dépenses relatives aux églises cathédrales, aux palais épiscopaux et aux séminaires diocésains, conformément au décrets des 18 germinal an XI et 30 décembre 1809; 10° taxes, contributions, entretien des édifices et bâtiments provinciaux ou à l'usage de la province; 11° entretien et renouvellement du mobilier provincial; 12° moitié des frais des tables décennales de l'état civil; 13° dettes de la province liquidées et exigibles, ou résultant des condamnations judiciaires à sa charge; 14° pensions aux anciens employés de la province; 15° traitement des aliénés indigents et frais d'entretien des indigents retenus dans les dépôts de mendicité, lorsqu'il sera reconnu par le conseil que les communes n'ont pas le moyen d'y pourvoir; 16° frais d'impression du budget et des comptes sommaires des recettes et dépenses de la province; 17° frais relatifs aux séances du conseil et de l'indemnité allouée aux conseillers; 18° secours à accorder aux communes pour l'instruction primaire et moyenne, et pour les grosses réparations des édifices communaux; 19° frais d'entretien des enfants trouvés, dans la proportion déterminée par la loi; 20° fonds destinés à faire face aux dépenses accidentelles ou imprévues de la pro-

vince; 21° frais de casernement de la gendarmerie.

Aucun transfert de dépense ne peut avoir lieu d'une section à l'autre, ni d'un article à l'autre du budget, sans l'autorisation du conseil et l'approbation du roi ¹.

Les principales ressources, dont disposent les provinces, proviennent de centimes ordinaires et extraordinaires, additionnels aux contributions de l'État; du fermage des barrières; de taxes sur les chiens, les bestiaux, droit de navigation, péages et autres; des subsides que l'État leur accorde, ou que les communes leur fournissent; de recettes diverses, parmi lesquelles figurent leurs revenus patrimoniaux; enfin d'emprunts qu'elles contractent.

Nous allons successivement examiner ces divers articles de recettes, en nous aidant de renseignements dont nous devons communication à l'obligeance d'un éminent administrateur belge, M. Liedts, ancien ministre de l'Intérieur, et aussi de M. Leemans, chef de bureau au ministère de l'Intérieur, à Bruxelles.

Centimes additionnels. — Avant la révolution de 1830, en vertu de la loi du 12 juillet 1821, chaque province percevait 6 centimes additionnels aux contributions foncière, personnelle et des patentes. Le maximum ne pouvait être dépassé qu'en vertu d'une autorisation du roi et à titre temporaire. Actuellement, ainsi que nous l'avons déjà dit, toute latitude est attribuée aux conseils provinciaux dans la fixation du chiffre des centimes, et l'on doit constater que ce

¹ Loi de 1836, art. 69 et 67. — Sont spécialement à la charge de l'État : 1° les traitements et frais de route du gouverneur et de la députation du conseil; 2° le traitement du greffier provincial; 3° le traitement des employés et les frais de bureau du gouvernement provincial; 4° le loyer et l'entretien de l'hôtel du gouvernement, l'entretien et le renouvellement de son mobilier; 5° les traitements et abonnements des commissaires d'arrondissement; 6° les frais concernant la milice et ceux des commissions médicales; 7° les frais de loyer des bureaux de garantie pour les matières d'or et d'argent; 8° la moitié des frais des tables décennales de l'état civil (*ibid.*, art. 70).

chiffre suit une progression constante qui n'a pas été moindre de 13 p. 100 pendant la dernière période décennale ¹ ; elle s'explique et par le développement des travaux publics, et aussi par ce fait que les centimes constituent la plus importante ressource des budgets des provinces (la moitié environ de leur chiffre total) ; l'État, qui a un droit de contrôle sur la création des taxes locales, ne leur permettrait pas d'en établir sur des objets, qui sont ou pourraient être imposés à son profit.

Il y a aussi, par exemple, dans les budgets de la Flandre orientale, du Hainaut, de Liège et du Luxembourg, pour 1867, des centimes additionnels aux droits de débit des boissons alcooliques et du tabac. Dans le Hainaut et dans Liège, des centimes additionnels aux redevances fixe et proportionnelle des mines. Une taxe, votée dans le Hainaut sur les propriétés exemptées de l'impôt foncier général, a été exclue de l'approbation donnée par le roi Léopold, le 13 octobre 1866, au budget de cette province.

Taxe des barrières. — Cette taxe existe de temps immémorial en Belgique. Lorsqu'une province construit une route pavée, soit avec ses seules ressources, soit à l'aide de subsides du Trésor, elle décrète d'ordinaire un droit de péage à percevoir sur les chevaux et voitures qui la parcourent. Une fois autorisé par le gouvernement, ce droit tombe sous l'application de la loi générale qui régit les barrières établies sur les routes de l'État ; toutes les exemptions stipulées par cette loi en faveur des attelages des fermes, etc., doivent être inscrites au nouveau tarif.

En 1866, les taxes provinciales des barrières semblent avoir été ébranlées comme celles qui existaient au profit de

¹ En 1851 le produit des centimes a été, pour les neuf provinces, de 2,888,843 fr. En 1860 il s'est élevé à 3,303,265 fr. Il est parvenu en 1861 au chiffre de 3,407,044 fr.

l'État. La province de Luxembourg a supprimé ce droit, et la question est à l'étude dans les autres provinces.

Suivant l'exposé des motifs du projet de loi pour l'abolition des droits de barrière sur les routes de l'État, à la date du 21 décembre 1865, le produit des barrières sur les routes provinciales peut être évalué à 414,473 fr., tandis que celui des mêmes droits, sur les barrières de l'État, est évalué à 1,448,021 fr.

Taxe sur les chiens.—Elle existe depuis plus de quarante ans. Toutes les provinces ne font pas le même usage de son produit. Les unes, telle que celle du Brabant, abandonnent à chaque commune la somme qu'elles ont perçue sur ses chiens, à condition que celle-ci s'impose en échange quelques sacrifices extraordinaires pour la voirie; d'autres ne répartissent entre les communes qu'une partie de la recette; d'autres enfin, la conservent tout entière pour leurs propres besoins.

Le rôle pour la taxe des chiens est dressé, dans chaque commune, par le bourgmestre; il est approuvé par la députation permanente et rendu exécutoire; le recouvrement s'en opère par les soins du receveur de l'État.

Les chiens sont divisés en lévriers, chiens de chasse et autres, avec exemption du chien de l'aveugle.

Taxe sur les bestiaux.— Cette taxe, qui n'est pas imposée dans toutes les provinces, a pour but de former un fonds spécial destiné à venir au secours des fermiers qui perdent leur bétail par des maladies épizootiques, c'est une espèce d'assurance mutuelle. Dans la dernière période décennale la taxe n'a été perçue que dans la Flandre orientale.

Les *revenus patrimoniaux* des provinces ont peu d'importance, et représentent à peine un chiffre de 7,000 fr. pour les neuf provinces. Ils consistent dans le produit des herbages croissant sur les francs-bords des canaux, dans des

redevances pour concession de terrains dépendant des canaux et dans le produit de location de terrains.

A ces sources de revenus, nous en voyons, pendant que nous écrivons ces lignes, s'ajouter deux nouvelles dans l'ordre des taxes provinciales belges.

Taxe sur les voitures de luxe et sur les voitures mixtes. — Nous les trouvons écrites dans les budgets des recettes de Liège et de Hainaut pour 1866.

Taxe sur les permis de port d'armes de chasse. — Les budgets de la Flandre orientale, du Hainaut et de Liège, pour 1867, contiennent le vote de cette imposition qui, pour le Hainaut, est l'objet d'une réserve dans l'arrêté royal d'approbation, en tant qu'elle porterait sur les permis non délivrés dans la province, et dont il y serait seulement fait usage.

Enfin, une dernière ressource des provinces, à savoir les *subsides de l'État et des communes*, essentiellement variables et précaires dans leur chiffre, sont de diverses natures : les uns ont pour but de concourir à des dépenses extraordinaires, telles que constructions de routes, canaux et autres ouvrages d'art ; les autres à des dépenses ordinaires, frais d'entretien d'enfants trouvés, frais de casernement de la gendarmerie, etc.

Nous extrayons de l'*Exposé de la situation du royaume de Belgique, de 1851 à 1860*, les renseignements ci-après sur les budgets des recettes provinciales, pendant la dernière période décennale. Les chiffres que nous donnons, résultent d'un grand nombre de calculs ; nous avons lieu toutefois de croire, d'après l'attention avec laquelle ces calculs ont été faits, que s'il s'y rencontre quelque erreur, elle est très-légère.

ANNÉES.	CENTIMES additionn. ordinaires et extra-ord. aux impôts de l'État.	FERMAGE des barrières	TAXE sur les chiens.	TAXE sur les bestiaux (flandre occident.)	DROITS de nav. de péage et autres analogues	SUBSIDES du gouver- nement.	EXCÉDANT des exercices antérieurs, emprunt ¹ , recettes diverses.	TOTAUX.
1851.....	2.888.843	476.418	291.100	910.300 ²	95.857	265.648	1.775.776	5.983.942
1852.....	2.911.995	488.765	294.410	42.725	85.207	327.370	671.314	4.821.786
1853.....	2.895.812	481.371	304.621	42.725	54.772	275.649	1.489.750	6.544.600
1854.....	2.982.480	527.908	353.300	42.725	33.669	382.337	1.440.000	5.762.399
1855.....	3.064.125	622.629	353.345	50.250	23.377	329.672	1.190.255	5.533.653
1856.....	3.134.889	439.358	365.345	50.250	23.584	333.990	903.407	6.250.823
1857.....	3.229.311	443.312	362.345	50.250	16.452	307.058	3.684.776	8.092.504
1858.....	3.242.884	418.343	364.711	50.250	15.061	264.526	989.045	5.345.020
1859.....	3.290.632	429.961	366.711	50.250	16.448	280.371	1.618.042	6.051.315
1860.....	3.303.265	415.095	379.211	67.144	16.381	268.405	1.804.164	5.751.665

Voici, du reste, d'après le même ouvrage, le budget détaillé des recettes de chaque province, pour l'exercice 1860.

Budget de la province d'ANVERS. (471,908 h.)

Excédant des exercices antérieurs.	12.934
Centimes additionnels aux contributions de l'État : ordinaires. . .	156.107
id. id. extraordinaires	170.012
Fermage des barrières.	48.028
Droits de navigation, de péage et autres revenus de cette nature. .	1.917
Subsides du gouvernement :	
Pour construction de routes, canaux et autres ouvrages.	11.818
— frais d'entretien d'enfants trouvés.	16.500
— frais de casernement de la gendarmerie.	3.270
Autres subsides.	5.600
Taxe sur les chiens.	42.000
Fonds provenant d'emprunts.	25.000
Recettes diverses.	20.497
TOTAL.	513.683

Budget de la province de BRABANT. (839,301 h.)

Excédant des exercices antérieurs.	80.337
Centimes additionnels aux contributions de l'État : ordinaires. . .	788.520
id. id. extraordinaires	7.680
Fermage des barrières.	94.172
A reporter.	970.709

¹ Voici le chiffre des emprunts contractés et portés en recettes aux budgets pendant la période décennale de 1851 à 1860 : 4,304,775 fr.

² Sur ce chiffre ont été perçus 144,000 fr. pour la caisse d'assurance agricole, grêle, etc.

	Report.	970.709
Subsides du gouvernement :		
Pour frais d'entretien d'enfants trouvés.		66.008
— frais de casernement de la gendarmerie.		8.000
Autres subsides.		8.050
Taxe sur les chiens.		80.000
Recettes diverses.		53.000
TOTAL.		1.185.759

Budget de la province de FLANDRE OCCIDENTALE. (652,372 h.)

Excédant des exercices antérieurs.	95.630
Centimes additionnels aux contributions de l'État : ordinaires.	205.921
id. id. extraordinaires.	240.242
Fermage des barrières.	44.214
Droits de navigation, de péage, et autres de cette nature.	12.872
Subsides du gouvernement pour frais de casernement de la gendarmerie.	3.700
Taxe sur les bestiaux.	67.144
Taxe sur les chiens.	37.500
Recettes diverses.	10.513
TOTAL.	717.736

Budget de la province de FLANDRE ORIENTALE. (816,232 h.)

Excédant des exercices antérieurs.	46.124
Centimes additionnels aux contributions de l'État : ordinaires.	247.123
id. id. extraordinaires.	217.303
Fermage des barrières.	36.014
Droits de navigation, de péage et autres revenus de cette nature.	1.592
Subsides du gouvernement :	
Pour frais d'entretien d'enfants trouvés.	15.300
— frais de casernement de la gendarmerie.	4.400
Autres subsides.	8.200
Recettes diverses.	8.484
TOTAL.	584.540

Budget de la province de HAINAUT. (845,961 h.)

Excédant des exercices antérieurs.	81.629
Rappel des fonds non employés dans les exercices antérieurs.	139.175
Centimes additionnels aux contributions de l'État : ordinaires.	228.659
id. id. extraordinaires.	214.549
Fermage des barrières.	63.325
A reporter.	727.337

	Report.	727.337
Subsides du gouvernement :		
Pour construction d'édifices publics.		50.250
— frais d'entretien d'enfants trouvés		4.907
— frais de casernement de la gendarmerie.		5.200
Autres subsides.		22.760
Taxe sur les chiens.		90.000
Intérêts et remboursement de capitaux placés.		11.530
Fonds provenant d'emprunts.		103.091
Recettes diverses.		41.120
TOTAL.		1.032.195

Budget de la province de LIÈGE. (554,739 h.)

Excédant des exercices antérieurs.	42.298
Rappel des fonds non employés dans les exercices antérieurs.	437.239
Centimes additionnels aux contributions de l'État : ordinaires.	141.900
id. id. extraordinaires.	167.856
Formages des barrières.	24.435
Subsides du gouvernement :	
Pour frais d'entretien d'enfants trouvés.	1.000
Taxe sur les chiens	35.000
Intérêts et remboursement de capitaux placés.	8.000
Recettes diverses.	7.200
TOTAL.	864.928

Budget de la province de LIMBOURG. (199,242 h.)

Excédant des exercices antérieurs.	8.358
Centimes additionnels aux contributions de l'État : ordinaires. . .	50.989
id. id. extraordinaires	79.285
Subsides du gouvernement :	
Pour frais de casernement de la gendarmerie.	3.000
Autres subsides.	6.750
Taxe sur les chiens.	20.711
Recettes diverses.	5.345
TOTAL.	<u>174.438</u>

Budget de la province de LUXEMBOURG (206,291 h.).

Excédant des exercices antérieurs.	23.064
Centimes additionnels aux contributions de l'État : ordinaires	41.264
id. id. extraordinaires.	159.019
Fermeage des barrières	21.000
A reporter.	244.347

LIVRE VII. — DES TAXES PROVINCIALES, ETC. 357

Report. 244.347

Subsides du gouvernement :

Pour frais de casernement de la gendarmerie.	3.500
Autres subsides.	15.300
Taxe sur les chiens.	26.000
Recettes diverses.	1.700

TOTAL. 290.847

Budget de la province de NAMUR. (306,975 h.).

Excédant des exercices antérieurs.	31.613
Centimes additionnels aux contributions de l'État : ordinaires	80.925
id. id. extraordinaires.	105.911
Fermage des barrières	81.907

Subsides du gouvernement :

Pour frais d'entretien d'enfants trouvés.	10.300
— frais de casernement de la gendarmerie.	4.000
Autres subsides.	14.600
Taxe sur les chiens	48.000
Fonds provenant d'emprunts.	10.000
Recettes diverses.	283

TOTAL. 387.539

SECTION II.

DES TAXES COMMUNALES.

Les principes qui régissent en Belgique l'administration financière des provinces, et dont on vient de lire l'exposé, sont également applicables aux communes. Il y a cependant cette différence, importante à noter, que le droit d'approbation et de contrôle est ici dévolu en grande partie, non à l'autorité royale ou à ses représentants, mais au délégué du conseil provincial, à la députation permanente. Celle-ci exerce sur l'ensemble des intérêts municipaux à la fois une tutelle et une juridiction contentieuse.

Chaque année, à des époques déterminées et distinctes, le conseil communal procède d'abord au règlement provisoire des comptes de l'exercice précédent; puis il délibère et vote sur le budget des recettes et dépenses pour l'année suivante. Le collège des bourgmestre et échevins est tenu de lui présenter, avant sa délibération, un rapport détaillé sur l'administration et la situation des affaires de la commune. La publicité des séances est obligatoire en cette matière, excepté pour le chapitre des traitements; elle est aussi exigée pour toute ouverture d'emprunt et pour le principe de toute dépense qui ne peut être couverte par les revenus de l'année ou le solde en caisse de la commune, ainsi que pour les moyens d'y faire face.

Toutes les recettes quelconques de la commune, celles que la loi lui attribue, ainsi que les excédants des exercices anté-

rieurs, doivent être annuellement portés et spécifiés au budget ¹.

¹ Loi communale du 30 mars 1836. — Il y a dans chaque commune un corps communal composé de conseillers élus directement par des électeurs censitaires, du bourgmestre et des échevins nommés par le roi dans le sein du conseil. Néanmoins le roi peut, de l'avis conforme de la députation provinciale, choisir le bourgmestre hors du conseil parmi les électeurs de la commune âgés de vingt-cinq ans accomplis. La durée des fonctions des membres du corps municipal est de six ans; ils se renouvellent par moitié. Le roi peut, pour inconduite notoire ou négligence grave, suspendre pour un terme maximum de trois mois, ou révoquer le bourgmestre. Le même droit appartient au gouverneur à l'égard des échevins, sur l'avis conforme de la députation permanente. — Le conseil communal s'assemble toutes les fois que l'exige les affaires comprises dans ses attributions, sur la convocation du collège des bourgmestre et échevins, lequel est tenu du reste d'obtempérer sur ce point à la demande exprimée par un tiers des membres en fonction. La publicité des séances est obligatoire lorsque les délibérations ont pour objet : 1° les budgets, à l'exception du chapitre des traitements, et les comptes; 2° le principe de toute dépense, qui ne peut être couverte par les revenus de l'année ou le solde en caisse, ainsi que les moyens d'y faire face; 3° la création d'établissements d'utilité publique; 4° l'ouverture des emprunts; 5° l'aliénation totale ou partielle des biens ou droits immobiliers, les échanges et transactions relatives à ces droits ou biens; les baux emphytéotiques, les constitutions d'hypothèques, les partages des biens indivis; 6° la démolition des édifices publics ou des monuments anciens. Le comité secret peut toutefois être ordonné. Les conseils ont le droit de faire des règlements d'ordre et de service intérieur, ainsi que d'allouer, sous l'approbation de la députation permanente, des jetons de présence à leurs membres. — Le conseil règle tout ce qui est d'intérêt communal; il délibère sur tout autre objet qui est renvoyé à son examen par l'autorité supérieure. Néanmoins sont soumises à l'avis de la députation permanente et à l'approbation du roi les délibérations sur les objets suivants : 1° les aliénations, transactions, échanges de biens ou droits immobiliers de la commune, les baux emphytéotiques, les emprunts et les constitutions d'hypothèques, le partage des biens immobiliers indivis, à moins que ce partage ne soit ordonné par l'autorité judiciaire; l'autorisation de la députation est suffisante lorsque la valeur n'exécède pas 1,000 fr. ou le dixième du budget des voies et moyens ordinaires, à moins que ce dixième ne dépasse 20,000 fr.; 2° les péages et droits de passage à établir dans la commune; 3° les actes de donation et les legs faits à la commune ou aux établissements communaux, lorsque la valeur excède 3,000 fr.; au-dessous de ce chiffre l'approbation de la députation permanente est suffisante. En cas de réclamation il est toujours statué par le roi sur l'acceptation, la répudiation ou la réduction de la donation ou du legs; 4° les demandes en autorisation d'acquérir des immeubles ou droits immobiliers; au-dessous de 3,000 fr., l'approbation de la députation est suffisante; 5° l'établissement, le changement ou la suppression des impositions communales et les règlements y relatifs; 6° le changement du mode de jouissance de tout ou partie des biens communaux; 7° la fixation de la grande voirie et les plans

On a déjà vu qu'aux termes de l'art. 110 de la Constitution, aucune charge, aucune imposition communale ne peut être établie que du consentement du conseil municipal. Celui-ci tient de cet article, ainsi que de la loi de 1836, un droit illimité pour le choix des voies et moyens et la quotité des taxes. Toutefois, et sans parler encore des dérogations appor-

généraux d'alignement des villes et des parties agglomérées des communes rurales; l'ouverture des rues nouvelles et l'élargissement des anciennes, ainsi que leur suppression; 8° la démolition des monuments de l'antiquité et les réparations à y faire, lorsque ces réparations sont de nature à changer le style ou le caractère des monuments. Les dispositions des n° 3 et 4 sont applicables aux établissements publics existant dans la commune, qui ont une administration spéciale. Sont soumises à l'approbation de la députation permanente les délibérations sur les objets suivants : 1° les actions à intenter ou à soutenir; 2° la répartition et le mode de jouissance des pâturages, affouage et fruits communaux, et les conditions à imposer aux parties prenantes lorsqu'il y a eu réclamation contre les délibérations de l'autorité communale; 3° les ventes, échanges et transactions qui ont pour objet des créances, obligations et actions appartenant à la commune, à l'exception des transactions sur les taxes municipales, lesquelles rentrent dans les attributions exclusives du conseil; le placement et le remploi de ses deniers; 4° les règlements relatifs au parcours et à la vaine pâture; 5° les règlements ou tarifs relatifs à la perception du prix de location des places dans les halles, foires, marchés et abattoirs, et de stationnement sur la voie publique, ainsi que des droits de pesage, mesurage et jaugeage; 6° la reconnaissance et l'ouverture des chemins vicinaux et sentiers conformément aux lois et aux règlements provinciaux; 7° les projets de construction, de grosses répartitions et de démolition des édifices communaux; 8° les budgets des dépenses communales et les moyens d'y pourvoir; 9° le compte annuel des recettes et des dépenses communales; 10° les règlements organiques des administrations des monts-de-piété. En cas de refus d'approbation, les communes intéressées peuvent recourir au roi. La députation permanente exerce aussi en matière électorale une juridiction contentieuse. Elle prononce, sauf recours en cassation, sur les réclamations qui se produisent à l'occasion de la formation des listes; elle peut, dans un délai de trente jours, soit d'office, soit sur réclamation, annuler, par arrêté motivé, les élections communales pour irrégularité grave. — Le conseil municipal fait les règlements communaux d'administration intérieure et les ordonnances de police municipale. Il approuve les budgets et les comptes des administrations des hospices, bureaux de bienfaisance et monts-de-piété; en cas de réclamation il est statué par la députation permanente; la députation doit, dans tous les cas, pour les communes placées sous les attributions des commissaires d'arrondissement, être saisie des budgets et comptes des divers établissements. Il nomme les répartiteurs ou répartit lui-même, conformément aux lois, le contingent des contributions directes. Il arrête les conditions de location ou de fermage et de tout autre usage des produits et revenus des pro-

tées par la loi du 10 avril 1841, relative aux chemins vicinaux, et par celle du 18 juillet 1860, sur l'abolition des octrois, ce droit comporte deux restrictions : la nécessité de l'approbation de l'autorité supérieure; l'inscription d'office au budget de certaines dépenses dénommées obligatoires. Est soumise à l'avis de la députation permanente et à

priétés et droits de la commune ainsi que les conditions des adjudications et fournitures. Lorsque les actes d'adjudications ont pour objet une valeur de plus de 10,000 fr., ils doivent être soumis à l'approbation de la députation. Il en est de même pour ces actes et ceux de locations, quelle que soit leur importance, quand il s'agit de communes placées sous l'autorité des commissaires d'arrondissement. Il a, de même que les établissements publics, l'administration de ses bois et forêts, sous la surveillance de l'autorité supérieure, et conformément à la loi. Le conseil nomme le secrétaire et le receveur de la commune; les employés de tout grade des taxes municipales; les membres des administrations, des hospices et des bureaux de bienfaisance, sur une liste de candidats; les architectes et les employés chargés de la construction et de la conservation des bâtiments communaux; les professeurs et instituteurs attachés aux établissements communaux d'instruction publique, et en général tous employés et membres de commissions ressortissant à l'administration communale, sauf les exceptions déterminées par la loi, ou les nominations attribuées par le conseil lui-même au collège des bourgmestre et échevins. Il présente des candidats pour les places de gardes des bois communaux, gardes champêtres et commissaires de police, ainsi que pour les grades d'officiers dans la garde civique et autres analogues, dont la création du reste est subordonnée au consentement du conseil. Il révoque ou suspend les employés salariés, dont la nomination lui appartient; toutefois, en ce qui concerne le secrétaire et le receveur, l'approbation de la députation permanente est nécessaire. Lorsque le conseil a pris une résolution qui sort de ses attributions ou qui blesse l'intérêt général, le gouverneur peut en suspendre l'exécution. Dans ce cas la députation permanente décide si la suspension peut être maintenue, sauf l'appel au roi. Si l'annulation de la résolution n'intervient pas dans les quarante jours de la notification, la suspension est levée. Le roi peut, par un arrêté motivé, annuler les actes des autorités communales qui sortent de leurs attributions, qui sont contraires aux lois ou qui blessent l'intérêt général. L'annulation doit être prononcée dans les quarante jours de la réception de ces actes ou de leur approbation par la députation. Passé ce délai, le pouvoir législatif a seul le droit d'annuler. — *Le collège des bourgmestre et échevins* se réunit aussi souvent que l'exige la prompte expédition des affaires. Il est chargé 1° de l'exécution des lois, arrêtés et ordonnances de l'administration générale ou provinciale; 2° de la publication et de l'exécution des résolutions du conseil communal; 3° de l'administration des établissements communaux; 4° de la gestion des revenus, de l'ordonnement des dépenses de la commune et de la surveillance de la comptabilité; 5° de la direction des travaux communaux; 6° des alignements de la grande et de la petite voirie, confor-

l'approbation du roi, toute délibération ayant pour objet : 1^o l'établissement, le changement ou la suppression des impositions communales et des règlements y relatifs; 2^o les péages et droits de passage; 3^o les emprunts. L'autorisation de la députation est suffisante dans ce dernier cas, si la valeur de l'emprunt n'excède pas 4,000 francs, ou le dixième du budget des voies et moyens ordinaires, à moins que ce dixième ne soit supérieur à 20,000 francs. Cette autorisation est aussi seule requise pour les règlements ou tarifs relatifs à la perception du prix de location des places dans les halles, foires, marchés et abattoirs, et de stationnement sur la voie publique, ainsi que des droits de pesage, mesurage et jaugeage.

Le budget des recettes et dépenses de la commune, ainsi que le compte annuel, après avoir été publiés par la voie des affiches, sont transmis à la députation permanente qui les arrête définitivement, sauf recours au roi.

La députation a le droit, sauf le même recours, de porter d'office au budget les dépenses obligatoires, que le conseil aurait omis d'y inscrire, et d'augmenter les crédits reconnus insuffisants.

mément aux plans généraux adoptés, et de l'approbation des plans de bâtisse à exécuter par les particuliers, sauf recours, suivant les cas, à l'autorité supérieure, à la députation provinciale et aux tribunaux; 7^o des actions judiciaires de la commune; 8^o de l'administration des propriétés de la commune et de la conservation de ses droits; 9^o de la surveillance des employés salariés par la commune, qu'il a droit de suspendre; 10^o de l'entretien des chemins vicinaux et cours d'eau, conformément aux lois et aux règlements de l'autorité provinciale. Il a la surveillance des hospices, bureaux de bienfaisance et monts-de-piété. Il est chargé de la tenue des registres de l'état civil, ainsi que la garde de ces registres, des titres et archives. Il a la police des spectacles, le soin d'assurer la moralité et la tranquillité publiques. — *Le bourgmestre*, président du conseil et du collège, officier de l'état civil, est spécialement chargé de l'exécution des lois et règlements de police; il peut requérir la force armée et fait des ordonnances en cas d'émeute et d'attroupement; il peut déléguer ses attributions à un des échevins. Des traitements peuvent être alloués aux bourgmestre et échevins, par la députation permanente, sur la proposition des conseils communaux.

Sont *obligatoires* toutes les dépenses mises à la charge de la commune par les lois, et spécialement les suivantes : 1° l'achat et l'entretien des registres de l'état civil ; 2° l'abonnement au *Bulletin des lois* et au *Mémorial administratif* ; 3° les contributions assises sur les biens communaux ; 4° les dettes de la commune liquidées et exigibles, et celles qui résultent de condamnations judiciaires à sa charge ; 5° les traitements du bourgmestre, des échevins, du secrétaire, du receveur et des employés de la commune, des commissaires et agents de police, des gardes champêtres et forestiers ; 6° les frais de bureau de l'administration communale ; 7° l'entretien des bâtiments communaux, ou le loyer des maisons qui en tiennent lieu ; 8° le loyer ou l'entretien des locaux servant aux audiences de la justice de paix et au greffe du tribunal de police communale, et l'achat ou l'entretien du mobilier des mêmes locaux, les frais des chambres de commerce, dans la proportion déterminée par la loi ; 9° les secours aux fabriques d'église et aux consistoires, conformément aux dispositions sur la matière, en cas d'insuffisance constatée des moyens de ces établissements ; 10° les frais que la loi sur l'instruction publique met à la charge des communes, ainsi que ceux de l'instruction primaire ; 11° les dépenses relatives à la police de sûreté et de salubrité locales ; 12° les dépenses de la garde civique ; 13° l'indemnité de logement des ministres des cultes, conformément aux dispositions existantes, lorsque le logement n'est pas fourni en nature ; 14° les frais d'impression nécessaires pour les élections communales, pour celles des tribunaux de commerce et pour la comptabilité communale ; 15° les pensions accordées par la commune à ses anciens employés ; 16° les frais d'entretien et de traitement des aliénés indigents, et ceux d'entretien des indigents retenus dans les dépôts de mendicité, admis dans les hôpitaux ou

reçus provisoirement, du consentement de la commune, dans les hospices des communes, où ils n'ont pas droit à des secours publics, s'il n'est pas subvenu à ces frais par les établissements des hospices ou de bienfaisance, sans préjudice des subsides à fournir par les provinces ; 17° les frais d'entretien et d'instruction des aveugles et sourds-muets indigents, sans préjudice des subsides à fournir par les provinces ou par l'État, lorsqu'il sera reconnu que la commune n'a pas les moyens d'y pourvoir sur ses ressources ordinaires ; 18° les frais d'entretien des enfants trouvés, dans la proportion déterminée par la loi ; 19° les dépenses de la voirie communale et des chemins vicinaux, des fossés, des aqueducs et des ponts qui sont légalement à la charge de la commune.

Si le conseil communal alloue une dépense obligatoire, et que la députation permanente la rejette ou la réduise, ou si la députation, d'accord avec le conseil, se refuse à l'allocation, ou n'alloue qu'une somme insuffisante, il est statué par arrêté royal.

Lorsqu'une des dépenses obligatoires intéresse plusieurs communes, elles y concourent toutes, proportionnellement à l'intérêt qu'elles peuvent y avoir ; en cas de refus ou de désaccord, il est statué par la députation permanente, sauf recours au roi.

Quant aux dépenses facultatives, la députation ne peut ni en introduire de nouvelles, ni accroître les crédits qui leur sont affectés, mais elle a le droit de les réduire. Toute allocation ainsi réduite, ne peut être dépensée par le collège des bourgmestre et échevins, sans une nouvelle délibération du conseil municipal qui l'y autorise.

Aucun article des dépenses du budget ne peut être dépassé, et aucun transfert ne peut avoir lieu sans le consentement exprès de la députation permanente. C'est à elle que le conseil communal doit demander l'autorisation pour toute

dépense non inscrite au budget et que des circonstances imprévues rendraient nécessaire. Toutefois, en cas d'urgence, le conseil et même le collège peuvent pourvoir immédiatement à la dépense, à charge d'en référer ensuite à qui de droit.

S'il y a refus ou retard d'ordonnancer le montant des dépenses que la loi met à la charge des communes, la députation permanente, après avoir entendu le conseil communal, en délibère et ordonne, s'il y a lieu, que la dépense soit immédiatement soldée. Cette décision tient lieu de mandat, et le receveur de la commune est tenu, sous sa responsabilité personnelle, d'en acquitter le montant.

Ainsi se trouve complété le système d'action de l'autorité supérieure, en cas de résistance de la part de la commune à l'exécution de la loi.

L'établissement de toute imposition, avons-nous dit, est subordonné à une autorisation préalable de l'administration supérieure. Quand l'autorisation de répartir une contribution a été accordée, le projet de rôle de répartition formé en conformité des dispositions existantes, après avoir été arrêté provisoirement par le conseil communal, est soumis, pendant quinze jours au moins, à l'inspection des contribuables de la commune, sur l'avis qui en aura été publié; pendant ce temps, les contribuables, qui se croiraient lésés par leur cotisation, peuvent réclamer auprès du conseil. Quelle que soit la décision du conseil sur ces réclamations, il est tenu de joindre à l'envoi, qu'il en fait à la députation permanente, toutes les demandes, requêtes, réclamations qui lui ont été adressées contre le projet ¹.

¹ Le mode de répartition par le conseil municipal n'est pas accepté sans contestation en Belgique. Un mémoire publié en 1851 sous ce titre : *Le Capital et le Revenu, bases de l'impôt dans les communes rurales*, s'exprime ainsi à cet égard : « La création, dans chaque commune, d'un corps de répartiteurs indépendants de l'élément électoral, paraîtrait destinée à aplanir bien des difficultés. Ce collège.

Tout contribuable, qui se croit surtaxé, peut en outre, dans le mois à dater de la délivrance de l'avertissement, adresser une réclamation à la députation permanente, qui prononce après avoir entendu le conseil communal.

Les contributions permanentes ou temporaires ne peuvent être mises en recouvrement qu'après que les rôles ont été rendus exécutoires par la députation.

Les centimes additionnels aux impôts de l'État sont recouvrés conformément aux lois sur la matière, et les impositions communales directes sont perçues d'après les règles établies pour la perception des impôts au profit de l'État.

Les principales ressources des communes consistent en revenus patrimoniaux ; centimes additionnels aux contributions directes ; centimes et prestations pour les chemins vicinaux ; cotisations personnelles ; impôts sur les jouissances, impositions indirectes de diverses natures ; enfin dans la part attribuée à chaque commune (au prorata du principal de la contribution foncière sur les propriétés bâties, de la contribution personnelle et des cotisations des patentes), dans un fonds dit communal et formé d'un prélèvement sur certains impôts généraux. Ce fonds a été institué par la loi du 18 juillet 1860 pour parer au déficit résultant de la suppression des octrois, que cette même loi a prononcée.

Nous allons examiner ces divers articles de recettes, en négligeant les revenus patrimoniaux qui paraissent considérables dans plusieurs communes, d'après l'exposé des motifs de la loi de 1860, mais qui sont en dehors du sujet de cet ouvrage. Nous suivrons la division des taxes communales en taxes directes et taxes indirectes, adoptée par

présidé, au besoin, par un fonctionnaire public que l'État ou la province désignerait, aurait le pouvoir de se faire délivrer tous les documents propres à éclairer sa religion : puis il soumettrait un travail complet aux élus de la commune.... Cette innovation, reconnue implicitement légale par l'art. 80 de la loi communale, rencontrerait de la sympathie et n'aurait rien d'insolite... »

M. Leemans, en la comprenant dans le sens qui résulte de notre interprétation de ces termes ¹. Nous ferons une dernière catégorie des ressources du fonds communal pour le remplacement des octrois ².

¹ Voyez tome I^{er}, p. 13.

² *Des Impositions communales en Belgique*, par Hubert Leemans; Bruxelles et Liège, 1866.

ARTICLE 1.

IMPOSITIONS COMMUNALES DIRECTES.

Cette rubrique contient un grand nombre de taxes diverses, au nombre de trente-et-une espèces différentes détaillées dans l'ouvrage de M. Leemans. Nous ne nous en occuperons pas avec une attention égale; celles d'entre elles surtout qui sont la compensation de certains services spéciaux nous paraissant d'un moindre intérêt, et le principe de libre variété, qui domine le législateur belge dans la matière qui nous occupe, ne pouvant laisser l'espoir à un écrivain d'être jamais complet dans l'énumération des taxes communales. Nous mentionnerons seulement les principales, et celles qui nous ont paru les plus propres à fixer l'attention ¹.

§ 1. — CENTIMES ADDITIONNELS.

Aux termes de l'article 15 de la loi du 12 juillet 1821, fixant les bases des impositions de l'ancien royaume des Pays-Bas, il était perçu au profit des communes cinq ou sept centimes additionnels au principal des contributions directes. Le régime, inauguré en 1830, a eu pour conséquence de supprimer toute limitation dans le nombre de ces centimes, qui continuent cependant à être distingués en

¹ Outre les taxes spéciales ou impôts sur la propriété et l'industrie, M. Leemans mentionne des centimes additionnels au droit sur le débit de cigares et de tabac, et au droit de débit sur les boissons alcooliques. (P. 76.)

ordinaires et extraordinaires. Leur produit total a été, en 1859, de 4,043,171 fr. et, en 1861, de 4,147,192 fr.; les centimes extraordinaires figurent dans le premier chiffre pour 2,270,484 fr., et dans le second pour 2,364,354 ¹.

Aux termes de l'article 2, n° 5, § 2 de la loi du 30 juin 1865, l'approbation de la députation permanente du conseil provincial dispense de l'approbation du roi, lorsqu'il s'agit de centimes additionnels au principal des contributions foncière et personnelle, et du droit de patente, à moins que le nombre total en dépasse *vingt*, y compris les sept centimes ordinaires perçus en vertu de la loi de 1821.

§ 2. — CENTIMES ET PRESTATIONS POUR CHEMINS VICINAUX.

La loi réglementaire en cette matière date du 10 avril 1841, et, contrairement au principe général, en même temps qu'elle met les dépenses relatives aux chemins vicinaux à la charge des communes, elle détermine les ressources auxquelles, en cas d'insuffisance de leurs revenus ordinaires ², les communes seront tenues de recourir. Ces ressources sont :

1° Une prestation d'une journée de travail à fournir par chaque chef de famille ou d'établissement qui ne paie pas 3 fr. de contributions directes, tout autant qu'il n'est pas indigent ;

2° Une prestation de deux journées de travail à fournir par chaque chef de famille ou d'établissement payant au moins 3 fr. de contributions ;

¹ Rapport sur l'exécution de la loi du 18 juillet 1860 pendant l'année 1861. Annexes.

² Ne sont pas comprises, sous la dénomination de revenus ordinaires, les répartitions personnelles sur les habitants.

3° Une prestation de deux journées de chaque cheval, bête de somme, de trait ou de selle au service des familles ou des établissements dans la commune, à fournir avec conducteurs et moyens de transport par les propriétaires usufruitiers et détenteurs.

Ces diverses prestations sont de droit converties en argent si le contribuable n'a pas déclaré, dans le délai d'un mois, son intention de les exécuter en nature. Les prestations en nature peuvent être converties en tâches ;

4° Des centimes spéciaux en addition au principal des contributions payées dans la commune, patentes comprises. Les centimes spéciaux doivent toujours concourir pour un tiers au moins dans la dépense. Le but de cette disposition est de faire contribuer pour une part légitime les propriétaires à l'entretien des voies de communication, et d'empêcher que les habitants de la commune, les fermiers surtout, ne soient trop chargés.

Le produit total des diverses bases, ci-dessus énumérées, ne peut qu'en vertu d'un arrêté royal excéder le dixième du montant en principal de toutes les contributions directes de la commune.

Les ressources, créées par la loi de 1841, forment un fonds spécial qui ne peut être employé à un autre service.

Des règlements provinciaux déterminent le mode de contributions aux dépenses des chemins vicinaux à la charge des villes. C'est aussi la députation permanente qui règle la part contributive de chaque commune aux dépenses des chemins d'intérêt commun.

D'après le rapport sur l'exécution de la loi du 18 juillet 1860, pendant l'année 1861 (annexe Y), le montant des ressources communales, affectées au service de la voirie vicinale, s'est élevé en 1859 à 4,827,217 fr., et en 1861 à 6,046,407 fr. Ce total ne comprend pas, à ce que nous

croyons, sans pouvoir toutefois l'affirmer, le produit des journées de prestation, soit en nature, soit en argent.

§ 3. — COTISATIONS PERSONNELLES.

La cotisation personnelle est une véritable capitation, un impôt de répartition basé sur la fortune présumée de chaque habitant. Elle forme une des principales ressources des communes rurales, et se trouve inscrite dans près de dix-huit cents budgets communaux.

L'idée de ce mode de taxation se montre à l'état pratique dès l'origine des communes belges. Le système, actuellement appliqué, a été inauguré ou pour mieux dire régularisé par l'arrêté royal du 4 octobre 1816; les dispositions de cet arrêté doivent être présentement mises en rapport avec les principes consacrés par la constitution de 1831 et la loi communale de 1836. Nous trouvons du reste dans le mémoire, présenté par MM. de Gronckel et Veydt, à la commission provinciale du Brabant, pour l'abolition des octrois, l'exposé des principales règles, qui président à l'établissement et à la répartition de la cotisation personnelle.

Le budget annuel des recettes de chaque commune détermine quelle somme l'impôt devra produire pour répondre aux nécessités prévues. Le montant varie dans les diverses communes du Brabant depuis 200 fr., à Kerckom, jusqu'à 53,000 fr., produit de la taxe à Saint-Josse-ten-Noord. Le maximum du rôle ainsi que les bases sont fixés par arrêté royal, sur l'avis de la députation permanente; il ne peut y être ensuite rien changé sans la même autorisation. Afin de faciliter la répartition, les contribuables sont divisés en autant de classes qu'une proportionnalité générale et approximative semble l'exiger; chaque classe est imposée

ensuite pour une somme calculée d'après la capacité moyenne de ceux qui la composent.

Voici le rôle de Saint-Josse-ten-Noode, inséré dans le mémoire de MM. Gronckel et Veydt.

NUMÉRO des classes.	POPULATION par classe.	SOMME		PRODUIT		TOTAL.
		en principal	en additionnels	en principal	en additionnels	
1	16	252' 80	23' 28	4,044' 80	404' 48	4,449' 28
2	3	174 54	17 46	5,061 40	506 14	5,567 54
3	28	174 53	17 46			
4	27	126 10	12 61	3,404 70	340 47	3,745 17
5	44	87 30	8 73	3,811 20	381 12	4,192 32
6	74	58 20	5 82	4,306 80	430 68	4,737 48
7	64	48 50	4 85	3,104 "	310 40	3,414 40
8	84	38 80	3 84	3,259 20	325 92	3,585 12
9	84	29 10	2 91	2,444 40	244 44	2,688 84
10	71	24 25	2 42			
11	72	24 25	2 42	3,467 75	346 78	3,814 53
12	305	19 40	1 94	5,917 "	594 70	6,508 70
13	281	14 55	1 46	4,088 55	410 26	4,498 81
14	328	9 71	" 97	3,181 60	318 16	3,499 76
15	355	6 80	" 68	2,414 "	241 40	2,655 40
16	81	4 84	" 47			
17	89	4 84	" 48	822 80	80 79	903 59
18	158	2 70	" 27			
19	80	2 69	" 27	641 80	64 26	706 06
	2,212			50,000' "	5,000' "	55,000' "

« Tout se fait en quelque sorte, dit le mémoire auquel nous empruntons ces détails, par tradition en cette matière ; l'arrêté de 1816 lui-même, s'il n'est pas légalement abrogé, est tombé en désuétude, délaissé dans l'application et peu compatible, au fond, dans ses dispositions essentielles avec les institutions belges. Cette absence de règles écrites est un indice certain de la force de l'institution ; elle prouve que les citoyens se soumettent, pour ainsi dire instinctivement, au principe d'équité contributive qui forme la base des impôts directs, cependant le défaut de règles fixes peut donner lieu à des inconvénients et ouvrir la porte à l'arbitraire. »

Nous devons nous occuper d'abord de la *matière imposable*. Aux termes de l'arrêté de 1816, la répartition est

établie selon trois bases : la fortune, la consommation, l'impôt personnel, Mais cette distinction n'a jamais été rigoureusement suivie ¹. La combinaison des trois bases constituait aux yeux des communes belges, une espèce de métaphysique financière dont elles se sont immédiatement affranchies en n'ayant égard qu'à la fortune seule. Une circulaire émanée du gouvernement provincial d'Anvers, le 18 février 1829, en donne la preuve : « Les administrations locales du plat pays, y est-il dit, ont laissé tomber en désuétude les lois et règlements selon lesquels la taxe personnelle devait avoir principalement pour base la consommation présumée de certains objets reconnus comme matière imposable. » En théorie, on soutient encore que, l'arrêté de 1816 n'ayant pas été abrogé par la loi communale, ses dispositions doivent être observées, mais en fait on peut constater qu'avec l'assentiment tacite des autorités, les conseils communaux ont fait dévier l'application de la loi de son type primitif.

Divers documents administratifs, ayant tous l'arrêté du 4 octobre 1816 pour point de départ, et notamment des circulaires du gouvernement provincial luxembourgeois en

¹ Une circulaire de la députation permanente du Brabant disait à ce sujet, le 7 février 1824 : « Nous avons l'honneur de vous informer qu'attendu que les répartitions des charges communales doivent être basées sur le personnel, les rôles de répartitions destinés à subvenir aux dépenses de l'exercice courant peuvent être dressés suivant les bases indiquées ci-après : A, la contribution personnelle; B, la fortune présumée des habitants; C, leur consommation présumée. Les bases sur lesquelles est établie la loi actuelle sur la contribution personnelle sont, en effet, très-propres à déterminer le contingent que l'habitant doit fournir dans le rôle de répartition de la commune. Toutefois, si les administrations locales jugeaient qu'en prenant pour base de répartition la contribution personnelle seulement, on ne pourrait pas atteindre et faire contribuer dans une juste proportion tous les habitants de la commune, dans ce cas la fortune ou la consommation présumées peuvent être prises en considération comme moyens auxiliaires, mais ne pourront pas être suivies sans les combiner avec la base de la loi sur le personnel, ou bien on pourra fixer, suivant lesdites trois bases réunies, le contingent que chaque habitant devra supporter dans le rôle de répartition. »

date du 21 mai 1820, 20 mai 1824 et 24 février 1829, déterminent ce qu'il faut entendre par matière imposable.

« Si la fortune présumée forme la base de la répartition, elle sera évaluée en revenu ou en capital.

» Par revenu, l'on entend le montant total en numéraire, des produits que chaque habitant retire annuellement des biens et capitaux qui lui appartiennent, ainsi que des commerces, professions, industries, fonctions et emplois qu'il exerce. Comme ces derniers produits sont précaires, on ne les compte que pour moitié.

» Par capital, on entend la valeur totale, en numéraire, des biens et capitaux qui appartiennent à chaque habitant, augmentés de 10 fois le produit annuel des commerces, professions, industries, fonctions et emplois qu'il exerce.

» Quelle que soit la base des répartitions, chaque habitant sera porté au rôle pour la matière imposable de toutes les personnes qui composent sa famille et ménage, à l'exception de celles qui seraient cotisées séparément pour une fortune personnelle.

» Dans le nombre de mois d'absence, l'on ne comprendra pas les absences d'une ou de plusieurs personnes de la famille, lorsque le ménage ne cesse pas entièrement. Dans tous les cas l'on négligera les fractions de mois et l'on n'aura aucun égard aux absents qui ne s'élèveraient pas à trois mois par an. »

La distinction entre les produits précaires et les revenus de capitaux fonciers ou autres est essentielle; parmi les cultivateurs il n'a pas été difficile de déterminer, par localité, une règle générale pour apprécier le bénéfice net du produit de la terre exploitée respectivement par le propriétaire ou par le fermier. Le bénéfice de ce dernier est évalué à la moitié du profit que réalise le propriétaire du sol exploitant lui-même.

Si nous passons maintenant aux *contribuables*, nous voyons que l'impôt est dû par tout chef de famille ou célibataire jouissant d'une fortune quelconque. « Quiconque, dit l'article 3 de l'arrêté de 1816, habite dans une commune soit pendant l'année entière, soit pendant trois mois de l'année, consécutivement ou avec interruption, ne pourra, sous aucun prétexte, et quand même il serait domicilié ailleurs, être exempt des impositions communales, si ce n'est pour cause d'indigence dûment constatée. »

La circulaire, citée plus haut, du gouvernement provincial de Luxembourg éclaircit encore davantage ce point. On y lit parmi d'autres instructions : « Le rôle comprendra tous les chefs de famille et toutes les autres personnes qui jouissent et disposent d'une fortune personnelle, pourvu qu'ils habitent la commune pendant le quart de l'année au moins, soit par eux-mêmes, soit par leur famille et ménage. »

Et cependant il s'élève à cet égard, dans la pratique, une multitude de réclamations, et la plus grande diversité règne dans l'application.

Une question plus difficile à résoudre se présente souvent au sujet du nombre de mois ou de jours pendant lesquels il faut habiter une commune pour y être soumis à la taxe. On est généralement d'accord que les dispositions de l'arrêté de 1816 doivent être suivies aussi longtemps qu'il n'y a pas été dérogé par un règlement communal nouveau dûment approuvé. Or comme le terme de trois mois tend à accorder beaucoup d'exemptions parmi les habitants des villes qui vont passer à la campagne une partie de la belle saison, les communes rurales changent, chacune à sa façon, la disposition dont il s'agit. Il en résulte des conflits et des abus étranges qu'une loi s'appliquant au pays entier pourrait seule faire cesser.

Une innovation heureuse a été introduite dans les derniers temps, ajoute le mémoire déjà cité, et mérite d'être signalée pour qu'on l'applique partout où l'occasion se présente. Souvent il arrive que de grands établissements industriels, dont les propriétaires habitent la ville, ont leur siège dans les communes rurales ; c'est une ressource, parfois, pour les travailleurs des environs tant que la fabrique est en prospérité, mais en temps de crise il en résulte des charges écrasantes pour la commune obligée de pourvoir à l'entretien des ouvriers qui ont acquis leur domicile de secours autour de l'établissement. D'ailleurs, en cas de maladie, d'incapacité au travail par suite d'accidents ou de vieillesse, l'administration locale doit pourvoir à l'entretien de ces invalides de l'industrie, et veiller, en tout temps, au maintien de l'ordre. Ces établissements ont été, comme tels, imposés au rôle avec l'agrément de la députation permanente, mais non sans contestation de la part des intéressés, qui se sont pourvus, mais sans succès, devant les tribunaux contre la légalité de la mesure.

Une fois dressé, d'après les principes que nous venons d'indiquer, le projet de répartition est affiché pendant quinze jours à la porte de la maison communale ; tout contribuable, qui se croit lésé a le droit, ainsi que nous l'avons déjà dit du reste, de réclamer auprès du conseil. Celui-ci statue sur les réclamations produites, arrête définitivement le rôle, et le transmet à la députation permanente.

La cotisation personnelle a été souvent, en Belgique, l'objet de vives attaques. « Les effets de cette taxe, disait M. de Brouckère, en 1847, dans un mémoire présenté à la commission instituée pour la révision des octrois communaux, ne sont douteux pour personne : elle atteint directement les individus ; elle les frappe arbitrairement, d'après des présomptions dont le principe lui-même est injuste,.....

elle dépend du caprice des autorités locales et peut devenir une arme dangereuse dans les mains des partis qui divisent trop souvent les communes... » Et, rappelant les émeutes auxquelles avait donné lieu, dans quelques villes, et notamment à Gand, les tentatives faites pour substituer l'octroi à la capitation, l'auteur du mémoire déclarait qu'il repoussait de toutes ses forces la taxe de répartition ayant son principe dans la fortune présumée des habitants.

Animée du même esprit, la commission, à laquelle s'adressait M. de Brouckère, était unanimement d'avis que la suppression des octrois, qu'elle proposait, devait avoir pour conséquence obligatoire celle des cotisations personnelles.

Le projet, présenté le 4 mars 1860 pour l'abolition des octrois municipaux, et qui est devenu la loi du 18 juillet de la même année, n'a pas été aussi radical. L'exposé des motifs avait signalé, il est vrai, les inconvénients considérables de la cotisation « qu'on accusait les conseils communaux de répartir arbitrairement, en en faisant un instrument de coterie, un moyen de surtaxer les forains qui venaient passer une partie de l'année à la campagne, » et un article proposait de la comprendre parmi les taxes que les communes devaient réduire en échange de leur quote part du fonds nouveau créé. Mais cet article a disparu dans la discussion, pour des motifs que nous indiquerons plus tard. Toutefois, en fait, les cotisations ont notablement diminué depuis 1860.

En 1859 leur produit avait été de	4,098,148 fr.
En 1861 il n'a plus été que de	3,081,613
Différence.	<u>1,016,535 fr.</u>

Ces deux totaux se décomposent ainsi qu'il suit :

Anciennes communes à octroi.

1859. 22 communes.	283,835 fr.
1861. 13 communes.	122,908
Différence en moins	160,927 fr.

C'est une réduction de 56 p. 100 dans le produit et d'un peu moins de moitié dans le nombre des communes ; mais parmi celles qui ont supprimé la cotisation figurent Bruxelles, Gand, Malines, Courtrai.

Communes sans octroi.

1859. 1,565 communes, sur 2,460 ¹	3,814,313 fr.
1861. 1,537 communes, id.	2,958,704
Différence en moins.	855,609 fr.

La réduction, insignifiante ici sur le nombre des communes s'élève à plus de 22 p. 100 du produit.

La cotisation n'est pas également répartie dans toute la Belgique. Deux provinces, la Flandre orientale et la Flandre occidentale absorbent plus de la moitié du produit ci-dessus indiqué ; tandis que dans ces deux provinces ainsi que dans celle d'Anvers la presque totalité des communes recourent à la taxe ², il y en a dans le Luxembourg que 72 sur 201, et dans la province de Namur que 51 sur 347 communes qui y aient recours. C'est une taxe qui convient plus à l'esprit flamand qu'à l'esprit wallon.

¹ En 1847, suivant le rapport de la commission instituée par arrêté du 9 novembre, 1,765 communes s'imposaient des cotisations personnelles ; le produit était de 3,148,457 fr. En 1852 il s'éleva à 3,338,139 fr.

² Flandre occidentale, 249 communes, 237 où la cotisation est imposée.

Flandre orientale, 293 — 270 — —

Province d'Anvers, 147 — 143 — —

Rapport sur l'exécution de la loi du 18 juillet 1860, pendant l'année 1861. (Annexe Y.)

§ 4. — IMPOSITIONS SPÉCIALES SUR LES PROPRIÉTÉS.

Nous rangerons sous cette catégorie les taxes suivantes, relevées par M. Leemans dans certaines communes belges.

1° La taxe de répartition basée sur le revenu cadastral des propriétés bâties occupées par les habitants;

2° La taxe sur le revenu cadastral des propriétés foncières;

3° La taxe sur les fours à briques;

4° La taxe sur les maisons habitées, les fabriques, les usines et les magasins habités;

5° La taxe sur les établissements industriels;

6° La taxe sur l'exploitation des carrières.

M. Leemans expose en détail la signification de ces taxes, leur assiette, les villes qui y ont eu recours et souvent les questions auxquelles elles ont donné lieu.

On ne peut nier que la taxe sur le revenu cadastral des propriétés foncières, taxe qui, à Bruxelles, à Gand et à Alost, comprend expressément les propriétés exemptes de la contribution foncière, en vertu de la loi du 28 mars 1828, et qui, dans d'autres villes, telles que Schaerbeek et Spa n'atteint même que les maisons exemptes de la contribution foncière, ne ressemble un peu à une protestation contre le système des taxes de l'État. Aussi avons-nous vu plus haut¹ une taxe de même nature désapprouvée par le Gouvernement central, en tant que votée pour une province.

¹ P. 351.

§ 5. — TAXES DE COMPENSATION POUR CERTAINS SERVICES
OU AUTORISATIONS.

Cette catégorie assez nombreuse comprend :

1° Les taxes pour les trottoirs;

2° Les taxes pour l'ouverture des nouvelles rues et places publiques, pour le prolongement, l'élargissement et le redressement d'anciennes rues ;

3° Les taxes pour le pavage des rues et la construction des égouts.

4° Les taxes pour le balayage et l'arrosage des rues, quais et places publiques, et pour l'enlèvement des boues et immondices;

5° La taxe sur les bâtisses, les plantations d'arbres de haies vives et longeant la voirie ;

6° La taxe sur les constructions et reconstructions en général;

7° La taxe sur les constructions de maisons ;

8° La taxe sur les lieux d'aisances versant dans les canaux et rivières;

9° La taxe pour le service des gardes champêtres ;

10° La taxe pour l'entretien du corps des pompiers;

11° La taxe pour le service des veilleurs de nuit ;

12° La taxe d'éclairage ;

13° La taxe à la charge des tenanciers de bestiaux qui paissent sur les chemins publics.

Plusieurs de ces taxes se rapprochent de nos droits de voirie, et sous ce rapport c'est avec quelque réserve que nous les considérons comme directes avec M. Leemans.

Peut-être y aurait-il lieu de distinguer et de considérer seulement comme directes, parmi celles que nous venons

d'énumérer, les taxes qui donnent lieu à l'établissement de rôles, comme celles qui concernent le paiement du balayage et de l'arrosage des rues.

§ 6. — IMPOTS SUR LES JOUISSANCES.

Le principe belge de la libre initiative dans la création des ressources communales, sous la condition de l'approbation supérieure, peut faire établir en peu de temps chez nos voisins de nombreuses taxes qui n'y auraient pas précédemment existé. Il ouvre à la taxation locale un champ difficile à limiter. C'est ainsi qu'il s'est introduit assez récemment dans les budgets de quelques localités belges, certaines taxes sur les jouissances qui n'ont qu'une importance financière très-peu considérable à côté des ressources dont nous nous sommes occupés dans les articles précédents, mais dont l'exactitude de la classification nous oblige à faire cependant mention.

D'abord plusieurs communes ont été autorisées à aggraver par une taxe spéciale l'impôt sur les chiens, levé au nom des diverses provinces, la Flandre orientale exceptée. Dans certaines d'entre elles, l'impôt communal dépasse l'impôt provincial. A Nivelles, les taxes s'échelonnent de 2 fr. à 35 fr., suivant quatre degrés distincts. Ce fait a quelque importance dans un pays où le chien est assez souvent employé par les indigents comme animal de trait. Mais, suivant M. Leemans, ces charges n'empêchent pas du reste l'augmentation progressive du nombre de ces animaux.

Les Belges paraissent considérer les taxes sur les chiens comme indirectes; et M. Leemans les a classées parmi les impositions indirectes ¹. Nous rappelons cette manière de

¹ 2^e édition, p. 270.

voir en faisant nos réserves à cet égard, et en suivant une classification tout opposée.

Gand et Spa imposent les chevaux de luxe; Bruxelles, Dison et Verviers ont établi des taxes sur les voitures servant au transport des personnes.

Enfin la ville de Dixmude, dans la Flandre occidentale, a établi aussi un petit impôt sur un objet qu'on peut considérer comme une jouissance; nous voulons parler de ces miroirs appelés en Belgique *espions*, et qui, placés auprès et au dehors d'une fenêtre, permettent aux habitants d'observer de l'intérieur de leurs habitations les scènes ou incidents de la rue ¹. Mais cette taxe nous paraît se rattacher jusqu'à un certain point, et même préférablement, à ces droits de voirie multipliés en Belgique, et qui sont en partie considérés comme les compensations d'embarras ou d'entreprises autorisées sur la voie publique.

¹ Voir, sur ces diverses taxes, l'ouvrage précité de M. Leemans, p. 270 et suiv. pour ce qui concerne les impôts communaux sur les chiens; p. 238 à 246 pour les taxes sur les chevaux et les voitures; p. 178 pour les taxes sur les glaces et balcons.

ARTICLE 2.

IMPOSITIONS COMMUNALES INDIRECTES.

Avant 1860 les octrois figuraient au premier rang des impositions de cette nature ; ils étaient perçus dans 78 communes. Leur suppression a entraîné celle de plusieurs impositions accessoires, telles que droits d'expédition, de timbre, de transit, d'entrepôt et autres semblables. Les taxes actuellement en vigueur sont nombreuses encore cependant, et de diverses espèces. Nous en trouvons, dans un arrêté royal du 2 août 1860, rendu pour l'exécution de la loi du 18 juillet, une nomenclature qui, quoique longue, ne saurait être considérée comme complète : droits d'étalage, de place, ou de stations aux foires, halles et marchés ; droits de jaugeage, de pesage, de balance, de mesurage et d'aunage ; droits de quai, de bassin, de port, de carénage et de grue ; droits de tonnage ; droits de minque¹ ; d'abattoir, de boucherie et de langueyeur ; droits de vidange, bones ou immondices ; droits de ponts, d'écluses, de chablage, de bar-

¹ Ce droit est perçu, dans certaines villes, sur chaque adjudication publique de poisson. L'étymologie du mot *minque* est assez curieuse ; nous la devons à l'obligeance de M. Liedts... De temps immémorial les ventes de poisson se sont faites, sur le littoral flamand, aux enchères publiques, dans un lieu spécialement disposé à cet effet ; celui des assistants qui veut se rendre adjudicataire crie *myn* (à moi). *Myn* se prononce comme la première syllabe de *minque*, mais en appuyant sur l'*n*). Peu à peu le lieu où se font les ventes publiques et hebdomadaires de poisson de mer a été appelé en flamand *mynen*, et ce mot, devenu par corruption *minque*, a été plus tard attribué aux marchés des villes de l'intérieur.

rière ¹, de chaussée et de passage; droits de magasin; droits de timbre ou estampille sur les toiles ou autres marchandises; taxe sur les sépultures et inhumations; quote part dans la taxe provinciale des chiens ², etc.

Parmi ces divers droits, il en est, comme ceux de place aux foires et marchés, de quai, de bassin, de magasin, qui atteignent des intérêts de premier ordre. « Des taxes de cette espèce, faisait observer avec raison l'Exposé des motifs de la loi du 18 juillet, lorsqu'elles excèdent les dépenses auxquelles elles ont pour but de pourvoir, ne sont plus véritablement locales : elles ne sont plus imposées aux habitants d'une commune dans l'intérêt d'une commune, mais elles atteignent la généralité des citoyens au profit d'une seule localité, en grevant soit la navigation, soit les marchandises destinées aux autres villes du royaume ou pour les grands centres d'industrie. »

En 1861, 357 communes avaient des impositions indirectes; ces communes étaient très-inégalement réparties entre les neuf provinces de la Belgique. On en comptait 101 dans la seule province d'Anvers; les droits de barrière³; de pesage et mesurage; de places au marché; de stationnement; les taxes sur les chiens mal à propos classées ici, ainsi que nous l'avons déjà dit, y rapportaient 235,947 fr. Dans le Brabant, 30 communes percevaient des taxes de pesage, d'abattoir, de places, etc., pour une somme de 483,430 fr. Dans la Flandre occidentale, les droits de pesage et mesu-

¹ Les communes, comme les provinces, peuvent établir des barrières sur les chemins qu'elles construisent.

² Ainsi que nous l'avons déjà vu dans la première section de ce chapitre, quelquefois les provinces abandonnent sous certaines conditions aux communes la totalité ou une partie de l'impôt sur les chiens de leur circonscription.

³ Les droits de barrière, pour les chemins vicinaux, dans l'ensemble de la Belgique, ont été évalués à 255,196 fr. dans un rapport du 2 février 1861, rappelé dans l'Exposé des motifs du projet de loi pour l'abolition des droits de barrière sur les routes de l'État, du 21 décembre 1865.

rage, de foires et marchés, produisaient 210,116 fr.; 32 localités y avaient recours. Il en existait 59 dans la Flandre orientale, lesquelles obtenaient, de taxes analogues, 270,628 fr. Puis venaient le Hainaut, où 63 communes ne percevaient que 115,039 fr. (droits de foire et marché, de pesage et mesurage, de passage, etc.); la province de Liège, avec 19 communes et 107,540 fr. de produit (droits de place et de foire, etc.); le Limbourg avec 24 communes et 13,828 fr. (droit de stationnement, de pesage, de halles, etc.); le Luxembourg avec 18 communes et 16,639 fr. (droits de place aux foires, etc.); enfin la province de Namur avec 9 communes et 21,882 fr. de taxes (place aux foires, etc.).

L'ensemble de toutes ces impositions a rapporté pour 1861 une	
somme de.	1,481,235 fr.
Leur produit, en 1859, n'avait été que de.	1,416,364
Différence en plus.	64,870 fr.

L'accroissement porte pour les cinq sixièmes et plus (54,287 fr.) sur les anciennes communes à octroi ¹.

M. Leemans compte aussi parmi les impositions indirectes les taxes sur les divertissements publics, qu'on pourrait, à la rigueur, considérer comme portant sur l'industrie des théâtres, bals et concerts.

Une imposition indirecte d'un autre genre a surgi dans le vote du conseil municipal de Bruxelles qui, en 1865, a décidé la perception d'une taxe sur les mutations immobilières par décès ².

¹ Rapport sur l'exécution de la loi du 18 juillet 1860 pendant l'année 1861. (Annexe Y.)

² Assainissement de la Senne et embellissement de ses environs. — Rapports présentés le 2 octobre 1865, au nom du collège, par le bourgmestre, en séance du conseil communal, p. 116 et 183.

ARTICLE 3.

FONDS COMMUNAL. — ABOLITION DES OCTROIS.

La création des octrois en Belgique remonte à une époque déjà reculée. Eu dernier lieu, ils étaient régis par le décret impérial du 17 mai 1809 et présentaient, par suite, avec les octrois des communes de France, des analogies qui nous dispensent de nous arrêter à l'histoire de leur organisation.

Deux points cependant doivent être notés : l'octroi n'avait jamais été étendu en Belgique à un nombre de localités proportionnellement aussi considérable qu'en France. Sur les 78 communes possédant des taxes de cette nature, en 1859, aucune ne tirait de ce chef un revenu net inférieur à 1,000 francs; quatre seulement percevaient des sommes au-dessous de 2,000 francs. D'autre part, l'État n'avait jamais été admis à opérer sur leurs recettes aucun prélèvement.

Nonobstant, ce système d'impositions souleva en Belgique, dès les premières années de la révolution de 1830, une vive animadversion. Diverses causes spéciales peuvent jusqu'à un certain point l'expliquer : l'inscription dans les tarifs à des taux trop élevés d'objets de première nécessité ou d'un usage très-répandu (farines¹, bières, sucres, cafés, tabacs); l'établissement de taxes protectrices, et même quelquefois prohibitives en faveur de certaines fabrications

¹ Le droit sur les farines a donné à lui seul, dans les villes de Gand et d'Anvers, le sixième du produit total.

de l'intérieur, telles que la bière notamment; enfin peut-être encore, comme l'a pensé M. Molroguier, l'abandon par l'État des droits qu'il levait précédemment à l'entrée des villes. Il est possible de supposer aussi que la grande densité de la population, en Belgique, a pu rendre les taxes d'octroi plus sensibles qu'ailleurs aux localités environnant les villes sujettes.

Quoi qu'il en soit, le mouvement de l'opinion publique était déjà assez prononcé en 1847¹, pour que le gouvernement crût devoir instituer, par arrêté du 9 novembre, une commission d'État pour étudier la question. La commission, après mûr examen, déclara la révision des octrois inadmissible, parce que, disait-elle, « il serait sans doute possible de corriger les anomalies trop choquantes de quelques tarifs, mais sans leur enlever aucun des inconvénients pratiques, qu'il était impossible de méconnaître, sans pouvoir rejeter les taxes nuisibles à l'industrie, ou faire disparaître des tarifs le caractère protecteur. » Elle se prononça à l'unanimité pour leur abolition radicale, et, adoptant les conclusions d'un de ces membres (M. de Bronckère), proposa l'abandon aux communes, en échange du revenu ainsi supprimé, de la contribution personnelle et de celle des patentes². Comme

¹ Déjà le 28 janvier 1845, M. Nothaub, ministre de l'Intérieur, avait déposé un rapport sur le même objet à la Chambre des représentants.

² Le produit de ces deux contributions était évalué à 12 millions; il devait parer au déficit résultant, non-seulement de la suppression des octrois, mais encore de celle des colisations personnelles, que la commission signalait comme une conséquence forcée de la première. En 1847, il existait en Belgique 70 octrois, produisant un revenu d'environ 9 millions. Pour comparer les produits des octrois des cinq plus grandes villes de la Belgique avec ceux des diverses villes de France, il fallait descendre jusqu'à Amiens qui est chez nous au vingtième rang, quant à l'importance de cette contribution. Bruxelles pouvait être assimilé à Marseille dont l'octroi donnait, en 1847, 2,500,000 fr.; Anvers à Nantes dont le produit était de 1,104,000 fr.; Bruges à Amiens dont l'octroi rendait 418,000 fr. Dans ces villes comparées, la quotité pour laquelle l'octroi pesait par tête d'habitant était à peu près la même; si on la chiffrait à 19 fr. 75 à Bruxelles, elle était aux époques

moyen transitoire et pour combler le déficit qui pouvait résulter de cet abandon dans le budget des recettes de l'État, la commission indiquait : l'augmentation de l'accise sur le vin, les eaux-de-vie, les bières et le sucre. Le supplément, s'il était nécessaire, lui semblait devoir être demandé à l'impôt sur le revenu ¹.

Il ne fut pas donné suite au projet de la commission de 1847. Mais de nombreuses propositions continuèrent à se produire sur cet objet soit par la voie de la presse, soit auprès des chambres et des conseils locaux. Toutes étaient d'accord sur la nécessité de supprimer les octrois ; presque toutes différaient sur le mode d'exécution et sur les moyens de remplacement ². Trois de ces propositions doivent être ici mentionnées, celles de M. Coomans et de M. Jacques à la Chambre des représentants, ainsi que celle du conseil provincial du Brabant, cause première de la loi du 18 juillet 1860.

correspondantes de 19 fr. 20 à Marseille. Voyez *Journal des économistes*, septembre 1848, art. de M. H. Say sur la suppression des octrois.

¹ M. de Brouckère repoussait l'impôt sur le revenu. Voyez le mémoire présenté par lui à la commission de 1847, et le rapport de cette commission dans les *Documents parlementaires belges*, session 1859-1860, n° 102. M. de Brouckère posait pour la suppression des octrois les principes suivants : « Selon nous, l'équité commande de distraire des impôts généraux une ou plusieurs branches et de faire l'abandon de leurs produits aux communes. Hors de là, tout est injustice, tout est arbitraire. Créer un impôt nouveau en dehors du système général, c'est frapper deux fois certaines classes, certaines professions, certaines propriétés, sans toucher aux autres ; mettre des centimes additionnels soit sur les patentes, soit sur l'impôt foncier, c'est aggraver la position des uns au bénéfice des autres ; s'attacher à la consommation des produits de première nécessité, c'est imposer les habitants en raison inverse du bien-être que leur procure la commune. »

² Les divers projets de réforme ont été résumés et analysés dans un rapport présenté à l'Association belge pour la réforme douanière, par M. V. Faider, dans la séance du 29 mai 1858. M. Faider distinguait, dans son travail, les projets en deux grandes catégories : 1° systèmes partiels ; 2° systèmes complets se subdivisant à leur tour en systèmes mixtes et systèmes radicaux. Les systèmes radicaux comprenaient des systèmes personnels et mobiliers et des systèmes fonciers — Il y en avait en tout 18 à 20 distincts.

Le 1^{er} juillet 1851, M. Coomans déposa à la Chambre des représentants une proposition tendant purement et simplement à l'abolition immédiate de tous droits sur les grains, la farine, le pain, la viande, les poissons, le bois à brûler, le charbon de terre et les engrais. Il n'indiquait pas de moyens pour remplacer dans les communes les impôts supprimés.

Soumise à la section centrale, la proposition de M. Coomans fut l'objet d'un rapport de M. Alph. Vandenpeereboom, présenté à la Chambre dans la séance du 22 janvier 1856. Le projet de la section se bornait à abolir l'octroi et toute taxe sur le riz, le froment, le seigle, l'orge, les féverolles, le sarrasin, le maïs et leurs farines ; il ne vint pas à discussion.

En 1853, M. Jacques proposa à la Chambre de prélever une somme de douze millions sur le produit des droits d'accises et de douanes, et de la distribuer aux communes, afin d'assurer à celles qui étaient soumises à l'octroi des ressources équivalentes aux recettes abolies.

Le ministre des Finances, M. Liedts, repoussa la motion de M. Jacques, laquelle, suivant lui, ne faisait que déplacer la difficulté. Il ajoutait : « Qu'on remue la question tant qu'on le voudra, on n'arrivera jamais à substituer aux octrois un impôt général, un impôt supporté par le pays tout entier. Je ne prétends pas inférer de là qu'il n'y ait rien à substituer à ce qui existe ; mais ce serait un système détestable que de vouloir mettre à la place des octrois autre chose que des recettes communales ¹. »

Le mouvement, avons-nous dit, ne s'était pas borné aux

¹ *Examen critique du projet de loi sur l'abolition des octrois communaux* (Bruxelles 1860), p. 17. Déjà en 1851 (14 août), M. Jacques avait présenté un projet pour la suppression des octrois. D'après ce projet, rejeté du reste par la section centrale et les sections de la Chambre, l'État aurait abandonné aux communes la contribution personnelle, la contribution foncière, les patentes, les droits de débit. L'État aurait perçu en compensation les droits suivants : 50 p. 100 sur l'accise ; 30 p. 100 en douanes sur les bestiaux, bois, fromages, fruits, grains et farines, pierres, poissons, riz, 5 fr. par 100 kil. de café, et 5 fr. p. 100 kil de tabac.

Chambres ; il s'étendait aux administrations locales. En 1836, sur l'initiative de M. Peemans, un de ses membres, le conseil provincial du Brabant nomma une commission pour examiner la question des octrois. Deux systèmes furent présentés à cette commission, l'un par MM. de Gronckel et Veydt, l'autre par M. Peemans. D'accord sur le point de départ, la suppression des taxes, ils différaient sur les voies et moyens de remplacement.

MM. Veydt et de Gronckel proposaient quatre bases se servant mutuellement du supplément, mais dont la première, suivant leur pensée, était la base principale, et devait être la source la plus productive, la plus générale de l'impôt, sauf les améliorations dont sa répartition était susceptible : 1° taxe personnelle sur la fortune présumée, comme principale, ainsi qu'elle existait dans la plupart des communes ; 2° droit de consommation modéré sur certains articles (vin et spiritueux en douane ou à l'accise, matériaux au mètre cube utilisé, fourrages en taxe sur les chevaux, charbon à l'extraction) ; 3° rétribution d'avantages spéciaux tirés de propriétés communes à tous (autorisation de bâtir, empiétements temporaires ou permanents sur la voie publique) ; 4° rémunération de services rendus à des individualités par des administrations établies pour l'universalité des habitants. (Éclairage, pompes, gardes de nuit, eaux, etc.)

M. Peemans repoussait la taxe sur la fortune présumée ; il concluait : 1° à l'abandon, au profit des communes, de l'impôt mobilier, personnel et des patentes ; en cas d'insuffisance de ces deux ressources, les communes pourraient en outre établir des taxes variées et notamment sur l'affichage, les actes de l'état civil, les autorisations de bâtir ; les empiétements sur la voie publique, etc. ; 2° à la création, au profit de l'État, d'un impôt sur les valeurs mobilières, à l'augmentation des accises sur les bières, eaux-de-vie et

sucres ainsi que des droits d'entrée sur les vins et spiritueux ; à l'établissement d'une taxe sur le charbon à l'extraction, (le produit des augmentations et de la nouvelle taxe devrait égaler les recettes des octrois sur les mêmes objets) ; enfin à l'assurance obligatoire par l'État des propriétés bâties et mobilières.

La commission du conseil provincial, tout en reconnaissant le mérite de la taxe personnelle préconisée par MM. Veydt et de Gronckel, se prononça pour le système de M. Peemans, comme étant le plus propre à subvenir aux nombreuses nécessités des villes.

Conformément à ses conclusions, le conseil émit le vœu, dans sa séance du 7 juillet 1858, que les Chambres et le gouvernement voulussent bien introduire, dans le système général des impôts perçus au profit de l'État, des modifications telles qu'il fût possible d'arriver à l'abolition des octrois communaux.

Le vœu du conseil et le rapport de la commission, transmis à la Chambre des représentants, furent, par décision du 25 février 1859, renvoyés à l'examen du département des Finances.

Ce département étudiait aussi depuis longtemps la question de son côté, et deux de ses employés supérieurs (MM. Fisco et Vanderstraeten) avaient été en Angleterre examiner le système des taxes locales. Leur rapport, que nous avons déjà souvent cité dans le cours de ce livre, fut communiqué le 8 décembre 1859 à la Chambre par le ministre des Finances, M. Frère-Orban. Le 10 mars suivant, le même ministre présenta à la Chambre le projet qui devait devenir la loi du 18 juillet 1860.

Voici quels étaient le sens et la portée de ce projet, accueilli, dit l'*Indépendance belge*, par les applaudissements unanimes et réitérés de l'assemblée.

Les taxes d'octroi étaient abolies et ne pouvaient être rétablies ¹.

Un fonds dit *communal* était créé. Il se composait : 1° du produit net actuel des recettes de toute nature du service des postes ; 2° d'une part de 75 pour 100 dans le produit du droit d'entrée sur le café ; 3° d'une part de 34 pour 100 dans le produit *a.* des droits de douanes sur les vins et eaux-de-vie de l'étranger, augmentés dans une proportion égale au droit d'octroi moyen réparti sur la consommation totale du royaume, d'après les faits constatés en 1858 ; *b.* des droits d'accise sur les eaux-de-vie indigènes, élevés de 1 fr. 40 par hectolitre de contenance des vaisseaux impesables et fixés à 2 fr. 45 cent ; *c.* des droits d'accise sur les bières, et vinaigres portés à 4 fr., c'est-à-dire au double par hectolitre de la capacité des cuves-matière ; *d.* enfin des droits d'accise remaniés sur les sucres ².

Le fonds communal, évalué à 14,000,000 fr. et fixé en minimum à 12,500,000 fr. pour le premier exercice, devait être réparti chaque année entre les 2,538 communes du royaume, d'après les rôles de l'année précédente, au prorata du principal de la contribution foncière sur les propriétés bâties, du principal de la contribution personnelle et du principal de cotisations des patentes (art. 3) ; toutefois cette répartition subissait une imposante dérogation, qui donnait à la loi son caractère spécial, et nous pourrions ajouter, contestable. La quote part assignée à une commune ne pouvait être inférieure, disait l'article 14, au revenu qu'elle avait obtenu des droits d'octroi pendant l'année 1859, déduction faite des frais de perception et des restitutions allouées à la sortie ; c'est-à-dire qu'un revenu de 11 millions était garanti pour un temps indéterminé

¹ Art. 1^{er}.

² Art. 2, 5 à 13.

aux 78 villes à octroi; celles-ci avaient en outre droit, pendant trois années, à une indemnité de 3 pour 100 de leur quote part, pour les traitements d'attente à payer éventuellement aux agents du service des octrois, qui resteraient sans emploi ¹.

Lorsque la part d'une commune dans la répartition annuelle dépasserait la somme nécessaire pour satisfaire complètement aux besoins de l'instruction primaire, de la voirie communale, des chemins vicinaux et des autres dépenses obligatoires, le conseil municipal devait affecter l'excédant, dans l'ordre suivant, à la réduction ou à la suppression : 1° des impositions communales indirectes, autres que les octrois, et des cotisations personnelles ou capitations; 2° des centimes additionnels aux contributions directes; 3° des autres impositions communales ².

En présentant le projet de loi, M. Frère-Orban l'avait accompagné de quelques paroles dans lesquelles il avait résumé les griefs depuis longtemps imputés aux octrois, et analysant les moyens pratiques qui servaient de base à la combinaison nouvelle, il l'avait caractérisée en ces termes : suppression radicale des octrois, réduction des charges publiques, abolition des impôts sur les objets de première nécessité.

Un exposé des motifs détaillé était en outre joint à l'appui ³ et justifiait ses assertions. Nous allons en extraire les points les plus saillants.

L'exposé commençait par rappeler les manifestations persistantes dont les octrois avaient été l'objet, les tentatives infructueuses faites depuis 1843 pour arriver à leur suppression. La réforme pouvait s'opérer de deux manières :

¹ Art. 15.

² Art. 4.

³ *Documents parlementaires belges*, session 1859-1860, n° 84.

par l'initiative des communes, ou par l'initiative du gouvernement. Les communes n'avaient rien fait; c'était qu'elles se trouvaient impuissantes à rien faire. Le devoir incombait au gouvernement. Le plan qu'il proposait, sans être exempt de reproches, semblait donner la solution du problème.

L'exposé indiquait ensuite les raisons d'intérêt public qui exigeaient impérieusement l'abolition immédiate des octrois : « De nos 2,338 communes, il en est 78 qui forment ainsi au sein du pays autant d'États particuliers, de centres qui, au moyen des octrois, se sont créés une existence à part et des intérêts antagonistes au reste du royaume. Une guerre intestine de tarifs, une guerre à l'état latent, mais des plus pernicieuses pour la consolidation de l'unité nationale, existe entre nos communes; et cette situation naît fatalement du système des octrois : car de l'impossibilité, dans la plupart des cas, d'établir sur la même base la taxe à l'importation et à la fabrication, résulte celle de produire exactement les deux taxes...

» Les tarifs qui peuvent s'appliquer comprennent 136 espèces de marchandises, comme droit d'entrée, droit d'expédition, droit de transit, de centimes additionnels, droit d'entrepôt, droit de fabrication et enfin droit de timbre. Aussi quelques-unes de nos principales industries sont-elles forcées de se procurer péniblement au loin un agrandissement de débouché que l'expansion naturelle de la consommation pourrait leur procurer chez nous...

» Les taxes d'octroi exercent une influence fâcheuse sur les produits de nos droits d'accises et de douanes, et ce serait se donner des peines inutiles que de vouloir, avant leur suppression, achever la réforme de notre régime économique, et poursuivre la révision des tarifs qui régissent nos relations internationales.

» Enfin, il est un vice plus grave peut-être que

tous les autres : c'est que les octrois sont onéreux, vexatoires, injustes pour une grande partie des populations qui ne jouissent pas même des avantages qu'ils peuvent procurer. Les droits ne sont productifs qu'à la condition d'atteindre des objets de consommation de première nécessité, et, sous ce rapport, les produits agricoles figurent au premier rang. Les droits sur les denrées alimentaires, les céréales, le pain, le beurre, les œufs, les bestiaux ; les droits sur les avoines, les fourrages et d'autres, que l'on compte parmi ceux qui donnent les plus grands revenus aux villes, ont pour effet de comprimer la consommation au détriment des producteurs. Ce n'est pas assez : lorsque ces derniers se présentent avec leurs denrées, ne fût-ce que pour traverser la commune, ils sont soumis à des formalités ou à des taxes onéreuses ; et s'ils veulent les livrer au marché intérieur, ils sont tenus de faire l'avance de l'impôt, sans être assurés de le récupérer ultérieurement ; car la concurrence peut les contraindre à prélever sur leurs bénéfices les plus légitimes une quotité de la taxe qui se confond avec le prix de l'objet vendu. Enfin ce même campagnard, s'il pénètre dans la ville, qu'il y boive un verre de bière ou de genièvre, qu'il y fasse une consommation quelconque, qu'il y achète un de ces mille objets qu'il ne peut trouver que dans les grands centres de commerce et d'industrie, qu'il assiste aux foires, aux marchés, aux fêtes, toujours il paye un impôt qui profite exclusivement aux villes.

» A tous ces points de vue, les droits d'octroi pèsent lourdement sur les campagnes. Ils revêtent vis-à-vis d'elles un caractère d'iniquité, qui seul suffirait à les faire condamner.

» La révision des taxes est impossible, ainsi que l'a constaté la commission d'État, instituée par arrêté du 9 novembre 1847. Il est urgent d'abolir une institution qui

infecte de ses vices incurables les forces vives du pays. »

Mais dans quelles conditions devait s'accomplir la réforme ?

La Constitution reconnaissait à la législature le pouvoir d'apporter au droit qu'avaient les communes de s'imposer elles-mêmes, les restrictions dont l'expérience avait démontré la nécessité. Ce pouvoir n'était pas contestable ; mais il fallait trouver les moyens d'assurer aux villes un revenu au moins égal à leurs octrois, et en même temps n'imposer au Trésor qu'un sacrifice peu important.

Le produit net de l'octroi dans les 78 communes où il existait, avait été en 1858 de	10,876,085 fr.
Des capitations perçues dans les parties extra-muros de 10 de ces communes, comme équivalant aux droits d'octroi, s'étaient élevées, pour le même exercice, à	177,994
Les frais de perception dans 58 communes avaient été de . . .	1,240,226
Ils étaient évalués dans les 20 autres communes, où l'octroi était affermé, à.	270,780
Ensemble	12,565,085 fr.

Sur cette somme, si l'on supposait les produits de 1859 égaux à ceux de 1858, il y avait lieu de garantir aux communes, pour les trois premières années, 11,597,893 fr., en tenant compte des traitements d'attente (3 p. 100 du produit net), et ensuite 11,034,079 fr.

De plus, il semblait équitable d'assurer aux communes sans octroi, en échange des charges nouvelles qu'on serait dans la nécessité de leur imposer, une indemnité qu'elles pussent appliquer, soit au développement de services obligatoires en souffrance, soit à la réduction de leurs cotisations personnelles dont les inconvénients étaient depuis longtemps et hautement signalés.

Sur ces données, le fonds communal avait été fixé à 14 millions. Il devait se composer ainsi qu'il suit :

1 ^o Prélèvement sur les revenus de l'État	3,500,000 fr.
2 ^o Transformation des droits d'octroi en droits d'accise sur cinq articles	4,600,000
3 ^o Remaniement de quelques impôts.	5,900,000

Les motifs qui avaient déterminé le gouvernement au choix de ces voies et moyens, étaient ainsi expliqués : on avait reconnu que l'impôt direct ne devait pas être surchargé ; mais les taxes d'octroi étant imposées sur des objets de consommation, il avait paru à tous égards légitime et désirable, pour déranger le moins possible l'économie du système financier, que des objets de même nature fournissent la plus forte part de la somme nécessaire pour combler le déficit, résultant de la suppression de ces taxes, et que les charges, qui pesaient actuellement sur les consommations de première nécessité, fussent reportées sur des consommations de luxe ou de fantaisie ¹.

D'un autre côté, la suppression des octrois, en procurant une plus grande activité à la consommation intérieure, ainsi qu'aux relations commerciales de commune à commune et de province à province, exercerait une influence très-favorable sur le développement de la prospérité publique, et par suite sur le produit des impôts de l'État. Il était donc naturel que l'État contribuât à la formation du fonds communal.

Les revenus qu'il lui attribuait étaient 75 pour 100 (2 millions) du produit du droit d'entrée sur les cafés, et la recette nette actuelle du service des postes, évaluée à 1,500,000 fr. Cette recette, suivant l'Exposé des motifs, ne constituait pas une charge pour la généralité du pays ; elle

¹ Parmi les voies et moyens, qui avaient été proposés pour la formation du fonds communal, figuraient le monopole de la fabrication et de la vente du tabac, ainsi que le monopole du raffinage et de la vente du sucre. Mais le gouvernement avait cru devoir rejeter ces deux monopoles qui, entre autres inconvénients, présentaient celui d'être insuffisants.

était fournie, en effet, presque en totalité par les villes; 13 localités à elles seules donnaient plus des deux tiers.

Les droits d'octroi transformés en droits d'accise et les impôts indirects remaniés, sur lesquels le projet allouait 34 pour 100 au fonds communal, étaient ceux qui portaient sur les vins étrangers et les eaux-de-vie étrangères, les eaux-de-vie indigènes, les bières et vinaigres, les sucres.

Pour les vins et eaux-de-vie de l'étranger, la convention, conclue le 14 mai 1859 avec la France, permettait au gouvernement, en cas de suppression des octrois, de reporter à l'entrée les droits perçus par les villes. Il n'y avait pas augmentation de ce chef, mais seulement changement de forme.

Le droit de fabrication sur la bière se composait d'une taxe au profit de l'État, et d'une taxe au profit de la commune dans les villes à octroi; dans certaines villes le droit d'octroi était supérieur au droit d'accise; dans d'autres égal; dans d'autres enfin inférieur; il était nul dans les communes qui n'avaient pas d'octroi. Le gouvernement demandait de porter uniformément le droit à 4 fr. par hectolitre de cuve matière. La cuve donnait un rendement double, triple, quadruple de la capacité, suivant la qualité de la bière. Il en résultait que l'augmentation ne serait que d'une fraction de centime par litre pour les bières ordinaires.

On opérait de même pour l'eau-de-vie indigène, dont le prix ne se trouverait accru pour le consommateur que de 6 à 8 centimes par litre.

La fabrication de l'eau-de-vie appartenait jusqu'à concurrence de 60 pour 100 aux communes à octroi, de 40 pour 100 aux autres communes; celle de la bière se divisait suivant les proportions de 45 et de 55 pour 100.

La loi sur les sucres exigeait un remaniement. Elle était fondée sur une supposition : que le sucre de betterave et le sucre de cannes se partageaient la consommation dans des

proportions déterminées. Si la proportion se rompait dans une forte mesure au profit du sucre de betterave qui jouissait d'une détaxe de 6 fr. (39 fr. au lieu de 45 fr. par 100 kil.), il devait y avoir dommage pour le Trésor public. Or, la betterave s'était considérablement développée. En proposant un droit uniforme de 40 fr., le projet réalisait en même temps une certaine diminution du droit moyen perçu sur la denrée, et une augmentation minimum de recette s'élevant à 700,000 fr. La prime à l'exportation était en outre modifiée. En somme, il n'y avait pas aggravation de tarif pour le consommateur.

Les impôts remaniés ou transformés devaient, d'après les évaluations ministérielles, produire environ 10,500,000 fr.; les taxes d'octroi avaient donné, en 1838, un revenu brut de 12,565,000 fr.; les charges publiques, qui pesaient sur les contribuables, se trouvaient donc réduites d'environ 2 millions.

De plus, il ne fallait pas oublier que parmi les impôts supprimés figuraient 5 ou 6 millions portant sur les objets de première nécessité, savoir :

Impôt sur les grains et farines et sur le pain, produisant près d'un million.

Impôt sur le poisson, rapportant 319,000 fr.

Impôt sur le beurre et les œufs, produisant 225,000 fr.

Impôt sur les bestiaux, s'élevant à 2,187,127 fr.

Impôt sur la viande dépecée, s'élevant environ à 500,000 fr.

Enfin, impôt sur le charbon de terre, évalué à plus d'un million.

Le projet de loi sauvegardait les finances des communes à octroi. Il n'était pas moins favorable aux communes rurales. Celles-ci bénéficiaient d'abord de l'abolition des taxes qui frappaient leurs denrées, de la suppression des formalités vexatoires auxquelles ces denrées étaient soumises à l'entrée et à la traversée des villes; en outre, dès la

troisième année, elles recevaient une somme de plus de trois millions, c'est-à-dire le remboursement des trois quarts au moins des charges nouvelles qui allaient leur être imposées. En effet, sur les 14 millions formant le fonds communal, il y avait 4,200,000 francs qui ne changeaient en rien la condition de ces communes, savoir : les 2 millions du droit sur les cafés, les 1,500,000 francs sur les postes, réalisés sans modification de taxes, et les 700,000 francs que la combinaison de la loi, appliquée aux faits actuels, obtenait des sucres sans aggravation de tarif. Restaient 9,800,000 fr., dans lesquels la part des communes rurales pouvait, sans trop d'erreur, être estimée à 45 p. 100, soit 4,400,000 fr., en tenant compte de l'aisance présumée des habitants d'après leur quote part dans les trois contributions directes, les nouveaux impôts atteignant des consommations de luxe et non des objets de première nécessité.

En résumé, disait l'exposé des motifs, « le projet nouveau met fin aux luttes intestines que les tarifs d'octroi entretiennent fatalement de commune à commune; il sauvegarde les intérêts financiers de toutes les localités et améliore la position du plus grand nombre d'entre elles; il fait disparaître le principal obstacle qui s'oppose à l'achèvement de la révision de notre tarif douanier; il fait cesser un régime injuste qui rend fatalement les campagnes tributaires des villes; il lève les entraves que les octrois apportent parfois au règlement de nos relations internationales. Il détruit un mal profond qui ronge notre système d'imposition. Et si, pour atteindre ce résultat, il augmente quelques droits d'accise, il assure par contre aux contribuables un dégrèvement de près de 2 millions d'impôts... C'est une mesure aussi grande que salutaire pour la Belgique. »

Ces conclusions de l'Exposé des motifs ne furent pas acceptées sans contestations ni réserve. Tandis que de nom-

breuses adresses d'adhésions arrivaient au gouvernement et aux chambres, divers organes de l'opinion publique attaquaient les voies et moyens proposés, au nom des communes rurales sacrifiées et des intérêts généraux du pays gravement lésés, suivant eux, par le projet de loi. Nous trouvons les principaux griefs de l'opposition résumés dans un ouvrage anonyme qui parut à cette époque à Bruxelles, sous le titre d'*Examen critique du projet de loi sur l'abolition des octrois communaux*.

L'auteur de l'*Examen critique* déclarait en commençant que son but était d'éclairer les 3,400,098 habitants des 2,460 communes, qui n'avaient qu'un intérêt indirect à l'abolition des octrois, c'est-à-dire les trois quarts des citoyens belges ¹, sur le sens, la portée et les conséquences immédiates ou éloignées du projet présenté par le gouvernement.

Partisan de la suppression de taxes, qu'il qualifiait de mauvaises et de contraires aux principes économiques ainsi qu'à l'esprit des institutions nationales, il différait sur les moyens d'exécution et condamnait comme injustes ceux qui avaient été préconisés par l'exposé des motifs. Les octrois, impôts communaux, ne semblaient devoir être remplacés que par d'autres impôts de même nature.

Suivant lui, le projet violait explicitement et implicitement l'article 110 de la Constitution, aux termes duquel aucune charge ou imposition communale ne pouvait être établie que du consentement du conseil communal. Il créait un véritable privilège en matière d'impôts. La garantie par l'État aux 78 communes du revenu qu'elles avaient obtenu de leurs droits d'octroi en 1859, était une *prime permanente* donnée à la mauvaise gestion des finances de certaines villes.

¹ La population des 78 communes à octroi était au 1^{er} décembre 1858 de 1,222,991 habitants.

Parce qu'il avait convenu à quelques communes de transformer, contrairement au décret du 17 mai 1809, les droits d'octroi simplement fiscaux, en droits protecteurs, la loi allait ratifier, à titre très-onéreux pour tout le royaume, cette flagrante illégalité ! Les 2,460 communes qui n'avaient pas d'octroi, seraient punies pour avoir observé les saines doctrines économiques et géré leurs finances conformément aux lois du pays.

Le point de départ du projet était inconstitutionnel ; il était de plus illogique et incomplet. Si l'État intervenait pour abolir les octrois, il devrait intervenir, à plus forte raison, pour abolir les capitations, beaucoup plus vexatoires encore, puisqu'elles étaient forcées.

En réalité, il ne faisait que *déplacer* la question. En effet, sur les 76 articles inscrits *en réalité* dans les tarifs des communes à octrois, il n'y en avait que 12 (bestiaux, beurre, bières, café, charbon de terre, graines, farines, pain, huiles, œufs, poissons, riz, viande dépecée, vinaigre) qui pussent être considérés comme objets de consommation générale. Les taxes sur ces objets avaient pesé, en 1858, sur les masses des communes à octrois pour 7 millions environ ; restaient sur le produit brut 5,565,000 représentant l'élément somptuaire, dont seraient dégreévées les classes aisées de ces communes, au détriment des classes aisées de tous les pays. Le projet n'était pas une abolition de l'octroi, mais, comme l'avait fait remarquer M. Veydt, l'un des promoteurs cependant de la réforme, *son extension*, dans ce qu'il y avait de plus injuste, à tout le royaume. Il aggravait et compliquait la question, en compromettant les finances de l'État ¹.

De plus, il était souverainement injuste.

¹ *L'Économiste Belge*, recueil scientifique de Bruxelles, qualifiait le système du projet de loi de *communisme tout pur*.

L'injustice dans la formation du fonds communal se révélait par l'examen le plus sommaire des accroissements ou transformations d'impôts.

a). La consommation du *café* était relativement moins considérable dans les villes que dans les campagnes ; même en la supposant égale, il faudrait reconnaître que les habitants des premières contribueraient seulement pour 500,000 fr. et ceux des secondes pour 1,500,000 fr. dans les 2 millions attribués sur ce produit au fonds communal.

b). L'assertion qu'un petit nombre de villes donnaient à elles seules presque toute la recette des *postes*, était très-sujette à contestation. Les lettres et les journaux, qui partaient de Bruxelles, d'Anvers, de Gand, etc., étaient en définitive, pour moitié au moins, à la charge du reste du pays. La taxe des lettres constituait réellement un impôt général.

Ces deux recettes enlevées au budget actuel des voies et moyens de l'État, pour le plus grand avantage de 78 communes privilégiées, causeraient un déficit qu'il deviendrait nécessaire de combler tôt ou tard.

c). *Vins et eaux-de-vie étrangers*. Sous la législation actuelle, la moyenne générale du droit perçu au profit de l'État était de 0 fr. 55 cent. par tête. Si le projet était adopté, la moyenne serait élevé à 0 fr. 74 cent. Les habitants des communes à octroi, qui, avec ces taxes, payaient par tête 1 fr. 25 cent., bénéficieraient de 0 fr. 51 cent., ceux des autres communes supportaient 0 fr. 19 cent. en plus. Le système nouveau aurait pour résultat de dégrever les 78 communes de près des $\frac{3}{8}$ de leurs impôts sur les vins et eaux-de-vie de l'étranger, et de faire payer ces $\frac{3}{8}$ exclusivement par les 2,460 autres communes.

d). L'augmentation sur les *bières* constituait dans les cir-

constances où elle était demandée, un véritable déni de justice.

Le droit d'accise, qui n'avait pas été remanié depuis la révolution, ne se trouverait en fait majoré dans les 78 communes que de 0 fr. 69 cent.

Il le serait dans les autres de 1 fr. 95 cent.

Les 13 villes les plus importantes seraient dégreverées de 0 fr. 16 cent.; Bruxelles, Gand, Anvers et Liège de 0 fr. 49 cent. De plus les producteurs de ces villes bénéficieraient de la suppression des droits sur la houille, le charbon, etc.

Les habitants des 78 communes payeraient 296,000 fr. au minimum de moins que dans l'état actuel; ceux des autres communes 3,236,000 fr. de plus, et l'on ne devait pas oublier que la bière était la boisson du paysan, de l'ouvrier et du petit bourgeois.

e). *Eaux-de-vie indigènes.* L'exposé des motifs commettait une grande erreur économique, en supposant que l'impôt était supporté respectivement par les habitants des communes, dans la proportion de la fabrication.

Que si l'on recherchait la position faite aux *fabricants* par le projet, on trouvait que les distillateurs des 13 communes, où se fabriquait le plus d'eau-de-vie, ne payeraient en plus que de 0 fr. 49 cent. à 0 fr. 60 cent., par hectolitre de contenance des vaisseaux imposables, tandis que les distillateurs des 2,460 communes payeraient en plus 95 cent.

S'il était juste de surtaxer les eaux-de-vie, il ne pouvait l'être d'imposer différemment les producteurs.

Quant aux *consommateurs*, les droits d'accise avaient en 1858 donné en moyenne par tête 1 fr. 58 cent. 1/2.

Avec la majoration ils produiraient 1 fr. 91 cent.

Mais les habitants des 78 communes seraient dégrevés de 233,000 fr. Ceux des autres localités acquitteraient en plus 1,012,000 fr.

Le nouvel impôt sur les bières et les eaux-de-vie était éminemment injuste pour les brasseurs, les distillateurs et les consommateurs des campagnes; de plus il frappait indirectement l'agriculture et l'éleve du bétail.

f). *Sucres.* Le comité des fabricants de sucre indigène avait adressé à la chambre des représentants un mémoire pour se plaindre de la combinaison nouvelle, laquelle devait avoir pour effet d'imposer non 700,000 fr. mais le double de cette somme à ces industriels ainsi qu'aux raffineurs. Une hausse de 10 p. 100 sur le rendement à l'exportation des sucres raffinés indigènes créerait une prime de 9 fr. par 100 kilos en faveur du sucre exotique. Ces conséquences, désastreuses pour l'industrie sucrière, retomberaient de tout leur poids sur l'agriculture, et ce seraient les 2,460 communes non soumises à l'octroi, qui supporteraient pour ainsi dire exclusivement ou du moins pour les $\frac{3}{4}$ les effets du remaniement de la taxe sur les sucres.

En résumé, la moyenne de la contribution par habitant dans la formation du fonds communal était :

Pour tout le royaume de 3 fr. 02 cent.

Pour les communes non soumises à l'octroi de 2 fr. 56 c.

Pour celles, qui étaient soumises précédemment à l'octroi, de 4 fr. 30 cent.

Mais il ne fallait pas oublier que, pour ces dernières, la somme moyenne payée par habitant, en 1858, dans le produit de l'octroi, avait été de 10 fr. 26 cent.

La même injustice, signalée dans la formation du fond communal, se retrouvait dans sa répartition.

D'abord c'était à tort qu'on avait pris pour base, en ce qui concernait la contribution foncière, seulement les propriétés bâties; il en résulterait un grave préjudice pour les communes rurales, où le principal de la contribution personnelle et celui des patentes étaient en outre insignifiants.

Les 2,460 communes, non soumises à l'octroi, contribueraient au fonds communal pour plus de 61 pour 100, et elles n'en retireraient pas 17 pour 100. Les 78 communes ne payeraient que 38 pour 100 et toucheraient plus de 82 pour 100.

Les 3,400,098 habitants des premières apporteraient par tête de 2 fr. 50, et n'obtiendraient que 70 cent.

Les 1,222,991 habitants des secondes, chargés par tête de 4 fr. 30, se trouveraient dotés de 9 fr. 49 cent. Les habitants des 5 premières villes du royaume recevraient par tête 14 fr. 18 cent.; ceux des 8 villes plus peuplées ensuite, 9 fr. 27 cent.; les 65 autres localités privilégiées 4 fr. 81 cent.

En répartissant le fonds de 14 millions entre tous les habitants de la Belgique, on trouvait que chaque citoyen le supporterait en moyenne pour 3 fr. 02 cent. Dans cette hypothèse les habitants des 5 premières villes payeraient 1,596,790 fr.; or ils étaient destinés, d'après le projet, à recevoir, la première année, près de 7,500,000 fr.

En vérité, on aboutissait à l'exploitation sous une forme légale des trois quarts du pays par l'autre quart; ce n'était du reste, ajoutait l'auteur, que la conséquence toute naturelle du système qui, depuis 20 années, cherchait à s'implanter en Belgique, et qui tendait à faire intervenir l'État en tout et pour tout, et à réduire la commune, base fondamentale des sociétés libres, au rôle de rouage accessoire du mécanisme général. L'inégale répartition des électeurs favorisait particulièrement la prépondérance des villes; ainsi, tandis qu'elles comptaient, en 1837, 36,954 électeurs, c'est-à-dire 31 par mille habitants, les campagnes, à la même époque, n'en avaient que 53,389 ou 16 pour mille. 56 députés, près de la moitié de la chambre, étaient nommés par les collèges de dix villes.

Illogique quant à son point de départ, en maintenant les capitations, le projet n'était pas moins illogique dans ses conséquences, quant aux taxes de consommation. Loïn de diminuer les impôts les plus généraux de cette nature, il les aggraverait, ainsi que le prix des denrées de première nécessité.

Les denrées de première nécessité pour les classes laborieuses des 78 communes à octroi seraient dégrevées de 6,600,000 fr. ¹.

Mais, par contre, on augmenterait l'impôt général de consommation de la bière, pour tout le pays, d'une somme évaluée à 6,400,000 fr.

Dans tout le pays, les prix de la viande et du pain seraient nécessairement élevés. Il était reconnu, en effet, que les distilleries, les sucreries, les brasseries fournissaient la presque totalité des bêtes de boucherie et que « chaque fois que l'impôt sur la fabrication des eaux-de-vie avait augmenté, le prix du bétail gras avait haussé. » De là, moins de production, moins de fermiers, moins de céréales. On pouvait sans exagération évaluer cette augmentation du prix de la viande et du pain, pour toutes les communes du pays, à une somme totale égale aux dégrèvements que le projet

¹ En 1858, le froment, le seigle et le pain, étaient taxés dans 9 communes pour.	459,677 fr.
Le droit sur les poissons avait donné 319,000 fr., mais l'alimentation populaire n'y figurait que pour.	100,000
Le beurre et les œufs imposés dans 22 communes, avaient produit 255,000 fr., mais l'élément somptuaire déduit, il n'y avait lieu d'inscrire que.	150,000
Les bestiaux et viande dépecée avaient produit 2,678,000 fr. à la charge pour les 4/5 au plus des classes laborieuses.	2,000,000
Les charbons de terre avaient donné 1,074,000 fr. qui devaient être inscrits au maximum pour.	1,000,000
Il fallait y ajouter les bières (2,795,417 fr.), les cafés taxés dans trois communes (151,000 fr.), les tabacs dans neuf (28,000 fr.), les huiles, savons et chandelles ; ce qui faisait en tout un chiffre de 6,600,000 fr.	

accordait sur les mêmes objets aux 78 communes à octroi, savoir :

Droits d'abattage.	2,187,127	
Viande dépecée.	491,447	
Céréales.	459,677	
	3,128,251	3,128,251 fr.
Ajoutant à cette somme l'accise majorée sur la bière.		6,100,000
Et la part d'augmentation sur les alcools qui n'était pas applicable aux boissons, mais à d'autres usages.		1,000,000
On arrivait au chiffre de		10,230,000 fr.
Les habitants des communes à octroi y contribueraient pour le quart, soit.		2,557,550 fr.
Ils seraient donc dégrevés de 4,042,500 fr.		
Tandis que les habitants des 2,460 communes non soumises à l'octroi, se trouveraient surchargés pour les objets de première nécessité d'une somme de.		7,672,500

L'*Exposé des motifs* signalait, comme un des caractères les plus injustes et les plus odieux de l'octroi, les vexations, les formalités de toutes sortes imposées aux campagnards, à l'entrée ou à la traversée des villes; mais ce campagnard, qui précédemment n'était soumis qu'à l'avance des droits dont il se récupérait ensuite sur le consommateur urbain, serait-il plus heureux et plus satisfait quand il devrait payer lui-même les droits d'octroi étendus à tout le pays?

Les voies et moyens du projet de loi méritaient d'être examinés, d'une manière approfondie, au point de vue du Trésor public, et au point de vue des finances communales.

Le Trésor abandonnait deux branches de revenus, les postes et le produit du droit sur le café; or depuis 1840 le budget s'était accru d'un tiers; la situation des recettes était, à la vérité, prospère, mais il ne fallait pas oublier qu'elles se trouvaient engagées pour de grands travaux d'utilité publique. Tout excédant de revenu, non employé à l'amortissement de la dette, était en fait, actuellement ou plus tard, l'équivalent d'un accroissement d'impôt.

La loi garantissait un minimum aux communes à octroi :

en cas de crise politique réagissant sur les impôts de consommation, le déficit retomberait à sa charge.

Il y avait, d'autre part, beaucoup d'incertitude dans la situation que faisait aux finances des communes la combinaison proposée.

Le projet entamait les franchises communales en confiant au pouvoir central la mission d'encaisser et de répartir les recettes communales.

Il commettait le plus singulier anachronisme en proposant d'invoquer, comme un titre en faveur de 78 communes, ce fait qu'elles avaient naguère le privilège d'un octroi.

Il créait un régime féodal plus ou moins mitigé, et divisait les centres de population en deux catégories; l'une comprenant les villes érigées en communes privilégiées par la loi, et l'autre les agglomérations d'habitants qui n'avaient pas assez d'influence pour se faire admettre au bénéfice de l'égalité devant la loi politique.

En somme, concluait l'habile auteur de l'*Examen critique*, il était nécessaire de supprimer les octrois; mais ces impositions communales ne devaient être remplacées que par d'autres impositions de même nature. Le projet de loi, proposé par le gouvernement, était inconstitutionnel, illogique dans son point de départ puisqu'il maintenait les capitations; il déplaçait, compliquait et aggravait la question au lieu de la résoudre; il était souverainement injuste tant dans la répartition que dans la formation du fonds communal; il augmentait, au lieu de diminuer, les impôts sur les objets de première nécessité pour les classes laborieuses; il était dangereux pour les finances de l'État, et même pour celles des 78 communes privilégiées; il était anticommunal, antilibéral et antinational.

La section centrale de la Chambre des représentants, à laquelle le projet de loi fut renvoyé, ne partagea pas cette

opinion. Par l'organe de M. Vandenpeereboom, elle en proposa l'adoption, sauf quelques changements que nous allons indiquer.

Le rapport ¹ commençait par combattre et réfuter les deux principaux griefs allégués par les adversaires du projet du gouvernement, à savoir qu'il portait atteinte aux franchises communales consacrées par la constitution et la loi de 1836, que de plus il sacrifiait les communes rurales aux villes.

La combinaison proposée n'était pas contraire à la constitution; en effet celle-ci reconnaissait au roi et au pouvoir législatif le droit d'empêcher les communes de porter atteinte aux intérêts généraux, ainsi que de déterminer les exceptions, dont l'expérience démontrerait la nécessité relativement aux impositions communales. Les villes pourraient être considérées comme mises en tutelle, si la formation et la répartition du revenu, existant ou augmenté, étaient à la merci du caprice, du favoritisme ou de la passion du pouvoir; mais, aux termes du projet, ces éléments reposaient sur des bases fixes, matérielles, légales; les conseils municipaux restaient absolument libres dans l'application de leur revenu à telles dépenses, qu'ils jugeraient opportunes; ils pourraient créer d'autres ressources, d'autres taxes, si les besoins de l'avenir venaient à l'exiger.

Quant au campagnard, il n'était nullement sacrifié. Il gagnerait à la suppression des octrois : que ses produits ne payeraient plus la dime municipale à l'entrée, et qu'il ne payerait pas pour la sortie de ses engrais; il gagnerait pour sa dignité et pour sa liberté. Les communes rurales obtiendraient, dès la troisième année, un subside presque égal au montant des charges nouvelles qui leur seraient imposées. Les villes risqueraient plus et gagneraient moins que les

¹ *Documents parlementaires belges*, session 1859-1860, n° 125.

campagnes dans la réforme projetée. Du reste, la section centrale avait voulu chercher à escompter, en quelque sorte, la participation au fonds communal des administrations rurales, soit en augmentant ce fonds, soit en lui trouvant une autre application immédiate.

Elle avait examiné les voies et moyens proposés par le gouvernement, et avait reconnu qu'ils constituaient moins des charges nouvelles pour les contribuables, que des modifications apportées à la forme et à l'affectation de ces charges. Elle était donc d'avis qu'il y avait lieu d'adopter le projet de loi, sauf en deux ou trois points, sur lesquels elle avait cru devoir introduire les amendements suivants :

Postes. Au lieu du *produit net actuel*, qu'elle regardait du reste comme intégralement fourni par les villes, le service du plat pays étant devenu onéreux depuis la suppression du décime rural, la section avait substitué un tantième du produit brut (40 p. 100); le prélèvement serait ainsi à l'abri de toute contestation, et son montant s'accroîtrait pour le présent et dans l'avenir.

Au sujet de l'article 4 et dans le but tant d'opérer une modification importante que d'enlever tout prétexte d'opposition au point de vue de la liberté communale, elle proposait le retranchement de cet article, qui indiquait l'ordre dans lequel devaient être successivement supprimées les impositions communales, à mesure que les quotes-parts attribuées aux communes dans le fonds nouveau laisseraient disponible un excédant sur les sommes nécessaires aux dépenses obligatoires. Toutefois elle approuvait formellement la pensée qui l'avait dicté, et reconnaissait que les administrations municipales auraient à cet égard un nouveau devoir à remplir et les députations permanentes une plus grande tutelle à exercer.

Au sujet de l'article 13, § 1 sur l'accroissement momen-

tané du fonds communal, la section avait porté de 40 p. 100 à 42, et de 34 p. 100 à 36, pour les trois premières années de la mise en vigueur de la loi, les parts allouées aux communes dans le produit brut du service des postes et dans le produit des droits d'accise; la transition serait ainsi mieux ménagée. Dans la même pensée, le minimum de revenu du fonds communal avait semblé devoir être fixé à 15 millions jusqu'au 31 décembre 1861.

Tout en reconnaissant que l'augmentation de la taxe sur la bière n'était pas bonne en soi, la section croyait devoir l'admettre, et faisait remarquer que l'hectolitre payait 2 fr. 59 c. en France, et 5 fr. 50 c. en Angleterre, c'est-à-dire plus que le taux de la nouvelle accise (2 fr. 12 c.).

Le rapport signalait, en terminant, l'urgence de l'abolition des octrois, l'un des plus funestes anachronismes des temps modernes. « Poursuivie sans succès depuis plus de 30 ans, disait-il, la proie malfaisante des octrois nous est enfin livrée; elle est entre nos mains, nous n'avons qu'à lui donner le coup de mort; et nous irions, pusillanimes ou maladroits, la laisser s'échapper, sauf à ne plus pouvoir la reprendre avant un quart de siècle. »

La discussion fut vive dans le sein de la Chambre des représentants. De nombreux amendements furent produits et soutenus avec vigueur; les uns comprenaient les cotisations dans la suppression prononcée par la loi; les autres voulaient attribuer au fonds communal des ressources différentes (contribution personnelle, patentes, centimes, etc.), ou modifier les bases de la répartition, ou bien encore le taux des accises. Certains orateurs firent valoir les objections tirées de la constitutionnalité du système proposé, de l'indépendance du pouvoir communal compromise, etc. Nous les avons déjà indiquées dans l'analyse de l'ouvrage anonyme publié sous le titre d'*Examen critique*.

En définitive le projet du gouvernement et de la section centrale fut adopté.

Transmis au sénat, il y subit deux modifications importantes : le remaniement de la taxe sur les sucres ne fut adopté qu'à titre provisoire et ajourné, pour la solution, à une autre session ; un article nouveau fut introduit, lequel prescrivait la révision avant 4 ans de la loi, en ce qui concernait les voies et moyens, et ce, avait dit l'auteur de la proposition : « afin de rassurer un grand nombre de personnes qui, à tort ou à raison, pourraient craindre que l'application de ces voies et moyens ne fût contraire aux intérêts du pays. »

La loi *portant abolition des octrois communaux* en Belgique est du 18 juillet 1860.

L'article 1^{er} porte que les impositions communales indirectes, connues sous le nom d'octrois ¹ sont abolies et qu'elles ne pourront être rétablies.

L'article 2 attribue aux communes une part de 40 p. 100 dans le produit brut des recettes de toute nature du service des postes, de 75 p. 100 dans le produit du droit d'entrée sur le café, et de 34 p. 100 dans le produit des droits d'accise, fixés par le chapitre II, sur les vins et eaux-de-vie provenant de l'étranger, sur les eaux-de-vie indigènes, sur les bières et vinaigres et sur les sucres.

Toutefois la part de 40 p. 100 et de 34 p. 100 sera portée respectivement à 42 et à 36 p. 100 pour les trois premières années de la mise en vigueur de la présente loi, et

¹ Aux termes de l'article 2 de l'arrêté royal du 2 août 1860, sont compris parmi les impositions communales connues sous le nom d'octroi : 1° les droits d'entrée ; 2° les droits d'expédition ; 3° les droits de transit ; 4° les centimes additionnels aux droits d'octroi ; 5° les droits d'entrepôt sur les objets soumis à l'octroi ; 6° les droits d'octroi sur la fabrication ou l'extraction de certains produits dans l'intérieur de la commune.

le revenu annuel est fixé au minimum de 15 millions jusqu'au 31 décembre 1861 (art. 13, § 1^{er}) ¹.

Aux termes de l'article 3, § 1^{er}, le revenu attribué ainsi aux communes est réparti entre elles d'après les rôles de l'année précédente, au prorata du principal de la contribution foncière sur les propriétés bâties, du principal de la contribution personnelle et du principal des cotisations des patentes.

Les § 2, 3 et 4 de l'article règlent les époques et le mode des versements dans les caisses communales.

Le chapitre II contient les modifications aux droits d'accise.

L'article 4 décide qu'en ce qui concerne les vins et eaux-de-vie de l'étranger, les droits seront augmentés dans une proportion égale au droit d'octroi moyen réparti sur la consommation totale du royaume d'après les faits constatés pour l'année 1858. Le gouvernement est chargé de déterminer le taux des nouveaux droits à percevoir ².

Le droit d'accise sur la fabrication des eaux-de-vie indigènes est fixé à 2 fr. 45 cent. par hectolitre de contenance des vaisseaux imposables ; il est porté 3 fr. 85 cent. lorsqu'il est fait usage de fruits secs, mélasses, sirops ou sucres (articles 5, 6, 7).

Le droit d'accise sur la fabrication des bières et vinaigres est fixé à 4 fr. (art. 8).

Les articles 9, 10 et 11 sont relatifs aux sucres ; ils ont été modifiés par la loi du 27 mai 1861.

Le chapitre III, sous la rubrique de *dispositions transitoires*, contient une des dispositions les plus importantes,

¹ La part de l'État dans la formation du fonds communal a été, par suite de cette disposition, de 4,500,000 fr. au début.

² Voyez l'arrêté royal du 18 juillet 1860 et diverses conventions internationales, notamment avec la France (traité du 1^{er} mai 1861).

celle qui est relative aux anciennes communes à octroi.

D'après l'article 13, § 2, la quote-part assignée à une commune, par la répartition faite en vertu de l'article 3, ne peut être inférieure au revenu qu'elle a obtenu des droits d'octroi, pendant l'année 1859 ¹, déduction faite des frais de perception et des restitutions allouées à la sortie. Toutefois si le revenu attribué aux communes par l'article 2, descendant au-dessous de celui de l'année précédente, était inférieur à la moyenne des trois dernières années, le minimum à prélever par les communes à octroi subirait une réduction au prorata de la différence; mais cette réduction leur serait bonifiée les années suivantes, en proportion de chaque accroissement annuel ultérieur.

D'après le § 3 du même article 13, sont assimilées aux droits d'octroi les taxes directes perçues pour en tenir lieu dans les parties extra-muros de certaines villes.

Les communes peuvent, pendant trois ans, obtenir, de l'avis de la députation du conseil provincial, une indemnité de 5 p. 100 de leur quote-part dans la répartition du chef des traitements d'attente à payer éventuellement aux agents du service des octrois qui resteront sans emploi (art. 14).

Chaque année il sera rendu compte aux chambres de la situation du fonds communal et de sa répartition (art. 17).

La présente loi, en ce qui concerne les voies et moyens, sera révisée en deans ² les 4 ans à compter du jour de sa promulgation (art. 18).

Telle est l'analyse de cette loi importante.

La prescription de son article 17 a été observée.

¹ Le revenu des octrois, en 1859, a été de 11,558,145 fr. pour les 78 communes : les frais de perception ont été de 1,500,000 fr. environ.

² Le lecteur observe que nous avons cru pouvoir conserver quelques idiotismes et quelques formes de style belges dans le cours de ce chapitre.

En 1862 le ministre des Finances a déposé à l'appui du budget des recettes et dépenses pour ordre de l'exercice 1863, un *Rapport* détaillé sur l'exécution de la loi pendant l'année 1861, lequel contient des données intéressantes sur les résultats de la réforme à cette époque.

Le rapport commence par constater que la loi du 18 juillet a fonctionné, pendant l'année 1861, avec une régularité parfaite et que, sans compromettre l'équilibre du budget des villes, elle a eu la plus heureuse influence sur la situation financière des communes rurales.

Personne ne pouvait espérer que l'abolition des octrois, qui était dans les vœux de tous, et qui a eu pour résultat capital la suppression absolue de toute entrave à la liberté de la circulation et du commerce intérieurs, s'accomplît avec moins de froissements. Le gouvernement reste convaincu que cette mesure contribuera puissamment au bien-être matériel et au progrès moral de la nation, sans avoir lésé aucun intérêt légitime. Mais, pour que le pays en retire tout le bien possible, il importe que de leur côté les administrations locales se pénètrent bien de la portée de la loi et des devoirs nouveaux qu'elle leur impose.

Les revenus attribués au fonds communal en 1861, bien que cette année n'ait point été normale quant au produit des impôts indirects, se sont élevés à 15,253,570 fr.; les anciennes communes à octroi ont reçu 11,988,085 fr.; les communes rurales 3,265,485 fr., c'est pour les dernières un accroissement de 13 pour 100 sur la quote-part de 1860. Du reste leur situation financière s'est notablement améliorée sous l'influence des allocations provenant du fonds communal. Avant 1860, leurs recettes ordinaires pouvaient être évaluées à 12 millions, y compris 3,500,000 fr. à 4,000,000 fr. de cotisations personnelles. Les 3 millions, qui leur ont été dévolus en 1860, leur ont permis d'une part de réduire

les cotisations personnelles de 850,000 fr. ¹, de l'autre d'augmenter de 1,850,000 fr. ou de 28 pour 100 les fonds consacrés aux services de l'instruction primaire et de la voirie vicinale. L'accroissement normal de ces dépenses n'avait été, dans la dernière période décennale, que de 6 pour 100 par an.

Quant aux anciennes communes à octroi, leur situation actuelle est généralement bonne, et l'on doit d'abord constater que 11 d'entre elles sont rentrées dans la répartition normale, c'est-à-dire que la quote-part, qui leur est attribuée au prorata du principal des contributions directes, est devenue supérieure au produit net de leur octroi en 1859. L'élévation du fonds communal, sous l'influence des développements de l'aisance et de la fortune publique, permettra de ramener successivement les autres villes au même état. Mais, dans la période de transition, qui sera longue pour quelques-unes, quel avenir budgétaire leur est réservé ? Des appréhensions ont été manifestées à cet égard par certains conseils communaux ; ces appréhensions sont faciles à dissiper. D'abord c'est à tort que l'on croit que l'accroissement naturel du produit des octrois suffisait pour pourvoir à la progression des dépenses ; dans les 10 principales villes du royaume ce produit n'a formé à peine que la moitié de l'augmentation des recettes ordinaires pour les vingt dernières années (1,972,105 fr. sur 4,081,596 fr.). D'un autre côté les impôts directs, que l'on est habitué à considérer comme stationnaires, ont au contraire une tendance ascensionnelle très-caractérisée ; de faits soigneusement constatés il résulte

¹ Il y a eu aussi des suppressions de la cotisation personnelle qui paraissent avoir été indépendantes de la création du fonds communal. Il résulte en effet des éléments statistiques annexés au Rapport ici analysé, que depuis 1860, 98 communes belges ont renoncé à la cotisation personnelle, et 11 qui ne la levaient pas se la sont imposée. Il y a eu une diminution totale de 1,016,535 fr. dans les revenus des communes de ce chef.

que pour les villes dont il vient d'être parlé, l'accroissement normal annuel a été à peu près le même pour les octrois (1,23 pour 100) pour les contributions directes (1,14 pour 100) et pour la population (1,06 pour 100), si de nouveaux besoins réclament la création de taxes directes nouvelles, les populations seront très-disposées à les admettre; les villes semblent du reste malvenues à se plaindre quand la loi leur a assuré comme minimum une somme supérieure à ce que leur octroi leur aurait très-vraisemblablement rapporté les années suivantes. L'exercice 1839 a été, en effet, exceptionnellement productif.

Le rapport examine aussi diverses objections formulées tant contre la composition du fonds communal, que contre sa répartition, ou contre les effets du dégrèvement. Il établit que les autres systèmes, proposés et repoussés après examen par les chambres, auraient été loin de procurer des résultats aussi favorables; que le mode de répartition ne lèse aucun intérêt légitime; que la consommation relative des objets soumis aux taxes nouvelles, dans les deux catégories de communes, et par suite la part contributive de chacune d'elles au fonds communal, a été reconnue, en effet, correspondre exactement avec les bases de cette répartition (le principal des trois contributions); que les villes ne peuvent se plaindre de l'indemnité qui leur est allouée du chef de l'expropriation de leurs anciennes taxes; et que les communes rurales ne payent par aucun sacrifice appréciable les avantages que leur procure la suppression des octrois, et qu'un membre même de l'opposition a chiffré à 3 millions. Car, si elles fournissent environ 3 millions et demi dans le fonds communal, la loi leur assure à son début une part de 3 millions qui chaque année s'accroîtra. Quant à l'effet du dégrèvement sur le prix des objets soumis précédemment à l'octroi, si la diminution n'a pas été généralement

en rapport avec le montant des anciennes taxes, cela tient à des causes accidentelles; le dégrèvement a pu agir aussi bien en atténuant la hausse qu'en produisant la baisse. Pour la bière spécialement, boisson des classes laborieuses, l'augmentation moyenne n'a pas dépassé les prévisions du gouvernement, qui l'évaluait dans l'Exposé des motifs de la loi du 18 juillet 1860, à une fraction de centime par litre.

En somme, l'abolition des octrois ne peut manquer de favoriser le développement des transactions commerciales; il a eu des avantages nombreux et importants sous le rapport matériel; il n'en aura pas moins pour la condition morale des populations, en supprimant les occasions de fraude, et permettant, d'autre part, de doter plus largement le service de l'instruction primaire dans les campagnes.

L'article 18 de la loi de 1860 disposait que les voies et moyens composant le fonds communal seraient révisées dans le délai de quatre ans, à compter du jour de la promulgation. Le gouvernement a aussi satisfait à cette prescription lors de la présentation du budget des recettes et dépenses pour ordre de l'exercice 1864.

La seule modification qu'il ait proposée du reste a été que les droits d'entrée perçus sur les bières et vinaigres provenant de l'étranger contribuassent à la formation du fonds communal, et ce, par le motif que « chaque hectolitre de ces boissons consommé dans le pays diminuant d'autant la consommation des bières indigènes, et réduisant le revenu de l'accise dont une part était dévolue au fonds communal, il était de toute équité que ce fonds reçut une part égale des droits de douane. » La loi du 27 mai 1861 avait consacré une disposition identique pour les eaux-de-vie étrangères et les sucres raffinés.

« Quelques explications suffiront, disait le ministre des finances dans la note préliminaire du budget, pour dé-

montrer qu'il y a lieu de borner à la modification que nous proposons, la révision de la loi du 18 juillet.

» La facilité avec laquelle fonctionne cette loi, et l'accueil qu'elle reçoit parmi les populations rurales, qu'on prétendait devoir être sacrifiées et qui aujourd'hui savent apprécier toute la valeur des larges compensations qui leur sont offertes en échange de charges peu onéreuses et dans tous les cas presque insensibles, sont des faits trop connus pour qu'il soit nécessaire de s'y arrêter.

» Quelques plaintes seulement avaient surgi l'an dernier dans des conseils communaux de villes à octroi. En présentant le budget des recettes et dépenses pour ordre de 1863, le gouvernement a eu l'occasion de réfuter toutes les objections qui se sont produites. Non-seulement ses observations sont restées sans réponse au sein des chambres et dans le pays, mais il a eu la satisfaction de constater que plusieurs conseils communaux, entrant résolûment dans la voie qu'il leur avait indiquée, demandaient à l'impôt direct le supplément des ressources, qui leur était nécessaire.

» Au surplus, les plaintes dont on vient de parler, portaient plutôt sur le mode de répartition du fonds communal, que sur les voies et moyens qui entrent dans sa composition. Sur ce dernier point, aucun grief sérieux n'a été articulé contre la combinaison de la loi, et il ne pouvait en être autrement, puisque toutes les prévisions du gouvernement se sont réalisées et ont même, sur certains points, été dépassées.

» Les recouvrements ne sont restés au-dessous des prévisions que pour les bières; mais la crise qui pèse sur plusieurs grandes industries et la cherté des grains expliquent suffisamment cette diminution...

» En somme, les faits constatés jusqu'aujourd'hui démontrent suffisamment combien le fonds communal est

fortement constitué... Ces résultats satisfaisants ont du reste été obtenus sans occasionner aucun trouble dans les industries...

» Le gouvernement ne croit pas se méprendre en affirmant qu'en présence de résultats désormais acquis, le maintien de l'état de choses créé par la loi du 18 juillet 1860 est dans les vœux de l'immense majorité des populations rurales, au nom desquelles on faisait pourtant les critiques les plus vives des voies et moyens de cette loi. C'est dans cette pensée qu'il considère que la révision prévue par l'article 18 de la dite loi ne doit porter sur aucune des bases de revenu du fonds communal. »

Les chambres, en votant le budget des recettes et dépenses pour ordre de l'exercice 1864, dans les termes où il était présenté, se sont rangées à l'opinion du gouvernement ¹.

Nous ne devons pas omettre de mentionner en terminant la création par la loi belge du 20 décembre 1862 (art. 2, § 2) d'une réserve destinée à suppléer le cas échéant, dans les années de crise, à l'insuffisance du fonds communal. Cette réserve est formée de l'augmentation de 1 pour 100 de la quote-part primitivement allouée aux communes sur le produit des postes et de quelques droits d'accise par l'article 2 de la loi du 18 juillet 1860. Toutefois le prélèvement à opérer de ce chef ne peut faire descendre la somme à répartir entre les communes au-dessous de la moyenne

¹ La question de savoir si le gouvernement avait pleinement satisfait aux prescriptions de l'article 18 de la loi du 18 juillet 1860 par la mention et la proposition insérées au budget des recettes et dépenses pour ordre de l'exercice 1864, a été il y a quelque temps soulevée dans le sénat belge (séances des 27 et 28 janvier 1864). Le baron Osy a proclamé la nécessité d'une loi spéciale de révision, et a signalé en même temps la très-grande réprobation qu'avait excitée dans les campagnes le doublement de l'accise sur la bière. Le baron Dellafaille et M. Pirmez ont parlé dans le même sens. La négative, soutenue par le ministre des Finances, a été adoptée par la chambre.

des sommes réparties pendant les trois dernières années.

Voici le montant des revenus constatés ou présumés du fonds communal, pendant les années 1861 et 1864.

	Revenu brut.	Indemnités pour traitement d'attente.	Part à verser à la réserve.	Reste à répartir entre les communes.
	fr.	fr.	fr.	fr.
1861. Recettes constatées.	15,253,570	380,637	»	14,872,932
1862. Recettes constatées.	15,795,368	350,940	»	15,444,428
1863. Évaluations du budget.	15,470,000	179,000	170,000	15,130,000
1864. Évaluations du budget.	15,355,000	»	205,000	15,150,000

L'augmentation temporaire du fonds communal, établie par l'article 49 de la loi du 18 juillet 1860, a cessé, pour 1 p. 100, conformément à cette loi et à celle du 20 décembre 1862, à partir du 21 juillet 1863 ; mais, par contre, à partir de la même date a également cessé l'allocation pour traitements d'attente à payer aux anciens agents de l'octroi.

L'ensemble des recettes communales dans les 2,538 communes de Belgique, pour l'exercice 1859 (non compris les revenus patrimoniaux) à. 21,115,828 fr.
Et pour l'exercice 1861 id. id. à. 23,963,610

Ces deux totaux se répartissent de la manière suivante entre les grandes branches de revenus :

	1860.	1861.
Centimes additionnels ordinaires et extraordinaires.	4,043,171 fr.	4,147,192 fr.
Cotisations personnelles.	4,098,148	3,081,613
Impositions communales indirectes.	1,416,364	1,481,235
Produit des octrois dans 78 communes.	11,558,145	»
Fonds communal.	»	15,253,570

Voici maintenant, d'après le rapport sur l'exécution de la loi du 18 juillet 1860, pendant l'année 1861, quelles ont été, par province, les recettes des communes de Belgique, pour cette année 1861. Nous joindrons à ces renseignements quelques données, malheureusement un peu moins récentes, sur le budget des villes principales.

Province d'ANVERS (147 communes).

Montant des quotes-parts dans le fonds communal ¹	2,166,471 fr. 54
Cotisations personnelles (dans 143 communes).	460,442 30
Impositions indirectes (dans 101 com.; taxe des chiens; droits de barrière, de pesage, de mesurage, de halles).	235,947 94
Centimes additionnels.	378,034 »
TOTAL.	3,240,895 fr. 78

Les recettes des taxes de la ville d'Anvers ont été, d'après le rapport déjà cité, pour 1859 :

Produits de l'octroi.	1,350,579 fr. » ²
Cotisation personnelle.	8,952 50
Taxe pour construction d'égouts.	3,874 »
Taxe des pompiers.	63,818 46
Droit de place aux marchés.	13,400 »
Centimes additionnels.	102,216 »

Province de BRABANT (338 communes).

Montant des quotes-parts dans le fonds communal ³	4,070,383 fr. 57
Cotisation personnelle (240 communes).	357,125 19
Impositions indirectes (30 communes, droits de place, de pe- sage, d'abattoir).	483,430 »
Centimes additionnels.	1,055,771 »
TOTAL.	5,966,709 fr. 76

Le chef-lieu du Brabant qui est aussi la capitale du royaume est soumis à une législation particulière que nous mentionnerons en passant.

La loi du 4 décembre 1842, qui a autorisé le gouverne-

¹ Les communes à octroi de la province d'Anvers, étaient Anvers, Gheels, Herenthals, Lierre, Malines, Turnhout. Elles figurent dans le chiffre ci-dessus pour 1,902,627 fr. Anvers a touché dans le fonds communal 1,418,107 fr., dont 67,528 fr. pour traitement d'attente des anciens employés de l'octroi.

² Ces chiffres ne sont qu'approximatifs en ce qui concerne les centimes. Ils ne sauraient d'ailleurs être considérés comme constituant l'ensemble des ressources du budget communal.

³ Les communes à octroi de Brabant étaient Aerschot, Bruxelles, Diest, Hal, Jodoigne, Louvain, Nivelles, Tirlemont, Vilvorde et Wavre. Elles figurent dans le chiffre ci-dessus pour 3,434,818,69.

Bruxelles a touché dans le fonds communal 2,877,050 fr. 44, dont 13,884,37 pour les traitements d'attente des anciens employés. Voici du reste, à côté de cette

ment à conclure une convention avec la ville de Bruxelles, pour la mettre à même de payer ses dettes, a modifié de la manière suivante, en ce qui concerne cette ville, les dispositions de la loi communale :

« Les droits attribués, en ce qui concerne l'approbation

part dans le fonds communal qui n'a peut-être pas toute l'élasticité de l'ancien octroi avec son accroissement annuel de 300,000 fr., les divers revenus de cette capitale suivant les chiffres adoptés par le conseil communal.

BUDGET DES RECETTES DE LA VILLE DE BRUXELLES POUR L'EXERCICE 1864.

- I. Boni du compte de 1862 et recettes arriérées. 260,734 fr. 11
 II. *Recettes ordinaires* (5,210,970 fr. 04), à savoir :

§ 1. *Impôts :*

Part de la ville dans le fonds communal.	2,863,166 #	07
Centimes additionnels ordinaires et extraordinaires. .	385,000	»
Impôt de 1 p. 100 du revenu cadastral.	80,000	»
Taxe sur les voitures.	13,000	»
Droit des indigents sur les spectacles, bals et divertissements.	45,000	»
Taxe provinciale sur les chiens.	12,000	»

§ 2. *Propriétés :*

Droits de navigation sur le canal de Bruxelles. . . .	325,000	»
Droits de quai.	24,000	»
Entrepôt général.	45,000	»
Produit de l'abattoir.	186,000	»
Droits de place sur les marchés et la voie publique. .	110,000	»
Droits de stationnement des voitures de place. . . .	57,000	»
Concessions d'égouts et tranchées dans la voie publique.	24,000	»
Concessions d'eau.	195,000	»
Produit du nettoiemement de la voirie.	150,000	»
Loyers et produits des propriétés bâties et non bâties, ventes d'arbres et élagages.	51,000	»
Rentes et redevances.	1,850	»
Indemnité de casernement.	10,000	»

§ 3. *Indemnités :*

Droits de pesage, mesurage et chargement.	15,000	»
Minque aux poissons.	36,000	»
Produit des actes de l'état civil et de la délivrance de livrets.	3,400	»
Recettes du service sanitaire.	21,000	»

A reporter. 4,913,150 fr. 18

des dépenses des budgets et des comptes, à la députation permanente du conseil provincial, par la loi du 30 mars 1836, seront, quant à la ville de Bruxelles, exercés par le gouvernement, la députation permanente entendue.

» A défaut par le conseil municipal, soit de dresser les budgets à l'époque fixée par la loi, soit de décréter les impositions communales, directes ou indirectes, suffisantes pour couvrir les dépenses, il y sera pourvu d'office par le gouvernement, la députation permanente entendue. »

Province de FLANDRE OCCIDENTALE (249 communes).

Montant des quotes-parts dans le fonds communal ¹	1,628,110 fr. 36
Cotisation personnelle (dans 237 communes).	1,045,709 80
Impositions indirectes (dans 32 comm. ; droits de foires, de marchés, de pesage, de mesurage).	210,116 »
Centimes additionnels.	519,957 »
TOTAL.	3,403,893 fr. 16

Les recettes des taxes de la ville de Bruges ont été, pour 1858, *approximativement*, ainsi qu'il suit :

<i>Report.</i>	4,913,150	18
Produit des écoles moyennes.	46,000	»
Rétribution des élèves dans les écoles primaires.	1,500	»
Indemnités diverses.	3,595	»
§ 4. Subsidés de l'État et de la province pour les enfants trouvés ; la restauration de l'Hôtel-de-Ville ; et celle des églises ; l'académie des Beaux-Arts et le Musée ; la police des étrangers ; les primes et frais de la foire aux bestiaux.	128,000	»
§ 5. Créances et dotations.	313,258	97
§ 6. Amendes.	15,000	»
§ 7. Recettes pour ordre.	51,200	»
III. Recettes extraordinaires.	810,067	»
IV. Transfert du budget de 1863.	6,820,000	»
V. Prélèvement sur l'emprunt.	1,689,272	»
TOTAL.	14,791,043 fr. 15	

¹ Les communes à octroi de la Flandre Occidentale étaient Blankenberghe, Bruges, Courtrai, Dixmude, Furnes, Menin, Nieuport, Ostende, Poperinghe, Roulers et Ypres. Elles ont prélevé sur le fonds communal en 1861 : 1,137,576 fr. 44. La ville de Bruges figure pour 445,684 fr. 61 ; dont 22,284 fr. 23, pour traitements d'attente des anciens employés de l'octroi.

Produit de l'octroi.	445,685 fr.
Droit de portes.	6,500
Droit de quai, de grue, etc.	16,500
Droits de foires, de halles, etc.	26,500
Taxe d'abattoir.	19,000
Droits de pesage, etc.	2,800
Droit sur les vidanges, etc.	20,000
Droits d'inhumation.	10,500
Centimes additionnels.	41,969

Province de FLANDRE ORIENTALE (293 communes).

Montant des quotes-parts dans le fonds communal ¹	2,731,030 fr.	18
Cotisation personnelle (dans 270 communes).	606,633	86
Impositions indirectes (dans 59 comm. ; droits de place, de mesurage).	270,628	82
Centimes additionnels.	527,558	»
TOTAL.	4,135,850 fr.	86

Les taxes de la ville de Gand ont donné pour 1859, *approximativement*, ainsi qu'il suit :

Produits de l'octroi.	1,549,051 fr.
Droits de pesage, de mesurage et de jaugeage.	10,000
Droits de quai et de place.	40,000
Droit de location des étaux.	8,000
Cotisation personnelle.	12,000
Centimes additionnels.	103,485

Province de HAINAUT (428 communes).

Montant des quotes-parts dans le fonds communal ²	1,618,242 fr.	13
Montant de la cotisation personnelle (dans 204 communes).	233,836	37
Impositions indirectes (dans 65 com. ; droits de foire, de marché, de pesage, de mesurage, de passage).	115,039	67
Centimes additionnels.	509,404	»
TOTAL.	2,476,522 fr.	17

¹ Les communes à octroi de la Flandre orientale étaient Alost, Andenarde, Basle, Eccloo, Gand, Grammont, Lokeren, Saint-Nicolas, Ninove, Renaix, Tamise, Termonde. Elles ont, en 1861, prélevé sur le fonds communal 2,184,186 fr. 72; dont 1,549,051 fr. pour la seule ville de Gand, qui a eu à payer là-dessus 68,159 fr. 29, comme traitements d'attente, aux anciens employés de l'octroi.

² Les communes à octroi du Hainaut étaient : Ath, Besumont, Binche, Charle-

Les taxes de la ville de Mons ont donné *approximativement* pour 1859 :

Produit de l'octroi.	317,815 fr.
Droits de foire et de marché.	8,300
Droits de mesurage et de pesage.	1,100
Droit de pesage.	15,700
Centimes additionnels.	33,086

Province de LIÈGE (332 communes).

Montant des quotes-parts dans le fonds communal ¹	2.104,542 fr. 25
Montant de la cotisation personnelle (197 communes).	201,134 95
Impositions indirectes (dans 19 communes; droit de place aux foires, etc.).	107,540 03
Centimes additionnels.	608,664 »
TOTAL.	3,021,881 fr. 23

Les taxes de la ville de Liège ont donné pour 1859, *approximativement* :

Produit de l'octroi.	1,267,363 fr.
Droit de foire.	2,000
Droit d'étalage (marchés).	10,300
Poids publics.	1,280
Stationnement des vigilantes.	9,500
Droit d'abattoir.	40,000
Boucheries à domiciles.	3,000
Halles aux viandes.	8,500
Centimes additionnels.	182,234

roy, Chimay, Dour, Enghien, Fontaine-l'Évêque, Frameries, Hornn, Jemmapes, Labouverie, Lessines, Leuze, Mons, Paturages, Peruwelz, Quaregnon, Roeulx, Soignies, Tournay, Wasmes. Elles figurent dans les quotes-parts ci-dessus pour 1,013,008 fr. 63. En 1861, Mons a reçu pour sa quote-part dans le fonds communal 317,015 fr. 50, dont 9,893 fr. 18 pour traitements d'attente des anciens employés de l'octroi.

¹ Les communes à octroi de la province de Liège, étaient Herve, Huy, Liège, Spa, Stavelot, Verviers et Hodimont. — Elles figurent dans les quotes-parts pour 1,792,479 fr. 79. En 1861, la ville de Liège a reçu, pour sa part du fonds communal, 1,267,362 fr. 98; dont 63,368 fr. 15 pour traitements d'attente des employés de l'octroi.

Province de LIMBOURG (203 communes).

Montant des quotes-parts dans le fonds communal ¹	288,709 fr. 57
Cotisation personnelle (dans 136 communes).	98,462 85
Impositions indirectes (dans 24 comm.; droits de stationnement, de pesage, de halles).	13,828 25
Centimes additionnels.	139,857 »
TOTAL.	540,857 fr. 67

Les recettes des taxes de la ville d'Hasselt en 1859 ont été *approximativement* comme suit :

Produit de l'octroi.	91,105 fr. 80
Droit de pesage.	57 »
Droit de stationnement.	243 82
Droit de vente au rabais du poisson de mer.	75 »
Droit de la halle aux viandes.	415 »
Droit d'abattoir.	813 86

Province de LUXEMBOURG (201 communes).

Montant des quotes-parts dans le fonds communal ²	171,273 fr. 59
Cotisation personnelle (72 communes).	58,162 24
Impositions indirectes (dans 18 comm.; droit de place aux foires.	16,639 48
Centimes additionnels.	184,651 »
TOTAL.	430,725 31

Les taxes de la ville d'Arlon en 1859 ont donné *approximativement*, comme suit :

Produit de l'octroi.	50,914 fr. 47
Droit de place aux foires.	14,000 »
Centimes additionnels extraordinaires.	2,584 67...etc.

¹ Les communes à octroi du Limbourg étaient Hasselt, Maeseyck, Saint-Trond, Tongres. Elles ont prélevé en 1861 sur le fonds communal 194,149 fr. 24; dont 91,105 fr. 80 pour Hasselt, qui a payé 4,288 fr. 01 d'indemnité aux anciens employés de l'octroi.

² Les communes à octroi du Luxembourg étaient Arlon, Bastogne, Bonillon : elles ont prélevé en 1861 sur le fonds communal 60,687 fr. 62; dont 50,914 fr. 47 pour Arlon.

Province de NAMUR (347 communes).

Montant des quotes-parts dans le fonds communal ¹	474,807 fr. 18
Cotisation personnelle (dans 51 communes).	21,076 05
Impositions indirectes (dans 9 comm.; droit de place aux foires).	28,065 50
Centimes additionnels.	223,316 »
TOTAL.	747,264 fr. 73

Les produits des taxes de la ville de Namur ont été *approximativement* en 1859, représentés par les chiffres suivants :

Produit de l'octroi.	214,715 fr. 74
Location de places aux marchés.	763 38
Droit d'abattoir.	13,707 »
Taxe à la sortie sur les vidanges.	509 66
Taxe sur les latrines.	4,000 »
Centimes additionnels extraordinaires.	11,788 »

Nous avons cru devoir exposer longuement les phases et les premiers effets de la petite révolution financière qui a placé la Belgique sous le rapport des taxes communales dans une situation si exceptionnelle parmi tous les États de l'Europe. Nous demandera-t-on, maintenant, un jugement absolu sur cette mesure concernant un peuple voisin, et qui est d'autant plus difficile à apprécier pour nous sous tous ses aspects?

Nous pourrions remarquer que la mesure en question ne manque ni de hardiesse ni d'originalité; elle paraît avoir fait cesser des plaintes qu'une circulation de personnes active au milieu de la population la plus dense de l'Europe ² et des procédés de recouvrement particulièrement sévères, excitaient naturellement. Elle a été radicale, et a même exercé de

¹ Les communes à octroi de la province de Namur étaient Dinant, Gembloux, Mariembourg, Namur, Philippeville. Elles ont prélevé en 1861 sur le fonds communal 268,550 fr. 33, dont 214,715 fr. 74 pour Namur seulement.

² D'après M. Block (*Puissance comparée des divers États de l'Europe*, p. 152) la Belgique a 158 habitants par kilomètre carré, les Pays-Bas 107, l'Italie 95, la Grande-Bretagne 93, la France 68. Plus la population d'un pays est dense, plus les taxes locales sur les consommations irradient dans leur incidence sur les habitants voisins des localités taxées.

l'influence sur l'opinion européenne au sujet des octrois. Mais a-t-elle accompli ces résultats au nom d'un principe économique comme eût été et comme a été en Hollande la substitution d'impôts locaux d'un caractère différent aux anciens octrois supprimés? Non : c'est par une sorte de mise en commun d'un supplément d'impôts de consommation généraux, c'est par une sorte d'effacement des limites des individualités urbaines, c'est par un effort de centralisation qui semble protester contre l'ancien esprit communal du pays, c'est peut-être, si l'on se permettait une supposition tout à fait conjecturale, en vertu d'une pensée politique tendue vers le but d'unifier la Belgique pour augmenter en quelque sorte l'énergie de son sentiment national, et l'isoler artificiellement par les institutions économiques de toute population voisine plus considérable et plus puissante.

Le mérite de la suppression des octrois en Belgique a été discuté dans le Corps législatif de France à l'occasion de l'examen du budget de 1865.

MM. Glais-Bizoin et Pelletan avaient formulé à ce sujet un amendement ainsi conçu : « A partir de 1866, les impôts connus sous le nom d'octroi seront abolis. »

La commission du budget, saisie de cet amendement, en a proposé le rejet et son rapporteur a contesté les avantages de la réforme belge. « On pensait, a-t-il dit, que la suppression du droit d'octroi amènerait une réduction sur le prix des objets de consommation dans l'intérieur des villes ; on supposait encore que l'approvisionnement de ces villes augmenterait dans une notable proportion ; enfin on espérait, que les villes enserrées jusqu'alors par leurs barrières, s'agrandiraient plus facilement et qu'elles prendraient un prompt développement.

» Toutes ces espérances ont été déçues. Le prix des objets de consommation est resté le même. Vous le savez, en

effet, lorsqu'un dégrèvement de ce genre a lieu, ce n'est pas le consommateur qui en profite, ce sont les intermédiaires, lorsqu'il y a des intermédiaires, et lorsqu'il y a un vendeur direct, c'est ce vendeur. Le fait qui s'est produit en Belgique est donc tout à fait analogue à celui qui avait été constaté en France en 1831, après la diminution des droits sur les boissons, c'est-à-dire que le prix des denrées consommées est resté exactement le même.

» Quant au développement des villes vous savez, a dit l'orateur, qu'il est plus rapide précisément là où existe un octroi; car c'est avec le produit de l'octroi que les villes peuvent payer les dépenses qu'il entraîne; c'est sur les ressources résultant des taxes locales que sont prélevées les dépenses faites pour l'amélioration des villes.

» En définitive, le seul avantage de la suppression des octrois en Belgique est de soustraire les importateurs des denrées imposées dans l'intérieur des villes à cette espèce de gêne, qui n'est nullement inquisitoriale et vexatoire, comme le disait tout à l'heure l'honorable M. Glais-Bizoin, j'en appelle à tous ceux qui m'entendent, à cette formalité qui n'est que l'obligation d'un temps d'arrêt, d'une déclaration à la barrière. Tels sont les résultats obtenus en Belgique. »

M. Glais-Bizoin a affirmé de nouveau que la Belgique était satisfaite de la suppression des octrois; que « dans ce moment toutes les villes se concertaient pour donner à M. Frère-Orban, l'auteur de cette grande réforme, des marques de leur gratitude; qu'on se proposait de lui élever des statues et lui offrir des objets d'art. »

M. Plichon a répondu que toutes les populations des campagnes belges protestaient au contraire contre la mesure¹.

¹ Un membre du Conseil général du Nord en 1866 dont nous trouvons l'opinion dans le procès-verbal des délibérations de ce Conseil, p. 600, a parlé dans un sens analogue : « Depuis la suppression des octrois, a-t-il dit, les villes reçoivent

Si les renseignements que j'ai recueillis sur l'état des esprits en Belgique concernant la suppression des octrois sont exacts, il n'est pas probable qu'on rétracte jamais cette mesure; mais je crois la situation de la population des deux pays assez profondément différente pour expliquer des appréciations et surtout des solutions diverses sur une même institution. Non-seulement la population est plus dense en Belgique qu'en France, et il y a des villes qui se tiennent pour ainsi dire, comme, par exemple, ces faubourgs de la capitale peuplés de plus de 100,000 habitants, que l'octroi séparait de la ville de Bruxelles elle-même ¹; mais encore l'excédant des ressources de l'État a facilité la réforme en permettant d'enrichir les communes qui auraient pu réclamer contre la formation du fonds communal comme constitué plus à leurs dépens qu'à ceux des communes à octroi ².

des allocations de l'État, mais ces allocations sont loin de suffire à leurs besoins toujours croissants et les municipalités se trouvant dans l'impossibilité de faire face à leurs dépenses ont dû recourir à de nouveaux impôts.

C'est ainsi qu'à Bruxelles les 17 centimes additionnels qui existaient antérieurement ont été portés à 37; l'impôt de 1 p. 100 établi sur le revenu cadastral a été porté à 6 p. 100; l'exonération de contributions sur les maisons nouvellement construites a été supprimée; des droits ont été établis sur toutes les successions, pour les biens situés dans la commune de Bruxelles, etc.... Cependant toutes ces ressources sont loin de donner à l'administration municipale les moyens de satisfaire aux exigences de son budget, car elles n'ont pas l'élasticité des produits de l'octroi et ne suivent pas la même progression.

Dans tous les cas, rien d'utile n'en est résulté pour la classe des travailleurs. La viande, la bière, tous les objets de consommation sont restés aux mêmes prix, et ce sont les intermédiaires seulement qui ont bénéficié de la mesure dont les administrations belges sont loin de se féliciter aujourd'hui. »

¹ La population de ces huit faubourgs : Anderlecht, Etterbeck, Ixelles, Laeken, Molenbeck-Saint-Jean, Saint-Gilles, Saint-Josse-ten-Noode et Schaerbeck, est de 114,359 habitants en 1863.

² On peut voir dans le Rapport sur l'exécution de la loi de 1860, pendant l'année 1861, qu'un grand nombre de communes non sujettes à octroi ont reçu dans le fonds communal une part supérieure à leurs autres impositions, et qui leur a permis la suppression immédiate de la cotisation personnelle. V. ci-dessus, p. 69. De ce nombre sont dans le Brabant : Ixelles, Saint-Josse-ten-Noode, Waterloo, etc.,

De toute cette situation, il résulte que malgré la restriction du revenu des villes anciennement sujettes à octroi, malgré la constance du prix des denrées et malgré les plaintes des brasseurs des localités autrefois non sujettes à octroi, l'esprit de liberté qui anime la société belge et en fait une sorte de petite république monarchique sur notre frontière, a motivé ¹ et soutiendra, suivant toute apparence, une loi spécialement sujette à révision, nous l'avons vu, mais acceptée suffisamment par l'opinion publique ² qui ne la réclame pas ailleurs, tout à fait au même degré. Cette loi constitue ainsi, en faveur de la liberté des relations entre les individualités du pays entier, une exception au principe de cette liberté d'administration communale étendue qui permet aux communes belges de se taxer sous toutes les formes qui leur conviennent, sauf l'approbation du gouvernement ³.

et si l'on considère en outre que le fonds communal est de sa nature très-susceptible d'accroissement, et a déjà produit en 1862 la somme de 15,795,368 fr. d'après le discours du gouverneur du Brabant dans la session de 1863, et en 1863 16,357,282 fr. d'après un renseignement dû à l'obligeance de M. Veydt, et qui dépasse de beaucoup l'évaluation budgétaire portée ci-dessus (p. 74), on se rendra compte de l'aisance procurée par le système nouveau à l'ensemble du pays à l'aide du fonds communal. Anderlecht qui avait touché en 1861, 15,059 fr., a reçu en 1863, 21,038 fr.; par exemple, Etterbeck, au lieu de 4,121 fr., a reçu 5,714 fr., Ixelles a passé de 75,096 fr. à 107,836 fr., Laeken de 11,295 fr. à 15,575 fr., Molenbeck-Saint-Jean de 47,133 à 63,846 fr., Saint-Josse-ten-Noode de 101,510 fr. à 136,016 fr., Schaerbeck de 40,099 fr. à 59,340, etc.

¹ A toute la littérature belge relative aux octrois que j'ai déjà cités, il convient d'ajouter un Rapport très-volumineux en deux volumes, en date du 28 janvier 1845 publié par M. Nothomb, alors ministre de l'Intérieur.

² Je ne crois pas inutile de faire observer que d'après les discussions qui ont eu lieu dans la Chambre des Représentants au mois de juin 1864 sur le programme du cabinet catholique, s'il eût été constitué, la loi des octrois paraît avoir été une de celles dont il n'aurait pas demandé le retrait et sur laquelle il a tout au moins gardé le silence. V. l'*Indépendance belge* du 9 juin.

³ Le principe de cette liberté a fait introduire notamment dans diverses villes de la Belgique des taxes indirectes dont on peut voir le détail dans le livre publié récemment par M. Leemans sur les institutions communales de la Belgique, et dont plusieurs semblent se rapporter à nos taxes dites de voirie. Nous en avons mentionné plusieurs dans un article précédent de cette section.

CHAPITRE IX.

DES TAXES LOCALES EN DANEMARK.

SECTION I.

DES TAXES COMMUNALES EN DANEMARK ¹.

Le Danemark proprement dit, non compris les duchés ² de Sleswig, de Holstein et de Lauenbourg qui, comme-on le sait, en ont fait partie longtemps avec une certaine autonomie politique et administrative, se divise, au point de vue politique, en sept provinces ou *stifts*; et, sous le rapport administratif et financier, en dix-neuf bailliages (*amts*) ³, comprenant chacun un certain nombre de communes; Copenhague est en dehors de la circonscription des dix-neuf bailliages.

¹ Les renseignements que nous donnons ici sont dus surtout à M. David, chef du bureau de statistique du ministère de l'Intérieur à Copenhague, et à M. de Verges, secrétaire de la légation française de Danemark, qui nous les ont communiqués, par l'intermédiaire de M. Desprez, avec une obligeance extrême. Nous avons complété ou contrôlé ces renseignements par les textes de quelques ordonnances danoises que nous avons pu nous procurer, et nous avons consulté aussi l'article *Danemark* dans le Dictionnaire général de la politique de M. Maurice Block.

² L'impôt foncier semble jouer le principal rôle dans les taxes communales des duchés.

³ Dans divers documents ce nombre est porté à 21, Roeskilde et Assen étant ajoutés aux 19 autres.

Cette dernière division en communes est celle qui doit d'abord nous occuper ici ; nous traiterons ensuite, dans une deuxième section, des taxes des bailliages, qui jouent ici le même rôle, sauf leur importance supérieure, que dans le Hanovre et le Wurtemberg, et représentent quelque chose d'analogue aux arrondissements ou aux cantons dans d'autres États de l'Europe ; dans une troisième section enfin nous ferons connaître les revenus particuliers de Copenhague qui, comme beaucoup d'autres capitales, a une organisation financière spéciale et des services particuliers.

Les communes danoises peuvent se ranger en deux catégories, suivant leur système d'administration et d'impositions : les communes dites *urbaines* ou *commerciales*, et celles qui sont dites *rurales* ou *paroissiales*.

A la tête de l'administration dans les communes *urbaines* est placé un bourgmestre nommé par le roi, et dans les plus grandes villes on lui adjoint un ou deux échevins ou *raad-mænd* élus pour six ans par le corps municipal ¹. Ce dernier corps est composé de cinq à dix-neuf membres selon la localité. Il a pour mission de surveiller l'administration de la commune, d'y prendre part dans plusieurs branches par ses délégués, et de fixer annuellement le budget. A ses côtés fonctionne une commission de trois à quinze membres, élus de la même manière que les conseillers municipaux, et dont la mission est de répartir les taxes communales ². L'adminis-

¹ Les conseillers municipaux sont élus pour six ans. Pour être éligible, comme pour être électeur, il faut avoir trente ans d'âge, être resté un an au moins dans la commune, n'avoir encouru aucune peine déshonorante, et avoir payé une taxe directe quelconque à la commune. Le nombre des conseillers devant toujours être impair, la plus forte moitié est élue par le corps entier des électeurs, la plus faible par le 1/5 de ceux des électeurs qui paient les plus grosses taxes directes à la commune. Cependant si la quote-part de la taxe communale payée par le 1/5 des électeurs ne va pas aux 2/3 de la somme totale, on lui adjoint les plus imposés parmi les autres électeurs, pour faire cette élection.

² Cette commission, dont les membres sont élus pour six ans, est, ainsi que le corps municipal, renouvelée par moitié tous les trois ans.

tration supérieure de la commune urbaine a jusqu'ici été dévolue au préfet du bailliage; mais une nouvelle loi sur cette matière est en voie de préparation.

Les communes urbaines possèdent presque toutes un établissement quelconque, donnant un revenu, et, en outre, des propriétés foncières affermées; mais nulle part le revenu n'en est considérable. Les principales ressources des communes urbaines sont tirées des taxes communales, qui sont annuellement fixées et réparties par l'autorité communale. Ces taxes ont donné en 1861 un revenu de 780,000 écus environ (environ 2,100,000 fr. ¹), plus de moitié de toutes les autres ressources des communes. Elles sont diversement assises dans les différentes localités: tantôt on prend pour base la superficie du sol couvert par les bâtiments, tantôt le revenu présumé de l'industrie; mais en général, et pour les 5/7 du revenu de ces taxes dans les communes urbaines, la répartition en est faite d'après les facultés et les ressources continues du contribuable, *efter formue og leilighed*. Un célibataire paiera ordinairement plus à revenu égal qu'un père de famille. Le principe, admis à cet égard chez les Scandinaves, est d'imposer à tout le monde une gêne égale. Il y a là comme la recherche d'une raison composée des revenus et des charges du contribuable.

Indépendamment de la taxe sur les facultés et de la taxe foncière, les communes urbaines ont encore d'autres ressources dont plusieurs leur sont communes avec les communes rurales et que nous trouvons indiquées sous les chefs suivants dans les documents que publie chaque année le bureau de statistique de Copenhague.

Taxes diverses;

¹ L'écu danois de 96 shillings vaut 2 fr. 79, conformément aux renseignements de l'*Annuaire du bureau des longitudes*. Il pèse 14 gr. 400 d'argent à 879 de fin et a remplacé la *risdale specie* comme unité monétaire danoise qui représentait une valeur double.

Bonifications accidentelles ;
Rentes ;
Excédant de la caisse d'épargne ;
Propriétés vendues ;
Fermage des terres communales ;
Loyer des bâtiments communaux ;
Lettres de bourgeoisie ;
Recettes accidentelles ;
Recettes reportées des années précédentes ;
Reliquats touchés dans l'année ;
Emprunts.

Pour l'année 1859, les communes urbaines ont perçu seulement 477,676 écus par la taxe suivant les facultés, 167,706 écus par l'impôt foncier, 137,691 écus par des fermages. La recette totale est évaluée pour cette année-là à 3 écus 39 shillings par individu.

L'impôt foncier, qui, d'après les chiffres que nous venons de donner, semble être une assez importante ressource pour les communes urbaines, est réparti sur toutes les propriétés foncières selon le *hartkorn*, sorte de mesure fictive servant à l'évaluation de la propriété, d'après sa qualité et son étendue¹. Les terres sont divisées en vingt-quatre classes, valant chacune plus ou moins de *hartkorn*, suivant que leur qualité et leur étendue les rangent plus ou moins haut dans la série. Le *hartkorn* semble avoir une valeur vénale de 7 à 8,000 fr., et représenter un revenu brut de 7 à 800 fr. L'évaluation des propriétés a été faite il y a soixante ans. Chacun est taxé selon le nombre de *hartkorn* pour lesquels la propriété est inscrite.

Lorsque, dans la fixation du budget annuel des villes, il arrive que les dépenses prévues d'une ville doivent excéder

¹ V. *suprà*, t. 1^{er}, p. 203, et le *Dictionnaire général de la politique*, t. 1^{er}, p. 646.

ses recettes, les magistrats doivent, d'après l'article 20 de l'ordonnance danoise du 24 octobre 1837, concernant l'administration économique des villes de commerce ou communes urbaines, faire connaître de quelle manière ils feront supporter ce déficit par les habitants, soit d'après leurs immeubles et leur industrie, soit suivant leur fortune et leurs facultés, ou d'après toute autre base particulière; le tout conformément aux règles actuelles, ou à celles qui seraient édictées plus tard pour l'acquittement de ces dépenses.

Les communes *rurales* sont administrées à peu près sous certains rapports comme les communes urbaines. Dans chaque localité fonctionne, de même que dans les villes, un corps municipal de 5 à 9 membres, dans les attributions duquel entrent l'assistance des pauvres, l'instruction primaire, l'entretien des chemins vicinaux, la gestion des biens communaux, la fixation du budget annuel et la répartition de la taxe communale. Pour tout ce qui concerne l'assistance des pauvres et l'instruction, le pasteur a voix délibérative dans les débats, et prend part au vote; les conditions d'éligibilité au conseil municipal, et la manière dont cette élection est faite, sont les mêmes que dans les communes urbaines.

Comme dans ces dernières, les taxes directes prévalent dans les communes rurales; les deux principales sont la taxe suivant les facultés et l'impôt foncier.

Ce dernier impôt est réparti, d'après le *hartkorn*, sur toutes les propriétés foncières. Nous avons dit plus haut ce que c'était que le *hartkorn*.

Lorsqu'un contribuable n'a aucune valeur immobilière, une taxe directe est imposée d'après la fortune et les facultés. Souvent ainsi dans les communes rurales l'une des taxes exclut l'autre pour les contribuables ¹, tandis

¹ Cependant même dans ces communes pour la contribution de guerre établie

que dans les communes urbaines les deux systèmes de taxes frappent les mêmes personnes dans la proportion de leur avoir mobilier et immobilier.

En 1839, les communes rurales ont perçu 1,092,177 écus par l'impôt foncier levé d'après le *hartkorn*, 312,469 écus par la taxe sur les facultés, et 21,339 écus par des taxes spéciales. La recette totale a été de 2 écus 87 shillings par individu, et de 1 écu 14 shillings par *hartkorn*.

En 1861, ces revenus étaient de 2,170,000 écus (7 millions environ de francs), non compris certaines prestations pour les écoles et certains moyens de subsistance pour des pauvres), ainsi que des journées de travail pour entretien des chemins vicinaux. Les taxes communales s'élevant à un produit de 1,571,252 écus, 1,202,567 écus ont été prélevés sur la base du *hartkorn* et 341,772 ont été levés suivant les facultés et les ressources *efter formue og leilighed*, enfin 26,913 écus ont été levés sur d'autres bases.

Voici du reste deux tableaux détaillés qui présentent les divers revenus des communes urbaines et rurales dans le Jutland et les îles, tableaux que nous extrayons d'un document statistique récent (*Oversigt over Kjøbstadkommunernes og Amts repartitions fondenes samt Sognekommunernes Regnskaber*, p. 6, p. 22, p. 23) ¹.

par la loi du 21 mars 1864, chaque individu a été imposé selon sa fortune immobilière et mobilière distinctement (§ 4 et 5).

¹ On trouve dans le même recueil, p. 63, un tableau fort curieux des prestations en nature, sous 24 chefs divers, qui sont fournies pour les écoles, les pauvres et les routes. Ce dernier service ne donne lieu qu'à des prestations de journées de travail, mais pour les deux autres services, les quantités de seigle, d'orge, d'avoine, de pois, de farine, de gruau, de malt, de pain, de beurre, de viandes diverses, de fromage, de foin, de paille, d'œufs, de lait, d'oies, de combustibles divers et de journées, sont évaluées distinctement dans ce tableau pour une valeur de plus d'un million et demi d'écus.

*Recettes des communes urbaines, perçues sur une population
de 204,063 habitants pour l'année 1861.*

Excédant des budgets antérieurs.	103,656 risdales.
Taxe sur les ressources (<i>leilighed</i>).	520,134
Impôt foncier sur les terrains bâtis.	87,160
Taxe sur l'industrie (<i>næring</i>).	73,629
Taxe sur les assurances.	41,256
Taxes diverses.	57,363
Bonifications.	18,689
Rentes.	14,788
Caisses d'épargne.	5,434
Ventes de propriétés.	5,370
Cens ou fermage des terres communales.	154,172
Loyer des bâtiments publics.	13,158
Lettres de bourgeoisie	26,125
Recettes douteuses	34,477
Recettes reportées des années précédentes.	104,694
Reliquats touchés dans l'année	78,900
Emprunts.	62,655
TOTAL.	1,401,669 risdales.

Recettes des communes rurales pour l'année 1861.

Encaisse des années précédentes.	177,339 risdales.
Revenus à percevoir.	19,366
Rentes des obligations	8,110
Ventes des obligations.	9,133
Fermage des immeubles communaux.	7,003
Vente des immeubles communaux	20,203
Contribution par <i>harkorn</i>	1,202,567
— sur les ressources (<i>leilighed</i>).	341,772
Autres taxes	26,913
Restitutions d'autres communes.	33,255
Emprunts.	119,468
Revenus de legs.	12,465
Contribution scolaire.	9,237
Vente de successions pauvres (<i>fattiges Efterladenskaber</i>).	15,197
Bonifications pour la cavalerie militaire.	47,475
Autres recettes	120,576
TOTAL	2,170,179 risdales.

Les dépenses des communes urbaines et celles des com-

munes rurales diffèrent plus en Danemark qu'en France. Elles n'ont de communs que les titres relatifs aux écoles et à l'assistance des pauvres. Pour le surplus, les budgets urbains renferment plusieurs chefs de dépense, relatifs aux traitements et pensions, aux frais de logement des soldats, etc., qui ne se trouvent pas dans les budgets des communes rurales, et réciproquement ces derniers ont, pour les chemins, le service des sages-femmes, etc., des dépenses qu'on ne voit pas figurer dans les budgets des villes danoises ¹.

¹ Comparez dans l'*Oversigt* cité les pages 8 et 9 d'une part, 24 et 25 de l'autre.

SECTION II.

TAXES DES BAILLIAGES EN DANEMARK.

L'administration supérieure des communes rurales en Danemark est dévolue au conseil général du bailliage présidé par le bailli ou préfet, *amtmand*. Ce conseil général composé de 7, 9, ou 11 membres, selon la population du bailliage, est élu pour la plus faible moitié par les délégués des corps municipaux du bailliage, et pour la plus forte moitié par les propriétaires fonciers les plus imposés pour le fonds de répartition du bailliage. Ce fonds de répartition existe dans chaque bailliage et sert à l'entretien des chemins cantonnaux, des hospices, des maisons d'arrêt du bailliage, aux dépenses contre les épizooties, au règlement des cours d'eau, etc. Le conseil général administre ainsi les affaires du bailliage, et contrôle la gestion des affaires communales.

Les revenus du fonds d'administration, destinés à faire face à toutes les dépenses, consistent principalement dans le produit d'une taxe directe, annuellement votée par le conseil général, et répartie d'après la base du *hartkorn*. Cette taxe a donc le même fondement que l'impôt foncier payé à l'État, sans qu'on puisse dire pourtant qu'elle est supplémentaire à celui-ci.

Indépendamment de cette taxe, nous trouvons dans les tableaux de la statistique danoise, d'autres revenus des bailliages, dont nous donnons le détail et le produit ci-après :

L'impôt du *hartkorn*, dans les bailliages, a produit,

en 1839, 1,569,099 écus. Les contributions spéciales des villes ne sont élevées qu'à 13,898 écus, et les subsides de l'État à 31,065 écus. La recette totale des bailliages a été par individu de 1 écu 24 shillings, et par *hartkorn* de 4 écus 16 shillings.

En 1861, la somme totale des dépenses des fonds de répartition des bailliages s'élevait à plus de deux millions d'écus (environ 6,000,000 fr.). L'entretien des chemins des bailliages réclamait près de la moitié de cette somme, c'est-à-dire 1,000,734 écus; l'administration de la justice, 194,270 écus, les établissements d'aliénés, 100,767 écus, le service médical, 70,087 écus, les écoles du bailliage, 74,552 écus, les dépenses contre l'épizootie, 9,286 écus, etc. ¹.

Voici le détail des revenus des bailliages tiré de l'*Oversigt* déjà cité par nous. Remarquons que ces bailliages ont une population moyenne d'environ 60,000 habitants et représentant sous ce rapport le double de la plus vaste circonscription du même nom que nous avons trouvée en Allemagne.

Recettes des bailliages (1,251,707 h.) pour l'année 1861.

Encaisse des années précédentes.	258,464 risdales.
Reste à percevoir sur l'année précédente.	9,079
Avances à rentrer.	94,067
Impôt par <i>hartkorn</i> (il y a 376,641 <i>hartkorn</i>).	1,473,812
Excédant de répartition dans les subdivisions du bailliage	114,907
Payé par les villes pour les dépenses spéciales.	18,307
— l'Etat — —	25,993
Rentes	19,685
Ventes et augmentations de valeur des propriétés.	36,192
Emprunts votés.	46,000
Recettes imprévues.	2,651
TOTAL.	2,099,157 risd. ²

¹ *Oversigt*, etc., p. 16 et 17.

² *Ib.*, p. 14 et 15.

SECTION III.

TAXES DE COPENHAGUE.

Copenhague est administrée par un premier président nommé par le roi. Ce fonctionnaire est assisté de 4 bourgmestres et de 4 échevins ¹, élus les premiers à vie avec la sanction du gouvernement, par le corps municipal, les seconds pour 6 ans par ce même corps, qui est composé de 36 membres. Les magistrats (bourgmestres et échevins) ont la gestion de l'administration; le corps municipal a le contrôle, et la fixation du budget, qui doit aussi être approuvé par le gouvernement. Toutefois, le corps municipal participe aussi directement par des délégués à la gestion de quelques affaires communales, confiées à des commissions mixtes.

Les dépenses de l'administration sont couvertes par plusieurs taxes, dont quelques-unes frappent surtout les batiments, et dont la principale est l'impôt sur le revenu, qui remplace ici la taxe communale en vigueur dans les autres communes. L'impôt sur le revenu est fixé ainsi qu'il suit : une commission établit un état du revenu présumé de tous les habitants; cet état est imprimé et publié. Chacun a le droit de réclamer devant le corps municipal s'il trouve

¹ D'après l'article 3 de l'ordonnance du 1^{er} janvier 1840 sur l'administration communale de Copenhague, il y avait dans cette ville 3 bourgmestres et 6 échevins. Cela a été modifié par la loi du 4 mars 1857. Suivant le *Dictionnaire général de la Politique*, le budget de Copenhague est dispensé de l'approbation supérieure à laquelle sont soumis les budgets des autres communes danoises.

sa position mal appréciée. Cet état sert de base au paiement de l'impôt dont le corps municipal fixe chaque année la quotité suivant les besoins prévus. Pour 1864, les habitants de Copenhague ont eu à payer 1 et demi pour 100 de leur revenu.

L'impôt sur le revenu a été autorisé par une loi. Les personnes n'ayant pas 300 écus de rente en sont exemptes.

En 1861, les recettes de Copenhague s'élevaient à 1,800,000 écus, ainsi répartis :

Impôt sur le revenu.	250,000 écus.
Autres taxes.	720,000
Terres affermées.	100,000
Fabrication du gaz.	90,000
Capitaux des hospices.	120,000
Emprunts.	300,000
Différentes ressources.	220,000

Ainsi l'on voit que les taxes directes sont pour Copenhague comme pour les autres villes du Danemark la ressource principale des budgets, et nulle taxe de consommation n'y paraît contribuer. Ceci n'a pas seulement lieu depuis une époque récente; car les taxes indirectes n'ont jamais fait partie des ressources de la commune danoise : les octrois, en effet, qui existaient naguère et qui étaient prélevés à l'entrée des villes, étaient un revenu de l'État, de même que le droit de mouture qui a été aboli avec les octrois en 1851¹ par la loi du 7 février.

¹ Ces renseignements confirment ce que j'ai énoncé déjà dans le *Dictionnaire d'économie politique* au mot *Octrois*, à savoir que les communes danoises tiraient leurs ressources des impôts directs à l'exclusion des taxes de consommation. Cependant le § 3 de la loi du 7 février 1851, relative à l'abolition des octrois, semble admettre l'existence d'une accise communale à cette époque du moins dans la capitale du Danemark. Il est dit en effet dans une note de cet article sous le n° 3 : « L'accise communale sur divers objets de consommation à leur entrée par mer dans Copenhague, ainsi que la taxe sur le bois à brûler (brændpenge) continuent à être perçues au profit de la caisse municipale conformément aux règles en vigueur. » Mais les produits de cet octroi de mer sont affectés aux dépenses du port de Co-

L'impôt sur le revenu pour 1864-1865 a été porté à 2 1/8 p. 100.

En 1863-1864, le nombre des cotes était de 18,059, sur une population de 160,000 habitants, et se trouvait réparti ainsi qu'il suit d'après une conversion approximative des écus en francs :

9,131 cotes de	900 francs à	2,000 francs de revenu.
4,193 . . .	2,000	à 3,600 —
2,301 . . .	3,600	à 6,000 —
1,907 . . .	6,000	à 15,000 —
434 . . .	15,000	à 30,000 —
91 . . .	30,000	à 60,000 —
42 . . .	60,000*	à 150,000 —
10 au-dessus de		150,000 —

La somme totale des revenus imposés montait à environ 22 millions d'écus danois, soit 60 millions de francs.

Les cotes supérieures seraient sans doute plus nombreuses, si un article de la loi ne limitait la charge de l'impôt à ceux qui font un séjour de 4 mois au moins dans la capitale. Il résulte de là qu'un grand nombre des familles des plus fortunées, possédant des habitations à Copenhague, se servent de cette clause pour esquiver l'impôt.

L'impôt frappe le revenu dans sa totalité; chaque contribuable déclare son revenu propre, et est tenu de justifier sa déclaration, s'il y a lieu. Des répartiteurs, choisis par la commune pour chaque arrondissement de la capitale, font le relevé des évaluations des revenus des contribuables,

penhague qui intéressent tout à la fois la commune et l'État dont il est un port de guerre. Cet impôt, qui existe depuis 1768, a été fixé à un quart du droit de transit de tous les objets soumis à ce dernier droit, et il doit servir jusqu'en 1874 à l'entretien de la caisse du port. Quant à la taxe sur le bois à brûler établie en 1819 à l'introduction par mer, après avoir servi à l'établissement communal d'un chantier de bois à brûler vendu à prix fixe, elle est, depuis 1828, affectée à la reconstruction de la cathédrale de Notre-Dame, lieu du sacre des rois et considérée comme un monument national.

et soumettent leur travail à une commission supérieure, nommée pour toute la capitale par le gouvernement, et choisie parmi les bourgeois de cette ville.

Quelques-uns des articles de la loi institutive de l'impôt devront être soumis à une révision, dont l'époque est déterminée par avance, après un délai de 5 ans. Tel est le cas de l'article 11, qui exempte de l'impôt les personnes ayant un revenu moindre de 900 francs ou 300 écus, et d'après lequel les revenus entre 900 et 3,600 francs ou 1,200 écus sont taxés suivant une échelle croissante. Jusqu'à l'époque de la révision, l'impôt ne doit pas dépasser 3 p. 100 du revenu.

CHAPITRE X.

DES TAXES DES COMMUNES ET DES PROVINCES EN SUÈDE ¹.

On sait que la Suède pratique l'impôt sur le revenu. Nous avons parlé dans le cours du présent ouvrage ² de l'organisation de ce moyen financier qui comprend à la fois une taxe sur les propriétés foncières, une taxe sur les revenus mobiliers ³ et une taxe sur les traitements, contributions diverses grevant inégalement les revenus sur lesquels elles portent.

D'après les lois communales des 24 mars et 25 mai 1862, des 15 septembre et 20 novembre 1863, le chiffre des impôts à percevoir au profit des communes, villes et provinces (*lan*); est fixé par les représentants électifs de chacune de ces localités proportionnellement à l'impôt sur le revenu immobilier et sur le revenu mobilier payé par les contribuables, et probablement à titre de supplément de ces deux branches de l'impôt sur le revenu.

¹ Les renseignements donnés dans cette section sont extraits d'une communication due à l'obligeance de M. Fournier, ministre de France à Stockholm.

² T. I, p. 461 et l'*Histoire des Impôts généraux sur la propriété et le revenu*, p. 245 et suiv.

³ Au-dessus de certains minimums; d'après des renseignements récents, ce serait en vertu de la loi de 1860 au-dessus de 400 fr. ou 560 riksdalers, et si le revenu ne dépasse pas 1,800 riksdalers, 300 riksdalers seraient déduits du total, comme exempts d'impôt.

Si une commune vote une taxe dont l'emploi est destiné aux besoins communaux territoriaux, les propriétés agricoles sont imposées au double des autres revenus.

Il y a aussi en Suède certains impôts locaux qui reposent sur d'antiques coutumes, comme des prestations pour la construction des routes et de divers bâtiments communaux, ainsi que pour la fourniture des chevaux aux voyageurs, moyennant une faible rétribution.

Les adultes au-dessus de dix-huit ans supportent une sorte de capitation destinée à former un fonds pour le soutien des pauvres et pour l'instruction primaire.

Les États de la Diète fixent en outre un impôt au profit des communes sur la vente en détail de l'eau-de-vie et d'autres spiritueux brûlés ou distillés. Cet impôt est calculé pour chaque endroit sur la supputation d'un minimum de débit établi d'après les probabilités de vente dépendant des circonstances spéciales à chaque cabaret.

Certaines villes ont été autorisées à percevoir des droits de port, de pont, de quai, etc.

En dehors de ce qui précède, les communes suédoises ne sont autorisées à établir aucun impôt sur le commerce, aucun droit d'accise, aucun impôt indirect quelconque.

CHAPITRE XI.

DES TAXES COMMUNALES ET PROVINCIALES EN RUSSIE.

Il serait intéressant de donner ici un complet aperçu de l'organisation provinciale et communale du puissant empire de Russie. Malheureusement les documents nous manquent presque absolument, et nous sommes forcés de nous en tenir à quelques renseignements épars çà et là dans divers journaux et recueils, renseignements que nous avons recueillis, et que nous transmettons à nos lecteurs.

« Les communes rurales, dit le journal *le Nord* ¹, occupent une place importante dans les institutions russes ; mais, loin d'embrasser toute la surface de l'empire, elles n'y figurent au contraire que comme des points isolés : cependant les communes voisines sont groupées en espèce d'associations cantonales (*volost*). »

« On rencontre en Russie de vastes espaces, domaines de la grande propriété, qui ne sont aggrégés à aucune municipalité, à aucune commune, et ne se relie administrativement qu'au district. »

Dans les communes de Pologne, d'après le même journal ²,

« Le maire (*wojt*) fait la répartition des impôts, lève les

¹ Numéro du 10 mars 1864.

² Numéro du 20 janvier 1864.

» taxes, et poursuit les contribuables inexacts; » et il semble n'être soumis à aucun contrôle de ses actes.

Suivant M. de Koulomzine, il y a dans certaines villes en Russie des centimes additionnels aux taxes directes.

L'*Annuaire* international du crédit public pour 1861, nous fournit pour 1858 des renseignements assez étendus tirés d'une publication officielle sur les recettes et les dépenses des 628 villes que compte aujourd'hui la Russie, et qui sont réparties entre les 59 gouvernements : les recettes sont *ordinaires* et *extraordinaires* ¹. Nous lui empruntons la plupart des détails qui suivent.

Les recettes ordinaires ont donné les résultats suivants :

	Prévues.	Réalisées.
Impôt des immeubles et redevances.	2,352,775 roubles.	2,425,774 roubles.
Impôt industriel.	2,069,926 —	2,207,671 —
Subsides.	1,698,383 —	1,811,170 —
Impôt indirect.	902,154 —	1,184,868 —
Recettes imprévues.	699,905 —	1,488,322 —
TOTAL.	7,723,143 —	9,117,805 —

Soit un accroissement de 18 p. 100 dans les faits réalisés, relativement aux prévisions.

Recettes extraordinaires :

De la couronne.	198,978 roubles.	"
Des terres.	109,988 —	"
Des compagnies d'assurances. . .	97,146 —	"
Rentes des capitaux.	1,293,714 —	"
Arrérages	882,864 —	"
Recettes diverses	354,760 —	"
TOTAL.	2,928,450 roubles.	1,378,100 roubles.

Il y aurait eu un déficit sur ce chapitre de plus de 50 p. 100.

Les dépenses se divisent comme les recettes en deux sections.

¹ Nous y trouvons les renseignements suivants pour les recettes des trois gouvernements de Saint-Petersbourg, Moscou et Odessa.

Saint-Petersbourg (40 villes).....	2,759,474 roubles.
Moscou (16 villes).....	1,657,309 —
Odessa seule.....	699,578 —

Dépenses ordinaires (1858) :

	Prévues.	Réalisées.
Frais d'administration.	3,890,562 roubles.	3,749,467 roubles.
Entretien des édifices.	703,982 —	659,936 —
Entretien des routes	1,243,686 —	1,281,330 —
Force armée.	812,480 —	894,114 —
Bienfaisance.	950,927 —	1,008,331 —
Dettes	793,947 —	429,261 —
Dépenses diverses.	239,205 —	239,329 —
Total.	8,634,789 roubles.	8,251,788 roubles.

Dépenses extraordinaires :

Administration.	63,650 roubles.	»
Bâtiments ¹	1,199,796 —	»
Dépenses diverses.	380,514 —	»
TOTAL.	1,644,960 roubles.	1,823,852 roubles.

La différence entre l'ensemble des recettes et des dépenses présumées dans la totalité des villes, et celles qui y ont été réellement effectuées, n'est que de 1,5 p. 100 sur les recettes, et de 2 p. 100 sur les dépenses.

Il n'en est plus de même quand on examine les résultats par province. Toutefois on doit constater que partout où, pour un motif ou un autre, la recette est restée au-dessous de la prévision, on a su réduire aussi, et presque toujours dans la même proportion, le chiffre des dépenses. Sur les 59 gouvernements, auxquels se rapportent les chiffres que nous avons reproduits plus haut, les dépenses ne sont supérieures aux recettes que 13 fois ; 2 fois il y a équilibre : et pour les 44 autres gouvernements, les recettes dépassent les dépenses.

Pour les provinces ou gouvernements, leurs recettes sont centralisées au ministère et gérées par l'administration centrale ; de là une grande difficulté de donner un aperçu exact des budgets de ces circonscriptions.

¹ Sur les 1,200,000 roubles assignés à ce chapitre, les capitales prennent à elles seules plus des 2/5, à savoir, Moscou, 175,733 roubles ; Saint-Petersbourg, 329,923 roubles.

CHAPITRE XII.

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES SUR LES TAXES LOCALES EN EUROPE
ET COMPARAISON DU MÉRITE DE LEURS PRINCIPALES FORMES.
— QUESTION DES OCTROIS.

Nous venons d'étudier les taxes locales d'un grand nombre des pays de l'Europe; pour les autres nous avons le regret de n'avoir pu recueillir des détails suffisants pour être dignes d'être mentionnés. Les faits que nous avons recueillis, bien qu'incomplets, permettent de signaler quelques tendances générales et dominantes en Europe dans la taxation des communes, et des circonscriptions territoriales plus étendues. La manière dont ces taxes s'établissent est presque partout le reflet fidèle de la constitution des États et le miroir des relations plus ou moins centralisées qui rattachent les localités au pouvoir central. La Belgique, avec sa liberté en quelque sorte illimitée de création d'impôts spéciaux dans les localités, manifeste le maximum des résultats d'une constitution décentralisée, par un excès moins à redouter sur son petit territoire qu'il ne pourrait l'être dans un empire étendu.

Dans les communes, les taxes sur les richesses et les taxes sur les consommations sont les principales; dans les pro-

vinces, les taxes sur les richesses dominent presque exclusivement.

Quelque ressemblance qu'il y ait entre les taxes des provinces et des villes avec celles des États, et quoiqu'il n'y ait dans les circonscriptions urbaines notamment presque aucune taxe qui n'ait son type dans les budgets d'État, cependant l'observation montre que les budgets communaux surtout ont leur physionomie particulière, qu'il nous paraît intéressant de préciser par l'observation, et de discuter par la raison.

On ne peut guère considérer que comme relativement exceptionnelles et comme assez restreintes certaines taxes sur les jouissances que l'on trouve dans les budgets communaux et provinciaux, telles que les impôts sur les chiens au profit des communes françaises et au profit de certaines villes ou provinces à l'étranger. Il en est de même de certaines taxes sur les actes, comme par exemple cet impôt sur la transmission des immeubles levé dans une ville du pays de Bade¹ et ce timbre local que nous avons remarqué dans les anciens budgets des provinces néerlandaises ; les droits de voirie seuls dans cette dernière catégorie ont quelque importance.

On peut se rendre compte de ces proportions diverses en constatant que les taxes sur les jouissances et les taxes sur les actes sont d'origine assez récente, quant à leur développement étendu, tout au moins, dans les budgets des États. Il est donc naturel qu'elles ne se soient pas propagées encore autant dans les budgets des provinces et des communes.

¹ Il est aussi question dans le journal *le Temps*, du 14 novembre 1865, et dans une délibération du Conseil général du Nord, citée plus haut (p. 432), d'un droit sur les successions établi par le Conseil municipal de Bruxelles, suivant des proportions graduées depuis 1 jusqu'à 13, pour mille. Enfin, les budgets de Liverpool et Bristol, analysés par M. Gneist, mentionnent des droits de mutation immobilière.

Pour les taxes sur les actes relatifs aux mutations de propriété, il y a évidemment une raison de plus ; ces taxes ne se localisent pas toutes aisément. Le lieu dans lequel les actes se passent est souvent distinct de celui où sont situés les biens que les actes concernent. Comment localiser des droits sur les successions, par exemple lorsque les biens y compris seraient situés souvent hors de la ville ou de la province habitées par le citoyen décédé. On voit donc que, sauf des droits comme ceux qui portent sur des faits relatifs à des immeubles déterminés, la localisation des taxes sur les actes répugne aux idées de raison et de justice que recherchent les législateurs financiers.

Nous ajouterons que les taxes sur les mutations sont considérées aussi en certains pays comme une rémunération du service rendu par l'État qui certifie leur date et qui assure leur exécution. A ce point de vue, elles ne semblent pas de nature à figurer dans les recettes des circonscriptions locales.

Les impôts sur les personnes s'adaptent beaucoup mieux que les taxes sur les actes aux besoins de localités déterminées, et on ne pourrait invoquer leur date récente pour expliquer leur diffusion imparfaite dans les budgets des provinces ou des communes, puisque ces impôts semblent appartenir à l'organisation primitive des sociétés.

Cependant on trouve au fond deux raisons qui expliquent le peu de place que ces impôts occupent (sauf les cotisations belges et néerlandaises) dans les budgets des localités.

D'abord on n'est pas toujours citoyen d'une ville aussi nettement qu'on est citoyen d'un État ; bien qu'il ne soit pas impossible de déterminer la qualité d'*habitant* qui servirait de base à une capitation locale, il y a cependant pour une ville un peu plus de difficulté à le faire que pour l'État, qui est assuré de retrouver dans une localité le citoyen dont le domicile serait douteux par rapport à une autre résidence.

D'un autre côté, l'injustice des capitations uniformes et privées de tout élément de proportionnalité serait, je crois, plus choquante entre les habitants d'une même ville qu'entre les citoyens d'un grand État.

A la distance qui sépare en ce dernier cas le législateur des contribuables, la diversité des fortunes peut sembler négligée ou inaperçue.

Au point de vue rapproché des inégalités de fortune entre les bourgeois d'une même ville, l'absence de proportionnalité serait plus blessante. La diversité de la richesse des contribuables serait trop connue de ceux qui voteraient l'impôt, de ceux qui le percevraient et de ceux qui en régleraient l'emploi, pour qu'une capitation aveuglément égale fût aisément admissible comme ressource municipale.

Tout revient donc, quant aux masses principales des revenus tirés de la taxation locale des provinces, à l'impôt sur les richesses comme ressource la plus ordinaire, et à l'impôt sur les consommations comme ressource exceptionnelle et conditionnelle, ainsi que nous l'avons vu dans les provinces d'Espagne et d'Italie¹; et dans les budgets des villes, la taxe de consommation et la taxe directe sur les biens, souvent additionnelle aux impositions analogues qui sont perçues par l'État, semblent avoir eu dans le passé des raisons d'être presque égales.

De l'ensemble des chiffres que nous avons donnés dans le cours de ce livre pour les ressources budgétaires des communes dans différents pays de l'Europe, il résulte, en effet, que si dans le Danemark, l'Angleterre, la Russie et depuis peu la Hollande, la taxation directe l'emporte, l'impôt direct se trouve ailleurs inférieur à l'impôt de consommation.

Ainsi en France, nous trouvons pour l'impôt direct

¹ V. t. IV, p. 237 et 302.

en 1864 une somme de 76,162,947 francs, inférieure à celle qui a été rendue l'année suivante par l'impôt de consommation (octrois), lequel a produit, dans les 1,435 communes où il est perçu, 150 millions brut. Ces deux produits sont dans le rapport de 33 à 67 p. 100.

Du reste la relation que nous avons à préciser entre les produits des taxes communales directes et ceux des octrois en France pour 1864, n'a qu'une médiocre importance au point de vue de la répartition des charges entre les mêmes contribuables. En effet, et nous n'avons pas besoin d'insister sur ce point, les centimes communaux sont perçus dans les 37,510 communes de l'Empire, tandis que 1,510 seulement sont soumises aux tarifs d'octroi, et bien qu'on doive admettre une certaine incidence de ces tarifs sur les communes rurales situées dans le rayon d'approvisionnement des villes, cette incidence ne saurait être considérée comme uniforme et surtout comme s'étendant à la généralité du pays.

En Espagne ¹, l'impôt direct sur les richesses qui a produit, en 1864, 77,375,608 francs, se trouve inférieur à l'impôt de consommation pour la même année, qui est évalué à un produit de 89,507,318 francs, et ces deux revenus sont entre eux dans le rapport de 46 à 54 pour 100.

En Portugal l'inégalité serait plus forte, et les produits des

¹ Voyez, tome IV, p. 251 :

Surtaxes ordinaires sur l'impôt territorial.....	34,924,605 fr.
— — — industriel.....	9,585,780
Surtaxes extraordinaires — territorial.....	26,412,084
— — — industriel.....	2,409,806
4/5 d'augmentation des surtaxes ordinaires sur l'impôt territorial.....	3,104,692
— — — — — industriel.....	938,641
Impôt direct.....	77,375,608 fr.
Taxes sur les consommations d'après le tarif n° 1.....	49,879,214 fr.
— — — — — n° 2.....	35,776,808
Partie laissée aux conseils municipaux du droit de 50 p. 100 sur les consommations mis à la disposition des conseils municipaux.....	3,224,671
Surtaxes extraordinaires sur les consommations.....	633,628
Impôts sur les consommations.....	89,507,318 fr.

taxes directes et des taxes indirectes seraient entre eux comme 138 à 580 ou dans le rapport de 23 à 77 pour cent.

L'inégalité de proportion est plutôt renversée en Italie ¹, où pour l'année 1861, si nous nous en rapportons à une comptabilité peut-être défectueuse, l'impôt sur les richesses qui paraît avoir produit 50 millions environ se trouve avec l'impôt de consommation, dont le produit a été de 30,982,779 livres, dans le rapport de 61 à 39 p. 100.

En Hollande, également pour l'année 1862, l'impôt direct sur les richesses et les personnes, dont le produit était de 6,490,042 florins, s'était trouvé surpassé de beaucoup par l'impôt de consommation, qui avait rendu 8,579,688 florins, et avait été avec lui dans la proportion de 42 à 58 sur 100 ². Tout a été changé dans ce pays par l'abolition des octrois.

En Allemagne, les recettes communales ne nous sont pas assez connues pour que nous puissions apprécier les proportions de leurs impôts directs et de leurs impôts indirects.

Si, dans le grand duché de Saxe-Weimar et dans celui de Hesse-Darmstadt, l'impôt de consommation paraît le principal, dans le grand-duché de Bade et dans les villes de Vienne

¹ Voir tome IV, les tableaux pages 296 et 298 ci-dessus :

La statistique des taxes locales italiennes n'éclaire pas suffisamment la subdivision de leurs produits entre la source directe et la source indirecte. Cependant il est permis de penser que la première l'emporte sur la seconde, si l'on réfléchit qu'en 1861 les taxes de consommation donnaient environ 30 millions seulement sur 84 millions de produits d'impôts. Si ce total dernier a été porté à 133 millions en 1863, rien n'indique que la proportion de l'impôt de consommation par rapport à l'ensemble se soit agrandie, et en tout cas les dispositions de la loi du 3 juillet 1864 semblent plutôt faites pour restreindre la part de la taxe de consommation dans les revenus des communes que pour l'étendre. Aussi voyons nous signaler des faits frappants, tels que l'existence de 172 p. 100 d'additions à la taxe des bâtiments à Bologne. (Rapport de M. Pepoli sur la gestion municipale de Bologne, en date du 27 novembre 1866, p. 50.)

² Les chiffres que nous donnons ici pour l'impôt direct et l'impôt de consommation dans les Pays-Bas résultent de l'addition de divers éléments puisés dans les tableaux ci-dessus du chapitre VII.

En 1857, il y avait à peu près une balance exacte entre les éléments si inégaux en 1862.

et de Berlin c'est une situation inverse qui est à remarquer.

Dans la Grande-Bretagne et le Danemark, l'impôt direct sur les richesses est depuis longtemps presque la seule ressource des finances municipales, et l'impôt de consommation leur est presque étranger.

Quant à la Belgique, le système nouveau qui y a été adopté ne permet pas de poser la question dans les mêmes termes qu'ailleurs, et cependant le remplacement des octrois par des impôts indirects mis en commun et la suppression des cotisations personnelles, dans diverses localités, laisse à l'élément de l'impôt indirect, en Belgique, toute sa prédominance.

L'importance des taxes indirectes dans un grand nombre de budgets communaux en Europe est-elle bonne, et l'impôt de consommation est-il le meilleur pour les localités d'un pays donné ? Il est évident que cette question doit être considérée sous un double aspect.

Sous le premier, elle doit être mise en regard de l'organisation de l'impôt dans l'ensemble de l'État. Il y a une pondération inévitable entre la taxe de l'État et celle des localités, si l'on veut faire une part aux deux principaux systèmes d'impôt. Plus la taxe de consommation sera restreinte dans l'État, plus il y aura de chances pour la voir prédominer et pour la trouver plus acceptable dans les budgets locaux, et *vice versa*.

Mais en dehors de cette question d'ensemble, il est plus difficile de dire quel est le système de taxe qui convient le mieux à la *nature d'un impôt local*, comme on pourrait le rechercher dans un système encore à créer et pour ainsi dire *à priori*.

L'impôt de consommation ou l'octroi rencontre, il faut l'avouer, deux objections particulières : 1° une gêne à la circulation intérieure du pays ; 2° une répercussion de l'impôt des villes sur le débit des denrées du pays. Le

système qui donnerait plutôt l'impôt indirect à l'État et l'impôt direct aux localités, serait donc en théorie plus aisé à défendre que le système inverse. Cependant, outre les faits constitués chez certaines nations, on peut alléguer quelque avantage à faire contribuer par l'octroi aux dépenses des grandes capitales les étrangers qui les visitent.

L'intérêt de cette question « quel est le meilleur impôt local » a été compris en Allemagne et y a donné lieu récemment à des dissertations intéressantes. Nous avons lu attentivement celle du docteur Mayer, dans les Annales prussiennes d'août 1866.

M. Mayer, partant de l'idée que les charges de la vie locale doivent être en rapport avec le profit des dépenses opérées à l'aide de ces charges, combat l'opinion qui a voulu faire de l'impôt sur le revenu la meilleure taxe communale. « Comment, dit-il, un rentier sur l'État résidant à la campagne, peut-être pour sa santé, devra-t-il contribuer à une taxe communale d'endiguement sur un pied égal à celui de tous les propriétaires fonciers de la commune ? » Il pose la même question au sujet des dépenses de la police champêtre, et ne pense pas qu'on puisse voir là des dépenses tout à fait spéciales, car la taxe d'endiguement est peu séparée de celle d'éclairage ou de pavé, et la sûreté procurée par le garde-champêtre ne diffère pas beaucoup de celle qui est donnée par le gardien de nuit ou le pompier.

Suivant M. Mayer, la commune a beaucoup plus une existence économique qu'une valeur morale comme la famille ou l'État. On tient plus à ces derniers liens par le devoir; la résidence communale est affaire de choix et de liberté.

Si l'existence en commun entraîne quelques dangers particuliers, ils sont plus que compensés par la grandeur des avantages surtout matériels de l'existence en groupe, qui permet la division du travail, et rend faciles les profits de

communications par les rivières, du pavage, de l'éclairage au gaz, etc., etc.

M. Mayer, qui regarde les octrois comme en voie de lente disparition, et qui ne pose la question de préférence qu'entre divers impôts directs comme ressources des budgets communaux, considère l'impôt foncier comme le plus adapté aux dépenses communales. Il fait observer que la valeur du sol est particulièrement influencée par l'existence des centres de population. L'accroissement du prix des terrains de construction n'y a, pour ainsi dire, pas de limite. C'est donc surtout à cette propriété à payer la source de sa richesse, soit par ceux qui en sont les maîtres, soit par ceux qui en sont les occupants ou locataires.

La taxe sur les loyers atteint, quoique un peu indirectement, les propriétés. Elle touche particulièrement des personnes juridiques que la taxe sur le revenu n'atteindrait pas, comme des compagnies industrielles, des banques, des casinos, des comptoirs appartenant à un propriétaire résidant ailleurs. Le loyer qui a tant de rapport avec la quotité du revenu, a d'ailleurs cela de particulier qu'il est plus élevé dans les quartiers où les frais de l'existence communale sont plus cumulés. « Le loyer, suivant la formule du savant allemand Faucher, est l'expression relativement la plus exacte de l'intérêt de chacun dans les créations et les institutions communales. » L'incidence de l'impôt du loyer repercutée sur le propriétaire ne laisse pas redouter à M. Mayer de charger les PETITES GENS.

L'auteur pense en résumé que la propriété pourrait être compromise par des institutions qui rejetteraient sur d'autres les charges qui lui appartiennent. Sous ce rapport, il voit dans les octrois et les *income-tax* municipales quelque chose de communiste que la taxe municipale sur les loyers redresserait avec avantage.

D'ailleurs il admet aussi certaines taxes encore plus spécialement compensatives des avantages de la vie commune que la taxe sur les loyers; par exemple les péages appliqués à la dépense des ponts.

Il invoque en terminant sa dissertation, remarquable malgré quelques exagérations, et quelques confusions de détail peut-être, la pratique anglaise qui a assis sur la propriété *visible et profitable* dans la paroisse, les charges locales : principe à la fois solide et flexible au milieu des progrès de la constitution communale et des dépenses locales dans l'organisation britannique.

J'ai cru devoir analyser ces idées, non-seulement à cause de leur valeur théorique, mais encore à raison du contraste dans lequel elles sont avec notre situation nationale; et de l'opportunité que peut avoir leur discussion depuis que les faits belges et hollandais ont appelé l'attention sur cette face importante de l'impôt public.

La question de la suppression des octrois a été en effet posée, comme nous l'avons déjà constaté, en 1865 et en 1866, en France.

Dans la séance du Corps législatif du 26 mai 1865, M. Glais-Bizoin a exposé un amendement pour la suppression des octrois. Il a signalé le système des octrois comme attentatoire au principe de la proportionnalité, base de tous nos impôts; à la morale, par les fraudes qu'il provoque; à la santé publique par les falsifications, qui sont la conséquence nécessaire de la surélévation des prix. Ces taxes, dernier débris du moyen âge, créent, suivant l'honorable député, un antagonisme d'intérêts fâcheux entre les villes et les campagnes; l'Angleterre, les États-Unis, la Suisse, la Belgique les ont abolies. Les Chambres de Hollande, ajoutait alors l'orateur, sont saisies d'un projet de loi en ce sens; la France devrait marcher dans la même voie; au lieu

d'accroître progressivement le nombre de ces véritables douanes à l'intérieur.

On ne saurait toutefois songer à enlever ainsi aux communes la source principale de leurs revenus, sans leur offrir en échange des ressources équivalentes. L'orateur a proposé de leur faire l'abandon de l'impôt personnel et mobilier, de l'impôt des patentes, de l'impôt des portes et fenêtres, enfin de la taxe des chevaux et voitures. Le produit total de ces divers impôts, tel qu'il est porté au budget de 1865, est supérieur de 5 millions au produit net des octrois.

Pour combler le déficit qui résulterait de l'abandon proposé, le Trésor verrait ses droits sur les boissons augmentés d'une somme égale au droit d'octroi moyen réparti sur la consommation générale de l'Empire. Le taux actuel des droits ne permettrait pas cette augmentation; mais on y parviendrait, et on réaliserait en même temps une amélioration des plus importantes, par la substitution au régime actuel d'une taxe unique, du droit *ad valorem* sur les boissons.

M. Glais-Bizoin s'est montré partisan et admirateur du système inauguré en Belgique par la loi du 18 juillet 1860. « Quand on examine, a-t-il dit, la réforme belge, les documents à la main, quand on la suit dans son exécution, on a l'esprit frappé d'un double étonnement, de la simplicité de cette réforme, qui paraît d'abord si compliquée, et de la facilité avec laquelle elle a été réalisée..... Cette réforme, a-t-il ajouté, la Belgique dans son juste orgueil l'appelle une réforme monumentale, et elle est, en effet, une des plus grandes qui aient été conçues et exécutées dans les temps modernes. »

M. O'Quin, rapporteur, a combattu l'amendement. Il a représenté que les conditions du problème n'étaient pas les mêmes en France qu'en Belgique; que les moyens proposés pour remplacer les taxes d'octroi n'étaient ni sérieux ni ef-

ficaces ; que d'ailleurs ces taxes étaient loin d'être aussi impopulaires qu'on se plaisait à le dire, et que les classes ouvrières les supportaient d'autant plus facilement qu'elles savaient que leur produit formait le principal aliment des travaux dont elles profitaient.

Examinant la réforme opérée en Belgique par la loi de 1860, il en a mis en question le mérite, ainsi que nous l'avons rapporté plus haut.

L'amendement a été repoussé.

Le 27 juin 1866, M. Glais-Bizoin a reproduit et développé son amendement en s'appuyant sur des motifs semblables à ceux qu'il avait exposés l'année précédente, avec une addition importante au sujet des moyens que les communes pourraient employer pour remplacer les ressources de l'octroi. Il s'agissait d'un impôt communal sur le revenu.

Cette adjonction a fourni à M. Louvet l'occasion d'un discours où il fait valoir l'opposition que rencontrerait en France un tel genre d'impôt, l'infidélité des déclarations ; et il a ajouté qu'à ses yeux l'impôt indirect avait sur l'impôt direct l'avantage qu'il se confondait avec la chose elle-même, et que d'ailleurs l'octroi n'allait pas à Paris à plus de 15 fr. par tête, si l'on faisait déduction de la population flottante.

M. Picard a observé à cette occasion que la quotité de l'octroi montait bien à 50 fr. par tête, comme l'avait avancé M. Glais-Bizoin, et que quant au prétendu avantage de l'impôt indirect il ne le trouvait pas suffisant pour compenser l'inégalité de la répartition des charges de l'octroi sur les contribuables ; enfin que tout en n'admettant pas l'impôt communal sur le revenu, il trouvait qu'il y avait là une question sérieuse à résoudre.

M. Granier de Cassagnac, tout en ne portant pas de condamnation contre le principe même des octrois, trouve

que les tarifs ne sont pas assez modérés, et s'élèvent à Paris, pour le vin par exemple, à 100 p. 100 en moyenne de sa valeur chez le producteur.

Le Corps législatif a repoussé l'amendement de M. Glais-Bizoin, qui pourra cependant à ce qu'on assure, dans une session ultérieure, trouver quelques arguments à l'appui de sa thèse dans l'enquête agricole de 1866.

Si l'on ne peut se dissimuler une certaine pression pour le remplacement ou la réduction des octrois en France, comme nous l'avons vu par l'analyse de ces discussions parlementaires, ce résultat ne pourrait être obtenu, ainsi que nous l'avons dit plus haut, que par des remaniements financiers considérables. Or la situation n'est pas sous ce rapport sans difficulté, et elle exige une observation scrupuleuse et attentive.

Les droits d'octroi supportent, il faut en convenir, avec une sorte d'à *fortiori*, toutes les objections dirigées contre les douanes. La partie du droit d'importation qui est dans la douane supportée par le producteur étranger, retombe dans l'octroi à la charge du producteur national, concitoyen de l'habitant de la ville à octroi.

L'idée qui fonderait le maintien ou le développement des taxes élevées d'octroi sur l'intérêt de favoriser le séjour des campagnes, et d'aggraver les conditions de la vie urbaine, ne saurait être invoquée, suivant nous, avec autorité.

Nous ne croyons pas d'abord en général que le législateur doive intervenir dans l'équilibre des conditions qui déterminent le choix du séjour dans les villes ou dans les campagnes.

D'ailleurs, les droits d'octroi en pesant sur certaines parties de la production rurale, et en permettant dans les villes un grand développement du luxe et de l'attrait qui en résulte pour leurs habitants, peuvent bien exercer en réa-

lité une influence contraire à celle que l'on rechercherait dans l'hypothèse indiquée.

Il y aurait enfin des moyens plus efficaces à employer dans l'intérêt rural, et il ne serait pas difficile de trouver dans l'ensemble des impôts des suppressions et des déplacements de charge qui répondraient plus aux vœux et aux intérêts des habitants des campagnes que tout système imaginable d'octroi.

Mais les difficultés pratiques semblent extrêmement graves si l'on recherche les moyens de remplacer cette ressource considérable des budgets locaux.

Sans doute, des mesures de détail pourraient suffire à améliorer certaines situations, des tarifs excessifs pouvant être réduits, peut-être sans préjudice sérieux, quant au revenu définitif des villes. Les petits octrois pourraient être interdits aux centres peu peuplés, tant qu'une certaine quantité d'impôt direct ne serait pas levée.

Quant à des mesures plus radicales, elles ne pourraient être abordées qu'en demandant au moins en partie, au budget général de l'État, des sacrifices qui retomberaient probablement comme dans les Pays-Bas à la charge de l'impôt direct.

Il faudrait dès lors s'éloigner des doctrines régnantes depuis nombreuses années dans les régions officielles de la finance française.

La politique du second Empire avait semblé, en 1837 notamment, inspirée par le désir de concilier le maintien général du système traditionnel des impôts, avec quelques concessions faites aux principes de proportionnalité que les éléments démocratiques de la Constitution pouvaient réclamer. Mais depuis la loi sur l'impôt des valeurs mobilières, soit que les intérêts touchés par cette loi aient fait entendre des plaintes suivant nous plus bruyantes que fondées, soit

que des changements de personnel aient amené des changements de tendance, la politique des impôts a paru s'engager dans une voie un peu différente. L'exhaussement de l'impôt du sel a été mis en avant. Abandonné presque comme un contre-sens au regard de l'opinion du pays et de la Chambre, malgré l'expérience des financiers qui, tels que MM. Fould et Vuitry, lui avaient prêté leur appui, ce projet a été suivi, sous l'organisation nouvelle du ministère d'État oratoire, par le projet de loi sur l'enregistrement qui, malgré l'élaboration la plus pénible, n'a pu sauver quelques dispositions de détail recommandables, du discrédit rencontré par ses dispositions principales ¹.

On pourrait donc dire que les financiers français ont peu de champ d'action dans les voies du passé en matière d'impôts, et cependant, dans cet état de tendances réciproquement neutralisées et par suite d'impuissance des esprits, le remplacement des octrois nous semble une impossibilité, malgré un incontestable mouvement de discussion au sujet de leur mérite ².

A côté du reste et au-dessous de la question d'existence des octrois qu'on dit avoir été abordée dans les conseils municipaux de quelques villes de France en 1866 ³, ces impôts soulèvent des questions moindres, mais dont on ne saurait dédaigner l'importance.

¹ V. page 121, tome III.

² Au nombre des écrits inspirés par la question des octrois compte le petit volume sur l'octroi et l'impôt des boissons, par M. Hermitte. Cet écrivain veut au fond remplacer l'impôt indirect des octrois par un impôt indirect sur les boissons, et un accroissement de celui de l'État sur cet objet, avec quelques accessoires tels que le rétablissement de l'impôt sur les huiles (p. 157). Mais l'opposition à l'octroi n'est-elle pas un peu fondée, outre le mode et le lieu de perception, sur le caractère même de l'impôt qui pèse sur les consommations? Donner une part à l'impôt direct dans le remplacement des octrois, ne serait-il donc pas logique dans les projets conçus sous cet aspect?

³ V. notamment sur Marseille l'*Opinion nationale* du 28 décembre.

L'une d'elles concerne les matières premières introduites dans les usines de l'ancienne banlieue de Paris, et qui ont joui d'une immunité garantie jusqu'en 1867.

Quel sera le sort des industries qui emploient ces matières, et la houille notamment, à cette échéance prochaine ?

Dans plusieurs articles insérés dans le *Journal des Débats*, et qui ont été reproduits par le *Journal des Économistes*¹, M. Michel Chevalier a traité la question des octrois au point de vue spécial de la grande industrie de Paris, menacée suivant lui dans son développement, dans sa liberté et jusqu'à un certain point dans son existence, par suite de l'extension probable du droit sur la houille de 7 f. 20 c. par tonne, qui existe pour l'ancien Paris, aux communes annexées depuis, auxquelles on avait attribué, pour en jouir jusqu'au 1^{er} janvier 1867, le privilège de ne payer que le modique droit antérieurement établi chez elles.

Cette extension du droit de 7 f. 20 c. par tonne, droit énorme, car il est supérieur au prix de revient de la houille sur le carreau de la mine, paralyserait l'industrie parisienne, et obligerait les populations ouvrières à se porter dans les villages d'une nouvelle banlieue située hors de l'enceinte des fortifications, et où rien ne serait préparé pour les recevoir.

Appartient-il à l'octroi de forcer les ouvriers à quitter Paris ? L'octroi est un instrument fiscal destiné à pomper dans la bourse des contribuables, aussi doucement qu'il se pourra, les ressources nécessaires aux besoins des localités. Ce serait, d'après le savant écrivain, le dénaturer et en faire un abus que de s'en servir pour gouverner l'industrie, et en faire une répartition inégale sur le territoire. La liberté de l'industrie est une chose sacrée sur laquelle l'octroi n'a pas le droit de porter la main.

¹ Numéros d'octobre et de novembre 1866.

Du reste, si le droit sur la houille rapporte aujourd'hui à Paris 5 millions, il est à remarquer que l'éloignement de la grande industrie ferait sortir de la capitale 100,000 âmes au moins ; or, chaque habitant payant en moyenne 50 fr. à l'octroi, l'effet direct de la mesure serait d'enlever à la ville 5 millions.

Telles sont les considérations développées par M. Michel Chevalier, sur une question qui paraît avoir une assez grande actualité.

Enfin, la question des octrois considérée dans la forme de leur établissement plutôt que dans leur fonds, se rattache à l'organisation municipale, présentement soumise, comme on le sait, à discussion législative.

L'art. 19 du projet de loi sur les conseils généraux et municipaux, présenté au Corps législatif le 10 février 1863, affranchit la suppression ou la diminution des octrois, ainsi que certaines mesures relatives à prorogation ou augmentation du contrôle du Conseil d'État, *sous la condition qu'aucune des taxes d'octroi à maintenir ou à modifier n'excédera le maximum déterminé dans un tarif général qui sera établi par un règlement d'administration publique*. Cette disposition, si elle était consacrée par le pouvoir législatif, n'aurait d'influence sérieuse pour la restriction des taxes d'octroi qu'autant que le tarif adopterait des maximums très-bas, et que le Conseil d'État se montrerait très-difficile pour l'adoption des taxes supérieures à ce tarif.

Quant à la faculté de supprimer ou diminuer les octrois, qui n'a jamais été entravée par le Conseil d'État, elle n'aurait non plus d'influence que si des sources de taxation nouvelles étaient mises à la disposition des conseils municipaux.

Il nous paraît donc possible, en présence de toutes ces questions, que les débats sur les octrois prennent une im-

portance croissante dans nos assemblées politiques, et tout en tenant grand compte des faits existants, nous avons cru devoir poser dans ce chapitre quelques principes destinés à placer, dans la mesure possible à nos efforts, le sujet de ces petites douanes urbaines, et celui des taxes *locales* en général, sous un jour autre que celui de l'empirisme ou de l'indifférence théorique absolue.

EPILOGUE.

RÉSUMÉ DE L'HISTOIRE ET DE LA THÉORIE DES IMPÔTS.

Arrivé à la fin de ma course, ayant parcouru les divisions principales et nécessaires dans lesquelles se classent les impôts pratiqués par les divers peuples, j'éprouve le besoin de résumer les réflexions formées pendant de nombreuses années, de préciser quelques résultats généraux dans le progrès des doctrines et des institutions fiscales, et aussi de relever quelques aperçus dont, à la suite de la première publication de mon livre, une critique, le plus souvent bienveillante, a éclairé ma marche.

L'ouvrage que je termine n'a été destiné ni à contenir un traité complet de science financière, ni même à embrasser les diverses questions que soulèvent les budgets des peuples, envisagés dans les deux grandes sections de la dépense et de la recette. Je n'ai pas essayé notamment de tracer la théorie systématique des dépenses publiques, dépenses que les besoins du présent, les engagements du passé, les entreprises de l'avenir, quelquefois l'instinct particulier d'une

nation¹, grossissent habituellement dans l'histoire financière des peuples. J'examine beaucoup moins la quotité et l'origine de ces dépenses que la valeur des moyens à la disposition des gouvernements pour y pourvoir.

Divers historiens ont pu réunir l'appréciation des motifs politiques d'une grande lutte nationale, avec celle des moyens stratégiques employés des deux parts pour obtenir le succès. Mais il en est aussi qui ont étudié la stratégie, la tactique, ou même certaines de leurs branches seulement. J'ai suivi, quant à moi, un plan analogue, en pensant que ma tâche, ainsi réduite à l'étude de l'impôt, comme une *science de moyens*, avait encore ses difficultés et sa grandeur. Sous ce rapport, il est très-douteux pour moi que la science des dépenses *donne les bases de l'impôt*, comme un écrivain ingénieux semble l'avoir pensé². Elle en circonscrit seulement la quotité et l'étendue. Mais la science de l'impôt conserve elle-même toute sa spécialité quant au choix des éléments qu'elle emploie. On peut même remarquer que la théorie des taxes est profondément séparée de celle des dépenses, non-seulement par la nature des choses, mais encore par la disposition d'esprit des peuples, si portés à

¹ « La France serait trop riche et le peuple trop abondant, si elle ne souffrait point la dissipation des deniers publics, que les autres États dépensent avec règle.... Si l'on pouvait régler l'appétit des Français, j'estimerais que le meilleur moyen de ménager la bourse du roi serait de recourir à cet expédient. » *Testament politique de Richelieu*, sect. VII, ch. 1^{re}.)

² M. Horn, dans le *Journal des Débats* du 14 novembre 1862. — Il y a bien un certain rapport entre le champ et la nature des dépenses, d'une part, et la nature des impôts, de l'autre. Mais M. Horn me paraît exagérer en demandant que la science et l'art politique *donnent les bases de l'impôt*. M. Sargant pense que le pauvre ne peut concourir aux dépenses d'assistance, d'éducation, de gloire nationale pure, etc. Son système, sous ce rapport, tendrait à établir certains impôts affectés spécialement à certaines dépenses, mais nous nous sommes, en France, généralement éloignés d'une façon progressive de cette règle. (Voir l'article de M. Sargant, dans le *Journal de la Société statistique de Londres*, de septembre 1862.)

vouloir des dépenses, sans accepter toujours la nécessité simultanée des charges qui y correspondent. Il faut reconnaître que l'humanité n'a pas fait de progrès décisif sous ce rapport, et dans notre siècle même, j'ai cru voir quelquefois le commentaire pratique des réflexions d'un écrivain appartenant à une époque et à une nation assez arriérées relativement à nous, et qui a dit avec quelque amertume : « Tous veulent que le roi les gouverne, qu'il puisse les défendre, et les défende en réalité; mais personne ne veut que cela s'accomplisse à ses frais. Tel est le naturel du peuple, qu'il s'offense de voir faire aux souverains ce qu'il leur demande de faire. Il veut être gouverné et défendu; mais, en refusant les tributs et les impositions, il désire voir faire l'impossible ¹. »

Franklin était à cet égard un observateur non moins sévère que Quevedo : « Les peuples, disait-il ironiquement, ne seront jamais contents de leurs gouvernements tant qu'on n'aura pas trouvé le moyen de gouverner sans impôts ². »

Cette opposition vulgaire entre la dépense, qui est à la fois un *principe* et un *but*, et l'imposition, qui est à la fois une *conséquence* et un *moyen* (si je puis employer ces expressions), ne se retrouve plus de nos jours dans une catégorie d'esprits élevés qui ont porté une critique hardie sur le système des dépenses publiques; mais il faut reconnaître en-

¹ Quevedo, *Política de Dios*, t. VI, p. 259 de ses Œuvres, édit. de Madrid, 1794.

Un écrivain plus moderne, le grand naturaliste Haller, a objecté sous un autre aspect au gouvernement populaire l'intelligence incomplète de certaines dépenses et des impôts destinés à y subvenir : « Dans l'établissement des taxes, dit-il, le peuple a un intérêt qui contredit souvent l'intérêt de l'État. Un petit impôt sur ses minces revenus est pesant pour le pauvre citoyen, et cependant l'intérêt de l'État exige une imposition sans laquelle, par exemple, une guerre inévitable ne peut être soutenue. Le peuple saura-t-il faire triompher contre lui-même les grandes vues qui rendent une taxe nécessaire, saura-t-il lui-même s'arracher une partie de son bien ? » *Fabius und Cato : Viertes Buch*.

² V. Ancillon : *Esprit des contributions*, traduction française, p. 276.

core, avec un écrivain contemporain, que les progrès mêmes d'une science utile et respectable ont plutôt transformé et ennobli l'inconséquence signalée tout à l'heure qu'ils ne l'ont détruite, s'il est vrai de dire avec cet auteur, « que la marche des sociétés tende à faire prévaloir, au moins dans la doctrine, les idées de l'économiste, sans que, dans la pratique, le fardeau imposé par les nécessités de l'ordre politique paraisse s'alléger ¹. »

A travers cette marche des sociétés, le spectacle des institutions financières de tous les peuples et de tous les temps présente l'impôt comme un fait complexe, varié et multiple. On peut dire que c'est là une institution *polymorphe*. Cela me semble expliquer suffisamment pourquoi, répondant à la remarque d'un écrivain que j'ai déjà cité ², il m'a paru possible et peut-être naturel d'entreprendre un traité *des impôts*, plutôt qu'un traité *de l'impôt* même.

Cette institution joue d'ailleurs un rôle immense dans la vie des peuples. Elle alimente leur administration par son assiette régulière. Les abus qu'elle comporte ont souvent amené la perturbation ou la scission des États. L'histoire des Pays-Bas, de la Suède, du Danemark de l'Amérique du Nord, en contient notamment des preuves ³.

Quand à l'esprit général de mes études sur les impôts, il est juste de le rattacher à l'éclectisme, comme l'a dit avec justesse un critique bienveillant ⁴, et comme on m'a reproché de l'avoir déclaré moi-même ⁵. Plus d'un lecteur, toutefois, voudra bien, je l'espère, se rappeler la distance qui

¹ Cournot, *Principes de la théorie des richesses*, p. 358.

² M. Horn, *Journal des Débats*, du 14 novembre 1862.

³ V. Koch, *Histoire des Traités*, t. III, p. 160, Mallet, dans son *Histoire du Danemark*, t. IX, et Eyriès sur le même sujet, dans la collection de l'*Univers*, p. 300. V. aussi le présent ouvrage, t. II, p. 7 et t. III, p. 190.

⁴ Horn, *article cité*.

⁵ *L'Union*, du 19 août 1863.

sépare l'éclectisme raisonné et respectueux des enseignements de l'histoire et de la raison, l'éclectisme avec ses préférences et ses exclusions, d'avec le syncrétisme, qui accepte toutes les tendances par la faiblesse d'un esprit sans discernement ou d'un caractère prêt à suivre toutes les voies, et qui est parfois la conséquence pratique du dédain absolu des sciences et des théories. Ce syncrétisme confus répugne profondément aux hommes de conviction, et il n'y a pas de lecteur éclairé qui ne saisisse bien, au milieu des nuances parfois délicates de mon travail, le fil logique de mes approbations comme de mes blâmes, ou quelquefois même de mes silences, dans l'ordre des jugements réservés que j'ai pu avoir à prononcer.

Je me suis quelquefois rappelé le mot de d'Alembert, amendant celui de Fontenelle, en ce sens qu'il était bon, suivant le géomètre de l'*Encyclopédie*, de ne tenir la main ni tout à fait ouverte ni tout à fait fermée lorsqu'on la croyait pleine de vérités.

Sans se proposer de renverser en matière d'impôts les « coutumes établies, » comme a dit Pascal, n'y a-t-il pas utilité à réunir tous les moyens d'en préparer et d'en diriger la transformation, sur les points où il y a quelque chose à attendre de l'avenir? Celui qui aura daigné méditer sur les principes et les réflexions semés dans mon ouvrage saura bientôt discerner, en observant les ramifications étendues de la *taxation*, les branches qui, suivant moi, doivent tomber ou être retranchées par ce que j'appellerai l'élagueage de la discussion et du temps, d'avec celles qui me paraissent plutôt destinées à se développer, à grandir, et dont l'œil prophétique du penseur a quelquefois, dans un germe à peine visible, discerné la future prospérité ¹. Tout en me

¹ V. la prévision de *Justi* relative au développement des impôts sur l'industrie, rappelée dans notre tome I^{er}, p. 292.

plaçant surtout au point de vue de l'historien philosophe, je ne désavoue pas cette conviction pratique, que le perfectionnement des institutions secondaires dans un pays peut y être d'un secours puissant pour la conservation et la durée des institutions fondamentales de la nation. Si, suivant Bossuet, l'erreur est souvent une vérité dont on abuse, l'esprit de révolution n'est-il pas quelquefois la suite du besoin de progrès, mal défini, mal dirigé, mal satisfait?

Après avoir ainsi défini le vrai caractère, l'objet, l'esprit et le but de mon travail, il me reste à accomplir une tâche plus délicate.

On a trouvé, dans le début du livre que je termine, diverses observations générales sur les impôts, observations dues tout à la fois aux ouvrages déjà publiés sur la matière, et aux premières investigations de l'auteur sur le sujet lui-même. L'étude détaillée de l'histoire et des formes de chaque espèce de taxes est venue à la suite de ces considérations générales. Ne serait-ce pas obéir maintenant à une méthode logique que de se reporter rapidement aux principes généraux marqués dans le début, de rechercher la confirmation et le commentaire qu'en donne l'histoire, cette grande maîtresse de l'enseignement politique? La nature en quelque sorte très-morcelée du sujet embrassé dans le *Traité des Impôts*, la manière détaillée dont il a été étudié par une condescendance peut-être excessive pour la variété des matières qui se présentaient aux investigations de l'auteur, et qui l'ont amené à mentir un peu à son épigraphe, feraient de cet ouvrage une sorte de mosaïque, dans laquelle le dessin de l'ensemble disparaîtrait presque entièrement au milieu de la variété fragmentaire des couleurs, si l'écrivain ne cherchait à ramener sous certains points de vue généraux, les divers éléments semés çà et là dans les grands compartiments de son livre.

Reprenant sous une forme plus complète, plus régulière et plus exacte, les recherches de Moreau de Beaumont, à la fin du siècle dernier, et jetant ces documents nouveaux dans un cadre doctrinal et scientifique, j'ai cherché à tracer en même temps le tableau rétrospectif et historique des contributions en Europe, en le conduisant jusqu'au xix^e siècle. Mais, après avoir imité cette œuvre de la fourmi, suivant la comparaison de Bacon, ne m'est-il pas imposé de chercher à atteindre ces vues plus substantielles que le même philosophe a comparées aux productions obtenues par l'industriel procédé de l'abeille? Sans doute les lecteurs attentifs et intelligents qui auront parcouru mon livre en auront déjà résumé les principaux résultats ; mais plusieurs d'entre eux excuseront l'auteur de chercher à le faire, s'ils ne l'ont même très-rigoureusement condamné déjà à cette tâche qui doit faciliter leur jugement et satisfaire leur curiosité.

Ne sont-ce pas d'abord les lois de la croissance historique du système des taxes qu'il serait bon de dégager du nuage des éléments variés accumulés dans nos études? Avant tout, mettons en lumière la loi de connexité qui semble, sans solidarité absolue et étroite, lier cependant l'histoire spéciale des impositions publiques à l'histoire générale des institutions sociales. Nous ne voulons pas affirmer que toutes les nuances des institutions politiques se reflètent dans les budgets, et peut-être y a-t-il une ombre de présomption dans la déclaration de M. Minghetti, lorsqu'il a dit, dans un exposé de motifs de lois administratives, le 13 mars 1861, ce que Cuvier annonçait au sujet d'un ossement fossile par rapport à l'animal entier : « Si on me présentait un budget sans me dire à quelle nation il appartient, je saurais déduire de la qualité des taxes qui y sont établies, quelles sont les institutions politiques et quelles sont les lois civiles qui régissent ce pays. » Cette proposition nous semble tant soit

peu exagérée, et un grand nombre de faits identiques dans le développement des taxes accompagnent au moins des constitutions politiques très-diverses. Ne voyons-nous pas par exemple l'Amérique du Nord, avec sa forme politique si nouvelle dans le monde, adopter la plupart des rouages de l'impôt déjà éprouvés dans nos vieilles sociétés ¹? On peut toutefois affirmer que l'impôt suit des révolutions qui correspondent aux progrès de la civilisation ². C'est cette correspondance que nous voudrions préciser.

Observons-nous des temps où le monde subit passivement l'empire des faits? Les nations sont-elles gouvernées par d'aveugles despotes ou par la routine de l'ignorance? L'impôt est, pour ainsi dire, affaire de hasard, et il ne relève d'aucune loi. Vous cherchiez en vain à le distinguer de l'avarie ou de l'exaction. La nécessité de son but semble consacrer l'emploi quelconque des moyens à l'aide desquels il est assis. Aucune raison ne domine sa législation. Au contraire, dès que la philosophie éclaire les sociétés humaines, l'impôt tend à devenir rationnel. La justice pénètre dans l'idée de la nécessité et se place à côté d'elle.

¹ V. sur ce point, que je n'ai pu éclaircir autant que je l'eusse désiré, suivant ce qu'a bien indiqué un critique plein d'indulgence pour moi (M. Charguéraud dans la *Presse* du 31 décembre 1863), les derniers renseignements renfermés dans la chronique politique de la *Revue Contemporaine* du 15 mai 1864, dans un article de la même *Revue*, du 30 novembre 1866, et aussi le *Correspondant* du 25 octobre 1866 : Loin de rien découvrir, les Américains n'ont fait qu'imiter des taxes existantes ailleurs ou en ressusciter d'usées, comme par exemple les taxes sur le papier ; et leur taxe sur le coton du Sud, en vue d'atteindre le consommateur étranger, et de compenser la suppression de l'impôt sur le pétrole, production du Nord, n'a de particulier que la spécialité de la culture locale. L'article de M. H. Moreau, dans le *Correspondant* cité, met ces résultats en évidence malgré le caractère succinct de ses renseignements.

² Au nombre des liens frappants qu'on a pu établir entre les théories politiques et le système de la répartition des taxes, figure la citation faite par nous, t. II, p. 12, de l'opinion de cet Anglais, qui recommandait, en termes bizarres, empruntés au jeu de dés, de ménager les classes supérieures et inférieures pour surcharger les classes moyennes.

La famille des nations grecques, qui a introduit dans le monde moral tant d'éléments d'intelligence et de progrès, réagissant contre l'immobilité de l'Orient, a vu presque aussitôt le raisonnement s'appliquer aux institutions fiscales qui accompagnaient son organisation sociale. L'antique Athènes est, dans ce domaine, comme dans tant d'autres un indestructible phare qui projette ses lueurs sur les progrès et les écueils de l'histoire ultérieure de l'humanité.

Un développement analogue s'est manifesté à la fin du moyen âge, et au milieu des révolutions successives dans le trouble desquelles divers éléments de progrès incontestables ont surgi au profit de l'Europe moderne.

Quels sont les divers caractères par lesquels l'impôt de la civilisation se sépare de celui de la barbarie?

Remarquons d'abord que les progrès de la législation ont amené dans le système des taxes les mêmes idées de régularité et de droit que dans les autres branches de l'administration. Divers contrôles ont entouré successivement l'établissement des impôts. Plusieurs juridictions ont été instituées pour réprimer l'arbitraire dans l'application des lois fiscales, et pour protéger les intérêts qui seraient menacés d'une oppression extra-légale. Le même principe de régularité a substitué graduellement l'impôt en argent à l'impôt en nature. La comptabilité en a été simplifiée. Les frais de perception, d'abord énormes, ont subi des réductions considérables ¹. Les États se sont enrichis sans que les contribuables aient été appauvris d'une manière notable, par la substitution des prestations pécuniaires aux redevances en nature. Turgot s'est honoré par la suppression de la corvée, dont Condorcet nous a expliqué l'injustice ²,

¹ Pour la France, voyez notre tome I^{er}, p. 98, et pour l'Espagne l'*Histoire de l'Économie politique de ce pays*, par Don Manuel Colmeiro, t. II, p. 556.

² V. *suprà*, p. 137, et M. Batbie, dans son ouvrage sur Turgot, philosophe économiste et administrateur, p. 327 et 408.

et à laquelle Saint Lambert a reproché sa dureté ¹.

L'ordre d'établissement des divers impôts n'est pas aisé à déterminer. Il en est comme les capitations et l'impôt foncier, qui semblent presque contemporains, quant à l'ancienneté. Cependant c'est avec certaine justesse, au moins relativement à l'histoire moderne, qu'Haller a écrit dans un de ses essais politiques, en se plaçant à la date du moyen âge : « C'était à des siècles ultérieurs qu'il était réservé de placer à côté de l'impôt foncier l'imposition sur le luxe et le superflu, de taxer par des douanes l'entrée des marchandises étrangères et d'entretenir pour la perception des contributions une armée de fonctionnaires ². »

Quoique le système des impôts ait toujours reposé sur la diversité des moyens, quoique ce principe de variété n'ait jamais été restreint, même par la crainte des *doubles emplois*, on a vu les peuples se rapprocher dans le choix de certains modes de taxation qu'ils se sont mutuellement empruntés, et qu'ils ont appris, par une sorte d'expérience mise en commun, tantôt à repousser, tantôt à adopter, tantôt à réformer, à l'exemple les uns des autres. Il s'est formé, sous ce rapport, une sorte de *cosmopolitisme* impossible à méconnaître ³, et qui a été constaté avec raison par M. Conte.

J'ai vu le magistrat qui régit la province,
L'esclave de la Cour et l'ennemi du prince,
Commander la corvée à de tristes cantons,
Où Cérès et la faim commandaient les moissons.
On avait consumé les grains de l'autre année.
Et je crois voir encore la veuve infortunée,
Le débile orphelin, le vieillard épuisé,
Se traîner en pleurant au travail imposé.
Si quelques malheureux, languissants, hors d'haleine,
Cherchaient un gazon frais, le bord de la fontaine,
Le piqueur inhumain, qui préside aux travaux,
Leur vendait à prix d'or un moment de repos.

(*Les Saisons.*)

¹ Alfred, p. 145, édition de 1779.

² La Belgique, les Pays-Bas et l'Italie ont imité nos patentes : nous avons em-

Les dépenses publiques ont subi un accroissement constant. L'État, conçu d'abord comme le défenseur de certains intérêts communs et nationaux, est devenu de plus en plus, sinon un tuteur, au moins un promoteur et un agent de progrès. Si quelques dépenses capricieuses, qu'ordonnait le despotisme fastueux ou guerrier, ont disparu de l'administration, les dépenses d'utilité publique se sont multipliées. L'impôt, d'abord intermittent, est devenu permanent¹. Il a dû s'élever par suite de cette mission de l'État agrandie continuellement par les progrès de la raison gouvernementale, et quelquefois aussi par l'émulation des partis successivement portés au pouvoir. L'État a offert et quelquefois imposé son intervention pour suppléer la sollicitude du père de famille dans l'éducation de ses enfants, ou les calculs de sa prévoyance, et même, il y en a des exemples que nous citons sans les approuver, dans la garantie de ses propriétés contre les chances sinistres de la grêle ou de l'incendie.

Toutefois, l'augmentation des dépenses que nous constatons, sans entendre la discuter ici, a plutôt accru le poids que le nombre des taxes. Malgré quelques périodes d'accroissement dans le nombre des impositions chez telle ou telle nation, on peut constater, en effet, que certaines simplification s'y est introduite, depuis le moyen âge notamment. Chaque législateur peut, à certain degré, s'approprier les souvenirs d'un ministre anglais quand il passait naguère une sorte de revue nécrologique des impositions bizarres supprimées successivement dans la Grande-Bretagne : « Il y

prunté l'impôt des fenêtres à l'Angleterre, celui des chiens et des voitures à plusieurs pays, etc.

¹ Tout ce qui précède, dit Reynier dans son *Économie publique et rurale des Celtes*, nous paraît démontrer que la base principale du système financier chez les Celtes, comme chez les Germains, était d'admettre peu ou point de contributions fixes payables à des époques réglées. »

avait des droits sur les matières premières, disait, le 3 avril 1862, à la Chambre des communes, M. Gladstone, ils n'existent plus; il y en avait sur la valeur que l'industrie humaine ajoutait à ces matières premières, il n'y en a plus; il y avait des droits sur la sauce qui réveille l'appétit de l'homme, et aujourd'hui chacun peut réveiller son appétit comme il lui plaît; il y avait des taxes sur les médicaments qui rétablissent la santé, il n'y en a plus, et chacun est libre de se guérir aussi vite qu'il peut; il y avait des taxes sur l'hermine du juge, et l'hermine en est affranchie; il y avait des taxes sur la corde qui pend le criminel, et cette corde en est affranchie; il y avait des taxes sur le sel du pauvre, il n'y en a plus; il y en avait sur les condiments du riche, ces condiments sont affranchis; il y en avait sur les clous du cercueil, il n'y en a plus; il y en avait sur les rubans de la mariée, qui, c'est par là que je terminerai cette énumération, ne paie plus rien pour ses rubans ¹. » Un auteur financier espagnol, don Jose Lopez Juana Pinilla, dans sa *Bibliothèque des finances d'Espagne*, publiée à Madrid, en 1840, énumère une foule de taxes anciennement établies en Espagne. Elles étaient au nombre de soixante-quatre dans la Castille et de dix-neuf en Aragon. Il est vrai que plusieurs de ces impôts tiraient leur individualité plutôt du besoin auquel ils devaient pourvoir que d'une constitution distincte ou de l'assiette sur un objet particulier. Quelque chose d'analogue subsiste encore aujourd'hui, nous l'avons

¹ Quelque étendue que soit l'énumération de M. Gladstone, elle est fort loin pour l'étendue de celle des divers objets soumis aux taxes que M. de Hock a tracée dans la *Wochenschrift* déjà souvent citée par nous pages 2, 3 et 4 du *Separatabdruck*.

On eroit, du reste, voir toujours s'étendre devant les recherches le champ des exigences fiscales auxquelles les gouvernements se sont abandonnés, et l'on entend dire, par exemple, que la prière elle-même a été la base d'une taxe perçue naguère par le gouvernement turc. V. le *Journal des Économistes* d'octobre 1866, p. 142.

montré, dans le système des taxes locales du Royaume-Uni.

Les résultats de régularité, d'abondance, de simplification et de bonne économie, qui marquent le sceau du progrès dans l'histoire des contributions publiques, se complètent par l'idée morale qui élimine certaines ressources fondées sur l'encouragement des faiblesses de l'humanité, telles que la loterie, cet *impôt* sur les mauvaises têtes qui contribue infailliblement à les rendre beaucoup plus mauvaises ¹, si cher cependant à certaines nations ²; le tout enfin dominé par deux idées nouvelles, qui sont venues dans le monde moderne inspirer l'organisation de l'impôt, qui l'ont soustraite à la grossière influence de l'empirisme, et en ont fait l'une des branches les plus importantes de la législation politique des nations.

L'institution de l'impôt est certainement l'une de celles qui portent avec le plus d'évidence le cachet de la nécessité. *Il faut payer des taxes et mourir*, dit avec énergie un proverbe anglais. L'impôt est la sacrifice d'une quotité des ressources de l'individu aux besoins de la communauté. La nécessité est son principe, l'exigence son caractère; la contrainte lui sert de sanction. Toutefois, les progrès de la législation ont fait la part du principe de la liberté dans l'établissement de l'impôt, dans le choix de ses formes et des objets sur lesquels il a été assis.

Le domaine de ce qu'on appelle le pouvoir législatif ou représentatif et celui du pouvoir administratif ou exécutif ne sont pas séparés par des règles rigoureuses admises dans toute l'Europe. Néanmoins, deux matières de déli-

¹ Expressions de Malhon de La Cour, dans son petit écrit : *Testament de Fortuné Ricard*. V. la Formule analogue de W. Petty, t. III, p. 387.

² D'après la *Gazette d'Augsbourg*, du 2 novembre 1866, c'est le seul impôt indirect en progrès dans le royaume d'Italie, il aurait rendu, en 1865, 19,683,555 l. brut. V. *suprà*, t. IV, p. 191.

bération sont généralement réservées aux mandataires des peuples partout où les peuples sont représentés. Les peines contre les citoyens et les impositions ne peuvent être votées que par les délégués des nations. L'impôt n'est pas *imposé*, si je puis m'exprimer ainsi, mais consenti librement.

Aussi, sans parler de ces tentatives plus intéressantes peut-être que dignes d'imitation, faites dans certaines petites républiques pour constituer l'impôt, dans ses détails mêmes comme dans son principe, sur l'offrande libre des citoyens, l'organisation des taxes respecte-t-elle dans les législations modernes une liberté qu'elle foulait constamment aux pieds dans les siècles passés, je veux parler de la liberté du commerce et de l'industrie.

Parcourez les annales de la taxation, dans le moyen âge ou dans les époques récentes de l'histoire des pays du midi de l'Europe, vous y trouverez les monopoles à l'infini.

Au moyen âge, les monopoles du sel, du vin et de diverses denrées étaient pratiqués dans divers États.

A Naples, suivant M. Cibrario ¹, Frédéric II s'était réservé la vente du sel, du fer, de l'acier, de la poix et la dorure des cuirs : « Il y avait, ajoute-t-il, une sorte de monopole temporaire qui interdisait aux sujets, pour un temps déterminé de l'année, la vente de leurs vins, afin que le prince ou le feudataire pût se défaire du sien. » Plus tard, Broggia mentionnait aussi le monopole de la manne dans le royaume de Naples, au dernier siècle. A la même époque, on observait à Gênes celui du blé, du vin et du café ², et des monopoles de ce genre paraissaient exister encore dans certaines villes d'Italie.

M. Colmeiro a signalé l'existence de nombreux monopoles

¹ *Della Economia pubblica del medio Evo.*, p. 406.

² *Testament du maréchal de Bellisle*, p. 165 et 167.

établis en Espagne, au ^{xvii}^e siècle, sur l'eau-de-vie, le plomb, le soufre, la poudre, le mercure, les cartes à jouer, le sublimé (*soliman*), le poivre ¹.

Dans le siècle suivant, il y avait un monopole du bois de chauffage dans le Palatinat ².

Non-seulement les souverains exploitaient ainsi directement certains monopoles, ils en inventaient pour les concéder à des favoris. « Jacques I^{er}, dit un écrivain anglais ³, en concéda plusieurs, et son fils suivit cet exemple. Sous l'un ou l'autre, presque tous les articles de commerce furent livrés à des monopolistes : ce fut le cas du sel, du savon, de la bière, du charbon, des cartes, de l'amidon, du vin, des chiffons ; personne ne put tenir une auberge ou ou un débit de bière sans la permission de quelques personnes titulaires d'une patente à cet effet.... Non content de cela, Jacques s'attribua le monopole de l'alun et Charles celui du poivre..... Deux créatures de Buckingham, qui avaient le monopole des galons d'or, furent convaincus d'en vendre de faux..... » Tout cela disparut bientôt des finances britanniques.

Mais ce qui se développe, avec la barbarie, chez quelques nations, subsiste encore chez d'autres dans les siècles de civilisation.

Aujourd'hui même, la Turquie pratique, outre le monopole du tabac, celui du soufre, du sel, de l'opium, et à Constantinople, on trouve celui des grains et du café ⁴. Dans l'Asie Mineure, le monopole de la pêche des sangsues est affermé, et si j'en crois les récits d'un voyageur, recueillis de sa bouche, le gouvernement de Lopez, au Paraguay, pro-

¹ *Histoire de l'Économie politique de l'Espagne*, t. II, p. 543.

² Rau, § 203, note b.

³ *A Standard of the English constitution*, by James Ferris, p. 82.

⁴ Voir l'étude de M. Poujade, sur les finances de la Turquie, dans la *Revue Contemporaine*, t. XXV, p. 65 et 74.

litérait amplement des monopoles établis sur les bois, la viande de boucherie et la plante aromatique, dite thé du Paraguay. Il faudrait y joindre le monopole des cercueils, levant son odieux impôt au besoin sur les voisins intéressés à l'enlèvement du cadavre de l'indigent.

Rentrons même dans l'Europe et nous pourrions rencontrer encore dans les budgets portugais de 1815 et de 1816, de nombreux monopoles, principalement ceux de l'ivoire, de l'orseille et des bois de teinture. La perte du Brésil et la décadence des colonies amenèrent l'extinction successive de la plupart de ces monopoles, d'abord celui des bois de teinture, et après celui de l'ivoire, enfin celui de l'orseille, qui cependant a été rétabli en 1844 aux îles du Cap-Vert, mais abandonné depuis ¹. Le Portugal discutait naguère l'abolition du monopole du tabac, et, d'après certains journaux, cette suppression aurait été votée dans le mois de mars 1864 ².

En Russie, nous savons l'importance à une époque récente du monopole des boissons distillées ³.

En résumé, cependant, chez les nations avancées de l'Europe, les monopoles autrefois multipliés sont devenus extrêmement rares ; l'Angleterre les ignore ; la France n'a que ceux du tabac et des poudres à feu ; quelques autres États ont celui du sel.

Si l'impôt voit sa sphère productive s'agrandir, la liberté du commerce et de l'industrie conserve donc aussi la sienne, entourée d'une sorte de barrière sacrée.

C'est aussi en partie à la liberté des relations entre les

¹ V. le *Dictionnaire général de la Politique*, publié par M. Block, au mot *Portugal*, et un *Mémoire* manuscrit de M. du Minguy, ancien attaché de la légation française à Lisbonne. Les seuls monopoles existant naguère en Portugal étaient ceux du tabac et du savon.

² *Moniteur* du 31 mars 1864.

³ V. Rau, § 203, note a, 5^e édition.

citoyens d'un même État que la Belgique et la Hollande semblent avoir sacrifié par leur législation récente sur les octrois des ressources précieuses; et le même mobile fait disparaître progressivement en Europe les taxes sur les barrières ¹.

Le respect de la liberté humaine, cette condition de l'impôt perfectionné, que Smith n'a pas mise spécialement en relief, mais qui peut se rattacher à sa troisième règle, s'est introduit enfin dans l'assiette et le choix des matières de consommation sur lesquelles l'impôt a été établi.

Deux et deux en matière de taxes ne font pas quatre, a dit Swift. Ce principe justement appliqué au calcul des taxes sur les denrées a souvent accru et fécondé la liberté des consommateurs sans diminuer les ressources des États.

Mais dans le choix des objets de consommation à imposer, l'idée du respect de la liberté s'est combinée avec celle de la justice contributive, qui en est voisine, et cependant distincte ².

Aucune taxe n'est parfaite. Toutefois on ne peut étudier en particulier les taxes sur les consommations, sans constater que leur principale imperfection est l'absence de proportion entre la quotité des consommations et la quotité des fortunes. Ce défaut est irrémédiable et n'est même susceptible d'aucun palliatif lorsqu'il s'agit de consommations de première nécessité. Mais s'il s'agit d'une consommation facultative, le principe d'égalité proportionnelle est moins blessé, ou, tout au moins la lésion qu'il pourrait éprouver est cor-

¹ V. la loi tout à fait récente en Belgique, promulguée le 15 novembre 1866, et divers détails *suprà*, p. 461 à 463.

² Cette affinité et cette distinction combinées nous obligent à des réserves envers la pensée de Montesquieu, qui considère l'impôt de consommation comme spécialement convenable à la liberté; mais surtout envers l'assertion de Rousseau, lorsque, pour rectifier Montesquieu, il avance que « c'est surtout dans les proportions exactement observées que consiste l'esprit de liberté. » (*Discours sur l'Économie politique*, t. II des Œuvres de Rousseau, édition de Neufchâtel, p. 401.)

rigée par la considération que la contribution est en quelque sorte volontaire.

L'impôt sur cette plante odorante dont les Indiens de l'Amérique ont appris l'usage aux Européens est évidemment peu proportionnel à la fortune. Souvent un célibataire pauvre y contribue tout autant qu'une famille riche, surtout si celle-ci est principalement composée de ce sexe délicat qui reste encore parmi nous étranger, autrement que par ses tolérances, à l'emploi de ce narcotique envahissant. Mais l'usage du tabac étant essentiellement facultatif, la plainte de celui qui en est plus grevé s'efface et se perd, pour ainsi dire, dans la considération qui résulte de l'intervention de sa liberté complète dans l'adoption de cette jouissance.

Il en est de même de l'impôt sur l'alcool dont les augmentations successives dans divers pays forment un contraste frappant avec la décroissance ou l'état stationnaire d'autres taxes de consommation, telles que la taxe du sel, par exemple, déclarée par l'âpre langage de Cobden, une cruauté envers le pauvre, ou les droits de douanes sur les céréales abrogés dans le même pays, ainsi qu'en France plus récemment, et encore l'impôt de la mouture aboli en Hollande, etc.

Ainsi, le principe de proportionnalité étend sa morale et équitable influence sur les taxes mêmes qui semblent créées pour lui échapper.

Ce dernier principe est peut-être celui qui a fait les plus sérieux progrès dans la législation moderne de l'impôt. Non-seulement il était, au moyen âge, méprisé par l'ignorance, et son application était dédaignée entre les contribuables ; mais encore l'injustice partielle de ces temps créait des classes particulièrement favorisées, comme les nobles et les ecclésiastiques ¹, ou particulièrement opprimées, comme les juifs

¹ Certaines exemptions personnelles de l'alcavala et des millions sont men-

en divers pays ¹. Il y avait, en un mot, les privilèges de la faveur et ceux de l'oppression. Aujourd'hui, les restes de ces classifications tombent de toutes parts, et le principe de l'égalité proportionnelle des taxes a conquis complètement la doctrine. Sans doute, c'est là souvent un empire un peu platonique. L'inscription du principe général de la proportionnalité de l'impôt, dans une charte ou une constitution écrite, ne peut avoir pour résultat la transformation immédiate des contributions nécessaires à la prospérité et à la grandeur d'un pays. Parfois même, il vaudrait mieux une faible application d'un principe tacitement accepté, qu'une bruyante proclamation, restée purement théorique et contemplative.

Toutefois, les applications suivent à la longue les principes, et elles ne manquent pas, pour l'observateur des faits du xix^e siècle, dans la sphère des recherches que nous avons déroulées devant nos lecteurs.

Nous avons vu, dans le livre de l'impôt sur les personnes, les capitations décroître successivement d'importance dans les législations financières, et revêtir, dans plusieurs États, un caractère *proportionnel*.

L'organisation de l'impôt foncier va toujours en se perfectionnant et en marchant vers une plus grande proportionnalité, assurée par les cadastres et quelquefois par les opérations de péréquation.

Les taxes générales sur la fortune et celles qui portent sur le revenu mobilier ont acquis, depuis le dernier siècle,

lionnées dans les *Considérations sur les finances d'Espagne*, de Forbonnais, p. 29 et 123, outre les divers faits de même genre mentionnés en diverses parties de notre ouvrage. En constatant ces privilèges, nous n'oublions pas qu'ils ont eu souvent d'honorables devoirs pour compensation. Ainsi Chérin dans ses *Observations sur la noblesse* (p. 60), rappelle une ordonnance de Charles VI du 28 mars 1395 limitant l'exemption de la taille aux gentilshommes qui servaient ou que leur âge ou leurs blessures avaient forcés de quitter le service.

¹ V. Rau, § 12, note a et le tome I^{er} de notre *Traité des Impôts*, p. 150.V. en outre Daru, *Histoire de Venise*, t. VI, p. 267 et 273.

une importance rapidement développée. Elles sont un symptôme du développement progressif de la fortune mobilière et aussi de l'idée de justice qui cherche, malgré les plus grands obstacles, à asseoir l'impôt en raison des facultés de chacun ¹.

Les impôts sur les jouissances dont l'Angleterre et la Hollande pourraient se disputer l'invention, et que divers autres États leur ont empruntés ², sont à peu près contemporains, quant à leur extension, des taxes sur la fortune mobilière, et sont la manifestation parallèle des mêmes recherches de proportionnalité. Bien qu'elles portent sur les conséquences extérieures de la richesse, c'est surtout sur la richesse mobilière dépensée dans les villes que ces taxes se font en réalité sentir. Elles ont pris une certaine place légitime dans les budgets modernes sans s'élever aux proportions que semblait leur demander l'enthousiasme de quelques philosophes ³.

Dans la sphère importante et si productive des impôts de

¹ La marche progressive que nous croyons devoir signaler dans l'assiette des taxes, n'empêche pas que dans cette matière, comme en toute autre, les progrès désirés ne soient subordonnés à la préparation résultant des idées et du temps. A défaut de ces conditions, les entreprises d'amélioration échouent, et l'essai d'introduction de l'*income-tax* dans l'Inde, en a été récemment la preuve, bien que le système des taxes dans ce pays, grevant surtout le pauvre, cette introduction par l'administration anglaise eut dans ce pays une raison d'être particulière. Dans la séance des Communes du 19 juillet 1866, lord Cranborne, ministre de l'Inde, a expliqué les raisons qui avaient forcé à l'abandon de l'*income-tax* dans l'Inde britannique. « Je suis obligé d'ajouter, a-t-il dit, que la population de l'Inde n'est pas comparable, en élévation morale, à celle de l'Angleterre... » En exposant les difficultés d'appliquer la cédule D, relative à la taxation du commerce et des professions, il dit que dans le nord-ouest de l'Inde, six pour cent des contribuables seulement étaient imposés d'après leurs déclarations; les quatre-vingt-quatorze autres pouvant être suspects de fausseté, et surchargés par le gouvernement dans la proportion moyenne de 300 pour cent. L'*income-tax* a dû donc être abandonnée.

² T. II, p. 6, 32, 35 et suiv.

³ V. notamment Rousseau, *Discours sur l'Économie politique*, t. II de ses Œuvres, p. 411.

consommation, nous avons vu les denrées de première nécessité de plus en plus dégreivées, et les matières de luxe et de plaisir progressivement surchargées.

Les impôts sur les actes, et surtout les impôts sur les successions, atteignent la richesse mobilière sur le même pied que la richesse immobilière, et elles saisissent diverses valeurs que le législateur n'ose point en général atteindre par des perceptions annuelles, comme les meubles et les créances.

En nous restreignant à la France, nous avons lu longtemps dans les chartes la proclamation du principe de la proportionnalité de l'impôt, comme exprimant surtout la négation des privilèges antérieurs à 1789. Il a été aisé cependant de voir, lorsque l'impôt du sel a été réduit, en 1848, à la suite de divers votes déjà émis par la Chambre des députés, sous le règne de Louis-Philippe, que le principe de la proportionnalité avait porté ses fruits dans les esprits. C'est ce même principe qui, dans l'emportement de son premier prestige, et alors qu'il était poussé jusqu'à l'idée de la progression dans certains esprits ¹, avait proscrit, vers la fin du siècle dernier, toutes les taxes de consommation, et fait établir chez nous la contribution sur les loyers, en 1791, sur une base très-compiquée ; c'est lui qui depuis, en 1857, a dicté à notre législateur la taxe sur les valeurs mobilières, inspirée, dans son but au moins, par le spectacle du développement croissant de la fortune publique constituée sous forme d'actions et obligations de sociétés diverses ².

La prudence politique commande sans doute, dans la lé-

¹ Le sage et positif Paley n'a pas craint de se joindre à Montesquieu, dans son inclination pour l'impôt progressif. (*Financial Reform Tracts*, n° 27, p. 6. — Liverpool, 1851.)

² C'est ce même principe qui a empêché l'augmentation de l'impôt du sel en France, malgré la proposition faite en 1862. Il n'y eut pas même de discussion publique sur cet objet, et la surtaxe fut abandonnée d'après les résistances mani-

gislation fiscale, autant et plus peut-être que dans d'autres, le respect du principe traditionnel. Il ne faut supprimer que les ressources susceptibles d'être remplacées. Mais l'œuvre morale du progrès doit accomplir en définitive sa marche plus ou moins mesurée, et il est impossible de méconnaître son action au milieu du spectacle des changements successifs introduits dans les budgets européens, pendant le cours des soixante dernières années. Au sein de la multiplicité des changements, il est difficile de fermer les yeux sur certaines tendances et sur l'influence d'un esprit, en quelque sorte moral, qui plane sur des questions d'ordre financier et matériel. On peut dire, à cet égard, sans emphase ni rhétorique :

Mens agitat molem et magno se corpore miscet!

La raison avoue la tendance des faits, et elle conseille de soutenir ce qui paraît être la suite naturelle de l'impulsion des temps. Elle devance et accompagne de son assentiment ce progrès des principes de proportionnalité et de respect pour la liberté que nous avons observé pas à pas sur notre route, dans les lieux et chez les peuples les plus divers. Aussi, la direction que nous avons constatée dans la marche du système des impôts à travers le passé est-elle celle dont il importe de conseiller la continuation à l'avenir. Si j'osais résumer en un mot les avis d'une science financière éclairée, je dirais qu'il faut pourvoir aux lacunes futures que présenteront les budgets, à cause de l'accroissement des besoins ou de la suppression éventuelle de certains impôts, en s'adressant surtout, soit aux taxes directes les plus proportionnelles, soit aux taxes indirectes qui grèvent le moins dommageablement les classes nécessiteuses.

festées par la commission du budget. Cette surtaxe avait été adoptée le 24 mars 1862 par le conseil d'État, après une discussion à laquelle l'auteur de ces lignes prit part avec plusieurs autres orateurs.

Les lois théoriques que nous avons cherché à formuler au début même de nos recherches ont trouvé ainsi, chemin faisant, la confirmation des lois de l'histoire, et elles éclairent nos destinées futures sous ce rapport, en résumant dans un même faisceau les enseignements du passé interrogé avec intelligence, et les perspectives de l'avenir entrevu au jour de la justice et de la raison.

Il est temps d'arrêter ici ces réflexions et ce résumé de mes longues recherches... Je suis arrivé à ce moment où l'illustre publiciste qui avait parcouru le vaste cercle des lois du monde, s'écriait aux derniers mots de l'*Esprit des Lois*, en conduisant pour ainsi dire au port les dépouilles d'une vaste érudition, et les conquêtes d'une réflexion puissante : « *Italiam ! Italiam !* »

Il empruntait ce cri de satisfaction au souvenir des navigateurs dans l'antique Méditerranée.

Aujourd'hui, avec nos destinées mobiles et progressives, ce n'est pas l'Italie, c'est une terre nouvelle que nous sa-luons, même d'un frêle esquif, en entrevoyant les progrès réservés à l'humanité dans le sillon dont nous avons constaté la direction juste, probable et presque nécessaire.

Mais l'écrivain dont je viens de rappeler les paroles finales, Montesquieu, si grand aux yeux de la France ainsi que des nations voisines ¹, a été considéré comme ayant retrouvé dans les pages originales de son livre *les titres du genre humain*; tout au plus aurais-je pu, dans un travail qui n'a été trop souvent qu'une sèche compilation, apprendre à quelques pauvres contribuables à déchiffrer un jour les leurs.

¹ « Montesquieu m'a spécialement étonné. L'histoire entière de notre époque est littéralement (*buchstäblich*) dans son ouvrage. Ainsi les médecins trouvent déjà dans Hippocrate la description exacte des maladies dont ils n'ont pas cessé de laisser mourir leurs malades. » Lettre de Goethe à Reinhardt du 28 août-1807 (*Briefwechsel zwischen Goethe und Reinhardt*).

L'illustre écrivain avait eu, dans des temps de calme et de stabilité politique, l'excuse du génie pour sacrifier le travail de la vie pratique à son œuvre immortelle, à cet *Esprit des Lois* dont il a dit : *prolem sine matre creatam*.

M'efforçant de ne pas oublier les devoirs d'une vie publique modeste pour des recherches dans lesquelles j'ai eu en Europe plus d'un devancier, je voudrais seulement, en ayant interrogé les pensées économiques pratiques de l'Angleterre, cette patrie de la politique, comme l'érudition attentive et les classifications synthétiques de l'Allemagne, cette patrie de la science, avoir pu élever dans la langue de mon pays, cette patrie de l'esprit, un monument d'architecture rude et un peu grossière comme mon sujet, mais cependant égal à ce que les autres nations de l'Europe possèdent dans le même genre, et répondre ainsi, jusqu'à certain point, au vœu formé par un des plus savants disciples de Montesquieu pour la rédaction d'un livre sur l'*Esprit des Impositions* ¹.

En associant à la méditation générale de la matière de l'impôt l'étude des faits étrangers à notre pays, dont j'ai demandé la connaissance, soit à des voyages au dehors, soit à la correspondance de nombreuses personnes dont je n'ai pas, je le crains, assez reconnu l'obligeance, si souvent citée dans les pages de mon livre, j'ai cherché à associer mon estime patriotique pour les institutions françaises avec le sentiment profond de cette vérité qu'aucune nation ne renferme exclusivement en elle-même, l'âme presque sans bornes de l'humanité.

¹ « Il y aurait un ouvrage intéressant à faire sur l'*Esprit des Impositions*, et qui serait non-seulement une histoire raisonnée de leur nature, de leur but, de leur influence sur toutes les relations, mais encore et surtout de leurs effets sur l'agriculture, l'industrie, le commerce et le développement intellectuel et moral des peuples. » (Fr. Ancillon. *Geist der Staatsverfassungen*, p. 285.)

Je me suis proposé en prenant la plume sur un sujet à peu près vierge dans notre littérature nationale, d'introduire autant que possible l'esprit de la science dans la pratique financière, d'apporter ainsi quelques lumières nouvelles aux administrateurs et aux hommes politiques, au milieu desquels j'ai passé la plus grande partie de ma vie, et auxquels le défaut d'enseignement spécial et complet dans notre pays impose tant d'efforts et de recherches personnelles ; enfin de montrer aux esprits philosophiques la voie dans laquelle l'avenir entraîne une des branches principales de nos institutions.

Me fussé-je trompé dans quelque-une de ces ambitions, ou n'eussé-je atteint quelque autorité qu'autant *que la cognoissance que l'on prend de moi s'éloigne de mon giste*, comme disait Montaigne ¹, j'aurais au moins satisfait le désir d'arracher aux fatigues des transactions, parfois un peu sceptiques et étroites de la vie des affaires, de nombreuses heures occupées à considérer dans l'ordre de l'*absolu*, qu'on me passe cette expression, le double spectacle des faits accomplis dans l'histoire de l'impôt et de l'idée génératrice qui les relie et qui en domine la suite.

J'ai laissé à d'autres ou me suis réservé pour d'autres temps le droit de chercher dans ce que les lettres ont de gracieux, une distraction de la vie politique. Je n'ai pas cédé à cette tentation séduisante, et j'ai agi comme si j'avais eu le droit de dire, sans pousser cependant trop loin la citation :

Excudent alii spirantia mollius æra !

Qu'on me pardonne d'être ainsi resté dans mes délasse-

¹ « Nul a esté prophète non-seulement en sa maison, mais en son pays, dit l'Expérience des Histoires. En ce climat de Gascogne, l'on tient pour drôlerie de me voir imprimé. D'autant que la cognoissance que l'on prend de moi s'éloigne de mon giste, j'en vauz d'autant mieux. J'achète mes libraires en Guienne; ailleurs ils m'achètent. » Texte curieux inscrit au piédestal de la statue de Montaigne, à Bordeaux.

ments d'écrivain presque aussi austère que dans les travaux de la vie officielle. C'est avec plus d'étendue et de profondeur seulement que j'ai cherché à étudier, la plume à la main, une grande institution sociale. Je serais content, à la suite d'une vie principalement consacrée aux travaux de la législation et de l'administration publique, d'avoir pu ainsi, sans sortir de la pensée des choses d'État, rédiger comme un humble codicille laissé à la science et à la liberté de l'esprit.

Qui ne comprend les séductions de la vie politique active, et combien il est beau de prendre une part intime à la direction supérieure des affaires de son pays? Je n'ai jamais, quant à moi renoncé pour aucune méditation abstraite à l'occasion de défendre un principe d'ordre, de liberté ou de justice. Si toutefois le grand nombre, l'habileté et l'empressement de ceux qui avoisinent le gouvernail du navire, n'y laissent souvent qu'une part d'influence restreinte, calculer la force des éléments qui agissent sur la traversée, découvrir d'un œil plus sûr le port où la destinée des nations les pousse, apprécier les nécessités qui pèseront probablement un jour sur le pilote aussi bien que sur les matelots qui lui obéissent, signaler avec énergie quelques écueils, c'est encore une œuvre qui, bien que peu enviée, renferme certaine grandeur. Elle peut contribuer à la rapidité et à la sécurité de la navigation commune sans nuire à l'honneur du pavillon qui la couvre. Elle convient à ceux qui ont toujours placé haut la gravité et la responsabilité des opinions, et qui ont plus cherché la préparation de l'avenir que la jouissance du présent.

J'aurais plus mauvaise grâce que tout autre à médire de la politique pratique ; si le côté du *métier* qui s'y rattache peut imposer parfois aux parties supérieures de la pensée quelques sacrifices, il est aisé de constater les efforts, l'habi-

lété et l'activité qu'elle commande ; rarement, je veux le croire, on retrouvera dans la galerie des hommes politiques modernes, le type de ces *sages fols* dont parlait le vieil Amyot ¹, et qu'Oxenstiern voyait encore, à une époque de pouvoirs arbitraires et trop concentrés, mêlés aux grandes affaires de son temps. Il me paraît superflu de rechercher avec Rousseau si c'est un préjugé seul qui a pu faire considérer *l'art de conduire les peuples* comme *plus difficile que celui de les éclairer* !

Et toutefois j'avoue que la *Science* garde auprès de l'*Art Politique* son domaine plus humble, mais sous certains rapports aussi plus pur à mes yeux. Ce n'est pas pour elle que l'Anglais Arbuthnot a écrit l'*Art de mentir*. Les convictions qui gênent la souplesse relèvent le courtisan de la science ; le scepticisme décevant trouve auprès de cette puissance des succès rares ; le sophisme n'y rencontre pas de surprise efficace, et la vérité y joue un si grand rôle que les réticences mêmes de la prudence y ont besoin d'excuse. La science repousse ainsi jusqu'aux émanations de l'atmosphère que peut gâter l'ambition. La République des Lettres ne connaît pas d'ostracisme, et dans son asile l'homme politique retrouve avec quelque fierté dans les moments de fatigue l'union de sa pensée indépendante avec l'intérêt public, en y joignant quelquefois la douce récompense de l'estime et de l'adhésion de ses lecteurs.

En appréciant cette pureté de la vie scientifique, on constate aussi la solidité des œuvres qu'elle peut avouer, et au milieu des accidents successifs d'une politique nécessairement changeante, on croit y trouver quelque chose comme un lien plus durable entre les générations politiques.

¹ « S'il y a chemin glissant au monde, c'est celui du maniement des affaires d'État, à cause de la malice des sages fols qui courent après les charges publiques. » (*Œuvres morales de Plutarque*, Genève, 1621, t. I^{er}, p. 507).

Les discours de circonstance sont souvent promptement fanés comme des vêtements de fête marqués du sceau léger de la mode du lieu et du jour. Le livre, lorsqu'il réunit quelques conditions de durée, reste ainsi qu'une pierre précieuse dans l'écrin littéraire de l'humanité; et, comme la postérité terrestre de l'homme, l'œuvre écrite répand sur sa condition périssable la vague espérance d'une durée quelque peu supérieure à celle de son existence. Machiavel a fait oublier les grands auprès desquels il servait, et les écrits de Burke sont peut-être plus durables que ses discours ¹.

Voilà le point de départ des illusions de l'écrivain et de ce prestige des lettres qui a attiré quelquefois l'ambition des plus puissantes renommées : voilà aussi l'excuse, sinon la justification, de ceux qui, placés sur les confins de la science et de l'art politique, ont fait à la première une part que plusieurs pourront juger un peu grande.

Les idées de régularité et de justice, portées dans le domaine de l'impôt, paraîtront-elles à quelques-uns de mes lecteurs de creuses utopies? Peut-être! Et j'avoue qu'un peu d'amour pour la justice a souvent animé mes recherches, que le sentiment de l'intérêt du grand nombre n'y a souvent soutenu. Mais ces tendances me paraissent, suivant l'observation d'un publiciste étranger ², la meilleure manière de grandir les financiers dans l'estime publique et d'avancer le terme de ces temps pendant lesquels, suivant l'expression

¹ Je ne vais pas jusqu'à l'enthousiasme du poëte qui a mis en rapport l'immortalité de l'âme, celle de la pensée de l'écrivain et celle de sa gloire, dans ces vers, qu'on se plaît à transcrire, et qui sont peut-être les plus élevés de son poëme.

Jamque opus peregi quod nec jovis ira, nec ignis,

Nec poterit ferrum, nec edax abolere vetustas!

Cùm volet illa dies, quæ nil nisi corporis hujus

Jus habet, incerti spatium mihi finiat ævi,

Parte tamen meliore mei super alta perennis.

Asire ferar, nomenque erit indelebile nostrum.

(OVIDE.)

² P. 15, t. 1^{er}, Conte : *La Hacienda pública de España*.

d'Ancillon, *l'administration des finances n'est qu'un art inventif exigeant de l'habileté et de l'audace*¹. Si parfois la philosophie consacrée à cette tâche était méconnue, sa vengeance ne pourrait-elle consister à verser quelques rayons sur ses détracteurs ?

La science financière, variée dans les expositions de la tribune anglaise par les réminiscences fréquentes de l'histoire ou même de la poésie, a parfois revêtu chez nous le masque d'une spécialité un peu morose. Il lui est arrivé d'être presque exclusivement représentée par les développements d'une comptabilité souvent transformée, par l'alignement solennel des chiffres, par la revue optimiste ou pessimiste des *exercices*. On l'a fait alors consister presque entière dans l'adresse à démonter, devant le vulgaire, le mécanisme compliqué de l'horloge financier, et souvent aussi, nous le savons en France depuis Law, l'esprit financier n'a guère été, aux yeux de plusieurs, que le talent ou le charlatanisme des moyens de crédit. Ces éléments arides, relevés par quelques accents plus ou moins oratoires, ont plus d'une fois, et sauf de brillantes exceptions, donné aux discussions de ce sujet sévère une physionomie à part, et laissé à la science financière un peu monopolisée, un nombre trop restreint peut-être de prosélytes.

Sans nier la nécessité et la valeur des considérations d'ordre mathématique et purement matériel que je viens de rappeler, il est évident que la science financière comporte également des éléments moraux et presque littéraires qui sont venus souvent se presser autour de mes recherches sur les impôts. Cette science renferme pour les esprits curieux des problèmes immenses et féconds à éclairer par l'histoire et la philosophie. J'ajoute, pour les hommes de cœur, qu'on

¹ Ancillon : *Ueber den Geist der Staats verfassungen*, p. 294.

y trouve chez certains peuples des chaînes lourdes à détacher, ces chaînes de l'ignorance dont une science impartiale doit dissoudre lentement les anneaux ; et je voudrais avoir au moins aidé à ce résultat. En voyant tout ce qui reste à faire sur une voie encombrée des erreurs et des inexpériences de l'humanité, on sent redoubler son courage, et, comme le navigateur qui cherchait en gouvernant toujours à l'ouest un monde nouveau d'or et de merveilles, on poursuit toujours à l'est et vers la lumière la rive blanchissante du progrès.

En voilà assez, si ce n'est même trop, sur la pensée morale et aussi personnelle de ce livre, entrepris presque par *oisiveté* et continué par devoir, commencé il y a douze ans dans des temps de repos politique, poursuivi depuis lors dans des méditations qui n'ont été distraites par aucun bruit venant du forum, achevé et réédité non sans labcur, non sans surcharge d'esprit, à une époque de discussions renaissantes, œuvre d'une plume toujours guidée par cette conscience philosophique de la pensée, qui, si elle a quelquefois le tort de mettre l'homme public un peu en retard sur les combinaisons arbitraires de la politique, l'élève aussi en revanche dans une sphère d'où il considère avec calme les chances parfois opposées de la fortune du jour et de la renommée du lendemain ¹.

¹ « *Fortuna y fama*, dit avec originalité un écrivain politique espagnol en comparant la fortune et la réputation, ces deux grandes issues de l'ambition humaine, *lo que tiene de inconstante la una lo tiene de firme la otra : la primera para vivir, la segunda para despues : aquella contra la embidia, esta contra el olvido, etc.* » (*Oraculo manual y arte de Prudencia*).

TABLE ANALYTIQUE

DES MATIÈRES

CONTENUES DANS LE TRAITÉ DES IMPÔTS PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE.

A

ABATTAGE (Impôts sur l') ou sur les viandes, I, p. 143 et II, p. 208.

ABONNEMENT, I, p. 10, 17.

ABSENCE (Taxes sur l'), III, p. 441.

ABUELA. — Impôt sur la chaux et le plâtre en Espagne, II, p. 488.

ACCISE. — Nom des impôts de consommation en Belgique, II, p. 92.

ACTES (Impôts sur les), III, p. 65 à 498.

— Deux moyens : timbre, p. 76 ; enregistrement, p. 104. — Actes imposés.

Successions et mutations par décès, p. 137. — Donations, p. 174. —

Transmissions à titre onéreux et conventions diverses, p. 182. — Vente,

p. 190. — Échanges, p. 203. — Prêts et hypothèques, p. 215. — Sociétés :

transmissions des actions et des obligations, p. 223. — Assurances, p. 230.

— Baux et antichrèses, p. 237. — Effets de commerce, p. 242. — Con-

ventions diverses (cautionnements, contrats d'apprentissage, etc.), p. 247.

— Actes judiciaires (droits de greffe), p. 248. — Transports par la poste,

p. 277. — Correspondances télégraphiques, p. 357. — Loteries et jeux de hasard, p. 376. — Expéditions et

quittances diverses, p. 399. — Brevets d'invention, p. 400. — Passeports,

p. 406. — Permis de chasse, p. 408. Droits de sceau, p. 411. — Droits

universitaires, p. 415. — Permissions d'usines et de prises d'eau, p. 418. —

Vérifications des poids et mesures, p. 419. — Visite des pharmacies, p. 422.

— Marque des matières d'or et d'argent, p. 423. — Fabrication des mon-

naies, p. 427. — Exonération du service militaire, p. 435. — Autres

actes, p. 438 : entrée, séjour et départ ; péages d'eau et de terre ; pro-

duits de bac ; tonnage, p. 440. — Voyages et transports, p. 474. — État

civil, p. 490. — Pétitions, p. 493. — Publications, p. 494. — Pesage, me-

surage, jaugeage, voirie, p. 497.

ADMINISTRATION LETTERS. — Impôt sur la succession mobilière en Angleterre,

lorsqu'il n'y a pas testament, II, p. 163.

AFFICHAGE (Droit d'), III, p. 494.

AIDES, II, p. 279.

ALAMBICA (Impôts sur les) en Allemagne, II, p. 418.

ALCAVALA. — Ancien impôt sur les ventes en Espagne, I, p. 52 et 87, et III,

p. 193.

ALCOOL (Impôts sur l'). — Historique de la fabrication de l'alcool, II, p. 412.

- Divers modes d'assiette de l'impôt, II, p. 416. — Considérations générales sur cette taxe, II, p. 450.
- ALIÉNÉS (Taxe pour les).** — En Angleterre, IV, p. 115 et 121; en Écosse, IV, p. 149.
- ALLEMAGNE (AUTRICHE et PRUSSE non spécialement comprises).** — Impôts sur les personnes, I, p. 139. — Foncier, I, p. 186. — Industriel, I, p. 289 et 342. — Sur les capitaux mobiliers, I, p. 377. — Sur le capital en général (*vermøgensteuern*), et sur le revenu (*einkommensteuern*), I, p. 441. — Sur les billards, les quilles, II, p. 29. — Les chevaux et voitures, II, p. 47. — Les chiens, II, p. 51. — Sur le sel, II, p. 169 et 174. — Sur la mouture, II, p. 196. — Sur les viandes, II, p. 209. — Sur les huiles, II, p. 216. — Sur le sucre, II, p. 256. — Sur les vins, II, p. 373. — Sur la bière, II, p. 392. — Sur l'alcool, II, p. 418 et 436. — Sur le tabac, II, p. 459 et 476. — Sur les cartes, II, p. 505. — Douanes, III, p. 4, 6 et 37. — Timbre, III, p. 96. — Enregistrement, III, p. 123. — Successions et mutations par décès, III, p. 152. — Donations, III, p. 181. — Vente, III, p. 191 et 197. — Actes judiciaires, III, p. 266. — Postes, III, p. 312. — Télégraphes, III, p. 374. — Loteries, III, p. 388 et 398. — Brevets d'invention, III, p. 401. — Péages, III, p. 456 et 464. — Voyages et transports, III, p. 484. — Sur les annonces à Hambourg, III, p. 495. — Taxes communales, IV, p. 206. — Taxes provinciales, IV, p. 221.
- ALMÈNN BEVILLNING.** — Impôt général suédois, I, p. 461.
- ALLUMETTES CHIMIQUES (Impôt sur les),** II, p. 494.
- ALMANACHS (Droit de timbre sur les),** II, p. 503.
- AMIDON (Impôt sur l'),** II, p. 514.
- ANGLETERRE et PAYS DE GALLES (Taxes locales),** IV, p. 92.
- TAXES DE PAROISSE : des pauvres,** IV, p. 93. — Des Dépôts de mendicité, IV, p. 99. — D'arpentage et d'évaluation, IV, p. 101. — Des frais de prison, *id.* — Des constables, *id.* — Des routes, IV, p. 102. — D'éclairage et de surveillance, IV, p. 104. — D'église, IV, p. 105. — Pour réparations ou constructions d'églises, IV, p. 107. — Des cimetières, *id.* — Des égouts et conduits, IV, p. 108. — De drainage, IV, p. 110.
- TAXES DE COMTÉ : de comté proprement dite,** IV, p. 111. — Pour les asiles d'aliénés, IV, p. 115. — D'enterrement, IV, p. 116. — De centurie, IV, p. 116. — De police, IV, p. 117.
- TAXES DE BOURG : de bourg proprement dite,** IV, p. 119. — De police, IV, p. 120. — Pour les asiles d'aliénés, IV, p. 121. — Taxe générale de district, IV, p. 121. — Taxes de la cité de Londres, IV, p. 128.
- ANNONCES (Droits sur les),** III, p. 495 et 496.
- ANTICHRÈSE,** III, p. 237.
- APPRENTISSAGE (Droit d'enregistrement sur les contrats d'),** III, p. 247.
- ARANCEL.** — Droit de douane en Espagne, III, p. 45.
- ARDOISES (Taxe sur les),** II, p. 490.
- ARGENTERIE (Droit de marque et impôt sur l'),** II, p. 29 et 45.
- ARMOIRIES (Impôt sur les),** II, p. 29 et 42.
- ARPENTAGE (Taxe d'),** IV, p. 101.
- ASSAINISSEMENT DE LA TAMISE (Taxe d') à Londres,** IV, p. 134.
- ASSESSED-TAXES.** — Impôts sur les jouissances en Angleterre, II, p. 4 et 71.
- ASSURANCES,** III, p. 230.
- AUTRICHE (Impositions de l'empire d').** — Impôt sur les personnes, I, p. 139. — Foncier, I, p. 187. — Sur l'industrie, I, p. 331. — Sur les capitaux mobiliers, I, p. 382. — Impôts généraux sur le capital et sur le revenu, I, p. 442 et 458. — Sur les cartes, les bottes et les souliers, II, p. 29 et 30. — Sur les voitures à Vienne, II, p. 35. — Sur le sel, II, p. 170. — Sur les céréales, II, p. 203. — Sur les viandes, II, p. 210. — Sur les huiles, II, p. 220. — Sur le sucre, II, p. 258. — Sur les œufs, le beurre, les fruits, les légumes, II, p. 269. — Sur les vins, II, p. 271. — Sur la bière, II,

p. 396. — Sur le vinaigre, II, p. 406. — Sur l'alcool, II, p. 419. — Sur le tabac, II, p. 474. — Sur le savon, II, p. 485. — Sur les matériaux de construction, II, p. 490. — Sur les combustibles, II, p. 492. — Sur les cires, II, p. 494. — Sur le papier, II, p. 498. — Droits de douanes, III, p. 4 et 39. — Timbre, III, p. 97. — Enregistrement, III, p. 125. — Successions, III, p. 153. — Donations, III,

p. 181. — Vente, III, p. 196. — Postes, III, p. 343. — Loteries, III, p. 390. — Brevets d'invention, III, p. 405. — Péages, III, p. 455 et 461. — Sur les journaux, III, p. 494. — Taxes communales, IV, p. 212.

ASSIETTE DES TAXES (Règles fondamentales de l'), I, p. 18.

AUF SCHLAG. — Nom des impôts de consommation en Allemagne. II, p. 92.

B

BAILLIAGES (Taxés des). — En Allemagne, IV, p. 221; en Danemark, IV, p. 442.

BAC (Produits de), III, p. 440 et suiv.

BARRIÈRES (Taxe des) en Belgique, IV, p. 351.

BAUX, III, p. 237.

BELGIQUE (Impositions de la). — Impôt personnel, I, p. 150. — Foncier, I, p. 186. — Sur l'industrie, I, p. 359. — Sur les foyers, II, p. 26. — Sur les voitures, II, p. 40, et IV, p. 382. — Sur le sel, II, p. 175. — Sur les céréales, II, p. 196. — Sur le sucre, II, p. 256. — Sur les vins, II, p. 379. — Sur la bière, II, p. 395 et 405. — Sur l'alcool, II, p. 418 et 438. — Sur le tabac, II, p. 476. — Droits de douanes, III, p. 4 et 49. — Enregistrement, III, p. 123. — Successions, III, p. 158. — Sur les ventes, III, p. 196. — Actes judiciaires, III, p. 270. — Postes, III, p. 346. — Télégraphes, III, p. 374. — Loteries, IV, p. 387. — Passeports, III, p. 406. — Marque des matières d'or et d'argent, III, p. 426. — Péages, III, p. 462. — Tonnage, III, p. 467. — Taxes provinciales et communales, IV, p. 343. — Taxes provinciales, IV, p. 345. — Détail des budgets des diverses provinces, IV, p. 354. — Taxes communales, IV, p. 358. — Impositions communales directes, IV, p. 368. — Impositions in-

directes, IV, p. 383. — Fonds commun, abolition des octrois, IV, p. 386. — Budgets détaillés des communes par province, IV, p. 422. — Budget de la ville de Bruxelles, IV, p. 424.

BERLIN. Taxe sur les locataires, II, p. 26. — (Budget de la ville de), IV, p. 214.

BÉTAIL (Droit sur le), en Écosse, IV, p. 159. — En Autriche, III, p. 455. — En Belgique, IV, p. 352.

BEURRE (Taxe sur le), II, p. 269.

BEZITTINGEN (Impôts sur les). — Taxes sur les capitaux dans les Pays-Bas, I, p. 421.

BIÈRE (Impôt sur la), II, p. 382. — De l'assiette de cet impôt, II, p. 407.

BILLARDS (Taxe sur les), II, p. 29.

BODA. — Taxe sur le mariage, dans l'année, des veuves en Castille, III, p. 492.

BOLLA, taxe espagnole, I, p. 87.

BOISSONS (Impôts sur les), II, p. 273. — Sur les vins, cidres, poirés et hydromels, II, p. 275. — Sur les bières et les vinaigres, II, p. 382. — Sur l'alcool (eaux-de-vie, esprits), II, p. 412.

BOTTES ET SOULIERS (Taxe sur les), II, p. 30.

BOUGIES (Taxe sur les), II, p. 494.

BOURG (Taxes de). — En Angleterre, IV, p. 118; en Écosse, IV, p. 154; en Irlande, IV, p. 174.

BRÉSIL: — Douanes, III, p. 36.

BREVETS D'INVENTION. III, p. 400.

BRIQUES (Impôt sur les), II, p. 487.

BRUXELLES (Budget de la ville de), IV, p. 423.

C

CADASTRE, I, p. 229.

CAMERAL-WISSENSCHAFT. — Science financière en Allemagne, I, p. IX.

CAPITAL (Impôts sur le), I, p. 39. — Immobilier, I, p. 169. — Mobilier, I, p. 283. — En général, I, p. 415.

CAPITATION : voir le mot PERSONNES (Impôt sur les).

CAPSULES (Taxe sur les), II, p. 510.

CARTES (Impôt sur les), II, p. 29; et II, p. 503.

CARTHAGE. — Droits de douane dans cette république, III, p. 10.

CATASTO. — Sorte de cadastre en Italie, I, p. 288, 405, et sorte d'impôt, I, p. 418.

CAUTIONNEMENTS (Taxe sur les), III, p. 247.

CENTESIMA RERUM VENALIUM. — Impôt sur la vente à Rome, III, p. 192.

CENTIMES ADDITIONNELS. — Aux impôts de l'État; — en France : départementaux, IV, p. 62; communaux, IV, p. 72. — En Belgique : provinciaux, IV, p. 350; communaux, IV, p. 368.

CENTURIE (Taxe de) en Angleterre, IV, p. 116.

CERCLES (Impositions des) ou provinces dans divers États de la Confédération germanique, IV, p. 221.

CERCUEILS (Monopole des) au Paraguay, IV, p. 486.

CÉRÉALES (Impôts des), II, p. 195. — Réflexions sur cet impôt, II, p. 203.

CHANDELLES (taxe sur les). — II, p. 495.

CHAPELAINS (taxe sur les). Ensuite, II, p. 34.

CHAPEAUX (taxes sur les), II, p. 46.

CHARADSH, I, p. 159.

CHARBON (taxe sur le), II, p. 491.

CHARTOE NICILLATOE MEDEL. — Impôt du timbre en Suède, III, p. 94.

CHASSE (permis de), III, p. 408.

CHÈQUES, III, p. 245.

CHEMINÉES (taxe sur les), II, p. 8.

CHEVAUX (impôts sur les), II, p. 35.

CHIENS (impôt sur les), II, p. 44 et 51, III, p. 55. — En Belgique, IV, p. 352.

CHIFFONS (monopole des), II, p. 512.

CHINE. — Impôts sur les personnes, I, p. 130. — Foncier, I, p. 220. — Sur l'industrie, I, p. 230. — Sur l'opium, II, p. 482. — Douanes, III, p. 50. — Sur la vente des terres, III, p. 193. — Postes, III, p. 281. — Télégraphes, III, p. 357.

CHRYSEARGIRE, I, p. 284.

CIDRE (impôt sur le), II, p. 368 et 380.

CINETIÈRES (taxe des), IV, p. 107, en Angleterre.

CIRE (taxe sur la), II, p. 494.

CIVIL (actes de l'état), III, p. 490.

CLASSENSTEMPEL. — Timbre classifié en Allemagne, III, p. 96.

CLASSENSTEEGER. — Nom de certain impôt personnel en Allemagne, I, p. 140.

CLASSIFICATION DES IMPÔTS, I, p. 9. — Impôts sur les personnes, I, p. 129. — Sur les richesses, I, p. 169. — Sur les jouissances, II, p. 1. — Sur les consommations, II, p. 78. — Sur les actes, III, p. 65. — Taxes provinciales, départementales et locales, IV, p. 1. — Epilogue, IV, p. 471.

COLLECTIF-ZIEGEL. — Impôt sur le timbre des quittances, en Hollande, III, p. 399.

CONBOSTIBLES (impôt sur les), II, p. 491.

CONESTIBLES (taxe sur les). — Sur le sel, II, p. 96. — Sur les céréales, II, p. 195. — Sur les viandes, II, p. 208. — Sur les huiles, II, p. 215. — Sur le sucre, II, p. 222. — Sur divers, II, p. 269.

COMMUNALES (taxes). — En France, IV, p. 6. — Dans la Grande-Bretagne : Angleterre, IV, p. 93 et 118; Ecosse, IV, p. 139 et 154; Irlande, IV, p. 163 et 174. — En Allemagne, IV, p. 206. — En Espagne, IV, p. 243. — En Portugal, IV, p. 259. — En Italie, IV,

p. 264. — Dans les Pays-Bas, IV, p. 307. — En Belgique, IV, p. 358. — En Danemark, IV, p. 434. — En Suède, IV, p. 448. — En Russie, IV, p. 450.

COMMUTATION (droit de), à Edimbourg, IV, p. 158.

COMPOIX. — Sorte de cadastre, I, p. 223.

COMTÉ (taxe de) en Angleterre, IV, p. 111; en Ecosse, IV, p. 147; en Irlande, IV, p. 170. — Leurs produits, IV, p. 181.

CONSUMMATIONS (taxes sur les). — Leur incidence, I, p. 77. — Comparaison avec l'impôt direct, I, p. 120. — Considérations générales, II, p. 78. — A l'intérieur des Etats, II, p. 92. — Comestibles, II, p. 96. — Boissons, II, p. 273. — Autres objets de consommations : tabacs, II, p. 456. — Opium, III, p. 482. — Savon, II, p. 484. — Matériaux de construction, II, p. 487. — Combustibles, II, p. 491. — Matières servant à l'éclairage, II, p. 493. — Cuir, II, p. 496. — Papier, almanachs, cartes, III, p. 498. — Poudres et capsules, II, p. 506. — Indigo, fourrages, amidon et divers autres

objets, II, p. 512. — A la frontière des Etats (douanes), III, p. 1. — De l'impôt sur les consommations en Italie, IV, p. 268. — Comparaison des produits de l'impôt communal de consommation avec l'impôt direct communal dans divers pays d'Europe, IV, p. 40.

CONSTABLES (taxe des), IV, p. 101.

CONSUMOS, v. au mot Puertas.

CONTRÔLE, ancien nom de l'enregistrement en France, III, p. 105. — Sur les métaux précieux, III, p. 424.

COPENHAGUE (taxes de), IV, p. 444.

CONVÉE imitée dans la prestation française, t. IV, p. 362 et 185. — En Angleterre, IV, p. 103. — En Ecosse, IV, p. 152. — Epilogue, IV, p. 479.

COTISATION PERSONNELLE. — Sorte de capitation graduée levée au profit des communes en Belgique, IV, p. 371.

COUTEAUX-POIGNARDS (taxe sur les), III, p. 28.

CEUR (taxe sur le), II, p. 496.

CUSTOMS. — Droits de douane en Angleterre, III, p. 11.

D

DANEMARK. — Impôt personnel, I, p. 134.

— Foncier, I, p. 202. — Sur les foyers, II, p. 8. — Sur les chevaux et les chiens, II, p. 52. — Sur le sel, II, p. 99. — Droit de douanes, III, p. 42. — Timbre, III, p. 94. — Postes, III, p. 340. — Loteries, III, p. 390. — Passeports, III, p. 406. — Péages, III, p. 463. — Droit de funérailles, III, p. 491. — Taxes communales, IV, p. 433. — Taxes des bailliages, IV, p. 442. — Taxes de Copenhague, IV, p. 444.

DAZIO. — Nom de l'impôt de consommation en Italie, II, p. 92.

DÉS (taxe sur les), II, p. 29.

DIAMANTS. — Monopole au Brésil, II, p. 512.

DIMES, I, p. 254.

DIRECT (impôt). — Définition, I, p. 2.

— Comparaison avec l'impôt indirect, I, p. 118. — Comparaison de l'impôt direct communal avec l'impôt indirect communal, IV, p. 4.

DIXIÈME. — Impôt général du revenu en France au XVII^e siècle, I, p. 468.

DIZIMA. — Impôt portugais, II, p. 464.

DOMESTIQUES (impôt sur les), II, p. 30.

DONATIONS (impôt sur les), I, p. 39 et III, p. 74.

DRAINAGE (taxe pour le), revenu communal en Angleterre, IV, p. 110.

DRAWBACK, III, p. 61.

DRÈCHE (impôt sur la), II, p. 386.

DUFANES. — Impôt de consommation à la frontière des Etats, III, p. 1. — Considérations sur cet impôt, III, p. 51.

DRAPS (taxes sur les), II, p. 513.

DUBLIN (taxes de), IV, p. 128.

DUEL (droit sur le), III, p. 140.

E

- EAU (permission de prises d'), III, p. 418.
— A Dublin, IV, p. 178.
- EAU-DE-VIE (taxe sur l'), II, p. 412.
- ECHANGES (impôt sur les), III, p. 203.
- ECLAIRAGE (impôt sur les matières servant à l'), II, p. 494. — Taxe communale en Angleterre, IV, p. 104.
- ECOSSE (impositions d'). Voir au mot Grande-Bretagne. — Taxes locales, IV, p. 137. — Des paroisses. Des pauvres, IV, p. 139. — Pour le traitement des ministres du culte, IV, p. 143. — Pour l'enseignement primaire, IV, p. 143. — Pour l'état civil, IV, p. 145. — Taxes de comtés : des prisons, IV, p. 147. — Des aliénés, IV, p. 149. — De police, IV, p. 151. — Des routes, IV, p. 152. — Taxes des bourgs : d'administration générale, IV, p. 156. — Générale, des égouts, etc., IV, p. 156. — Taxes de la cité d'Edimbourg, IV, p. 158 : Compte municipal, *id.* — Droit de commutation, *id.* — Droit d'octroi sur le bétail, IV, p. 159. — Compte de l'administration de la police, IV, p. 160. — Compte de la commission du pavage, *id.*
- EDIMBOURG (taxe d'), IV, p. 158.
- EFFETS DE COMMERCE (taxe sur les), III, p. 242.
- EGLISE (taxe d'), revenu communal en Angleterre, IV, p. 105. — Pour réparations et constructions, IV, p. 107. — Pour le traitement des ministres du culte en Ecosse, IV, p. 143.
- EGOUTS (taxes des), en Angleterre, IV, p. 108. — A Londres, IV, p. 135. — En Ecosse, IV, p. 156. — A Dublin, IV, p. 179.
- Egypte. — Impôt territorial, I, p. 170. — Bière, II, p. 382. — Douanes, III, p. 8.
- EINKOMMENSTEUER. — Nom de l'impôt sur le revenu en Allemagne, I, p. 411.
- EISPHORA. — Impôt général d'Athènes, sur le capital, I, p. 417.
- EMIGRATION (taxe d'), en Irlande, IV, p. 167.
- ENFANTS TROUVÉS (taxe pour les), en Irlande, IV, p. 169.
- ENREGISTREMENT (droits d'), III, p. 104. — Appréciation, III, p. 132.
- ENSEIGNEMENT (taxe pour l'), en Ecosse, IV, p. 143.
- ENTERREMENT (taxe d'), en Angleterre, IV, p. 116. — A Turin, IV, p. 300. — En France, III, p. 491.
- ÉPICES, droit de greffe, III, p. 251.
- ERBSCHAFTACCISE. — Impôt sur les successions à Bade, III, p. 152.
- ERWERBSTEUER, nom d'un impôt lié à l'impôt personnel en Hongrie, I, p. 140 et 335.
- ESPAGNE. — Fermage des taxes, I, p. 110. — Sur les personnes, I, p. 146. — Impôt foncier, I, p. 203. — Sur l'industrie, I, p. 360. — Sur les loyers, II, p. 25. — Sur le sel, II, p. 171. — Sur les céréales, II, p. 203. — Sur les viandes, II, p. 213. — Sur les huiles, II, p. 220. — Sur le sucre, II, p. 255. — Sur les vins, II, p. 378. — Sur la bière et le vinaigre, II, p. 406. — Sur l'alcool, II, p. 438. — Sur le tabac, II, p. 475. — Sur le savon, II, p. 485. — Sur les matériaux de constructions, II, p. 488. — Sur les combustibles, II, p. 492. — Sur les cires, II, p. 494. — Sur les cartes, II, p. 503. — Sur les poudres à feu, II, p. 509. — Sur le mercure, II, p. 514. — Droits de douanes, III, p. 43. — Timbre, III, p. 96. — Vente, III, p. 193. — Postes, III, p. 345. — Loteries, III, p. 390. — Brevets d'invention, III, p. 404. — Passeports, III, p. 406. — Péages, III, p. 454. — Sur les mariages des veuves, III, p. 492. — Taxes provinciales et communales en général, IV, p. 232. — Provinciales, IV, p. 234. — Communales, IV, p. 243. — Comparaison entre les produits de l'impôt direct communal et ceux de l'impôt indirect communal IV, p. 457. — Budget de Madrid, IV, p. 253.

ESPIONS (taxe sur les), en Belgique, IV, p. 382.

ESPRITS (taxe sur les), II, p. 412.

ÉTAT CIVIL (actes de), III, p. 490. — En Écosse, IV, p. 135.

ÉTATS-UNIS. — Impôts sur les personnes, I, p. 138. — Sur les fortunes, I, p. 437. — Sur les montres, les quilles, etc., II, p. 28. — Sur les voitures, II, p. 47. — Sur le sel, II, p. 169. — Sur les allumettes, II, p. 494. — Sur le gaz, II, p. 395. — Droits de douanes, III, p. 4 et 35.

— De vente, III, p. 198. — Postes, III, p. 339. — Télégraphes, III, p. 358 et 372. — Brevets d'invention, III, p. 409. — Droits de tonnage, III, 467.

ÉVALUATION (taxe d'), en Angleterre, IV, p. 101.

EXCISE accumulative, II, p. 22. — Nom de l'impôt de consommation en Angleterre, II, p. 92.

EXONÉRATION du service militaire, III, p. 435.

EXPÉDITION (droit d'), III, p. 392.

F

FACULTÉS (taxe sur les), *Leilighed*, en Danemark, IV, p. 436.

FAMILLE (taxe de), en Toscane, I, p. 420.

FENÊTRES (contributions des), en Angleterre, II, p. 2. — En France, II, p. 13.

FERMAGE des taxes, I, p. 105.

FIGES (taxe sur les), II, p. 271.

FLEURS (taxe sur les), dans les Pays-Bas, II, p. 30.

FOCATICO, sorte d'impôt personnel en Italie, I, p. 150.

FOIRES (droits sur les), III, p. 441.

FONCIER (impôt), son incidence, I, p. 69 et 275. — en Turquie, I, p. 170. — En Egypte, id. — En Perse, I, p. 171. — A Rome, id. — Dans la Grande-Bretagne, I, p. 173. — Dans l'Inde, I, p. 180. — En Hollande, I, p. 181. — En Belgique, I, p. 186. — En Autriche, I, p. 187. — En Prusse, I, p. 194. — En Bavière, I, p. 198. — En Allemagne, I, p. 199. — En Suisse, I, p. 202. — En Danemark, I, p. 202. — En Suède, I, p. 203. — En Espagne, I, p. 203. — En Portugal, I, p. 205. — En Italie, id. — En Pologne, I, p. 219. — En Grèce, I, p. 220. — Au Brésil et au Chili, id. — En Chine, I, p. 220. — En Russie, I, p. 222. — En France, id. — Cadastre, I, p. 229. — Péréquation, I, p. 230. — Taxe sur les biens de main-morte, I, p. 246. — Assiette, I, p. 251.

Dimes, I, p. 254. — Impôts sur les maisons ou contribution mobilière, I, p. 250. — Vaut-il mieux établir l'impôt foncier par voie de quotité que par voie de répartition, I, p. 262. — De la fixité ou de la variabilité de cet impôt, I, p. 267. — Ses inconvénients et ses avantages, I, p. 276.

FONDS COMMUNAL. — Institution qui a remplacé les octrois en Belgique, IV, p. 386.

FOUAGE. — Impôt par feu, II, p. 23.

FOURAGES (taxe sur les), II, p. 512.

FOYERS (taxes sur les), II, p. 8.

FRANCE (impôts de la), Fermage des taxes, I, p. 108. — Sur les personnes, I, p. 151. — Foncier, I, p. 222. Sur les maisons, I, p. 259. — Sur l'industrie (patentes), I, p. 293. — Licences, I, p. 373. — Sur le capital et le revenu mobilier, I, p. 381. — Sur le capital ou le revenu en général, I, p. 468. — Sur les portes et fenêtres, II, p. 4 et 13. — Sur les chapeaux, II, p. 49. — Sur les chevaux, II, p. 49. — Sur les chiens, II, p. 53. — Sur les voitures, II, p. 59. Sur le sel, II, p. 98 et 187. — Sur les céréales, II, p. 196. — Sur les viandes, II, p. 213. — Sur les huiles, II, p. 216. — Sur le sucre, II, p. 224. — Sur les vins, II, p. 275. — Sur le cidre, le poiré et l'hydromel, II, p. 368. — Sur la bière, II, p. 397. — Sur l'alcool, II, p. 421. — Sur le ta-

bac, II, p. 460. — Sur le savon, II, p. 486. — Sur le verre, II, p. 489. — Sur les combustibles, II, p. 492. — Projet sur les allumettes, II, p. 494. — Sur le cuir, II, p. 497. — Sur le papier, II, p. 499. — Sur les cartes, II, p. 503. — Sur les poudres, II, p. 506. — Sur les capsules, II, p. 510. — Droits de douanes, III, p. 4, 7, 13. — Timbre, III, p. 77. — Enregistrement, III, p. 104. — Taxes sur les successions et mutations par décès, III, p. 144. — Sur les donations, III, p. 175. — Sur les ventes, III, p. 191 et 192. — Sur les échanges, III, p. 203. — Sur les prêts et les hypothèques, III, p. 215. — Sur les actes des sociétés, III, p. 223. — Sur les assurances, III, p. 232. — Sur les baux et antichrèses, III, p. 237. — Sur les effets de commerce, III, p. 242. — Sur les actes judiciaires, III, p. 251. — Sur les postes, III, p. 281. — Sur les dépêches télégraphiques, III, p. 359. — Sur les loteries, III, p. 378. — Sur les expéditions des actes de l'état civil, III, p. 399. — Sur les brevets d'invention, III, p. 400. — Sur les passeports, III, p. 406. —

Permis de chasse, IV, p. 408. — Droits de sceau, III, p. 411. — Droits universitaires, III, p. 415. — Permission d'usines et de prises d'eau, III, p. 418. — Vérification des poids et mesures, III, p. 419. — Droits de visite des pharmacies, III, p. 422. — Droits de marque des matières d'or et d'argent, III, p. 423. — Fabrication des monnaies, III, p. 427. — Exonération du service militaire, III, p. 435. — Péages, III, p. 432. — Droits de tonnage, III, p. 466. — Taxes sur les voyages et les transports, III, p. 474. — Sur les mariages et les inhumations, III, p. 491. — Pétitions, III, p. 493. — Publications, III, p. 494. — Taxes départementales et communales, IV, p. 6. — Octrois municipaux, IV, p. 9. — Prestations en nature, IV, p. 36. — Centimes départementaux, IV, p. 62. — Centimes communaux, IV, p. 72. — Impôts de la ville de Paris, IV, p. 84.

FRAIS de recouvrement de l'impôt, I, p. 92.

FROMAGES (impôt sur les), II, p. 270.

FRUITS (impôt sur les), II, p. 269.

G

GABELLE (définition et étymologie de la), II, p. 97.

GAZ (impôt sur le), II, p. 495.

GEBAUDESTEUER. — Impôt sur les maisons en Allemagne, I, p. 186.

GERÜHREN. — Taxe sur certains actes en Allemagne, III, p. 69.

GEWERbesteuer, impôt sur l'industrie en Allemagne (V. *Impôts sur l'industrie*), I, p. 331.

GLACE (taxe sur la), II, p. 270, et IV, p. 265.

GOUDRON (taxe sur le), II, p. 513.

GRANDE-BRETAGNE (impôts de la). — Personnel, I, p. 131. — Foncier (*land tax*), I, p. 173. — Sur les maisons, I, p. 259, et II, p. 12. — Sur les licences, I, p. 377. — Sur le capital ou le revenu en général (*income tax*), I

p. 426. — Sur les foyers, II, p. 4 et 8. — Sur les fenêtres, II, p. 9. — Sur les montres, les armoiries, la poudre à cheveux, II, p. 28, 29. — Sur les domestiques, les chevaux, les voitures, les chiens, II, p. 41, 44, 57. — Sur les volailles, II, 57. — Sur le sel, II, p. 151 et 180. — Sur la mouture, II, p. 195. — Sur les viandes, II, p. 208. — Sur le sucre, II, p. 253. — Sur les vins, II, p. 378. — Sur le cidre et le poiré, II, p. 380. — Sur la bière, III, p. 385. — Sur l'alcool, II, p. 447. — Sur le tabac, II, p. 457. — Sur le savon, II, p. 484. — Sur les matériaux de construction, II, p. 487. — Sur le charbon, II, p. 491. — Sur les chandelles, II, p. 495. — Sur le cuir, II, p. 496. — Sur le papier, II, p. 498. — Sur les

parfumeries et les médicaments, II, p. 513. — Sur l'amidon, II, p. 514. — Droits de douanes, III, p. 4, 5, 6, 7, 10 et 50. — Timbre, III, p. 87. — Droits sur les successions et mutations par décès, III, p. 161. — Sur les donations, III, p. 181. — Sur les ventes, III, p. 191 et 198. — Sur les obligations hypothécaires, III, p. 221. — Sur les assurances, III, p. 230. — Sur les baux, III, p. 240. — Sur les effets de commerce, III, p. 245. — Sur les actes judiciaires, III, p. 265. — Postes, III, p. 332. — Sur les dépêches télégraphiques, III, p. 358 et 372. — Sur les loteries, III, p. 386 et 388. — Sur les brevets d'invention, III, p. 403. — Sur les passeports, III, p. 406. — Sur les permis de chasse, III, p. 409. — Droit de marque des matières d'or et d'argent, III, p. 426. — Sur la fabrication des monnaies, III, p. 429 et 432. — Péages, III, p. 456. — Droits de

tonnage, III, p. 467, 473. — Messageries, III, p. 485. — Sur les inhumations, III, p. 491. — Sur les communications, III, p. 495. — Taxes locales, IV, p. 89 (V. aux mots Angleterre, Écosse, Irlande, Londres). — Leur produit, IV, p. 180. — Leur caractère administratif et politique, IV, p. 189.

GRÈCE. — Impôt sur les personnes, I, p. 130. — Foncier, I, 240 et 171. — Impôt sur le capital, I, p. 416. — Chemins, II, p. 9. — Droits judiciaires, III, p. 249. — Postes, III, p. 315. — Douanes, III, p. 8. — Vins, II, p. 275. — Bière, II, p. 383.

GREFFE (droits de), III, p. 255.

GRUNSKAT. — Impôt foncier en Suède. I, p. 203.

GRUNDSTEUER. — Nom de l'impôt foncier en Allemagne, I, p. 186.

GUILDES. — Impôt sur le commerce et l'industrie en Russie, I, p. 368.

II

HALLS (droits de) à Turin, IV, p. 299. — Budgets communaux des Pays-Bas, IV, p. 327. — Budgets communaux de Belgique, IV, p. 422.

HARAJE. — Impôts sur les personnes en Turquie, I, p. 130.

HARTKORN. — Unité d'évaluation de la propriété foncière en Danemark, IV, p. 437.

HEARTH-MONEY. — Impôt sur les foyers en Angleterre, II, p. 8.

HEEREGELD. — Impôt sur les domestiques en Hollande, II, p. 32.

HOLLANDE (impôts de la). — V. au mot Pays-Bas.

HORBLON (impôt sur le), II, p. 388.

HOUILLE (taxe sur la), II, p. 491. — A Londres, IV, p. 129. — Budgets communaux des Pays-Bas, IV, p. 327.

HUILES (taxe sur les), II, p. 215.

HYDROMEL (taxe sur l'), II, p. 368.

HYPOTHÈQUES (droits sur les), III, p. 215.

I

IMMEUBLES (impôt sur le revenu des), I, p. 169.

IMPÔTS. — Principe et définition, I, p. 1.

— Classification, I, p. 2. — Règles fondamentales relatives au choix et à l'assiette des taxes, I, p. 18. — De la justice en matière de taxes, de l'impôt proportionnel et de l'impôt progressif, I, p. 23. — Obstacles à l'application du principe de la justice pure en matière

d'impôt ; avantages politiques et économiques à rechercher dans les taxes ; causes de la variété des contributions chez les divers peuples, I, p. 44. — Incidence et effet des taxes, I, p. 63. — Étendue des taxes chez les divers peuples, I, p. 88. — Frais et mode de perception de l'impôt, I, p. 99. — Comparaison entre l'impôt direct et l'impôt indirect, I, p. 118. — Impôt

sur les personnes, I, p. 129. — Sur les richesses, I, p. 169. — Sur les jouissances, II, p. 1. — Sur les consommations, II, p. 78. — Sur les actes, III, p. 65. — Taxes provinciales, départementales et locales, IV, p. 1. — Résumé de l'histoire et de la théorie des impôts, IV, p. 469.

INCIDENCE DES TAXES, I, p. 63.

INCOME TAX. — Impôt sur le revenu en Angleterre, I, p. 428.

INDES. — Impôt sur les personnes, I, p. 134. — Foncier, I, p. 180. — Sur le sel, II, p. 182. — Opium, II, p. 482. — Sur l'indigo, II, p. 512. — Sur l'industrie, I, p. 367. — Douanes, III, p. 13. — Timbre, III, p. 101. — Fabrication des monnaies, III, p. 429.

INDIGO (taxe sur l'), II, p. 512.

INDIRECTS (impôts). — Définition, I, p. 9. — Comparaison avec l'impôt direct, I, p. 118. — Comparaison de l'impôt indirect communal avec l'impôt direct communal dans divers États de l'Europe, IV, p. 456.

INDUSTRIE (impôt sur l'), I, p. 283. — A Rome, I, p. 284. — Dans divers pays à la fin du moyen âge, I, p. 288. — En Autriche, I, p. 331. — En Chine, I, p. 240. — Dans la Grande-Bretagne, I, p. 290. — En France, I, p. 293 et 381. — En Prusse, I, p. 289 et 336. — En Autriche, p. 331. — En Allemagne, I, p. 342 et 377. — Dans les Pays-Bas, I, p. 356. — En Belgique, I, p. 359. — En Espagne, I, p. 360. — En Portugal, I, p. 362. — En Italie, I, p. 288, 362 et 384. — En Suisse, I, p. 366. — Dans l'Inde, I, p. 367. — Dans le Buenos-Ayres, I, p. 368. — En Pologne et en Russie, I, p. 368. — Licences, I, p. 373. — Dates de l'établissement des taxes sur l'industrie dans les principaux pays de l'Europe, I, p. 388. — Considérations, I, p. 390.

INUMATIONS (taxes d'), III, p. 490.

IRLANDE (taxes locales d'), IV, p. 161. — Taxes de paroisse : des pauvres, IV, p. 163. — D'émigration, IV, p. 167. — De paroisse proprement dite, 168. — Pour les enfants abandonnés, IV, p. 169. — Taxes de comté, IV, p. 170. — Taxes de bourg, IV, p. 174. — Gé-

nérale de bourg. — IV, p. 175. — Générale, id. — Taxes de la cité de Dublin, IV, p. 178.

ITALIE (impositions diverses de l'). — Sur les personnes (testatio), I, p. 146. — Foncier, I, p. 205. — Sur l'industrie, I, p. 288, 362 et 384. — Sur les créances, I, p. 382. — Sur le capital et le revenu en général, I, p. 417. — Impôt mobilier, II, p. 24. — Sur les perruques, II, p. 29. — Sur les domestiques, II, p. 32. — Sur les chevaux et les voitures, II, p. 47 et 58. — Sur le sel, II, p. 99. — Sur la mouture, II, p. 204. — Sur les visndes, II, p. 212. — Sur les huiles, II, p. 215 et 221. — Sur la glace, le poisson, les fromages, le safran, les figues, II, p. 270. — Sur les vins, II, p. 376. — Sur la bière et le vinaigre, II, p. 407. — Sur le tabac, II, p. 475. — Sur les matériaux de construction, II, p. 488. — Sur les combustibles, II, p. 493. — Sur les eires, II, p. 494. — Sur les cartes, II, p. 504. — Sur les poudres, II, p. 508. — Sur l'indigo, II, p. 512. — Sur les médicaments, II, p. 514. — Droits de douanes, III, p. 42. — Timbre, III, p. 86. — Enregistrement, III, p. 123. — Droits sur les successions, III, p. 154. — Sur les donations, III, p. 181. — Sur les ventes, III, p. 195. — Sur les hypothèques, III, p. 220. — Sur les sociétés, III, p. 249. — Sur les assurances, III, p. 236. — Sur les actes judiciaires, III, p. 265. — Sur les envois par la poste, III, p. 341. — Sur les loteries, III, p. 377 et 391. — Droit de seau, III, p. 411. — Universitaires, III, p. 417. — Vérification des poids et mesures, III, p. 421. — Péages, III, p. 463. — Droit de tonnage, III, p. 467. — Sur la fabrication des monnaies, III, p. 439. — Sur les publications, III, p. 494. — Taxes communales et provinciales en général, IV, p. 263. — Communales, IV, p. 264. — Taxes de Turin, IV, p. 299. — Provinciales, IV, p. 302. — Comparaison entre l'impôt direct communal et l'impôt indirect communal quant à leurs produits, IV, p. 453.

JAUGEAGE (droit de), III, p. 497.
JEUX DE HASARD (taxe sur les), III, p. 376.
JIZIE, I, p. 130.
JOUISSANCES (impôts sur les), II, p. 1.
 — Impôts sur les logements, les cheminées, les portes, les fenêtres et les mobiliers, II, p. 7. — Sur les domes-

tiques, les chiens, les chevaux, et les moyens de transport, II, p. 31. — Impôts communaux sur les jouissances en Belgique, IV, p. 381.
JOURNAUX (impôt sur les), III, p. 494.
JUDICIAIRES (droits sur les actes), III, p. 248.
JUFS (capitation des), I, p. 159.

K

KAPITALSTEUER. — Impôt mobilier en Allemagne, I, p. 377.

KONTROLL STAMPELMEDEL. — Timbre de contrôle en Suède, III, p. 426.

L

LAND TAX. — Impôt foncier dans la Grande-Bretagne, I, p. 173.

LEGACY DUTIES. — Impôt sur les successions mobilières *ab intestat* en Angleterre, III, p. 161.

LÉGÈMES (taxes sur les), II, p. 7.

LETTRES (V. au mot postes), III, p. 280.

LICENCES (sorte d'impôt sur l'industrie), en France, I, p. 373. — Dans la Grande-Bretagne, I, p. 374. — Dans les Pays-Bas, I, p. 376. — Dans l'Allemagne, I, p. 377.

LOCALES (taxes), IV, p. 1. — En France, IV, p. 6. — Dans la Grande-Bretagne, IV, p. 89. — En Allemagne, IV, p. 201. — En Espagne, IV, p. 232. — En Portugal, IV, p. 258. — En Italie, IV, p. 263. — Dans les Pays-Bas, IV, p. 307. — En Belgique, IV, p.

343. — En Danemark, IV, p. 434. — En Suède, IV, p. 448. — En Russie, IV, p. 450. — Considérations finales sur les taxes locales en Europe, IV, p. 453.
LONDRES (taxe de la cité de), IV, p. 128. — Revenus de la corporation municipale, *id.* — Taxe sur la bouille, IV, p. 129. — Droit de mesurage sur les grains et les fruits, IV, p. 131. — Droit de tonnage, IV, p. 132. — Droit sur le vin, *id.* — Droits divers, *id.* — Travaux publics de la métropole, IV, p. 133 : taxe métropolitaine, IV, p. 134. — Pour l'assainissement, *id.* — Taxe de police, IV, p. 135.

LOTÉRIES (impôts sur les), III, p. 375.

LOYERS (taxe sur les), I, p. 41. — Contribution mobilière, II, p. 17. — Impôt communal à Berlin, II, p. 24.

M

MADRID (budget de), IV, p. 253.

MAHLSTEUER. Impôt sur la mouture, II, p. 196.

MAINMORTE (impôt sur les biens de), I, p. 246. — Droit d'amortissement, III, p. 111.

MAISONS (taxe sur les), I, p. 73 et 191.

MALT (taxe sur le), II, p. 385.

MAHLGELD. — Impôt sur la mouture à Lubeck, II, p. 197.

MANTALSPENNINGARNE. — Taxes personnelles en Suède, I, p. 133.

MARIAGES (taxe sur les), III, p. 490.

MARQUE (droits de), sur les matières d'or ou d'argent, III, p. 423.

MARTINEGA. — Impôt personnel en Espagne, se payant à la Saint-Martin, I, p. 146.

MATÉRIAUX DE CONSTRUCTION (taxe sur les), II, p. 487.

MÉDICAMENTS (taxe sur les), II, p. 513.

MENDICITÉ (taxe pour les dépôts de), en Angleterre, IV, p. 99.

MERCURE (taxe sur le), II, p. 514.

MESSAGERIES (impôt sur les), en Angleterre, III, p. 485.
 MESURAGE (droits de), III, p. 497.
 MÉTROFOLITAINE (taxe), à Londres, IV, p. 134.
 MIETHSTEUER. — Impôt sur les loyers en Allemagne, I, p. 475 et II, p. 23.
 MILITARPFLICHTERSATZ, en Suisse, I, p. 160.
 MINQUE (droit de), en Belgique, IV, p. 383.
 MOBILIER (impôt sur le capital et le revenu), son incidence, I, p. 175. — Détails, I, p. 283.
 MOBILIÈRE (contribution), I, p. 259.
 MONNAIES (droit sur la fabrication des), III, p. 427.

MONOPOLE des spiritueux en Russie, III, p. 433. — Du tabac, II, p. 458. — Des poudres, II, p. 506. — Sa suppression en Espagne, II, p. 509. — Des postes, III, p. 277. — Du gaz d'éclairage, à Manchester, IV, p. 90. — Épilogue, IV, p. 484.
 MONTAGOS. — Droit de passage en Espagne, III, p. 454.
 MONTRES (taxe sur les), II, p. 28.
 MORGENTAL OU MORGENGELD. — Ancien impôt sur la propriété en Hollande, I, p. 182.
 MOTURPHA, impôt mobilier dans l'Inde, I, p. 367.
 MOUTURE (impôt sur la), II, p. 196.
 MUTATIONS PAR DÉCÈS (impôt sur les), III, p. 136.

N

NACHSTEUER. — Taxe d'expatriation, III, p. 441.

NAVIGATION (droits de), IV, p. 471.
 NATURE (contribution en), I, p. 54.

O

ORSTUOT. — Vin de fruits taxé en Autriche, II, p. 375.
 OCTROIS. — En France, II, p. 87, IV, p. 9. — A Edimbourg (droit sur le bétail, IV, p. 159. — Dans les Pays-Bas, IV, p. 317. — De leur abolition en Belgique, IV, p. 386. — Résumé, IV, p. 459.
 ŒUFS (taxe sur les), II, p. 269.

OFIARA. — Impôt foncier en Pologne, I, p. 219.
 OIRGELD. — Impôt sur les vins en Suisse, II, p. 379.
 ONILCONEUSTEUER. — Taxe sur le bétail transhumant en Transylvanie, III, p. 455.
 OPICUM (taxe sur l'), II, p. 482.
 OSTIARIUM. — Impôt sur les portes à Rome, II, p. 4.

P

PAIN (taxe sur le), II, p. 195.
 PAPIER (impôt sur le), II, p. 498.
 PARFUMEURS (taxe sur les), II, p. 513.
 PARIS (impôts de la ville de), IV, p. 84.
 PAROISSES (taxes de), en Angleterre, IV, p. 93. — En Écosse, IV, p. 137. — En Irlande, IV, p. 161. — Taxe de paroisse proprement dite en Irlande, IV, p. 168.
 PASSEPORTS (droit sur les), III, p. 406.
 PATENTES (impôt sur le revenu profes-

sionnel en divers pays), I, p. 290.
 PAUVRES (taxe des), en Angleterre, IV, p. 93. — En Écosse, IV, p. 139. — En Irlande, IV, p. 163. — Son produit à différentes époques, IV, p. 180.
 PAVAGE (droits de) en Allemagne, III, p. 459, à Edimbourg, IV, p. 160.
 PAYS-BAS (imposition des). — Ferme des taxes, I, p. 197. — Impôts sur les personnes, I, p. 133. — Foncier, I, p. 181. — Sur l'industrie, I, p. 356.

Sur les licences, I, p. 376. — Sur les capitaux (*bezittingen*), I, p. 421. — Sur les loyers, II, p. 5 et 25. — Sur les cartes et dës, II, p. 29. — Sur les domestiques, II, p. 32. — Sur les voitures, II, p. 35. — Sur le sel, II, p. 177. — Sur les montures, II, p. 196. — Sur les viandes, II, p. 211. — Sur les huiles, II, p. 216. — Sur le sucre, II, p. 255. — Sur les fruits et le beurre, II, p. 269. — Sur les vins, II, p. 379. — Sur la bière, II, p. 395 et 405. — Sur l'alcool, II, p. 446. — Sur le savon, II, p. 485. — Sur la houille, II, p. 491. — Sur le papier, II, p. 498. — Sur la poix et le goudron, II, p. 513. — Droits de douane, III, p. 4, 20 et 49. — Timbre, III, p. 95. — Enregistrement, III, p. 133. — Droits sur les successions, III, p. 160. — Sur la vente, III, p. 195. — Sur les hypothèques, III, p. 220. — Sur les sociétés, III, p. 229. — Sur les actes judiciaires, III, p. 269. — Sur les envois par la poste, III, p. 346. — Sur les loteries, IV, p. 387 et 391. — Sur les quittances, III, p. 399. — Sur les passeports, III, p. 406. — De marque sur les matières d'or ou d'argent, III, p. 426. — Sur la fabrication des monnaies, III, p. 429. — Péages, III, p. 465. — Droits de tonnage, III, p. 472. — Sur les voyages et les transports, III, p. 485. — Sur les mariages et les inhumations, III, p. 490. — Impositions communales, IV, p. 307. — Budgets des communes par province, IV, p. 327. — Impositions provinciales, IV, p. 339. — Comparaison entre les produits de l'impôt direct communal et ceux de l'impôt indirect communal, IV, p. 458.

PÉAGES D'EAU ET DE TERRE, III, p. 441.

PÉREQATION (de l'impôt foncier), I, p. 240.

PERMIS DE CHASSE, III, p. 408.

PERRUQUES (taxe sur les), II, p. 29.

PERSE. — Impôt territorial, I, p. 111. — Postes, III, p. 280.

PERSONNES (impôt sur les) en Perse et en Chine, I, p. 129. — En Grèce, I, p. 130. — En Turquie, I, p. 131. — En Angleterre, I, p. 131. — En Hollande,

I, p. 133. — En Suède, I, p. 133. — En Danemark, I, p. 134. — Dans l'Inde, I, p. 134. — En Russie, I, p. 134. — En Pologne, I, p. 138. — Dans les États-Unis, I, p. 138. — En Valachie, I, p. 138. — En Allemagne, I, p. 139. — En Autriche, I, p. 139. — En Prusse, I, p. 143. — En Espagne, I, p. 146. — En Italie, I, p. 146. — En Belgique, I, p. 150. — En France, I, p. 151. — Exemptions, I, p. 161. — Modes d'assiette de l'impôt, I, p. 161. — Taxe provinciale dans les Pays-Bas, IV, p. 307; et en Belgique, IV, p. 371.

PESAGE (droit de), III, p. 497.

PÉTITIONS (droit sur les), III, p. 493.

PHARMACIES (droit de visite des), III, p. 422.

PHYSCOCRATES, I, p. 281.

PIANOS (taxe sur les), II, p. 28.

PLAISIERGEER. — Impôt sur le luxe en Hollande, II, p. 37.

POSTTOWNE. — Taxe personnelle en Pologne, I, p. 159.

POIDS (droit de vérification des) et mesures, III, p. 419.

POIRÉ (taxe sur le), II, p. 368 et 380.

POISSON (taxe sur le), II, p. 270. — Droit de minque en Belgique, IV, p. 383.

POIX (taxe sur la), II, p. 513.

POLICE (taxe de) en Angleterre, IV, p. 117 et 120; en Écosse, IV, p. 151; à Dublin, IV, p. 178; à Londres, IV, p. 135; à Édimbourg, IV, p. 160; — à Turin, IV, p. 299.

POLL TAX. — Taxe personnelle en Angleterre, I, p. 131.

POLOGNE. — Impôt sur les personnes, I, p. 138. — Foneier, I, p. 219. — Industriel, I, p. 368. — Sur les cheminées, II, p. 23. — Sur les volailles, II, p. 57. — Sur le sucre, II, p. 260. — Sur les vins, II, p. 379. — Sur le tabac, II, p. 457. — Timbre, III, p. 94. — Sur les loteries, III, p. 389. — Recettes communales, IV, p. 450.

PORTAZGOS. — Droit de passage en Espagne, III, p. 455.

PORTES ET FENÊTRES (contribution des), II, p. 13.

PORTORIA. — Droits de douane à Rome, III, p. 8 et 442.

PORTUGAL. — Impôt foncier, I, p. 205. — Sur l'industrie, I, p. 362. — Sur les capitaux mobiliers, I, p. 381. — Sur le revenu, I, p. 464. — Sur les chevaux et les domestiques, II, p. 35. — Sur le sel, II, p. 169. — Sur le savon, II, p. 486. — Sur les portes, III, p. 346. — Taxes communales et provinciales, IV, p. 258.

POSCHLINA. — Droits sur les ventes en Russie, III, p. 197.

POSTE (impôt sur les envois par la), III, p. 277. — En Perse et à Rome, III, p. 280. — En France, III, p. 281. — En Angleterre, III, p. 332. — Aux Etats-Unis, III, p. 339. — En Suède et en Danemark, III, p. 340. — En Russie, id. — En Italie, III, p. 341. — En Allemagne, III, p. 342. — En Espagne, III, p. 345. — En Portugal, III, p. 346. — En Belgique, id. — Dans les Pays-Bas, id. — Produit de cet impôt dans les principaux pays de l'Europe, III, p. 347. — Réflexions sur cet impôt, III, p. 348.

POUDRE A CHEVEUX (taxe sur la), II, p. 29 et 45.

POUDRES A FEU (impôt sur les), II, p. 506.

PRESTATIONS, I, p. 160. — IV, p. 36. — IV, p. 369.

PRÊTS ET HYPOTHÈQUES (droit sur les), III, p. 215.

PRIMES, III, p. 61.

PRISES D'EAU (taxe des), III, p. 418.

PRISONS (taxe des), en Angleterre, IV, p. 105. — En Écosse, IV, p. 147.

PROBATE DUTIES. — Impôt sur les successions mobilières dans la Grande-Bretagne, lorsqu'il y a testament, III, p. 161.

PROPORTIONNEL (Impôt), I, p. 35.

PROVINCES. — Taxes provinciales : en France, IV, p. 6. — En Angleterre, IV, p. 111. — En Écosse, IV, p. 147. — En Irlande, IV, p. 170. — En Al-

lemagne, en Prusse et en Autriche, IV, p. 221. — En Espagne, IV, p. 234. — En Portugal, IV, p. 258. — En Italie, IV, p. 302. — Dans les Pays-Bas, IV, p. 339. — En Belgique, IV, p. 345. — En Danemark, IV, p. 442. — En Suède, IV, p. 448. — En Russie, IV, p. 450.

PRUSSE. — Impôt sur les personnes, I, p. 143. — Foncier, I, p. 194. — Sur l'industrie, I, p. 336 et 289. — Sur le capital ou le revenu en général, I, p. 448. — Sur les locataires à Berlin, II, p. 24. — Sur l'argenterie, II, p. 29. — Sur les domestiques, II, p. 34. — Sur les voitures, chevaux et chiens, II, p. 46. — Sur le sel, II, p. 172. — Sur la mouture, II, p. 196. — Sur l'abattage des viandes, II, p. 208. — Sur le sucre, II, p. 256. — Sur divers comestibles, II, p. 271. — Sur les vins, II, p. 374. — Sur la bière, II, p. 395. — Sur les alambics, II, p. 418 et 436. — Sur le tabac, II, p. 459. — Sur le savon, II, p. 485. — Sur les matériaux de construction, II, p. 488. — Sur les combustibles, II, p. 493. — Douanes, III, p. 37. — Timbre, III, p. 96. — Droits sur les successions, III, p. 154. — Sur les actes judiciaires, III, p. 267. — Sur les transports par la poste, III, p. 343. — Sur les dépêches télégraphiques, III, p. 361 et 374. — Sur les loteries, III, p. 390. — Brevets d'invention, III, p. 401. — Sur les passeports, III, p. 407. — Péages, III, p. 460. — Taxes communales, IV, p. 206. — Taxe de Berlin, p. 214.

PRYTANIES, III, p. 249.

PUBLICATIONS (taxe sur les), III, p. 494.

PUERTAS (y consumos). — Droits de consommation en Espagne, II, p. 171, 203, 213, 220, 255, 378, 406, 438, 475, 485, 488, 492, 494, 503, 509, 514, et III, p. 43.

Q

QUILLES (taxe sur les), II, p. 28.

QUITTANCES (taxes sur les), III, p. 399.

QUOTITÉ, I, p. 17.

R

REGISTRO. — En Italie, III, p. 123.

RENTES (de la taxation des), I, p. 381.

RÉPARTITION, I, p. 17.

REVENU (impôt sur le), I, p. 33. — Immobilier (V. le mot Foncier), I, p. 169. — Mobilier (V. le mot Industrie), I, p. 283. — En général, I, p. 415. — En Grèce, I, p. 416. — A Rome, I, p. 417. — En Italie, I, p. 417. — Dans les Pays-Bas, I, p. 421. — En Angleterre, I, p. 426. — Aux Etats-Unis, I, p. 437. — En Allemagne, I, p. 441. — En Prusse, I, p. 448. — En Autriche, I, p. 442 et 458. — En Suisse, I, p. 460. — En Suède, I, p. 461. — En Russie, I, p. 462. — En Portugal, I, p. 464. — En Turquie, I, p. 467. — En France, II, p. 468. — De l'avenir de cet impôt, II, p. 480.

RICHESSES (impôts sur les) : sur le capital ou le revenu des immeubles, I, p. 169. — Sur le capital et le revenu mobilier, I, p. 283. — Généraux sur le capital ou le revenu, I, p. 415.

ROME. — Impôt sur les personnes, I, p. 130. — Foncier, I, p. 171. — Sur le capital et le revenu mobilier, I, p. 284. — Général sur le capital, I, p. 417. — Sur les portes, II, p. 4. — Sur les voitures, II, p. 35. — Sur le sel, II, p. 97. — Sur les vins, II, p. 343. — Sur la bière, II, p. 383. — Droits de douane, III, p. 8. — Sur les successions, III, p. 141. — Sur la vente, III,

p. 192. — Sur les actes judiciaires, III, p. 250. — Postes, III, p. 280. — Télégraphie optique, III, p. 357. — Sur les loteries et jeux, III, p. 377. — Péages, III, p. 442.

ROSSIGNOLS (impôt sur les) à Brême, II, p. 58.

ROUTES (taxe des), en Angleterre, IV, p. 102. — En Ecosse, IV, p. 159. — — Son produit, IV, p. 180.

RÜCKZOLL, III, p. 61.

ROUMANIE (Moldavie-Valachie). — Sur les personnes, I, p. 138. — Sel, II, p. 184. — Alcool, II, p. 436. — Douanes, III, p. 50.

RUSSIE. — Fermage des taxes, I, p. 111. — Impôt sur les personnes, I, p. 134. — Foncier, I, p. 222. — Sur l'industrie, I, p. 368. — Général sur le revenu, I, p. 462. — Sur le sel, II, p. 183. — Sur le sucre, II, p. 259. — Sur l'alcool, III, p. 433. — Sur le tabac, II, p. 478. — Droits de douanes, III, p. 4 et 43. — Timbre, III, p. 93. — Enregistrement, III, p. 125. — Successions, III, p. 154. — Donations, III, p. 181. — Vente, III, p. 197. — Assurances, III, p. 236. — Postes, III, p. 340. — Télégraphes, III, p. 358. — Brevets d'invention, III, p. 401. — Passeports, III, p. 406. — Fabrication des monnaies, III, p. 432. — Droit de tonnage, III, p. 467. — Taxes communales et provinciales, IV, p. 450.

SAFRAN (taxe sur le), III, p. 270.

SAVON (taxe sur le), II, p. 484.

SCEAU (Droit de), III, p. 411.

SCHILDTAL. — Ancienne taxe sur les maisons en Hollande, I, p. 182.

SCHLENSTEINER. — Impôt sur l'abatage en Prusse, II, p. 209.

SÉJOUR (taxes de) en Suisse, III, p. 441.

SEL (impôt sur le), II, p. 95. — En Syrie, II, p. 97. — A Rome, II, p. 97. —

En France, II, p. 98. — En Allemagne, II, p. 169. — En Portugal, II, p. 169. — En Autriche, II, p. 170. — En Saxe, II, p. 171. — En Espagne, II, p. 171. — En Prusse, II, p. 172. — En Belgique, II, p. 175. — Dans les Pays-Bas, II, p. 177. — En Italie, II, p. 178. — Dans la Grande-Bretagne, II, p. 180. — Dans l'Inde, II, p. 182. — En Russie, II, p. 183. — En Turquie, II, p. 181.

— Considérations diverses, II, p. 184.
 SERVICE MILITAIRE (exonération du), I, p. 158 et III, p. 435.
 SERVICES, III, p. 454.
 SERVISTEUER. — Sorte de taxe sur l'industrie en Allemagne, I, p. 289.
 SIAM (empire de). — Douane en nature, III, p. 4. — Taxe sur les jeux de hasard, III, p. 377. — Sur les Chinois, I, p. 159.
 SOCIÉTÉS (taxe sur la transmission des actions et obligations des), III, p. 223.
 SOIE (taxe sur la), II, p. 28.
 SPORTULES, III, p. 250.
 STEUER. — Nom générique de l'impôt en Allemagne.
 STRASSENZOLL. — Impôt sur les routes en Allemagne, III, p. 459.
 SUCCESSIONS (taxe sur les), I, p. 39 et III, p. 136.
 SUCRE (impôt sur le), II, p. 222. — En France, II, p. 224. — En Angleterre, II, p. 253. — Dans les Pays-Bas, II, p. 255. — En Espagne, II, p. 255. — En Belgique, II, p. 256. — En Allemagne, II, p. 256. — En Autriche, II, p. 258. — En Russie, II, p. 259. — Questions diverses se rattachant à cet impôt, II, p. 261.
 SUÈDE. — Impôt sur les personnes, I, p.

133. — Foncier, I, p. 203. — Général sur le revenu, II, p. 461. — Sur les montres, l'acajou, la soie, etc., II, p. 28. — Sur les domestiques, II, p. 34. — Sur la mouture, II, p. 196. — Sur la bière, II, p. 392. — Sur l'eau-de-vie, II, p. 440. — Droits de douanes, III, p. 4 et 48. — Timbre, III, p. 94. — Postes, III, p. 340. — Loteries, III, p. 388. — Passeports, III, p. 406. Droit de marque sur les matières d'or et d'argent, III, p. 426. — Taxes communales et provinciales, IV, p. 448.
 SUISSE. — Impôt sur l'industrie, I, p. 366. — Sur les créances, I, p. 382. — Général sur le capital et le revenu, I, p. 460. — Sur les domestiques, II, p. 34. — Sur les chevaux, les voitures, et perimis de chasse, II, p. 46. — Sur les chiens, II, p. 51. — Sur le sel, II, p. 109. — Sur la mouture, II, p. 196. — Sur les viandes, II, p. 208. — Sur les vins, II, p. 379. — Douanes, III, p. 4 et 51. — Enregistrement, III, p. 122. — Successions, III, p. 154. — Loteries, III, p. 188. — Sur la vente, III, p. 195. — Permis de chasse, III, p. 410. — Droit de marque des matières d'or et d'argent, III, p. 426. — Péages, III, p. 463.

T

TABAC (impôt sur le), II, p. 456. — Appréciation de cet impôt, III, p. 480.
 TAILLES, I, p. 222.
 TAXES. — Voir le mot Impôt.
 TÉLÉGRAPHIQUES (taxes sur les dépêches), III, p. 357.
 TESTATICO. — Impôt personnel en Italie, I, p. 210.
 TIMBRE (droit de), I, p. 12 et III, p. 76. — Son appréciation, III, p. 101.
 TONNAGE (droit de), III, p. 465. — A Londres, IV, p. 132.
 TOURNIQUETS (impôt sur les), III, p. 431.
 TRANSMISSION À TITRE GRATUIT, III, p.

174. — A titre onéreux, III, p. 182.
 TRANSPORTS (impôts sur les), III, p. 474.
 TROQUE (sel de), II, p. 125.
 TEILES, II, p. 487.
 TUKIN (taxes de), IV, p. 299.
 TURQUIE. Impôt sur les personnes, I, p. 130. — Foncier, I, p. 170. — Sur le revenu, I, p. 467. — Sur les chameaux, II, p. 35. — Sur le sel, II, p. 184. — Sur les grains, II, p. 203. — Sur le tabac, II, p. 476. — Droits de douanes, III, p. 50.

U

UNIVERSITAIRES (droits), III, p. 415. | USINES (permissions d'), III, p. 418.

V

- VERTICALIA.** — Droits de douane à Rome, III, p. 8.
VENTE (droit sur la), III, p. 190.
VERGU. — Impôt sur le revenu en Turquie, I, p. 467.
VÉRIFICATION DES POIDS ET MESURES (droit de), III, p. 419.
VERMOEGENSTEUER. — Taxe générale sur le capital en Allemagne, I, p. 441.
VERPONDING. — Impôt foncier en Hollande, I, p. 182.
VERRE (taxe sur le), II, p. 487.
VERZEHRUNGSTEUER. — Impôt de consommation en Allemagne, II, p. 93.
VIANDES (taxe sur les), II, p. 208.
VICESIMA HEREDITATUM. — Impôt sur les héritages à Rome, III, p. 141.
VIENNE. — Taxe sur les voitures, II, p. 35. — Budget local, IV, p. 216.
VINAGE, II, p. 429.
VINGTIÈME. — Impôt général du revenu en France, au XVIII^e siècle, II, p. 470.
VINAIGRES (taxe sur les), II, p. 406.
VINS (impôt sur les), chez les Grecs, II, p. 275. — En France, *id.* — En Allemagne, II, p. 373. — En Autriche, II, p. 374. — En Italie, II, p. 376. — En Espagne, II, p. 378. — En Angleterre, II, p. 378. — En Belgique, II, p. 379. — Dans les Pays-Bas, II, p. 379. — En Suisse, II, p. 379. — En Pologne, II, p. 379.
VOIRIE (droits de), III, p. 497.
VOITURES particulières (impôts sur les), dans les Pays-Bas, II, p. 35. — Chez les Romains, *id.* — En Autriche, *id.* — Dans la Grande-Bretagne, II, p. 41. — En Suisse, II, p. 46. — En Italie, II, p. 47. — En France, II, p. 59. — En Danemark, II, p. 58.
VOITURES publiques en France (impôts sur les), IV, p. 474 et suiv. — En Angleterre, III, p. 485 et suiv.
VOILAILLES (taxe sur les), II, p. 57 et 269.
VOYAGES (impôts sur les), III, p. 474.

W

- WEGGELD.** — Impôt sur les routes en Allemagne, III, p. 459.
WERTHSTEMPEL. — Timbre proportionnel en Allemagne, III, p. 96.
WINDOWTAX. — Impôt sur les fenêtres en Angleterre, II, p. 9.

Z

- ZOLLVEREIN.** — Union douanière en Allemagne, III, p. 7 et 36.

TABLE DES MATIÈRES

DU TOME QUATRIÈME ET DERNIER.

	Pages.
LIVRE VII. — DES TAXES PROVINCIALES, DÉPARTEMENTALES ET LOCALES.	1
Préambule.	ib.
CHAPITRE I. — <u>Des taxes départementales et communales en France.</u>	6
<u>Préliminaires.</u>	ib.
SECTION I. — <u>Des octrois municipaux.</u>	9
SECTION II. — <u>Des prestations en nature.</u>	36
SECTION III. — <u>Des centimes départementaux et communaux.</u> . . .	62
Article 1. — <u>CENTIMES DÉPARTEMENTAUX.</u>	ib.
— 2. — <u>CENTIMES COMMUNAUX.</u>	72
SECTION IV. — <u>Des impôts dans la ville de Paris.</u>	84
CHAPITRE II. — Taxes des paroisses, des comtés et des bourgs, dans le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande.	89
Préliminaires.	ib.
SECTION I. — <u>Angleterre et pays de Galles.</u>	92
Préliminaires.	ib.
Article 1. — <u>TAXES DE PAROISSE.</u>	93
§ 1. — <u>Taxe des pauvres (Poor's rate).</u>	ib.
2. — Taxes établies sur les mêmes bases que la taxe des pauvres.	99
3. — Taxes reposant sur des bases diverses.	105
Article 2. — <u>TAXES DE COMTÉ.</u>	111
§ 1. — <u>Taxe de comté (County rate).</u>	ib.

	Pages.
§ 2. — Taxe pour les asiles d'aliénés (<i>County rate for Lunatic Asylums.</i>)	115
3. — Taxe d'enterrement (<i>Burial of dead Bodies rate</i>).	116
4. — Taxe de centurie (<i>Hundred rate</i>).	ib.
5. — Taxe de police (<i>Police rate</i>).	117
Article 3. — TAXES DES BOURGS ET CITÉS.	118
§ 1. — Taxe générale de bourg (<i>Borough rate</i>).	119
2. — Taxe de police, ou de surveillance générale des bourgs (<i>Wacht rate in Boroughs</i>).	120
3. — Taxe pour les asiles d'aliénés (<i>Rate for Lunatic Asylums</i>).	121
4. — Taxe générale (<i>General district rate</i>).	ib.
Article 4. — TAXES DE LA MÉTROPOLE.	128
§ 1. — Revenus de la corporation municipale de la cité.	ib.
2. — Travaux publics de la Métropole.	133
3. — Police de la Métropole.	135
SECTION II. — Écosse.	137
Préliminaires.	ib.
Article 1. — TAXES DE PAROISSE.	139
§ 1. — Taxe des pauvres.	ib.
2. — Taxe pour le traitement des ministres du culte (<i>stipend- money</i>).	143
3. — Taxe pour l'enseignement primaire.	144
4. — Taxe pour l'état civil.	145
Article 2. — TAXES DE COMTÉ.	147
§ 1. — Taxe des prisons.	ib.
2. — Taxe des aliénés.	149
3. — Taxe de police.	151
4. — Taxe des routes.	152
Article 3. — TAXES DES BOURGS.	154
§ 1. — Taxe d'administration générale	156
2. — Taxe générale (<i>pour divers services locaux</i>).	ib.
3. — Taxe des égouts.	ib.
4. — Taxes privées.	157
Article 4. — TAXES DE LA CITÉ D'ÉDIMBOURG.	158
§ 1. — Compte municipal.	ib.
2. — Compte de l'administration de la police.	160
3. — Compte de la commission du pavage.	ib.
SECTION III. — Irlande.	161
Préliminaires.	ib.

	Pages.
Article 1. — TAXES DE PAROISSE.	163
§ 1. — Taxe des pauvres.	ib.
2. — Taxe d'émigration.	167
3. — Taxe de paroisse.	168
4. — Taxe pour les enfants abandonnés.	169
Article 2. — TAXE DE COMTÉ.	170
— 3. — TAXES DE BOURG.	174
§ 1. — Taxe générale de bourg.	175
2. — Taxe générale (pour des services spéciaux).	ib.
Article 4. — TAXES DE LA CITÉ DE DUBLIN.	178
SECTION IV. — <i>Considérations générales.</i>	180
Article 1. — PRODUIT DES TAXES LOCALES DANS LE ROYAUME-UNI.	ib.
— 2. — CARACTÈRE ÉCONOMIQUE, ADMINISTRATIF ET POLITIQUE DE LA TAXATION LOCALE DANS LE ROYAUME-UNI.	189
CHAPITRE III. — Des taxes communales et provinciales en Allemagne, en Prusse et en Autriche.	204
Préliminaires.	ib.
SECTION I. — <i>Des taxes communales.</i>	206
SECTION II. — <i>Taxes de Berlin et de Vienne.</i>	214
SECTION III. — <i>Des taxes de provinces et de cercles.</i>	221
CHAPITRE IV. — Des taxes provinciales et communales en Espagne.	232
Préliminaires.	ib.
SECTION I. — <i>Des taxes provinciales.</i>	234
SECTION II. — <i>Des taxes communales.</i>	243
SECTION III. — <i>Des taxes de Madrid.</i>	253
CHAPITRE V. — Des taxes communales et provinciales en Portugal.	258
SECTION I. — <i>Des taxes provinciales.</i>	ib.
SECTION II. — <i>Des taxes communales.</i>	259
CHAPITRE VI. — Des taxes provinciales et communales en Italie.	263
Préliminaires.	ib.
SECTION I. — <i>Des taxes communales.</i>	264
SECTION II. — <i>Taxes de Turin.</i>	299
SECTION III. — <i>Taxes provinciales d'Italie.</i>	302
CHAPITRE VII. — Des impositions communales et provinciales dans les Pays-Bas.	307

	Pages.
SECTION I. — <i>Des impositions communales.</i>	ib.
SECTION II. — <i>Des impositions provinciales.</i>	339
CHAPITRE VIII. — <i>Des taxes provinciales et communales en Belgique.</i>	343
SECTION I. — <i>Taxes provinciales.</i>	345
SECTION II. — <i>Des taxes communales.</i>	358
Article 1. — IMPOSITIONS COMMUNALES DIRECTES.	368
§ 1. — Centimes additionnels.	ib.
2. — Centimes et prestations pour chemins vicinaux.	369
3. — Cotisations personnelles.	371
4. — Impositions spéciales sur les propriétés.	379
5. — Taxes de compensation pour certains services ou auto- risations.	380
6. — Impôts sur les jouissances.	381
Article 2. — IMPOSITIONS COMMUNALES INDIRECTES.	383
— 3. — FONDS COMMUNAL. — ABOLITION DES OCTROIS.	386
CHAPITRE IX. — <i>Des taxes locales en Danemark.</i>	434
SECTION I. — <i>Des taxes communales en Danemark.</i>	ib.
SECTION II. — <i>Taxes des bailliages en Danemark.</i>	442
SECTION III. — <i>Taxes de Copenhague.</i>	444
CHAPITRE X. — <i>Des taxes des communes et des provinces en Suède.</i>	448
CHAPITRE XI. — <i>Des taxes communales et provinciales en Russie.</i>	450
CHAPITRE XII. — <i>Considérations finales sur les taxes locales en Europe et comparaison du mérite de leurs principales for- mes. — Question des octrois.</i>	453
ÉPILOGUE. — <i>Résumé de l'histoire et de la théorie des impôts.</i>	471
Table analytique des matières.	501

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES.

Saint-Denis. — Typographie de A. Moulin.

5683261



OUVRAGES DU MÊME AUTEUR

- HISTOIRE DES IMPÔTS GÉNÉRAUX SUR LA PROPRIÉTÉ ET LE REVENU. 1 volume in-8. 5 fr.
- ESSAI SUR LA STATISTIQUE AGRICOLE DU DÉPARTEMENT DE CANTAL. 1 volume in-8. 1 fr. 50
- ÉTUDES HISTORIQUES ET CRITIQUES SUR LES ACTIONS POSSESSOIRES. 1 vol. in-8. 4 fr.

OUVRAGES DE M. BATBIE :

- NOUVEAU COURS D'ÉCONOMIE POLITIQUE, professé à la Faculté de droit de Paris. 1866, 2 vol. in-8. 15 fr.

- MÉLANGES D'ÉCONOMIE POLITIQUE. 1866, 1 vol. in-8. 7 fr. 50

NOTA. — Ce volume des *Mélanges d'économie politique* contient deux Mémoires : 1^o *Mémoire sur le prêt à intérêt* (couronné par l'Institut, Sciences morales et politiques); 2^o *Mémoire sur l'impôt neutre et après 1789*.

- TURGOT PHILOSOPHE, ÉCONOMISTE ET ADMINISTRATEUR. Ouvrage couronné par l'Institut (Académie des sciences morales et politiques). 1861-1866, 1 vol. in-8. 9 fr.

Les trois ouvrages, pris ensemble, 4 vol. in-8. 30 fr.

NOTA. — Le prix de *Turgot philosophe*, etc., qui est de 9 fr. pris isolément, sera baissé à 8 fr. pour quiconque en fera la demande avec l'un des ouvrages de M. Batbie.

- TRAITÉ THÉORIQUE ET PRATIQUE DU DROIT PUBLIC ET ADMINISTRATIF, contenant l'examen de la Doctrine et de la Jurisprudence, la comparaison de notre Législation avec les lois politiques et administratives des principaux pays de l'Europe, etc. 1862-63. 7 vol. in-8. 56 fr.

En vente les quatre premiers volumes. 32 fr.

Les tomes V, VI, VII seront mis sous presse en novembre 1866, et seront successivement publiés à peu d'intervalle.

NOTA. — Les volumes publiés ne seront livrés qu'aux Souscripteurs de l'ouvrage entier. Le prix ne sera payable qu'au fur et à mesure de la mise en vente de chaque volume.

- PRÉCIS DU COURS DE DROIT PUBLIC ET ADMINISTRATIF, professé à la Faculté de droit de Paris. 2^e édit., entièrement refondue. 1863, 1 vol. in-8. 9 fr.

Ce volume contient : le Programme des Facultés de droit, une Table des matières, une Table alphabétique et le Programme des concours pour le Conseil d'État et la Cour des comptes.

- LE CRÉDIT POPULAIRE, avec une préface de M. HORN. Ouvrage couronné par l'Institut (Académie des sciences morales et politiques). 1864, 1 vol. in-18. 5 fr.

Le système de banques fondées sur la mutualité qui, en Allemagne, a rendu de notables services à l'industrie, est encore chez nous à l'état d'essai. Il faut donc de fortes convictions en la vitalité de ce principe et une connaissance spéciale de la matière pour chercher à faire pénétrer dans les classes industrielles ce nouvel agent financier.

M. BATBIE, dans une étude que l'Institut vient de couronner, a exposé le système du crédit populaire, tel qu'il fonctionne en Allemagne.

L' introduction de M. HORN, qui, par sa position spéciale et ses travaux sur la matière, jouit en Allemagne d'une grande autorité, complète cette œuvre que voudront lire tous ceux qui cherchent l'émancipation du travail par les principes du crédit populaire.

- DOCTRINE ET JURISPRUDENCE EN MATIÈRE D'APPEL COMME D'ARRÊTS. 1851. 1 volume in-18. 1 fr. 50



